ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION RELIEE DES DOCUMENTS "COM"

COM (88)729

Vol. 1988/0240

Historical Archives of the European Commission

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlusssachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlusssachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat général

Bruxelles, le 24 novembre 1988.

COM(88) 729

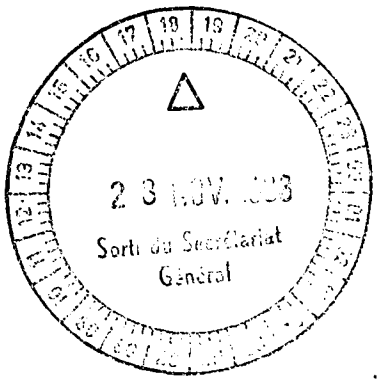
a) OJ 942 - 30 novembre 1988

b) Réunion spéciale des
Chefs de Cabinet

COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE

(Communication de Lord COCKFIELD en accord avec M. VARFIS)

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 942ème réunion de la Commission, le mercredi 30 novembre 1988.



Destinataires : MM. les Membres de la Commission
M. FITCHEW
M. COSTA
M. BRAUN
M. CASPARI
M. BRINKHORST
M. MAYHEW
M. DEWOST

Historical Archives of the European Commission

Note du Secrétariat général

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable : Institutions financières et fiscalitéateurs

Services associés :

- pour accord,

  D.G. XI : accord demandé

  T.F. P.M.E. : accord

- pour avis,

  Service Juridique : avis favorable

Historical Archives of the European Commission

RESUME

La présente proposition annoncée dans le Livre Blanc fixe les dispositions d'application de la liberté de prestation de services en assurance vie individuelle (laissant l'assurance groupe et l'assurance des pensions liées à une activité professionnelle pour une directive ultérieure).

Cette proposition distingue deux types de cas. Dans le premier cas, où un assureur prospecte activement le marché d'un autre Etat membre sans avoir recours à un établissement d'assurance de cet autre Etat, l'Etat de destination peut requérir un agrément, lié au respect par l'assureur, des dispositions de cet Etat sur les réserves techniques et les conditions d'assurance (et donc en conformité avec l'arrêt de la Cour dans l'affaire 205/84 et avec les dispositions relatives aux risques de masse de la directive 88/357/CEE sur l'assurance non vie du 22 juin 1988).

Dans le deuxième type de cas, le preneur d'assurance recherche une assurance dans un autre Etat de sa propre initiative, en se déplaçant, par correspondance, par téléphone ou en ayant recours à un courtier indépendant. Dans un tel cas, la législation de contrôle de l'Etat de l'établissement (Home country control) s'appliquera et non celle de l'Etat de destination. Grâce à cette initiative, le preneur d'assurance a donc libre accès à l'entièreté du marché intérieur. Les taxes sur les primes, s'il en existe dans le pays du preneur, continuent toutefois à être dues.

Dans les deux cas, diverses dispositions règlent la collaboration entre les autorités de l'Etat d'établissement et de l'Etat de prestation.

Cette disposition constitue une première étape sur la liberté de prestation de services en assurance vie. Indépendamment d'une proposition sur l'assurance groupe, mentionnée ci-dessus, une proposition ultérieure sera nécessaire pour réaliser l'importante harmonisation complémentaire qui permettra l'application de la législation de contrôle de l'Etat de l'établissement avec la reconnaissance mutuelle, même si l'assureur fait de la prospection dans un autre Etat membre.

Historical Archives of the European Commission

CAB/V/102/1/88-FR
Orig. : EN

COMMUNICATION DE LORD COCKFIELD A LA COMMISSION

DEUXIEME DIRECTIVE DE COORDINATION DE L'ASSURANCE SUR LA VIE

La présente proposition, qui concerne la libre prestation des services dans le domaine de l'assurance sur la vie, fait partie intégrante du programme annexé au Livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur.

Un bref rappel des développements récents survenus dans le domaine de l'assurance n'est pas inutile pour permettre une meilleure compréhension du calendrier et du contenu de la présente proposition.

Le Livre blanc prévoyait l'achèvement du marché intérieur des services financiers sur la base du principe du contrôle par le pays d'origine lié à la reconnaissance mutuelle par les Etats membres de ce que fait chacun d'entre eux pour sauvegarder les intérêts du public (1).

A l'époque où le Livre blanc a été rédigé, une proposition de directive fondée sur ces principes était bloquée depuis plusieurs années au Conseil. En même temps, on attendait des arrêts de la Cour dans des affaires ayant trait à cette question.

Ces arrêts ont été rendus le 4 décembre 1986. Le plus important d'entre eux (rendu dans l'affaire 205/84, Commission contre république fédérale d'Allemagne) couvre tant l'assurance-vie que l'assurance non-vie. Il représente un certain recul par rapport aux espoirs exprimés dans le Livre blanc, ou du moins dans le calendrier annexé à celui-ci; il indique en effet qu'une harmonisation beaucoup plus poussée que prévu pourrait être nécessaire avant que tous les avantages du marché intérieur, fondé sur le contrôle par le pays d'origine, soient étendus aux cas où on peut considérer que le preneur d'assurance ou l'assuré a besoin de la protection de sa législation nationale. La Cour admet qu'il peut exister des cas où ces considérations ne sont pas applicables, mais sans les préciser.

---

(1) Livre blanc, paragraphes 101 à 103.

Historical Archives of the European Commission

A la suite des arrêts de la Cour, la Commission, le Parlement et le Conseil ont travaillé dans le cadre de la procédure de coopération pour modifier la proposition sur l'assurance non-vie qui était bloquée au Conseil. Ces travaux ont abouti à l'adoption le 22 juin 1988 de la deuxième directive de coordination de l'assurance non-vie, qui réalise pour les grands risques industriels et commerciaux un véritable marché commun fondé sur le principe du contrôle par le pays d'origine, mais qui laisse les petits risques et les risques privés (les risques dits de masse) soumis au contrôle de l'Etat de destination, les privant ainsi des avantages du marché intérieur.

La Commission doit avoir pour politique de ne pas se contenter de cette situation, mais de prendre le plus rapidement possible les nouvelles mesures d'harmonisation nécessaires pour instaurer le principe du contrôle par le pays d'origine et de permettre ainsi aux petits preneurs d'assurance de profiter des avantages d'un marché de dimension communautaire.

Ces développements survenus dans l'assurance non-vie ont une incidence directe sur l'assurance-vie. Tout d'abord, sur le calendrier des propositions. Le Livre blanc prévoyait qu'une proposition concernant la libre circulation des services dans le domaine de l'assurance-vie devait être présentée en 1987, un an après la date prévue à l'époque pour l'adoption par le Conseil de la deuxième directive sur l'assurance non-vie qui, comme nous l'avons vu, a en réalité été adoptée en juin de cette année. Lorsqu'il est apparu que la directive non-vie serait retardée, la date prévue pour l'adoption de la proposition sur l'assurance-vie par la Commission a été reportée à 1988(1). De la manière dont les choses ont évolué, il n'est resté que quelques mois entre l'adoption de la directive sur l'assurance non-vie et la présente proposition, au lieu d'un an comme prévu.

Les développements susmentionnés ont affecté également le contenu de la proposition. Comme dans l'assurance non-vie, à la suite des arrêts de la Cour, il a fallu identifier les cas où le preneur d'assurance ou l'assuré

(1) Deuxième rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen concernant la mise en oeuvre du Livre blanc, COM(87)203 final, paragraphe 66, page 13.

Historical Archives of the European Commission

n'a pas besoin de la protection de son droit national pour, dans une première étape, instaurer immédiatement le contrôle par le pays d'origine dans les cas en question; en revanche, l'application générale du principe du contrôle par le pays d'origine a été reportée à une seconde phase qui, du fait qu'elle exige une harmonisation plus poussée, sera plus longue à réaliser.

Deux domaines se prêtent à un tel traitement. Le premier est celui de l'assurance-vie individuelle, dans les cas où le preneur d'assurance, agissant de sa propre initiative, cherche un assureur dans un autre Etat. Le second est celui de l'assurance de groupe, spécialement de l'assurance de retraite, où dans certains cas du moins, un traitement similaire à celui des "grands risques" en assurance non-vie pourrait être approprié. Dans ce dernier cas toutefois, en raison des différences existant entre les situations nationales, des rapports étroits avec les régimes de sécurité sociale et les régimes fiscaux et de la sensibilité de ces questions sur le plan social, il n'aurait pas été possible de définir un traitement approprié dans le très court laps de temps dont la Commission disposait pour élaborer la présente proposition. Ce domaine fera donc l'objet d'une proposition ultérieure qui sera présentée pour la fin de 1989.

La présente proposition porte donc uniquement sur l'assurance-vie individuelle.

La liberté totale des mouvements de capitaux qui doit être réalisée grâce à la directive adoptée le 24 juin 1988 (1) implique que le consommateur pourra investir ses économies dans n'importe quel type d'instrument financier offert sur n'importe quel marché de la Communauté. Dans ces conditions, il serait paradoxal, pour ne pas dire plus, que le consommateur ne puisse pas choisir librement son assurance-vie, qui représente en général l'une des formes d'investissement les plus sûres. Or, actuellement, les législations de nombreux Etats membres l'empêchent de contracter une assurance-vie en dehors de son propre pays, même de sa propre initiative.

---

(1) JO n° L 178 du 8.7.1988.

Historical Archives of the European Commission

En éliminant ces restrictions, la présente proposition constitue un premier pas important sur la voie de la réalisation du marché intérieur de l'assurance-vie individuelle. De plus, elle est applicable non seulement dans les cas où le preneur se rend physiquement dans un autre pays pour souscrire une assurance, mais également dans ceux où il prend contact de sa propre initiative avec l'assureur par un des moyens habituels, c'est-à-dire par lettre, par téléphone ou par l'intermédiaire d'un courtier.

Dans d'autres cas, lorsque l'assureur cherche activement à vendre ses produits dans le pays de résidence du preneur, les autorités de ce pays restent habilitées à imposer à l'assureur une obligation d'agrément, liée à l'application de leurs propres règles relatives aux réserves mathématiques, aux investissements qui les représentent et aux conditions de la police qui déterminent la nature du produit d'assurance. Ce régime, qui est loin d'être satisfaisant, ne peut être modifié - à la lumière des arrêts de la Cour et des négociations sur la deuxième directive non-vie - que par une nouvelle directive qui réaliserait une harmonisation suffisante pour permettre aux Etats membres d'appliquer le principe de la reconnaissance mutuelle. Tel est l'objectif que la Commission doit s'employer à atteindre à terme.

En raison du temps limité dont la Commission disposait pour son élaboration compte tenu de l'engagement qu'elle avait pris vis-à-vis du Conseil et du Parlement, il n'y a pas eu de consultations complètes et formelles avec les représentants des Etats membres ni avec d'autres parties intéressées éventuelles. De toute façon, le sujet se prête très bien à un débat au Parlement sans de telles discussions préliminaires.

En revanche, des consultations complètes avec toutes les parties intéressées seront indispensables avant la présentation de la proposition complémentaire qui est prévue sur l'assurance de groupe et de retraite.

En conclusion, la Commission est invitée :

Historical Archives of the European Commission

1. à approuver la proposition de deuxième directive portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe sur la vie, fixant les dispositions destinées à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services et modifiant la directive 79/267/CEE;

2. à transmettre cette proposition au Conseil;

3. à décider de publier le texte de la proposition de directive, à l'exception de l'exposé des motifs, au Journal officiel.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION DE

DEUXIEME DIRECTIVE DU CONSEIL

PORTANT COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE, FIXANT LES DISPOSITIONS DESTINEES A FACILITER L'EXERCICE EFFECTIF DE LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES ET MODIFIANT LA DIRECTIVE 79/267/CEE

EXPOSE DES MOTIFS

I. Introduction

La réalisation effective d'un marché commun de l'assurance vie constitue un élément important de l'espace financier européen que les Etats membres se sont engagés à créer pour la fin de 1992.

Si la directive 79/267 du 5 mars 1979 a coordonné les conditions auxquelles une entreprise d'assurance vie d'un pays de la Communauté peut créer une agence ou une succursale dans un autre pays de celle-ci, par contre un citoyen d'un pays de la Communauté qui désire souscrire directement un contrat d'assurance-vie dans un autre pays rencontrera de nombreux obstacles, de droit ou de fait.

A l'intérieur du marché financier européen, il importe que tout citoyen puisse s'adresser à n'importe quelle entreprise de la Communauté et disposer ainsi du choix le plus large possible de formules d'assurances et d'assureurs.

Le second rapport de la Commission au Conseil et au Parlement Européen sur l'application du Livre Blanc de la Commission au sujet de l'achèvement du marché intérieur précise que la Commission présentera au Conseil avant le 31 décembre 1988 une proposition de directive sur la liberté de prestation de services en assurance vie (COM (87) 203 final, para 67, p. 20).

Historical Archives of the European Commission

Si la base juridique de cette proposition est constituée par les articles 57 paragraphe 2 et 66 du Traité CEE, deux évènement récents ont apporté des précisions importantes au sujet de la liberté de prestation de services dans le secteur des assurances.

La Cour de Justice des Communautés européennes a rendu plusieurs arrêts sur cette question le 4 décembre 1986, notamment l'arrêt 205/84 en cause la République Fédérale d'Allemagne.

Si ces arrêts ont mis fin à des divergences d'interprétation de la directive du Conseil du 30 mai 1978 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière de coassurance communautaire, ils ont également permis la reprise des discussions de la proposition de deuxième directive du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe autre que l'assurance vie, fixant les dispositions destinées à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services et modifiant la directive 73/239, laquelle a été adoptée le 22 juin 1988.

Dans l'arrêt 205/84, la Cour reconnaît que dans l'état actuel du droit communautaire, il se justifie que, pour assurer la protection des preneurs d'assurance et des assurés, l'Etat membre destinataire d'une prestation de services en assurance impose l'application des règles de sa propre législation en ce qui concerne les provisions techniques et les conditions d'assurance (considérant n° 41).

Mais dans le même arrêt, la Cour souligne que les raisons de protection du preneur d'assurance et de l'assuré "n'ont pas la même importance pour tout le secteur de l'assurance et qu'il peut même exister des cas où, en raison du caractère du risque assuré et du preneur d'assurance, il n'y a aucun besoin de protéger celui-ci par l'application des règles impératives de son droit national" (considérant n° 49).

Historical Archives of the European Commission

Ces deux considérants s'appliquent tant à l'assurance non vie qu'à l'assurance vie.

Le deuxième évènement récent est précisément la directive du 22 juin 1988 qui répartit l'ensemble des risques "dommages" en deux catégories définies en fonction du degré de protection dont les preneurs ont besoin.

Pour la première catégorie, dite des " grands risques", définie par la qualité et l'importance du preneur et la nature du risque, et pour lesquels le besoin d'une aussi grande protection n'existe pas, la réglementation de contrôle du pays de l'assureur s'applique (home country control). La situation est inverse pour la deuxième catégorie, dite des " risques de masse", auxquels s'applique la réglementation de contrôle du pays du risque (risk country control), du moins en attendant une coordination ultérieure, notamment des provisions techniques. Cette coordination, objet d'une seconde étape, facilitera davantage l'exercice effectif de la prestation de services et étendra le champ d'application de la législation de contrôle du pays de l'assureur.

La Commission propose de procéder de la même manière pour les engagements visés dans la directive sur l'assurance vie. Dans une première étape, il est fait une distinction entre, d'une part, les engagements pour lesquels les preneurs n'ont pas un grand besoin de protection et auxquels s'applique la loi de contrôle du pays de l'établissement et, d'autre part, les autres qui sont soumis à la loi du pays de l'engagement, c'est-à-dire généralement le pays de résidence du preneur, cette disposition étant prise, en attendant coordination ultérieure.

Historical Archives of the European Commission

La structure de la présente proposition est reprise de celle de la directive du 22 Juin 1988. Le titre I "Dispositions générale" et le titre II "Dispositions complémentaires à la première directive" (79/267/CEE du 5 mars 1979) s'appliquent indifféremment à toutes les branches visées par celle-ci. Le titre III par contre traite des dispositions particulières à la libre prestation de services.

En assurance de groupe et dans certaines assurances individuelles de retraite, la multiplicité et la complexité des différents systèmes et leurs rapports étroits avec les régimes de sécurité sociale nécessitent une étude approfondie qui n'est pas encore terminée. Aussi, ce domaine est-il exclu du titre III de la présente proposition. Il fera l'objet d'une proposition de directive distincte, qui sera présentée dans le meilleurs délais et qui constituera donc la seconde partie de la première étape.

Le titre III de la présente proposition ne vise dès lors que des contrats individuels et sans rapport avec une activité professionnelle. Dans ce domaine une personne qui prend l'initiative de s'adresser à un assureur établi dans un autre Etat et assujetti au droit de contrôle de cet Etat, se soustrait volontairement et sciemment au droit de contrôle de son Etat de résidence et montre par son attitude qu'il n'a pas besoin de la protection de celui-ci. L'initiative du preneur, qui devra prendre acte du fait qu'il se soustrait à cette protection nationale, est ainsi le critère qui délimite la catégorie d'engagements à laquelle s'applique la règlementation du pays d'établissement de l'assureur.

Actuellement, la législation de plusieurs Etats membres interdit à leurs ressortissants de prendre l'initiative de souscrire des contrats à l'étranger ou restreint considérablement cette possibilité.

Mais le contrôle du respect de cette interdiction et de ces restrictions deviendra difficile lorsque la directive 88/361 du 24 Juin 1988 sur la liberté des mouvements de capitaux sera en vigueur. Il est dès lors urgent de définir dans la réglementation communautaire les conditions auxquelles un preneur d'assurance peut agir de sa propre initiative.

Historical Archives of the European Commission

La présente proposition permettra aux preneurs avertis de profiter pleinement du grand marché intérieur, tout en conservant la protection des règles nationales dans les cas où c'est l'entreprise d'assurance qui cherche activement à vendre ses produits à l'étranger.

L'objectif de la Commission reste toutefois l'application des règles de contrôle de l'Etat d'établissement de l'assureur. Cela nécessitera, comme en assurance non vie, une coordination plus poussée, objet d'une deuxième étape des travaux.

La présente proposition ainsi que la proposition complémentaire en matière d'assurance de groupe mentionnée ci-dessus, constitue dès lors un pas important vers la réalisation du marché intérieur de l'assurance vie, mais ne suffit pas à elle seule pour y parvenir.

Historical Archives of the European Commission

II. Commentaire des articles

Titre I Dispositions Générales

Article 1 - Objet de la directive (Article 1)

Cet article précise le double objet de la directive:

1. compléter la directive 79/267 de coordination de l'assurance vie du 5 mars 1979, objet des Titres I et II de la présente directive

2. fixer les dispositions particulières à la libre prestation de services, objet du Titre III.

Etant donné que de nombreux articles de la présente directive sont identiques ou du moins proches de ceux de la deuxième directive de coordination des assurances dommage du 22 Juin 1988, les numéros des articles correspondants sont indiqués entre parenthèses.

Article 2 - Définitions (Article 2)

au sujet du b) entreprise

L'article 6 de la première directive concerne les entreprises dont le siège social est à l'intérieur de la Communauté et l'article 27 de cette première directive celles dont le siège social est à l'extérieur de celle-ci. Cette distinction reprise de la 2ème directive dommage signifie que les assureurs des pays tiers établis dans la Communauté seulement par une agence ou une succursale, ne bénéficient pas des dispositions sur la liberté de prestation de services de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

au sujet du e) Etat membre de l'engagement

Un des deux objets de la présente directive étant de modifier la première directive sur l'assurance vie, elle doit s'appliquer tant aux assurances visées à l'article 1 paragraphe 1 de la première directive vie qu'aux opérations visées à l'article 1 paragraphe 2 de cette même directive.

Aussi, a-t-on choix l'expression "Etat membre de l'engagement", inspiré de l'article 9 littéra a) de la première directive vie qui traite des engagements pris par une entreprise.

Article 3 - Présence permanente (Article 3)

Cette disposition qui figure également dans la 2ème directive dommage, est reprise du considérant n. 21 de l'arrêt 205/84, en cause Commission contre République fédérale d'Allemagne, rendu par la Cour de Justice le 4 décembre 1986.

Article 4 - Loi applicable au contrat (Article 7)

Au sujet du paragraphe 1

Les parties au contrat doivent savoir de manière claire quelles sont les dispositions juridiques qui gouvernent ce contrat.

La 2ème directive dommage a répondu à cette exigence, légitime, de sécurité juridique en adoptant des règles uniformes de droit international privé et en prévoyant dans certains cas la liberté du choix de la loi applicable.

Historical Archives of the European Commission

La présente directive adopte une approche semblable: adoption d'une règle uniforme de droit international privé et choix, à ce titre, de la loi de l'Etat membre de l'engagement, c'est-à-dire de la résidence habituelle du preneur, étant entendu que si le droit de ce pays le permet, les parties peuvent choisir une autre loi.

Si le preneur est une personne morale, la loi de résidence est remplacée par la loi de l'Etat membre où est situé l'établissement de cette personne morale auquel le contrat se rapporte.

Le fait que l'assurance vie concerne toujours directement ou indirectement une personne et que le droit des personnes y est important, il y a en effet lieu de maintenir l'environnement juridique du preneur. Ceci concerne par exemple la détermination du bénéficiaire et l'acceptation par celui-ci du bénéfice du contrat, la situation de l'épouse divorcée, de l'épouse actuelle et de leurs enfants respectifs, celle de la compagne, etc...

Il faut éviter d'imposer, pour ces questions, un régime juridique auquel les intéressés seraient étrangers, voire allergiques.

Au sujet du paragraphe 2

C'est aussi ce qui justifie le paragraphe 2, selon lequel, lorsqu'un preneur, d'une part, prend l'initiative de souscrire à l'étranger un engagement en régime de prestation de services et, d'autre part, a sa résidence habituelle dans un Etat membre autre que celui dont il est ressortissant, les parties peuvent choisir la loi de l'Etat membre dont il est ressortissant.

Historical Archives of the European Commission

Au sujet du paragraphe 3

Ce souci, exprimé par les deux premiers paragraphes, de maintenir l'environnement juridique du preneur concerne le droit privé du contrat.

Il n'empêche toutefois pas le preneur, qui prend l'initiative de souscrire dans un autre Etat membre un engagement en régime de prestation de services, de bénéficier de formules d'assurances autorisées par le droit public du pays de l'assureur auquel il s'adresse et cela même si ces formules d'assurances ne sont pas autorisées dans son pays de résidence.

Cette liberté du preneur constitue d'ailleurs un des objectifs de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

Au sujet des paragraphes 4 à 6

Ces paragraphes sont la reproduction presque littérale d'une partie des dispositions de l'article 7 de la 2ème directive dommages.

Le paragraphe 4 qui traite des Etats comprenant plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles, vise notamment le Royaume-Uni et l'Espagne.

Le paragraphe 5 qui a donc son correspondant dans la 2ème directive dommages reprend une idée de l'article 7 "Lois de police", de la "Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles", ouverte à la signature à Rome le 19 Octobre 1980 (J.O.C.E. n.L 266 du 9 octobre 1980), laquelle fait l'objet d'un Rapport, établi par MM. GIULIANO et LAGARDE (JOCE n. C 282 du 31 Octobre 1980).

Au sujet de l'ensemble de l'article

Il y a lieu de mettre au point le régime juridique le plus approprié possible pour toutes les activités couvertes par la première directive, qu'elles soient exercées en régime d'établissement ou de prestation de services. Ainsi, comme dans la deuxièmme directive dommage, cet article sur la loi applicable au contrat est inséré dans le Titre II qui traite de "Dispositions complémentaires à la première directive."

Article 5 - Surveillance des activités y compris celles exercées à l'étranger (article 10)

Il a été estimé nécessaire dans la 2ème directive dommage de préciser les pouvoirs des autorités de contrôle et les moyens dont ils doivent disposer pour surveiller les activités des assureurs, en ce compris les activités exercées à l'étranger. C'est l'objet de l'article 10 de cette directive. Par identité de motifs, cet article est repris dans la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 6 - Transfert de portefeuille (article 11)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 11 de la 2ème directive dommage.

Article 7 - Suppression des cessions légales en faveur de l'"Istituto Nazionale di Assicurazioni" (I.N.A.)

Les cessions obligatoires des assureurs à un organisme national unique ont toujours été considérées comme incompatibles avec les dispositions du Traité CEE. Celles en vigueur en France ont été supprimées avant l'adoption de la directive de coordination des assurances vie de 1979.

La proposition initiale de cette directive, présentée par la Commission et sa proposition modifiée présentée à la suite de l'avis des organes consultatiffs ainsi que l'avis du Parlement Européen prévoyaient la suppression de cette exception, soit à la fin d'une période transitoire de 5 ans, soit au moment de la mise en vigueur de la présente directive.

Le Conseil en a décidé autrement, la première directive-vie, celle de 1979, disposant que l'I.N.A. peut maintenir à titre exceptionnel ces cessions, sans toutefois les augmenter et ajoute que ce régime fera l'objet d'un nouvel examen dans le cadre de la présente directive.

Il y a lieu à présent de supprimer cette exception, sinon les entreprises, italiennes et étrangères, établies en Italie seraient défavorisées par rapport aux entreprises établies à l'étranger et faisant de l'assurance vie en Italie sous le régime de la prestation de services, puisque ces dernières ne seraient pas soumises à cette obligation.

Historical Archives of the European Commission

Titre III - Dispositions particulières à la libre prestation de services

Article 8 - Engagements en régime de prestation de services, visés par la présente directive (article 12)

Ce premier article du Titre III en détermine le champ d'application, c'est-à-dire les engagements pris en prestation de services et visés par la présente directive.

Ne sont retenus que les engagements individuels. C'est ainsi qu'on exclut les assurances visées à l'article 1, paragraphe 1 de la première directive lorsqu'elles se présentent sous forme d'assurance groupe, ainsi que les opérations de gestion de fonds collectifs de retraite visées à l'article 1, paragraphe 2, littéra c).Ces assurances et opérations seront visées par la proposition de directive sur l'assurance-vie groupe que la Commission présentera prochainement au Conseil.

D'autre part, la présente directive ne retient que les engagements individuels sans rapport avec l'emploi ou l'activité professionnelle du preneur. C'est ainsi notamment qu'on exclut les contrats individuels visés à l'article 1, paragraphe 3 de la première directive.

La présente directive doit contribuer à la création d'un espace financier européen et permettre aux citoyens de la Communauté de souscrire dans d'autres pays des contrats semblables à ceux en usage dans leur pays de résidence, mais aussi des contrats d'un type non utilisé dans leur pays de résidence, le paragraphe 4 indiquant seulement que l'entreprise d'assurance doit être agréée dans son pays d'établissement.

Toutefois, ce qui précède ne s'applique pas aux opérations tontinières, visées à l'article 1, paragraphe 2 littéra a) de la première directive. Elles n'existaient en 1979 que dans deux Etats membres et le maintien n'en a été admis qu'après discussions. Il y a lieu de les exclure de la présente directive, car c'est pour des raisons d'ordre public qu'elles sont interdites dans d'autres Etats membres.

Historical Archives of the European Commission

Article 9 - Information des autorités de contrôle (Article 14)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 14 de la 2ème directive dommage.

Article 10 - Agrément en régime de prestation de services (Article 15)

Cet article, repris de l'article 15 de la 2ème directive dommage, concerne les engagements pouvant être pris en prestation de services, mais dont les preneurs méritent une protection particulière, ainsi que l'a indiqué la Cour de Justice.

Ce sont les engagements visés à l'article 8, c'est-à-dire relatifs à l'assurance vie individuelle et qui ne peuvent pas bénéficier des dispositions plus libérales de l'article 11, relatives aux engagements pris à l'initiative du preneur.

On se trouve donc dans le champ d'application de la loi de contrôle du pays destinataire, c'est-à-dire que l'Etat de la prestation de services peut exiger un agrément de l'assureur étranger, et à cette fin, divers documents, tels que certificat de solvabilité, certificat d'agrément et programme d'activités. Et, comme indiqué au paragraphe 3, cet Etat peut exiger que ce programme soit conforme aux dispositions législatives, administratives ou réglementaires applicables sur son territoire, notamment en ce qui concerne les provisions techniques, y compris les provisions mathématiques et les actifs représentatifs de ces provisions.

Une harmonisation de ces dispositions constituera précisément la 2ème étape des travaux qui permettra l'extension du système du "Home country control" à tous les engagements visés dans la première directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 11 - Engagements pris à l'initiative du preneur

Paragraphe 1 - Champ d'application

Ce paragraphe détermine les engagements pour lesquels la protection de la législation de contrôle du pays de l'assureur, le "Home country control" suffit, à savoir les engagements pris à l'initiative du preneur.

Paragraphe 2 - Publicité

Il faut toutefois veiller à ce que cette disposition sur l'engagement pris à l'initiative du preneur ne soit pas détournée par la prospection commerciale et la publicité de l'assureur.
Il est donc prudent de préciser que celui-ci ne peut se faire connaître que par des annonces publiques signalant son adresse et les branches pour lesquelles il envisage de prendre des engagements.
Il y a lieu de souligner qu'il ne s'agit pour l'assureur que de libre prestation de services passive.

Paragraphe 3 - Courtiers

L'objectif de cet article 11 est de permettre au preneur d'assurance d'exercer entièrement son initiative et de pouvoir choisir dans toute la gamme des produits d'assurances disponibles dans les différents Etats membres, et cela par tous les moyens disponibles dans son pays et à l'étranger, notamment par correspondance, par téléphone ou par l'intermédiaire d'un courtier.

Toutefois, comme il peut y avoir un certain risque qu'un courtier puisse influencer le preneur à rechercher une assurance à l'étranger contraire à son propre intérêt, le preneur doit signer une déclaration attestant que c'est lui-même qui souhaite cette recherche de contrats d'assurance à l'étranger.

Historical Archives of the European Commission

Il est cohérent avec la règle du paragraphe 2 sur la publicité que dans un tel cas, le courtier ne fasse pas de publicité sur la recherche de contrats à l'étranger.

Paragraphe 4 - Déclaration du preneur

Cette déclaration constitue une précaution particulière pour tous les cas où le preneur prend l'initiative de s'adresser à l'étranger et par n'importe quel moyen.

Article 12 - Obligation de présentation de certificats (Article 16)

Cet article est une reprise de l'article 16 de la 2ème directive dommage. Lorsqu'un preneur d'assurance prend l'initiative de souscrire un contrat d'assurance vie dans un autre Etat membre, ce contrat tombe dans le champ d'application de la loi de contrôle de cet autre Etat. Toutefois, comme il est indiqué dans le Livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur (paragraphe 103), les autorités de l'Etat de la prestation de services continuent à exercer leur contrôle, de manière complémentaire. Ce contrôle se concrétise notamment par les dispositions de cet article 12.

Article 13 - Droit de renonciation

Les contrats d'assurance vie sont généralement pris pour une longue période et requièrent le paiement de primes importantes. Il importe donc de prendre toute précaution pour éviter tout malentendu.

Dans plusieurs pays de la Communauté, on a constaté dans un assez grand nombre de contrats que les preneurs cessaient le paiement de leurs primes les 2 ou 3 premières années.

Historical Archives of the European Commission

C'est ainsi que plusieurs pays, notamment la France et le Royaume-Uni ont introduit l'obligation d'un délai de renonciation.
La loi française du 7 janvier 1981, modifiée par la loi du 11 juin 1985 introduit un délai de renonciation de 30 jours, applicable même lorsque le contrat comporte une garantie immédiate.

Le Royaume-Uni a introduit une disposition semblable depuis le 1er janvier 1980, pour une durée de 10 jours ouvrables, et valable également lorsque le contrat comporte une garantie immédiate.

Cette disposition paraît être plus utile encore dans la présente proposition, car lorsqu'un preneur souscrit un contrat d'assurance vie à l'étranger, au moment de la signature, il n'aperçoit pas toujours nettement les différences entre le contrat signé et ceux en usage dans son propre pays.

Article 14 - Cumul entre établissement et prestation de services (article 13)

Par identité de motifs, cet article est la réplique de l'article 13 de la 2ème directive dommage. Il prévoit 3 hypothèses.

1. Lorsqu'il s'agit d'un contrat pris à l'initiative du preneur qui ne requiert donc pas une aussi grande protection et auquel s'applique le "Home country control", il n'y a pas de raison d'empêcher un assureur étranger d'accepter ce contrat pour la raison que cet assureur serait établi dans le pays du preneur. Le cumul est donc autorisé.

2. Un assureur d'un pays A, établi dans un pays B est autorisé à souscrire à partir du pays A et dans le pays B des contrats non pris à l'initiative du preneur pour autant que ces contrats relèvent de branches pour lesquelles l'assureur établi dans le pays B n'est pas agréé. L'exercice des deux activités est autorisé, mais il n'y a pas vraiment cumul, puisque les branches concernées sont différentes.

Historical Archives of the European Commission

3. Par contre, si dans ce dernier cas, les branches sont les mêmes, c'est-à-dire si l'assureur établi dans le pays B est agréé pour la branche dont relève le contrat, les autorités du pays B pourraient s'opposer à cette prestation de services.

   Le cumul pourrait donc ne pas être autorisé, certains Etats membres pourraient en effet estimer que ce cumul crée de la confusion dans le chef du preneur d'assurance qui ne prend pas l'initiative d'aller à l'étranger, qui, de ce fait, doit bénéficier d'une protection particulière et auquel le même assureur pourrait présenter deux fois le même produit, une fois sous le régime de l'établissement et une fois sous le régime de la prestation de services. Cet assureur pourrait donc être tenu de ne pratiquer cette branche dans le pays B qu'à partir de son établissement dans le pays B.

Article 15 - Modification et extension des activités (article 17)

Par identité de motifs, cette disposition est une reprise de la 2ème directive dommage.

Le paragraphe 1 concerne les modifications des activités de l'assureur dans les deux régimes de libre prestation de services, c'est-à-dire pour les engagements pris ou non à l'initiative du preneur. Le paragraphe 2 concerne l'extension des activités de l'assureur aux contrats non pris à l'initiative du preneur et le paragraphe 3 aux contrats pris à l'initiative du preneur.

Article 16 - Entreprises multibranches

Après de longues discussions, la première directive vie a retenu le principe de la spécialisation selon lequel une entreprise d'assurance dommage ne peut pas pratiquer en même temps les opérations visées par cette directive, et cela dans un but de protection du preneur. C'est l'objet de l'article 13 paragraphe 1 de cette directive.

Historical Archives of the European Commission

En même temps, il a été admis que les entreprises multibranches, c'est-à-dire celles qui pratiquent à la fois l'assurance vie et l'assurance dommage et cela, au moment de la notification de la directive, peuvent continuer à pratiquer ce cumul. (article 13, paragraphe 3).

Ces entreprises sont habilitées à créer dans les autres pays de la Communauté des agences ou succursales pour l'assurance dommage, mais ne le sont pas pour l'assurance vie (article 13, paragraphe 4).

Il y a lieu d'appliquer aux opérations faites en régime de prestation de services la solution retenue en 1979 pour les opérations faites en régime d'établissement, autrement dit, de même qu'une entreprise multibranches ne peut faire de l'assurance vie à l'étranger par la voie de l'établissement, de même elle ne peut le faire par la voie de la prestation de services.

Article 17 - Approbation des conditions de police et des tarifs (article 18)

Le paragraphe 1 de cet article, inspiré de l'article 18 de la 2ème directive dommage, dispose que les Etats membres de prestation de services peuvent maintenir ou introduire un certain contrôle des conditions d'assurance et des tarifs pour les engagements pris en prestation de services, mais uniquement pour assurer la protection du preneur.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables aux engagements pris à l'initiative du preneur, pour lesquels les Etats membres, ne peuvent pas exiger l'approbation ou la communication des conditions d'assurance et des tarifs.

Historical Archives of the European Commission

Article 18 - Sanctions (article 19)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 19 de la 2ème directive dommage qui prévoit différents moyens d'interventions et des sanctions dont disposent les autorités compétentes des Etats membres concernés par des prestations de services pour les cas où les entreprises ne respecteraient pas les obligations qui leur incombent.

Article 19 - Liquidation (Article 20)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 20 de la 2ème directive "dommage".

Article 20 - Information du preneur au sujet de l'assureur (article 21)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 21 de la 2ème directive "dommage". Il importe que le preneur sache qu'il traite avec un assureur étranger, qu'il connaisse l'identité de cet assureur et son pays d'établissement.

Si en assurance "dommage", cette obligation est atténuée pour les grands risques, il n'en est pas de même pour les engagements pris à l'initiative du preneur dans le cadre de la présente directive, car il importe que celui-ci soit informé le mieux possible.

Article 21 - Contrôle des provisions et d'autres éléments techniques (article 23)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 23 de la 2ème directive "dommage".

Historical Archives of the European Commission

Comme indiqué précédemment dans cet exposé des motifs, le contrôle des provisions mathématiques est effectué par l'autorité de contrôle du pays de la prestation, lorsque celle-ci requiert un agrément de l'assureur étranger. C'est le "contrôle par le pays destinataire" applicable pour les engagements qui ne sont pas pris à l'initiative du preneur. Ceci est l'objet du paragraphe 1 de cet article 21.

Le paragraphe 2 par contre prévoit le "Home country control" dans les autres cas.

Les paragraphes 3 et 4 n'appellent pas de commentaire particulier.

Article 22 - Fiscalité (article 25)

Par identité de motifs, cet article s'inspire largement de l'article 25 de la 2ème directive "dommages".

Le problème de la taxation des primes et de son impact budgétaire, bien connu en assurance dommage, où les taux oscillent entre 0% et 30%, se retrouve ici avec des taux de 0% à 5,15%.

En négligeant les droits de timbre minimes, calculés en pourcentage de la somme assurée, on peut dire schématiquement que l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Espagne ont un taux de 0%, que d'autres pays appliquent des taux de 2%, 2,4% et 4,4%, et que la France applique divers taux allant de 0% pour l'assurance groupe à 5,15% pour l'assurance individuelle.

Comme en assurance dommage, la présente directive ne réalise pas d'harmonisation de la taxation mais opte pour le système de la territorialité, à savoir l'application du système de taxation du pays du preneur et au profit de ce pays.

Historical Archives of the European Commission

D'autre part, chaque Etat appliquera aux entreprises qui fournissent des services sur son territoire ses dispositions nationales concernant les mesures destinées à assurer la perception de ces taxes.

Article 23 - Collaboration entre la Commission et les Etats membres (article 28)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 28 de la 2ème directive "dommage".

Article 24 - Rapports périodiques de la Commission au Conseil et au Parlement Européen (article 24)

Même remarque.
Le délai de 5 ans entre la date de l'adoption de la directive et la présentation du premier rapport au Conseil et au Parlement Européen, retenu dans la 2ème directive "dommage", est proposé dans la présente directive.

Article 25 - Délais d'application de la directive (article 32)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 32 de la 2ème directive "dommage".

Article 26 - Communication des dispositions d'application (article 33)

Même remarque.

Article 27 - Destinataires de la directive (article 35)

Même remarque.

Historical Archives of the European Commission

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 57 paragraphe 2 et son article 66,

vu la proposition de la Commission,

en coopération avec le Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant qu'il est nécessaire de développer le marché intérieur de l'assurance vie et des opérations visées par la première directive (79/267/CEE) du Conseil, du 5 mars 1979, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité d'assurance directe sur la vie, et son exercice[1], ci-après dénommée "première directive"; que, pour atteindre cet objectif, il convient de faciliter aux entreprises ayant leur siège social dans la Communauté la prestation de services dans les Etats membres et, par là, de permettre aux preneurs de faire appel non seulement à des entreprises établies dans leur pays mais également à des entreprises ayant leur siège social dans la Communauté et établies dans d'autres Etats membres ;

considérant que, en application du traité, tout traitement discriminatoire en matière de prestation de services, fondé sur le fait qu'une entreprise n'est pas établie dans l'Etat membre où la prestation est exécutée, est interdit depuis la fin de la période de transition ; que cette interdiction s'applique aux prestations de services effectuées à partir de tout établissement dans la Communauté, qu'il s'agisse du siège social d'une entreprise ou d'une agence ou succursale ;

---

[1] J.O. n° L 63 du 13.3.1979, p. 1.

Historical Archives of the European Commission

considérant que, pour des raisons pratiques, il convient de définir la prestation de services en tenant compte, d'une part, de l'établissement de l'entreprise et, d'autre part, du lieu de l'engagement ; qu'il convient dès lors d'arrêter également une définition de l'engagement ; qu'il convient en outre de démarquer l'activité exercée par voie d'établissement par rapport à celle exercée en libre prestation de services ;

considérant qu'il convient de compléter la première directive du Conseil, du 5 mars 1979, en particulier afin de préciser les pouvoirs et moyens de contrôle des autorités de surveillance ; qu'il convient en outre de prévoir des dispositions spécifiques relatives à l'accès, à l'exercice et au contrôle de l'activité déployée en libre prestation de services ;

considérant qu'il convient d'accorder aux preneurs qui, du fait qu'ils prennent l'initiative de souscrire un engagement dans un autre pays et se mettent ainsi sous la protection du système juridique de cet autre pays, n'ont pas besoin d'une protection particulière dans l'Etat de l'engagement, la pleine liberté de faire appel au marché le plus large possible de l'assurance vie et des opérations visées par la première directive ; qu'il convient, d'autre part, de garantir un niveau adéquat de protection aux autres preneurs ;

considérant qu'en assurance groupe et dans certaines assurances individuelles de retraite, la multiplicité et la complexité des différents systèmes et leur rapports étroits avec les régimes de sécurité sociale nécessitent une étude attentive ; il convient donc de les exclure du champ d'application des dispositions particulières à la libre prestation de services de la présente directive ; ils feront l'objet d'une autre proposition de directive ;

Historical Archives of the European Commission

considérant que les dispositions en vigueur dans les Etats membres en ce qui concerne le droit du contrat relatif aux activités visées par la première directive demeurent divergentes ; que la liberté de choisir comme loi applicable au contrat une loi autre que celle de l'Etat de l'engagement peut être accordée dans certains cas selon des règles qui tiennent compte des circonstances spécifiques ;

considérant qu'il convient de renforcer les dispositions de la première directive relatives au transfert de portefeuille et de les compléter par des dispositions visant spécifiquement le cas où le portefeuille de contrats conclus en prestation de services est transféré à une autre entreprise ;

considérant que, au stade actuel de coordination, il convient d'accorder aux Etats membres la faculté de limiter, dans un souci de protection des preneurs, l'exercice simultané de l'activité en libre prestation de services et celle par voie d'établissement ; qu'une telle limitation ne peut être prévue pour les engagements dont les preneurs n'ont pas besoin d'une telle protection ;

considérant qu'il convient de soumettre l'accès à l'exercice de la libre prestation de services à des procédures garantissant le respect par l'entreprise des dispositions relatives tant aux garanties financières qu'aux conditions d'assurance et aux tarifs ; que ces procédures peuvent être allégées dans la mesure où l'activité en prestation de services vise des preneurs qui, en raison des caractéristiques de l'engagement qu'ils se proposent de prendre, n'ont pas besoin d'une protection particulière dans l'Etat de l'engagement ;

considérant toutefois que pour cette deuxième catégorie de preneurs et lorsqu'il s'agit d'un contrat d'assurance vie, il est indiqué de donner au preneur la possibilité de renoncer au contrat dans un délai de 30 jours ;

Historical Archives of the European Commission

considérant que la première directive a retenu le principe de l'interdiction du cumul des activités visées par la première directive de coordination des assurances dommages avec celles de la première directive ; que si elle a autorisé le maintien des entreprises multibranches existantes, elle a précisé que celles-ci ne peuvent pas créér d'agences ou de succursales pour l'assurance vie ; que de la même manière, il y a lieu d'interdire que ces entreprises prennent en régime de prestation de services, des engagements visés par la première directive ;

considérant qu'il importe de prévoir une collaboration particulière dans le domaine de la libre prestation de services entre les autorités de contrôle compétentes des Etats membres, ainsi qu'entre ces autorités et la Commission ; qu'il convient également de prévoir un régime de sanctions applicables lorsque l'entreprise prestataire de services ne se conforme pas aux dispositions de l'Etat membre de la prestation ;

considérant qu'il convient de soumettre les provisions techniques, y compris les provisions mathématiques aux règles et au contrôle de l'Etat membre de la prestation lorsque l'activité de prestation de services concerne des engagements pour lesquels l'Etat destinataire de la prestation veut offrir une protection particulière aux preneurs; que, en revanche, les provisions techniques y compris les provisions mathématiques, restent soumises aux règles et au contrôle de l'Etat membre où l'entreprise est établie lorsque ce souci de protection du preneur n'est pas fondé ;

considérant que plusieurs Etats membres ne soumettent les contrats d'assurance vie et les autres opérations visées par la première directive à aucune forme d'imposition indirecte tandis que d'autres leur appliquent des taxes particulières; que, dans les Etats membres où ces taxes sont perçues, leur structure et leur taux divergent sensiblement; qu'il convient d'éviter que ces différences ne se traduisent par des distorsions de concurrence pour les entreprises entre les Etats membres; que l'application du régime fiscal

Historical Archives of the European Commission

prévu par l'Etat membre où l'engagement est pris est de nature à remédier à un tel inconvénient et qu'il appartient aux Etats membres d'établir les modalités destinées à assurer la perception de ces taxes ;

A ARRETE LA PRESENTE DIRECTIVE :

Historical Archives of the European Commission

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

La présente directive a pour objet :

a) de compléter la première directive (79/267/CEE) ;

b) de fixer les dispositions particulières relatives à la libre prestation de services pour les activités visées dans ladite directive et précisées au Titre III de la présente directive.

Article 2

Aux fins de la présente directive, on entend par :

a) première directive : la directive 79/267/CEE ;

b) entreprise :

- pour l'application des titres I et II, toute entreprise ayant reçu l'agrément administratif conformément à l'article 6 ou à l'article 27 de la première directive ;

- pour l'application des titres III et IV, toute entreprise ayant reçu l'agrément administratif conformément à l'article 6 de ladite directive ;

c) établissement :

le siège social, une agence ou une succursale d'une entreprise, compte tenu de l'article 3 ;

Historical Archives of the European Commission

d) engagement :

engagement se concrétisant par une des formes d'assurances ou d'opérations visées à l'art. 1 de la première directive ;

e) Etat membre de l'engagement :

l'Etat membre où le preneur a sa résidence habituelle ou, si le preneur est une personne morale, l'Etat membre où est situé l'établissement de cette personne morale auquel le contrat se rapporte ;

f) Etat membre de l'établissement :

L'Etat membre dans lequel est situé l'établissement qui prend l'engagement ;

g) Etat membre de prestation de services :

L'Etat membre de l'engagement lorsque l'engagement est pris par un établissement situé dans un autre Etat membre.

Article 3

Pour l'application de la première directive ainsi que de la présente directive, est assimilée à une agence ou succursale toute présence permanente d'une entreprise sur le territoire d'un Etat membre, même si cette présence n'a pas pris la forme d'une succursale ou agence et s'exerce par le moyen d'un simple bureau géré par le propre personnel de l'entreprise, ou d'une personne indépendante mais mandatée pour agir en permanence pour l'entreprise comme le ferait une agence.

Historical Archives of the European Commission

TITRE II - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES A LA PREMIERE DIRECTIVE

Article 4

1. La loi applicable aux contrats relatifs aux activités visées par la première directive est la loi de l'Etat membre de l'engagement
   Toutefois, lorsque le droit de cet Etat le permet, les parties peuvent choisir la loi d'un autre pays.

2. Lorsque, dans un des cas visés à l'article 11, le preneur a sa résidence habituelle dans un Etat membre autre que celui dont il est ressortissant, les parties peuvent choisir la loi de l'Etat membre dont il est ressortissant.

3. L'Etat membre dont la loi régit le contrat ne peut, dans les cas visés à l'article 11, empêcher le preneur de souscrire un engagement autorisé par la réglementation de l'Etat membre de l'établissement.

4. Lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles, chaque unité est considérée comme un pays aux fins d'identifier la loi applicable en vertu de la présente directive.

   Un Etat membre dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles n'est pas tenu d'appliquer les dispositions de la présente directive aux conflits qui surgissent entre les droits de ces unités.

5. Le présent article ne peut porter atteinte à l'application des règles de la loi du pays du juge qui régissent impérativement la situation, quelle que soit la loi applicable du contrat.

   Si le droit d'un Etat membre le prévoit, il peut être donné effet aux dispositions impératives de la loi de l'Etat membre de l'engagement si et dans la mesure où, selon le droit de ce pays, ces dispositions sont applicables quelle que soit la loi régissant le contrat.

Historical Archives of the European Commission

5. Sous réserve des paragraphes précédents, les Etats membres appliquent aux contrats d'assurance visés par la présente directive leurs règles générales de droit international privé en matière d'obligations contractuelles.

Article 5

L'article 23 de la première directive est complété par le paragraphe suivant :

"3. Chaque Etat membre prend toutes dispositions utiles afin que les autorités de contrôle des entreprises d'assurance disposent des pouvoirs et des moyens nécessaires à la surveillance des activités des entreprises d'assurance établies sur leur territoire, y compris les activités exercées en dehors de ce territoire, conformément aux directives du Conseil concernant ces activités et en vue de leur application.

Ces pouvoirs et moyens doivent notamment donner aux autorités de contrôle la possibilité :

- de s'informer de manière détaillée sur la situation de l'entreprise et sur l'ensemble de ses activités, notamment :

  - en recueillant des informations ou en exigeant la présentation de documents relatifs à l'activité d'assurance,

  - en procédant à des vérifications sur place dans les locaux de l'entreprise,

- de prendre, à l'encontre de l'entreprise, toutes mesures adéquates et nécessaires pour assurer que les activités de l'entreprise restent conformes aux dispositions législatives, réglementaires et administratives que l'entreprise est tenue d'observer dans les différents Etats membres, et notamment au programme d'activité dans la mesure où il reste obligatoire, ainsi que pour éviter ou éliminer toute irrégularité qui porterait atteinte aux intérêts des assurés,

Historical Archives of the European Commission

- d'assurer l'application des mesures requises par les autorités de contrôle si nécessaire par une exécution forcée, le cas échéant moyennant le recours aux instances judiciaires.

Les Etats membres peuvent également prévoir la possibilité pour les autorités de contrôle d'obtenir tout renseignement concernant les contrats détenus par les intermédiaires."

Article 6

1. L'article 25 de la première directive est supprimé.

2. Dans les conditions prévues par le droit national, chaque Etat membre autorise les entreprises établies sur son territoire à transférer tout ou partie de leur portefeuille de contrats pour lesquels cet Etat est celui de l'engagement à un cessionnaire établi dans le même Etat membre, si les autorités de contrôle de l'Etat membre du siège social du cessionnaire attestent que celui-ci possède, compte tenu du transfert, la marge de solvabilité nécessaire.

3. Dans les conditions prévues par le droit national, chaque Etat membre autorise les entreprises établies sur son territoire à transférer tout ou partie de leur portefeuille de contrats conclus dans les circonstances visées à l'article 8 paragraphe 1 à un cessionnaire établi dans l'Etat membre de prestation de services, si les autorités de contrôle de l'Etat membre du siège social du cessionnaire attestent que celui-ci possède, compte tenu du transfert, la marge de solvabilité necessaire.

4. Dans les conditions prévues par le droit national, chaque Etat membre autorise les entreprises établies sur son territoire à transférer tout ou partie de leur portefeuille de contrats conclus dans les circonstances visées à l'article 8 paragraphe 1 à un cessionnaire établi dans le même Etat membre, si les autorités de contrôle de l'Etat membre du siège social attestent que le cessionnaire possède, compte tenu du

Historical Archives of the European Commission

transfert, la marge de solvabilité nécessaire et s'il satisfait, dans l'Etat membre de prestation de services, aux conditions mentionnées aux articles 9, 10, 12 et 14.

5. Dans les cas visés aux paragraphes 3 et 4, les autorités de contrôle de l'Etat membre où l'entreprise cédante est établie autorisent le transfert après avoir reçu l'accord des autorités de contrôle de l'Etat membre de prestation de services.

6. Si un Etat membre autorise, dans les conditions prévues par le droit national, les entreprises établies sur son territoire à transférer tout ou partie de leur portefeuille de contrats à un cessionnaire établi dans un autre Etat membre, qui n'est pas l'Etat membre de prestation de services, il s'assure que les conditions suivantes sont remplies :

   - Les autorités de contrôle de l'Etat membre du siège social du cessionnaire attestent que celui-ci possède, compte tenu du transfert, la marge de solvabilité nécessaire.

   - L'Etat membre où est établi le cessionnaire est d'accord.

   - Le cessionnaire satisfait, dans l'Etat membre de prestation de services, aux conditions mentionnées aux articles 9, 10, 12 et 14, la loi de cet Etat membre prévoit la possibilité d'un tel transfert et cet Etat est d'accord sur le transfert.

7. Le transfert autorisé conformément au présent article fait l'objet, dans l'Etat membre de l'engagement, d'une mesure de publicité dans les conditions prévues par le droit national. Ce transfert est opposable de plein droit aux preneurs d'assurance, aux assurés, ainsi qu'à toute autre personne ayant des droits ou obligations découlant des contrats transférés.

   Cette disposition n'affecte pas le droit des Etats membres de prévoir la faculté pour les preneurs d'assurance de résilier le contrat dans un délai déterminé à partir du transfert.

Historical Archives of the European Commission

Article 7

L'article 22 paragraphe 2 de la première directive est remplacé par le texte suivant :

La République italienne prend toutes dispositions pour que l'obligation faite aux entreprises établies sur son territoire de céder une partie de leurs souscriptions à l' "Istituto nazionale di assicurazioni" disparaisse au plus tard dans les deux années de la mise en vigueur de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

TITRE III - DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES -

Article 8

1. Les dispositions du présent titre sont applicables lorsqu'une entreprise prend, à partir d'un établissement situé dans un Etat membre, un engagement dans un autre Etat membre.

2. Ces dispositions ne sont pas applicables aux opérations et entreprises ainsi qu'aux organismes auxquels la première directive ne s'applique pas.

3. Ces dispositions ne sont pas davantage applicables aux engagements ;

   - pris avec des personnes autres que des personnes physiques agissant pour leur propre compte ;

   - pris avec des personnes ayant un lien commercial, professionnel ou d'emploi avec la ou les personnes sur la tête desquelles repose le contrat, que ce lien soit passé, présent ou futur, pour autant que l'engagement soit pris en vertu de ce lien ;

   - pris avec une personne sur la tête de laquelle repose le contrat si celui-ci est conclu en vertu de l'emploi ou de l'activité professionnelle de cette personne ;

   - relatifs aux opérations visées à l'article premier, paragraphe 2, littéras a),c), d) et e) et paragraphe 3, de la première directive.

4. Une entreprise ne peut prendre d'engagement dans un autre Etat membre que si, dans son Etat membre d'établissement, elle est agréée, pour ce même engagement, selon l'article 6 de la première directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 9

Toute entreprise qui entend effectuer des prestations de services est tenu d'en informer au préalable les autorités compétentes de l'Etat membre du siège social et, le cas échéant, de l'Etat membre de l'établissement concerné en indiquant l'Etat membre ou les Etats membres sur le territoire desquels elle envisage d'effectuer des prestations de services et la nature des engagements qu'elle se propose de prendre.

Article 10

1. Chaque Etat membre sur le territoire duquel une entreprise envisage de prendre en régime de prestations de services des engagements visés à l'art. 8 de la présente directive peut faire dépendre d'un agrément administratif l'accès à cette activité pour autant qu'ils ne soient pas visés par l'article 11 ; à cette fin, il peut exiger que l'entreprise :

   a) produise un certificat, délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre du siège social, attestant qu'elle dispose pour l'ensemble de ses activités du minimum de la marge de solvabilité conformément à l'art. 19 de la première directive et que, conformément à l'art. 6 paragraphe 1 de ladite directive, l'agrément permet à l'entreprise de travailler en dehors de l'Etat membre de l'établissement ;

   b) produise un certificat, délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre de l'établissement, indiquant les branches que l'entreprise intéressée est habilitée à pratiquer et attestant que ces autorités ne formulent pas d'objections à ce que l'entreprise effectue une activité en prestation de services ;

   c) présente un programme d'activités contenant les indications sur :

      - la nature des engagements que l'entreprise se propose de prendre dans l'Etat membre de prestation de services,

Historical Archives of the European Commission

- les conditions générales et spéciales des polices d'assurance qu'elle se propose d'y utiliser,

- les tarifs que l'entreprise envisage d'appliquer pour chaque catégorie d'opérations et les bases techniques que l'entreprise se propose d'utiliser pour chaque catégorie d'opérations,

- les formulaires et autres imprimés qu'elle a l'intention d'utiliser dans ses relations avec les preneurs, dans la mesure où ils sont également exigés des entreprises établies.

2. Les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services peuvent exiger que les indications visées au paragraphe 1 point c) leur soient fournies dans la langue officielle de cet Etat.

3. Les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services disposent d'un délai de six mois à compter de la réception des documents mentionnés au paragraphe 1 pour accorder ou refuser l'agrément, sur base de la conformité ou de la non-conformité des éléments du programme d'activités présenté par l'entreprise avec les dispositions législatives, administratives ou réglementaires applicables dans cet Etat.

4. Si les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services ne se sont pas prononcées à l'expiration du délai visé au paragraphe 3, l'agrément est considéré comme refusé.

5. Toute décision de refus d'agrément ou de refus du certificat visé au paragraphe 1 point a) ou b) doit être motivée de façon précise et notifiée à l'entreprise intéressée.

6. Chaque Etat membre institue un recours juridictionnel contre tout refus d'agrément ou refus d'octroi du certificat visé au paragraphe 1 point a) ou b).

Historical Archives of the European Commission

Article 11

1. Les engagements pris en régime de prestation de services ne sont pas soumis à l'article 10, mais à l'article 12, lorsque le preneur prend l'initiative de solliciter l'engagement auprès de l'entreprise.

   Le preneur est réputé avoir pris l'initiative :

   - lorsque le premier contact entre le preneur et l'entreprise, quel que soit le moyen utilisé, est effectué par le preneur

     ou

   - lorsque le contrat est conclu dans l'Etat membre où l'entreprise est établie sans qu'il y ait eu de contact préalable entre le preneur et l'entreprise dans l'Etat membre où le preneur a sa résidence habituelle.

2. L'entreprise qui envisage de prendre des engagements dans un Etat membre sous le régime du présent article n'y fait pas de prospection commerciale, ni de publicité relatives à cette activité, si ce n'est des annonces publiques signalant son adresse et les branches pour lesquelles elle est agréée dans l'Etat d'établissement à partir duquel elle envisage de prendre des engagements ;

3. Dans le cas où le preneur prend l'initiative de solliciter l'engagement auprès de l'entreprise par l'intermédiaire d'un courtier, il signe, avant que le contact n'ait lieu avec l'entreprise, une déclaration attestant qu'il souhaite que le courtier recherche des formules d'assurances dans un ou plusieurs Etats membres autres que celui où il a sa résidence habituelle ; ce courtier est la personne visée à l'article 2 paragraphe 1 littéra a) de la directive 77/92/CEE. Le courtier ne fait pas de publicité concernant la possibilité de solliciter des engagements sous le régime prévu au présent article.

Historical Archives of the European Commission

4. Avant de souscrire un engagement sous le régime prévu au présent article, le preneur signe une déclaration selon laquelle il prend acte que cet engagement est soumis aux règles de contrôle du pays de l'entreprise qui prend l'engagement.

Article 12

1. Chaque Etat membre sur le territoire duquel une entreprise entend prendre en prestation de services des engagements visés à l'article 11 de la présente directive exige que l'entreprise :

   a) produise un certificat, délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre du siège social, attestant qu'elle dispose pour l'ensemble de ses activités du minimum de la marge de solvabilité conformément à l'article 19 de la première directive et que, conformément à l'article 6 paragraphe 1 de ladite directive, l'agrément permet à l'entreprise de travailler hors de l'Etat membre de l'établissement ;

   b) produise un certificat, délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre de l'établissement, indiquant les branches que l'entreprise intéressée est habilitée à pratiquer et attestant que ces autorités ne formulent pas d'objections à ce que l'entreprise effectue une activité en prestation de services ;

   c) indique la nature des engagements qu'elle se propose de prendre dans l'Etat membre de prestation de services.

2. Chaque Etat membre institue un recours juridictionnel contre tout refus d'octroi du certificat visé au paragraphe 1 point a) ou b).

3. L'entreprise peut commencer son activité à partir de la date certifiée à laquelle les autorités de l'Etat membre de prestation de services sont en possession des documents visés au paragraphe 1.

Historical Archives of the European Commission

4. Le présent article s'applique également lorsque l'Etat membre sur le territoire duquel une entreprise entend prendre en prestation de services des engagements autres que ceux visés à l'article 11 de la présente directive ne subordonne pas à un agrément administratif l'accès à cette activité.

Article 13

Le preneur d'un contrat d'assurance vie individuelle souscrit sous le régime de prestation de services visé à l'article 11 dispose d'un délai d'au moins 30 jours à compter du moment à partir duquel les parties sont engagées, pour renoncer aux effets de ce contrat.

La notification du preneur de renoncer au contrat a pour effet de le libérer de toute obligation découlant de ce contrat.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux contrats d'une durée égale ou inférieure à 2 mois.

Les effets juridiques de la renonciation sont réglés conformément à la loi applicable au contrat, telle que définie à l'article 4, notamment en ce qui concerne la détermination du moment à partir duquel les parties sont engagées.

Article 14

La législation des Etats membres prescrit qu'une entreprise établie dans un Etat membre peut y prendre en régime de prestation de services à partir d'un établissement d'un autre Etat membre au moins:

Historical Archives of the European Commission

- des engagements visés à l'article 11 de la présente directive,

- des engagements visés à l'article 8 non repris à l'article 11 et et relevant de branches pour lesquelles l'entreprise établie dans le premier Etat membre n'y est pas agréé selon l'article 6 de la première directive.

Par contre, si dans ce dernier cas, cette entreprise a cet agrément, le premier Etat membre peut s'opposer à cette prestation de services.

Article 15

1. Lorsque l'entreprise visée à l'article 9 entend apporter des modifications aux indications visées à l'article 10 paragraphe 1 point c) ou à l'article 12 paragraphe 1 point c), elle présente ces modifications aux autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services. Ces modifications sont, selon le cas, soumises à l'article 10 paragraphe 3 et à l'article 12 paragraphe 1.

2. Lorsque l'entreprise entend étendre son activité à des engagements visés à l'article 8 et non visés à l'article 11 de la présente directive, elle est soumise à la procédure prévue aux articles 9 et 10.

3. Lorsque l'entreprise entend étendre son activité à des engagements visés soit à l'article 11 de la présente directive, soit à l'article 12 paragraphe 4 de la présente directive, elle est soumise à la procédure prévue aux articles 9 et 12.

Article 16

Les entreprises qui, en vertu de l'article 13 paragraphe 3 de la première directive, pratiquent le cumul des activités visées à l'annexe de la première directive de coordination "dommages" (73/239/CEE) avec l'exercice de celles énumérées à l'article 1 de la première directive ne prennent pas , en régime de prestation de services, d'engagement pour l'une des branches visées par la première directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 17

1. Les Etats membres de prestation de services peuvent maintenir ou introduire des dispositions législatives, réglementaires ou administratives justifiées par le souci de la protection du preneur, notamment en ce qui concerne l'approbation des conditions générales et spéciales des polices d'assurance, des formulaires et autres imprimés destinés à être utilisés dans les relations avec les preneurs, des tarifs et de tout autre document nécessaire à l'exercice normal du contrôle, à condition toutefois que les règles de l'Etat membre de l'établissement ne suffisent pas pour atteindre le niveau de protection nécessaire et que les exigences de l'Etat membre de prestation de services n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire à cet égard.

2. Toutefois, pour les engagements visés à l'article 11 de la présente directive, les Etats membres de prestation de services ne prévoient pas de dispositions exigeant l'approbation ou la communication des conditions générales et spéciales des polices d'assurance, des tarifs et des formulaires et autres imprimés que l'entreprise a l'intention d'utiliser dans ses relations avec les preneurs.

Historical Archives of the European Commission

Article 18

1. Toute entreprise qui fournit des prestations de services doit soumettre aux autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services tous les documents qui lui sont demandés aux fins de l'application du présent article, dans la mesure où une telle obligation s'applique également aux entreprises établies dans ledit Etat.

2. Si les autorités compétentes d'un Etat membre constatent qu'une entreprise opérant en prestation de services sur le territoire de cet Etat ne respecte pas les règles de droit du même Etat membre qui lui sont applicables, ces autorités invitent l'entreprise concernée à mettre fin à cette situation irrégulière.

3. Si l'entreprise en question passe outre à l'invitation visée au paragraphe 2, les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services en informent les autorités compétentes de l'Etat membre de l'établissement. Celles-ci prennent toutes mesures appropriées pour que l'entreprise concernée mette fin à cette situation irrégulière. La nature de ces mesures est communiquée aux autorités de l'Etat membre de prestation de services.

   Les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services peuvent également s'adresser aux autorités compétentes du siège social de l'entreprise d'assurance lorsque les prestations de services sont effectuées par une succursale ou agence.

4. Si, en dépit des mesures ainsi prises par l'Etat membre de l'établissement ou parce que ces mesures apparaissent insuffisantes ou font défaut dans l'Etat concerné, l'entreprise persiste à enfreindre les règles de droit en vigueur dans l'Etat membre de prestation de services, ce dernier, après avoir informé les autorités de contrôle de l'Etat membre de l'établissement, peut prendre les mesures appropriées pour prévenir de nouvelles irrégularités et, pour autant que cela soit absolument nécessaire, empêcher l'entreprise de continuer de prendre des engagements en régime de prestation de services sur son territoire.

Historical Archives of the European Commission

Dans le cas des engagements pris en régime de prestation de services, autres que ceux visés à l'article 11 de la présente directive, ces mesures comprennent le retrait de l'agrément visé à l'article 10. Les Etats membres veillent à ce qu'il soit possible d'effectuer sur leur territoire les notifications nécessaires pour ces mesures.

5. Les dispositions précédentes n'affectent pas le pouvoir des Etats membres de réprimer les irrégularités commises sur leur territoire.

6. Si l'entreprise qui a commis l'infraction a un établissement ou possède des biens dans l'Etat membre de prestation de services, les autorités de contrôle de ce dernier peuvent, conformément à la législation nationale, mettre à exécution les sanctions administratives prévues pour cette infraction à l'égard de cet établissement ou de ces biens.

7. Toute mesure prise dans le cadre des paragraphes 2 à 6 et comportant des sanctions ou des restrictions à l'exercice de prestation de services doit être dûment motivée et notifiée à l'entreprise concernée. Elle est susceptible d'un recours juridictionnel dans l'Etat membre où elle a été prise.

8. Lorsque des mesures ont été prises dans le cadre de l'article 24 de la première directive, les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services en sont informées par les autorités qui les ont prises et adoptent, quand il s'agit des mesures prises en vertu des paragraphes 1 et 3 dudit article, toute mesure propre à sauvegarder les intérêts des assurés.

En cas de retrait de l'agrément sur base de l'article 26 de la première directive, les autorités de l'Etat membre de prestation de services en sont informées et prennent les mesures appropriées pour éviter que l'établissement concerné ne continue de conclure des contrats d'assurance en régime de prestation de services sur le territoire de cet Etat membre.

Historical Archives of the European Commission

9. Tous les deux ans, la Commission soumet au Conseil un rapport résumant le nombre et le type de cas dans lesquels, dans chaque Etat membre, des décisions de refus d'agrément ont été notifiées selon l'article 10 ou des mesures ont été prises en vertu du paragraphe 4. Les Etats membres coopèrent avec la Commission en lui fournissant les informations nécessaires à l'établissement de ce rapport.

Article 19

En cas de liquidation d'une entreprise d'assurance, les engagements résultant d'un contrat souscrit en prestation de services sont exécutés de la même façon que les engagements résultant des autres contrats d'assurance de cette entreprise, sans distinction de nationalité des assurés et des bénéficiaires.

Article 20

1. Lorsqu'une opération est présentée en régime de prestation de services, le preneur, avant la conclusion de tout engagement, doit être informé du nom de l'Etat membre où est établi le siège social, l'agence ou la succursale avec lequel le contrat sera conclu.

   Si des documents sont fournis au preneur d'assurance, l'information visée à l'alinéa précédent doit y figurer.

2. Le contrat ou autre document accordant la couverture ainsi que la proposition d'assurance dans le cas où elle lie le preneur doivent indiquer l'adresse de l'établissement qui accorde la couverture ainsi que celle du siège social.

Article 21

1. Lorsque la prestation de services est subordonnée à l'octroi d'un agrément par l'Etat membre de prestation de services, le montant des provisions techniques, y compris les provisions mathématiques, et les règles relatives à la participation

Historical Archives of the European Commission

aux bénéfices et aux valeurs de rachat et de réduction afférente aux contrats concernés sont déterminés, sous le contrôle de cet Etat membre suivant les règles qu'il a fixées ou, à défaut, suivant les pratiques établies dans ledit Etat.

La représentation de ces provisions par des actifs équivalents et congruents et la localisation de ces actifs et l'application des règles sur la participation aux bénéfices et sur les valeurs de rachat et de réduction s'effectuent sous le contrôle de cet Etat membre suivant ses règles ou ses pratiques.

2. En tout autre cas, ces différentes opérations sont effectuées sous le contrôle de l'Etat membre de l'établissement suivant ses règles ou ses pratiques.

3. L'Etat membre de l'établissement veille à ce que les provisions afférentes à l'ensemble des contrats que l'entreprise conclut par l'établissement concerné soient suffisantes et qu'elles soient représentées par des actifs équivalents et congruents.

4. Dans le cas visé au paragraphe 1, l'Etat membre de l'établissement et l'Etat membre de prestation de services procèdent à l'échange de toutes informations nécessaires à l'exercice de leurs fonctions respectives selon les paragraphes 1 et 3.

Article 22

Tout contrat d'assurance conclu en régime de prestation de services est exclusivement soumis aux impôts indirects et taxes parafiscales grevant les primes d'assurance dans l'Etat membre où l'engagement est pris au sens de l'article 2 point e).

La loi applicable au contrat en vertu de l'article 4 est sans incidence sur le régime fiscal applicable.

Historical Archives of the European Commission

Chaque Etat membre applique aux entreprises qui fournissent des services sur son territoire ses dispositions nationales concernant les mesures destinées à assurer la prestation des impôts indirects et taxes parafiscales dues en vertu du premier alinéa.

Historical Archives of the European Commission

TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Article 23

La Commission et les autorités compétentes des Etats membres collaborent étroitement en vue de faciliter à l'intérieur de la Communauté le contrôle des assurances et des opérations visées par la première directive.

Tout Etat membre informe la Commission des difficultés majeures auxquelles donne lieu l'application de la présente directive, entre autres de celles qui se posent si un Etat membre constate un transfert anormal des activités visées par la première directive aux dépens des entreprises établies sur son territoire et au profit d'agences et succursales situées à la périphérie de celui-ci.

La Commission et les autorités compétentes des Etats membres concernés examinent ces difficultés le plus rapidement possible afin de trouver une solution adéquate.

Le cas échéant, la Commission soumet au Conseil des propositions appropriées.

Article 24

La Commission transmet au Conseil et au Parlement Européen, périodiquement et pour la première fois le 1 er...., un rapport consacré à l'évolution du marché des assurances et des opérations exercées en libre prestation de services.

Article 25

Les Etats membres modifient leurs dispositions nationales conformément à la présente directive dans un délai de dix-huit mois à compter de sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Historical Archives of the European Commission

Les dispositions modifiées selon le premier alinéa doivent être appliquées dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la notification de la présente directive.

Article 26

Dès la notification de la présente directive, les Etats membres veillent à communiquer à la Commission le texte des dispositions essentielles d'ordre législatif, réglementaire ou administratif qu'ils adoptent dans le domaine couvert par la présente directive.

Article 27

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

3.11.1988
GL/cG

Proposition de directive sur la liberté de prestation de services en assurance vie

Fiche de l'impact sur les petites et moyennes entreprises et sur l'emploi

Historical Archives of the European Commission

La présente proposition a pour objectif principal de fixer les modalités d'application de la liberté de prestation de services en assurance vie individuelle.

Les preneurs d'assurance, acheteurs de ces contrats, disposeront d'un plus grand choix de types de contrats et un certain nombre d'entre eux paieront vraisemblablement des primes moins élevées.

Toutefois, comme les preneurs de ces contrats seront normalement des personnes physiques, cette proposition ne devrait avoir qu'une faible incidence sur les P.M.E. en tant qu'acheteurs d'assurance.

Par contre, cette proposition contribue à réaliser l'horizon 1992 et devrait avoir une incidence sur la structure des marchés d'assurance des pays de la Communauté, et essentiellement sur les entreprises d'assurances. Il n'est pas possible de faire des prévisions plus précises à ce sujet, mais il faut souligner que les entreprises d'assurance concernées ont généralement une dimension supérieure à celle des P.M.E.

Cette proposition de directive ne devrait donc pas non plus avoir d'incidence sur les P.M.E. en tant que prestataires des services d'assurances.

Par contre et toujours en execution du Livre Blanc sur l'achèvement du marché intérieur, une autre proposition de directive du Conseil sur la liberté de prestation de services en assurance vie sera présentée à la Commission en 1989.

Elle concernera l'assurance groupe et sera pour les P.M.E., acheteurs d'assurance, d'un plus grand intérêt que la présente proposition.

CALENDRIER

Le second rapport de la Commission à l'intention du Conseil européen sur l'application du Livre blanc relatif à l'achèvement du marché intérieur a prévu que la présente proposition devrait être adoptée par la Commission en 1988 et par le Conseil en 1991.

Les dates prévues sont les suivantes:

- avis du Parlement:	mars 1990
- avis du Comité économique et social:	octobre 1989
- décision du Conseil:	octobre 1991

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat général

Bruxelles, le 24 novembre 1988.

COM(88) 729

a) OJ 942 - 30 novembre 1988

b) Réunion spéciale des
Chefs de Cabinet

TEXTE D

COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE

(Communication de Lord COCKFIELD en accord avec M. VARFIS)

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 942ème réunion de la Commission, le mercredi 30 novembre 1988.

Historical Archives of the European Commission

23 NOV. 88
Secrétariat Général

Destinataires : MM. les Membres de la Commission
M. FITCHEW
M. COSTA
M. BRAUN
M. CASPARI
M. BRINKHORST
M. MAYHEW
M. DEWOST

Note du Secrétariat général

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable : Institutions financières et fiscalitéateurs

Services associés :

- pour accord,

  D.G. XI : accord demandé

  T.F. P.M.E. : accord

- pour avis,

  Service Juridique : avis favorable

Historical Archives of the European Commission

Zusammenfassung

Der im Weißbuch vorgesehene Vorschlag regelt die Dienstleistungsfreiheit in der Lebensversicherung (die Regelung der Gruppen- und Pensionsversicherungen im Rahmen von Arbeitsverhältnissen erfolgt später).

Der Vorschlag regelt zwei Fälle:

Wenn das Versicherungsunternehmen sich aktiv den Markt im Bestimmungsland erschließen will, ohne dort eine Niederlassung zu besitzen, so kann das im Bestimmungsland von einer Zulassung abhängig gemacht werden; das Unternehmen hat dann die dort geltenden Regeln über die technischen Reserven und die Versicherungsbedingungen zu beachten (vgl. Entscheidung des Europäischen Gerichtshofs 205/84 und die in der Richtlinie 88/357/EWG vom 22. Juni 1988 getroffene Regelung für "Massenrisiken").

Wenn der Versicherungsnehmer im Herkunftsland auf eigene Initiative Versicherungsschutz sucht, indem er dort hingeht, schreibt oder telefoniert oder sich an einen Makler wendet, dann gilt für die Versicherungsaufsicht das Herkunftslandprinzip, das heißt, es gelten die Regeln des Landes, in dem der Versicherer seinen Sitz oder seine Niederlassung hat, und nicht die des Bestimmungslandes. So hat der auf eigene Initiative handelnde Versicherungsnehmer ungehinderten Zugang zum ganzen Binnenmarkt. Allerdings gilt weiterhin die im Bestimmungsland gegebenenfalls bestehende Versicherungssteuerpflicht.

Für beide Fälle sind Bestimmungen hinsichtlich der Zusammenarbeit der Aufsichtsbehörden von Herkunfts- und Bestimmungsland vorgesehen. Der Vorschlag enthält weiterhin Bestimmungen aufsichtsrechtlicher Art.

Der Vorschlag ist ein erster Schritt zur Dienstleistungsfreiheit in der Lebensversicherung. Neben dem obengenannten Vorschlag zur Gruppenversicherung ist eine Richtlinie mit weitergehenden Harmonisierungsbestimmungen vorgesehen. Sie soll die Anwendung des Herkunftslandsprinzips mit gegenseiter Anerkennung auch für die Fälle regeln, in denen sich ein Unternehmen systematisch einen ausländischen Markt im Wege der Dienstleistungsfreiheit erschließen will.

Historical Archives of the European Commission

UH 110

KAB/V/88/102-DE
Orig.: EN

MITTEILUNG VON LORD COCKFIELD AN DIE KOMMISSION

ZWEITE KOORDINIERUNGSRICHTLINIE IM BEREICH DER LEBENSVERSICHERUNG

Der vorliegende Vorschlag zum freien Dienstleistungsverkehr im Bereich der Lebensversicherung bildet einen integrierenden Bestandteil des Weißbuch-Programms zur Vollendung des Binnenmarktes.

Zum Verständnis von Zeitpunkt und Inhalt dieses Vorschlags muß man sich die jüngste Entwicklung im Versicherungsbereich vor Augen halten.

Im Weißbuch ist ein Binnenmarkt für Finanzdienstleistungen vorgesehen, auf dem der Grundsatz der Herkunftsland-Kontrolle gilt und die einzelnen Mitgliedstaaten ihre jeweiligen Maßnahmen zum Schutz der Interessen der Allgemeinheit gegenseitig anerkennen(1).

Als das Weißbuch abgefaßt wurde, lag ein Vorschlag für eine auf diesen Prinzipien beruhende Richtlinie auf dem Tisch des Rates, wo diesbezügliche Fortschritte jahrelang blockiert worden waren. Gleichzeitig wurden Urteile des Gerichtshofs in einer Reihe von einschlägigen Rechtssachen erwartet.

Diese Urteile sind am 4. Dezember 1986 ergangen. Das wichtigste, nämlich das in der Rechtssache 205/84 (Kommission gegen Bundesrepublik Deutschland), betrifft sowohl die Lebensversicherung als auch die Nichtlebensversicherung. Es bedeutet einen gewissen Rückschlag für die im Weißbuch geäußerten Hoffnungen oder zumindest für das dem Weißbuch beigefügte Programm insofern, als daraus hervorgeht, es könne erheblich mehr Harmonisierung als vorgesehen notwendig sein, bevor die Binnenmarktregelung mit Herkunftsland-Kontrolle auch in den Fällen uneingeschränkt gelten würde, in denen davon auszugehen wäre, daß der Versicherungsnehmer oder Versicherte des Schutzes durch seine nationalen Rechtsvorschriften bedarf. Der Gerichtshof gestand zu, es könne Fälle geben, auf die derartige Erwägungen nicht zutreffen, ohne sie jedoch zu spezifizieren.

Historical Archives of the European Commission

---

(1) Weißbuch, Ziffern 101 - 103.

Nach den Urteilen des Gerichtshofs haben Kommission, Parlament und Rat nach dem Kooperationsverfahren eine Änderung des Vorschlags zur Nichtlebensversicherung erarbeitet, der im Rat blockiert worden war. Das Ergebnis war die Verabschiedung der zweiten Nichtlebensversicherungs-Koordinierungsrichtlinie am 22. Juni 1988, mit der für industrielle und kommerzielle Großrisiken ein echter gemeinsamer Markt mit Herkunftsland-Kontrolle erreicht wird, während kleinere und private Risiken (die sogenannten Massenrisiken) auch weiterhin der Kontrolle im Bestimmungsland unterliegen, so daß die Vorteile des Binnenmarktes in diesem Falle nicht zum Tragen kommen.

Die Kommission darf sich mit dieser Situation nicht abfinden, sondern muß sobald wie möglich die notwendigen weiteren Harmonisierungsmaßnahmen vorschlagen, um das Prinzip der Herkunftsland-Kontrolle auch hier durchzusetzen, so daß auch kleine Versicherungsnehmer von den Vorteilen des gemeinschaftsweiten Marktes profitieren können.

Diese Entwicklungen in der Nichtlebensversicherung haben direkte Folgen für die Lebensversicherung. Erstens wirken sie sich auf den Zeitpunkt entsprechender Vorschläge aus. Nach dem Weißbuch-Programm sollte ein Vorschlag zum freien Dienstleistungsverkehr im Bereich der Lebensversicherung 1987 vorgelegt werden, d.h. ein Jahr nach dem Zeitpunkt, zu dem der Rat der damaligen Planung zufolge die zweite Nichtlebensversicherungsrichtlinie verabschieden sollte, die aber bekanntlich erst im Juni 1988 erlassen wurde. Als deutlich wurde, daß man mit der Nichtlebensversicherungsrichtlinie in Verzug geraten würde, wurde der Termin für die Verabschiedung des Lebensversicherungsvorschlags durch die Kommission auf 1988 verschoben[1]. Letzten Endes lag zwischen der Verabschiedung der Nichtlebensversicherungsrichtlinie und dem vorliegenden Vorschlag nicht, wie ursprünglich geplant, ein Jahr, sondern nur eine Spanne von einigen Monaten.

Ausgewirkt haben sich die obengenannten Entwicklungen auch auf den Inhalt des Vorschlags. Ebenso wie im Falle der Nichtlebensversicherung mußte man nach den Urteilen des Gerichtshofs die Fälle, in denen der Versicherungsnehmer oder

---

(1) Zweiter Bericht an den Rat und das Europäische Parlament über die Erreichung der Ziele des Weißbuchs (KOM(87) 203 endg., Ziff. 66, S. 17.

Historical Archives of the European Commission

Versicherte des Schutzes durch die Rechtsvorschriften seines eigenen Staates nicht bedarf, abgrenzen, um hierfür sofort, d.h. als erste Etappe, Herkunftsland-Kontrolle einzuführen, während die uneingeschränkte Anwendung dieses Prinzips bis zu einer zweiten Phase zurückgestellt wird, die von einer umfassenderen Harmonisierung abhängig ist und daher erst später realisiert werden kann.

Für ein solches Vorgehen bieten sich zwei Bereiche an. Der eine ist die Einzel-Lebensversicherung in den Fällen, wo der Versicherungsnehmer sich aus eigener Initiative an einen Versicherer in einem anderen Staat wendet. Der andere Bereich ist die Gruppenversicherung, speziell die Pensionsversicherung, wo zumindest in bestimmten Situationen eine Regelung in der Art der "Großrisiken"-Behandlung wie in der Nichtlebensversicherung angezeigt sein könnte. In diesem Falle wäre es allerdings wegen der großen Unterschiede zwischen der jeweiligen Situation der einzelnen Mitgliedstaaten, wegen der Sozialversicherungs- und Besteuerungsfaktoren, die dabei mitspielen, sowie wegen der heiklen sozialen Probleme, die dabei zu berücksichtigen sind, nicht möglich gewesen, in der äußerst kurzen Zeit, die für die Vorbereitung des vorliegenden Vorschlags zur Verfügung stand, eine angemessene Lösung zu erarbeiten. Dies bleibt daher einem späteren Vorschlag vorbehalten, der bis Ende 1989 unterbreiet werden soll.

Der vorliegende Vorschlag beschränkt sich folglich auf die Einzel-Lebensversicherung.

Ein völlig freier Kapitalverkehr, wie er mit der am 24. Juni 1988 verabschiedeten Richtlinie[1] erreicht werden soll, bedeutet, daß der Verbraucher seine Ersparnisse in jede Art finanzieller Instrumente investieren kann, die auf irgendeinem Markt der Gemeinschaft angeboten werden. Dann wäre es, gelinde gesagt, paradox, wenn seine Wahlmöglichkeiten bei der Lebensversicherung, die im allgemeinen eine der sichersten Anlageformen darstellt, eingeschränkt wären. Gegenwärtig aber gelten in vielen Mitgliedstaaaten Rechtsvorschriften, die ihn daran hindern, selbst auf eigene Initiative eine Lebensversicherung außerhalb seines eigenen Landes abzuschließen.

---

(1) ABl. Nr. L 178 vom 8.7.1988.

Historical Archives of the European Commission

Durch Beseitigung derartiger Beschränkungen wird mit dem vorliegenden Vorschlag ein entscheidender erster Schritt auf dem Wege zu einer Situation getan, in der der einzelne uneingeschränkt Zugang zum gemeinschaftsweiten Lebensversicherungsmarkt hat. Außerdem gilt die vorgeschlagene Richtlinie nicht nur für diejenigen Fälle, in denen sich der Versicherungsnehmer persönlich in ein anderes Land begibt, um dort eine Versicherungspolice zu erwerben, sondern auch in den Fällen, wo er sich auf eigene Initiative auf einem der üblichen Wege, beispielweise brieflich, telefonisch oder durch Einschaltung eines Maklers, mit dem betreffenden Versicherer in Verbindung setzt.

In anderen Fällen, d.h., wenn der Versicherer in dem Land, in dem der Versicherungsnehmer seinen gewöhnlichen Aufenthaltsort hat, Versicherungen aktiv vermarktet, sind die Behörden des betreffenden Landes nach wie vor befugt, von dem Versicherer eine Zulassung zu verlangen, die voraussetzt, daß ihre eigenen Regeln bezüglich der versicherungsmathematischen Reserven, der Vermögenswerte, die diese Reserven bedecken, sowie der Vertragsbedingungen, die für die Art des Versicherungsprodukts ausschlaggebend sind, Anwendung finden. Diese zweifellos sehr umständliche Regelung kann - im Lichte der Urteile des Gerichtshofs und der Aushandlung der zweiten Nichtlebensversicherungsrichtlinie - nur mit Hilfe einer späteren Richtlinie geändert werden, die so viel Harmonisierung bewirkt, daß die Mitgliedstaaten den Grundsatz der gegenseitigen Anerkennung anwenden können. Auf dieses Ziel muß die Kommission zügig hinarbeiten.

Da der Kommission wegen ihrer Verpflichtung gegenüber dem Rat und dem Europäischen Parlament für die Vorbereitung des Richtlinienvorschlags nur wenig Zeit zur Verfügung stand, haben breitangelegte, formelle Konsultationen mit den Vertretern der Mitgliedstaaten oder anderen eventuell betroffenen Parteien nicht stattgefunden. Die Fragen sind in jedem Falle für eine parlamentarische Erörterung auch ohne eine solche vorherige Diskussion absolut geeignet.

Eine breitangelegte Konsultation mit allen betroffenen Parteien ist jedoch unerläßlich, bevor der geplante Parallelvorschlag zur Gruppen- und Pensionsversicherung vorgelegt werden kann.

Historical Archives of the European Commission

Die Kommission wird gebeten, wie folgt zu beschließen:

Historical Archives of the European Commission

1. Der Vorschlag für eine zweite Richtlinie zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Direktversicherung (Lebensversicherung) und zur Erleichterung der tatsächlichen Ausübung des freien Dienstleistungsverkehrs sowie zur Änderung der Richtlinie 79/267/EWG wird genehmigt;

2. der Vorschlag wird dem Rat zugeleitet;

3. der Wortlaut des Richtlinienvorschlags wird, ohne die entsprechende Begründung, im Amtsblatt veröffentlicht.

Historical Archives of the European Commission

KAB/V/88/102-DE
Orig.: FR

VORSCHLAG

ZWEITE RICHTLINIE DES RATES

ZUR KOORDINIERUNG DER RECHTS- UND VERWALTUNGSVORSCHRIFTEN

FÜR DIE DIREKTVERSICHERUNG (LEBENSVERSICHERUNG) UND ZUR

ERLEICHTERUNG DER TATSÄCHLICHEN AUSÜBUNG DES FREIEN DIENST-

LEISTUNGSVERKEHRS SOWIE ZUR ÄNDERUNG DER RICHTLINIE 79/267/EWG

BEGRÜNDUNG

1. Einleitung

Ein echter gemeinsamer Markt für die Lebensversicherung bildet einen wichtigen Bestandteil eines europäischen Finanzraums, und die Mitgliedstaaten haben sich verpflichtet, diesen europäischen Finanzraum bis Ende 1992 zu schaffen.

Zwar sind mit der Richtlinie 79/267/EWG vom 5. März 1979 die Bedingungen koordiniert worden, unter denen ein Versicherungsunternehmen aus einem Land der Gemeinschaft in einem anderen Mitgliedstaat eine Agentur oder Zweigniederlassung errichten kann, doch stößt ein Bürger eines Landes der Gemeinschaft, wenn er direkt einen Lebensversicherungsvertrag in einem anderen EG-Land abschließen will, de jure und de facto auf zahlreiche Schwierigkeiten.

Innerhalb des europäischen Finanzmarktes muß es jedem Bürger möglich sein, sich an jedes beliebige Unternehmen der Gemeinschaft zu wenden und damit aus dem größtmöglichen Angebot von Versicherungsformen und Versicherern zu wählen.

In ihrem zweiten Bericht an den Rat und das Europäische Parlament über die Verwirklichung der Ziele des Weißbuchs zur Vollendung des Binnenmarktes stellt die Kommission fest, sie werde dem Rat bis zum 31. Dezember 1988 einen Richtlinienvorschlag zum freien Dienstleistungsverkehr im Bereich der Lebensversicherung unterbreiten (KOM(87) 203 endg., Ziff. 66, S. 17).

Historical Archives of the European Commission

Die Rechtsgrundlage dieses Vorschlags bilden Artikel 57 Absatz 2 und Artikel 66 des EWG-Vertrags, doch haben zwei Ereignisse aus jüngster Zeit wichtige Klarstellungen zur Frage des freien Dienstleistungsverkehrs im Versicherungssektor gebracht.

Am 4. Dezember 1986 sind hierzu mehrere Urteile des Gerichtshofs der Europäischen Gemeinschaften ergangen, insbesondere das Urteil in der Rechtssache 205/84 gegen die Bundesrepublik Deutschland.

Diese Urteile haben nicht nur die Unterschiede in der Interpretation der Richtlinie des Rates vom 30. Mai 1978 zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften auf dem Gebiet der Mitversicherung auf Gemeinschaftsebene beseitigt, sondern auch die Wiederaufnahme der Diskussionen über den Vorschlag für eine zweite Richtlinie des Rates zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Direktversicherung (mit Ausnahme der Lebensversicherung) und zur Erleichterung der tatsächlichen Ausübung des freien Dienstleistungsverkehrs sowie zur Änderung der Richtlinie 73/239/EWG ermöglicht, so daß diese Richtlinie am 22. Juni 1988 verabschiedet werden konnte.

In seinem Urteil in der Rechtssache 205/84 hat der Gerichtshof festgestellt, es sei anzuerkennen, daß es beim gegenwärtigen Stand des Gemeinschaftsrechts zum Schutz der Versicherungsnehmer und der Versicherten gerechtfertigt ist, daß der Bestimmungsstaat einer Versicherungsdienstleistung für die Anwendung seiner eigenen Rechtsvorschriften über die technischen Reserven und die Versicherungsbedingungen Sorge trägt (Entscheidungsgrund Nr. 41).

Im gleichen Urteil aber hebt der Gerichtshof auch hervor, daß die Gründe des Schutzes des Versicherungsnehmers und des Versicherten "nicht für den gesamten Versicherungssektor die gleiche Bedeutung haben und daß es sogar Fälle geben kann, in denen aufgrund der Eigenart des versicherten Risikos und des Versicherungsnehmers keinerlei Bedürfnis besteht, diesen durch die Anwendung der zwingenden Vorschriften seines nationalen Rechts zu schützen" (Entscheidungsgrund Nr. 49).

Historical Archives of the European Commission

Diese beiden Erwägungen gelten sowohl für die Nichtlebensversicherung als auch für die Lebensversicherung.

Die zweite Entwicklung aus jüngster Zeit ist die Verabschiedung der Richtlinie vom 22. Juni 1988, in der die "Schadens"-Risiken entsprechend dem Grad an Schutz, den die Versicherungsnehmer benötigen, in zwei Kategorien eingeteilt werden.

Für die erste Kategorie, die sogenannten "Großrisiken", die nach Eigenschaft und wirtschaftlicher Bedeutung des Versicherungsnehmers und nach Art des Risikos definiert werden und bei denen ein besonderer Schutz nicht erforderlich ist, gilt die Kontrollregelung des Landes des Versicherers (home country control). Umgekehrt verhält es sich bei der zweiten Kategorie, den sogenannten "Massenrisiken", für die die Kontrollregelung des Landes, in dem das Risiko belegen ist (risk country control) gilt, zumindest bis zur späteren Koordinierung vor allem der Bestimmungen über die technischen Rückstellungen. Diese Koordinierung, die in einer zweiten Etappe erfolgen soll, wird die tatsächliche Ausübung des freien Dienstleistungsverkehrs weiter erleichtern und den Anwendungsbereich der Kontrollvorschriften des Landes des Versicherers ausdehnen.

Das gleiche Vorgehen wird von der Kommission für die unter die Lebensversicherungsrichtlinie fallenden Verpflichtungen vorgeschlagen. In einer ersten Etappe wird unterschieden zwischen Verpflichtungen, bei denen die Versicherungsnehmer keines hohen Grades an Schutz bedürfen und auf die die Kontrollvorschriften des Landes der Niederlassung Anwendung finden, und solchen Verpflichtungen, die dem Recht des Landes der Verpflichtung, d.h. im allgemeinen des Landes, in dem der Versicherungsnehmer seinen Wohnsitz hat, unterliegen, wobei diese Regelung bis zu einer späteren Koordinierung gelten soll.

Historical Archives of the European Commission

Die Struktur des vorliegenden Vorschlags entspricht der Gliederung der Richtlinie vom 22. Juni 1988. Titel I "Allgemeine Bestimmungen" und Titel II "Ergänzende Bestimmungen zur ersten Richtlinie" (79/267/EWG vom 5. März 1979) gelten ohne Unterschied für alle unter diese Richtlinie fallenden Versicherungszweige. Titel III dagegen enthält besondere Bestimmungen für den freien Dienstleistungsverkehr.

Der Bereich der Gruppen-Rentenversicherung und bestimmter Einzel-Rentenversicherungen bedarf wegen der Vielfalt und Komplexität der verschiedenen Systeme und wegen der engen Beziehungen, die zwischen diesen Systemen und denen der sozialen Sicherheit bestehen, einer gründlichen Untersuchung, die noch nicht abgeschlossen ist. Er wurde deshalb aus Titel III des vorliegenden Vorschlags ausgeklammert und soll Gegenstand eines gesonderten Richtlinienvorschlags sein, der sobald wie möglich unterbreitet werden und somit den zweiten Teil der ersten Etappe bilden soll.

Titel III des vorliegenden Vorschlags betrifft folglich nur Einzelverträge, die nicht mit einer beruflichen Tätigkeit zusammenhängen. In diesem Bereich verzichtet eine Person, die sich auf eigene Initiative an einen in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassenen und dem Aufsichtsrecht dieses Staates unterliegenden Versicherer wendet, freiwillig und bewußt auf das Aufsichtsrecht ihres Wohnsitzstaates und zeigt damit, daß sie des Schutzes durch diesen Staat nicht bedarf. Die Initiative des Versicherungsnehmers, der zur Kenntnis nehmen muß, daß er auf diesen nationalen Schutz verzichtet, bildet somit das Kriterium für die Abgrenzung der Kategorie von Verpflichtungen, für die die Regelung des Niederlassungslandes des Versicherers gilt.

Gegenwärtig haben mehrere Mitgliedstaaten Rechtsvorschriften, die es ihren Staatsangehörigen untersagen, auf eigene Initiative Versicherungsverträge im Ausland abzuschließen, oder die diese Möglichkeit erheblich einschränken.

Ob dieses Verbot und diese Beschränkungen eingehalten werden, wird schwer zu kontrollieren sein, wenn die Richtlinie 88/361 vom 24. Juni 1988 über die Liberalisierung des Kapitalverkehrs in Kraft getreten ist. Es ist deshalb dringend notwendig, in der gemeinschaftlichen Regelung festzulegen, unter welchen Bedingungen ein Versicherungsnehmer von sich aus tätig werden kann.

Historical Archives of the European Commission

Die hier vorgeschlagene Richtlinie wird gut informierte Versicherungsnehmer in die Lage versetzen, uneingeschränkt vom großen Binnenmarkt zu profitieren und gleichzeitig - in den Fällen, wo es das Versicherungsunternehmen ist, das sich aktiv bemüht, seine Produkte im Ausland zu verkaufen - auch weiterhin den durch seine nationalen Rechtsvorschriften gewährleisteten Schutz zu genießen.

Die Kommission verfolgt jedoch nach wie vor das Ziel, daß die Aufsichtsregeln des Niederlassungsstaates des Versicherers Anwendung finden. Ebenso wie im Falle der Nichtlebensversicherung verlangt dies aber auch hier eine weitergehende Koordinierung, die Gegenstand einer zweiten Etappe der Arbeiten ist.

Der vorliegende Vorschlag wie auch der obengenannte ergänzende Vorschlag zur Gruppenversicherung bildet somit einen wichtigen Schritt auf dem Wege zum Lebensversicherungs-Binnenmarkt, reicht jedoch allein nicht aus, um dieses Ziel zu erreichen.

Historical Archives of the European Commission

II. Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln

Titel I - Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Gegenstand der Richtlinie (Artikel 1)

In diesem Artikel ist der zweifache Gegenstand der Richtlinie genannt, nämlich

1. die Ergänzung der Richtlinie 79/267 vom 5. März 1979 zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Lebensversicherung (Titel I und II der vorliegenden Richtlinie) und

2. die Festlegung von Sonderbestimmungen für den freien Dienstleistungsverkehr (Titel III).

Da viele Artikel der vorliegenden Richtlinie mit Artikeln der zweiten Koordinierungsrichtlinie für die Schadenversicherung vom 22. Juni 1988 identisch oder ihnen zumindest ähnlich sind, werden die Nummern der entsprechenden Artikel in Klammern angegeben.

Artikel 2 - Definitionen (Artikel 2)

zu Buchstabe b) Unternehmen

Artikel 6 der Ersten Richtlinie gilt für Unternehmen mit Sitz innerhalb der Gemeinschaft und Artikel 27 der Ersten Richtlinie für Unternehmen mit Sitz außerhalb der Gemeinschaft. Diese aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie übernommene Unterscheidung bedeutet, daß die in der vorliegenden Richtlinie enthaltenen Bestimmungen zum freien Dienstleistungsverkehr nicht für Versicherer aus Drittländern gelten, die in der Gemeinschaft nur über eine Agentur oder Zweigniederlassung verfügen.

Historical Archives of the European Commission

zu Buchstabe e) Mitgliedstaat der Verpflichtung

Da eines der mit dieser Richtlinie verfolgten Ziele darin besteht, die erste Lebensversicherungsrichtlinie zu ändern, muß sie sowohl auf die in Artikel 1 Absatz 1 der ersten Lebensversicherungsrichtlinie genannten Versicherungen als auch auf die in Artikel 1 Absatz 2 der ersten Lebensversicherungsrichtlinie genannten Geschäfte Anwendung finden.

Aus diesem Grunde hat man sich in Anlehnung an Artikel 9 Buchstabe a) der ersten Lebensversicherungsrichtlinie, in dem es um die von einem Unternehmen eingegangenen Verpflichtungen geht, für den Begriff "Mitgliedstaat der Verpflichtung" entschieden.

Artikel 3 - Ständige Präsenz (Artikel 3)

Diese auch in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie enthaltene Bestimmung stammt aus dem Entscheidungsgrund Nr. 21 zum Urteil des Gerichtshofs vom 4. Dezember 1986 in der Rechtssache 205/84 (Kommission gegen Bundesrepublik Deutschland).

Artikel 4 - Recht, das auf die Verträge anwendbar ist (Artikel 7)

Zu Absatz 1

Die Vertragsparteien müssen genau darüber informiert sein, welche Rechtsvorschriften für den betreffenden Vertrag gelten.

Diesem legitimen Verlangen nach Rechtssicherheit wurde mit der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie dadurch entsprochen, daß man einheitliche Regeln des internationalen Privatrechts vorgesehen und in einigen Fällen die Wahl der Rechtsordnung freigestellt hat.

Mit der vorliegenden Richtlinie wird entsprechend vorgegangen: Es gilt eine einheitliche Regel des internationalen Privatrechts und in dieser Hinsicht das Recht des Mitgliedstaats der Verpflichtung, d.h. des Mitgliedstaats, in dem der Versicherungsnehmer seinen gewöhnlichen Aufenthaltsort hat, wobei die Parteien, sofern dies nach dem Recht dieses Mitgliedstaates zulässig ist, das Recht eines anderen Staates wählen können.

Historical Archives of the European Commission

Handelt es sich beim Versicherungsnehmer um eine juristische Person, dann gilt statt des Rechts des Mitgliedstaates des gewöhnlichen Aufenthaltsorts das Recht des Mitgliedstaates, in dem diese juristische Person die Niederlassung unterhält, auf die sich der Vertrag bezieht.

Da die Lebensversicherung stets direkt oder indirekt eine Person betrifft und das Personenrecht dabei eine wichtige Rolle spielt, muß nämlich das Rechtsumfeld des Versicherungsnehmers gewahrt bleiben. Hierbei geht es beispielsweise um die Ermittlung des Begünstigten und die Annahme des Vertrags durch den Begünstigten, um die Situation der geschiedenen Ehefrau, der derzeitigen Ehefrau und ihrer jeweiligen Kinder, um die Situation der Lebensgefährtin usw.

Im Zusammenhang mit diesen Fragen sollte keine Rechtsordnung vorgeschrieben werden, die den Betroffenen fremd ist oder die sie sogar ablehnen.

Zu Absatz 2:

Diese Erwägungen rechtfertigen auch Absatz 2, nach dem die Parteien in den Fällen, wo der Versicherungsnehmer auf eigene Initiative im Ausland im Wege der Dienstleistungsfreiheit eine Verpflichtung eingeht und seinen gewöhnlichen Aufenthaltsort in einem anderen Mitgliedstaat als dem hat, dessen Staatsangehöriger er ist, das Recht des Mitgliedstaates wählen können, dessen Staatsangehöriger der Versicherungsnehmer ist.

Zu Absatz 3:

Das in den ersten beiden Absätzen zum Ausdruck kommende Anliegen, dem Versicherungsnehmer seine Rechtsordnung zu erhalten, ist eine Frage des Privatrechts. Unberührt davon bleibt das Recht des Versicherungsnehmers, der auf eigene Initiative im Wege des Dienstleistungsverkehrs in einem anderen Mitgliedstaat eine Verpflichtung eingeht, in den Genuß von Vertragsformen zu kommen, die nach dem öffentlichen Recht des Landes des angegangenen Versicherers zulässig sind, selbst wenn dies nach dem Recht des Wohnsitzes des Versicherungsnehmers nicht der Fall sein sollte. Dem Versicherungsnehmer diese Möglichkeit einzuräumen, ist gerade Zweck der Richtlinie.

Historical Archives of the European Commission

Zu den Absätzen 4 bis 6:

In diesen Absätzen wird ein Teil von Artikel 7 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie fast wörtlich übernommen.

Absatz 4, in dem es um Staaten mit mehreren Gebietseinheiten geht, von denen jede in bezug auf vertragliche Schuldverhältnisse ihre eigenen Rechtsnormen besitzt, bezieht sich insbesondere auf das Vereinigte Königreich und Spanien.

Absatz 5 - und seine Entsprechung in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie - lehnt sich an Artikel 7 "Zwingende Vorschriften" des "Übereinkommens über das auf vertragliche Schuldverhältnisse anzuwendende Recht" an, das am 19. Juni 1980 in Rom zur Unterzeichnung aufgelegt wurde (ABL. Nr. L 266 vom 9. Oktober 1980) und Gegenstand eines Berichts der Professoren GIULIANO und LAGARDE war (ABl. Nr. C 282 vom 31. Oktober 1980).

Zu Artikel 4 insgesamt

Es gilt, die für alle unter die erste Richtlinie fallenden Tätigkeiten - unabhängig davon, ob sie im Wege der Niederlassung oder im Wege des Dienstleistungsverkehrs ausgeübt werden - am besten geeignete Rechtsordnung festzulegen. Deshalb wurde dieser Artikel über das auf den Vertrag anwendbare Recht, ebenso wie in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie, in Titel II "Ergänzende Bestimmungen zur ersten Richtlinie" eingefügt.

Artikel 5 - Überwachung der Tätigkeit, einschließlich der im Ausland ausgeübten Tätigkeit (Artikel 10)

Es erschien notwendig, in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu präzisieren, über welche Befugnisse und Mittel die Aufsichtsbehörden verfügen müssen, um die Tätigkeit der Versicherer, einschließlich der im Ausland ausgeübten Tätigkeit, zu überwachen. Dies ist Gegenstand von Artikel 10 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie, der - da in beiden Fällen die gleichen Gründe gegeben sind - in die vorliegende Richtlinie übernommen wurde.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 6 - Bestandsübertragung (Artikel 11)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 11 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 7 - Aufhebung der Verpflichtung, einen Teil des Bestands an das "Istituto Nazionale di Assicurazioni" (INA) abzutreten

Die den Versicherern auferlegte Verpflichtung, einen Teil ihres Bestands an ein nationales Institut abzutreten, ist seit jeher als mit dem EWG-Vertrag unvereinbar angesehen worden. Die in Frankreich geltende diesbezügliche Verpflichtung war vor Verabschiedung der Lebensversicherungs-Koordinierungsrichtlinie von 1979 aufgehoben worden.

Im ursprünglichen Vorschlag der Kommission für diese Richtlinie und in dem geänderten Vorschlag, der nach Stellungnahme der beratenden Organe und nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments vorgelegt wurde, war vorgesehen, daß diese Ausnahmeregelung entweder nach einer Übergangszeit von fünf Jahren oder mit dem Inkrafttreten der vorliegenden Richtlinie aufgehoben werden sollte.

Der Rat hat hierüber anders entschieden, denn in der ersten Lebensversicherungsrichtlinie von 1979 heißt es, die Italienische Republik dürfe ausnahmsweise die den Unternehmen auf ihrem Gebiet auferlegte Verpflichtung, einen Teil ihres Bestands an das INA abzutreten, unter der Voraussetzung beibehalten, daß der Umfang dieser Verpflichtung nicht erhöht wird, und es ist darin weiterhin vorgesehen, diese Frage solle im Rahmen einer zweiten Richtlinie erneut geprüft werden.

Diese Ausnahmeregelung muß nunmehr aufgehoben werden, da sonst die in Italien niedergelassenen italienischen und ausländischen Unternehmen gegenüber den im Ausland niedergelassenen Unternehmen, die in Italien das Lebensversicherungsgeschäft im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs betreiben, insofern benachteiligt wären, als die letztgenannten Unternehmen dieser Verpflichtung nicht unterlägen.

Historical Archives of the European Commission

Titel III - Besondere Bestimmungen für den freien Dienstleistungsverkehr

Artikel 8 - Unter die vorliegende Richtlinie fallende Verpflichtungen, die im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangen werden (Artikel 12)

In diesem ersten Artikel des Titels III wird der Anwendungsbereich dieses Titels abgegrenzt: die unter die vorliegende Richtlinie fallenden Verpflichtungen, die im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangen werden.

Erfaßt werden nur Einzelverpflichtungen. Ausgeklammert sind also die in Artikel 1 Absatz 1 der ersten Richtlinie genannten Versicherungen, wenn es sich dabei um Gruppenversicherungen handelt, sowie die in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe c) genannten Geschäfte der Verwaltung von Pensionsfonds. Diese Versicherungen und Geschäfte werden Gegenstand des Richtlinienvorschlags zur Gruppen-Lebensversicherung sein, den die Kommission dem Rat demnächst unterbreiten wird.

Die vorliegende Richtlinie bezieht sich nur auf Einzelverpflichtungen, die nicht mit den beruflichen oder arbeitsrechtlichen Beziehungen des Versicherungsnehmers zusammenhängen. Ausgeklammert sind damit insbesondere die in Artikel 1 Absatz 3 der ersten Richtlinie genannten Einzelverträge.

Die vorliegende Richtlinie soll zur Schaffung eines europäischen Finanzraums beitragen und die Bürger der Gemeinschaft in die Lage versetzen, in anderen Ländern Verträge der Art abzuschließen, wie sie im Lande ihres Wohnsitzes üblich sind, daneben aber auch Verträge einer im Lande ihres Wohnsitzes nicht gebräuchlichen Art, wozu es in Absatz 4 lediglich heißt, daß das Versicherungsunternehmen der Zulassung im Lande der Niederlassung bedarf.

Die obigen Bestimmungen gelten jedoch nicht für die in Artikel 1 Buchstabe a) der ersten Richtlinie genannten Tontinengeschäfte. Derartige Geschäfte gab es 1979 nur in zwei Mitgliedstaaten, und ihre Beibehaltung wurde erst nach Diskussionen zugelassen. Aus der vorliegenden Richtlinie sind sie auszuklammern, da sie in anderen Mitgliedstaaten aus Gründen der öffentlichen Ordnung untersagt sind.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9 - Unterrichtung der zuständigen Behörden (Artikel 14)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 14 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 10 - Zulassung im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs (Artikel 15)

Dieser dem Artikel 15 der zweiten Schadenversicherungsrichtinie entsprechende Artikel betrifft die Verpflichtungen, die im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs eingegangen werden können, bei denen die Dienstleistungsnehmer jedoch - wie der Gerichtshof festgestellt hat - eines besonderen Schutzes bedürfen.

Es handelt sich dabei um die in Artikel 8 genannten Verpflichtungen, d.h. Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Einzel-Lebensversicherung, auf die die liberaleren Bestimmungen des Artikels 11 - bezüglich der auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangenen Verpflichtungen - keine Anwendung finden können.

Für diese Verpflichtungen gelten somit die Aufsichtsgesetze des Bestimmungslandes, d.h. der Staat der Dienstleistung kann von dem ausländischen Versicherer eine Zulassung und zu diesem Zweck die Vorlage verschiedener Dokumente, z.B. einer Bescheinigung über die Solvabilität, einer Zulassungsbescheinigung und eines Tätigkeitsplans, verlangen. Ferner kann dieser Staat gemäß Absatz 3 verlangen, daß dieser Tätigkeitsplan den in seinem Staatsgebiet geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften, insbesondere bezüglich der technischen Rückstellungen und der Vermögenswerte, die diese Rückstellungen bedecken, entspricht.

Eine Harmonisierung dieser Bestimmungen wird die zweite Etappe der Arbeiten bilden, die die Voraussetzung dafür schaffen soll, daß das System der Herkunftsland-Kontrolle auf alle in der ersten Richtlinie genannten Verpflichtungen ausgedehnt werden kann.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 11 - Auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangene Verpflichtungen

Absatz 1 - Anwendungsbereich

In diesem Absatz werden die Verpflichtungen abgegrenzt, für die das Aufsichtsrecht des Landes des Versicherers, d.h. die Herkunftsland-Kontrolle, als Schutz genügt; es handelt sich dabei um die Verpflichtungen, die auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden.

Absatz 2 - Werbung

Zu achten ist allerdings darauf, daß diese Bestim ung über Verpflichtungen, die auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden, nicht durch Kundenwerbung und Werbung für die Tätigkeit des Versicherers umgangen wird.

Es ist daher zu präzisieren, daß der Versicherer lediglich in öffentlichen Anzeigen seine Anschrift und die Versicherungszweige, für die er Verpflichtungen eingehen will, bekanntgeben darf.

Hierbei ist zu unterstreichen, daß es sich für den Versicherer nur um passiven freien Dienstleistungsverkehr handelt.

Absatz 3 - Makler

Mit Artikel 11 soll der Versicherungsnehmer in die Lage versetzt werden, auf eigene Initiative tätig zu werden und aus dem gesamten Spektrum der in den einzelnen Mitgliedstaaten verfügbaren Versicherungsprodukte zu wählen, und zwar auf jede Art und Weise, die hierfür in seinem Land und im Ausland zur Verfügung steht, insbesondere brieflich, telefonisch oder durch Einschaltung eines Maklers.

Da jedoch ein gewisses Risiko bestehen kann, daß ein Makler den Versicherungsnehmer zu einer Versicherung im Ausland veranlaßt, die den Interessen des Versicherungsnehmers zuwiderläuft, muß dieser eine Erklärung unterzeichnen, aus der hervorgeht, daß er selbst diese Erkundung von Versicherungsmöglichkeiten im Ausland wünscht.

Historical Archives of the European Commission

Entsprechend der in Absatz 2 niedergelegten Regel bezüglich der Werbung darf in einem solchen Falle der Makler für die Erkundung von Versicherungsmöglichkeiten im Ausland keine Werbung betreiben.

Absatz 4 - Erklärung des Versicherungsnehmers

Bei dieser Erklärung handelt es sich um eine besondere Vorsichtsmaßnahme in allen den Fällen, in denen sich ein Versicherungsnehmer auf eigene Initiative und auf irgendeinem Wege an ein Unternehmen im Ausland wendet.

Artikel 12 - Verpflichtung zur Vorlage von Bescheinigungen (Artikel 16)

Dieser Artikel entspricht Artikel 16 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie. Wenn ein Versicherungsnehmer auf eigene Initiative einen Lebensversicherungsvertrag in einem anderen Mitgliedstaat abschließt, dann fällt dieser Vertrag unter die Kontrollgesetze dieses anderen Staates. Wie im Weißbuch zur Vollendung des Binnenmarktes (Ziff. 103) ausgeführt wird, üben die Behörden des Staates der Dienstleistung ihre Kontrolle aber auch weiterhin ergänzend aus. In den Bestimmungen von Artikel 12 wird diese Kontrolle konkretisiert.

Artikel 13 - Rücktrittsrecht

Lebensversicherungsverträge werden in der Regel für einen langen Zeitraum abgeschlossen, und es müssen dafür hohe Prämien entrichtet werden. Es gilt daher, alle Vorkehrungen zu treffen, um Mißverständnisse zu vermeiden.

In mehreren Ländern der Gemeinschaft wurde bei einer ziemlich großen Zahl von Verträgen festgestellt, daß die Versicherungsnehmer die Prämienzahlung im zweiten oder dritten Jahr der Vertragslaufzeit einstellten.

Historical Archives of the European Commission

In mehreren Ländern, insbesondere in Frankreich und dem Vereinigten Königreich, wurde daher eine Kündigungsfrist vorgeschrieben.

In dem französischen Gesetz vom 7. Januar 1981, geändert durch Gesetz vom 11. Juni 1985, ist eine Kündigungsfrist von 30 Tagen vorgesehen, die selbst in den Fällen gilt, in denen der Vertrag einen sofortigen Versicherungsschutz umfaßt.

Das Vereinigte Königreich hat am 1. Januar 1980 eine entsprechende Bestimmung mit einer Kündigungsfrist von 10 Werktagen eingeführt, die auch in den Fällen gilt, in denen der Vertrag einen sofortigen Versicherungsschutz umfaßt.

Noch sinnvoller dürfte diese Bestimmung im vorliegenden Vorschlag sein, da ein Versicherungsnehmer, der einen Lebensversicherungsvertrag im Ausland abschließt, bei Unterzeichnung des Vertrags die Unterschiede zwischen dem abgeschlossenen Vertrag und den in seinem eigenen Land üblichen Verträgen nicht immer klar erkennt.

Artikel 14 - Kumulierung von Niederlassung und Dienstleistungsverkehr (Artikel 13)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist dieser Artikel dem Artikel 13 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie entlehnt. Vorgesehen sind drei Fälle.

1. Handelt es sich um einen auf Initiative des Versicherungsnehmers abgeschlossenen Vertrag, bei dem folglich kein besonderer Schutz erforderlich ist und der unter die Herkunftsland-Kontrolle fällt, dann besteht kein Grund, einen ausländischen Versicherer deshalb, weil er im Lande des Versicherungsnehmers niedergelassen ist, daran zu hindern, diesen Vertrag zu akzeptieren. Die Kumulierung ist deshalb zulässig.

2. Ein Versicherer aus einem Land A, der in einem Land B niedergelassen ist, darf von Land A aus in Land B Verträge abschließen, die nicht auf Initiative des Versicherungsnehmers zustande kommen, sofern diese Verträge Zweige betreffen, für die der in Land B niedergelassene Versicherer nicht zugelassen ist. Die Ausübung der beiden Tätigkeiten ist zulässig, doch liegt keine echte Kumulierung vor, da es sich um unterschiedliche Zweige handelt.

Historical Archives of the European Commission

3. Wenn es sich dagegen im letztgenannten Fall um die gleichen Zweige handelt, d. h., wenn der in Land B niedergelassene Versicherer für den Zweig, auf den sich der Vertrag bezieht, zugelassen ist, dann könnten die Behörden des Landes B diese Dienstleistung untersagen.

   Die Kumulierung könnte also verboten werden, da einige Mitgliedstaaten der Ansicht sein könnten, sie sei verwirrend für den Versicherungsnehmer, der sich nicht auf eigene Initiative an einen Versicherer im Ausland wendet, der daher eines besonderen Schutzes bedarf und dem ein Versicherungsnehmer ein und dasselbe Produkt zweimal, nämlich einmal im Wege der Niederlassung und einmal im Wege des Dienstleistungsverkehrs, anbieten könnte. Der Versicherer könnte folglich verpflichtet werden, diesen Zweig in Land B nur von seiner Niederlassung in Land B aus zu betreiben.

Artikel 15 - Änderung und Ausdehnung der Tätigkeit (Artikel 17)

Da die gleichen Gründe vorliegen, ist diese Bestimmung aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie entlehnt.

Absatz 1 betrifft Änderungen der Tätigkeit des Versicherers in den beiden Bereichen des freien Dienstleistungsverkehrs, d. h. bei den Verpflichtungen, die entweder auf Initiative des Versicherungsnehmers oder nicht auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden. Absatz 2 betrifft die Ausdehnung der Tätigkeit des Versicherers auf Verpflichtungen, die nicht auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden, und Absatz 3 gilt für auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangene Verpflichtungen.

Artikel 16 - Multibranchenunternehmen

Nach langen Diskussionen hat man in der ersten Lebensversicherungsrichtlinie den Grundsatz der Spezialisierung aufgestellt, der, zum Schutz des Versicherungsnehmers, besagt, daß ein Schadenversicherungsunternehmen nicht gleichzeitig die unter die Lebensversicherungsrichtlinie fallenden Geschäfte betreiben darf. Dieses Prinzip ist in Artikel 13 Absatz 1 der ersten Lebensversicherungsrichtlinie niedergelegt.

Historical Archives of the European Commission

Gleichzeitig wurde vorgesehen, daß Multibranchenunternehmen, d.h. Unternehmen, die zum Zeitpunkt der Bekanntgabe der Richtlinie sowohl die Lebensversicherung als auch die Schadenversicherung betreiben, diese Kumulierung beibehalten können (Artikel 13 Absatz 3).

Diese Unternehmen dürfen in den anderen Mitgliedstaaten Agenturen oder Zweigniederlassungen für die Schadenversicherung, aber nicht für die Lebensversicherung errichten (Artikel 13 Absatz 4).

Es ist nunmehr angezeigt, auf die im Wege des Dienstleistungsverkehrs ausgeübte Tätigkeit die Lösung anzuwenden, die 1979 für das im Wege der Niederlassung betriebene Geschäft gewählt wurde, anders ausgedrückt: Ebensowenig wie ein Multibranchenunternehmen im Ausland die Lebensversicherung im Wege der Niederlassung betreiben darf, darf es dies im Wege des Dienstleistungsverkehrs.

Artikel 17 - Genehmigung der Versicherungsbedingungen und Tarife (Artikel 18)

In Absatz 1 dieses Artikels, der sich an Artikel 18 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie anlehnt, heißt es, daß die Mitgliedstaaten der Dienstleistung eine gewisse Kontrolle der Versicherungsbedingungen und Tarife für die im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangenen Verpflichtungen beibehalten oder einführen können, soweit sie zum Schutz des Versicherungsnehmers erforderlich sind.

Diese Bestimmungen gelten jedoch nicht für Verpflichtungen, die auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden; in diesen Fällen dürfen die Mitgliedstaaten weder eine Genehmigung noch die Mitteilung der Versicherungsbedingungen vorsehen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 18 - Sanktionen (Artikel 19)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 19 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen. Vorgesehen sind hier verschiedene Maßnahmen und Sanktionen, zu denen die zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten der Dienstleistung in den Fällen greifen können, in denen Unternehmen ihren Verpflichtungen nicht nachkommen.

Artikel 19 - Liquidation (Artikel 20)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 20 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 20 - Information des Versicherungsnehmers über den Versicherer (Artikel 21)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 21 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen. Es ist wichtig, daß der Versicherungsnehmer weiß, daß er mit einem ausländischen Versicherer zu tun hat, daß er dessen Identität kennt und weiß, in welchem Land dieser Versicherer niedergelassen ist.

Während diese Verpflichtung in der Schadenversicherung bei Großrisiken gelockert wurde, ist dies bei den unter die vorliegende Richtlinie fallenden Verpflichtungen, die auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden, nicht der Fall, da der Versicherungsnehmer bestmöglich informiert sein muß.

Artikel 21 - Kontrolle der Rückstellungen und sonstiger technischer Elemente (Artikel 23)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 23 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Historical Archives of the European Commission

Wie in dieser Begründung bereits festgestellt wurde, obliegt die Kontrolle der mathematischen Rückstellungen der Aufsichtsbehörde des Landes der Dienstleistung, wenn diese Behörde eine Zulassung des ausländischen Versicherers verlangt. Es handelt sich um die "Kontrolle durch das Bestimmungsland" bei Verpflichtungen, die nicht auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden. Dies ist Gegenstand von Artikel 21 Absatz 1.

In Absatz 2 dagegen ist Herkunftsland-Kontrolle für die sonstigen Fälle vorgesehen.

Die Absätze 3 und 4 bedürfen keiner weiteren Erläuterung.

Artikel 22 - Steuerregelung (Artikel 25)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, entspricht dieser Artikel weitgehend Artikel 25 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie.

Das Problem der Prämienbesteuerung und ihrer budgetären Auswirkungen, das in der Schadenversicherung - mit Sätzen zwischen 0 % und 30 % - wohlbekannt ist, stellt sich auch hier, und zwar mit Sätzen von 0 % bis 5,15 %.

Abgesehen von den prozentual zur Versicherungssumme berechneten geringfügigen Stempelsteuerbeträgen, läßt sich schematisch feststellen, daß die Bundesrepublik Deutschland, das Vereinigte Königreich, die Niederlande und Spanien einen Satz von 0 % anwenden, daß in anderen Ländern Sätze von 2 %, 2,4 % und 4,4 % gelten und daß in Frankreich verschiedene Sätze angewendet werden, die zwischen 0 % für die Gruppenversicherung und 5,15 % für die Einzelversicherung liegen.

Wie in der Schadensversicherung nimmt die Richtlinie keine Harmonisierung vor, sondern begnügt sich mit dem Territorialitätssystem, nach dem das Besteuerungssystem des Landes des Versicherungsnehmers zugunsten dieses Landes Anwendung findet.

Historical Archives of the European Commission

Dabei wendet jeder Mitgliedstaat auf die Unternehmen, die Dienstleistungen in seinem Gebiet erbringen, seine nationalen Bestimmungen an, mit denen die Erhebung dieser Steuern sichergestellt wird.

Artikel 23 - Zusammenarbeit zwischen der Kommission und den Mitgliedstaaten (Artikel 28)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 28 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 24 - Periodische Berichte der Kommission an den Rat und an das Europäische Parlament (Artikel 24)

Siehe oben.
Wie in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie vorgesehen, wird auch hier vorgeschlagen, daß der erste Bericht dem Rat und dem Europäischen Parlament fünf Jahre nach Verabschiedung der Richtlinie vorgelegt wird.

Artikel 25 - Fristen für die Anwendung der Richtlinie (Artikel 32)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 32 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 26 - Mitteilung der Anwendungsbestimmungen (Artikel 33)

Siehe oben.

Artikel 27 - Adressaten der Richtlinie (Artikel 35)

Siehe oben.

Historical Archives of the European Commission

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 57 Absatz 2 und Artikel 66,

auf Vorschlag der Kommission,

in Zusammenarbeit mit dem Europäischen Parlament,

nach Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Es ist notwendig, den Binnenmarkt im Bereich der Lebensversicherung und der Geschäfte zu entwickeln, die unter die Erste Richtlinie (79/276/EWG) des Rates vom 5. März 1979 zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Aufnahme und Ausübung der Direktversicherung (Lebensversicherung)(1), nachstehend "Erste Richtlinie" genannt, fallen; um dieses Ziel zu erreichen, soll es den Unternehmen mit Geschäftssitz in der Gemeinschaft erleichtert werden, ihre Dienstleistungen in den Mitgliedstaaten zu erbringen; dadurch wird es den Versicherungsnehmern ermöglicht, sich nicht nur bei in ihrem Land niedergelassenen Unternehmen, sondern auch bei solchen zu versichern, die ihren Geschäftssitz in der Gemeinschaft haben oder in anderen Mitgliedstaaten niedergelassen sind.

Nach dem Vertrag ist seit dem Ende der Übergangszeit im Dienstleistungsverkehr eine unterschiedliche Behandlung je nachdem, ob das Unternehmen in dem Mitgliedstaat, in dem die Dienstleistung erbracht wird, niedergelassen ist oder nicht, unzulässig. In den Genuß der Dienstleistungsfreiheit kommt dabei jede Niederlassung in der Gemeinschaft, also nicht nur der Hauptsitz des Unternehmens, sondern auch Agenturen oder Zweigniederlassungen desselben.

---

(1) ABl. L 63 vom 13.3.1979, S.1.

Historical Archive of the European Commission

Aus praktischen Gründen ist es angezeigt, den Dienstleistungsverkehr unter Berücksichtigung der Niederlassung des Unternehmens einerseits und andererseits des Ortes, in dem die Verpflichtung eingegangen wird, zu definieren. Deshalb muß auch die Verpflichtung definiert werden. Ferner ist die im Wege einer Niederlassung ausgeübte Tätigkeit von einer im freien Dienstleistungsverkehr ausgeübten Tätigkeit abzugrenzen.

Es ist eine Ergänzung der Ersten Richtlinie des Rates vom 5. März 1979 vorzunehmen, insbesondere um die Aufsichtsbefugnisse und -mittel der Überwachungsbehörden zu präzisieren. Ferner sind besondere Bestimmungen über den Zugang zu der im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs erfolgenden Tätigkeit sowie deren Ausübung und Überwachung vorzusehen.

Den Versicherungsnehmern, die dadurch, daß sie auf eigene Initiative eine Verpflichtung in einem anderen Land eingehen und sich somit unter den Schutz der Rechtsordnung dieses anderen Landes begeben, keinen besonderen Schutz in dem Staat der Verpflichtung benötigen, ist die uneingeschränkte Freiheit bei der Wahl auf einem möglichst breiten Versicherungsmarkt einzuräumen. Andererseits ist den anderen Versicherungsnehmern ein angemessener Schutz zu gewährleisten.

Bei der Gruppenversicherung und bei bestimmten individuellen Altersversorgungsversicherungen ist aufgrund der Vielfalt und Komplexität der einzelnen Systeme und ihrer engen Beziehungen zu den Systemen der sozialen Sicherheit eine aufmerksame Prüfung erforderlich. Daher sind sie aus dem Anwendungsbereich der für den freien Dienstleistungsverkehr geltenden besonderen Vorschriften dieser Richtline auszuschließen. Sie werden in einem anderen Richtlinienvorschlag behandelt.

Historical Archives of the European Commission

Die in den Mitgliedstaaten geltenden Vorschriften des Vertragsrechts für die in der Ersten Richtlinie genannten Tätigkeiten bleiben unterschiedlich. Die Freiheit der Wahl eines anderen Vertragsrechts als das des Staates der Verpflichtung, kann in bestimmten Fällen nach Regeln gewährt werden, in denen die spezifischen Umstände berücksichtigt werden.

Die Bestimmungen der Ersten Richtlinie über die Bestandsübertragung sind zu verschärfen und durch Bestimmungen zu ergänzen, die speziell auf den Fall abzielen, daß der Bestand von im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs geschlossenen Verträgen einem anderen Unternehmen übertragen wird.

Beim derzeitigen Stand der Koordinierung ist den Mitgliedstaaten die Möglichkeit einzuräumen, zum Schutz der Versicherungsnehmer die gleichzeitige Ausübung der Tätigkeit im freien Dienstleistungsverkehr und der Tätigkeit im Wege einer Niederlassung zu beschränken. Eine solche Einschränkung kann für Verpflichtungen, bei denen die Versicherungsnehmer einen solchen Schutz nicht brauchen, nicht vorgesehen werden.

Der Zugang zur Ausübung der freien Dienstleistung muß Verfahren unterliegen, die sicherstellen, daß das Unternehmen die Vorschriften sowohl hinsichtlich der Finanzgarantien als auch der Versicherungsbedingungen und der Tarife einhält. Diese Verfahren können vereinfacht werden, soweit die im Dienstleistungsbereich ausgeübte Tätigkeit Versicherungsnehmer betrifft, die aufgrund der Besonderheiten der Verpflichtung, die sie einzugehen beabsichtigen, keinen besonderen Schutz in dem Staat der Verpflichtung brauchen.

Im Fall dieser zweiten Kategorie von Versicherungsnehmenern ist jedoch, wenn es sich um einen Lebensversicherungsvertrag handelt, dem Versicherungsnehmer die Möglichkeit einzuräumen, innerhalb von dreißig Tagen auf den Vertrag zu verzichten.

Historical Archives of the European Commission

In der Ersten Richtlinie ist die Kumulierung der Tätigkeiten, die unter die Erste Richtlinie zur Koordinierung der Schadenversicherung fallen, mit denen der Ersten Richtlinie grundsätzlich untersagt worden. Zwar hat die Erste Richtlinie den bestehenden Unternehmen, die in beiden Versicherungszweigen tätig sind, die Fortführung ihrer Tätigkeiten gestattet, doch hat sie präzisiert, daß sie keine Agenturen oder Zweigniederlassungen für den Versicherungszweig Lebensversicherung errichten dürfen. Ebenso muß untersagt werden, daß diese Unternehmen im Wege des freien Dienstleistungsverkehrs Verpflichtungen eingehen, die unter die Erste Richtlinie fallen.

Für den Bereich des freien Dienstleistungsverkehrs ist eine besondere Zusammenarbeit zwischen den zuständigen Aufsichtsbehörden der Mitgliedstaaten sowie zwischen diesen Behörden und der Kommission vorzusehen. Ferner ist eine Regelung für Sanktionen vorzusehen, die dann anzuwenden ist, wenn das Dienstleistungsunternehmen die Vorschriften des Mitgliedstaats, in dem die Dienstleistung erbracht wird, nicht einhält.

Die technischen Rückstellungen einschließlich der mathematischen Rückstellungen sind den Regeln und der Aufsicht des Mitgliedstaats, in dem die Dienstleistung erbracht wird, zu unterstellen, wenn die Dienstleistungstätigkeit Verpflichtungen betrifft, bei denen der Bestimmungsstaat der Dienstleistung den Versicherungsnehmern einen besonderen Schutz gewähren will. Die technischen Rückstellungen einschließlich der mathematischen Rückstellungen dagegen unterliegen weiterhin den Regeln und der Aufsicht des Mitgliedstaats, in dem das Unternehmen niedergelassen ist, wenn die Sorge um den Schutz des Versicherungsnehmers nicht begründet ist.

In mehreren Mitgliedstaaten unterliegen die Lebensversicherungsverträge und die anderen unter die Erste Richtlinie fallenden Geschäfte keiner Form der indirekten Besteuerung, während andere Mitgliedstaaten besondere Steuern darauf erheben. In den Mitgliedstaaten mit Versicherungssteuern bestehen jedoch erhebliche Unterschiede hinsichtlich deren Voraussetzungen und hinsichtlich der Steuersätze. Es ist zu vermeiden, daß diese Unterschiede für die Unternehmen in Wettbewerbsverzerrungen zwischen den Mitgliedstaaten zum Ausdruck kommen. Dem kann dadurch abgeholfen werden, daß das Steuersystem

Historical Archive of the European Commission

angewendet wird, das in dem Mitgliedstaat der Verpflichtung vorgesehen ist. Es obliegt den Mitgliedstaaten, die Modalitäten festzulegen, nach denen die Erhebung dieser Steuern sichergestellt werden soll -

HAT FOLGENDE RICHTLINIE ERLASSEN:

Historical Archives of the European Commission

TITEL I - ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1

Gegenstand dieser Richtlinie ist:

a) die Ergänzung der Ersten Richtlinie (79/267/EWG);

b) die Festlegung von Sonderbestimmungen betreffend den freien Dienstleistungsverkehr für die Tätigkeiten, die in der genannten Richtlinie aufgeführt und in Titel III präzisiert sind.

Artikel 2

Im Sinne dieser Richtlinie gilt als:

a) Erste Richtlinie: die Richtlinie 79/267/EWG;

b) Unternehmen:
- für die Anwendung der Titel I und II: jedes Unternehmen, das eine behördliche Zulassung nach Artikel 6 oder nach Artikel 27 der Ersten Richtlinie erhalten hat;

- für die Anwendung der Titel III und IV: jedes Unternehmen, das eine behördliche Zulassung nach Artikel 6 der genannten Richtlinie erhalten hat;

c) Niederlassung:
der Sitz, eine Agentur oder eine Zweigniederlassung des Unternehmens unter Berücksichtigung des Artikel 3;

Historical Archives of the European Commission

d) Verpflichtung:
die Verpflichtung, die in einer der in Artikel 1 der Ersten Richtlinie genannten Formen von Versicherungen oder Geschäften konkret zum Ausdruck kommt;

e) Mitgliedstaat der Verpflichtung:
der Mitgliedstaat, in dem der Versicherungsnehmer seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, oder, wenn der Versicherungsnehmer eine juristische Person ist, der Mitgliedstaat, in dem sich die Niederlassung dieser juristischen Person befindet, auf die sich der Vertrag bezieht;

f) Mitgliedstaat der Niederlassung:
der Mitgliedstaat, in dem das Unternehmen niedergelassen ist, welches die Verpflichtung eingeht;

g) Mitgliedstaat der Dienstleistung:
der Mitgliedstaat der Verpflichtung, wenn die Verpflichtung von einem in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassenen Unternehmen eingegangen wird.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 3

Jede ständige Präsenz eines Unternehmens im Gebiet eines Mitgliedstaats ist bei der Anwendung der Ersten Richtlinie sowie der vorliegenden Richtlinie einer Agentur oder Zweigniederlassung gleichzustellen, und zwar auch dann, wenn diese Präsenz nicht die Form einer Zweigniederlassung oder Agenturangenommen hat, sondern lediglich durch ein Büro wahrgenommen wird, das von dem eigenen Personal des Unternehmens oder einer Person geführt wird, die zwar unabhängig, aber beauftragt ist, auf Dauer für dieses Unternehmen wie eine Agentur zu handeln.

TITEL II - ERGÄNZENDE BESTIMMUNGEN ZUR ERSTEN RICHTLINIE

Artikel 4

1. Das Recht, das auf die Verträge über die in der Ersten Richtlinie genannten Tätigkeiten anwendbar ist, ist das Recht des Mitgliedstaats der Verpflichtung. Jedoch können die Parteien, sofern dies nach dem Recht dieses Mitgliedstaats zulässig ist, das Recht eines anderen Staates wählen.

2. Hat der Versicherungsnehmer in einem der in Artikel 7 genannten Fälle seinen gewöhnlichen Aufenthaltsort in einem anderen Mitgliedstaat als dem, dessen Staatsangehöriger er ist, so können die Parteien das Recht des Mitgliedstaates wählen, dessen Staatsangehöriger er ist.

3. Im Falle des Artikels 11 kann der Staat, dessen Recht auf den Vertrag Anwendung findet, dem Versicherungsnehmer nicht verbieten, eine Verpflichtung einzugehen, die nach dem Recht des Herkunftslandes zulässig ist.

4. Umfaßt ein Staat mehrere Gebietseinheiten, von denen jede in bezug auf vertragliche Verpflichtungen ihre eigenen Rechtsnormen besitzt, so ist für die Bestimmung des anwendbaren Rechts nach dieser Richtlinie jede Gebietseinheit als Staat anzusehen.

   Ein Mitgliedstaat, in dem verschiedene Gebietseinheiten in bezug auf vertragliche Verpflichtungen ihre eigenen Rechtsnormen besitzen, ist nicht verpflichtet, diese Richtlinie auf Streitfälle zwischen den Rechtsordnungen dieser Gebietseinheiten anzuwenden.

5. Dieser Artikel berührt nicht die Anwendung der nach dem Recht des Staates des angerufenen Gerichts geltenden Bestimmungen, die ohne Rücksicht auf das auf der Vertrag anzuwendende Recht den Sachverhalt zwingend regeln.

   Sieht das Recht eines Mitgliedstaats dies vor, so können die zwingenden Vorschriften des Rechts des Mitgliedstaats der Verpflichtung angewandt werden, soweit nach dem Recht dieses Staates diese Vorschriften ohne Rücksicht darauf anzuwenden sind, welchem Recht der Vertrag unterliegt.

Historical Archives of the European Commission

5. Vorbehaltlich der vorstehenden Absätze wenden die Mitgliedstaaten auf die unter diese Richtlinie fallenden Versicherungsverträge ihre allgemeinen Bestimmungen des internationalen Privatrechts in bezug auf vertragliche Schuldverhältnisse an.

Artikel 5

Artikel 23 der Ersten Richtlinie wird durch folgenden Absatz ergänzt:

"3. Die Mitgliedstaaten erlassen die erforderlichen Vorschriften, damit die Versicherungsaufsichtsbehörden über die Befugnisse und Mittel verfügen, die zur Überwachung der Tätigkeit der in ihrem Gebiet niedergelassenen Versicherungsunternehmen - einschließlich der außerhalb dieses Gebiets ausgeübten Tätigkeiten - gemäß den Richtlinien des Rates über diese Tätigkeiten und im Hinblick auf deren Anwendung erforderlich sind.

Diese Befugnisse und Mittel müssen den zuständigen Aufsichtsbehörden insbesondere die Möglichkeit geben,

- sich eingehend über die Lage des Unternehmens und seine gesamten Tätigkeiten zu unterrichten, insbesondere:
  - durch Einholung von Auskünften oder Anforderung von Versicherungsunterlagen,
  - durch örtliche Prüfungen in den Geschäftsräumen des Unternehmens,

- alle Maßnahmen dem Unternehmen gegenüber zu treffen, die geeignet und erforderlich sind, um sicherzustellen, daß der Geschäftsbetrieb mit den Rechts- und Verwaltungsvorschriften, die das Unternehmen jeweils in den Mitgliedstaaten zu beachten hat, und insbesondere mit dem Tätigkeitsprogramm - sofern es weiter verbindlich ist - in Einklang bleibt, und daß Mißstände, die eine Gefährdung der Versicherteninteressen darstellen, vermieden oder beseitigt werden;

Historical Archives of the European Commission

- die Anwendung der von den Aufsichtsbehörden verlangten Maßnahmen, wenn notwendig, zwangsweise durchzusetzen, gegebenenfalls durch Einschaltung der Gerichte.

Die Mitgliedstaaten können auch die Möglichkeit vorsehen, daß die Aufsichtsbehörden alle Auskünfte über die von den Versicherungsvertretern gehaltenen Verträge einholen."

Artikel 6

1. Artikel 25 der Ersten Richtlinie wird aufgehoben.

2. Jeder Mitgliedstaat ermächtigt unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen die in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen, ihren Bestand an Verträgen, für die dieser Staat derjenige der Verpflichtung ist, ganz oder teilweise an ein übernehmendes Unternehmen zu übertragen, das in demselben Mitgliedstaat niedergelassen ist, sofern die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, diesen bescheinigen, daß es unter Berücksichtigung der Übertragung die nötige Solvabilitätsspanne besitzt.

3. Jeder Mitgliedstaat ermächtigt unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen die in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen, ihren Bestand an nach Maßgabe von Artikel 8 Absatz 1 geschlossenen Verträgen ganz oder teilweise an ein übernehmendes Unternehmen zu übertragen, das in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung niedergelassen ist, sofern die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, diesen bescheinigen, daß es unter Berücksichtigung der Übertragung die nötige Solvabilitätsspanne besitzt.

4. Jeder Mitgliedstaat ermächtigt unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen die in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen, ihren Bestand an nach Maßgabe von Artikel 8 Absatz 1 geschlossenen Verträgen ganz oder teilweise an ein übernehmendes Unternehmen zu übertragen, das in demselben Mitgliedstaat niedergelassen ist, sofern die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, diesen bescheinigen, daß es unter Berücksichtigung

Historical Archives of the European Commission

der Übertragung die nötige Solvabilitätsspanne besitzt und in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung die Bedingungen nach den Artikeln 9, 10, 12 und 14 erfüllt.

5. In den in den Absätzen 3 und 4 genannten Fällen genehmigen die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übertragende Unternehmen niedergelassen ist, die Übertragung nach Zustimmung der Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung.

6. Ermächtigt ein Mitgliedstaat unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen die in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen, ihren Bestand an Verträgen ganz oder teilweise an ein übernehmendes Unternehmen zu übertragen, das in einem anderen Mitgliedstaat als dem Mitgliedstaat der Dienstleistung niedergelassen ist, so vergewissert er sich, daß nachstehende Bedingungen erfüllt sind:

   - Die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, bescheinigen, daß dieses unter Berücksichtigung der Übertragung die nötige Solvabilitätsspanne besitzt;

   - der Mitgliedstaat, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, ist hiermit einverstanden;

   - das übernehmende Unternehmen erfüllt in dem Mitgliedstaat der Dienst leistung die Bedingungen nach den Artikeln 9, 10, 12 und 14, die Rechts vorschriften dieses Mitgliedstaates sehen die Möglichkeit einer solchen Übertragung vor und der betreffende Mitgliedstaat ist mit der Übertragung einverstanden.

7. Die nach diesem Artikel genehmigte Übertragung wird in dem Mitgliedstaat der Verpflichtung unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen veröffentlicht. Sie gilt gegenüber den betroffenen Versicherungsnehmern, den Versicherten sowie gegenüber allen anderen Personen, die Rechte oder Pflichten aus den übertragenen Verträgen haben, uneingeschränkt.

   Diese Bestimmung berührt nicht das Recht der Mitgliedstaaten vorzusehen, daß die Versicherungsnehmer den Vertrag binnen einer bestimmten Frist nach der Übertragung kündigen können.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 7

Artikel 22 Absatz 2 der Ersten Richtlinie erhält folgende Fassung:

Die Italienische Republik trifft alle erforderlichen Vorkehrungen, damit die den Unternehmen auf ihrem Gebiet auferlegte Verpflichtung, einen Teil ihres Bestands an das "Istituto nazionale di assicurazioni" abzutreten, spätestens zwei Jahre nach Inkrafttreten dieser Richtlinie aufgehoben wird.

Historical Archives of the European Commission

TITEL III - BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR DEN FREIEN DIENSTLEISTUNGSVERKEHR -

Artikel 8

1. Die Bestimmungen dieses Titels gelten für den Fall, daß ein Unternehmen von einer in einem Mitgliedstaat befindlichen Niederlassung aus eine Verpflichtung in einem anderen Mitgliedstaat eingeht.

2. Diese Bestimmungen gelten weder für die Geschäfte und Unternehmen sowie die Anstalten, auf die die Erste Richtlinie nicht anwendbar ist.

3. Diese Bestimmungen gelten auch nicht für Verpflichtungen,

   - die von anderen Personen als natürlichen Personen, die für eigene Rechnung handeln, eingegangen werden;

   - die von Personen eingegangen werden, welche eine geschäftliche, berufliche oder arbeitsrechtliche Beziehung zu der oder den Personen unterhalten, auf deren Namen der Vertrag lautet, unabhängig davon, ob es sich hierbei um eine vergangene, gegenwärtige oder künftige Beziehung handelt, soweit die Verpflichtung aufgrund dieser Beziehung eingegangen wird;

   - die von einer Person eingegangen werden, auf deren Namen der Vertrag lautet, wenn dieser aufgrund des Beschäftigungsverhältnisses oder der beruflichen Tätigkeit dieser Person abgeschlossen wird;

   - für die in Artikel 1 Absatz 2 Buchstaben a), c), d) und e) sowie Absatz 3 der Ersten Richtlinie genannten Geschäfte.

4. Ein Unternehmen kann Verpflichtungen in einem anderen Mitgliedstaat nur eingehen, wenn es in dem Mitgliedstaat seiner Niederlassung für diese gleiche Art von Verpflichtung nach Artikel 6 der Ersten Richtlinie zugelassen ist.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9

Jedes Unternehmen, das Dienstleistungen erbringen will, ist gehalten, vorher die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats des Sitzes und gegebenenfalls des Mitgliedstaats der betreffenden Niederlassung davon zu unterrichten und dabei den oder die Mitgliedstaaten, in deren Gebiet es diese Dienstleistungen erbringen will, sowie die Art der Verpflichtungen, die es eingehen will, anzugeben.

Artikel 10

1. Jeder Mitgliedstaat, in dessen Gebiet ein Unternehmen die in Artikel 8 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs eingehen will, kann den Zugang zu dieser Tätigkeit von einer behördlichen Zulassung abhängig machen, sofern die Verpflichtungen nicht unter Artikel 11 fallen; zu diesem Zweck kann es verlangen, daß das Unternehmen

   a) eine Bescheinigung der zuständigen Behörden des Mitgliedstaats des Sitzes vorlegt, wonach es für alle seine Tätigkeiten über die Mindestsolvabilitätsspanne nach Artikel 19 der Ersten Richtlinie verfügt und nach der Zulassung gemäß Artikel 6 Absatz 1 der genannten Richtlinie außerhalb des Mitgliedstaats der Niederlassung tätig sein darf;

   b) eine Bescheinigung der zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Niederlassung vorlegt, worin die Versicherungszweige angegeben sind, die das betreffende Unternehmen betreiben darf, und mit der zugleich bestätigt wird, daß diese Behörden keine Einwände dagegen erheben, daß das Unternehmen eine Dienstleistungstätigkeit ausübt;

   c) einen Tätigkeitsplan unterbreitet, der Angaben über folgendes enthalten muß:

      - die Art der Verpflichtungen, die das Unternehmen in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung eingehen will;

Historical Archives of the European Commission

- die allgemeinen und die besonderen Versicherungsbedingungen, die es zugrunde legen will;

- die Tarife, die es bei den einzelnen Gruppen von Versicherungsgeschäften anwenden will und die technischen Grundlagen, die es für die einzelnen Gruppen von Geschäften verwenden will;

- die Formblätter und sonstigen gedruckten Unterlagen, die es im Verkehr mit den Versicherungsnehmern verwenden will, soweit sie auch von niedergelassenen Unternehmen verlangt werden.

2. Die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung können verlangen, daß ihnen die in Absatz 1 Buchstabe c) genannten Angaben in der Amtssprache dieses Staates übermittelt werden.

3. Die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung verfügen nach Erhalt der in Absatz 1 erwähnten Unterlagen über eine Frist von sechs Monaten, um die Zulassung ausgehend davon zu gewähren bzw. abzulehnen, ob die einzelnen Teile des von dem Unternehmen vorgelegten Tätigkeitsplans mit den in diesem Mitgliedstaat geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften übereinstimmen.

4. Haben die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung bei Ablauf der in Absatz 3 genannten Frist nicht Stellung genommen, so gilt die Zulassung als abgelehnt.

5. Jede auf Ablehnung der Zulassung oder der Bescheinigung nach Absatz 1 Buchstabe a) oder b) lautende Entscheidung ist eingehend zu begründen und dem betroffenen Unternehmen bekanntzugeben.

6. Jeder Mitgliedstaat sieht einen Rechtsbehelf gegen jedwede Ablehnung der Zulassung oder der Erteilung der Bescheinigung nach Absatz 1 Buchstabe a) oder b) vor.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 11

1. Die im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangenen Verpflichtungen unterliegen nicht Artikel 10, sondern Artikel 12, wenn sich der Versicherungsnehmer auf eigene Initiative an das Unternehmen wendet, damit dieses die Verpflichtung eingeht.

   Der Versicherungsnehmer gilt als Initiator:

   - wenn der erste Kontakt zwischen dem Versicherungsnehmer und dem Unternehmen unabhängig von dem verwendeten Mittel vom Versicherungsnehmer aufgenommen wird,

     oder

   - wenn der Vertrag in dem Mitgliedstaat geschlossen wird, in dem das Unternehmen niedergelassen ist, ohne daß es einen vorherigen Kontakt zwischen dem Versicherungsnehmer und dem Unternehmen in dem Mitgliedstaat gegeben hat, in dem der Versicherungsnehmer seinen gewöhnlichen Aufenthaltsort hat.

2. Das Unternehmen, das Verpflichtungen in einem Mitgliedstaat im Rahmen dieses Artikels eingehen will, betreibt dort weder Kundenwerbung noch eine Werbung, die sich auf diese Tätigkeit bezieht, es sei denn, daß es in öffentlichen Anzeigen seine Anschrift und die Versicherungszweige bekanntgibt, für die es in dem Staat der Niederlassung zugelassen ist, von dem aus es Verpflichtungen eingehen will.

3. Falls sich der Versicherungsnehmer auf eigene Initiative über einen Versicherungsmakler an das Unternehmen wendet, damit dieses die Verpflichtung eingeht, unterzeichnet er vor der Kontaktaufnahme mit dem Unternehmen eine Erklärung, die bescheinigt, daß er den Makler beauftragt, Versicherungsmöglichkeiten in einem oder mehreren anderen Mitgliedstaaten als dem seines gewöhnlichen Aufenthaltsorts zu erkunden; dieser Makler ist die in Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe a) der Richtlinie 77/92/EWG genannte Person. Der Makler betreibt keine Werbung für die mögliche Inanspruchnahme der Verpflichtungen im Rahmen der in diesem Artikel vorgesehenen Regelung.

Historical Archives of the European Commission

4. Bevor eine Verpflichtung im Rahmen der in diesem Artikel vorgesehenen Regelung eingegangen wird, unterzeichnet der Versicherungsnehmer eine Erklärung, wonach er davon Kenntnis nimmt, daß diese Verpflichtung den Aufsichtsregeln des Staates des Unternehmens unterliegt, das die Verpflichtung eingeht.

Artikel 12

1. Jeder Mitgliedstaat, in dessen Gebiet ein Unternehmen die in Artikel 11 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen durch Dienstleistungen eingehen will, verlangt, daß das Unternehmen

   a) eine Bescheinigung der zuständigen Behörden des Mitgliedstaats des Sitzes vorlegt, wonach es für alle seine Tätigkeiten über die Mindestsolvabilitätsspanne nach Artikel 19 der Ersten Richtlinie verfügt und nach der Zulassung gemäß Artikel 6 Absatz 1 der genannten Richtlinie außerhalb des Mitgliedstaats der Niederlassung tätig sein darf;

   b) eine Bescheinigung der zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Niederlassung vorlegt, worin die Versicherungszweige angegeben sind, die das betreffende Unternehmen betreiben darf, und mit der zugleich bestätigt wird, daß diese Behörden keine Einwände dagegen erheben, daß das Unternehmen eine Dienstleistungstätigkeit ausübt;

   c) die Art der Verpflichtungen, die das Unternehmen in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung eingehen will, angibt.

2. Jeder Mitgliedstaat sieht einen Rechtsbehelf gegen jedwede Ablehnung der Gewährung der Bescheinigung nach Absatz 1 Buchstabe a) oder b) vor.

3. Das Unternehmen kann seine Tätigkeit ab dem Zeitpunkt aufnehmen, zu dem die Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung nachweislich im Besitz der in Absatz 1 erwähnten Unterlagen sind.

Historical Archive of the European Commission

4. Der vorliegende Artikel gilt auch, wenn der Mitgliedstaat, auf dessen Gebiet ein Unternehmen durch Dienstleistungen andere als die in Artikel 11 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen eingehen will, den Zugang zu dieser Tätigkeit nicht von einer behördlichen Zulassung abhängig macht.

Artikel 13

Der Versicherungsnehmer eines im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs im Sinne von Artikel 11 geschlossenen individuellen Lebensversicherungsvertrags verfügt von dem Zeitpunkt ab, zu dem sich die Parteien verpflichtet haben, über eine Frist von mindestens 30 Tagen, um auf die Wirkungen dieses Vertrags zu verzichten.

Die Mitteilung des Versicherungsnehmers, daß er auf den Vertrag verzichtet, befreit ihn von allen aus diesem Vertrag resultierenden Verpflichtungen.

Diese Bestimmungen gelten nicht für Verträge mit einer Laufzeit von zwei Monaten oder weniger.

Die rechtlichen Wirkungen des Verzichts werden gemäß dem auf den Versicherungsvertrag nach Artikel 4 anwendbaren Recht geregelt, insbesondere was die Bestimmung des Zeitpunkts anbelangt, zu dem die Parteien sich verpflichtet haben.

Artikel 14

In den Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten ist vorzusehen, daß ein in einem Mitgliedstaat niedergelassenes Unternehmen dort im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs von einer Niederlassung in einem anderen Mitgliedstaat aus mindestens folgende Verpflichtungen eingehen kann:

Historical Archives of the European Commission

- Verpflichtungen im Sinne von Artikel 11 dieser Richtlinie,

- Verpflichtungen im Sinne von Artikel 8, die nicht in Artikel 11 aufgeführt sind und unter Versicherungszweige fallen, für die das im ersten Mitgliedstaat niedergelassene Unternehmen nach Artikel 6 der Ersten Richtlinie dort nicht zugelassen ist.

Falls hingegen dieses Unternehmen im letztgenannten Fall diese Zulassung besitzt, kann der erste Mitgliedstaat diesen Dienstleistungsverkehr untersagen.

Artikel 15

1. Wenn ein Unternehmen im Sinne des Artikels 9 die in Artikel 10 Absatz 1 Buchstabe c) oder in Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c) genannten Angaben ändern will, so legt es die Änderungen den zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung vor. Diese Änderungen müssen je nach Fall Artikel 10 Absatz 3 oder Artikel 12 Absatz 1 entsprechen.

2. Wenn das Unternehmen seine Tätigkeit auf andere als in Artikel 8 genannte und in Artikel 11 dieser Richtlinie nicht aufgeführte Verpflichtungen ausdehnen will, so hat es das in den Artikeln 9 und 10 festgelegte Verfahren einzuhalten.

3. Wenn das Unternehmen seine Tätigkeit entweder auf die in Artikel 11 dieser Richtlinie oder die in Artikel 12 Absatz 4 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen ausdehnen will, so hat es das in den Artikeln 9 und 12 vorgesehene Verfahren einzuhalten.

Artikel 16

Die Unternehmen, die gemäß Artikel 13 Absatz 3 der Ersten Richtlinie die im Anhang der Ersten Richtlinie zur Koordinierung der "Schadenversicherung" (73/239/EWG) genannten Tätigkeiten mit der Ausübung der in Artikel 1 der Ersten Richtlinie aufgeführten Tätigkeiten kumulieren, dürfen im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs keine Verpflichtungen für einen der in der Ersten Richtlinie genannten Versicherungszweige eingehen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 17

1. Das Bestimmungsland kann Rechts- und Verwaltungsvorschriften zum Schutz des Versicherungsnehmers, insbesondere solche für die Genehmigung der allgemeinen und besonderen Versicherungsbedingungen, der im Verkehr mit den Versicherungsnehmern zu verwendenden Formblätter und sonstigen gedruckten Unterlagen, der Tarife sowie aller anderen für die normale Überwachung erforderlichen Dokumente beibehalten oder einführen; Voraussetzung dafür ist jedoch, daß die Vorschriften des Mitgliedstaats der Niederlassung keinen Schutz im erforderlichen Umfang gewährleisten und daß die Anforderungen des Mitgliedstaats der Dienstleistung nicht über das hinausgehen, was in dieser Hinsicht notwendig ist.

2. Im Falle der in Artikel 11 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen sieht das Bestimmungsland jedoch keine Bestimmungen vor, die die Genehmigung oder die systematische Mitteilung der allgemeinen und besonderen Versicherungsbedingungen, der Tarife sowie der Formblätter und sonstigen gedruckten Unterlagen, die das betreffende Unternehmen im Verkehr mit den Versicherungsnehmern verwenden will, vorschreiben.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 18

1. Ein Unternehmen, das Dienstleistungen erbringt, hat den zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung alle zur Anwendung dieses Artikels angeforderten Unterlagen vorzulegen, soweit auch ein dort niedergelassenes Unternehmen hierzu verpflichtet ist.

2. Wenn die zuständigen Behörden eines Mitgliedstaats feststellen, daß ein im Gebiet dieses Mitgliedstaats Dienstleistungen erbringendes Unternehmen die in demselben Mitgliedstaat für das Unternehmen geltenden Rechtsvorschriften nicht einhält, so fordern sie das betreffende Unternehmen auf, diese Unregelmäßigkeit abzustellen.

3. Wenn das betreffende Unternehmen der in Absatz 2 genannten Aufforderung nicht nachkommt, so teilen die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung dies den zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Niederlassung mit. Diese treffen die zweckdienlichen Maßnahmen, damit das betreffende Unternehmen diese Unregelmäßigkeit abstellt. Die Art dieser Maßnahmen wird den Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung mitgeteilt.

   Die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung können sich auch an die zuständigen Behörden des Sitzes des Versicherungsunternehmens wenden, wenn die Dienstleistungen von einer Zweigniederlassung oder Agentur aus erbracht werden.

4. Verletzt das Unternehmen trotz der Maßnahmen des Mitgliedstaats der Niederlassung - oder wenn sich die betreffenden Maßnahmen als unzureichend erweisen oder der betreffende Staat keine Maßnahmen getroffen hat - weiterhin die in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung geltenden Rechtsvorschiften, so kann dieser nach Unterrichtung der Aufsichtsbehörden des Niederlassungsstaats entsprechende Maßnahmen treffen, um weitere Unregelmäßigkeiten zu verhindern, und, soweit unbedingt erforderlich, das Unternehmen daran hindern, weitere Verpflichtungen im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs in seinem Gebiet einzugehen.

Historical Archives of the European Commission

Bei anderen Verpflichtungen als den gemäß Artikel 11 dieser Richtlinie im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangenen Verpflichtungen umfassen diese Maßnahmen auch den Entzug der Zulassung nach Artikel 10. Die Mitgliedstaaten tragen dafür Sorge, daß die für diese Maßnahmen erforderlichen Zustellungen in ihrem Gebiet ermöglicht werden.

5. Die vorstehenden Bestimmungen berühren nicht die Befugnis der Mitgliedstaaten, begangene Unregelmäßigkeiten in ihrem Gebiet zu ahnden.

6. Wenn das Unternehmen, das gegen die Rechtsvorschriften verstoßen hat, in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung über eine Niederlassung verfügt oder Vermögensgegenstände besitzt, können dessen Aufsichtsbehörden nach den innerstaatlichen Rechtsvorschriften die für diesen Verstoß vorgesehenen Sanktionen an dieser Niederlassung bzw. an diesen Vermögensgegenständen vollstrecken.

7. Nach den Absätzen 2 bis 6 ergriffene Maßnahmen, die Sanktioen oder Beschränkungen für die Erbringung von Dienstleistungen umfassen, sind hinreichend zu begründen und den betreffenden Unternehmen bekanntzugeben. Gegen sie kann in dem Mitgliedstaat, in dem sie getroffen wurden, ein gerichtlicher Rechtsbehelf eingelegt werden.

8. Sind Maßnahmen im Rahmen von Artikel 24 der ersten Richtlinie getroffen worden, so werden die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung von den Behörden, die sie ergriffen haben, darüber unterrichtet; sie treffen, wenn es sich dabei um Maßnahmen nach den Absätzen 1 und 3 des genannten Artikels handelt, die nötigen Maßnahmen zur Wahrung der Interessen der Versicherten.

Bei Widerruf der Zulassung nach Artikel 26 der Ersten Richtlinie werden die Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung davon unterrichtet; sie treffen entsprechende Maßnahmen, damit die betreffende Niederlassung nicht weiterhin Versicherungsverträge im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs im Gebiet dieses Mitgliedstaats abschließt.

Historical Archives of the European Commission

9. Die Kommission unterbreitet dem Rat alle zwei Jahre einen Bericht, aus dem die Zahl und die Art der Fälle hervorgehen, in denen in den einzelnen Mitgliedstaaten die Ablehnung der Zulassung gemäß Artikel 10 bekanntgegeben oder Maßnahmen gemäß Absatz 4 getroffen wurden. Die Mitgliedstaaten arbeiten dabei mit der Kommission zusammen, indem sie ihr die zur Erstellung dieses Berichts erforderlichen Angaben übermitteln.

Artikel 19

Bei der Liquidation eines Versicherungsunternehmens sind die Verpflichtungen aus einem im Wege des Dienstleistungsverkehrs geschlossenen Versicherungsvertrag genauso zu erfüllen wie die aus anderen Versicherungsverträgen resultierenden Verpflichtungen dieses Unternehmens, ohne daß hinsichtlich der Staatsangehörigkeit der Versicherten und der Empfänger von Versicherungsleistungen ein Unterschied gemacht wird.

Artikel 20

1. Wird ein Geschäft im Dienstleistungsverkehr angeboten, so ist dem Versicherungsnehmer, bevor irgendeine Verpflichtung eingegangen wird, der Mitgliedstaat des Sitzes, der Agentur oder Zweigniederlassung, mit dem oder der der Vertrag geschlossen wird, zur Kenntnis zu bringen.

   Werden dem Versicherungsnehmer Dokumente zur Verfügung gestellt, so muß der in Unterabsatz 1 genannte Hinweis darin enthalten sein.

2. Aus dem Vertrag oder anderen Deckung gewährenden Dokumenten sowie aus dem Versicherungsangebot muß, wenn es den Versicherungsnehmer bindet, die Anschrift des Versicherungsunternehmens, das die Deckung gewährt, und des Sitzes ersichtlich sein.

Artikel 21

1. Ist für die Dienstleistung eine Zulassung durch den Mitgliedstaat der Dienstleistung erforderlich, so werden die Höhe der technischen Rückstellungen und die Regeln bezüglich der Beteiligung an den Gewinnen und an denRückkauf- und Umwandlungswerten für die betreffenden Verträge unter der Kontrolle dieses Mitgliedstaats nach der dort bestehenden Regelung oder

Historical Archives of the European Commission

andernfalls nach der dort bestehenden Verwaltungspraxis festgelegt. Die Abdeckung dieser Rückstellungen durch gleichwertige und kongruente Vermögenswerte sowie deren Belegenheit und die Anwendung der Regeln für die Beteiligung an den Gewinnen und an den Rückkauf- und Umwandlungswerten unterliegen der Aufsicht dieses Mitgliedstaats nach seiner Regelung oder Verwaltungspraxis.

2. In allen anderen Fällen werden diese verschiedenen Geschäfte unter der Kontrolle des Mitgliedstaats der Niederlassung nach dessen Regelung oder Verwaltungspraxis durchgeführt.

3. Der Mitgliedstaat der Niederlassung trägt dafür Sorge, daß die Rückstellungen, die sich auf die Gesamtheit der Verträge beziehen, die das Unternehmen durch die betreffende Niederlassung abschließt, ausreichend hoch und durch gleichwertige und kongruente Vermögenswerte abgedeckt sind.

4. In dem in Absatz 1 vorgesehenen Fall tauschen der Mitgliedstaat der Niederlassung und der Mitgliedstaat der Dienstleistung alle für die Erfüllung ihrer Aufgaben nach den Absätzen 1 und 3 erforderlichen Informationen aus.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 22

Im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs abgeschlossene Versicherungsverträge unterliegen ausschließlich den indirekten Steuern und steuerähnlichen Abgaben, die in dem Mitgliedstaat, in dem die Verpflichtung im Sinne von Artikel 2 Buchstabe e) eingegegangen worden ist, auf Versicherungsprämien erhoben werden.

Die geltende Steuerregelung wird durch das auf den Versicherungsvertrag nach Artikel 4 anwendbare Recht nicht berührt.

Jeder Mitgliedstaat wendet vorbehaltlich einer späteren Harmonisierung auf die Unternehmen, die Dienstleistungen in seinem Gebiet erbringen, die einzelstaatlichen Bestimmungen an, mit denen die Erhebung der indirekten Steuern und steuerähnlichen Abgaben, die nach Absatz 1 fällig sind, sichergestellt werden soll.

TITEL IV - SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 23

Die Kommission und die zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten arbeiten eng miteinander zusammen, um die Überwachung der in der Ersten Richtlinie genannten Versicherungen und Geschäfte in der Gemeinschaft zu erleichtern.

Die Mitgliestaaten unterrichten die Kommission über die Hauptschwierigkeiten, die sich bei der Anwendung dieser Richtlinie ergeben, unter anderem über diejenigen, die entstehen, wenn ein Mitgliedstaat feststellt, daß Versicherungstätigkeiten im Sinne der Ersten Richtlinie auf Kosten der in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen in anomalem Umfang auf in angrenzenden Gebieten gelegene Agenturen und Zweigniederlassungen übertragen werden.

Die Kommission und die zuständigen Behörden der betreffenden Mitgliedstaaten prüfen diese Schwierigkeiten so schnell wie möglich, um eine angemessene Lösung zu finden.

Gegebenenfalls unterbreitet die Kommission dem Rat entsprechende Vorschläge.

Artikel 24

Die Kommission legt dem Rat und dem Europäischen Parlament regelmäßig, und zwar erstmals am 1. ... einen Bericht über die Entwicklung des Versicherungsmarktes und der im freien Dienstleistungsverkehr getätigten Geschäfte vor.

Artikel 25

Die Mitgliedstaaten ändern ihre einzelstaatlichen Vorschriften gemäß dieser Richtlinie binnen achtzehn Monaten nach deren Bekanntgabe und teilen dies unverzüglich der Kommission mit.

Historical Archives of the European Commission

Die gemäß Absatz 1 geänderten Vorschriften sind binnen vierundzwanzig Monaten nach Bekanntgabe dieser Richtlinie anzuwenden.

Artikel 26

Vom Zeitpunkt der Bekanntgabe dieser Richtlinie an übermitteln die Mitgliedstaaten der Kommission den Wortlaut der wesentlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften, die sie in dem unter diese Richtlinie fallenden Bereich erlassen.

Artikel 27

Diese Richtlinie ist an die Mitgliedstaaten gerichtet.

Historical Archives of the European Commission

Richtlinienvorschlag zur Dienstleistungsfreiheit
in der Lebensversicherung

Auswirkungen auf kleine und mittlere Unternehmen
und die Lage am Arbeitsmarkt

Die Richtlinie regelt insbesondere die Bedingungen, unter denen sich die Dienstleistungsfreiheit in der Lebenseinzelversicherung vollziehen soll.

Den Versicherungsnehmern und damit den Versicherungskunden steht eine größere Auswahl an Vertragstypen zur Verfügung. Manche werden vermutlich in den Genuß niederer Prämien kommen.

Da es sich bei den Versicherungsnehmern normalerweise um natürliche Personen handeln wird, dürfte der Vorschlag auf kleine und mittlere Unternehmen als Versicherungskunden nur geringe Auswirkungen haben.

Dadurch, daß der Vorschlag dazu beiträgt, den für das Jahr 1992 in Aussicht genommenen Binnenmarkt zu verwirklichen, wird es sich vielmehr auf die Struktur der Versicherungsmärkte der Gemeinschaft und hier besonders auf die Versicherungsunternehmen auswirken. Genaue Vorhersagen hierzu sind jedoch nicht möglich; es soll aber darauf hingewiesen werden, daß die betreffenden Versicherungsunternehmen im allgemeinen größer sind als "kleine und mittlere Unternehmen".

Der Richtlinienvorschlag dürfte also auch insoweit keine Auswirkungen auf kleine und mittlere Unternehmen haben, als diese als Anbieter von Versicherungen in Frage kommen.

Allerdings wird der Kommission im Jahre 1989 ebenfalls aufgrund des Weißbuchs über den Binnenmarkt ein weiterer Richtlinienvorschlag zur Dienstleistungsfreiheit in der Lebensversicherung vorgelegt werden.

Er wird die Gruppenversicherung betreffen und für die kleinen und mittleren Unternehmen als Versicherungskunden von größerem Interesse sein als der vorliegende.

Historical Archives of the European Commission

CALENDRIER

Le second rapport de la Commission à l'intention du Conseil européen sur l'application du Livre blanc relatif à l'achèvement du marché intérieur a prévu que la présente proposition devrait être adoptée par la Commission en 1988 et par le Conseil en 1991.

Les dates prévues sont les suivantes:

- avis du Parlement: mars 1990
- avis du Comité économique et social: octobre 1989
- décision du Conseil: octobre 1991

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat général

Bruxelles, le 24 novembre 1988.

COM(88) 729

a) OJ 942 - 30 novembre 1988

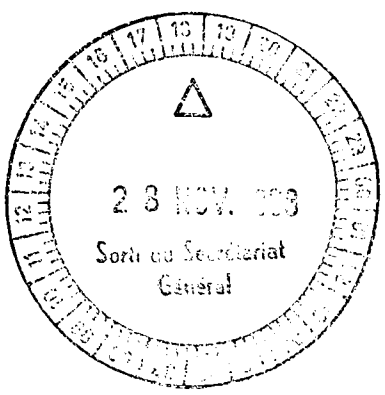
b) Réunion spéciale des
Chefs de Cabinet

TEXTE E

COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE

(Communication de Lord COCKFIELD en accord avec M. VARFIS)

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 942ème réunion de la Commission, le mercredi 2 novembre 1988.



Destinataires : MM. les Membres de la Commission
M. FITCHEW
M. COSTA
M. BRAUN
M. CASPARI
M. BRINKHORST
M. MAYHEW
M. DEWOST

Historical Archives of the European Commission

Note du Secrétariat général

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable : Institutions financières et fiscalitéateurs

Services associés :

- pour accord,

  D.G. XI : accord demandé

  T.F. P.M.E. : accord

- pour avis,

  Service Juridique : avis favorable

Historical Archives of the European Commission

WEP 19 11 88

SUMMARY

This White Paper proposal lays down rules for applying freedom of services in individual life insurance (leaving group and occupation-linked pensions insurance to a later Directive).

It distinguishes between two types of case. In the first, where the insurance undertaking actively markets insurance in another Member State without using an establishment there, the destination State may impose an authorization requirement, linked to the respect by the insurer of that State's rules on technical reserving and policy conditions (thus following the Court judgment in case 205/84 and the treatment of "mass risks" in non-life insurance in Directive 88/357/EEC of 22 June 1988).

In the second type of case the policyholder seeks insurance in another Member State on his own initiative, by going there, by using letter or telephone, or by addressing himself to an independent broker. In such a case "home country control" will apply, with application of the rules of the State where the insurer is established instead of those of the destination State. Such "own initiative" policyholders thus have unhindered access to the whole internal market. The premium taxes, if any, of the policyholder's State of residence will however continue to be payable.

In both cases there are provisions for collaboration between the authorities of the establishment State and the destination State. Various supervision rules are laid down.

This proposal is envisaged as a first step in dealing with freedom of services in life insurance. Apart from the group insurance proposal mentioned above, a further proposal will be needed providing considerable additional harmonization to make possible "home country control with mutual recognition" even where the insurer engages in active marketing.

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION BY LORD COCKFIELD TO THE COMMISSION

SECOND LIFE INSURANCE COORDINATION DIRECTIVE

This proposal, concerned with freedom of services in life insurance, is an integral part of the White Paper programme on completing the internal market.

Some knowledge of recent developments in the field of insurance is necessary for an understanding of the timing and content of this proposal.

The White Paper envisaged the achievement of the internal market in financial services with application of the principle of home country control linked to mutual recognition by Member States of what each does to safeguard the interests of the public (1).

At the time when the White Paper was drafted, a proposal for a Directive based on those principles was before the Council, where progress on it had been blocked for many years. At the same time Court judgments in certain relevant cases were awaited.

Those judgments were delivered on 4 December 1986. The most important, 205/84 (Commission v. Federal Republic of Germany), covers life as well as non-life insurance. It represented something of a setback to the hopes expressed in the White Paper, or at least to the programme annexed to it, because it indicated that considerably more harmonisation than foreseen might be necessary before the full benefits of the internal market, based on home country control, would be extended to those cases where it might be held that the policyholder or insured person needed the protection of national law. The Court conceded that there might be cases where such considerations did not apply but did not specify them.

(1) White Paper paragraphs 101 - 103.

Historical Archives of the European Commission

Following the Court judgments the Commission, the Parliament and the Council worked in the framework of the cooperation procedure to modify the non-life insurance proposal which had been blocked in the Council. The result was the adoption on 22 June 1988 of the Second Non-Life Insurance Coordination Directive, which achieves a true common market for larger industrial and commercial risks based on home country control, but leaves smaller and private risks (the so-called mass risks) subject to a heavy burden of control in the destination State, such that the benefits of the internal market are withheld from them.

It must be the policy of the Commission not to rest content with this situation but to introduce the necessary further harmonisation measures as soon as possible to bring about home country control and so enable small policyholders to enjoy the advantages of the Community-wide market.

These developments in non-life insurance have direct consequences for life insurance. First, on the timing of proposals. The White Paper programme indicated that a proposal on freedom of services in life insurance was to be submitted in 1987, one year after the date then predicted for the adoption by the Council of the Second Non-Life Insurance Directive, which, as we have seen, was in fact adopted in June of this year. When it was apparent that the Non-Life Directive would be delayed, the deadline for the adoption of the Life Insurance proposal by the Commission was put back to 1988 (1). As events have turned out, this has left only a few months between the adoption of the Non-Life Directive and the present proposal, instead of the predicted year.

The developments I have mentioned also affect the content of the proposal. As in non-life insurance, following the Court judgments it has been necessary to seek out cases where the policyholder or

(1) Second Report to Council and Parliament, on the implementation of the White Paper, COM (87) 203 final, para. 67, p. 20.

Historical Archives of the European Commission

insured party does not need the protection of the laws of his own State, in order to introduce home country control in such cases at once, as a first phase, whilst leaving the full application of home country control to a second phase, which, being dependent on more extensive harmonisation, would take longer to realise.

Two areas suggest themselves for such treatment. One is that of individual life insurance, in those cases where the policyholder, acting on his own initiative, seeks out an insurer in another State. The other is that of group insurance, especially pensions business, where at least in some instances something like the "large risk" treatment in non-life insurance might be appropriate. In this latter case, however, the differences between national situations, the interaction with social security and taxation factors, and the sensitivity of the social issues involved are so great that it would not have been possible to treat them adequately in the very short time available for the preparation of the present proposal. This section of the work is therefore postponed to a later proposal, to be submitted by the end of 1989.

The present proposal is therefore confined to individual life insurance.

The full freedom of capital movements to be achieved through the Directive adopted on 24 June 1988 (1) means that the consumer will be able to invest his savings in every kind of financial instrument on offer in any Community market. In these circumstances it would be paradoxical, to say the least, if the consumer were to be restricted in his choice of life insurance, which in general represents one of the safest forms of investment. Yet the laws of many Member States at present prevent him from seeking life insurance outside his own country, even on his own initiative.

---

(1) OJ N° L 178, 8.7.1988.

Historical Archives of the European Commission

In eliminating such restrictive measures the present proposal takes a significant first step in granting individuals full access to the wide Community market in life insurance. It applies moreover not only to those cases where the policyholder physically goes to another country to buy insurance but also where he exercises his initiative to make contact with the insurer by any of the usual means, such as by letter or telephone or by requesting a broker to act for him.

In other cases, where the insurer actively markets insurance in the policyholder's country of residence, the authorities of that country remain empowered to impose an authorization requirement on the insurer, linked to the application of their own rules on mathematical reserves, the investments representing them, and the policy conditions which determine the nature of the insurance product. This regime, which is undoubtedly very irksome, can only be changed - in the light of the Court judgments and the negotiations on the Second Non-Life Directive - by means of a later directive bringing about enough harmonisation to enable Member States to apply the principle of mutual recognition. It must be the Commission's policy to achieve this in due course.

Owing to the short time available for its preparation in view of the Commission's commitment to the Council and to Parliament, no full and formal consultations have taken place with representatives of the Member States or other possibly interested parties. The issues are in any case of a kind eminently suitable for debate in Parliament without such preliminary discussion.

On the other hand, full consultation with all interested parties will be indispensable before the envisaged companion proposal on group and pensions business is submitted.

In conclusion, the Commission is requested:

Historical Archives of the European Commission

1. to approve the proposal for a second directive on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to life insurance, laying down provisions to facilitate the effective exercise of freedom to provide services and amending Directive 79/267/EEC;

2. to transmit the proposal to the Council;

3. to decide to publish the text of the proposal for a directive, apart from the explanatory memorandum, in the Official Journal.

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

I. Introduction

The effective establishment of a common market in life assurance is one of the cornerstones of the European financial area which the Member States have undertaken to create by the end of 1992.

Although Directive 79/267/EEC of 5 March 1979 coordinated the conditions under which a life assurance undertaking from one Community country may set up an agency or branch in another Community country, a citizen of one Community country who wishes to enter directly into a life assurance contract in another country still encounters numerous obstacles, both legal and practical.

Within the European financial area, every citizen should be able to approach any assurance undertaking in the Community and thus have the widest possible choice of assurance arrangements and assurers.

The second report from the Commission to the Council and the European Parliament on the implementation of the Commission's White Paper on completing the internal market states that the Commission will present to the Council before 31 December 1988 a proposal for a Directive on freedom to provide life assurance services (COM(87) 203 final, para. 67, p. 20).

While Articles 57(2) and 66 of the EEC Treaty form the legal basis of that proposal, two recent events have shed much light on the subject of freedom to provide services in the insurance sector.

The Court of Justice of the European Communities delivered a number of judgments on this matter on 4 December 1986, notably in Case 205/84 Commission v Federal Republic of Germany.

Not only did those judgments put an end to differences in the interpretation of the Council Directive of 30 May 1978 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to Community co-insurance, they paved the way for a resumption of discussions on the proposal for a second Council Directive on the coordination of laws, regulations and

Historical Archives of the European Commission

administrative provisions relating to direct insurance other than life assurance and laying down provisions to facilitate the effective exercise of freedom to provide services and amending Directive 73/239/EEC. That Directive was adopted on 22 June 1988.

In its judgment in Case 205/84 the Court recognized that, in the present state of Community law, the Member State in which an insurance service is provided is justified, in order to ensure the protection of policy-holders and insured persons, in applying its own legislation concerning technical reserves and conditions of insurance (Ground 41).

In the same judgment, however, the Court observed that the grounds for protecting policy-holders and insured persons "are not equally important in every sector of insurance and that there may be cases where, because of the nature of the risk insured and of the party seeking insurance, there is no need to protect the latter by the application of the mandatory rules of his national law" (Ground 49).

Those two grounds of judgment apply equally to non-life insurance and to life assurance.

The second recent event is the abovementioned Directive of 22 June 1988, which divides all non-life risks into two categories defined according to the degree of protection required by policy-holders.

As regards the first category, known as "large risks", which is defined in terms of the status and size of the policy-holder and the nature of the risk and for which the need for as high a degree of protection does not exist, the supervisory rules of the country of the insurer apply (home country control). The reverse is true in the case of the second category, known as "mass risks", to which the supervisory rules of the country of the risk apply (risk country control) pending, that is, subsequent coordination, notably of technical reserves. Such coordination, which will constitute a second stage, will be directed towards further facilitating the effective exercise of freedom to provide services and will extend the scope of the supervisory legislation of the country of the insurer.

Historical Archives of the European Commission

The Commission proposes to proceed along the same lines with regard to commitments covered by the life assurance Directive. During a first stage, a distinction will be made between commitments in respect of which policy-holders are in no great need of protection - to which the supervisory law of the country of establishment will apply - and other commitments which will be subject to the law of the country of the commitment, i.e. as a rule the country in which the policy-holder is resident, this move being made pending subsequent coordination.

The structure of the present proposal is based on that of the Directive of 22 June 1988. Title I "General provisions" and Title II "Provisions supplementary to the first Directive" (79/267/EEC of 5 March 1979) both apply to all the classes covered by the first Directive. Title III, on the other hand, contains provisions relating specifically to freedom to provide services.

In the case of group pensions assurance schemes and certain individual pensions assurances, the multiplicity and complexity of the various schemes and their close relationship with social security schemes calls for careful study, which is not yet completed. Consequently, this field is excluded from Title III of the proposal. It will form the subject matter of a separate proposal for a Directive, to be presented as soon as possible, which will therefore constitute the second part of the first stage.

As a result, Title III of the proposal relates only to individual contracts unconnected with a business activity. In this context a person who takes the initiative in approaching an assurer established in another country and subject to the supervisory law of that country willingly and knowingly forsakes the supervisory law of the country in which he is resident and shows by his behaviour that he does not need to be protected by it. The taking of the initiative by the person seeking life assurance, who will have to take formal note of the fact that he is renouncing such national protection, is thus the criterion which delimits the category of commitments to which the rules of the country in which the assurer is established apply.

At present, the law of several Member States either prohibits their nationals from taking the initiative in entering into contracts abroad or considerably restricts this possibility.

Historical Archives of the European Commission

However, it will be difficult to monitor compliance with that prohibition and those restrictions once Directive 88/361/EEC of 24 June 1988 on the liberalization of capital movements is in force. There is an urgent need, therefore, to define in Community rules the conditions under which a person seeking life assurance may act on his own initiative.

The present proposal enables well-informed seekers of life assurance to profit fully from the large internal market, while keeping intact the protection afforded by national law in cases where assurance undertakings actively seek to sell their products abroad.

The Commission still has as its ultimate aim, however, application of the supervisory rules of the country in which the assurer is established. As in the case of non-life insurance, this will necessitate closer coordination, which will form the subject matter of a second stage in the work in hand.

This proposal, together with the abovementioned additional proposal concerning group assurance schemes, brings us a step closer to establishing an internal market in life assurance, but does not in itselfs suffice to achieve that end.

Historical Archives of the European Commission

II. Comments on the Articles

Title I General provisions

Article 1 - Object of the Directive (Article 1)

This Article specifies the dual object of the Directive, namely:

1. to supplement the life assurance coordination Directive 79/267/EEC of 5 March 1979, which is the object of Titles I and II of the present Directive;

2. to lay down provisions relating specifically to freedom to provide services, which is the object of Title III.

In view of the fact that many Articles of this Directive are identical or at least broadly similar to those of the second non-life insurance coordination Directive of 22 June 1988, the numbers of the corresponding Articles are given in brackets.

Article 2 - Definitions (Article 2)

(b) undertaking

Article 6 of the first Directive concerns undertakings whose head office is within the Community and Article 27 those whose head office is outside the Community. The distinction in (b), which is borrowed from the second non-life Directive, means that third country assurers who are established in the Community only through an agency or a branch do not benefit from the provisions on freedom to provide services contained in this Directive.

(e) Member State of the commitment

Since one of the two objects of this Directive is to amend the first life assurance Directive, it must apply both to the insurances referred to in Article 1(1) of the first life Directive and to the operations referred to in Article 1(2) of that same Directive.

Historical Archives of the European Commission

Consequently, the expression "Member State of the commitment" has been chosen on the strength of Article 9(a) of the first life Directive, which refers to commitments covered by an undertaking.

Article 3 - Permanent presence (Article 3)

This provision, which also appears in the Second non-life Directive, is taken from Ground 21 of the judgment of the Court of Justice of 4 December 1986 in Case 205/84 Commission v Federal Republic of Germany.

Article 4 - Law applicable to the contract (Article 7)

Paragraph 1

The parties to the contract must be clear as to what legal provisions govern the contract.

The Second non-life Directive fulfilled this legitimate requirement of legal certainty by adopting uniform rules of choice of private international law and providing in certain cases for freedom of choice of the applicable law.

This Directive adopts a similar approach, namely the adoption of a uniform rule of private international law and the choice, on this score, of the law of the Member State of the commitment, that is to say the habitual residence of the policy-holder, it being understood that if the law of that country so permits, the parties may choose another law.

If the policy-holder is a legal person, the law of the country of residence is replaced by the law of the Member State in which the establishment of that legal person, being that to which the contract relates, is situated.

Because life assurance always concerns, either directly or indirectly, a person and because the law as it relates to individuals is important in this respect, the legal environment of the policy-holder should be maintained. This concerns, for example, the determination of the beneficiary and acceptance by that person of the benefits flowing from the contract, the position of the divorced spouse, the current spouse and their respective children, that of the concubine, etc.

Historical Archives of the European Commission

One must avoid imposing in this respect a legal order with which the parties concerned are unfamiliar, or to which they may even be averse.

Paragraph 2

The same reasoning underlies paragraph 2, according to which, where the policy-holder takes the initiative in entering into a contract under freedom of services and has his habitual residence in a Member State other than that of which he is a national, the parties may choose the law of the Member State of which he is a national.

Paragraph 3

The concern to preserve the policyholder's legal environment, expressed in the first two paragraphs, relates to private contract law. It must not be used to prevent the policyholder who takes the initiative in approaching an assurance undertaking in another Member State from benefiting from forms of insurance authorized under the public law in that State, even if such forms of insurance are not authorized in his country of residence. It is indeed one of the aims of this Directive to facilitate the exercise of this freedom.

Paragraphs 4 to 6

These paragraphs repeat almost word for word part of Article 7 of the Second non-life Directive.

Paragraph 4, which deals with countries comprising several territorial units each of which has its own rules of law concerning contractual obligations, is directed mainly at the United Kingdom and Spain.

Paragraph 5, like its counterpart in the Second non-life Directive, is based on Article 7 "Mandatory rules" of the Convention on the law applicable to contractual obligations, which was opened for signature in Rome on 19 October 1980 (OJEC No L 266, 9 October 1980) and which forms the subject matter of a report drawn up by Mr Mario Giuliano and Mr Paul Lagarde (OJEC No C 282, 31 October 1980).

Historical Archives of the European Commission

The Article as a whole

A legal framework that is best suited to all the activities covered by the first Directive, whether they be carried on under conditions of establishment or under conditions of freedom to provide services, should be provided. Thus, as in the second non-life Directive, this Article on the law applicable to the contract is inserted in Title II, "Provisions supplementary to the first Directive".

Article 5 - Supervision of activities including those carried on outside the country of establishment (Article 10)

It was considered necessary in the case of the Second non-life Directive to define the powers of the supervisory authorities and the means they must have at their disposal when it comes to monitoring the activities of insurers, including activities engaged outside the country of establishment. Such is the object of Article 10 of that Directive. The same reasons applying here, the Article has been incorporated in the present Directive.

Article 6 - Transfer of portfolios (Article 11)

The same reasons applying here, Article 11 of the Second non-life Directive should be incorporated in the present Directive.

Article 7 - Abolition of statutory cessions to the "Istituto Nazionale di Assicurazioni" (INA)

Statutory cessions by insurers to a single national body have always been considered incompatible with the EEC Treaty. Those in force in France were abolished before the 1979 life assurance coordination Directive was adopted.

The original proposal for that Directive presented by the Commission and the amended proposal presented following delivery of the opinions of the advisory bodies and of the European Parliament provided that this exception should be abolished either at the end of a five-year transition period or at the time of entry into force of the present Directive.

Historical Archives of the European Commission

The Council decided otherwise: the first life Directive, that of 1979, provides that the INA may, as an exception, continue to receive these cessions, subject to their not being increased, and adds that these arrangements will be reviewed in connection with the present Directive.

The exception should now be abolished, otherwise undertakings establishedd in Italy, whether they be Italian or not, will be placed at a disadvantage compared with undertakings established abroad and transacting life assurance in Italy under conditions of freedom to provide services, as the latter will not be subject to the obligation in question.

Historical Archives of the European Commission

Title III - Provisions relating specifically to freedom to provide services

Article 8 - Commitments by way of freedom to provide services covered by this Directive (Article 12)

This first Article of Title III determines the Title's scope, that is to say commitments entered into under conditions of freedom to provide services and covered by this Directive.

Only individual commitments are covered. The types of insurance referred to in Article 1(1) of the first Directive are thus excluded where they take the form of group assurance schemes, as are operations connected with the management of group pension funds within the meaning of Article 1(2)(c). Those insurances and operations are covered by the proposal for a Directive on group life assurance which the Commission will shortly be presenting to the Council.

Moreover, this Directive is concerned only with individual commitments unrelated to the employment or business activity of the policyholder. Individual contracts covered by Article 1(3) of the first Directive are thus excluded.

This Directive will help create a European financial area and enable Community citizens to conclude in other countries not only contracts similar to those used in their country of residence, but also contracts of a type not used in their country of residence, paragraph 4 stating only that the insurance undertaking must be authorized in its country of establishment.

However, the foregoing does not apply to tontines operations as referred to in Article 1(2)(a) of the first Directive. In 1979 these existed in only two Member States and they were allowed to remain in being only after a certain amount of discussion. They should be excluded from this Directive as it is on grounds of public policy that they are prohibited in other Member States.

Article 9 - Informing the supervisory authorities (Article 14)

The same reasons applying here, Article 14 of the second non-life Directive should be incorporated in this Directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 10 - Authorization to transact business under conditions of freedom to provide services (Article 15)

This Article, which is based on Article 15 of the second non-life Directive, concerns commitments which may be covered by way of freedom to provide services but in respect of which, in the opinion of the Court of Justice, policyholders require special protection.

The commitments in question are those referred to in Article 8, that is to say those which, while relating to individual life assurance, cannot benefit from the more liberal provisions of Article 11 concerning commitments entered into on the policyholder's initiative.

Such commitments come within the scope of the supervisory law of the country in which the service is provived. In other words, that country may make the foreign assurer's activity conditional on the granting of authorization and, to that end, require the production of various documents such as a certificate of solvency, a certificate of authorization and a scheme of operations. As stated in paragraph 3, the country in which the service is provided may also insist on the scheme of operations being in conformity with the laws, regulations and administrative provisions applicable in its territory, notably as regards the technical reserves, including mathematical reserves, and the assets representing those reserves.

Harmonization of those provisions will form the second stage of the work in hand, which will enable "home country control" to be extended to all commitments covered by the first Directive.

Article 11 - Commitments entered into on the initiative of the policy-holder

Paragraph 1 - Scope

This paragraph defines those commitments in respect of which the protection afforded by the supervisory law of the country of the assurer, "home country control", suffices, namely commitments entered into on the initiative of the policy-holder.

Historical Archives of the European Commission

Paragraph 2 - Advertising

Care must be taken to ensure that the intentions of this Article are not circumvented by the assurer soliciting business or engaging in advertising.

It is therefore reasonable to state that the assurer may make himself known only through public notices indicating his address and the classes in respect of which he proposes to cover commitments.

It must be stressed that, from the assurer's point of view, the case here dealt with covers only passive freedom to provide services.

Paragraph 3 - Brokers

The object of Article 11 is to enable a person seeking life assurance to exercise his initiative to the full and choose from among the whole range of assurance products on offer in the various Member States, using all the means available both at home and abroad including the postal service, the telephone and the services of a broker.

However, as there a risk that a broker might influence a client to seek life assurance abroad contrary to his best interests, the prospective assured must sign a statement to the effect that it is he himself who wishes enquiries to be made about assurance available in other Member States.

It is consistent with the provisions of paragraph 2 on advertising that in such a case the broker should not advertise this service.

Paragraph 4 - Statement by the person seeking life assurance

This statement is a special precautionary measure in the event of the person seeking life assurance taking the initiative in approaching companies abroad. It applies to all such cases irrespective of the means used.

Historical Archives of the European Commission

Article 12 - Obligation to produce certificates (Article 16)

This Article is based on Article 16 of the second non-life Directive. Where a policyholder takes the initiative in entering into a life assurance contract in another Member State, the contract falls within the scope of the supervisory law of that other Member State. However, as indicated in the White Paper on completing the internal market (paragraph 103), the authorities of the country in which the service is provided will continue to exercise their control in a complementary manner. Article 12 provides a framework for this.

Article 13 - Right of cancellation

Life assurance contracts are generally entered into for lengthy periods and involve the payment of substantial premiums. Every precaution should therefore be taken to avoid misunderstandings.

In a number of Community countries, experience has shown that fairly frequently policyholders stop paying their premiums in the first two or three years.

As a result, some countries, notably France and the United Kingdom, have introduced a mandatory cancellation period.

The French Law of 7 January 1981, as amended by the Law of 11 June 1985, introduced a cancellation period of 30 days and provided that the right of cancellation may be exercised even where the contract provides immediate cover.

The United Kingdom adopted a similar measure on 1 January 1980. This provides for the right to cancel the contract within ten working days, likewise exercisable even where the contract provides immediate cover.

It is felt that such a measure is even more appropriate in the present context. When a person enters into a life assurance contract abroad he does not always have a clear idea, at the time of signature, of the differences between the contract he is signing and contracts used in his own country.

Historical Archives of the European Commission

Article 14 - Simultaneous transaction of business by way of establishment and freedom to provide services (Article 13)

The same reasons applying here, this Article reproduces the terms of Article 13 of the second non-life Directive. It covers three eventualities:

1. Where a contract is concluded on the initiative of the policy-holder, (a lesser degree of protection thus being called for and home country control being applicable),there is no reason to prevent an assurer from another Member State from accepting the contract on the ground that that assurer has an establishment in the country of the policyholder. Simultaneous transaction of business by way of establishment and freedom to provide services is therefore authorized.

2. An assurer based in State A, but established also in State B, may cover, from State A, a policyholder in State B, even in cases where the policyholder has not exercised his own initiative in seeking the assurance, provided that the cover in question falls within a class of assurance which the assurer is not authorized by State B to pursue from its establishment in that State. The pursuit of both activities is authorized, but there is no real overlap as the classes are different.

3. On the other hand, if the circumstances set out in 2. above are maintained except that the classes are the same, that is to say if the assurer is authorized to transact the class into which the contract falls from his establishmnt in State B, the authorities of country B may oppose such provision of services. In these circumstances, therefore, the simultaneous transaction of business by way of establishment and freedom to provide services might not be permitted. Some Member States might consider that such overlapping transactions would be a source of confusion for a prospective assured who does not take the initiative in going abroad and who, consequently, must be given special protection, as the same assurer might offer the same product twice, first under conditions of establishment and secondly under conditions of freedom to provide services. Such an assurer might therefore be required to transact that class in State B only from his establishment in that State.

Historical Archives of the European Commission

Article 15 - Changes to and extension of activities (Article 17)

This provision is based on Article 17 of the second non-life Directive, the reasons underlying both provisions being the same.

Paragraph 1 concerns changes to the activities of the assurer in the two sets of circumstances covered by freedom to provide services, that is to say where the commitment is entered into on the initiative of the policyholder and where it is entered into otherwise than on the policyholder's initiative. Paragraph 2 concerns the extension of the assurer's activities to contracts not entered into on the initiative of the policyholder, and paragraph 3 contracts entered into on the latter's initiative.

Article 16 - Composite undertakings

After lengthy discussions, it was decided that the first life Directive should embody the principle of specialization whereby, in order to protect policyholders, a non-life insurance undertaking may not transact at the same time the operations covered by that Directive. Such is the object of Article 13(1) of that Directive.

At the same time, it was decided that composite undertakings, that is to say those which at the time of notification of the Directive transacted both life assurance and non-life insurance, should be allowed to continue to carry on such activities simultaneously (Article 13(3)).

Such undertakings are authorized to set up agencies or branches in other Community countries to transact non-life insurance, but they are not authorized to do so in respect of life assurance (Article 13(4)).

The approach adopted in 1979 for establishment should also be followed for operations coming under freedom to provide services. In other words, just as a composite undertaking may not transact life assurance in another Member State by way of establishment, it may not do so either by way of freedom to provide services.

Historical Archives of the European Commission

Article 17 - Approval of policy conditions and premium rates (Article 18)

Paragraph 1 of this article, which is based on Article 18 of the second non-life Directive, provides that the Member State in which the service is provided may maintain in force or introduce a degree of supervision of policy conditions and premium rates in respect of commitments covered by way of freedom to provide services, but only with a view to protecting the policyholder.

These provisions are not, however, applicable to commitments entered into on the initiative of the policyholder, for which Member States of residence may not require the approval or communication of policy conditions or premium rates.

Article 18 - Penalties (Article 19)

Since the same reasons apply, Article 18 is appropriately based on Article 19 of the second non-life Directive, which places various measures and penalties at the disposal of the competent authorities of Member States in which services are provided should undertakings not fulfil their obligations.

Article 19 - Winding-up (Article 20)

The same reasons applying here, Article 20 of the second non-life Directive is taken as a basis.

Article 20 - Provision of information to the policy-holder about the assurer (Article 21)

Since the same reasons apply, Article 21 of the second non-life Directive is taken as a basis. The policyholder should know that he is dealing with an assurer in another Member State and he should be aware of that assurer's identity and country of establishment.

Although in non-life insurance this requirement is less strict in the case of large risks, the same is not true of commitments entered into on the initiative of the policyholder within the framework of this Directive, as the policyholder should be as well-informed as possible.

Historical Archives of the European Commission

Article 21 - Supervision of reserves and other technical matters (Article 23)

The same reasons applying here, Article 23 of the second non-life Directive is taken as a basis.

As already indicated in this explanatory memorandum, technical reserves, including mathematical reserves, are supervised by the supervisory authority of the Member State in which the service is provided in those cases where that State requires the assurer to be authorized. This is "destination State control", applicable to commitments which are not entered into on the initiative of the policyholder. Such is the purpose of paragraph 1 of Article 21.

Paragraph 2, on the other hand, provides for home country control in all other cases.

Paragraphs 3 and 4 do not give rise to any particular comments.

Article 22 - Taxation (Article 25)

The reasons underlying them being identical, Article 22 is based largely on Article 25 of the second non-life Directive.

The question of the taxation of premiums and its budgetary impact, a well-known problem in non-life insurance where rates rang from 0% to 30%, arises again in this context with rates of between 0% and 5.15%.

Leaving aside stamp duties, which are minimal and are based on the sum assured, it can be said essentially that Germany, the United Kingdom, the Netherlands and Spain appy zero rating, other countries apply rates of 2%, 2.4% and 4.4% and France applies various rates ranging from 0% in the case of group assurance schemes to 5.15% in the case of individual assurances.

This Directive, like the second non-life Directive, does not bring about taxation harmonization but opts for the territoriality principle whereby the tax arrangements of the country of the policyholder are applied for the benefit of that country.

Historical Archives of the European Commission

Moreover, each Member State will apply to undertakings providing services in its territory its national provisions concerning measures to ensure that taxes are collected.

Article 23 - Collaboration between the Commission and Member States (Article 28)

The same reasons applying here, Article 28 of the second non-life Directive is taken as a basis.

Article 24 - Regular reports from the Commission to the Council and European Parliament (Article 29)

The same comment applies.
The five-year period between the date of adoption of the Directive and the submission of the first report to the Council and european Parliament, provided for in the second non-life Directive, is proposed in the present Directive.

Article 25 - Period prescribed for the implementation of the Directive (Article 32)

The same reasons applying here, Article 32 of the second non-life Directive is taken as a basis.

Article 26 - Communication of implementing provisions (Article 33)

The same comment applies.

Article 27 - Addressees of the Directive (Article 35)

The same comment applies.

Historical Archives of the European Commission

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Articles 57(2) and 66 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

In cooperation with the European Parliament,

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee,

Whereas it is necessary to develop the internal market in life assurance and in the operations referred to in the first Council Directive 79/267/EEC of 5 March 1979 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to the taking-up and pursuit of the business of direct life assurance,[1] hereinafter called the "first Directive"; whereas, in order to achieve that objective, it is desirable to make it easier for assurance undertakings having their head office in the Community to provide services in the Member States, thus making it possible for policy-holders to have recourse not only to assurers established in their own country, but also to assurers which have their head office in the Community and are established in other Member States;

Whereas, under the Treaty, any discrimination with regard to freedom to provide services based on the fact that an undertaking is not established in the Member State in which the services are provided has been prohibited since the end of the transitional period; whereas that prohibition applies to services provided from any establishment in the Community, whether it be the head office of an undertaking or an agency or branch;

Whereas, for practical reasons, it is desirable to define provision of services taking into account both the assurer's establishment and the place where the commitment is to be covered; whereas, therefore, commitment should also be defined; whereas, moreover, it is desirable to distinguish between activities pursued by way of establishment and activities pursued by way of freedom to provide services;

---

[1] OJ No L 63, 13.3.1979, p. 1.

Historical Archives of the European Commission

Whereas it is desirable to supplement the first Council Directive of 5 March 1979 in order in particular to clarify the powers and means of supervision vested in the supervisory authorities; whereas it is also desirable to lay down specific provisions regarding the taking-up, pursuit and supervision of activity by way of freedom to provide services;

Whereas policy-holders who, by virtue of the fact that they take the initiative in entering into a commitment in another State and thus place themselves under the protection of the legal system of that other State, do not require special protection in the State of the commitment should be granted complete freedom to avail themselves of the widest possible market in life assurance and in the operations referred to in the first Directive; whereas, other policy-holders should also be afforded adequate protection;

Whereas in the case of group assurances and certain individual pensions assurances the multiplicity and complexity of the various schemes and their close connection with social security schemes call for careful study; whereas they should therefore be excluded from the scope of the provisions specific to freedom to provide services contained in this Directive; whereas they will form the subject matter of another proposal for a Directive;

Whereas the provisions in force in the Member States regarding contract law applicable to the activities referred to in the first Directive continue to differ; whereas the freedom to choose, as the law applicable to the contract, a law other than that of the State of the commitment may be granted in certain cases, in accordance with rules which take into account specific circumstances;

Whereas the first Directive's provisions on transfer of portfolio should be reinforced and supplemented by provisions specifically concerning the transfer to another undertaking of the portfolio of contracts concluded by way of freedom to provide services;

Historical Archives of the European Commission

Whereas, in the interests of protecting policy-holders, Member States should, at the present stage of the coordination process, be given the option of limiting the simultaneous pursuit of activity by way of freedom to provide services and activity by way of establishment; whereas no such limitation can be provided for where policy-holders do not require such protection;

Whereas the taking-up and pursuit of activity by way of freedom to provide services should be subject to procedures guaranteeing the assurance undertaking's compliance with provisions regarding financial guarantees, conditions of assurance and premium rates; whereas those procedures may be relaxed where the activity pursued by way of freedom to provide services covers policy-holders who, by virtue of the characteristics of the commitment they propose to enter into, do not require special protection in the State of the commitment;

Whereas, however, in the case of this second category of policy-holder and where the contract is one of life assurance, , the policy-holder should be given the opportunity of cancelling the contract within a period of 30 days;

Whereas the first Directive adopted the principle of prohibiting the simultaneous pursuit of the activities covered by the first Directive on the coordination of non-life insurance and those covered by the first Directive; whereas, while it authorized the continued existence of existing composite undertakings, it stated that they may not set up agencies or branches for life assurance; whereas, such undertakings should likewise be prohibited from covering by way of freedom to provide services commitments referred to in the first Directive;

Whereas it is necessary to make provision for special cooperation in the sphere of freedom to provide services between the competent supervisory authorities of the Member States and between those authorities and the Commission; whereas provision should also be made for a system of penalties to apply where the undertaking providing the service fails to comply with the provisions of the Member State in which the service is provided;

Whereas the technical reserves, including mathematical reserves, should be subject to the rules of and supervision by the Member State in which the service is provided where the provision of services involves commitments in

Historical Archives of the European Commission

respect of which the State in which the service is received wishes to provide special protection for policy-holders; whereas, however, if such concern to protect policy-holders is unjustified, the technical reserves, including mathematical reserves, should remain subject to the rules of and supervision by the Member State in which the undertaking is established;

Whereas some Member States do not subject life assurance contracts and the other operations covered by the first Directive to any form of indirect taxation, while others apply special taxes; whereas the structure and rate of those taxes vary considerably between the Member States in which they are applied; whereas it is desirable to avoid a situation where those differences lead to distortions of competition between undertakings in the various Member States; whereas the application of the tax arrangements provided for by the Member State in which the commitment is entered into is a means of remedying such mischief; whereas it is for the Member States to establish a method of ensuring that such taxes are collected,

HAS ADOPTED THIS DIRECTIVE:

Historical Archives of the European Commission

TITLE I - GENERAL PROVISIONS

Article 1

The object of this Directive is:

(a) to supplement the first Directive 79/267/EEC;

(b) to lay down specific provisions relating to freedom to provide services in respect of the activities referred to in the first Directive, such provisions being set forth in Title III of this Directive.

Article 2

For the purposes of this Directive:

(a) "first Directive":
means Directive 79/267/EEC;

(b) "undertaking":
- for the purposes of Titles I and II, means:

any undertaking which has received official authorization under Article 6 or Article 27 of the first Directive,

- for the purposes of Titles III and IV, means:

any undertaking which has received official authorization under Article 6 of the first Directive;

(c) "establishment":
means the head office, an agency or a branch of an undertaking, having regard to Article 3;

(d) "commitment":
means a commitment represented by one of the kinds of insurance or operation referred to in Article 1 of the first Directive;

Historical Archives of the European Commission

(e) "Member State of the commitment":
means the Member State where the policy-holder has his habitual residence or, if the policy-holder is a legal person, the Member State where the latter's establishment, to which the contract relates, is situated;

(f) "Member State of establishment":
means the Member State in which the establishment covering the commitment is situated;

(g) "Member State of provision of services":
means the Member State of the commitment where the commitment is covered by an establishment situated in another Member State.

Article 3

For the purposes of the first Directive and of this Directive, any permanent presence of an undertaking in the territory of a Member State shall be treated in the same way as an agency or branch, even if that presence does not take the form of a branch or agency, but consists merely of an office managed by the undertaking's own staff or by a person who is independent but has permanent authority to act for the undertaking as an agency would.

Historical Archives of the European Commission

TITLE II - PROVISIONS SUPPLEMENTARY TO THE FIRST DIRECTIVE

Article 4

1. The law applicable to contracts relating to the activities referred to in the first Directive shall be the law of the Member State of the commitment. However, where the law of that State so allows, the parties may choose the law of another country.

2. Where, in one of the cases referred to in Article 11, the policy-holder has his habitual residence in a Member State other than that of which he is a national, the parties may choose the law of the Member State of which he is a national.

3. The Member State whose law governs the contract may not, in a case falling within Article 11, seek to prevent the policyholder from entering into any contract relating to a commitment which may be lawfully undertaken in the Member State of establishment.

4. Where a State includes several territorial units, each of which has its own rules of law concerning contractual obligations, each unit shall be considered a country for the purposes of identifying the law applicable under this Directive.

   A Member State in which various territorial units have their own rules of law concerning contractual obligations shall not be bound to apply the provisions of this Directive to conflicts which arise between the laws of those units.

5. Nothing in this Article shall restrict the application of the rules of the law of the forum in a situation where they are mandatory, irrespective of the law otherwise applicable to the contract.

   If the law of a Member State so stipulates the mandatory rules of the law of the Member State of the commitment may be applied if and in so far as, under the law of that Member State, those rules must be applied whatever the law applicable to the contract.

Historical Archives of the European Commission

6. Subject to the preceding paragraphs, the Member States shall apply to the assurance contracts referred to in this Directive their general rules of private international law concerning contractual obligations.

Article 5

The following paragraph shall be added to Article 23 of the first Directive:

'3. Each Member State shall take all steps necessary to ensure that the authorities responsible for supervising assurance undertakings have the powers and means necessary for supervision of the activities of assurance undertakings established within their territory, including activities engaged in outside that territory, in accordance with the the Council Directives governing those activities and for the purpose of ensuring that they are implemented.

Those powers and means must, in particular, enable the supervisory authorities to:

- make detailed inquiries about the undertaking's situation and the whole of its business, inter alia by:
  - gathering information or requiring the submission of documents concerning assurance business,
  - carrying out on-the-spot investigations at the undertaking's premises,
- take any measures with regard to the undertaking which are appropriate and necessary to ensure that the activities of the undertaking remain in conformity with the laws, regulations and administrative provisions with which the undertaking has to comply in each Member State and in particular with the scheme of operations in so far as it remains mandatory, and to prevent or remove any irregularities prejudicial to the interests of policy-holders;
- ensure that measures required by the supervisory authorities are carried out, if need be by enforcement, where appropriate through judicial channels.

Historical Archives of the European Commission

Member States may also make provision for the supervisory authorities to obtain any information regarding contracts which are held by intermediaries.'

Article 6

1. Article 25 of the first Directive is hereby deleted.

2. Each Member State shall, under the conditions laid down by national law, authorize undertakings which are established within its territory to transfer all or part of their portfolios of contracts for which that State is the State of the commitment to an accepting office established in that same Member State if the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the latter possesses the necessary margin of solvency after taking the transfer into account.

3. Each Member State shall, under the conditions laid down by national law, authorize undertakings established within its territory to transfer all or part of their portofolios of contracts concluded in the circumstances referred to in Article 8(1) to an accepting office established in the Member State of provision of services if the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the latter possesses the necessary margin of solvency after taking the transfer into account.

4. Each Member State shall, under the conditions laid down by national law, authorize undertakings established within its territory to transfer all or part of their portfolios of contracts concluded in the circumstances referred to in Article 8(1) to an accepting office established in the same Member State if the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the accepting office possesses
the necessary margin of solvency after taking the transfer into account and if it fulfils the conditions set out in Articles 9, 10, 12 and 14 in the Member State of provision of services.

Historical Archives of the European Commission

5. In the cases referred to in paragraphs 3 and 4, the supervisory authorities of the Member State in which the transferring undertaking is established shall authorize the transfer after obtaining the agreement of the supervisory authorities of the Member State of provision of services.

6. If a Member State, under the conditions laid down by national law, authorizes undertakings established within its territory to transfer all or part of their portfolios of contracts to an accepting office established in another Member State which is not the Member State of provision of services, it shall ensure that the following conditions are fulfilled:

   - the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the latter possesses the necessary margin of solvency after taking the transfer into account;

   - the Member State in which the accepting office is established agrees,

   - the accepting office fulfils the conditions set out in Articles 9, 10, 12 and 14 in the Member State of provision of services, the law of that Member State provides for the possibility of such a transfer and that Member State agrees to the transfer.

7. A transfer authorized in accordance with this Article shall be published, under the conditions laid down by national law, in the Member State of the commitment. Such transfer shall be automatically valid against policy-holders, assured persons and any other person having rights or obligations arising out of the contracts transferred.

   This provision shall not affect the right of Member States to provide that policy-holders may cancel the contract within a given period after the transfer.

Historical Archives of the European Commission

Article 7

Article 22(2) of the first Directive shall be replaced by the following:

The Italian Republic shall take all steps to ensure that the requirement that undertakings established within its territory cede part of their underwriting to the Istituto Nazionale di Assicurazioni is abolished within two years of the date of implementation of this Directive.

Historical Archives of the European Commission

TITLE III - PROVISIONS RELATING SPECIFICALLY TO FREEDOM TO PROVIDE SERVICES

Article 8

1. This Title shall apply where an undertaking, through an establishment situated in a Member State, covers a commitment in another Member State.

2. This Title shall not apply to operations, undertakings and institutions to which the first Directive does not apply.

3. This Title shall likewise not apply to commitments;

   - entered into with persons other than natural persons acting on their own account;

   - entered into with persons having a commercial, business or employment-based relationship with the person or persons in respect of whose life or lives the assurance is taken out, whether such relationship be past, present or future, where the commitment is entered into by virtue of such relationship;

   - entered into with a person in respect of whose life the assurance is taken out, if it is taken out by virtue of the employment or business activities of that person;

   - relating to the operations referred to in Article 1(2)(a), (c), (d), and (e) and Article 1(3) of the first Directive.

4. An undertaking shall not cover a commitment in another Member State unless it is authorized under Article 6 of the first Directive to cover such a commitment in its Member State of establishment.

Historical Archives of the European Commission

Article 9

Any undertaking which intends to provide services shall first inform the competent authorities of the head office Member State, and, where appropriate, of the Member State of the establishment concerned, indicating the Member State or Member States within whose territory it intends to provide services and the nature of the commitments it proposes to cover.

Article 10

1. Each Member State within whose territory an undertaking intends, under conditions of freedom to provide services,to cover commitments within the meaning of Article 8 of this Directive may make the taking-up of such activity conditional on official authorization in so far as the commitments are not commitments within the meaning of Article 11; to that end, it may require that the undertaking:

   (a) produce a certificate issued by the competent authorities of the head office Member State certifying that it possesses for its activities as a whole the minimum solvency margin calculated in accordance with Article 19 of the first Directive and that, in accordance with Article 6(1) of the said Directive, the authorization enables the undertaking to operate outside the Member State of establishment;

   (b) produce a certificate issued by the competent authorities of the Member State of establishment indicating the classes in respect of which the undertaking is authorized to transact business and certifying that those authorities do not object to the undertaking's transacting business by way of freedom to provide services;

   (c) submit a scheme of operations containing the following particulars:

      - the nature of the commitments which the undertaking proposes to cover in the Member State of provision of services;

      - the general and special conditions of the assurance policies which it proposes to use there,

Historical Archives of the European Commission

- the premium rates which the undertaking envisages applying and the technical bases which it proposes to use for each class of business,

- the forms and other printed documents which it intends to use in its dealings with policy-holders, in so far as these are also required of established undertakings.

2. The competent authorities of the Member State of provision of services may require that the particulars referred to in paragraph 1(c) be supplied to them in the official language of that State.

3. The competent authorities of the Member State of provision of services shall have a period of six months from receipt of the documents referred to in paragraph 1 in which to grant or refuse authorization on the basis of the compliance or non-compliance of the particulars in the scheme of operations submitted by the undertaking with the laws, regulations and administrative provisions applicable in that State.

4. If the competent authorities of the Member State of provision of services have not taken a decision by the end of the period referred to in paragraph 3, authorization shall be deemed to be refused.

5. Any decision to refuse authorization or to refuse a certificate as referred to in paragraph 1(a) or (b) shall be accompanied by the precise grounds therefore and communicated to the undertaking in question.

6. Each Member State shall make provision for a the right to apply to the courts in respect of a refusal of authorization or refusal to issue the certificate referred to in paragraph 1(a) or (b).

Article 11

1. Commitments covered by way of freedom to provide services shall be subject, not to Article 10, but to Article 12 where the policy-holder takes the initiative in seeking a commitment from the undertaking.

Historical Archives of the European Commission

The policy-holder shall be deemed to have taken the initiative:

- where the initial contact between the policy-holder and the undertaking, regardless of the means used, is made by the policyholder,

  or

- where the contract is concluded in the Member State in which the undertaking is established without there having been any prior contact between the policy-holder and the undertaking in the Member State in which the policy-holder has his habitual residence.

2. An undertaking which proposes to cover commitments in a Member State under the arrangements provided for in this Article shall not solicit business or engage in any advertising there relating to such activity apart from publishing notices indicating its address and the classes in respect of which it is authorized to transact business in the Member State of establishment from which it proposes to cover commitments.

3. Where the policy-holder takes the initiative in seeking the commitment from the undertaking through a broker, he shall sign, before the contact with the undertaking takes place, a statement to the effect that he wishes the broker to make enquiries as to the assurance arrangements available in one or more Member States other than that in which he has his habitual residence; such broker shall be the person referred to in Article 2(1)(a) of Directive 77/92/EEC. The broker shall not engage in any advertising concerning the possibility of seeking commitments under the arrangements provided for in this Article.

4. Before entering into a commitment under the arrangements provided for in this Article, the policy-holder shall sign a statement to the effect that he takes note of the fact that the commitment is subject to the rules of supervision of the country of the undertaking which is to cover the commitment.

Historical Archives of the European Commission

Article 12

1. Each Member State within whose territory an undertaking intends, under conditions of freedom to provide services, to cover commitments within the meaning of Article 11 of this Directive shall require that the undertaking:

   (a) produce a certificate issued by the competent authorities of the head office Member State certifying that it possesses for its activities as a whole the minimum solvency margin calculated in accordance with Article 19 of the first Directive and that, in accordance with Article 6(1) of the said Directive, the authorization enables the undertaking to operate outside the Member State of establishment;

   (b) produce a certificate issued by the competent authorities of the Member State of establishment indicating the classes in respect of which the undertaking is authorized to transact business and certifying that those authorities do not object to the undertaking's transacting business by way of freedom to provide services;

   (c) state the nature of the commitments which it proposes to cover in the Member State of provision of services.

2. Each Member State shall make provision of a right to apply to the courts in respect of a refusal to issue the certificate referred to in paragraph 1(a) or (b).

3. The undertaking may commence activities as from the certified date on which the authorities of the Member State of provision of services are in possession of the documents referred to in paragraph 1.

4. This Article shall also apply where the Member State in whose territory an undertaking intends,by way of freedom to provide services, to cover commitments other than those referred to in Article 11 of this Directive does not make the taking-up of such activity conditional on official authorization.

Historical Archives of the European Commission

Article 13

A policy-holder who concludes an individual life assurance contract under conditions of freedom to provide services as set out in Article 11 shall have a period of at least 30 days from the time when the parties entered into the contract within which to cancel the contract.

The giving of notice of cancellation by the policy-holder shall have the effect of releasing him from any obligation arising from the contract.

These provisions shall not apply to contracts of two months' duration or less.

The legal effects of cancellation shall be determined by the law applicable to the contract as defined in Article 4, notably as regards establishing the time when the parties entered into the contract.

Article 14

Member States' legislation shall provide that an undertaking established in a Member State may cover within that State by way of freedom to provide services from an establishment in another Member State at least:

- commitments within the meaning of Article 11 of this Directive,

- commitments within the meaning of Article 8 but not of Article 11 coming within classes in respect of which the undertaking established in the first Member State lacks authorization there in accordance with Article 6 of the first Directive.

If, however, in the latter case that undertaking has such authorization, the first Member State may prevent such provision of services.

Historical Archives of the European Commission

Article 15

1. Where an undertaking referred to in Article 9 intends to amend the information referred to in Article 10(1)(c) or Article 12(1)(c), it shall submit the amendments to the competent authorities of the Member State of provision of services. Those amendments shall be subject to the provisions of Article 10(3) and 12(1), as the case may be.

2. Where the undertaking intends to extend its activities to commitments within the meaning of Article 8 but not of Article 11 of this Directive, it shall follow the procedure laid down in Articles 9 and 10.

3. Where the undertaking intends to extend its activities to commitments within the meaning of Article 11 or Article 12(4) of this Directive, it shall follow the procedure laid down in Articles 9 and 12.

Article 16

Undertakings which, by virtue of Article 13(3) of the first Directive, carry on simultaneously the activities referred to in the Annex to the first coordination Directive (non-life insurance) and those listed in Article 1 of the first Directive shall not , by way of freedom to provide services, cover any commitments in any of the classes referred to in the first Directive.

Article 17

1. Member States of provision of services may maintain or introduce laws, regulations or administrative provisions justified on policyholder protection grounds, concerning, in particular, approval of general and special policy conditions, of forms and other printed documents for use in dealings with policy-holders, of sccales of premiums and of any other document necessary for the normal exercise of supervision on condition that the rules of the Member State of establishment are insufficient to achieve the necessary level of protection and the requirements of the Member State of provision of services do not go beyond what is necessary in that respect.

Historical Archives of the European Commission

2. However, with regard to commitments within the meaning of Article 11 of this Directive, Member States of provision of services shall not lay down provisions requiring approval or notification of general and special policy conditions, scales of premiums, forms and other printed documents which the undertaking intends to use in its dealings with policy-holders.

Article 18

1. Any undertaking providing services shall submit to the competent authorities of the Member State of provision of services all documents requested of it for the purposes of implementing this Article, in so far as undertakings established there are also obliged to do so.

2. If the competent authorities of a Member State establish that an undertaking providing services within its territory does not comply with the legal provisions applicable to it in that State, such authorities shall request the undertaking concerned to put an end to the irregular situation.

3. If the undertaking in question fails to comply with the request referred to in paragraph 2, the competent authorities of the Member State of provision of services shall inform the competent authorities of the Member State of establishment accordingly. The latter authorities shall take all appropriate steps to ensure that the undertaking concerned puts an end to the irregular situation. The nature of those measures shall be communicated to the authorities of the Member State of provision of services.

The competent authorities of the Member State of provision of services may also apply to the competent authorities responsible for the head office of the assurance undertaking if the services are being provided by agencies or branches.

4. If, despite the steps thus taken by the Member State of establishment, or because such steps prove inadequate or are lacking in the Member State in question, the undertaking persists in violating the legal provisions in force in the Member State of provision of services, the latter Member State may, after informing the supervisory authorities of the Member State

Historical Archives of the European Commission

of establishment, take appropriate steps to prevent further irregularities, including, in so far as it is strictly necessary, the prevention of the further covering of commitments by the undertaking by way of freedom to provide of services within its territory. In the case of commitments covered by way of freedom to provide services other thanthose within the meaning of Article 11 of this Directive, such steps shall include withdrawal of the authorization referred to in Article 10. Member States shall ensure that within their territory it is possible to effect the notifications necessary for such steps.

5. The foregoing provisions shall not affect the right of Member States to punish irregularities committed within their territory.

6. If the undertaking which has committed the irregularity has an establishment or owns property in the Member State of provision of services, the supervisory authorities of the latter may, in accordance with national law, apply the administrative penalties prescribed for such irregularity by way of enforcement against such establishment or property.

7. Any step taken under paragraphs 2 to 6 involving penalties or restrictions on the provision of services must be properly justified and communicated to the undertaking concerned. Even such measure shall be subject to the right to apply to the courts in the Member State in which the authorities adopted it.

8. Where steps are taken under Article 24 of the first Directive, the competent authorities of the Member State of provision of services shall be informed accordingly by the authority which takes them and, where the steps are taken under paragraphs 1 and 3 of the said Article, take whatever action is necessary to safeguard the interests of assured persons.

In the event of withdrawal of authorization under Article 26 of the first Directive, the competent authorities of the Member State of provision of services shall be informed accordingly and shall take appropriate steps to prevent the establishment concerned from continuing to conclude assurance contracts by way of freedom to provide services within the territory of that Member State.

Historical Archives of the European Commission

9. Every two years the Commission shall submit to the Council a report summarizing the number and type of cases in which, in each Member State, decisions refusing authorization have been communicated under Article 10 or measures have been taken under paragraph 4. Member States shall cooperate with the Commission by providing it with the information required for the report.

Article 19

In the event of an assurance undertaking being wound up, commitments arising from contracts underwritten by way of freedom to provide services shall be met in the same way as those arising from that undertaking's other assurance contracts, no distinction being made on grounds of the nationality of assured persons or beneficiaries.

Article 20

1. Where an operation is offered by way of freedom to provide of services, the policy-holder shall, before any commitment is entered into, be informed of the Member State in which the head office, agency or branch with which the contract is to be concluded is established.

   Any document issued to the policy-holder shall contain the information referred to in the preceding subparagraph.

2. The contract or other document granting cover, together with the assurance proposal where it is binding upon the proposer, shall specify the address of the establishment which grants the cover and that of the head office.

Article 21

1. Where the provision of services is conditional upon authorization by the Member State of provision of services, the amount of the technical reserves, including mathematical reserves, and the rules on profit sharing and on the surrender and paid-up values of the contracts concerned shall be determined under the supervision of that Member State in accordance with the rules it has laid down or, failing such rules, in accordance with

Historical Archives of the European Commission

established practice in that Member State. The covering of those reserves by equivalent and matching assets, the location of those assets and the application of the rules on profit sharing and on surrender and paid-up values shall be under the supervision of that Member State in accordance with its rules or practice.

2. In all other cases, those various operations shall be under the supervision of the Member State of establishment, in accordance with its rules or practice.

3. The Member State of establishment shall ensure that the reserves relating to all the contracts which the undertaking concludes through the establishment concerned are sufficient and covered by equivalent and matching assets.

4. In the circumstances referred to in paragraph 1, the Member State of establishment and the Member State of provision of services shall exchange any information necessary for carrying out their respective duties under paragraphs 1 and 3.

Article 22

Every assurance contract concluded by way of freedom to provide services shall be subject only to the indirect taxes and parafiscal charges on assurance premiums of the Member State of commitment within the meaning of Article 2(e).

The law applicable to the contract pursuant to Article 4 shall not affect the tax arrangements applicable.

Each Member State shall, subject to subsequent harmonization, apply to undertakings which provide services in its territory its own national provisions concerning measures to ensure the collection of indirect taxes and parafiscal charges due under the first subparagraph.

Historical Archives of the European Commission

TITLE IV

FINAL PROVISIONS

Article 23

The Commission and the competent authorities of the Member States shall collaborate closely with a view to facilitating the supervision of the kinds of insurance and the operations referred to in the first Directive within the Community.

Each Member State shall inform the Commission of any major difficulties to which application of this Directive gives rise, inter alia any arising if a Member State becomes aware of an abnormal transfer of business referred to in the first Directive to the detriment of undertakings established in its territory and to the advantage of agencies and branches located just beyond its borders.

The Commission and the competent authorities of the Member States concerned shall examine such difficulties as quickly as possible in order to find an appropriate solution.

Where necessary, the Commission shall submit appropriate proposals to the Council.

Article 24

The Commission shall forward to the Council and the European Parliament regular reports, the first on....., on the development of the market in assurance and operations transacted under conditions of freedom to provide services.

Article 25

Member States shall amend their national provisions to comply with this Directive within 18 months of the date of its notification and shall forthwith inform the Commission thereof.

Historical Archives of the European Commission

The provisions amended in accordance with this Article shall be applied within 24 months of the date of notification of this Directive.

Article 26

Upon notification of this Directive, Member States shall ensure that the texts of the main laws, regulations or administrative provisions which they adopt in the field covered by this Directive are communicated to the Commission.

Article 27

This Directive is addressed to the Member States.

Historical Archives of the European Commission

Proposal for a Directive on freedom of services in life insurance

Impact on small and medium-sized enterprises and on employment

The main purpose of this proposal is to lay down rules for applying freedom of services in individual life insurance.

Prospective buyers of such insurance will have a wider choice of types of contracts at their disposal and some of them will probably pay lower premiums.

Nevertheless, as the policyholders in such cases will be physical persons, this proposal is unlikely to have much effect on SMEs as buyers of insurance.

However, this proposal is part of the 1992 programme and may be expected to have an effect on the structure of insurance markets in Member States and on insurance undertakings themselves. No precise forecasts can be made about this, but it must be stressed that the insurance undertakings concerned are generally larger than SMEs.

This proposal is therefore unlikely to have any effect either on SMEs as providers of insurance services.

On the other hand, as a further step in giving effect to the White Paper on the completion of the internal market, another proposal for a Council Directive on freedom of services in life insurance will be submitted to the Commission in 1989.

It will concern group insurances and will be of greater interest to SMEs, as buyers of insurance, than the present proposal.

Historical Archives of the European Commission

CALENDRIER

Le second rapport de la Commission à l'intention du Conseil européen sur l'application du Livre blanc relatif à l'achèvement du marché intérieur a prévu que la présente proposition devrait être adoptée par la Commission en 1988 et par le Conseil en 1991.

Les dates prévues sont les suivantes:

- avis du Parlement:	mars 1990
- avis du Comité économique et social:	octobre 1989
- décision du Conseil:	octobre 1991

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

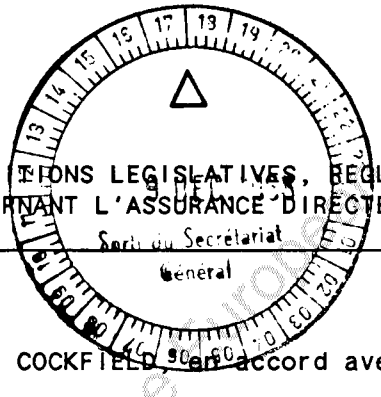
Secrétariat général

(corrigendum comme suite
à la réunion spéciale des
Chefs de Cabinet)

Bruxelles, le 9 décembre 1988.

COM(88) 729/2

OJ 944 - Point 19



COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE

(Communication de Lord COCKFIELD, en accord avec M. VARFIS)

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 944ème réunion de la Commission, le mercredi 14 décembre 1988, sous le point 19.

Destinataires : MM. les Membres de la Commission
M. FITCHEW
M. COSTA
M. BRAUN
M. CASPARI
M. BRINKHORST
M. MAYHEW
M. DEWOST

Historical Archives of the European Commission

- les conditions générales et spéciales des polices d'assurance qu'elle se propose d'y utiliser,

- les tarifs que l'entreprise envisage d'appliquer pour chaque catégorie d'opérations et les bases techniques que l'entreprise se propose d'utiliser pour chaque catégorie d'opérations,

- les formulaires et autres imprimés qu'elle a l'intention d'utiliser dans ses relations avec les preneurs,

dans la mesure où ils sont également exigés des entreprises établies.

2. Les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services peuvent exiger que les indications visées au paragraphe 1 point c) leur soient fournies dans la langue officielle de cet Etat.

3. Les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services disposent d'un délai de six mois à compter de la réception des documents mentionnés au paragraphe 1 pour accorder ou refuser l'agrément, sur base de la conformité ou de la non-conformité des éléments du programme d'activités présenté par l'entreprise avec les dispositions législatives, administratives ou réglementaires applicables dans cet Etat.

4. Si les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services ne se sont pas prononcées à l'expiration du délai visé au paragraphe 3, l'agrément est considéré comme refusé.

5. Toute décision de refus d'agrément ou de refus du certificat visé au paragraphe 1 point a) ou b) doit être motivée de façon précise et notifiée à l'entreprise intéressée.

6. Chaque Etat membre institue un recours juridictionnel contre tout refus d'agrément ou refus d'octroi du certificat visé au paragraphe 1 point a) ou b).

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat général

(corrigendum comme suite à la réunion spéciale des Chefs de Cabinet)

Bruxelles, le 9 décembre 1988.

COM(88) 729/2

OJ 944 - Point 19

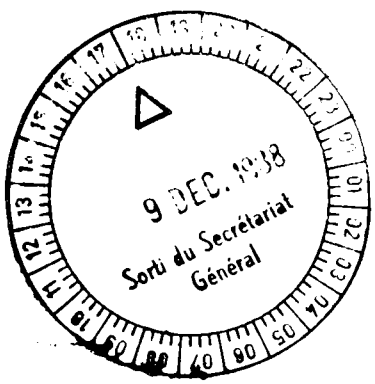
TEXTE D

Historical Archives of the European Commission

COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE

(Communication de Lord COCKFIELD, en accord avec M. VARFIS)

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 944ème réunion de la Commission, le mercredi 14 décembre 1988, sous le point 19.



Destinataires : MM. les Membres de la Commission
M. FITCHEW
M. COSTA
M. BRAUN
M. CASPARI
M. BRINKHORST
M. MAYHEW
M. DEWOST

- die allgemeinen und die besonderen Versicherungsbedingungen, die es zugrunde legen will;

- die Tarife, die es bei den einzelnen Gruppen von Versicherungsgeschäften anwenden will und die technischen Grundlagen, die es für die einzelnen Gruppen von Geschäften verwenden will;

- die Formblätter und sonstigen gedruckten Unterlagen, die es im Verkehr mit den Versicherungsnehmern verwenden will,

soweit diese Angaben auch von niedergelassenen Unternehmen verlangt werden.

2. Die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung können verlangen, daß ihnen die in Absatz 1 Buchstabe c) genannten Angaben in der Amtssprache dieses Staates übermittelt werden.

3. Die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung verfügen nach Erhalt der in Absatz 1 erwähnten Unterlagen über eine Frist von sechs Monaten, um die Zulassung ausgehend davon zu gewähren bzw. abzulehnen, ob die einzelnen Teile des von dem Unternehmen vorgelegten Tätigkeitsplans mit den in diesem Mitgliedstaat geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften übereinstimmen.

4. Haben die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung bei Ablauf der in Absatz 3 genannten Frist nicht Stellung genommen, so gilt die Zulassung als abgelehnt.

5. Jede auf Ablehnung der Zulassung oder der Bescheinigung nach Absatz 1 Buchstabe a) oder b) lautende Entscheidung ist eingehend zu begründen und dem betroffenen Unternehmen bekanntzugeben.

6. Jeder Mitgliedstaat sieht einen Rechtsbehelf gegen jedwede Ablehnung der Zulassung oder der Erteilung der Bescheinigung nach Absatz 1 Buchstabe a) oder b) vor.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat général

(corrigendum comme suite à la réunion spéciale des Chefs de Cabinet)

Bruxelles, le 9 décembre 1988.

COM(88) 729/2

OJ 944 - Point 19

TEXTE E

COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE

(Communication de Lord COCKFIELD, en accord avec M. VARFIS)

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 944ème réunion de la Commission, le mercredi 14 décembre 1988, sous le point 19.

Historical Archives of the European Commission

Destinataires : MM. les Membres de la Commission
M. FITCHEW
M. COSTA
M. BRAUN
M. CASPARI
M. BRINKHORST
M. MAYHEW
M. DEWOST

9 DEC. 1988
Sorti du Secrétariat Général

- the premium rates which the undertaking envisages applying and the technical bases which it proposes to use for each class of business,
- the forms and other printed documents which it intends to use in its dealings with policy-holders,

in so far as these are also required of established undertakings.

2. The competent authorities of the Member State of provision of services may require that the particulars referred to in paragraph 1(c) be supplied to them in the official language of that State.

3. The competent authorities of the Member State of provision of services shall have a period of six months from receipt of the documents referred to in paragraph 1 in which to grant or refuse authorization on the basis of the compliance or non-compliance of the particulars in the scheme of operations submitted by the undertaking with the laws, regulations and administrative provisions applicable in that State.

4. If the competent authorities of the Member State of provision of services have not taken a decision by the end of the period referred to in paragraph 3, authorization shall be deemed to be refused.

5. Any decision to refuse authorization or to refuse a certificate as referred to in paragraph 1(a) or (b) shall be accompanied by the precise grounds therefore and communicated to the undertaking in question.

6. Each Member State shall make provision for a the right to apply to the courts in respect of a refusal of authorization or refusal to issue the certificate referred to in paragraph 1(a) or (b).

Historical Archives of the European Commission

Article 11

1. Commitments covered by way of freedom to provide services shall be subject, not to Article 10, but to Article 12 where the policy-holder takes the initiative in seeking a commitment from the undertaking.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Secrétariat général

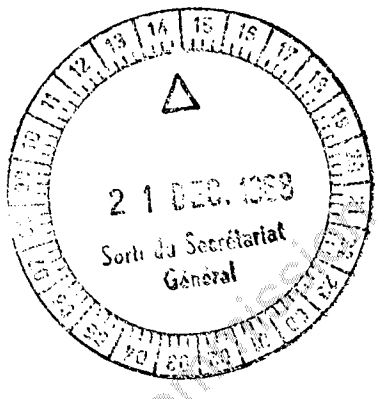
(nouvelle version comme suite à la réunion spéciale des Chefs de Cabinet)

Bruxelles, le 20 décembre 1988.

COM(88) 729/3

OJ 945/3 - Point 13

TEXTE E



COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE

(Communication de Lord COCKFIELD, en accord avec M. VARFIS)

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la 945ème réunion de la Commission, le mercredi 21 décembre 1988, sous le point 13.

Historical Archives of the European Commission

Destinataires : MM. les Membres de la Commission
M. FITCHEW
M. COSTA
M. BRAUN
M. CASPARI
M. BRINKHORST
M. MAYHEW
M. DEWOST

SUMMARY

This White Paper proposal lays down rules for applying freedom of services in individual life insurance (leaving group and occupation-linked pensions insurance to a later Directive).

It distinguishes between two types of case. In the first, where the insurance undertaking actively markets insurance in another Member State without using an establishment there, the destination State may impose an authorization requirement, linked to the respect by the insurer of that State's rules on technical reserving and policy conditions (thus following the Court judgment in case 205/84 and the treatment of "mass risks" in non-life insurance in Directive 88/357/EEC of 22 June 1988).

In the second type of case the policyholder seeks insurance in another Member State on his own initiative, by going there, by using letter or telephone, or by addressing himself to an independent broker. In such a case "home country control" will apply, with application of the rules of the State where the insurer is established instead of those of the destination State. Such "own initiative" policyholders thus have unhindered access to the whole internal market. The premium taxes, if any, of the policyholder's State of residence will however continue to be payable.

In both cases there are provisions for collaboration between the authorities of the establishment State and the destination State. Various supervision rules are laid down.

This proposal is envisaged as a first step in dealing with freedom of services in life insurance. Apart from the group insurance proposal mentioned above, a further proposal will be needed providing considerable additional harmonization to make possible "home country control with mutual recognition" even where the insurer engages in active marketing.

Advantage is taken of this proposal to amend the first life insurance coordination Directive (79/267/EEC of 5 March 1979) to ensure, in the life insurance sector, reciprocity between, on the one hand, the treatment enjoyed by undertakings governed by the law of a third country which either request authorization for a subsidiary within the Community or propose to acquire a participation in an insurance undertaking established in the Community such that the latter would become its subsidiary and, on the other hand, the treatment enjoyed by Community undertakings in the third country in question.

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION BY LORD COCKFIELD TO THE COMMISSION

SECOND LIFE INSURANCE COORDINATION DIRECTIVE

This proposal, concerned with freedom of services in life insurance, is an integral part of the White Paper programme on completing the internal market.

Some knowledge of recent developments in the field of insurance is necessary for an understanding of the timing and content of this proposal.

The White Paper envisaged the achievement of the internal market in financial services with application of the principle of home country control linked to mutual recognition by Member States of what each does to safeguard the interests of the public (1).

At the time when the White Paper was drafted, a proposal for a Directive based on those principles was before the Council, where progress on it had been blocked for many years. At the same time Court judgments in certain relevant cases were awaited.

Those judgments were delivered on 4 December 1986. The most important, 205/84 (Commission v. Federal Republic of Germany), covers life as well as non-life insurance. It represented something of a setback to the hopes expressed in the White Paper, or at least to the programme annexed to it, because it indicated that considerably more harmonisation than foreseen might be necessary before the full benefits of the internal market, based on home country control, would be extended to those cases where it might be held that the policyholder or insured person needed the protection of national law. The Court conceded that there might be cases where such considerations did not apply but did not specify them.

(1) White Paper paragraphs 101 - 103.

Historical Archives of the European Commission

Following the Court judgments the Commission, the Parliament and the Council worked in the framework of the cooperation procedure to modify the non-life insurance proposal which had been blocked in the Council. The result was the adoption on 22 June 1988 of the Second Non-Life Insurance Coordination Directive, which achieves a true common market for larger industrial and commercial risks based on home country control, but leaves smaller and private risks (the so-called mass risks) subject to a heavy burden of control in the destination State, such that the benefits of the internal market are withheld from them.

It must be the policy of the Commission not to rest content with this situation but to introduce the necessary further harmonisation measures as soon as possible to bring about home country control and so enable small policyholders to enjoy the advantages of the Community-wide market.

These developments in non-life insurance have direct consequences for life insurance. First, on the timing of proposals. The White Paper programme indicated that a proposal on freedom of services in life insurance was to be submitted in 1987, one year after the date then predicted for the adoption by the Council of the Second Non-Life Insurance Directive, which, as we have seen, was in fact adopted in June of this year. When it was apparent that the Non-Life Directive would be delayed, the deadline for the adoption of the Life Insurance proposal by the Commission was put back to 1988 (1). As events have turned out, this has left only a few months between the adoption of the Non-Life Directive and the present proposal, instead of the predicted year.

The developments I have mentioned also affect the content of the proposal. As in non-life insurance, following the Court judgments it has been necessary to seek out cases where the policyholder or

(1) Second Report to Council and Parliament, on the implementation of the White Paper, COM (87) 203 final, para. 67, p. 20.

Historical Archives of the European Commission

insured party does not need the protection of the laws of his own State, in order to introduce home country control in such cases at once, as a first phase, whilst leaving the full application of home country control to a second phase, which, being dependent on more extensive harmonisation, would take longer to realise.

Two areas suggest themselves for such treatment. One is that of individual life insurance, in those cases where the policyholder, acting on his own initiative, seeks out an insurer in another State. The other is that of group insurance, especially pensions business, where at least in some instances something like the "large risk" treatment in non-life insurance might be appropriate. In this latter case, however, the differences between national situations, the interaction with social security and taxation factors, and the sensitivity of the social issues involved are so great that it would not have been possible to treat them adequately in the very short time available for the preparation of the present proposal. This section of the work is therefore postponed to a later proposal, to be submitted by the end of 1989.

The present proposal is therefore confined to individual life insurance.

The full freedom of capital movements to be achieved through the Directive adopted on 24 June 1988 (1) means that the consumer will be able to invest his savings in every kind of financial instrument on offer in any Community market. In these circumstances it would be paradoxical, to say the least, if the consumer were to be restricted in his choice of life insurance, which in general represents one of the safest forms of investment. Yet the laws of many Member States at present prevent him from seeking life insurance outside his own country, even on his own initiative.

---

(1) OJ N° L 178, 8.7.1988.

Historical Archives of the European Commission

In eliminating such restrictive measures the present proposal takes a significant first step in granting individuals full access to the wide Community market in life insurance. It applies moreover not only to those cases where the policyholder physically goes to another country to buy insurance but also where he exercises his initiative to make contact with the insurer by any of the usual means, such as by letter or telephone or by requesting a broker to act for him.

In other cases, where the insurer actively markets insurance in the policyholder's country of residence, the authorities of that country remain empowered to impose an authorization requirement on the insurer, linked to the application of their own rules on mathematical reserves, the investments representing them, and the policy conditions which determine the nature of the insurance product. This regime, which is undoubtedly very irksome, can only be changed - in the light of the Court judgments and the negotiations on the Second Non-Life Directive - by means of a later directive bringing about enough harmonisation to enable Member States to apply the principle of mutual recognition. It must be the Commission's policy to achieve this in due course.

Owing to the short time available for its preparation in view of the Commission's commitment to the Council and to Parliament, no full and formal consultations have taken place with representatives of the Member States or other possibly interested parties. The issues are in any case of a kind eminently suitable for debate in Parliament without such preliminary discussion.

On the other hand, full consultation with all interested parties will be indispensable before the envisaged companion proposal on group and pensions business is submitted.

Historical Archives of the European Commission

A necessary part of the proposal concerns the amendment of the first life Directive (79/267/EEC of 5 March 1979). This Directive lays down rules for access to the business of life insurance with a view to the exercise of the right of establishment but now needs to take account of the requirements of freedom of services. Advantage is taken of this to introduce provisions concerning the creation or acquisition of insurance subsidiaries within the Community by undertakings based in third countries. The aim is to ensure that those countries grant to Community undertakings treatment equivalent to that which their own undertakings receive in the single market. It is proposed to set up a procedure for dealing with applications for authorization of subsidiaries within the Community of third-country undertakings and the acquisition by such undertakings of a controlling stake in existing Community insurers. This procedure replicates that already set out in the proposal for a second banking coordination directive, transmitted to the Council on 23 February 1988, subject only to such adjustments as are necessary to take account of the framework of the first life Directive itself.

In conclusion, the Commission is requested:

1. to approve the proposal for a second directive on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to life insurance, laying down provisions to facilitate the effective exercise of freedom to provide services and amending Directive 79/267/EEC;

2. to transmit the proposal to the Council;

3. to decide to publish the text of the proposal for a directive, apart from the explanatory memorandum, in the Official Journal.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSAL FOR A
SECOND COUNCIL DIRECTIVE
ON THE COORDINATION OF LAWS, REGULATIONS AND ADMINISTRATIVE PROVISIONS RELATING TO DIRECT LIFE ASSURANCE, LAYING DOWN PROVISIONS TO FACILITATE THE EFFECTIVE EXERCISE OF FREEDOM TO PROVIDE SERVICES AND AMENDING DIRECTIVE 79/267/EEC

Historical Archives of the European Commission

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Articles 57(2) and 66 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

In cooperation with the European Parliament,

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee,

Whereas it is necessary to develop the internal market in life assurance and in the operations referred to in the first Council Directive 79/267/EEC of 5 March 1979 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to the taking-up and pursuit of the business of direct life assurance,[1] hereinafter called the "first Directive"; whereas, in order to achieve that objective, it is desirable to make it easier for assurance undertakings having their head office in the Community to provide services in the Member States, thus making it possible for policy-holders to have recourse not only to assurers established in their own country, but also to assurers which have their head office in the Community and are established in other Member States;

Whereas, under the Treaty, any discrimination with regard to freedom to provide services based on the fact that an undertaking is not established in the Member State in which the services are provided has been prohibited since the end of the transitional period; whereas that prohibition applies to services provided from any establishment in the Community, whether it be the head office of an undertaking or an agency or branch;

Whereas, for practical reasons, it is desirable to define provision of services taking into account both the assurer's establishment and the place where the commitment is to be covered; whereas, therefore, commitment should also be defined; whereas, moreover, it is desirable to distinguish between activities pursued by way of establishment and activities pursued by way of freedom to provide services;

---

[1] OJ No L 63, 13.3.1979, p. 1.

Historical Archives of the European Commission

Whereas it is desirable to supplement the first Council Directive of 5 March 1979 in order in particular to clarify the powers and means of supervision vested in the supervisory authorities; whereas it is also desirable to lay down specific provisions regarding the taking-up, pursuit and supervision of activity by way of freedom to provide services;

Whereas policy-holders who, by virtue of the fact that they take the initiative in entering into a commitment in another State and thus place themselves under the protection of the legal system of that other State, do not require special protection in the State of the commitment should be granted complete freedom to avail themselves of the widest possible market in life assurance and in the operations referred to in the first Directive; whereas, other policy-holders should also be afforded adequate protection;

Whereas in the case of group assurances and certain individual pensions assurances the multiplicity and complexity of the various schemes and their close connection with social security schemes call for careful study; whereas they should therefore be excluded from the scope of the provisions specific to freedom to provide services contained in this Directive; whereas they will form the subject matter of another proposal for a Directive;

Whereas the provisions in force in the Member States regarding contract law applicable to the activities referred to in the first Directive continue to differ; whereas the freedom to choose, as the law applicable to the contract, a law other than that of the State of the commitment may be granted in certain cases, in accordance with rules which take into account specific circumstances;

Whereas the first Directive's provisions on transfer of portfolio should be reinforced and supplemented by provisions specifically concerning the transfer to another undertaking of the portfolio of contracts concluded by way of freedom to provide services;

Historical Archives of the European Commission

Whereas, in the interests of protecting policy-holders, Member States should, at the present stage of the coordination process, be given the option of limiting the simultaneous pursuit of activity by way of freedom to provide services and activity by way of establishment; whereas no such limitation can be provided for where policy-holders do not require such protection;

Whereas the taking-up and pursuit of activity by way of freedom to provide services should be subject to procedures guaranteeing the assurance undertaking's compliance with provisions regarding financial guarantees, conditions of assurance and premium rates; whereas those procedures may be relaxed where the activity pursued by way of freedom to provide services covers policy-holders who, by virtue of the characteristics of the commitment they propose to enter into, do not require special protection in the State of the commitment;

Whereas, however, in the case of this second category of policy-holder and where the contract is one of life assurance, , the policy-holder should be given the opportunity of cancelling the contract within a period of 30 days;

Whereas the first Directive adopted the principle of prohibiting the simultaneous pursuit of the activities covered by the first Directive on the coordination of non-life insurance and those covered by the first Directive; whereas, while it authorized the continued existence of existing composite undertakings, it stated that they may not set up agencies or branches for life assurance; whereas, such undertakings should likewise be prohibited from covering by way of freedom to provide services commitments referred to in the first Directive;

Whereas it is necessary to make provision for special cooperation in the sphere of freedom to provide services between the competent supervisory authorities of the Member States and between those authorities and the Commission; whereas provision should also be made for a system of penalties to apply where the undertaking providing the service fails to comply with the provisions of the Member State in which the service is provided;

Whereas the technical reserves, including mathematical reserves, should be subject to the rules of and supervision by the Member State in which the service is provided where the provision of services involves commitments in

Historical Archives of the European Commission

respect of which the State in which the service is received wishes to provide special protection for policy-holders; whereas, however, if such concern to protect policy-holders is unjustified, the technical reserves, including mathematical reserves, should remain subject to the rules of and supervision by the Member State in which the undertaking is established;

Whereas some Member States do not subject life assurance contracts and the other operations covered by the first Directive to any form of indirect taxation, while others apply special taxes; whereas the structure and rate of those taxes vary considerably between the Member States in which they are applied; whereas it is desirable to avoid a situation where those differences lead to distortions of competition between undertakings in the various Member States; whereas the application of the tax arrangements provided for by the Member State in which the commitment is entered into is a means of remedying such mischief; whereas it is for the Member States to establish a method of ensuring that such taxes are collected;

Whereas the first Council Directive of 5 March 1979 makes express provision for specific rules concerning the authorization of agencies and branches belonging to undertakings whose head offices are outside the Community; whereas it is also desirable to provide for a specific procedure for all requests for the authorization of a subsidiary of an undertaking governed by the laws of a third country or the acquisition of a participation by such an undertaking with a view to ensuring that Community undertakings benefit from reciprocity in the third countries in question; whereas this Directive lays down such a procedure;

HAS ADOPTED THIS DIRECTIVE :

Historical Archives of the European Commission

TITLE I - GENERAL PROVISIONS

Article 1

The object of this Directive is:

(a) to supplement the first Directive 79/267/EEC;

(b) to lay down specific provisions relating to freedom to provide services in respect of the activities referred to in the first Directive, such provisions being set forth in Title III of this Directive.

Article 2

For the purposes of this Directive:

(a) "first Directive":
means Directive 79/267/EEC;

(b) "undertaking":
- for the purposes of Titles I and II, means:

any undertaking which has received official authorization under Article 6 or Article 27 of the first Directive,

- for the purposes of Titles III and IV, means:

any undertaking which has received official authorization under Article 6 of the first Directive;

(c) "establishment":
means the head office, an agency or a branch of an undertaking, having regard to Article 3;

(d) "commitment":
means a commitment represented by one of the kinds of insurance or operation referred to in Article 1 of the first Directive;

Historical Archives of the European Commission

(e) "Member State of the commitment":
means the Member State where the policy-holder has his habitual residence or, if the policy-holder is a legal person, the Member State where the latter's establishment, to which the contract relates, is situated;

(f) "Member State of establishment":
means the Member State in which the establishment covering the commitment is situated;

(g) "Member State of provision of services":
means the Member State of the commitment where the commitment is covered by an establishment situated in another Member State.

(h) "parent undertaking":
means a parent undertaking within the meaning of Article 1 of the Seventh Council Directive 83/349/EEC of 13 June 1983, based on Article 54 (3) (g) of the Treaty, on consolidated accounts; (1)

(i) "subsidiary":
means a subsidiary undertaking in accordance with Article 1 of Directive 83/349/EEC.

Historical Archives of the European Commission

Article 3

For the purposes of the first Directive and of this Directive, any permanent presence of an undertaking in the territory of a Member State shall be treated in the same way as an agency or branch, even if that presence does not take the form of a branch or agency, but consists merely of an office managed by the undertaking's own staff or by a person who is independent but has permanent authority to act for the undertaking as an agency would.

TITLE II - PROVISIONS SUPPLEMENTARY TO THE FIRST DIRECTIVE

Article 4

1. The law applicable to contracts relating to the activities referred to in the first Directive shall be the law of the Member State of the commitment. However, where the law of that State so allows, the parties may choose the law of another country.

2. Where, in one of the cases referred to in Article 13, the policy-holder has his habitual residence in a Member State other than that of which he is a national, the parties may choose the law of the Member State of which he is a national.

3. The Member State whose law governs the contract may not, in a case falling within Article 13, seek to prevent the policyholder from entering into any contract relating to a commitment which may be lawfully undertaken in the Member State of establishment.

4. Where a State includes several territorial units, each of which has its own rules of law concerning contractual obligations, each unit shall be considered a country for the purposes of identifying the law applicable under this Directive.

   A Member State in which various territorial units have their own rules of law concerning contractual obligations shall not be bound to apply the provisions of this Directive to conflicts which arise between the laws of those units.

5. Nothing in this Article shall restrict the application of the rules of the law of the forum in a situation where they are mandatory, irrespective of the law otherwise applicable to the contract.

   If the law of a Member State so stipulates the mandatory rules of the law of the Member State of the commitment may be applied if and in so far as, under the law of that Member State, those rules must be applied whatever the law applicable to the contract.

Historical Archives of the European Commission

6. Subject to the preceding paragraphs, the Member States shall apply to the assurance contracts referred to in this Directive their general rules of private international law concerning contractual obligations.

Article 5

The following paragraph shall be added to Article 23 of the first Directive:

'3. Each Member State shall take all steps necessary to ensure that the authorities responsible for supervising assurance undertakings have the powers and means necessary for supervision of the activities of assurance undertakings established within their territory, including activities engaged in outside that territory, in accordance with the the Council Directives governing those activities and for the purpose of ensuring that they are implemented.

Those powers and means must, in particular, enable the supervisory authorities to:

- make detailed inquiries about the undertaking's situation and the whole of its business, inter alia by:

  - gathering information or requiring the submission of documents concerning assurance business,

  - carrying out on-the-spot investigations at the undertaking's premises,

- take any measures with regard to the undertaking which are appropriate and necessary to ensure that the activities of the undertaking remain in conformity with the laws, regulations and administrative provisions with which the undertaking has to comply in each Member State and in particular with the scheme of operations in so far as it remains mandatory, and to prevent or remove any irregularities prejudicial to the interests of policy-holders;

- ensure that measures required by the supervisory authorities are carried out, if need be by enforcement, where appropriate through judicial channels.

Historical Archives of the European Commission

Member States may also make provision for the supervisory authorities to obtain any information regarding contracts which are held by intermediaries.'

Article 6

1. Article 25 of the first Directive is hereby deleted.

2. Each Member State shall, under the conditions laid down by national law, authorize undertakings which are established within its territory to transfer all or part of their portfolios of contracts for which that State is the State of the commitment to an accepting office established in that same Member State if the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the latter possesses the necessary margin of solvency after taking the transfer into account.

3. Each Member State shall, under the conditions laid down by national law, authorize undertakings established within its territory to transfer all or part of their portofolios of contracts concluded in the circumstances referred to in Article 10(1) to an accepting office established in the Member State of provision of services if the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the latter possesses the necessary margin of solvency after taking the transfer into account.

4. Each Member State shall, under the conditions laid down by national law, authorize undertakings established within its territory to transfer all or part of their portfolios of contracts concluded in the circumstances referred to in Article 10(1) to an accepting office established in the same Member State if the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the accepting office possesses
the necessary margin of solvency after taking the transfer into account and if it fulfils the conditions set out in Articles 11, 12, 14 and 16 in the Member State of provision of services.

Historical Archives of the European Commission

5. In the cases referred to in paragraphs 3 and 4, the supervisory authorities of the Member State in which the transferring undertaking is established shall authorize the transfer after obtaining the agreement of the supervisory authorities of the Member State of provision of services.

6. If a Member State, under the conditions laid down by national law, authorizes undertakings established within its territory to transfer all or part of their portfolios of contracts to an accepting office established in another Member State which is not the Member State of provision of services, it shall ensure that the following conditions are fulfilled:

   - the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the latter possesses the necessary margin of solvency after taking the transfer into account;

   - the Member State in which the accepting office is established agrees,

   - the accepting office fulfils the conditions set out in Articles 11, 12, 14 and 16 in the Member State of provision of services, the law of that Member State provides for the possibility of such a transfer and that Member State agrees to the transfer.

7. A transfer authorized in accordance with this Article shall be published, under the conditions laid down by national law, in the Member State of the commitment. Such transfer shall be automatically valid against policy-holders, assured persons and any other person having rights or obligations arising out of the contracts transferred.

   This provision shall not affect the right of Member States to provide that policy-holders may cancel the contract within a given period after the transfer.

Historical Archives of the European Commission

Article 7

Article 22(2) of the first Directive shall be replaced by the following:

The Italian Republic shall take all steps to ensure that the requirement that undertakings established within its territory cede part of their underwriting to the Istituto Nazionale di Assicurazioni is abolished within two years of the date of implementation of this Directive.

Article 8

1. The heading of Title III of the first Directive shall be replaced by the following:

TITLE III A

Rules applicable to agencies or branches established within the Community and belonging to undertakings whose head offices are outside the Community.

2. The following heading shall be placed after Article 32 of the first Directive:

TITLE III B

Rules applicable to subsidiaries of parent undertakings governed by the laws of a third country and to acquisitions of participations by such parent undertakings.

Historical Archives of the European Commission

Article 9

Title III B shall comprise an Article 32 A, the text of which shall be as follows:

1. Requests for authorization of a subsidiary whose parent undertaking is governed by the laws of a third country or the acquisition of a participation therein as provided for in paragraph 3 shall be subject to the procedure laid down in this Article.

2. The competent authorities of the relevant Member State shall inform the competent authorities of the other Member States and the Commission of the request for authorization.

3. Member States shall provide that where an undertaking governed by the laws of a third country is considering the acquisition of a participation in an insurance undertaking established in the Community such that the latter undertaking will become its subsidiary, it shall inform the competent authorities of the Member State concerned. These authorities shall inform the competent authorities of the other Member States and the Commission.

4. The competent authorities of the Member State concerned must suspend their decision regarding requests as referred to in paragraphs 2 and 3 until the procedure provided for in paragraphs 5 and 6 is completed.

5. The Commission shall, within three months of receiving the information provided for in paragraphs 2 and 3, examine whether all undertakings of the Community enjoy reciprocal treatment, in particular regarding the establishment of subsidiaries or the acquisition of participations in insurance undertakings in the third country in question.

6. If the Commission finds that reciprocity is not ensured, it may extend suspension of the decision referred to in paragraph 4, after having consulted the competent authorities of the Member States under the collaboration procedure provided for in Article 38.

7. The Commission shall present suitable proposals to the Council with a view to achieving reciprocity with the third country in question.

Historical Archives of the European Commission

TITLE III - PROVISIONS RELATING SPECIFICALLY TO FREEDOM TO PROVIDE SERVICES

Article 10

1. This Title shall apply where an undertaking, through an establishment situated in a Member State, covers a commitment in another Member State.

2. This Title shall not apply to operations, undertakings and institutions to which the first Directive does not apply.

3. This Title shall likewise not apply to commitments;

   - entered into with persons other than natural persons acting on their own account;

   - entered into with persons having a commercial, business or employment-based relationship with the person or persons in respect of whose life or lives the assurance is taken out, whether such relationship be past, present or future, where the commitment is entered into by virtue of such relationship;

   - entered into with a person in respect of whose life the assurance is taken out, if it is taken out by virtue of the employment or business activities of that person;

   - relating to the operations referred to in Article 1(2)(a), (c), (d), and (e) and Article 1(3) of the first Directive.

4. An undertaking shall not cover a commitment in another Member State unless it is authorized under Article 6 of the first Directive to cover such a commitment in its Member State of establishment.

Historical Archives of the European Commission

Article 11

Any undertaking which intends to provide services shall first inform the competent authorities of the head office Member State, and, where appropriate, of the Member State of the establishment concerned, indicating the Member State or Member States within whose territory it intends to provide services and the nature of the commitments it proposes to cover.

Article 12

1. Each Member State within whose territory an undertaking intends, under conditions of freedom to provide services, to cover commitments within the meaning of Article 10 of this Directive may make the taking-up of such activity conditional on official authorization in so far as the commitments are not commitments within the meaning of Article 13; to that end, it may require that the undertaking:

   (a) produce a certificate issued by the competent authorities of the head office Member State certifying that it possesses for its activities as a whole the minimum solvency margin calculated in accordance with Article 19 of the first Directive and that, in accordance with Article 6(1) of the said Directive, the authorization enables the undertaking to operate outside the Member State of establishment;

   (b) produce a certificate issued by the competent authorities of the Member State of establishment indicating the classes in respect of which the undertaking is authorized to transact business and certifying that those authorities do not object to the undertaking's transacting business by way of freedom to provide services;

   (c) submit a scheme of operations containing the following particulars:

      - the nature of the commitments which the undertaking proposes to cover in the Member State of provision of services;

      - the general and special conditions of the assurance policies which it proposes to use there,

Historical Archives of the European Commission

- the premium rates which the undertaking envisages applying and the technical bases which it proposes to use for each class of business,

- the forms and other printed documents which it intends to use in its dealings with policy-holders,

in so far as these are also required of established undertakings.

2. The competent authorities of the Member State of provision of services may require that the particulars referred to in paragraph 1(c) be supplied to them in the official language of that State.

3. The competent authorities of the Member State of provision of services shall have a period of six months from receipt of the documents referred to in paragraph 1 in which to grant or refuse authorization on the basis of the compliance or non-compliance of the particulars in the scheme of operations submitted by the undertaking with the laws, regulations and administrative provisions applicable in that State.

4. If the competent authorities of the Member State of provision of services have not taken a decision by the end of the period referred to in paragraph 3, authorization shall be deemed to be refused.

5. Any decision to refuse authorization or to refuse a certificate as referred to in paragraph 1(a) or (b) shall be accompanied by the precise grounds therefore and communicated to the undertaking in question.

6. Each Member State shall make provision for a the right to apply to the courts in respect of a refusal of authorization or refusal to issue the certificate referred to in paragraph 1(a) or (b).

Article 13

1. Commitments covered by way of freedom to provide services shall be subject, not to Article 12, but to Article 14 where the policy-holder takes the initiative in seeking a commitment from the undertaking.

Historical Archives of the European Commission

The policy-holder shall be deemed to have taken the initiative:

- where the initial contact between the policy-holder and the undertaking, regardless of the means used, is made by the policyholder,

  or

- where the contract is concluded in the Member State in which the undertaking is established without there having been any prior contact between the policy-holder and the undertaking in the Member State in which the policy-holder has his habitual residence.

2. An undertaking which proposes to cover commitments in a Member State under the arrangements provided for in this Article shall not solicit business or engage in any advertising there relating to such activity apart from publishing notices indicating its address and the classes in respect of which it is authorized to transact business in the Member State of establishment from which it proposes to cover commitments.

3. Where the policy-holder takes the initiative in seeking the commitment from the undertaking through a broker, he shall sign, before the contact with the undertaking takes place, a statement to the effect that he wishes the broker to make enquiries as to the assurance arrangements available in one or more Member States other than that in which he has his habitual residence; such broker shall be the person referred to in Article 2(1)(a) of Directive 77/92/EEC. The broker shall not engage in any advertising concerning the possibility of seeking commitments under the arrangements provided for in this Article.

4. Before entering into a commitment under the arrangements provided for in this Article, the policy-holder shall sign a statement to the effect that he takes note of the fact that the commitment is subject to the rules of supervision of the country of the undertaking which is to cover the commitment.

Historical Archives of the European Commission

Article 14

1. Each Member State within whose territory an undertaking intends, under conditions of freedom to provide services, to cover commitments within the meaning of Article 13 of this Directive shall require that the undertaking:

   (a) produce a certificate issued by the competent authorities of the head office Member State certifying that it possesses for its activities as a whole the minimum solvency margin calculated in accordance with Article 19 of the first Directive and that, in accordance with Article 6(1) of the said Directive, the authorization enables the undertaking to operate outside the Member State of establishment;

   (b) produce a certificate issued by the competent authorities of the Member State of establishment indicating the classes in respect of which the undertaking is authorized to transact business and certifying that those authorities do not object to the undertaking's transacting business by way of freedom to provide services;

   (c) state the nature of the commitments which it proposes to cover in the Member State of provision of services.

2. Each Member State shall make provision of a right to apply to the courts in respect of a refusal to issue the certificate referred to in paragraph 1(a) or (b).

3. The undertaking may commence activities as from the certified date on which the authorities of the Member State of provision of services are in possession of the documents referred to in paragraph 1.

4. This Article shall also apply where the Member State in whose territory an undertaking intends,by way of freedom to provide services, to cover commitments other than those referred to in Article 13 of this Directive does not make the taking-up of such activity conditional on official authorization.

Historical Archives of the European Commission

Article 15

A policy-holder who concludes an individual life assurance contract under conditions of freedom to provide services as set out in Article 13 shall have a period of at least 30 days from the time when the parties entered into the contract within which to cancel the contract.

The giving of notice of cancellation by the policy-holder shall have the effect of releasing him from any obligation arising from the contract.

These provisions shall not apply to contracts of two months' duration or less.

The legal effects of cancellation shall be determined by the law applicable to the contract as defined in Article 4, notably as regards establishing the time when the parties entered into the contract.

Article 16

Member States' legislation shall provide that an undertaking established in a Member State may cover within that State by way of freedom to provide services from an establishment in another Member State at least:

- commitments within the meaning of Article 13 of this Directive,

- commitments within the meaning of Article 10 but not of Article 13 coming within classes in respect of which the undertaking established in the first Member State lacks authorization there in accordance with Article 6 of the first Directive.

If, however, in the latter case that undertaking has such authorization, the first Member State may prevent such provision of services.

Historical Archives of the European Commission

Article 17

1. Where an undertaking referred to in Article 11 intends to amend the information referred to in Article 12(1)(c) or Article 14(1)(c), it shall submit the amendments to the competent authorities of the Member State of provision of services. Those amendments shall be subject to the provisions of Article 12(3) and 14(1), as the case may be.

2. Where the undertaking intends to extend its activities to commitments within the meaning of Article 10 but not of Article 13 of this Directive, it shall follow the procedure laid down in Articles 11 and 12.

3. Where the undertaking intends to extend its activities to commitments within the meaning of Article 13 or Article 14(4) of this Directive, it shall follow the procedure laid down in Articles 11 and 15.

Article 18

Undertakings which, by virtue of Article 13(3) of the first Directive, carry on simultaneously the activities referred to in the Annex to the first coordination Directive (non-life insurance) and those listed in Article 1 of the first Directive shall not, by way of freedom to provide services, cover any commitments in any of the classes referred to in the first Directive.

Article 19

1. Member States of provision of services may maintain or introduce laws, regulations or administrative provisions justified on policyholder protection grounds, concerning, in particular, approval of general and special policy conditions, of forms and other printed documents for use in dealings with policy-holders, of sccales of premiums and of any other document necessary for the normal exercise of supervision on condition that the rules of the Member State of establishment are insufficient to achieve the necessary level of protection and the requirements of the Member State of provision of services do not go beyond what is necessary in that respect.

Historical Archives of the European Commission

2. However, with regard to commitments within the meaning of Article 11 of this Directive, Member States of provision of services shall not lay down provisions requiring approval or notification of general and special policy conditions, scales of premiums, forms and other printed documents which the undertaking intends to use in its dealings with policy-holders.

Article 20

1. Any undertaking providing services shall submit to the competent authorities of the Member State of provision of services all documents requested of it for the purposes of implementing this Article, in so far as undertakings established there are also obliged to do so.

2. If the competent authorities of a Member State establish that an undertaking providing services within its territory does not comply with the legal provisions applicable to it in that State, such authorities shall request the undertaking concerned to put an end to the irregular situation.

3. If the undertaking in question fails to comply with the request referred to in paragraph 2, the competent authorities of the Member State of provision of services shall inform the competent authorities of the Member State of establishment accordingly. The latter authorities shall take all appropriate steps to ensure that the undertaking concerned puts an end to the irregular situation. The nature of those measures shall be communicated to the authorities of the Member State of provision of services.

The competent authorities of the Member State of provision of services may also apply to the competent authorities responsible for the head office of the assurance undertaking if the services are being provided by agencies or branches.

4. If, despite the steps thus taken by the Member State of establishment, or because such steps prove inadequate or are lacking in the Member State in question, the undertaking persists in violating the legal provisions in force in the Member State of provision of services, the latter Member State may, after informing the supervisory authorities of the Member State

Historical Archives of the European Commission

of establishment, take appropriate steps to prevent further irregularities, including, in so far as it is strictly necessary, the prevention of the further covering of commitments by the undertaking by way of freedom to provide of services within its territory. In the case of commitments covered by way of freedom to provide services other thanthose within the meaning of Article 13 of this Directive, such steps shall include withdrawal of the authorization referred to in Article 12. Member States shall ensure that within their territory it is possible to effect the notifications necessary for such steps.

5. The foregoing provisions shall not affect the right of Member States to punish irregularities committed within their territory.

6. If the undertaking which has committed the irregularity has an establishment or owns property in the Member State of provision of services, the supervisory authorities of the latter may, in accordance with national law, apply the administrative penalties prescribed for such irregularity by way of enforcement against such establishment or property.

7. Any step taken under paragraphs 2 to 6 involving penalties or restrictions on the provision of services must be properly justified and communicated to the undertaking concerned. Even such measure shall be subject to the right to apply to the courts in the Member State in which the authorities adopted it.

8. Where steps are taken under Article 24 of the first Directive, the competent authorities of the Member State of provision of services shall be informed accordingly by the authority which takes them and, where the steps are taken under paragraphs 1 and 3 of the said Article, take whatever action is necessary to safeguard the interests of assured persons.

In the event of withdrawal of authorization under Article 26 of the first Directive, the competent authorities of the Member State of provision of services shall be informed accordingly and shall take appropriate steps to prevent the establishment concerned from continuing to conclude assurance contracts by way of freedom to provide services within the territory of that Member State.

Historical Archives of the European Commission

9. Every two years the Commission shall submit to the Council a report summarizing the number and type of cases in which, in each Member State, decisions refusing authorization have been communicated under Article 12 or measures have been taken under paragraph 4. Member States shall cooperate with the Commission by providing it with the information required for the report.

Article 21

In the event of an assurance undertaking being wound up, commitments arising from contracts underwritten by way of freedom to provide services shall be met in the same way as those arising from that undertaking's other assurance contracts, no distinction being made on grounds of the nationality of assured persons or beneficiaries.

Article 22

1. Where an operation is offered by way of freedom to provide of services, the policy-holder shall, before any commitment is entered into, be informed of the Member State in which the head office, agency or branch with which the contract is to be concluded is established.

   Any document issued to the policy-holder shall contain the information referred to in the preceding subparagraph.

2. The contract or other document granting cover, together with the assurance proposal where it is binding upon the proposer, shall specify the address of the establishment which grants the cover and that of the head office.

Article 23

1. Where the provision of services is conditional upon authorization by the Member State of provision of services, the amount of the technical reserves, including mathematical reserves, and the rules on profit sharing and on the surrender and paid-up values of the contracts concerned shall be determined under the supervision of that Member State in accordance with the rules it has laid down or, failing such rules, in accordance with

Historical Archives of the European Commission

established practice in that Member State. The covering of those reserves by equivalent and matching assets, the location of those assets and the application of the rules on profit sharing and on surrender and paid-up values shall be under the supervision of that Member State in accordance with its rules or practice.

2. In all other cases, those various operations shall be under the supervision of the Member State of establishment, in accordance with its rules or practice.

3. The Member State of establishment shall ensure that the reserves relating to all the contracts which the undertaking concludes through the establishment concerned are sufficient and covered by equivalent and matching assets.

4. In the circumstances referred to in paragraph 1, the Member State of establishment and the Member State of provision of services shall exchange any information necessary for carrying out their respective duties under paragraphs 1 and 3.

Article 24

Every assurance contract concluded by way of freedom to provide services shall be subject only to the indirect taxes and parafiscal charges on assurance premiums of the Member State of commitment within the meaning of Article 2(e).

The law applicable to the contract pursuant to Article 4 shall not affect the tax arrangements applicable.

Each Member State shall, subject to subsequent harmonization, apply to undertakings which provide services in its territory its own national provisions concerning measures to ensure the collection of indirect taxes and parafiscal charges due under the first subparagraph.

Historical Archives of the European Commission

TITLE IV

FINAL PROVISIONS

Article 25

The Commission and the competent authorities of the Member States shall collaborate closely with a view to facilitating the supervision of the kinds of insurance and the operations referred to in the first Directive within the Community.

Each Member State shall inform the Commission of any major difficulties to which application of this Directive gives rise, inter alia any arising if a Member State becomes aware of an abnormal transfer of business referred to in the first Directive to the detriment of undertakings established in its territory and to the advantage of agencies and branches located just beyond its borders.

The Commission and the competent authorities of the Member States concerned shall examine such difficulties as quickly as possible in order to find an appropriate solution.

Where necessary, the Commission shall submit appropriate proposals to the Council.

Historical Archives of the European Commission

Article 26

The Commission shall forward to the Council and the European Parliament regular reports, the first on....., on the development of the market in assurance and operations transacted under conditions of freedom to provide services.

Article 27

Member States shall amend their national provisions to comply with this Directive within 18 months of the date of its notification and shall forthwith inform the Commission thereof.

The provisions amended in accordance with this Article shall be applied within 24 months of the date of notification of this Directive.

Article 28

Upon notification of this Directive, Member States shall ensure that the texts of the main laws, regulations or administrative provisions which they adopt in the field covered by this Directive are communicated to the Commission.

Article 29

This Directive is addressed to the Member States.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSAL FOR A
SECOND COUNCIL DIRECTIVE
ON THE COORDINATION OF LAWS, REGULATIONS AND ADMINISTRATIVE PROVISIONS RELATING TO DIRECT LIFE ASSURANCE, LAYING DOWN PROVISIONS TO FACILITATE THE EFFECTIVE EXERCISE OF FREEDOM TO PROVIDE SERVICES AND AMENDING DIRECTIVE 79/267/EEC

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

I. Introduction

The effective establishment of a common market in life assurance is one of the cornerstones of the European financial area which the Member States have undertaken to create by the end of 1992.

Although Directive 79/267/EEC of 5 March 1979 coordinated the conditions under which a life assurance undertaking from one Community country may set up an agency or branch in another Community country, a citizen of one Community country who wishes to enter directly into a life assurance contract in another country still encounters numerous obstacles, both legal and practical.

Within the European financial area, every citizen should be able to approach any assurance undertaking in the Community and thus have the widest possible choice of assurance arrangements and assurers.

The second report from the Commission to the Council and the European Parliament on the implementation of the Commission's White Paper on completing the internal market states that the Commission will present to the Council before 31 December 1988 a proposal for a Directive on freedom to provide life assurance services (COM(87) 203 final, para. 67, p. 20).

While Articles 57(2) and 66 of the EEC Treaty form the legal basis of that proposal, two recent events have shed much light on the subject of freedom to provide services in the insurance sector.

The Court of Justice of the European Communities delivered a number of judgments on this matter on 4 December 1986, notably in Case 205/84 Commission v Federal Republic of Germany.

Not only did those judgments put an end to differences in the interpretation of the Council Directive of 30 May 1978 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to Community co-insurance, they paved the way for a resumption of discussions on the proposal for a second Council Directive on the coordination of laws, regulations and

Historical Archives of the European Commission

administrative provisions relating to direct insurance other than life assurance and laying down provisions to facilitate the effective exercise of freedom to provide services and amending Directive 73/239/EEC. That Directive was adopted on 22 June 1988.

In its judgment in Case 205/84 the Court recognized that, in the present state of Community law, the Member State in which an insurance service is provided is justified, in order to ensure the protection of policy-holders and insured persons, in applying its own legislation concerning technical reserves and conditions of insurance (Ground 41).

In the same judgment, however, the Court observed that the grounds for protecting policy-holders and insured persons "are not equally important in every sector of insurance and that there may be cases where, because of the nature of the risk insured and of the party seeking insurance, there is no need to protect the latter by the application of the mandatory rules of his national law" (Ground 49).

Those two grounds of judgment apply equally to non-life insurance and to life assurance.

The second recent event is the abovementioned Directive of 22 June 1988, which divides all non-life risks into two categories defined according to the degree of protection required by policy-holders.

As regards the first category, known as "large risks", which is defined in terms of the status and size of the policy-holder and the nature of the risk and for which the need for as high a degree of protection does not exist, the supervisory rules of the country of the insurer apply (home country control). The reverse is true in the case of the second category, known as "mass risks", to which the supervisory rules of the country of the risk apply (risk country control) pending, that is, subsequent coordination, notably of technical reserves. Such coordination, which will constitute a second stage, will be directed towards further facilitating the effective exercise of freedom to provide services and will extend the scope of the supervisory legislation of the country of the insurer.

Historical Archives of the European Commission

The Commission proposes to proceed along the same lines with regard to commitments covered by the life assurance Directive. During a first stage, a distinction will be made between commitments in respect of which policy-holders are in no great need of protection - to which the supervisory law of the country of establishment will apply - and other commitments which will be subject to the law of the country of the commitment, i.e. as a rule the country in which the policy-holder is resident, this move being made pending subsequent coordination.

The structure of the present proposal is based on that of the Directive of 22 June 1988. Title I "General provisions" and Title II "Provisions supplementary to the first Directive" (79/267/EEC of 5 March 1979) both apply to all the classes covered by the first Directive. Title III, on the other hand, contains provisions relating specifically to freedom to provide services.

In the case of group pensions assurance schemes and certain individual pensions assurances, the multiplicity and complexity of the various schemes and their close relationship with social security schemes calls for careful study, which is not yet completed. Consequently, this field is excluded from Title III of the proposal. It will form the subject matter of a separate proposal for a Directive, to be presented as soon as possible, which will therefore constitute the second part of the first stage.

As a result, Title III of the proposal relates only to individual contracts unconnected with a business activity. In this context a person who takes the initiative in approaching an assurer established in another country and subject to the supervisory law of that country willingly and knowingly forsakes the supervisory law of the country in which he is resident and shows by his behaviour that he does not need to be protected by it. The taking of the initiative by the person seeking life assurance, who will have to take formal note of the fact that he is renouncing such national protection, is thus the criterion which delimits the category of commitments to which the rules of the country in which the assurer is established apply.

At present, the law of several Member States either prohibits their nationals from taking the initiative in entering into contracts abroad or considerably restricts this possibility.

Historical Archives of the European Commission

However, it will be difficult to monitor compliance with that prohibition and those restrictions once Directive 88/361/EEC of 24 June 1988 on the liberalization of capital movements is in force. There is an urgent need, therefore, to define in Community rules the conditions under which a person seeking life assurance may act on his own initiative.

The present proposal enables well-informed seekers of life assurance to profit fully from the large internal market, while keeping intact the protection afforded by national law in cases where assurance undertakings actively seek to sell their products abroad.

The Commission still has as its ultimate aim, however, application of the supervisory rules of the country in which the assurer is established. As in the case of non-life insurance, this will necessitate closer coordination, which will form the subject matter of a second stage in the work in hand.

This proposal, together with the abovementioned additional proposal concerning group assurance schemes, brings us a step closer to establishing an internal market in life assurance, but does not in itselfs suffice to achieve that end.

Directive 79/267/EEC of 5 March 1979 lays down specific rules for the authorization of agencies and branches of undertakings whose head office is located outside the Community, but contains none relating to requests for authorization of a subsidiary of such an undertaking or to the contemplated acquisition by such an undertaking of a controlling participation in a Community insurance undertaking. The opportunity is taken in this proposal to fill this gap by a procedure, closely modelled on that of Article 7 of the proposal for a second banking coordination directive, which seeks to ensure that Community undertakings enjoy reciprocal treatment in the parent undertaking's country.

Historical Archives of the European Commission

II. Comments on the Articles

Title I General provisions

Article 1 - Object of the Directive (Article 1)

This Article specifies the dual object of the Directive, namely:

1. to supplement the life assurance coordination Directive 79/267/EEC of 5 March 1979, which is the object of Titles I and II of the present Directive;

2. to lay down provisions relating specifically to freedom to provide services, which is the object of Title III.

In view of the fact that many Articles of this Directive are identical or at least broadly similar to those of the second non-life insurance coordination Directive of 22 June 1988, the numbers of the corresponding Articles are given in brackets.

Article 2 - Definitions (Article 2)

(b) undertaking

Article 6 of the first Directive concerns undertakings whose head office is within the Community and Article 27 those whose head office is outside the Community. The distinction in (b), which is borrowed from the second non-life Directive, means that third country assurers who are established in the Community only through an agency or a branch do not benefit from the provisions on freedom to provide services contained in this Directive.

(e) Member State of the commitment

Since one of the two objects of this Directive is to amend the first life assurance Directive, it must apply both to the insurances referred to in Article 1(1) of the first life Directive and to the operations referred to in Article 1(2) of that same Directive.

Historical Archives of the European Commission

Consequently, the expression "Member State of the commitment" has been chosen on the strength of Article 9(a) of the first life Directive, which refers to commitments covered by an undertaking.

Article 3 - Permanent presence (Article 3)

This provision, which also appears in the Second non-life Directive, is taken from Ground 21 of the judgment of the Court of Justice of 4 December 1986 in Case 205/84 Commission v Federal Republic of Germany.

Article 4 - Law applicable to the contract (Article 7)

Paragraph 1

The parties to the contract must be clear as to what legal provisions govern the contract.

The Second non-life Directive fulfilled this legitimate requirement of legal certainty by adopting uniform rules of choice of private international law and providing in certain cases for freedom of choice of the applicable law.

This Directive adopts a similar approach, namely the adoption of a uniform rule of private international law and the choice, on this score, of the law of the Member State of the commitment, that is to say the habitual residence of the policy-holder, it being understood that if the law of that country so permits, the parties may choose another law.

If the policy-holder is a legal person, the law of the country of residence is replaced by the law of the Member State in which the establishment of that legal person, being that to which the contract relates, is situated.

Because life assurance always concerns, either directly or indirectly, a person and because the law as it relates to individuals is important in this respect, the legal environment of the policy-holder should be maintained. This concerns, for example, the determination of the beneficiary and acceptance by that person of the benefits flowing from the contract, the position of the divorced spouse, the current spouse and their respective children, that of the concubine, etc.

Historical Archives of the European Commission

One must avoid imposing in this respect a legal order with which the parties concerned are unfamiliar, or to which they may even be averse.

Paragraph 2

The same reasoning underlies paragraph 2, according to which, where the policy-holder takes the initiative in entering into a contract under freedom of services and has his habitual residence in a Member State other than that of which he is a national, the parties may choose the law of the Member State of which he is a national.

Paragraph 3

The concern to preserve the policyholder's legal environment, expressed in the first two paragraphs, relates to private contract law. It must not be used to prevent the policyholder who takes the initiative in approaching an assurance undertaking in another Member State from benefiting from forms of insurance authorized under the public law in that State, even if such forms of insurance are not authorized in his country of residence. It is indeed one of the aims of this Directive to facilitate the exercise of this freedom.

Paragraphs 4 to 6

These paragraphs repeat almost word for word part of Article 7 of the Second non-life Directive.

Paragraph 4, which deals with countries comprising several territorial units each of which has its own rules of law concerning contractual obligations, is directed mainly at the United Kingdom and Spain.

Paragraph 5, like its counterpart in the Second non-life Directive, is based on Article 7 "Mandatory rules" of the Convention on the law applicable to contractual obligations, which was opened for signature in Rome on 19 October 1980 (OJEC No L 266, 9 October 1980) and which forms the subject matter of a report drawn up by Mr Mario Giuliano and Mr Paul Lagarde (OJEC No C 282, 31 October 1980).

Historical Archives of the European Commission

The Article as a whole

A legal framework that is best suited to all the activities covered by the first Directive, whether they be carried on under conditions of establishment or under conditions of freedom to provide services, should be provided. Thus, as in the second non-life Directive, this Article on the law applicable to the contract is inserted in Title II, "Provisions supplementary to the first Directive".

Article 5 - Supervision of activities including those carried on outside the country of establishment
(Article 10)

It was considered necessary in the case of the Second non-life Directive to define the powers of the supervisory authorities and the means they must have at their disposal when it comes to monitoring the activities of insurers, including activities engaged outside the country of establishment. Such is the object of Article 10 of that Directive. The same reasons applying here, the Article has been incorporated in the present Directive.

Article 6 - Transfer of portfolios (Article 11)

The same reasons applying here, Article 11 of the Second non-life Directive should be incorporated in the present Directive.

Article 7 - Abolition of statutory cessions to the "Istituto Nazionale di Assicurazioni" (INA)

Statutory cessions by insurers to a single national body have always been considered incompatible with the EEC Treaty. Those in force in France were abolished before the 1979 life assurance coordination Directive was adopted.

The original proposal for that Directive presented by the Commission and the amended proposal presented following delivery of the opinions of the advisory bodies and of the European Parliament provided that this exception should be abolished either at the end of a five-year transition period or at the time of entry into force of the present Directive.

Historical Archives of the European Commission

The Council decided otherwise: the first life Directive, that of 1979, provides that the INA may, as an exception, continue to receive these cessions, subject to their not being increased, and adds that these arrangements will be reviewed in connection with the present Directive.

The exception should now be abolished, otherwise undertakings establishedd in Italy, whether they be Italian or not, will be placed at a disadvantage compared with undertakings established abroad and transacting life assurance in Italy under conditions of freedom to provide services, as the latter will not be subject to the obligation in question.

Historical Archives of the European Commission

Article 8 - Amendment to Title III of first Directive

This amendment is necessary to prepare the way for the insertion into the first Directive of the new Article 32 A - see Article 9 of this proposal.

Article 9 - Reciprocity with third countries

This Article consists of an adaptation, for the life insurance sector, of Article 7 of the proposal presented by the Commission on 23 February 1988 for a second Council banking coordination directive, the wording of which is followed as closely as the different context permits.

Title III - Provisions relating specifically to freedom to provide services

Article 10 - Commitments by way of freedom to provide services covered by this Directive (Article 12)

This first Article of Title III determines the Title's scope, that is to say commitments entered into under conditions of freedom to provide services and covered by this Directive.

Only individual commitments are covered. The types of insurance referred to in Article 1(1) of the first Directive are thus excluded where they take the form of group assurance schemes, as are operations connected with the management of group pension funds within the meaning of Article 1(2)(c). Those insurances and operations are covered by the proposal for a Directive on group life assurance which the Commission will shortly be presenting to the Council.

Moreover, this Directive is concerned only with individual commitments unrelated to the employment or business activity of the policyholder. Individual contracts covered by Article 1(3) of the first Directive are thus excluded.

This Directive will help create a European financial area and enable Community citizens to conclude in other countries not only contracts similar to those used in their country of residence, but also contracts of a type not used in their country of residence, paragraph 4 stating only that the insurance undertaking must be authorized in its country of establishment.

However, the foregoing does not apply to tontines operations as referred to in Article 1(2)(a) of the first Directive. In 1979 these existed in only two Member States and they were allowed to remain in being only after a certain amount of discussion. They should be excluded from this Directive as it is on grounds of public policy that they are prohibited in other Member States.

Article 11 - Informing the supervisory authorities (Article 14)

The same reasons applying here, Article 14 of the second non-life Directive should be incorporated in this Directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 12 - Authorization to transact business under conditions of freedom to provide services (Article 15)

This Article, which is based on Article 15 of the second non-life Directive, concerns commitments which may be covered by way of freedom to provide services but in respect of which, in the opinion of the Court of Justice, policyholders require special protection.

The commitments in question are those referred to in Article 10, that is to say those which, while relating to individual life assurance, cannot benefit from the more liberal provisions of Article 13 concerning commitments entered into on the policyholder's initiative.

Such commitments come within the scope of the supervisory law of the country in which the service is provived. In other words, that country may make the foreign assurer's activity conditional on the granting of authorization and, to that end, require the production of various documents such as a certificate of solvency, a certificate of authorization and a scheme of operations. As stated in paragraph 3, the country in which the service is provided may also insist on the scheme of operations being in conformity with the laws, regulations and administrative provisions applicable in its territory, notably as regards the technical reserves, including mathematical reserves, and the assets representing those reserves.

Harmonization of those provisions will form the second stage of the work in hand, which will enable "home country control" to be extended to all commitments covered by the first Directive.

Article 13 - Commitments entered into on the initiative of the policy-holder

Paragraph 1 - Scope

This paragraph defines those commitments in respect of which the protection afforded by the supervisory law of the country of the assurer, "home country control", suffices, namely commitments entered into on the initiative of the policy-holder.

Historical Archives of the European Commission

Paragraph 2 - Advertising

Care must be taken to ensure that the intentions of this Article are not circumvented by the assurer soliciting business or engaging in advertising.

It is therefore reasonable to state that the assurer may make himself known only through public notices indicating his address and the classes in respect of which he proposes to cover commitments.

It must be stressed that, from the assurer's point of view, the case here dealt with covers only passive freedom to provide services.

Paragraph 3 - Brokers

The object of Article 13 is to enable a person seeking life assurance to exercise his initiative to the full and choose from among the whole range of assurance products on offer in the various Member States, using all the means available both at home and abroad including the postal service, the telephone and the services of a broker.

However, as there a risk that a broker might influence a client to seek life assurance abroad contrary to his best interests, the prospective assured must sign a statement to the effect that it is he himself who wishes enquiries to be made about assurance available in other Member States.

It is consistent with the provisions of paragraph 2 on advertising that in such a case the broker should not advertise this service.

Paragraph 4 - Statement by the person seeking life assurance

This statement is a special precautionary measure in the event of the person seeking life assurance taking the initiative in approaching companies abroad. It applies to all such cases irrespective of the means used.

Historical Archives of the European Commission

Article 14 - Obligation to produce certificates (Article 16)

This Article is based on Article 16 of the second non-life Directive. Where a policyholder takes the initiative in entering into a life assurance contract in another Member State, the contract falls within the scope of the supervisory law of that other Member State. However, as indicated in the White Paper on completing the internal market (paragraph 103), the authorities of the country in which the service is provided will continue to exercise their control in a complementary manner. Article 14 provides a framework for this.

Article 15 - Right of cancellation

Life assurance contracts are generally entered into for lengthy periods and involve the payment of substantial premiums. Every precaution should therefore be taken to avoid misunderstandings.

In a number of Community countries, experience has shown that fairly frequently policyholders stop paying their premiums in the first two or three years.

As a result, some countries, notably France and the United Kingdom, have introduced a mandatory cancellation period.

The French Law of 7 January 1981, as amended by the Law of 11 June 1985, introduced a cancellation period of 30 days and provided that the right of cancellation may be exercised even where the contract provides immediate cover.

The United Kingdom adopted a similar measure on 1 January 1980. This provides for the right to cancel the contract within ten working days, likewise exercisable even where the contract provides immediate cover.

It is felt that such a measure is even more appropriate in the present context. When a person enters into a life assurance contract abroad he does not always have a clear idea, at the time of signature, of the differences between the contract he is signing and contracts used in his own country.

Historical Archives of the European Commission

Article 16 - Simultaneous transaction of business by way of establishment and freedom to provide services (Article 13)

The same reasons applying here, this Article reproduces the terms of Article 13 of the second non-life Directive. It covers three eventualities:

1. Where a contract is concluded on the initiative of the policy-holder, (a lesser degree of protection thus being called for and home country control being applicable),there is no reason to prevent an assurer from another Member State from accepting the contract on the ground that that assurer has an establishment in the country of the policyholder. Simultaneous transaction of business by way of establishment and freedom to provide services is therefore authorized.

2. An assurer based in State A, but established also in State B, may cover, from State A, a policyholder in State B, even in cases where the policyholder has not exercised his own initiative in seeking the assurance, provided that the cover in question falls within a class of assurance which the assurer is not authorized by State B to pursue from its establishment in that State. The pursuit of both activities is authorized, but there is no real overlap as the classes are different.

3. On the other hand, if the circumstances set out in 2. above are maintained except that the classes are the same, that is to say if the assurer is authorized to transact the class into which the contract falls from his establishmnt in State B, the authorities of country B may oppose such provision of services. In these circumstances, therefore, the simultaneous transaction of business by way of establishment and freedom to provide services might not be permitted. Some Member States might consider that such overlapping transactions would be a source of confusion for a prospective assured who does not take the initiative in going abroad and who, consequently, must be given special protection, as the same assurer might offer the same product twice, first under conditions of establishment and secondly under conditions of freedom to provide services. Such an assurer might therefore be required to transact that class in State B only from his establishment in that State.

Historical Archives of the European Commission

Article 17 - Changes to and extension of activities (Article 17)

This provision is based on Article 17 of the second non-life Directive, the reasons underlying both provisions being the same.

Paragraph 1 concerns changes to the activities of the assurer in the two sets of circumstances covered by freedom to provide services, that is to say where the commitment is entered into on the initiative of the policyholder and where it is entered into otherwise than on the policyholder's initiative. Paragraph 2 concerns the extension of the assurer's activities to contracts not entered into on the initiative of the policyholder, and paragraph 3 contracts entered into on the latter's initiative.

Article 18 - Composite undertakings

After lengthy discussions, it was decided that the first life Directive should embody the principle of specialization whereby, in order to protect policyholders, a non-life insurance undertaking may not transact at the same time the operations covered by that Directive. Such is the object of Article 13(1) of that Directive.

At the same time, it was decided that composite undertakings, that is to say those which at the time of notification of the Directive transacted both life assurance and non-life insurance, should be allowed to continue to carry on such activities simultaneously (Article 13(3)).

Such undertakings are authorized to set up agencies or branches in other Community countries to transact non-life insurance, but they are not authorized to do so in respect of life assurance (Article 13(4)).

The approach adopted in 1979 for establishment should also be followed for operations coming under freedom to provide services. In other words, just as a composite undertaking may not transact life assurance in another Member State by way of establishment, it may not do so either by way of freedom to provide services.

Historical Archives of the European Commission

Article 19 - Approval of policy conditions and premium rates (Article 18)

Paragraph 1 of this article, which is based on Article 18 of the second non-life Directive, provides that the Member State in which the service is provided may maintain in force or introduce a degree of supervision of policy conditions and premium rates in respect of commitments covered by way of freedom to provide services, but only with a view to protecting the policyholder.

These provisions are not, however, applicable to commitments entered into on the initiative of the policyholder, for which Member States of residence may not require the approval or communication of policy conditions or premium rates.

Article 20 - Penalties (Article 19)

Since the same reasons apply, Article 18 is appropriately based on Article 19 of the second non-life Directive, which places various measures and penalties at the disposal of the competent authorities of Member States in which services are provided should undertakings not fulfil their obligations.

Article 21 - Winding-up (Article 20)

The same reasons applying here, Article 20 of the second non-life Directive is taken as a basis.

Article 22 - Provision of information to the policy-holder about the assurer (Article 21)

Since the same reasons apply, Article 21 of the second non-life Directive is taken as a basis. The policyholder should know that he is dealing with an assurer in another Member State and he should be aware of that assurer's identity and country of establishment.

Although in non-life insurance this requirement is less strict in the case of large risks, the same is not true of commitments entered into on the initiative of the policyholder within the framework of this Directive, as the policyholder should be as well-informed as possible.

Historical Archives of the European Commission

Article 23 - Supervision of reserves and other technical matters (Article 23)

The same reasons applying here, Article 23 of the second non-life Directive is taken as a basis.

As already indicated in this explanatory memorandum, technical reserves, including mathematical reserves, are supervised by the supervisory authority of the Member State in which the service is provided in those cases where that State requires the assurer to be authorized. This is "destination State control", applicable to commitments which are not entered into on the initiative of the policyholder. Such is the purpose of paragraph 1 of Article 23.

Paragraph 2, on the other hand, provides for home country control in all other cases.

Paragraphs 3 and 4 do not give rise to any particular comments.

Article 24 - Taxation (Article 25)

The reasons underlying them being identical, Article 24 is based largely on Article 25 of the second non-life Directive.

The question of the taxation of premiums and its budgetary impact, a well-known problem in non-life insurance where rates rang from 0% to 30%, arises again in this context with rates of between 0% and 5.15%.

Leaving aside stamp duties, which are minimal and are based on the sum assured, it can be said essentially that Germany, the United Kingdom, the Netherlands and Spain appy zero rating, other countries apply rates of 2%, 2.4% and 4.4% and France applies various rates ranging from 0% in the case of group assurance schemes to 5.15% in the case of individual assurances.

This Directive, like the second non-life Directive, does not bring about taxation harmonization but opts for the territoriality principle whereby the tax arrangements of the country of the policyholder are applied for the benefit of that country.

Historical Archives of the European Commission

Moreover, each Member State will apply to undertakings providing services in its territory its national provisions concerning measures to ensure that taxes are collected.

Article 25 - Collaboration between the Commission and Member States (Article 28)

The same reasons applying here, Article 28 of the second non-life Directive is taken as a basis.

Article 26 - Regular reports from the Commission to the Council and European Parliament (Article 29)

The same comment applies.
The five-year period between the date of adoption of the Directive and the submission of the first report to the Council and european Parliament, provided for in the second non-life Directive, is proposed in the present Directive.

Article 27 - Period prescribed for the implementation of the Directive (Article 32)

The same reasons applying here, Article 32 of the second non-life Directive is taken as a basis.

Article 28 - Communication of implementing provisions (Article 33)

The same comment applies.

Article 29 - Addressees of the Directive (Article 35)

The same comment applies.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM (88) 729 final - SYN 177

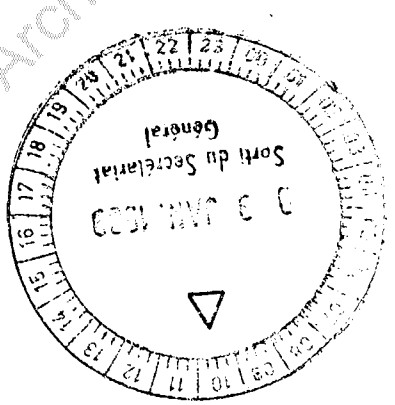
Bruxelles, le 2 janvier 1989

PROPOSITION DE

DEUXIEME DIRECTIVE DU CONSEIL

PORTANT COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE, FIXANT LES DISPOSITIONS DESTINEES A FACILITER L'EXERCICE EFFECTIF DE LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES ET MODIFIANT LA DIRECTIVE 79/267/CEE

(présentée par la Commission)



Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION DE

DEUXIEME DIRECTIVE DU CONSEIL

PORTANT COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE, FIXANT LES DISPOSITIONS DESTINEES A FACILITER L'EXERCICE EFFECTIF DE LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES ET MODIFIANT LA DIRECTIVE 79/267/CEE

EXPOSE DES MOTIFS

Historical Archives of the European Commission

I. Introduction

La réalisation effective d'un marché commun de l'assurance vie constitue un élément important de l'espace financier européen que les Etats membres se sont engagés à créer pour la fin de 1992.

Si la directive 79/267 du 5 mars 1979 a coordonné les conditions auxquelles une entreprise d'assurance vie d'un pays de la Communauté peut créer une agence ou une succursale dans un autre pays de celle-ci, par contre un citoyen d'un pays de la Communauté qui désire souscrire directement un contrat d'assurance-vie dans un autre pays rencontrera de nombreux obstacles, de droit ou de fait.

A l'intérieur du marché financier européen, il importe que tout citoyen puisse s'adresser à n'importe quelle entreprise de la Communauté et disposer ainsi du choix le plus large possible de formules d'assurances et d'assureurs.

Le second rapport de la Commission au Conseil et au Parlement Européen sur l'application du Livre Blanc de la Commission au sujet de l'achèvement du marché intérieur précise que la Commission présentera au Conseil avant le 31 décembre 1988 une proposition de directive sur la liberté de prestation de services en assurance vie (COM (87) 203 final, para 67, p. 20).

Si la base juridique de cette proposition est constituée par les articles 57 paragraphe 2 et 66 du Traité CEE, deux évènements récents ont apporté des précisions importantes au sujet de la liberté de prestation de services dans le secteur des assurances.

La Cour de Justice des Communautés européennes a rendu plusieurs arrêts sur cette question le 4 décembre 1986, notamment l'arrêt 205/84 en cause la République Fédérale d'Allemagne.

Si ces arrêts ont mis fin à des divergences d'interprétation de la directive du Conseil du 30 mai 1978 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière de coassurance communautaire, ils ont également permis la reprise des discussions de la proposition de deuxième directive du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe autre que l'assurance vie, fixant les dispositions destinées à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services et modifiant la directive 73/239, laquelle a été adoptée le 22 juin 1988.

Dans l'arrêt 205/84, la Cour reconnait que dans l'état actuel du droit communautaire, il se justifie que, pour assurer la protection des preneurs d'assurance et des assurés, l'Etat membre destinataire d'une prestation de services en assurance impose l'application des règles de sa propre législation en ce qui concerne les provisions techniques et les conditions d'assurance (considérant n° 41).

Mais dans le même arrêt, la Cour souligne que les raisons de protection du preneur d'assurance et de l'assuré "n'ont pas la même importance pour tout le secteur de l'assurance et qu'il peut même exister des cas où, en raison du caractère du risque assuré et du preneur d'assurance, il n'y a aucun besoin de protéger celui-ci par l'application des règles impératives de son droit national" (considérant n° 49).

Historical Archives of the European Commission

Ces deux considérants s'appliquent tant à l'assurance non vie qu'à l'assurance vie.

Le deuxième évènement récent est précisément la directive du 22 juin 1988 qui répartit l'ensemble des risques "dommages" en deux catégories définies en fonction du degré de protection dont les preneurs ont besoin.

Pour la première catégorie, dite des " grands risques", définie par la qualité et l'importance du preneur et la nature du risque, et pour lesquels le besoin d'une aussi grande protection n'existe pas, la réglementation de contrôle du pays de l'assureur s'applique (home country control). La situation est inverse pour la deuxième catégorie, dite des " risques de masse", auxquels s'applique la réglementation de contrôle du pays du risque (risk country control), du moins en attendant une coordination ultérieure, notamment des provisions techniques. Cette coordination, objet d'une seconde étape, facilitera davantage l'exercice effectif de la prestation de services et étendra le champ d'application de la législation de contrôle du pays de l'assureur.

La Commission propose de procéder de la même manière pour les engagements visés dans la directive sur l'assurance vie. Dans une première étape, il est fait une distinction entre, d'une part, les engagements pour lesquels les preneurs n'ont pas un grand besoin de protection et auxquels s'applique la loi de contrôle du pays de l'établissement et, d'autre part, les autres qui sont soumis à la loi du pays de l'engagement, c'est-à-dire généralement le pays de résidence du preneur, cette disposition étant prise, en attendant coordination ultérieure.

Historical Archives of the European Commission

La structure de la présente proposition est reprise de celle de la directive du 22 Juin 1988. Le titre I "Dispositions générale" et le titre II "Dispositions complémentaires à la première directive" (79/267/CEE du 5 mars 1979) s'appliquent indifféremment à toutes les branches visées par celle-ci. Le titre III par contre traite des dispositions particulières à la libre prestation de services.

En assurance de groupe et dans certaines assurances individuelles de retraite, la multiplicité et la complexité des différents systèmes et leurs rapports étroits avec les régimes de sécurité sociale nécessitent une étude approfondie qui n'est pas encore terminée. Aussi, ce domaine est-il exclu du titre III de la présente proposition. Il fera l'objet d'une proposition de directive distincte, qui sera présentée dans le meilleurs délais et qui constituera donc la seconde partie de la première étape.

Le titre III de la présente proposition ne vise dès lors que des contrats individuels et sans rapport avec une activité professionnelle. Dans ce domaine une personne qui prend l'initiative de s'adresser à un assureur établi dans un autre Etat et assujetti au droit de contrôle de cet Etat, se soustrait volontairement et sciemment au droit de contrôle de son Etat de résidence et montre par son attitude qu'il n'a pas besoin de la protection de celui-ci. L'initiative du preneur, qui devra prendre acte du fait qu'il se soustrait à cette protection nationale, est ainsi le critère qui délimite la catégorie d'engagements à laquelle s'applique la règlementation du pays d'établissement de l'assureur.

Actuellement, la législation de plusieurs Etats membres interdit à leurs ressortissants de prendre l'initiative de souscrire des contrats à l'étranger ou restreint considérablement cette possibilité.

Mais le contrôle du respect de cette interdiction et de ces restrictions deviendra difficile lorsque la directive 88/361 du 24 Juin 1988 sur la liberté des mouvements de capitaux sera en vigueur. Il est dès lors urgent de définir dans la réglementation communautaire les conditions auxquelles un preneur d'assurance peut agir de sa propre initiative.

Historical Archives of the European Commission

La présente proposition permettra aux preneurs avertis de profiter pleinement du grand marché intérieur, tout en conservant la protection des règles nationales dans les cas où c'est l'entreprise d'assurance qui cherche activement à vendre ses produits à l'étranger.

L'objectif de la Commission reste toutefois l'application des règles de contrôle de l'Etat d'établissement de l'assureur. Cela nécessitera, comme en assurance non vie, une coordination plus poussée, objet d'une deuxième étape des travaux.

La présente proposition ainsi que la proposition complémentaire en matière d'assurance de groupe mentionnée ci-dessus, constitue dès lors un pas important vers la réalisation du marché intérieur de l'assurance vie, mais ne suffit pas à elle seule pour y parvenir.

La directive 79/267/CEE du 5 mars 1979 prévoit des dispositions spécifiques pour l'agrément d'agences et de succursales d'entreprises dont le siège social est établi à l'extérieur de la Communauté, mais n'en contient aucune pour des demandes d'agrément d'une filiale d'une telle entreprise ou lorsqu'une telle entreprise envisage d'acquérir une participation lui donnant une position de contrôle dans une entreprise d'assurance de la Communauté. La présente proposition est mise à profit pour combler cette lacune par une procédure, qui s'inspire étroitement de celle de l'article 7 de la proposition de deuxième directive de coordination bancaire, qui cherche à s'assurer que les entreprises de la Communauté jouissent d'un traitement de réciprocité dans le pays de la maison mère de l'entreprise.

Historical Archives of the European Commission

II. Commentaire des articles

Titre I Dispositions Générales

Article 1 - Objet de la directive (Article 1)

Cet article précise le double objet de la directive:

1. compléter la directive 79/267 de coordination de l'assurance vie du 5 mars 1979, objet des Titres I et II de la présente directive

2. fixer les dispositions particulières à la libre prestation de services, objet du Titre III.

Etant donné que de nombreux articles de la présente directive sont identiques ou du moins proches de ceux de la deuxième directive de coordination des assurances dommage du 22 Juin 1988, les numéros des articles correspondants sont indiqués entre parenthèses.

Article 2 - Définitions (Article 2)

au sujet du b) entreprise

L'article 6 de la première directive concerne les entreprises dont le siège social est à l'intérieur de la Communauté et l'article 27 de cette première directive celles dont le siège social est à l'extérieur de celle-ci. Cette distinction reprise de la 2ème directive dommage signifie que les assureurs des pays tiers établis dans la Communauté seulement par une agence ou une succursale, ne bénéficient pas des dispositions sur la liberté de prestation de services de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

au sujet du e) Etat membre de l'engagement

Un des deux objets de la présente directive étant de modifier la première directive sur l'assurance vie, elle doit s'appliquer tant aux assurances visées à l'article 1 paragraphe 1 de la première directive vie qu'aux opérations visées à l'article 1 paragraphe 2 de cette même directive.

Aussi, a-t-on choix l'expression "Etat membre de l'engagement", inspiré de l'article 9 littéra a) de la première directive vie qui traite des engagements pris par une entreprise.

Article 3 - Présence permanente (Article 3)

Cette disposition qui figure également dans la 2ème directive dommage, est reprise du considérant n. 21 de l'arrêt 205/84, en cause Commission contre République fédérale d'Allemagne, rendu par la Cour de Justice le 4 décembre 1986.

Article 4 - Loi applicable au contrat (Article 7)

Au sujet du paragraphe 1

Les parties au contrat doivent savoir de manière claire quelles sont les dispositions juridiques qui gouvernent ce contrat.

La 2ème directive dommage a répondu à cette exigence, légitime, de sécurité juridique en adoptant des règles uniformes de droit international privé et en prévoyant dans certains cas la liberté du choix de la loi applicable.

Historical Archives of the European Commission

La présente directive adopte une approche semblable: adoption d'une règle uniforme de droit international privé et choix, à ce titre, de la loi de l'Etat membre de l'engagement, c'est-à-dire de la résidence habituelle du preneur, étant entendu que si le droit de ce pays le permet, les parties peuvent choisir une autre loi.

Si le preneur est une personne morale, la loi de résidence est remplacée par la loi de l'Etat membre où est situé l'établissement de cette personne morale auquel le contrat se rapporte.

Le fait que l'assurance vie concerne toujours directement ou indirectement une personne et que le droit des personnes y est important, il y a en effet lieu de maintenir l'environnement juridique du preneur. Ceci concerne par exemple la détermination du bénéficiaire et l'acceptation par celui-ci du bénéfice du contrat, la situation de l'épouse divorcée, de l'épouse actuelle et de leurs enfants respectifs, celle de la compagne, etc...

Il faut éviter d'imposer, pour ces questions, un régime juridique auquel les intéressés seraient étrangers, voire allergiques.

Au sujet du paragraphe 2

C'est aussi ce qui justifie le paragraphe 2, selon lequel, lorsqu'un preneur, d'une part, prend l'initiative de souscrire à l'étranger un engagement en régime de prestation de services et, d'autre part, a sa résidence habituelle dans un Etat membre autre que celui dont il est ressortissant, les parties peuvent choisir la loi de l'Etat membre dont il est ressortissant.

Historical Archives of the European Commission

Au sujet du paragraphe 3

Ce souci, exprimé par les deux premiers paragraphes, de maintenir l'environnement juridique du preneur concerne le droit privé du contrat.

Il n'empêche toutefois pas le preneur, qui prend l'initiative de souscrire dans un autre Etat membre un engagement en régime de prestation de services, de bénéficier de formules d'assurances autorisées par le droit public du pays de l'assureur auquel il s'adresse et cela même si ces formules d'assurances ne sont pas autorisées dans son pays de résidence.

Cette liberté du preneur constitue d'ailleurs un des objectifs de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

Au sujet des paragraphes 4 à 6

Ces paragraphes sont la reproduction presque littérale d'une partie des dispositions de l'article 7 de la 2ème directive dommages.

Le paragraphe 4 qui traite des Etats comprenant plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles, vise notamment le Royaume-Uni et l'Espagne.

Le paragraphe 5 qui a donc son correspondant dans la 2ème directive dommages reprend une idée de l'article 7 "Lois de police", de la "Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles", ouverte à la signature à Rome le 19 Octobre 1980 (J.O.C.E. n.L 266 du 9 octobre 1980), laquelle fait l'objet d'un Rapport, établi par MM. GIULIANO et LAGARDE (JOCE n. C 282 du 31 Octobre 1980).

Au sujet de l'ensemble de l'article

Il y a lieu de mettre au point le régime juridique le plus approprié possible pour toutes les activités couvertes par la première directive, qu'elles soient exercées en régime d'établissement ou de prestation de services. Ainsi, comme dans la deuxièmme directive dommage, cet article sur la loi applicable au contrat est inséré dans le Titre II qui traite de "Dispositions complémentaires à la première directive."

Article 5 - Surveillance des activités y compris celles exercées à l'étranger (article 10)

Il a été estimé nécessaire dans la 2ème directive dommage de préciser les pouvoirs des autorités de contrôle et les moyens dont ils doivent disposer pour surveiller les activités des assureurs, en ce compris les activités exercées à l'étranger. C'est l'objet de l'article 10 de cette directive. Par identité de motifs, cet article est repris dans la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 6 - Transfert de portefeuille (article 11)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 11 de la 2ème directive dommage.

Article 7 - Suppression des cessions légales en faveur de l'"Istituto Nazionale di Assicurazioni" (I.N.A.)

Les cessions obligatoires des assureurs à un organisme national unique ont toujours été considérées comme incompatibles avec les dispositions du Traité CEE. Celles en vigueur en France ont été supprimées avant l'adoption de la directive de coordination des assurances vie de 1979.

La proposition initiale de cette directive, présentée par la Commission et sa proposition modifiée présentée à la suite de l'avis des organes consultatiffs ainsi que l'avis du Parlement Européen prévoyaient la suppression de cette exception, soit à la fin d'une période transitoire de 5 ans, soit au moment de la mise en vigueur de la présente directive.

Le Conseil en a décidé autrement, la première directive-vie, celle de 1979, disposant que l'I.N.A. peut maintenir à titre exceptionnel ces cessions, sans toutefois les augmenter et ajoute que ce régime fera l'objet d'un nouvel examen dans le cadre de la présente directive.

Il y a lieu à présent de supprimer cette exception, sinon les entreprises, italiennes et étrangères, établies en Italie seraient défavorisées par rapport aux entreprises établies à l'étranger et faisant de l'assurance vie en Italie sous le régime de la prestation de services, puisque ces dernières ne seraient pas soumises à cette obligation.

Article 8 - Modification du Titre III de la 1ère directive

Cette modification est nécessaire pour permettre d'insérer un nouvel article 32 bis dans la première directive. Voir l'article 9 de la présente proposition.

Historical Archives of the European Commission

Article 9 - Réciprocité avec des pays tiers

Cet article est une adaptation au secteur de l'assurance vie de l'article 7 de la proposition de 2ème directive de coordination bancaire présentée par la Commission au Conseil le 23 février 1988, le texte n'en ayant été modifié que pour tenir compte de la différence de contexte.

Historical Archives of the European Commission

Titre III - Dispositions particulières à la libre prestation de services

Article 10 - Engagements en régime de prestation de services, visés par la présente directive (article 12)

Ce premier article du Titre III en détermine le champ d'application, c'est-à-dire les engagements pris en prestation de services et visés par la présente directive.

Ne sont retenus que les engagements individuels. C'est ainsi qu'on exclut les assurances visées à l'article 1, paragraphe 1 de la première directive lorsqu'elles se présentent sous forme d'assurance groupe, ainsi que les opérations de gestion de fonds collectifs de retraite visées à l'article 1, paragraphe 2, littéra c).Ces assurances et opérations seront visées par la proposition de directive sur l'assurance-vie groupe que la Commission présentera prochainement au Conseil.

D'autre part, la présente directive ne retient que les engagements individuels sans rapport avec l'emploi ou l'activité professionnelle du preneur. C'est ainsi notamment qu'on exclut les contrats individuels visés à l'article 1, paragraphe 3 de la première directive.

La présente directive doit contribuer à la création d'un espace financier européen et permettre aux citoyens de la Communauté de souscrire dans d'autres pays des contrats semblables à ceux en usage dans leur pays de résidence, mais aussi des contrats d'un type non utilisé dans leur pays de résidence, le paragraphe 4 indiquant seulement que l'entreprise d'assurance doit être agréée dans son pays d'établissement.

Toutefois, ce qui précède ne s'applique pas aux opérations tontinières, visées à l'article 1, paragraphe 2 littéra a) de la première directive. Elles n'existaient en 1979 que dans deux Etats membres et le maintien n'en a été admis qu'après discussions. Il y a lieu de les exclure de la présente directive, car c'est pour des raisons d'ordre public qu'elles sont interdites dans d'autres Etats membres.

Historical Archives of the European Commission

Article 11 - Information des autorités de contrôle (Article 14)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 14 de la 2ème directive dommage.

Article 12 - Agrément en régime de prestation de services (Article 15)

Cet article, repris de l'article 15 de la 2ème directive dommage, concerne les engagements pouvant être pris en prestation de services, mais dont les preneurs méritent une protection particulière, ainsi que l'a indiqué la Cour de Justice.

Ce sont les engagements visés à l'article 10, c'est-à-dire relatifs à l'assurance vie individuelle et qui ne peuvent pas bénéficier des dispositions plus libérales de l'article 13, relatives aux engagements pris à l'initiative du preneur.

On se trouve donc dans le champ d'application de la loi de contrôle du pays destinataire, c'est-à-dire que l'Etat de la prestation de services peut exiger un agrément de l'assureur étranger, et à cette fin, divers documents, tels que certificat de solvabilité, certificat d'agrément et programme d'activités. Et, comme indiqué au paragraphe 3, cet Etat peut exiger que ce programme soit conforme aux dispositions législatives, administratives ou réglementaires applicables sur son territoire, notamment en ce qui concerne les provisions techniques, y compris les provisions mathématiques et les actifs représentatifs de ces provisions.

Une harmonisation de ces dispositions constituera précisément la 2ème étape des travaux qui permettra l'extension du système du "Home country control" à tous les engagements visés dans la première directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 13 - Engagements pris à l'initiative du preneur

Paragraphe 1 - Champ d'application

Ce paragraphe détermine les engagements pour lesquels la protection de la législation de contrôle du pays de l'assureur, le "Home country control" suffit, à savoir les engagements pris à l'initiative du preneur.

Paragraphe 2 - Publicité

Il faut toutefois veiller à ce que cette disposition sur l'engagement pris à l'initiative du preneur ne soit pas détournée par la prospection commerciale et la publicité de l'assureur.
Il est donc prudent de préciser que celui-ci ne peut se faire connaître que par des annonces publiques signalant son adresse et les branches pour lesquelles il envisage de prendre des engagements.
Il y a lieu de souligner qu'il ne s'agit pour l'assureur que de libre prestation de services passive.

Paragraphe 3 - Courtiers

L'objectif de cet article 13 est de permettre au preneur d'assurance d'exercer entièrement son initiative et de pouvoir choisir dans toute la gamme des produits d'assurances disponibles dans les différents Etats membres, et cela par tous les moyens disponibles dans son pays et à l'étranger, notamment par correspondance, par téléphone ou par l'intermédiaire d'un courtier.

Toutefois, comme il peut y avoir un certain risque qu'un courtier puisse influencer le preneur à rechercher une assurance à l'étranger contraire à son propre intérêt, le preneur doit signer une déclaration attestant que c'est lui-même qui souhaite cette recherche de contrats d'assurance à l'étranger.

Historical Archives of the European Commission

Il est cohérent avec la règle du paragraphe 2 sur la publicité que dans un tel cas, le courtier ne fasse pas de publicité sur la recherche de contrats à l'étranger.

Paragraphe 4 - Déclaration du preneur

Cette déclaration constitue une précaution particulière pour tous les cas où le preneur prend l'initiative de s'adresser à l'étranger et par n'importe quel moyen.

Article 14 - Obligation de présentation de certificats (Article 16)

Cet article est une reprise de l'article 16 de la 2ème directive dommage. Lorsqu'un preneur d'assurance prend l'initiative de souscrire un contrat d'assurance vie dans un autre Etat membre, ce contrat tombe dans le champ d'application de la loi de contrôle de cet autre Etat. Toutefois, comme il est indiqué dans le Livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur (paragraphe 103), les autorités de l'Etat de la prestation de services continuent à exercer leur contrôle, de manière complémentaire. Ce contrôle se concrétise notamment par les dispositions de cet article 14.

Article 15 - Droit de renonciation

Les contrats d'assurance vie sont généralement pris pour une longue période et requièrent le paiement de primes importantes. Il importe donc de prendre toute précaution pour éviter tout malentendu.

Dans plusieurs pays de la Communauté, on a constaté dans un assez grand nombre de contrats que les preneurs cessaient le paiement de leurs primes les 2 ou 3 premières années.

Historical Archives of the European Commission

C'est ainsi que plusieurs pays, notamment la France et le Royaume-Uni ont introduit l'obligation d'un délai de renonciation.
La loi française du 7 janvier 1981, modifiée par la loi du 11 juin 1985 introduit un délai de renonciation de 30 jours, applicable même lorsque le contrat comporte une garantie immédiate.

Le Royaume-Uni a introduit une disposition semblable depuis le 1er janvier 1980, pour une durée de 10 jours ouvrables, et valable également lorsque le contrat comporte une garantie immédiate.

Cette disposition paraît être plus utile encore dans la présente proposition, car lorsqu'un preneur souscrit un contrat d'assurance vie à l'étranger, au moment de la signature, il n'aperçoit pas toujours nettement les différences entre le contrat signé et ceux en usage dans son propre pays.

Historical Archives of the European Commission

Article 16 - Cumul entre établissement et prestation de services (article 13)

Par identité de motifs, cet article est la réplique de l'article 13 de la 2ème directive dommage. Il prévoit 3 hypothèses.

1. Lorsqu'il s'agit d'un contrat pris à l'initiative du preneur qui ne requiert donc pas une aussi grande protection et auquel s'applique le "Home country control", il n'y a pas de raison d'empêcher un assureur étranger d'accepter ce contrat pour la raison que cet assureur serait établi dans le pays du preneur. Le cumul est donc autorisé.

2. Un assureur d'un pays A, établi dans un pays B est autorisé à souscrire à partir du pays A et dans le pays B des contrats non pris à l'initiative du preneur pour autant que ces contrats relèvent de branches pour lesquelles l'assureur établi dans le pays B n'est pas agréé. L'exercice des deux activités est autorisé, mais il n'y a pas vraiment cumul, puisque les branches concernées sont différentes.

3. Par contre, si dans ce dernier cas, les branches sont les mêmes, c'est-à-dire si l'assureur établi dans le pays B est agréé pour la branche dont relève le contrat, les autorités du pays B pourraient s'opposer à cette prestation de services.
   Le cumul pourrait donc ne pas être autorisé, certains Etats membres pourraient en effet estimer que ce cumul crée de la confusion dans le chef du preneur d'assurance qui ne prend pas l'initiative d'aller à l'étranger, qui, de ce fait, doit bénéficier d'une protection particulière et auquel le même assureur pourrait présenter deux fois le même produit, une fois sous le régime de l'établissement et une fois sous le régime de la prestation de services. Cet assureur pourrait donc être tenu de ne pratiquer cette branche dans le pays B qu'à partir de son établissement dans le pays B.

Article 17 - Modification et extension des activités (article 17)

Par identité de motifs, cette disposition est une reprise de la 2ème directive dommage.

Le paragraphe 1 concerne les modifications des activités de l'assureur dans les deux régimes de libre prestation de services, c'est-à-dire pour les engagements pris ou non à l'initiative du preneur. Le paragraphe 2 concerne l'extension des activités de l'assureur aux contrats non pris à l'initiative du preneur et le paragraphe 3 aux contrats pris à l'initiative du preneur.

Article 18 - Entreprises multibranches

Après de longues discussions, la première directive vie a retenu le principe de la spécialisation selon lequel une entreprise d'assurance dommage ne peut pas pratiquer en même temps les opérations visées par cette directive, et cela dans un but de protection du preneur. C'est l'objet de l'article 13 paragraphe 1 de cette directive.

Historical Archives of the European Commission

En même temps, il a été admis que les entreprises multibranches, c'est-à-dire celles qui pratiquent à la fois l'assurance vie et l'assurance dommage et cela, au moment de la notification de la directive, peuvent continuer à pratiquer ce cumul. (article 13, paragraphe 3).

Ces entreprises sont habilitées à créer dans les autres pays de la Communauté des agences ou succursales pour l'assurance dommage, mais ne le sont pas pour l'assurance vie (article 13, paragraphe 4).

Il y a lieu d'appliquer aux opérations faites en régime de prestation de services la solution retenue en 1979 pour les opérations faites en régime d'établissement, autrement dit, de même qu'une entreprise multibranches ne peut faire de l'assurance vie à l'étranger par la voie de l'établissement, de même elle ne peut le faire par la voie de la prestation de services.

Article 19 - Approbation des conditions de police et des tarifs (article 18)

Le paragraphe 1 de cet article, inspiré de l'article 18 de la 2ème directive dommage, dispose que les Etats membres de prestation de services peuvent maintenir ou introduire un certain contrôle des conditions d'assurance et des tarifs pour les engagements pris en prestation de services, mais uniquement pour assurer la protection du preneur.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables aux engagements pris à l'initiative du preneur, pour lesquels les Etats membres, ne peuvent pas exiger l'approbation ou la communication des conditions d'assurance et des tarifs.

Historical Archives of the European Commission

Article 20 - Sanctions (article 19)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 19 de la 2ème directive dommage qui prévoit différents moyens d'interventions et des sanctions dont disposent les autorités compétentes des Etats membres concernés par des prestations de services pour les cas où les entreprises ne respecteraient pas les obligations qui leur incombent.

Article 21 - Liquidation (Article 20)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 20 de la 2ème directive "dommage".

Article 22 - Information du preneur au sujet de l'assureur (article 21)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 21 de la 2ème directive "dommage". Il importe que le preneur sache qu'il traite avec un assureur étranger, qu'il connaisse l'identité de cet assureur et son pays d'établissement.

Si en assurance "dommage", cette obligation est atténuée pour les grands risques, il n'en est pas de même pour les engagements pris à l'initiative du preneur dans le cadre de la présente directive, car il importe que celui-ci soit informé le mieux possible.

Article 23 - Contrôle des provisions et d'autres éléments techniques (article 23)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 23 de la 2ème directive "dommage".

Historical Archives of the European Commission

Comme indiqué précédemment dans cet exposé des motifs, le contrôle des provisions mathématiques est effectué par l'autorité de contrôle du pays de la prestation, lorsque celle-ci requiert un agrément de l'assureur étranger. C'est le "contrôle par le pays destinataire" applicable pour les engagements qui ne sont pas pris à l'initiative du preneur. Ceci est l'objet du paragraphe 1 de cet article 23.

Le paragraphe 2 par contre prévoit le "Home country control" dans les autres cas.

Les paragraphes 3 et 4 n'appellent pas de commentaire particulier.

Article 24 - Fiscalité (article 25)

Par identité de motifs, cet article s'inspire largement de l'article 25 de la 2ème directive "dommages".

Le problème de la taxation des primes et de son impact budgétaire, bien connu en assurance dommage, où les taux oscillent entre 0% et 30%, se retrouve ici avec des taux de 0% à 5,15%.

En négligeant les droits de timbre minimes, calculés en pourcentage de la somme assurée, on peut dire schématiquement que l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Espagne ont un taux de 0%, que d'autres pays appliquent des taux de 2%, 2,4% et 4,4%, et que la France applique divers taux allant de 0% pour l'assurance groupe à 5,15% pour l'assurance individuelle.

Comme en assurance dommage, la présente directive ne réalise pas d'harmonisation de la taxation mais opte pour le système de la territorialité, à savoir l'application du système de taxation du pays du preneur et au profit de ce pays.

Historical Archives of the European Commission

D'autre part, chaque Etat appliquera aux entreprises qui fournissent des services sur son territoire ses dispositions nationales concernant les mesures destinées à assurer la perception de ces taxes.

Article 25 - Collaboration entre la Commission et les Etats membres (article 28)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 28 de la 2ème directive "dommage".

Article 26 - Rapports périodiques de la Commission au Conseil et au Parlement Européen (article 24)

Même remarque.
Le délai de 5 ans entre la date de l'adoption de la directive et la présentation du premier rapport au Conseil et au Parlement Européen, retenu dans la 2ème directive "dommage", est proposé dans la présente directive.

Article 27 - Délais d'application de la directive (article 32)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 32 de la 2ème directive "dommage".

Article 28 - Communication des dispositions d'application (article 33)

Même remarque.

Article 29 - Destinataires de la directive (article 35)

Même remarque.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION DE

DEUXIEME DIRECTIVE DU CONSEIL

PORTANT COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE, FIXANT LES DISPOSITIONS DESTINEES A FACILITER L'EXERCICE EFFECTIF DE LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES ET MODIFIANT LA DIRECTIVE 79/267/CEE

Historical Archives of the European Commission

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 57 paragraphe 2 et son article 66,

vu la proposition de la Commission,

en coopération avec le Parlement européen,

vu l'avis du Comité économique et social,

considérant qu'il est nécessaire de développer le marché intérieur de l'assurance vie et des opérations visées par la première directive (79/267/CEE) du Conseil, du 5 mars 1979, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité d'assurance directe sur la vie, et son exercice[1], ci-après dénommée "première directive"; que, pour atteindre cet objectif, il convient de faciliter aux entreprises ayant leur siège social dans la Communauté la prestation de services dans les Etats membres et, par là, de permettre aux preneurs de faire appel non seulement à des entreprises établies dans leur pays mais également à des entreprises ayant leur siège social dans la Communauté et établies dans d'autres Etats membres ;

considérant que, en application du traité, tout traitement discriminatoire en matière de prestation de services, fondé sur le fait qu'une entreprise n'est pas établie dans l'Etat membre où la prestation est exécutée, est interdit depuis la fin de la période de transition ; que cette interdiction s'applique aux prestations de services effectuées à partir de tout établissement dans la Communauté, qu'il s'agisse du siège social d'une entreprise ou d'une agence ou succursale ;

Historical Archives of the European Commission

---

[1] J.O. n° L 63 du 13.3.1979, p. 1.

considérant que, pour des raisons pratiques, il convient de définir la prestation de services en tenant compte, d'une part, de l'établissement de l'entreprise et, d'autre part, du lieu de l'engagement ; qu'il convient dès lors d'arrêter également une définition de l'engagement ; qu'il convient en outre de démarquer l'activité exercée par voie d'établissement par rapport à celle exercée en libre prestation de services ;

considérant qu'il convient de compléter la première directive du Conseil, du 5 mars 1979, en particulier afin de préciser les pouvoirs et moyens de contrôle des autorités de surveillance ; qu'il convient en outre de prévoir des dispositions spécifiques relatives à l'accès, à l'exercice et au contrôle de l'activité déployée en libre prestation de services ;

considérant qu'il convient d'accorder aux preneurs qui, du fait qu'ils prennent l'initiative de souscrire un engagement dans un autre pays et se mettent ainsi sous la protection du système juridique de cet autre pays, n'ont pas besoin d'une protection particulière dans l'Etat de l'engagement, la pleine liberté de faire appel au marché le plus large possible de l'assurance vie et des opérations visées par la première directive ; qu'il convient, d'autre part, de garantir un niveau adéquat de protection aux autres preneurs ;

considérant qu'en assurance groupe et dans certaines assurances individuelles de retraite, la multiplicité et la complexité des différents systèmes et leur rapports étroits avec les régimes de sécurité sociale nécessitent une étude attentive ; il convient donc de les exclure du champ d'application des dispositions particulières à la libre prestation de services de la présente directive ; ils feront l'objet d'une autre proposition de directive ;

considérant que les dispositions en vigueur dans les Etats membres en ce qui concerne le droit du contrat relatif aux activités visées par la première directive demeurent divergentes ; que la liberté de choisir comme

Historical Archives of the European Commission

loi applicable au contrat une loi autre que celle de l'Etat de l'engagement peut être accordée dans certains cas selon des règles qui tiennent compte des circonstances spécifiques ;

considérant qu'il convient de renforcer les dispositions de la première directive relatives au transfert de portefeuille et de les compléter par des dispositions visant spécifiquement le cas où le portefeuille de contrats conclus en prestation de services est transféré à une autre entreprise ;

considérant que, au stade actuel de coordination, il convient d'accorder aux Etats membres la faculté de limiter, dans un souci de protection des preneurs, l'exercice simultané de l'activité en libre prestation de services et celle par voie d'établissement ; qu'une telle limitation ne peut être prévue pour les engagements dont les preneurs n'ont pas besoin d'une telle protection ;

considérant qu'il convient de soumettre l'accès à l'exercice de la libre prestation de services à des procédures garantissant le respect par l'entreprise des dispositions relatives tant aux garanties financières qu'aux conditions d'assurance et aux tarifs ; que ces procédures peuvent être allégées dans la mesure où l'activité en prestation de services vise des preneurs qui, en raison des caractéristiques de l'engagement qu'ils se proposent de prendre, n'ont pas besoin d'une protection particulière dans l'Etat de l'engagement ;

considérant toutefois que pour cette deuxième catégorie de preneurs et lorsqu'il s'agit d'un contrat d'assurance vie, il est indiqué de donner au preneur la possibilité de renoncer au contrat dans un délai de 30 jours ;

considérant que la première directive a retenu le principe de l'interdiction du cumul des activités visées par la première directive de coordination des assurances dommages avec celles de la première directive;

Historical Archives of the European Commission

que si elle a autorisé le maintien des entreprises multibranches existantes, elle a précisé que celles-ci ne peuvent pas créér d'agences ou de succursales pour l'assurance vie ; que de la même manière, il y a lieu d'interdire que ces entreprises prennent en régime de prestation de services, des engagements visés par la première directive ;

considérant qu'il importe de prévoir une collaboration particulière dans le domaine de la libre prestation de services entre les autorités de contrôle compétentes des Etats membres, ainsi qu'entre ces autorités et la Commission; qu'il convient également de prévoir un régime de sanctions applicables lorsque l'entreprise prestataire de services ne se conforme pas aux dispositions de l'Etat membre de la prestation ;

considérant qu'il convient de soumettre les provisions techniques y compris les provisions mathématiques aux règles et au contrôle de l'Etat membre de la prestation lorsque l'activité de prestation de services concerne des engagements pour lesquels l'Etat destinataire de la prestation veut offrir une protection particulière aux preneurs; que, en revanche, les provisions techniques y compris les provisions mathématiques restent soumises aux règles et au contrôle de l'Etat membre où l'entreprise est établie lorsque ce souci de protection du preneur n'est pas fondé ;

considérant que plusieurs Etats membres ne soumettent les contrats d'assurance vie et les autres opérations visées par la première directive à aucune forme d'imposition indirecte tandis que d'autres leur appliquent des taxes particulières ; que, dans les Etats membres où ces taxes sont perçues, leur structure et leur taux divergent sensiblement ; qu'il convient d'éviter que ces différences ne se traduisent par des distorsions de concurrence pour les entreprises entre les Etats membres ; que, l'application du régime fiscal prévu par l'Etat membre où l'engagement est pris est de nature à remédier à un tel inconvénient et qu'il appartient aux Etats membres d'établir les modalités destinées à assurer la perception de ces taxes ;

Historical Archives of the European Commission

considérant que la première directive du Conseil du 5 mars 1979 prévoit expressément des règles spécifiques en matière d'agrément des agences et succursales relevant d'entreprises dont le siège social est situé hors de la Communauté,

considérant qu'il y a lieu également de prévoir une procédure spécifique pour toute demande d'agrément d'une filiale ou de prise de participation de la part d'une entreprise régie par la loi d'un pays tiers visant à garantir que les entreprises de la Communauté recevront un régime de réciprocité dans les pays tiers en question; que la présente directive vise à fixer les modalités d'une telle procédure,

A ARRETE LA PRESENTE DIRECTIVE :

Historical Archives of the European Commission

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

La présente directive a pour objet :

a) de compléter la première directive (79/267/CEE) ;

b) de fixer les dispositions particulières relatives à la libre prestation de services pour les activités visées dans ladite directive et précisées au Titre III de la présente directive.

Article 2

Aux fins de la présente directive, on entend par :

a) première directive : la directive 79/267/CEE ;

b) entreprise :
- pour l'application des titres I et II, toute entreprise ayant reçu l'agrément administratif conformément à l'article 6 ou à l'article 27 de la première directive ;

- pour l'application des titres III et IV, toute entreprise ayant reçu l'agrément administratif conformément à l'article 6 de ladite directive ;

c) établissement :
le siège social, une agence ou une succursale d'une entreprise, compte tenu de l'article 3 ;

d) engagement :
engagement se concrétisant par une des formes d'assurances ou d'opérations visées à l'art. 1 de la première directive ;

Historical Archives of the European Commission

e).Etat membre de l'engagement :

l'Etat membre où le preneur a sa résidence habituelle ou, si le preneur est une personne morale, l'Etat membre où est situé l'établissement de cette personne morale auquel le contrat se rapporte ;

f) Etat membre de l'établissement :

L'Etat membre dans lequel est situé l'établissement qui prend l'engagement ;

g) Etat membre de prestation de services :

L'Etat membre de l'engagement lorsque l'engagement est pris par un établissement situé dans un autre Etat membre.

h) une entreprise-mère: une entreprise-mère au sens de l'article premier de la septième directive du Conseil 83/349/CEE du 13 juin 1983 fondée sur l'article 54 paragraphe 3 point g) du traité, concernant les comptes consolidés (1)

i) filiale: une entreprise filiale au sens de l'article premier de la directive 83/349/CEE.

Article 3

Pour l'application de la première directive ainsi que de la présente directive, est assimilée à une agence ou succursale toute présence permanente d'une entreprise sur le territoire d'un Etat membre, même si cette présence n'a pas pris la forme d'une succursale ou agence et s'exerce par le moyen d'un simple bureau géré par le propre personnel de l'entreprise, ou d'une personne indépendante mais mandatée pour agir en permanence pour l'entreprise comme le ferait une agence.

---

1) J.O. n. L 193 du 18.7.1983.

Historical Archives of the European Commission

TITRE II - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES A LA PREMIERE DIRECTIVE

Article 4

1. La loi applicable aux contrats relatifs aux activités visées par la première directive est la loi de l'Etat membre de l'engagement. Toutefois, lorsque le droit de cet Etat le permet, les parties peuvent choisir la loi d'un autre pays.

2. Lorsque, dans un des cas visés à l'article 13, le preneur a sa résidence habituelle dans un Etat membre autre que celui dont il est ressortissant, les parties peuvent choisir la loi de l'Etat membre dont il est ressortissant.

3. L'Etat membre dont la loi régit le contrat ne peut, dans les cas visés à l'article 13, empêcher le preneur de souscrire un engagement autorisé par la réglementation de l'Etat membre de l'établissement.

4. Lorsqu'un Etat comprend plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles, chaque unité est considérée comme un pays aux fins d'identifier la loi applicable en vertu de la présente directive.

   Un Etat membre dans lequel différentes unités territoriales ont leurs propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles n'est pas tenu d'appliquer les dispositions de la présente directive aux conflits qui surgissent entre les droits de ces unités.

5. Le présent article ne peut porter atteinte à l'application des règles de la loi du pays du juge qui régissent impérativement la situation, quelle que soit la loi applicable du contrat.

   Si le droit d'un Etat membre le prévoit, il peut être donné effet aux dispositions impératives de la loi de l'Etat membre de l'engagement si et dans la mesure où, selon le droit de ce pays, ces dispositions sont applicables quelle que soit la loi régissant le contrat.

Historical Archives of the European Commission

6. Sous réserve des paragraphes précédents, les Etats membres appliquent aux contrats d'assurance visés par la présente directive leurs règles générales de droit international privé en matière d'obligations contractuelles.

Article 5

L'article 23 de la première directive est complété par le paragraphe suivant:

"3. Chaque Etat membre prend toutes dispositions utiles afin que les autorités de contrôle des entreprises d'assurance disposent des pouvoirs et des moyens nécessaires à la surveillance des activités des entreprises d'assurance établies sur leur territoire, y compris les activités exercées en dehors de ce territoire, conformément aux directives du Conseil concernant ces activités et en vue de leur application.

Ces pouvoirs et moyens doivent notamment donner aux autorités de contrôle la possibilité :

- de s'informer de manière détaillée sur la situation de l'entreprise et sur l'ensemble de ses activités, notamment :

  - en recueillant des informations ou en exigeant la présentation de documents relatifs à l'activité d'assurance,

  - en procédant à des vérifications sur place dans les locaux de l'entreprise,

- de prendre, à l'encontre de l'entreprise, toutes mesures adéquates et nécessaires pour assurer que les activités de l'entreprise restent conformes aux dispositions législatives, réglementaires et administratives que l'entreprise est tenue d'observer dans les différents Etats membres, et notamment au programme d'activité dans la mesure où il reste obligatoire, ainsi que pour éviter ou éliminer toute irrégularité qui porterait atteinte aux intérêts des assurés,

Historical Archives of the European Commission

- d'assurer l'application des mesures requises par les autorités de contrôle si nécessaire par une exécution forcée, le cas échéant moyennant le recours aux instances judiciaires.

Les Etats membres peuvent également prévoir la possibilité pour les autorités de contrôle d'obtenir tout renseignement concernant les contrats détenus par les intermédiaires."

Article 6

1. L'article 25e la première directive est supprimé.

2. Dans les conditions prévues par le droit national, chaque Etat membre autorise les entreprises établies sur son territoire à transférer tout ou partie de leur portefeuille de contrats pour lesquels cet Etat est celui de l'engagement à un cessionnaire établi dans le même Etat membre, si les autorités de contrôle de l'Etat membre du siège social du cessionnaire attestent que celui-ci possède, compte tenu du transfert, la marge de solvabilité nécessaire.

3. Dans les conditions prévues par le droit national, chaque Etat membre autorise les entreprises établies sur son territoire à transférer tout ou partie de leur portefeuille de contrats conclus dans les circonstances visées à l'article 10 paragraphe 1 à un cessionnaire établi dans l'Etat membre de prestation de services, si les autorités de contrôle de l'Etat membre du siège social du cessionnaire attestent que celui-ci possède, compte tenu du transfert, la marge de solvabilité nécessaire.

4. Dans les conditions prévues par le droit national, chaque Etat membre autorise les entreprises établies sur son territoire à transférer tout ou partie de leur portefeuille de contrats conclus dans les circonstances visées à l'article 10 paragraphe 1 à un cessionnaire établi dans le même Etat membre, si les autorités de contrôle de l'Etat membre du siège social attestent que le cessionnaire possède, compte tenu du transfert, la marge de solvabilité nécessaire et s'il satisfait, dans l'Etat membre de prestation de services, aux conditions mentionnées aux articles 11, 12, 14 et 16.

Historical Archive of the European Commission

5. Dans les cas visés aux paragraphes 3 et 4, les autorités de contrôle de l'Etat membre où l'entreprise cédante est établie autorisent le transfert après avoir reçu l'accord des autorités de contrôle de l'Etat membre de prestation de services.

6. Si un Etat membre autorise, dans les conditions prévues par le droit national, les entreprises établies sur son territoire à transférer tout ou partie de leur portefeuille de contrats à un cessionnaire établi dans un autre Etat membre, qui n'est pas l'Etat membre de prestation de services, il s'assure que les conditions suivantes sont remplies :

   - Les autorités de contrôle de l'Etat membre du siège social du cessionnaire attestent que celui-ci possède, compte tenu du transfert, la marge de solvabilité nécessaire.

   - L'Etat membre où est établi le cessionnaire est d'accord.

   - Le cessionnaire satisfait, dans l'Etat membre de prestation de services, aux conditions mentionnées aux articles 11, 12, 14 et 16, la loi de cet Etat membre prévoit la possibilité d'un tel transfert et cet Etat est d'accord sur le transfert.

7. Le transfert autorisé conformément au présent article fait l'objet, dans l'Etat membre de l'engagement, d'une mesure de publicité dans les conditions prévues par le droit national. Ce transfert est opposable de plein droit aux preneurs d'assurance, aux assurés, ainsi qu'à toute autre personne ayant des droits ou obligations découlant des contrats transférés.

   Cette disposition n'affecte pas le droit des Etats membres de prévoir la faculté pour les preneurs d'assurance de résilier le contrat dans un délai déterminé à partir du transfert.

Article 7

L'article 22 paragraphe 2 de la première directive est remplacé par le texte suivant :

Historical Archives of the European Commission

La République italienne prend toutes dispositions pour que l'obligation faite aux entreprises établies sur son territoire de céder une partie de leurs souscriptions à l' "Istituto nazionale di assicurazioni" disparaisse au plus tard dans les deux années de la mise en vigueur de la présente directive.

Article 8

1. L'intitulé du titre III de la première directive est remplacé par le texte suivant :

TITRE III A.

Règles applicables aux agences ou succursales établies à l'intérieur de la Communauté et relevant d'entreprises dont le siège social est situé hors de la Communauté et relevant d'entreprises dont le siège social est situé hors de la Communauté.

2. L'intitulé suivant est placé après l'article 3 2 de la première directive.

TITRE III B.

Règles applicables aux filiales ou acquisitions d'une participation d'une entreprise mère qui relève du droit d'un pays tiers.

Historical Archives of the European Commission

Article 9

Le titre III B. de la première directive est complété par un article 32 bis ainsi libellé:

1. Toute demande d'agrément d'une filiale ou d'acquisition d'une participation définie au paragraphe 3 d'une entreprise mère qui relève du droit d'un pays tiers, fait l'objet de la procédure prévue au présent article.

2. Les autorités compétentes de l'Etat membre concerné informent d'une demande d'agrément d'une filiale les autorités compétentes des autres Etats membres ainsi que la Commission.

3. Les Etats membres prévoient que lorsqu'une entreprise relevant du droit d'un pays tiers envisage d'acquérir directement ou indirectement une participation dans une entreprise d'assurances établie dans la Communauté de manière telle que celle-ci devienne sa filiale, elle en informe les autorités de contrôle de l'Etat membre concerné. Celles-ci en informent à leur tour les autorités compétentes des autres Etats membres ainsi que la Commission.

4. Les autorités compétentes de l'Etat membre concerné doivent suspendre leur décision en ce qui concerne les demandes visées aux paragraphes 2 et 3, jusqu'à l'achèvement d'une procédure prévue aux paragraphes 5 et 6.

5. La Commission examine, dans un délai de trois mois suivant la réception des informations prévues aux paragraphes 2 et 3, si toutes les entreprises de la Communauté bénéficient d'un traitement de réciprocité, notamment en ce qui concerne la création de filiales ou d'acquisition de participations dans les entreprises d'assurances dans le pays tiers concerné.

6. Si la Commission constate que la réciprocité n'est pas assurée, elle peut prolonger la suspension de décision prévue au paragraphe 4, après avoir consulté les autorités compétentes des Etats membres dans le cadre de la procédure de collaboration prévue à l'article 38.

7. La Commission soumet au Conseil les propositions appropriées en vue de parvenir à la réciprocité avec le pays tiers concerné.

Historical Archives of the European Commission

TITRE III - DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES -

Article 10

1. Les dispositions du présent titre sont applicables lorsqu'une entreprise prend, à partir d'un établissement situé dans un Etat membre, un engagement dans un autre Etat membre.

2. Ces dispositions ne sont pas applicables aux opérations et entreprises ainsi qu'aux organismes auxquels la première directive ne s'applique pas.

3. Ces dispositions ne sont pas davantage applicables aux engagements ;

   - pris avec des personnes autres que des personnes physiques agissant pour leur propre compte ;

   - pris avec des personnes ayant un lien commercial, professionnel ou d'emploi avec la ou les personnes sur la tête desquelles repose le contrat, que ce lien soit passé, présent ou futur, pour autant que l'engagement soit pris en vertu de ce lien ;

   - pris avec une personne sur la tête de laquelle repose le contrat si celui-ci est conclu en vertu de l'emploi ou de l'activité professionnelle de cette personne ;

   - relatifs aux opérations visées à l'article premier, paragraphe 2, littéras a),c), d) et e) et paragraphe 3, de la première directive.

4. Une entreprise ne peut prendre d'engagement dans un autre Etat membre que si, dans son Etat membre d'établissement, elle est agréée, pour ce même engagement, selon l'article 6 de la première directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 11

Toute entreprise qui entend effectuer des prestations de services est tenu d'en informer au préalable les autorités compétentes de l'Etat membre du siège social et, le cas échéant, de l'Etat membre de l'établissement concerné en indiquant l'Etat membre ou les Etats membres sur le territoire desquels elle envisage d'effectuer des prestations de services et la nature des engagements qu'elle se propose de prendre.

Article 12

1. Chaque Etat membre sur le territoire duquel une entreprise envisage de prendre en régime de prestations de services des engagements visés à l'art. 10 de la présente directive peut faire dépendre d'un agrément administratif l'accès à cette activité pour autant qu'ils ne soient pas visés par l'article 13 ; à cette fin, il peut exiger que l'entreprise :

   a) produise un certificat, délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre du siège social, attestant qu'elle dispose pour l'ensemble de ses activités du minimum de la marge de solvabilité conformément à l'art. 19 de la première directive et que, conformément à l'art. 6 paragraphe 1 de ladite directive, l'agrément permet à l'entreprise de travailler en dehors de l'Etat membre de l'établissement ;

   b) produise un certificat, délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre de l'établissement, indiquant les branches que l'entreprise intéressée est habilitée à pratiquer et attestant que ces autorités ne formulent pas d'objections à ce que l'entreprise effectue une activité en prestation de services ;

   c) présente un programme d'activités contenant les indications sur :

      - la nature des engagements que l'entreprise se propose de prendre dans l'Etat membre de prestation de services,

      - les conditions générales et spéciales des polices d'assurance qu'elle se propose d'y utiliser,

Historical Archives of the European Commission

- les tarifs que l'entreprise envisage d'appliquer pour chaque catégorie d'opérations et les bases techniques que l'entreprise se propose d'utiliser pour chaque catégorie d'opérations,

- les formulaires et autres imprimés qu'elle a l'intention d'utiliser dans ses relations avec les preneurs,

dans la mesure où ils sont également exigés des entreprises établies.

2. Les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services peuvent exiger que les indications visées au paragraphe 1 point c) leur soient fournies dans la langue officielle de cet Etat.

3. Les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services disposent d'un délai de six mois à compter de la réception des documents mentionnés au paragraphe 1 pour accorder ou refuser l'agrément, sur base de la conformité ou de la non-conformité des éléments du programme d'activités présenté par l'entreprise avec les dispositions législatives, administratives ou réglementaires applicables dans cet Etat.

4. Si les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services ne se sont pas prononcées à l'expiration du délai visé au paragraphe 3, l'agrément est considéré comme refusé.

5. Toute décision de refus d'agrément ou de refus du certificat visé au paragraphe 1 point a) ou b) doit être motivée de façon précise et notifiée à l'entreprise intéressée.

6. Chaque Etat membre institue un recours juridictionnel contre tout refus d'agrément ou refus d'octroi du certificat visé au paragraphe 1 point a) ou b).

Article 13

1. Les engagements pris en régime de prestation de services ne sont pas soumis à l'article 12, mais à l'article 14, lorsque le preneur prend l'initiative de solliciter l'engagement auprès de l'entreprise.

Historical Archives of the European Commission

Le preneur est réputé avoir pris l'initiative :

- lorsque le premier contact entre le preneur et l'entreprise, quel que soit le moyen utilisé, est effectué par le preneur

ou

- lorsque le contrat est conclu dans l'Etat membre où l'entreprise est établie sans qu'il y ait eu de contact préalable entre le preneur et l'entreprise dans l'Etat membre où le preneur a sa résidence habituelle.

2. L'entreprise qui envisage de prendre des engagements dans un Etat membre sous le régime du présent article n'y fait pas de prospection commerciale, ni de publicité relatives à cette activité, si ce n'est des annonces publiques signalant son adresse et les branches pour lesquelles elle est agréée dans l'Etat d'établissement à partir duquel elle envisage de prendre des engagements ;

3. Dans le cas où le preneur prend l'initiative de solliciter l'engagement auprès de l'entreprise par l'intermédiaire d'un courtier, il signe, avant que le contact n'ait lieu avec l'entreprise, une déclaration attestant qu'il souhaite que le courtier recherche des formules d'assurances dans un ou plusieurs Etats membres autres que celui où il a sa résidence habituelle ; ce courtier est la personne visée à l'article 2 paragraphe 1 littéra a) de la directive 77/92/CEE. Le courtier ne fait pas de publicité concernant la possibilité de solliciter des engagements sous le régime prévu au présent article.

4. Avant de souscrire un engagement sous le régime prévu au présent article, le preneur signe une déclaration selon laquelle il prend acte que cet engagement est soumis aux règles de contrôle du pays de l'entreprise qui prend l'engagement.

Historical Archives of the European Commission

Article 14

1. Chaque Etat membre sur le territoire duquel une entreprise entend prendre en prestation de services des engagements visés à l'article 11 de la présente directive exige que l'entreprise :

   a) produise un certificat, délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre du siège social, attestant qu'elle dispose pour l'ensemble de ses activités du minimum de la marge de solvabilité conformément à l'article 19 de la première directive et que, conformément à l'article 6 paragraphe 1 de ladite directive, l'agrément permet à l'entreprise de travailler hors de l'Etat membre de l'établissement ;

   b) produise un certificat, délivré par les autorités compétentes de l'Etat membre de l'établissement, indiquant les branches que l'entreprise intéressée est habilitée à pratiquer et attestant que ces autorités ne formulent pas d'objections à ce que l'entreprise effectue une activité en prestation de services ;

   c) indique la nature des engagements qu'elle se propose de prendre dans l'Etat membre de prestation de services.

2. Chaque Etat membre institue un recours juridictionnel contre tout refus d'octroi du certificat visé au paragraphe 1 point a) ou b).

3. L'entreprise peut commencer son activité à partir de la date certifiée à laquelle les autorités de l'Etat membre de prestation de services sont en possession des documents visés au paragraphe 1.

4. Le présent article s'applique également lorsque l'Etat membre sur le territoire duquel une entreprise entend prendre en prestation de services des engagements autres que ceux visés à l'article 13 de la présente directive ne subordonne pas à un agrément administratif l'accès à cette activité.

Historical Archives of the European Commission

Article 15

Le preneur d'un contrat d'assurance vie individuelle souscrit sous le régime de prestation de services visé à l'article 13 dispose d'un délai d'au moins 30 jours à compter du moment à partir duquel les parties sont engagées, pour renoncer aux effets de ce contrat.

La notification du preneur de renoncer au contrat a pour effet de le libérer de toute obligation découlant de ce contrat.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux contrats d'une durée égale ou inférieure à 2 mois.

Les effets juridiques de la renonciation sont réglés conformément à la loi applicable au contrat, telle que définie à l'article 4, notamment en ce qui concerne la détermination du moment à partir duquel les parties sont engagées.

Article 16

La législation des Etats membres prescrit qu'une entreprise établie dans un Etat membre peut y prendre en régime de prestation de services à partir d'un établissement d'un autre Etat membre au moins:

- des engagements visés à l'article 13 de la présente directive,

- des engagements visés à l'article 10 non repris à l'article 13 et et relevant de branches pour lesquelles l'entreprise établie dans le premier Etat membre n'y est pas agréé selon l'article 6 de la première directive.

Par contre, si dans ce dernier cas, cette entreprise a cet agrément, le premier Etat membre peut s'opposer à cette prestation de services.

Historical Archives of the European Commission

Article 17

1. Lorsque l'entreprise visée à l'article 11 entend apporter des modifications aux indications visées à l'article 12 paragraphe 1 point c) ou à l'article 14 paragraphe 1 point c), elle présente ces modifications aux autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services. Ces modifications sont, selon le cas, soumises à l'article 12 paragraphe 3 et à l'article 14 paragraphe 1.

2. Lorsque l'entreprise entend étendre son activité à des engagements visés à l'article 10 et non visés à l'article 13 de la présente directive, elle est soumise à la procédure prévue aux articles 11 et 12.

3. Lorsque l'entreprise entend étendre son activité à des engagements visés soit à l'article 13 de la présente directive, soit à l'article 14 paragraphe 4 de la présente directive, elle est soumise à la procédure prévue aux articles 11 et 14.

Article 18

Les entreprises qui, en vertu de l'article 13 paragraphe 3 de la première directive, pratiquent le cumul des activités visées à l'annexe de la première directive de coordination "dommages" (73/239/CEE) avec l'exercice de celles énumérées à l'article 1 de la première directive ne prennent pas, en régime de prestation de services, d'engagement pour l'une des branches visées par la première directive.

Article 19

1. Les Etats membres de prestation de services peuvent maintenir ou introduire des dispositions législatives, réglementaires ou administratives, justifiées par le souci de protection du preneur notamment en ce qui concerne l'approbation des conditions générales et spéciales des polices d'assurance, des formulaires et autres imprimés destinés à être utilisés dans les relations avec les preneurs, des tarifs et de tout autre document nécessaire à l'exercice normal du contrôle, à condition toutefois que les règles de l'Etat membre de l'établissement ne suffisent pas pour atteindre le niveau de protection nécessaire et que les exigences de l'Etat membre de prestation de services n'aillent pas au-delà de ce qui est nécessaire à cet égard.

Historical Archives of the European Commission

2. Toutefois, pour les engagements visés à l'article 13 de la présente directive, les Etats membres de prestation de services ne prévoient pas de dispositions exigeant l'approbation ou la communication des conditions générales et spéciales des polices d'assurance, des tarifs et des formulaires et autres imprimés que l'entreprise a l'intention d'utiliser dans ses relations avec les preneurs.

Article 20

1. Toute entreprise qui fournit des prestations de services doit soumettre aux autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services tous les documents qui lui sont demandés aux fins de l'application du présent article, dans la mesure où une telle obligation s'applique également aux entreprises établies dans ledit Etat.

2. Si les autorités compétentes d'un Etat membre constatent qu'une entreprise opérant en prestation de services sur le territoire de cet Etat ne respecte pas les règles de droit du même Etat membre qui lui sont applicables, ces autorités invitent l'entreprise concernée à mettre fin à cette situation irrégulière.

3. Si l'entreprise en question passe outre à l'invitation visée au paragraphe 2, les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services en informent les autorités compétentes de l'Etat membre de l'établissement. Celles-ci prennent toutes mesures appropriées pour que l'entreprise concernée mette fin à cette situation irrégulière. La nature de ces mesures est communiquée aux autorités de l'Etat membre de prestation de services.

Historical Archives of the European Commission

Les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services peuvent également s'adresser aux autorités compétentes du siège social de l'entreprise d'assurance lorsque les prestations de services sont effectuées par une succursale ou agence.

4. Si, en dépit des mesures ainsi prises par l'Etat membre de l'établissement ou parce que ces mesures apparaissent insuffisantes ou font défaut dans l'Etat concerné, l'entreprise persiste à enfreindre les règles de droit en vigueur dans l'Etat membre de prestation de services, ce dernier, après avoir informé les autorités de contrôle de l'Etat membre de l'établissement, peut prendre les mesures appropriées pour prévenir de nouvelles irrégularités et, pour autant que cela soit absolument nécessaire, empêcher l'entreprise de continuer de prendre des engagements en régime de prestation de services sur son territoire. Dans le cas des engagements pris en régime de prestation de services, autres que ceux visés à l'article 13 de la présente directive, ces mesures comprennent le retrait de l'agrément visé à l'article 12. Les Etats membres veillent à ce qu'il soit possible d'effectuer sur leur territoire les notifications nécessaires pour ces mesures.

5. Les dispositions précédentes n'affectent pas le pouvoir des Etats membres de réprimer les irrégularités commises sur leur territoire.

6. Si l'entreprise qui a commis l'infraction a un établissement ou possède des biens dans l'Etat membre de prestation de services, les autorités de contrôle de ce dernier peuvent, conformément à la législation nationale, mettre à exécution les sanctions administratives prévues pour cette infraction à l'égard de cet établissement ou de ces biens.

Historical Archives of the European Commission

7. Toute mesure prise dans le cadre des paragraphes 2 à 6 et comportant des sanctions ou des restrictions à l'exercice de prestation de services doit être dûment motivée et notifiée à l'entreprise concernée. Elle est susceptible d'un recours juridictionnel dans l'Etat membre où elle a été prise.

8. Lorsque des mesures ont été prises dans le cadre de l'article 24 de la première directive, les autorités compétentes de l'Etat membre de prestation de services en sont informées par les autorités qui les ont prises et adoptent, quand il s'agit des mesures prises en vertu des paragraphes 1 et 3 dudit article, toute mesure propre à sauvegarder les intérêts des assurés.

   En cas de retrait de l'agrément sur base de l'article 26 de la première directive, les autorités de l'Etat membre de prestation de services en sont informées et prennent les mesures appropriées pour éviter que l'établissement concerné ne continue de conclure des contrats d'assurance en régime de prestation de services sur le territoire de cet Etat membre.

9. Tous les deux ans, la Commission soumet au Conseil un rapport résumant le nombre et le type de cas dans lesquels, dans chaque Etat membre, des décisions de refus d'agrément ont été notifiées selon l'article 12 ou des mesures ont été prises en vertu du paragraphe 4. Les Etats membres coopèrent avec la Commission en lui fournissant les informations nécessaires à l'établissement de ce rapport.

Historical Archives of the European Commission

Article 21

En cas de liquidation d'une entreprise d'assurance, les engagements résultant d'un contrat souscrit en prestation de services sont exécutés de la même façon que les engagements résultant des autres contrats d'assurance de cette entreprise, sans distinction de nationalité des assurés et des bénéficiaires.

Article 22

1. Lorsqu'une opération est présentée en régime de prestation de services, le preneur, avant la conclusion de tout engagement, doit être informé du nom de l'Etat membre où est établi le siège social, l'agence ou la succursale avec lequel le contrat sera conclu.

   Si des documents sont fournis au preneur d'assurance, l'information visée à l'alinéa précédent doit y figurer.

2. Le contrat ou autre document accordant la couverture ainsi que la proposition d'assurance dans le cas où elle lie le preneur doivent indiquer l'adresse de l'établissement qui accorde la couverture ainsi que celle du siège social.

Article 23

1. Lorsque la prestation de services est subordonnée à l'octroi d'un agrément par l'Etat membre de prestation de services, le montant des provisions mathématiques, et les règles relatives à la participation aux bénéfices et aux valeurs de rachat et de réduction afférentes aux contrats concernés sont déterminés, sous le contrôle de cet Etat membre suivant les règles qu'il a fixées ou, à défaut, suivant les pratiques établies dans ledit Etat. La représentation de ces provisions par des actifs équivalents et congruents et la localisation de ces actifs et l'application des règles sur la participation aux bénéfices et sur les valeurs de rachat et de réduction s'effectuent sous le contrôle de cet Etat membre suivant ses règles ou ses pratiques.

2. En tout autre cas, ces différentes opérations sont effectuées sous le contrôle de l'Etat membre de l'établissement suivant ses règles ou ses pratiques.

Historical Archives of the European Commission

3. L'Etat membre de l'établissement veille à ce que les provisions afférentes à l'ensemble des contrats que l'entreprise conclut par l'établissement concerné soient suffisantes et qu'elles soient représentées par des actifs équivalents et congruents.

4. Dans le cas visé au paragraphe 1, l'Etat membre de l'établissement et l'Etat membre de prestation de services procèdent à l'échange de toutes informations nécessaires à l'exercice de leurs fonctions respectives selon les paragraphes 1 et 3.

Article 24

Tout contrat d'assurance conclu en régime de prestation de services est exclusivement soumis aux impôts indirects et taxes parafiscales grevant les primes d'assurance dans l'Etat membre où l'engagement est pris au sens de l'article 2 point e).

La loi applicable au contrat en vertu de l'article 4 est sans incidence sur le régime fiscal applicable.

Chaque Etat membre applique aux entreprises qui fournisssent des services sur son territoire ses dispositions nationales concernant les mesures destinées à assurer la perception des impôts indirects et taxes parafiscales dues en vertu du premier alinéa.

Historical Archives of the European Commission

TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Article 25

La Commission et les autorités compétentes des Etats membres collaborent étroitement en vue de faciliter à l'intérieur de la Communauté le contrôle des assurances et des opérations visées par la première directive.

Tout Etat membre informe la Commission des difficultés majeures auxquelles donne lieu l'application de la présente directive, entre autres de celles qui se posent si un Etat membre constate un transfert anormal des activités visées par la première directive aux dépens des entreprises établies sur son territoire et au profit d'agences et succursales situées à la périphérie de celui-ci.

La Commission et les autorités compétentes des Etats membres concernés examinent ces difficultés le plus rapidement possible afin de trouver une solution adéquate.

Le cas échéant, la Commission soumet au Conseil des propositions appropriées.

Historical Archives of the European Commission

Article 26

La Commission transmet au Conseil, périodiquement et pour la première fois le 1er ..., un rapport consacré à l'évolution du marché des assurances et des opérations exercées en libre prestation de services.

Article 27

Les Etats membres modifient leurs dispositions nationales conformément à la présente directive dans un délai de dix-huit mois à compter de sa notification et en informent immédiatement la Commission.

Les dispositions modifiées selon le premier alinéa doivent être appliquées dans un délai de vingt-quatre mois à compter de la notification de la présente directive.

Article 28

Dès la notification de la présente directive, les Etats membres veillent à communiquer à la Commission le texte des dispositions essentielles d'ordre législatif, réglementaire ou administratif qu'ils adoptent dans le domaine couvert par la présente directive.

Article 29

Les Etats membres sont destinataires de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

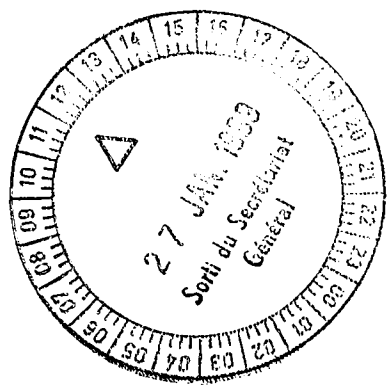
KOM(88) 729 endg. - SYN 177
Brüssel, den 16. Januar 1989

Vorschlag für eine

ZWEITE RICHTLINIE DES RATES

zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Direktversicherung (Lebensversicherung) und zur Erleichterung der tatsächlichen Ausübung des freien Dienstleistungsverkehrs sowie zur Änderung der Richtlinie 79/267/EWG

(Von der Kommission vorgelegt)



Historical Archives of the European Commission

VORSCHLAG

ZWEITE RICHTLINIE DES RATES

ZUR KOORDINIERUNG DER RECHTS- UND VERWALTUNGSVORSCHRIFTEN

FÜR DIE DIREKTVERSICHERUNG (LEBENSVERSICHERUNG) UND ZUR

ERLEICHTERUNG DER TATSÄCHLICHEN AUSÜBUNG DES FREIEN DIENST-

LEISTUNGSVERKEHRS SOWIE ZUR ÄNDERUNG DER RICHTLINIE 79/267/EWG

BEGRÜNDUNG

1. Einleitung

Ein echter gemeinsamer Markt für die Lebensversicherung bildet einen wichtigen Bestandteil eines europäischen Finanzraums, und die Mitgliedstaaten haben sich verpflichtet, diesen europäischen Finanzraum bis Ende 1992 zu schaffen.

Zwar sind mit der Richtlinie 79/267/EWG vom 5. März 1979 die Bedingungen koordiniert worden, unter denen ein Versicherungsunternehmen aus einem Land der Gemeinschaft in einem anderen Mitgliedstaat eine Agentur oder Zweigniederlassung errichten kann, doch stößt ein Bürger eines Landes der Gemeinschaft, wenn er direkt einen Lebensversicherungsvertrag in einem anderen EG-Land abschließen will, de jure und de facto auf zahlreiche Schwierigkeiten.

Innerhalb des europäischen Finanzmarktes muß es jedem Bürger möglich sein, sich an jedes beliebige Unternehmen der Gemeinschaft zu wenden und damit aus dem größtmöglichen Angebot von Versicherungsformen und Versicherern zu wählen.

In ihrem zweiten Bericht an den Rat und das Europäische Parlament über die Verwirklichung der Ziele des Weißbuchs zur Vollendung des Binnenmarktes stellt die Kommission fest, sie werde dem Rat bis zum 31. Dezember 1988 einen Richtlinienvorschlag zum freien Dienstleistungsverkehr im Bereich der Lebensversicherung unterbreiten (KOM(87) 203 endg., Ziff. 66, S. 17).

Historical Archives of the European Commission

Die Rechtsgrundlage dieses Vorschlags bilden Artikel 57 Absatz 2 und Artikel 66 des EWG-Vertrags, doch haben zwei Ereignisse aus jüngster Zeit wichtige Klarstellungen zur Frage des freien Dienstleistungsverkehrs im Versicherungssektor gebracht.

Am 4. Dezember 1986 sind hierzu mehrere Urteile des Gerichtshofs der Europäischen Gemeinschaften ergangen, insbesondere das Urteil in der Rechtssache 205/84 gegen die Bundesrepublik Deutschland.

Diese Urteile haben nicht nur die Unterschiede in der Interpretation der Richtlinie des Rates vom 30. Mai 1978 zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften auf dem Gebiet der Mitversicherung auf Gemeinschaftsebene beseitigt, sondern auch die Wiederaufnahme der Diskussionen über den Vorschlag für eine zweite Richtlinie des Rates zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Direktversicherung (mit Ausnahme der Lebensversicherung) und zur Erleichterung der tatsächlichen Ausübung des freien Dienstleistungsverkehrs sowie zur Änderung der Richtlinie 73/239/EWG ermöglicht, so daß diese Richtlinie am 22. Juni 1988 verabschiedet werden konnte.

In seinem Urteil in der Rechtssache 205/84 hat der Gerichtshof festgestellt, es sei anzuerkennen, daß es beim gegenwärtigen Stand des Gemeinschaftsrechts zum Schutz der Versicherungsnehmer und der Versicherten gerechtfertigt ist, daß der Bestimmungsstaat einer Versicherungsdienstleistung für die Anwendung seiner eigenen Rechtsvorschriften über die technischen Reserven und die Versicherungsbedingungen Sorge trägt (Entscheidungsgrund Nr. 41).

Im gleichen Urteil aber hebt der Gerichtshof auch hervor, daß die Gründe des Schutzes des Versicherungsnehmers und des Versicherten "nicht für den gesamten Versicherungssektor die gleiche Bedeutung haben und daß es sogar Fälle geben kann, in denen aufgrund der Eigenart des versicherten Risikos und des Versicherungsnehmers keinerlei Bedürfnis besteht, diesen durch die Anwendung der zwingenden Vorschriften seines nationalen Rechts zu schützen" (Entscheidungsgrund Nr. 49).

Historical Archive of the European Commission

Diese beiden Erwägungen gelten sowohl für die Nichtlebensversicherung als auch für die Lebensversicherung.

Die zweite Entwicklung aus jüngster Zeit ist die Verabschiedung der Richtlinie vom 22. Juni 1988, in der die "Schadens"-Risiken entsprechend dem Grad an Schutz, den die Versicherungsnehmer benötigen, in zwei Kategorien eingeteilt werden.

Für die erste Kategorie, die sogenannten "Großrisiken", die nach Eigenschaft und wirtschaftlicher Bedeutung des Versicherungsnehmers und nach Art des Risikos definiert werden und bei denen ein besonderer Schutz nicht erforderlich ist, gilt die Kontrollregelung des Landes des Versicherers (home country control). Umgekehrt verhält es sich bei der zweiten Kategorie, den sogenannten "Massenrisiken", für die die Kontrollregelung des Landes, in dem das Risiko belegen ist (risk country control) gilt, zumindest bis zur späteren Koordinierung vor allem der Bestimmungen über die technischen Rückstellungen. Diese Koordinierung, die in einer zweiten Etappe erfolgen soll, wird die tatsächliche Ausübung des freien Dienstleistungsverkehrs weiter erleichtern und den Anwendungsbereich der Kontrollvorschriften des Landes des Versicherers ausdehnen.

Das gleiche Vorgehen wird von der Kommission für die unter die Lebensversicherungsrichtlinie fallenden Verpflichtungen vorgeschlagen. In einer ersten Etappe wird unterschieden zwischen Verpflichtungen, bei denen die Versicherungsnehmer keines hohen Grades an Schutz bedürfen und auf die die Kontrollvorschriften des Landes der Niederlassung Anwendung finden, und solchen Verpflichtungen, die dem Recht des Landes der Verpflichtung, d.h. im allgemeinen des Landes, in dem der Versicherungsnehmer seinen Wohnsitz hat, unterliegen, wobei diese Regelung bis zu einer späteren Koordinierung gelten soll.

Historical Archives of the European Commission

Die Struktur des vorliegenden Vorschlags entspricht der Gliederung der Richtlinie vom 22. Juni 1988. Titel I "Allgemeine Bestimmungen" und Titel II "Ergänzende Bestimmungen zur ersten Richtlinie" (79/267/EWG vom 5. März 1979) gelten ohne Unterschied für alle unter diese Richtlinie fallenden Versicherungszweige. Titel III dagegen enthält besondere Bestimmungen für den freien Dienstleistungsverkehr.

Der Bereich der Gruppen-Rentenversicherung und bestimmter Einzel-Rentenversicherungen bedarf wegen der Vielfalt und Komplexität der verschiedenen Systeme und wegen der engen Beziehungen, die zwischen diesen Systemen und denen der sozialen Sicherheit bestehen, einer gründlichen Untersuchung, die noch nicht abgeschlossen ist. Er wurde deshalb aus Titel III des vorliegenden Vorschlags ausgeklammert und soll Gegenstand eines gesonderten Richtlinienvorschlags sein, der sobald wie möglich unterbreitet werden und somit den zweiten Teil der ersten Etappe bilden soll.

Titel III des vorliegenden Vorschlags betrifft folglich nur Einzelverträge, die nicht mit einer beruflichen Tätigkeit zusammenhängen. In diesem Bereich verzichtet eine Person, die sich auf eigene Initiative an einen in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassenen und dem Aufsichtsrecht dieses Staates unterliegenden Versicherer wendet, freiwillig und bewußt auf das Aufsichtsrecht ihres Wohnsitzstaates und zeigt damit, daß sie des Schutzes durch diesen Staat nicht bedarf. Die Initiative des Versicherungsnehmers, der zur Kenntnis nehmen muß, daß er auf diesen nationalen Schutz verzichtet, bildet somit das Kriterium für die Abgrenzung der Kategorie von Verpflichtungen, für die die Regelung des Niederlassungslandes des Versicherers gilt.

Gegenwärtig haben mehrere Mitgliedstaaten Rechtsvorschriften, die es ihren Staatsangehörigen untersagen, auf eigene Initiative Versicherungsverträge im Ausland abzuschließen, oder die diese Möglichkeit erheblich einschränken.

Ob dieses Verbot und diese Beschränkungen eingehalten werden, wird schwer zu kontrollieren sein, wenn die Richtlinie 88/361 vom 24. Juni 1988 über die Liberalisierung des Kapitalverkehrs in Kraft getreten ist. Es ist deshalb dringend notwendig, in der gemeinschaftlichen Regelung festzulegen, unter welchen Bedingungen ein Versicherungsnehmer von sich aus tätig werden kann.

Historical Archives of the European Commission

Die hier vorgeschlagene Richtlinie wird gut informierte Versicherungsnehmer in die Lage versetzen, uneingeschränkt vom großen Binnenmarkt zu profitieren und gleichzeitig — in den Fällen, wo es das Versicherungsunternehmen ist, das sich aktiv bemüht, seine Produkte im Ausland zu verkaufen — auch weiterhin den durch seine nationalen Rechtsvorschriften gewährleisteten Schutz zu genießen.

Die Kommission verfolgt jedoch nach wie vor das Ziel, daß die Aufsichtsregeln des Niederlassungsstaates des Versicherers Anwendung finden, ebenso wie im Falle der Nichtlebensversicherung verlangt dies aber auch hier eine weitergehende Koordinierung, die Gegenstand einer zweiten Etappe der Arbeiten ist.

Der vorliegende Vorschlag wie auch der obengenannte ergänzende Vorschlag zur Gruppenversicherung bildet somit einen richtigen Schritt auf dem Wege zum Lebensversicherungs-Binnenmarkt, reicht jedoch allein nicht aus, um dieses Ziel zu erreichen.

Die Richtlinie 79/267/CEE vom 5. März 1979 enthält Vorschriften zur Zulassung von Agenturen und Zweigniederlassungen von Unternehmen mit Sitz außerhalb der Gemeinschaft, sagt jedoch nichts zu Zulassungsanträgen von Tochtergesellschaften solcher Unternehmen oder zu dem Fall, daß ein Drittlandunternehmen sich anschickt, eine Beteiligung zu erwerben, die es zum beherrschenden Unternehmen in einem Gemeinschaftsunternehmen machen würde. Der Vorschlag soll diese Lücke schließen, indem ein Verfahren vorgetragen wird, das sich an das in Artikel 7 der Zweiten Koordinierungsrichtlinie für Banken vorgesehene Verfahren anschließt; mit diesem soll sichergestellt werden, daß Gemeinschaftsunternehmen im Herkunftsland der betreffenden Mutterunternehmen nicht schlechter gestellt werden als diese in der Gemeinschaft.

Historical Archives of the European Commission

II. Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln

Titel I - Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Gegenstand der Richtlinie (Artikel 1)

In diesem Artikel ist der zweifache Gegenstand der Richtlinie genannt, nämlich

1. die Ergänzung der Richtlinie 79/267 vom 5. März 1979 zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Lebensversicherung (Titel I und II der vorliegenden Richtlinie) und

2. die Festlegung von Sonderbestimmungen für den freien Dienstleistungsverkehr (Titel III).

Da viele Artikel der vorliegenden Richtlinie mit Artikeln der zweiten Koordinierungsrichtlinie für die Schadenversicherung vom 22. Juni 1988 identisch oder ihnen zumindest ähnlich sind, werden die Nummern der entsprechenden Artikel in Klammern angegeben.

Artikel 2 - Definitionen (Artikel 2)

zu Buchstabe b) Unternehmen

Artikel 6 der Ersten Richtlinie gilt für Unternehmen mit Sitz innerhalb der Gemeinschaft und Artikel 27 der Ersten Richtlinie für Unternehmen mit Sitz außerhalb der Gemeinschaft. Diese aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie übernommene Unterscheidung bedeutet, daß die in der vorliegenden Richtlinie enthaltenen Bestimmungen zum freien Dienstleistungsverkehr nicht für Versicherer aus Drittländern gelten, die in der Gemeinschaft nur über eine Agentur oder Zweigniederlassung verfügen.

Historical Archives of the European Commission

zu Buchstabe e) Mitgliedstaat der Verpflichtung

Da eines der mit dieser Richtlinie verfolgten Ziele darin besteht, die erste Lebensversicherungsrichtlinie zu ändern, muß sie sowohl auf die in Artikel 1 Absatz 1 der ersten Lebensversicherungsrichtlinie genannten Versicherungen als auch auf die in Artikel 1 Absatz 2 der ersten Lebensversicherungsrichtlinie genannten Geschäfte Anwendung finden.

Aus diesem Grunde hat man sich in Anlehnung an Artikel 9 Buchstabe a) der ersten Lebensversicherungsrichtlinie, in dem es um die von einem Unternehmen eingegangenen Verpflichtungen geht, für den Begriff "Mitgliedstaat der Verpflichtung" entschieden.

Artikel 3 - Ständige Präsenz (Artikel 3)

Diese auch in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie enthaltene Bestimmung stammt aus dem Entscheidungsgrund Nr. 21 zum Urteil des Gerichtshofs vom 4. Dezember 1986 in der Rechtssache 205/84 (Kommission gegen Bundesrepublik Deutschland).

Artikel 4 - Recht, das auf die Verträge anwendbar ist (Artikel 7)

Zu Absatz 1

Die Vertragsparteien müssen genau darüber informiert sein, welche Rechtsvorschriften für den betreffenden Vertrag gelten.

Diesem legitimen Verlangen nach Rechtssicherheit wurde mit der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie dadurch entsprochen, daß man einheitliche Regeln des internationalen Privatrechts vorgesehen und in einigen Fällen die Wahl der Rechtsordnung freigestellt hat.

Mit der vorliegenden Richtlinie wird entsprechend vorgegangen: Es gilt eine einheitliche Regel des internationalen Privatrechts und in dieser Hinsicht das Recht des Mitgliedstaats der Verpflichtung, d.h. des Mitgliedstaats, in dem der Versicherungsnehmer seinen gewöhnlichen Aufenthaltsort hat, wobei die Parteien, sofern dies nach dem Recht dieses Mitgliedstaates zulässig ist, das Recht eines anderen Staates wählen können.

Historical Archives of the European Commission

Handelt es sich beim Versicherungsnehmer um eine juristische Person, dann gilt statt des Rechts des Mitgliedstaates des gewöhnlichen Aufenthaltsorts das Recht des Mitgliedstaates, in dem diese juristische Person die Niederlassung unterhält, auf die sich der Vertrag bezieht.

Da die Lebensversicherung stets direkt oder indirekt eine Person betrifft und das Personenrecht dabei eine wichtige Rolle spielt, muß nämlich das Rechtsumfeld des Versicherungsnehmers gewahrt bleiben. Hierbei geht es beispielsweise um die Ermittlung des Begünstigten und die Annahme des Vertrags durch den Begünstigten, um die Situation der geschiedenen Ehefrau, der derzeitigen Ehefrau und ihrer jeweiligen Kinder, um die Situation der Lebensgefährtin usw.

Im Zusammenhang mit diesen Fragen sollte keine Rechtsordnung vorgeschrieben werden, die den Betroffenen fremd ist oder die sie sogar ablehnen.

Zu Absatz 2:

Diese Erwägungen rechtfertigen auch Absatz 2, nach dem die Parteien in den Fällen, wo der Versicherungsnehmer auf eigene Initiative im Ausland im Wege der Dienstleistungsfreiheit eine Verpflichtung eingeht und seinen gewöhnlichen Aufenthaltsort in einem anderen Mitgliedstaat als dem hat, dessen Staatsangehöriger er ist, das Recht des Mitgliedstaates wählen können, dessen Staatsangehöriger der Versicherungsnehmer ist.

Zu Absatz 3:

Das in den ersten beiden Absätzen zum Ausdruck kommende Anliegen, dem Versicherungsnehmer seine Rechtsordnung zu erhalten, ist eine Frage des Privatrechts. Unberührt davon bleibt das Recht des Versicherungsnehmers, der auf eigene Initiative im Wege des Dienstleistungsverkehrs in einem anderen Mitgliedstaat eine Verpflichtung eingeht, in den Genuß von Vertragsformen zu kommen, die nach dem öffentlichen Recht des Landes des angegangenen Versicherers zulässig sind, selbst wenn dies nach dem Recht des Wohnsitzes des Versicherungsnehmers nicht der Fall sein sollte. Dem Versicherungsnehmer diese Möglichkeit einzuräumen, ist gerade Zweck der Richtlinie.

Historical Archives of the European Commission

Zu den Absätzen 4 bis 6:

In diesen Absätzen wird ein Teil von Artikel 7 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie fast wörtlich übernommen.

Absatz 4, in dem es um Staaten mit mehreren Gebietseinheiten geht, von denen jede in bezug auf vertragliche Schuldverhältnisse ihre eigenen Rechtsnormen besitzt, bezieht sich insbesondere auf das Vereinigte Königreich und Spanien.

Absatz 5 - und seine Entsprechung in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie - lehnt sich an Artikel 7 "Zwingende Vorschriften" des "Übereinkommens über das auf vertragliche Schuldverhältnisse anzuwendende Recht" an, das am 19. Juni 1980 in Rom zur Unterzeichnung aufgelegt wurde (ABL. Nr. L 266 vom 9. Oktober 1980) und Gegenstand eines Berichts der Professoren GIULIANO und LAGARDE war (ABl. Nr. C 282 vom 31. Oktober 1980).

Zu Artikel 4 insgesamt

Es gilt, die für alle unter die erste Richtlinie fallenden Tätigkeiten - unabhängig davon, ob sie im Wege der Niederlassung oder im Wege des Dienstleistungsverkehrs ausgeübt werden - am besten geeignete Rechtsordnung festzulegen. Deshalb wurde dieser Artikel über das auf den Vertrag anwendbare Recht, ebenso wie in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie, in Titel II "Ergänzende Bestimmungen zur ersten Richtlinie" eingefügt.

Artikel 5 - Überwachung der Tätigkeit, einschließlich der im Ausland ausgeübten Tätigkeit (Artikel 10)

Es erschien notwendig, in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu präzisieren, über welche Befugnisse und Mittel die Aufsichtsbehörden verfügen müssen, um die Tätigkeit der Versicherer, einschließlich der im Ausland ausgeübten Tätigkeit, zu überwachen. Dies ist Gegenstand von Artikel 10 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie, der - da in beiden Fällen die gleichen Gründe gegeben sind - in die vorliegende Richtlinie übernommen wurde.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 6 - Bestandsübertragung (Artikel 11)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 11 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 7 - Aufhebung der Verpflichtung, einen Teil des Bestands an das "Istituto Nazionale di Assicurazioni" (INA) abzutreten

Die den Versicherern auferlegte Verpflichtung, einen Teil ihres Bestands an ein nationales Institut abzutreten, ist seit jeher als mit dem EWG-Vertrag unvereinbar angesehen worden. Die in Frankreich geltende diesbezügliche Verpflichtung war vor Verabschiedung der Lebensversicherungs-Koordinierungsrichtlinie von 1979 aufgehoben worden.

Im ursprünglichen Vorschlag der Kommission für diese Richtlinie und in dem geänderten Vorschlag, der nach Stellungnahme der beratenden Organe und nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments vorgelegt wurde, war vorgesehen, daß diese Ausnahmeregelung entweder nach einer Übergangszeit von fünf Jahren oder mit dem Inkrafttreten der vorliegenden Richtlinie aufgehoben werden sollte.

Der Rat hat hierüber anders entschieden, denn in der ersten Lebensversicherungsrichtlinie von 1979 heißt es, die Italienische Republik dürfe ausnahmsweise die den Unternehmen auf ihrem Gebiet auferlegte Verpflichtung, einen Teil ihres Bestands an das INA abzutreten, unter der Voraussetzung beibehalten, daß der Umfang dieser Verpflichtung nicht erhöht wird, und es ist darin weiterhin vorgesehen, diese Frage solle im Rahmen einer zweiten Richtlinie erneut geprüft werden.

Diese Ausnahmeregelung muß nunmehr aufgehoben werden, da sonst die in Italien niedergelassenen italienischen und ausländischen Unternehmen gegenüber den im Ausland niedergelassenen Unternehmen, die in Italien das Lebensversicherungsgeschäft im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs betreiben, insofern benachteiligt wären, als die letztgenannten Unternehmen dieser Verpflichtung nicht unterlägen.

Artikel 8 - Änderung von Titel III der Ersten Richtlinie

Die Änderung ist erforderlich wegen der Aufnahme eines neuen Artikels 32 a in die Erste Richtlinie. Vergleiche Artikel 9 des Vorschlags.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9 - Reziprozität im Verhältnis zu Drittländern

Es handelt sich um eine Anpassung von Artikel 7 des dem Rat am 23. Februar 1988 vorgelegten Vorschlags zu einer Zweiten Banken-Koordinierungsrichtlinie auf Versicherungsverhältnisse; der Text wurde nur soweit geändert, wie es im vorliegenden Zusammenhang erforderlich war.

Titel III - Besondere Bestimmungen für den freien Dienstleistungsverkehr

Artikel 10 - Unter die vorliegende Richtlinie fallende Verpflichtungen, die im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangen werden (Artikel 12)

In diesem ersten Artikel des Titels III wird der Anwendungsbereich dieses Titels abgegrenzt: die unter die vorliegende Richtlinie fallenden Verpflichtungen, die im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangen werden.

Erfaßt werden nur Einzelverpflichtungen. Ausgeklammert sind also die in Artikel 1 Absatz 1 der ersten Richtlinie genannten Versicherungen, wenn es sich dabei um Gruppenversicherungen handelt, sowie die in Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe c) genannten Geschäfte der Verwaltung von Pensionsfonds. Diese Versicherungen und Geschäfte werden Gegenstand des Richtlinienvorschlags zur Gruppen-Lebensversicherung sein, den die Kommission dem Rat demnächst unterbreiten wird.

Die vorliegende Richtlinie bezieht sich nur auf Einzelverpflichtungen, die nicht mit den beruflichen oder arbeitsrechtlichen Beziehungen des Versicherungsnehmers zusammenhängen. Ausgeklammert sind damit insbesondere die in Artikel 1 Absatz 3 der ersten Richtlinie genannten Einzelverträge.

Die vorliegende Richtlinie soll zur Schaffung eines europäischen Finanzraums beitragen und die Bürger der Gemeinschaft in die Lage versetzen, in anderen Ländern Verträge der Art abzuschließen, wie sie im Lande ihres Wohnsitzes üblich sind, daneben aber auch Verträge einer im Lande ihres Wohnsitzes nicht gebräuchlichen Art, wozu es in Absatz 4 lediglich heißt, daß das Versicherungsunternehmen der Zulassung im Lande der Niederlassung bedarf.

Die obigen Bestimmungen gelten jedoch nicht für die in Artikel 1 Buchstabe a) der ersten Richtlinie genannten Tontinengeschäfte. Derartige Geschäfte gab es 1979 nur in zwei Mitgliedstaaten, und ihre Beibehaltung wurde erst nach Diskussionen zugelassen. Aus der vorliegenden Richtlinie sind sie auszuklammern, da sie in anderen Mitgliedstaaten aus Gründen der öffentlichen Ordnung untersagt sind.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 11 - Unterrichtung der zuständigen Behörden (Artikel 14)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 14 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 12 - Zulassung im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs (Artikel 15)

Dieser dem Artikel 15 der zweiten Schadenversicherungsrichtinie entsprechende Artikel betrifft die Verpflichtungen, die im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs eingegangen werden können, bei denen die Dienstleistungsnehmer jedoch - wie der Gerichtshof festgestellt hat - eines besonderen Schutzes bedürfen.

Es handelt sich dabei um die in Artikel 10 genannten Verpflichtungen, d.h. Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Einzel-Lebensversicherung, auf die die liberaleren Bestimmungen des Artikels 13 - bezüglich der auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangenen Verpflichtungen - keine Anwendung finden können.

Für diese Verpflichtungen gelten somit die Aufsichtsgesetze des Bestimmungslandes, d.h. der Staat der Dienstleistung kann von dem ausländischen Versicherer eine Zulassung und zu diesem Zweck die Vorlage verschiedener Dokumente, z.B. einer Bescheinigung über die Solvabilität, einer Zulassungsbescheinigung und eines Tätigkeitsplans, verlangen. Ferner kann dieser Staat gemäß Absatz 3 verlangen, daß dieser Tätigkeitsplan den in seinem Staatsgebiet geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften, insbesondere bezüglich der technischen Rückstellungen und der Vermögenswerte, die diese Rückstellungen bedecken, entspricht.

Eine Harmonisierung dieser Bestimmungen wird die zweite Etappe der Arbeiten bilden, die die Voraussetzung dafür schaffen soll, daß das System der Herkunftsland-Kontrolle auf alle in der ersten Richtlinie genannten Verpflichtungen ausgedehnt werden kann.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 13 - Auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangene Verpflichtungen

Absatz 1 - Anwendungsbereich

In diesem Absatz werden die Verpflichtungen abgegrenzt, für die das Aufsichtsrecht des Landes des Versicherers, d.h. die Herkunftsland-Kontrolle, als Schutz genügt; es handelt sich dabei um die Verpflichtungen, die auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden.

Absatz 2 - Werbung

Zu achten ist allerdings darauf, daß diese Bestim ung über Verpflichtungen, die auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden, nicht durch Kundenwerbung und Werbung für die Tätigkeit des Versicherers umgangen wird.

Es ist daher zu präzisieren, daß der Versicherer lediglich in öffentlichen Anzeigen seine Anschrift und die Versicherungszweige, für die er Verpflichtungen eingehen will, bekanntgeben darf.

Hierbei ist zu unterstreichen, daß es sich für den Versicherer nur um passiven freien Dienstleistungsverkehr handelt.

Absatz 3 - Makler

Mit Artikel 13 soll der Versicherungsnehmer in die Lage versetzt werden, auf eigene Initiative tätig zu werden und aus dem gesamten Spektrum der in den einzelnen Mitgliedstaaten verfügbaren Versicherungsprodukte zu wählen, und zwar auf jede Art und Weise, die hierfür in seinem Land und im Ausland zur Verfügung steht, insbesondere brieflich, telefonisch oder durch Einschaltung eines Maklers.

Da jedoch ein gewisses Risiko bestehen kann, daß ein Makler den Versicherungsnehmer zu einer Versicherung im Ausland veranlaßt, die den Interessen des Versicherungsnehmers zuwiderläuft, muß dieser eine Erklärung unterzeichnen, aus der hervorgeht, daß er selbst diese Erkundung von Versicherungsmöglichkeiten im Ausland wünscht.

Historical Archives of the European Commission

Entsprechend der in Absatz 2 niedergelegten Regel bezüglich der Werbung darf in einem solchen Falle der Makler für die Erkundung von Versicherungsmöglichkeiten im Ausland keine Werbung betreiben.

Absatz 4 - Erklärung des Versicherungsnehmers

Bei dieser Erklärung handelt es sich um eine besondere Vorsichtsmaßnahme in allen den Fällen, in denen sich ein Versicherungsnehmer auf eigene Initiative und auf irgendeinem Wege an ein Unternehmen im Ausland wendet.

Artikel 14 - Verpflichtung zur Vorlage von Bescheinigungen (Artikel 16)

Dieser Artikel entspricht Artikel 16 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie. Wenn ein Versicherungsnehmer auf eigene Initiative einen Lebensversicherungsvertrag in einem anderen Mitgliedstaat abschließt, dann fällt dieser Vertrag unter die Kontrollgesetze dieses anderen Staates. Wie im Weißbuch zur Vollendung des Binnenmarktes (Ziff. 103) ausgeführt wird, üben die Behörden des Staates der Dienstleistung ihre Kontrolle aber auch weiterhin ergänzend aus. In den Bestimmungen von Artikel 14 wird diese Kontrolle konkretisiert.

Artikel 15 - Rücktrittsrecht

Lebensversicherungsverträge werden in der Regel für einen langen Zeitraum abgeschlossen, und es müssen dafür hohe Prämien entrichtet werden. Es gilt daher, alle Vorkehrungen zu treffen, um Mißverständnisse zu vermeiden.

In mehreren Ländern der Gemeinschaft wurde bei einer ziemlich großen Zahl von Verträgen festgestellt, daß die Versicherungsnehmer die Prämienzahlung im zweiten oder dritten Jahr der Vertragslaufzeit einstellten.

Historical Archives of the European Commission

In mehreren Ländern, insbesondere in Frankreich und dem Vereinigten Königreich, wurde daher eine Kündigungsfrist vorgeschrieben.

In dem französischen Gesetz vom 7. Januar 1981, geändert durch Gesetz vom 11. Juni 1985, ist eine Kündigungsfrist von 30 Tagen vorgesehen, die selbst in den Fällen gilt, in denen der Vertrag einen sofortigen Versicherungsschutz umfaßt.

Das Vereinigte Königreich hat am 1. Januar 1980 eine entsprechende Bestimmung mit einer Kündigungsfrist von 10 Werktagen eingeführt, die auch in den Fällen gilt, in denen der Vertrag einen sofortigen Versicherungsschutz umfaßt.

Noch sinnvoller dürfte diese Bestimmung im vorliegenden Vorschlag sein, da ein Versicherungsnehmer, der einen Lebensversicherungsvertrag im Ausland abschließt, bei Unterzeichnung des Vertrags die Unterschiede zwischen dem abgeschlossenen Vertrag und den in seinem eigenen Land üblichen Verträgen nicht immer klar erkennt.

Artikel 16 - Kumulierung von Niederlassung und Dienstleistungsverkehr (Artikel 13)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist dieser Artikel dem Artikel 13 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie entlehnt. Vorgesehen sind drei Fälle.

1. Handelt es sich um einen auf Initiative des Versicherungsnehmers abgeschlossenen Vertrag, bei dem folglich kein besonderer Schutz erforderlich ist und der unter die Herkunftsland-Kontrolle fällt, dann besteht kein Grund, einen ausländischen Versicherer deshalb, weil er im Lande des Versicherungsnehmers niedergelassen ist, daran zu hindern, diesen Vertrag zu akzeptieren. Die Kumulierung ist deshalb zulässig.

2. Ein Versicherer aus einem Land A, der in einem Land B niedergelassen ist, darf von Land A aus in Land B Verträge abschließen, die nicht auf Initiative des Versicherungsnehmers zustande kommen, sofern diese Verträge Zweige betreffen, für die der in Land B niedergelassene Versicherer nicht zugelassen ist. Die Ausübung der beiden Tätigkeiten ist zulässig, doch liegt keine echte Kumulierung vor, da es sich um unterschiedliche Zweige handelt.

Historical Archives of the European Commission

3. Wenn es sich dagegen im letztgenannten Fall um die gleichen Zweige handelt, d. h., wenn der in Land B niedergelassene Versicherer für den Zweig, auf den sich der Vertrag bezieht, zugelassen ist, dann könnten die Behörden des Landes B diese Dienstleistung untersagen.

   Die Kumulierung könnte also verboten werden, da einige Mitgliedstaaten der Ansicht sein könnten, sie sei verwirrend für den Versicherungsnehmer, der sich nicht auf eigene Initiative an einen Versicherer im Ausland wendet, der daher eines besonderen Schutzes bedarf und dem ein Versicherungsnehmer ein und dasselbe Produkt zweimal, nämlich einmal im Wege der Niederlassung und einmal im Wege des Dienstleistungsverkehrs, anbieten könnte. Der Versicherer könnte folglich verpflichtet werden, diesen Zweig in Land B nur von seiner Niederlassung in Land B aus zu betreiben.

Artikel 17 - Änderung und Ausdehnung der Tätigkeit (Artikel 17)

Da die gleichen Gründe vorliegen, ist diese Bestimmung aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie entlehnt.

Absatz 1 betrifft Änderungen der Tätigkeit des Versicherers in den beiden Bereichen des freien Dienstleistungsverkehrs, d. h. bei den Verpflichtungen, die entweder auf Initiative des Versicherungsnehmers oder nicht auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden. Absatz 2 betrifft die Ausdehnung der Tätigkeit des Versicherers auf Verpflichtungen, die nicht auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden, und Absatz 3 gilt für auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangene Verpflichtungen.

Artikel 18 - Multibranchenunternehmen

Nach langen Diskussionen hat man in der ersten Lebensversicherungsrichtlinie den Grundsatz der Spezialisierung aufgestellt, der, zum Schutz des Versicherungsnehmers, besagt, daß ein Schadenversicherungsunternehmen nicht gleichzeitig die unter die Lebensversicherungsrichtlinie fallenden Geschäfte betreiben darf. Dieses Prinzip ist in Artikel 13 Absatz 1 der ersten Lebensversicherungsrichtlinie niedergelegt.

Historical Archives of the European Commission

Gleichzeitig wurde vorgesehen, daß Multibranchenunternehmen, d.h. Unternehmen, die zum Zeitpunkt der Bekanntgabe der Richtlinie sowohl die Lebensversicherung als auch die Schadenversicherung betreiben, diese Kumulierung beibehalten können (Artikel 13 Absatz 3).

Diese Unternehmen dürfen in den anderen Mitgliedstaaten Agenturen oder Zweigniederlassungen für die Schadenversicherung, aber nicht für die Lebensversicherung errichten (Artikel 13 Absatz 4).

Es ist nunmehr angezeigt, auf die im Wege des Dienstleistungsverkehrs ausgeübte Tätigkeit die Lösung anzuwenden, die 1979 für das im Wege der Niederlassung betriebene Geschäft gewählt wurde, anders ausgedrückt: Ebensowenig wie ein Multibranchenunternehmen im Ausland die Lebensversicherung im Wege der Niederlassung betreiben darf, darf es dies im Wege des Dienstleistungsverkehrs.

Artikel 19 - Genehmigung der Versicherungsbedingungen und Tarife (Artikel 18)

In Absatz 1 dieses Artikels, der sich an Artikel 18 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie anlehnt, heißt es, daß die Mitgliedstaaten der Dienstleistung eine gewisse Kontrolle der Versicherungsbedingungen und Tarife für die im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangenen Verpflichtungen beibehalten oder einführen können, soweit sie zum Schutz des Versicherungsnehmers erforderlich sind.

Diese Bestimmungen gelten jedoch nicht für Verpflichtungen, die auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden; in diesen Fällen dürfen die Mitgliedstaaten weder eine Genehmigung noch die Mitteilung der Versicherungsbedingungen vorsehen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 20 - Sanktionen (Artikel 19)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 19 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen. Vorgesehen sind hier verschiedene Maßnahmen und Sanktionen, zu denen die zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten der Dienstleistung in den Fällen greifen können, in denen Unternehmen ihren Verpflichtungen nicht nachkommen.

Artikel 21 - Liquidation (Artikel 20)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 20 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 22 - Information des Versicherungsnehmers über den Versicherer (Artikel 21)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 21 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen. Es ist wichtig, daß der Versicherungsnehmer weiß, daß er mit einem ausländischen Versicherer zu tun hat, daß er dessen Identität kennt und weiß, in welchem Land dieser Versicherer niedergelassen ist.

Während diese Verpflichtung in der Schadenversicherung bei Großrisiken gelockert wurde, ist dies bei den unter die vorliegende Richtlinie fallenden Verpflichtungen, die auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden, nicht der Fall, da der Versicherungsnehmer bestmöglich informiert sein muß.

Artikel 23 - Kontrolle der Rückstellungen und sonstiger technischer Elemente (Artikel 23)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 23 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Historical Archives of the European Commission

Wie in dieser Begründung bereits festgestellt wurde, obliegt die Kontrolle der mathematischen Rückstellungen der Aufsichtsbehörde des Landes der Dienstleistung, wenn diese Behörde eine Zulassung des ausländischen Versicherers verlangt. Es handelt sich um die "Kontrolle durch das Bestimmungsland" bei Verpflichtungen, die nicht auf Initiative des Versicherungsnehmers eingegangen werden. Dies ist Gegenstand von Artikel 23 Absatz 1.

In Absatz 2 dagegen ist Herkunftsland-Kontrolle für die sonstigen Fälle vorgesehen.

Die Absätze 3 und 4 bedürfen keiner weiteren Erläuterung.

Artikel 24 - Steuerregelung (Artikel 25)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, entspricht dieser Artikel weitgehend Artikel 25 der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie.

Das Problem der Prämienbesteuerung und ihrer budgetären Auswirkungen, das in der Schadenversicherung - mit Sätzen zwischen 0 % und 30 % - wohlbekannt ist, stellt sich auch hier, und zwar mit Sätzen von 0 % bis 5,15 %.

Abgesehen von den prozentual zur Versicherungssumme berechneten geringfügigen Stempelsteuerbeträgen, läßt sich schematisch feststellen, daß die Bundesrepublik Deutschland, das Vereinigte Königreich, die Niederlande und Spanien einen Satz von 0 % anwenden, daß in anderen Ländern Sätze von 2 %, 2,4 % und 4,4 % gelten und daß in Frankreich verschiedene Sätze angewendet werden, die zwischen 0 % für die Gruppenversicherung und 5,15 % für die Einzelversicherung liegen.

Wie in der Schadensversicherung nimmt die Richtlinie keine Harmonisierung vor, sondern begnügt sich mit dem Territorialitätssystem, nach dem das Besteuerungssystem des Landes des Versicherungsnehmers zugunsten dieses Landes Anwendung findet.

Historical Archives of the European Commission

Dabei wendet jeder Mitgliedstaat auf die Unternehmen, die Dienstleistungen in seinem Gebiet erbringen, seine nationalen Bestimmungen an, mit denen die Erhebung dieser Steuern sichergestellt wird.

Artikel 25 - Zusammenarbeit zwischen der Kommission und den Mitgliedstaaten (Artikel 28)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 28 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 26 - Periodische Berichte der Kommission an den Rat und an das Europäische Parlament (Artikel 29)

Siehe oben.
Wie in der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie vorgesehen, wird auch hier vorgeschlagen, daß der erste Bericht dem Rat und dem Europäischen Parlament fünf Jahre nach Verabschiedung der Richtlinie vorgelegt wird.

Artikel 27 - Fristen für die Anwendung der Richtlinie (Artikel 32)

Da die gleichen Gründe gegeben sind, ist Artikel 32 aus der zweiten Schadenversicherungsrichtlinie zu übernehmen.

Artikel 28 - Mitteilung der Anwendungsbestimmungen (Artikel 33)

Siehe oben.

Artikel 29 - Adressaten der Richtlinie (Artikel 35)

Siehe oben.

Historical Archives of the European Commission

VORSCHLAG

FÜR EINE ZWEITE RICHTLINE DES RATES ZUR KOORDINIERUNG DER RECHTS- UND VERWALTUNGSVORSCHRIFTEN FÜR DIE DIREKTVERSICHERUNG (LEBENSVERSICHERUNG) UND ZUR ERLEICHTERUNG DER TATSÄCHLICHEN AUSÜBUNG DES FREIEN DIENSTLEISTUNGSVERKEHRS SOWIE ZUR ÄNDERUNG DER RICHTLINIE 79/267/EWG

Historical Archives of the European Commission

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 57 Absatz 2 und Artikel 66,

auf Vorschlag der Kommission,

in Zusammenarbeit mit dem Europäischen Parlament,

nach Stellungnahme des Wirtschafts- und Sozialausschusses,

in Erwägung nachstehender Gründe:

Es ist notwendig, den Binnenmarkt im Bereich der Lebensversicherung und der Geschäfte zu entwickeln, die unter die Erste Richtlinie (79/276/EWG) des Rates vom 5. März 1979 zur Koordinierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Aufnahme und Ausübung der Direktversicherung (Lebensversicherung)[1], nachstehend "Erste Richtlinie" genannt, fallen; um dieses Ziel zu erreichen, soll es den Unternehmen mit Geschäftssitz in der Gemeinschaft erleichtert werden, ihre Dienstleistungen in den Mitgliedstaaten zu erbringen; dadurch wird es den Versicherungsnehmern ermöglicht, sich nicht nur bei in ihrem Land niedergelassenen Unternehmen, sondern auch bei solchen zu versichern, die ihren Geschäftssitz in der Gemeinschaft haben oder in anderen Mitgliedstaaten niedergelassen sind.

Nach dem Vertrag ist seit dem Ende der Übergangszeit im Dienstleistungsverkehr eine unterschiedliche Behandlung je nachdem, ob das Unternehmen in dem Mitgliedstaat, in dem die Dienstleistung erbracht wird, niedergelassen ist oder nicht, unzulässig. In den Genuß der Dienstleistungsfreiheit kommt dabei jede Niederlassung in der Gemeinschaft, also nicht nur der Hauptsitz des Unternehmens, sondern auch Agenturen oder Zweigniederlassungen desselben.

Historical Archives of the European Commission

---

(1) ABl. L 63 vom 13.3.1979, S.1.

Aus praktischen Gründen ist es angezeigt, den Dienstleistungsverkehr unter Berücksichtigung der Niederlassung des Unternehmens einerseits und andererseits des Ortes, in dem die Verpflichtung eingegangen wird, zu definieren. Deshalb muß auch die Verpflichtung definiert werden. Ferner ist die im Wege einer Niederlassung ausgeübte Tätigkeit von einer im freien Dienstleistungsverkehr ausgeübten Tätigkeit abzugrenzen.

Es ist eine Ergänzung der Ersten Richtlinie des Rates vom 5. März 1979 vorzunehmen, insbesondere um die Aufsichtsbefugnisse und -mittel der Überwachungsbehörden zu präzisieren. Ferner sind besondere Bestimmungen über den Zugang zu der im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs erfolgenden Tätigkeit sowie deren Ausübung und Überwachung vorzusehen.

Den Versicherungsnehmern, die dadurch, daß sie auf eigene Initiative eine Verpflichtung in einem anderen Land eingehen und sich somit unter den Schutz der Rechtsordnung dieses anderen Landes begeben, keinen besonderen Schutz in dem Staat der Verpflichtung benötigen, ist die uneingeschränkte Freiheit bei der Wahl auf einem möglichst breiten Versicherungsmarkt einzuräumen. Andererseits ist den anderen Versicherungsnehmern ein angemessener Schutz zu gewährleisten.

Bei der Gruppenversicherung und bei bestimmten individuellen Altersversorgungsversicherungen ist aufgrund der Vielfalt und Komplexität der einzelnen Systeme und ihrer engen Beziehungen zu den Systemen der sozialen Sicherheit eine aufmerksame Prüfung erforderlich. Daher sind sie aus dem Anwendungsbereich der für den freien Dienstleistungsverkehr geltenden besonderen Vorschriften dieser Richtline auszuschließen. Sie werden in einem anderen Richtlinienvorschlag behandelt.

Historical Archives of the European Commission

Die in den Mitgliedstaaten geltenden Vorschriften des Vertragsrechts für die in der Ersten Richtlinie genannten Tätigkeiten bleiben unterschiedlich. Die Freiheit der Wahl eines anderen Vertragsrechts als das des Staates der Verpflichtung, kann in bestimmten Fällen nach Regeln gewährt werden, in denen die spezifischen Umstände berücksichtigt werden.

Die Bestimmungen der Ersten Richtlinie über die Bestandsübertragung sind zu verschärfen und durch Bestimmungen zu ergänzen, die speziell auf den Fall abzielen, daß der Bestand von im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs geschlossenen Verträgen einem anderen Unternehmen übertragen wird.

Beim derzeitigen Stand der Koordinierung ist den Mitgliedstaaten die Möglichkeit einzuräumen, zum Schutz der Versicherungsnehmer die gleichzeitige Ausübung der Tätigkeit im freien Dienstleistungsverkehr und der Tätigkeit im Wege einer Niederlassung zu beschränken. Eine solche Einschränkung kann für Verpflichtungen, bei denen die Versicherungsnehmer einen solchen Schutz nicht brauchen, nicht vorgesehen werden.

Der Zugang zur Ausübung der freien Dienstleistung muß Verfahren unterliegen, die sicherstellen, daß das Unternehmen die Vorschriften sowohl hinsichtlich der Finanzgarantien als auch der Versicherungsbedingungen und der Tarife einhält. Diese Verfahren können vereinfacht werden, soweit die im Dienstleistungsbereich ausgeübte Tätigkeit Versicherungsnehmer betrifft, die aufgrund der Besonderheiten der Verpflichtung, die sie einzugehen beabsichtigen, keinen besonderen Schutz in dem Staat der Verpflichtung brauchen.

Im Fall dieser zweiten Kategorie von Versicherungsnehmenern ist jedoch, wenn es sich um einen Lebensversicherungsvertrag handelt, dem Versicherungsnehmer die Möglichkeit einzuräumen, innerhalb von dreißig Tagen auf den Vertrag zu verzichten.

Historical Archives of the European Commission

In der Ersten Richtlinie ist die Kumulierung der Tätigkeiten, die unter die Erste Richtlinie zur Koordinierung der Schadenversicherung fallen, mit denen der Ersten Richtlinie grundsätzlich untersagt worden. Zwar hat die Erste Richtlinie den bestehenden Unternehmen, die in beiden Versicherungszweigen tätig sind, die Fortführung ihrer Tätigkeiten gestattet, doch hat sie präzisiert, daß sie keine Agenturen oder Zweigniederlassungen für den Versicherungszweig Lebensversicherung errichten dürfen. Ebenso muß untersagt werden, daß diese Unternehmen im Wege des freien Dienstleistungsverkehrs Verpflichtungen eingehen, die unter die Erste Richtlinie fallen.

Für den Bereich des freien Dienstleistungsverkehrs ist eine besondere Zusammenarbeit zwischen den zuständigen Aufsichtsbehörden der Mitgliedstaaten sowie zwischen diesen Behörden und der Kommission vorzusehen. Ferner ist eine Regelung für Sanktionen vorzusehen, die dann anzuwenden ist, wenn das Dienstleistungsunternehmen die Vorschriften des Mitgliedstaats, in dem die Dienstleistung erbracht wird, nicht einhält.

Die technischen Rückstellungen einschließlich der mathematischen Rückstellungen sind den Regeln und der Aufsicht des Mitgliedstaats, in dem die Dienstleistung erbracht wird, zu unterstellen, wenn die Dienstleistungstätigkeit Verpflichtungen betrifft, bei denen der Bestimmungsstaat der Dienstleistung den Versicherungsnehmern einen besonderen Schutz gewähren will. Die technischen Rückstellungen einschließlich der mathematischen Rückstellungen dagegen unterliegen weiterhin den Regeln und der Aufsicht des Mitgliedstaats, in dem das Unternehmen niedergelassen ist, wenn die Sorge um den Schutz des Versicherungsnehmers nicht begründet ist.

In mehreren Mitgliedstaaten unterliegen die Lebensversicherungsverträge und die anderen unter die Erste Richtlinie fallenden Geschäfte keiner Form der indirekten Besteuerung, während andere Mitgliedstaaten besondere Steuern darauf erheben. In den Mitgliedstaaten mit Versicherungssteuern bestehen jedoch erhebliche Unterschiede hinsichtlich deren Voraussetzungen und hinsichtlich der Steuersätze. Es ist zu vermeiden, daß diese Unterschiede für die Unternehmen in Wettbewerbsverzerrungen zwischen den Mitgliedstaaten zum Ausdruck kommen. Dem kann dadurch abgeholfen werden, daß das Steuersystem

Historical Archives of the European Commission

angewendet wird, das in dem Mitgliedstaat der Verpflichtung vorgesehen ist. Es obliegt den Mitgliedstaaten, die Modalitäten festzulegen, nach denen die Erhebung dieser Steuern sichergestellt werden soll.

Die Erste Richtlinie des Rates vom 5. März 1979 enthält ausdrückliche Bestimmungen über die Zulassung von Agenturen und Zweigniederlassungen von Unternehmen, die ihren Sitz außerhalb der Gemeinschaft haben.

Es empfiehlt sich, auch für Zulassungsanträge von Tochtergesellschaften oder Anträge auf Genehmigung des Erwerbs einer Beteiligung von Unternehmen, die dem Recht eines Drittlandes unterliegen, ein besonderes Verfahren vorzusehen, welches gewährleistet, daß Gemeinschaftsunternehmen in den fraglichen Drittländern nicht schlechter behandelt werden als Unternehmen aus solchen Ländern in der Gemeinschaft; die Richtlinie enthält die Regeln für ein solches Verfahren.

HAT FOLGENDE RICHTLINIE ERLASSEN:

Historical Archives of the European Commission

TITEL I - ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1

Gegenstand dieser Richtlinie ist:

a) die Ergänzung der Ersten Richtlinie (79/267/EWG);

b) die Festlegung von Sonderbestimmungen betreffend den freien Dienstleistungsverkehr für die Tätigkeiten, die in der genannten Richtlinie aufgeführt und in Titel III präzisiert sind.

Artikel 2

Im Sinne dieser Richtlinie gilt als:

a) Erste Richtlinie: die Richtlinie 79/267/EWG;

b) Unternehmen:
- für die Anwendung der Titel I und II: jedes Unternehmen, das eine behördliche Zulassung nach Artikel 6 oder nach Artikel 27 der Ersten Richtlinie erhalten hat;

- für die Anwendung der Titel III und IV: jedes Unternehmen, das eine behördliche Zulassung nach Artikel 6 der genannten Richtlinie erhalten hat;

c) Niederlassung:
der Sitz, eine Agentur oder eine Zweigniederlassung des Unternehmens unter Berücksichtigung des Artikel 3;

Historical Archives of the European Commission

d) Verpflichtung:
die Verpflichtung, die in einer der in Artikel 1 der Ersten Richtlinie genannten Formen von Versicherungen oder Geschäften konkret zum Ausdruck kommt;

e) Mitgliedstaat der Verpflichtung:
der Mitgliedstaat, in dem der Versicherungsnehmer seinen gewöhnlichen Aufenthalt hat, oder, wenn der Versicherungsnehmer eine juristische Person ist, der Mitgliedstaat, in dem sich die Niederlassung dieser juristischen Person befindet, auf die sich der Vertrag bezieht;

f) Mitgliedstaat der Niederlassung:
der Mitgliedstaat, in dem das Unternehmen niedergelassen ist, welches die Verpflichtung eingeht;

g) Mitgliedstaat der Dienstleistung:
der Mitgliedstaat der Verpflichtung, wenn die Verpflichtung von einem in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassenen Unternehmen eingegangen wird.

h) Mutterunternehmen: Die Mutterunternehmen nach Artikel 1 der 7. Richtlinie des Rates 83/349/EWG vom 13. Juni 1983 aufgrund von Artikel 54 Abs. 3 Buchstabe g) des Vertrages über den konsolidierten Abschluß. [1]

i) Tochterunternehmen: Die Tochterunternehmen nach Artikel 1 der Richtlinie 83/349/EWG.

Artikel 3

Jede ständige Präsenz eines Unternehmens im Gebiet eines Mitgliedstaats ist bei der Anwendung der Ersten Richtlinie sowie der vorliegenden Richtlinie einer Agentur oder Zweigniederlassung gleichzustellen, und zwar auch dann, wenn diese Präsenz nicht die Form einer Zweigniederlassung oder Agenturangenommen hat, sondern lediglich durch ein Büro wahrgenommen wird, das von dem eigenen Personal des Unternehmens oder einer Person geführt wird, die zwar unabhängig, aber beauftragt ist, auf Dauer für dieses Unternehmen wie eine Agentur zu handeln.

---

(1) ABl. Nr. L 193 vom 18.7.1983

Historical Archives of the European Commission

TITEL II - ERGÄNZENDE BESTIMMUNGEN ZUR ERSTEN RICHTLINIE

Artikel 4

1. Das Recht, das auf die Verträge über die in der Ersten Richtlinie genannten Tätigkeiten anwendbar ist, ist das Recht des Mitgliedstaats der Verpflichtung. Jedoch können die Parteien, sofern dies nach dem Recht dieses Mitgliedstaats zulässig ist, das Recht eines anderen Staates wählen.

2. Hat der Versicherungsnehmer in einem der in Artikel 13 genannten Fälle seinen gewöhnlichen Aufenthaltsort in einem anderen Mitgliedstaat als dem, dessen Staatsangehöriger er ist, so können die Parteien das Recht des Mitgliedstaates wählen, dessen Staatsangehöriger er ist.

3. Im Falle des Artikels 13 kann der Staat, dessen Recht auf den Vertrag Anwendung findet, dem Versicherungsnehmer nicht verbieten, eine Verpflichtung einzugehen, die nach dem Recht des Herkunftslandes zulässig ist.

4. Umfaßt ein Staat mehrere Gebietseinheiten, von denen jede in bezug auf vertragliche Verpflichtungen ihre eigenen Rechtsnormen besitzt, so ist für die Bestimmung des anwendbaren Rechts nach dieser Richtlinie jede Gebietseinheit als Staat anzusehen.

   Ein Mitgliedstaat, in dem verschiedene Gebietseinheiten in bezug auf vertragliche Verpflichtungen ihre eigenen Rechtsnormen besitzen, ist nicht verpflichtet, diese Richtlinie auf Streitfälle zwischen den Rechtsordnungen dieser Gebietseinheiten anzuwenden.

5. Dieser Artikel berührt nicht die Anwendung der nach dem Recht des Staates des angerufenen Gerichts geltenden Bestimmungen, die ohne Rücksicht auf das auf den Vertrag anzuwendende Recht den Sachverhalt zwingend regeln.

   Sieht das Recht eines Mitgliedstaats dies vor, so können die zwingenden Vorschriften des Rechts des Mitgliedstaats der Verpflichtung angewandt werden, soweit nach dem Recht dieses Staates diese Vorschriften ohne Rücksicht darauf anzuwenden sind, welchem Recht der Vertrag unterliegt.

Historical Archives of the European Commission

5. Vorbehaltlich der vorstehenden Absätze wenden die Mitgliedstaaten auf die unter diese Richtlinie fallenden Versicherungsverträge ihre allgemeinen Bestimmungen des internationalen Privatrechts in bezug auf vertragliche Schuldverhältnisse an.

Artikel 5

Artikel 23 der Ersten Richtlinie wird durch folgenden Absatz ergänzt:

"3. Die Mitgliedstaaten erlassen die erforderlichen Vorschriften, damit die Versicherungsaufsichtsbehörden über die Befugnisse und Mittel verfügen, die zur Überwachung der Tätigkeit der in ihrem Gebiet niedergelassenen Versicherungsunternehmen - einschließlich der außerhalb dieses Gebiets ausgeübten Tätigkeiten - gemäß den Richtlinien des Rates über diese Tätigkeiten und im Hinblick auf deren Anwendung erforderlich sind.

Diese Befugnisse und Mittel müssen den zuständigen Aufsichtsbehörden insbesondere die Möglichkeit geben,

- sich eingehend über die Lage des Unternehmens und seine gesamten Tätigkeiten zu unterrichten, insbesondere:
  - durch Einholung von Auskünften oder Anforderung von Versicherungsunterlagen,
  - durch örtliche Prüfungen in den Geschäftsräumen des Unternehmens,

- alle Maßnahmen dem Unternehmen gegenüber zu treffen, die geeignet und erforderlich sind, um sicherzustellen, daß der Geschäftsbetrieb mit den Rechts- und Verwaltungsvorschriften, die das Unternehmen jeweils in den Mitgliedstaaten zu beachten hat, und insbesondere mit dem Tätigkeitsprogramm - sofern es weiter verbindlich ist - in Einklang bleibt, und daß Mißstände, die eine Gefährdung der Versicherteninteressen darstellen, vermieden oder beseitigt werden;

Historical Archives of the European Commission

- die Anwendung der von den Aufsichtsbehörden verlangten Maßnahmen, wenn notwendig, zwangsweise durchzusetzen, gegebenenfalls durch Einschaltung der Gerichte.

Die Mitgliedstaaten können auch die Möglichkeit vorsehen, daß die Aufsichtsbehörden alle Auskünfte über die von den Versicherungsvertretern gehaltenen Verträge einholen."

Artikel 6

1. Artikel 25 der Ersten Richtlinie wird aufgehoben.

2. Jeder Mitgliedstaat ermächtigt unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen die in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen, ihren Bestand an Verträgen, für die dieser Staat derjenige der Verpflichtung ist, ganz oder teilweise an ein übernehmendes Unternehmen zu übertragen, das in demselben Mitgliedstaat niedergelassen ist, sofern die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, diesen bescheinigen, daß es unter Berücksichtigung der Übertragung die nötige Solvabilitätsspanne besitzt.

3. Jeder Mitgliedstaat ermächtigt unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen die in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen, ihren Bestand an nach Maßgabe von Artikel 10Absatz 1 geschlossenen Verträgen ganz oder teilweise an ein übernehmendes Unternehmen zu übertragen, das in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung niedergelassen ist, sofern die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, diesen bescheinigen, daß es unter Berücksichtigung der Übertragung die nötige Solvabilitätsspanne besitzt.

4. Jeder Mitgliedstaat ermächtigt unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen die in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen, ihren Bestand an nach Maßgabe von Artikel 10Absatz 1 geschlossenen Verträgen ganz oder teilweise an ein übernehmendes Unternehmen zu übertragen, das in demselben Mitgliedstaat niedergelassen ist, sofern die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, diesen bescheinigen, daß es unter Berücksichtigung

Historical Archives of the European Commission

der Übertragung die nötige Solvabilitätsspanne besitzt und in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung die Bedingungen nach den Artikeln 11, 12, 14 und 16 erfüllt.

5. In den in den Absätzen 3 und 4 genannten Fällen genehmigen die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übertragende Unternehmen niedergelassen ist, die Übertragung nach Zustimmung der Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung.

6. Ermächtigt ein Mitgliedstaat unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen die in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen, ihren Bestand an Verträgen ganz oder teilweise an ein übernehmendes Unternehmen zu übertragen, das in einem anderen Mitgliedstaat als dem Mitgliedstaat der Dienstleistung niedergelassen ist, so vergewissert er sich, daß nachstehende Bedingungen erfüllt sind:

   - Die Aufsichtsbehörden des Mitgliedstaats, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, bescheinigen, daß dieses unter Berücksichtigung der Übertragung die nötige Solvabilitätsspanne besitzt;

   - der Mitgliedstaat, in dem das übernehmende Unternehmen niedergelassen ist, ist hiermit einverstanden;

   - das übernehmende Unternehmen erfüllt in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung die Bedingungen nach den Artikeln 11, 12, 14 und 16, die Rechtsvorschriften dieses Mitgliedstaates sehen die Möglichkeit einer solchen Übertragung vor und der betreffende Mitgliedstaat ist mit der Übertragung einverstanden.

7. Die nach diesem Artikel genehmigte Übertragung wird in dem Mitgliedstaat der Verpflichtung unter den in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften vorgesehenen Bedingungen veröffentlicht. Sie gilt gegenüber den betroffenen Versicherungsnehmern, den Versicherten sowie gegenüber allen anderen Personen, die Rechte oder Pflichten aus den übertragenen Verträgen haben, uneingeschränkt.

   Diese Bestimmung berührt nicht das Recht der Mitgliedstaaten vorzusehen, daß die Versicherungsnehmer den Vertrag binnen einer bestimmten Frist nach der Übertragung kündigen können.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 7

Artikel 22 Absatz 2 der Ersten Richtlinie erhält folgende Fassung:

Die Italienische Republik trifft alle erforderlichen Vorkehrungen, damit die den Unternehmen auf ihrem Gebiet auferlegte Verpflichtung, einen Teil ihres Bestands an das "Istituto nazionale di assicurazioni" abzutreten, spätestens zwei Jahre nach Inkrafttreten dieser Richtlinie aufgehoben wird.

Artikel 8

1. Die Überschriften über die Kapitel III der Ersten Schadenversicherungsrichtlinie und der Ersten Lebensversicherungsrichtlinie werden wie folgt geändert:

Kapitel III A

Vorschriften für Agenturen oder Zweigniederlassungen von Unternehmen, welche ihren Sitz außerhalb der Gemeinschaft haben.

2. Nach Artikel 29 der Ersten Schadenversicherungsrichtlinie und nach Artikel 32 der Ersten Lebensversicherungsrichtlinie ist folgende Überschrift einzufügen:

Kapitel III B

Vorschriften betreffend Tochterunternehmen und den Erwerb von Beteiligungen durch Mutterunternehmen, die ihren Sitz außerhalb der Gemeinschaft haben.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9

Nach Artikel 29 der Schadenversicherungsrichtlinie wird folgender Artikel 29 a) und nach Artikel 32 der Lebensversicherungsrichtlinie ein gleichlautender Artikel 32 b) eingefügt:

1. Zulassungsanträge eines Tochterunternehmens eines Mutterunternehmens, das dem Recht eines Drittlandes unterliegt, und der Erwerb einer Beteiligung nach Absatz 3 sind Gegenstand des nachfolgenden Verfahrens.

2. Die zuständigen Behörden des betreffenden Mitgliedstaates informieren die zuständigen Behörden der anderen Mitgliedstaaten und die Kommission über den Zulassungsantrag eines Tochterunternehmens.

3. Wenn ein Unternehmen, das dem Recht eines Drittlandes unterliegt, beabsichtigt, direkt oder indirekt eine Beteiligung an einem in der Gemeinschaft niedergelassenen Versicherungsunternehmen derart zu erwerben, daß dieses sein Tochterunternehmen wird, so informiert es die zuständigen Behörden des betreffenden Mitgliedstaates. Diese informieren die zuständigen Behörden der anderen Mitgliedstaaten und die Kommission.

4. Die zuständigen Behörden des betreffenden Mitgliedstaates müssen ihre Entscheidung über die in den Absätzen 2 und 3 genannten Zulassungsanträge bis zum Abschluß des in den Absätzen 5 und 6 vorgesehenen Verfahrens aufschieben.

5. Die Kommission prüft innerhalb einer dreimonatigen Frist ab Erhalt der in den Absätzen 2 und 3 genannten Informationen, ob alle Unternehmen der Gemeinschaft in den Genuß des Prinzips der Gegenseitigkeit kommen, insbesondere, was die Gründung von Tochterunternehmen und den Erwerb von Beteiligungen an Versicherungsunternehmen in dem betreffenden Drittstaat anbelangt.

6. Stellt die Kommission fest, daß die Gegenseitigkeit nicht gewährleistet ist, so kann sie nach Konsultation der zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten in dem in Artikel 33 der Schadenversicherungsrichtlinie und in Artikel 38 der Lebensversicherungsrichtlinie vorgesehenen Verfahren die Aussetzung der in Absatz 4 genannten Entscheidung verlangen.

7. Die Kommission unterbreitet dem Rat geeignete Vorschläge, um die Gegenseitigkeit mit dem betreffenden Drittland herzustellen.

Historical Archives of the European Commission

TITEL III - BESONDERE BESTIMMUNGEN FÜR DEN FREIEN DIENSTLEISTUNGSVERKEHR -

Artikel 10

1. Die Bestimmungen dieses Titels gelten für den Fall, daß ein Unternehmen von einer in einem Mitgliedstaat befindlichen Niederlassung aus eine Verpflichtung in einem anderen Mitgliedstaat eingeht.

2. Diese Bestimmungen gelten weder für die Geschäfte und Unternehmen sowie die Anstalten, auf die die Erste Richtlinie nicht anwendbar ist.

3. Diese Bestimmungen gelten auch nicht für Verpflichtungen,

   - die von anderen Personen als natürlichen Personen, die für eigene Rechnung handeln, eingegangen werden;

   - die von Personen eingegangen werden, welche eine geschäftliche, berufliche oder arbeitsrechtliche Beziehung zu der oder den Personen unterhalten, auf deren Namen der Vertrag lautet, unabhängig davon, ob es sich hierbei um eine vergangene, gegenwärtige oder künftige Beziehung handelt, soweit die Verpflichtung aufgrund dieser Beziehung eingegangen wird;

   - die von einer Person eingegangen werden, auf deren Namen der Vertrag lautet, wenn dieser aufgrund des Beschäftigungsverhältnisses oder der beruflichen Tätigkeit dieser Person abgeschlossen wird;

   - für die in Artikel 1 Absatz 2 Buchstaben a), c), d) und e) sowie Absatz 3 der Ersten Richtlinie genannten Geschäfte.

4. Ein Unternehmen kann Verpflichtungen in einem anderen Mitgliedstaat nur eingehen, wenn es in dem Mitgliedstaat seiner Niederlassung für diese gleiche Art von Verpflichtung nach Artikel 6 der Ersten Richtlinie zugelassen ist.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 11

Jedes Unternehmen, das Dienstleistungen erbringen will, ist gehalten, vorher die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats des Sitzes und gegebenenfalls des Mitgliedstaats der betreffenden Niederlassung davon zu unterrichten und dabei den oder die Mitgliedstaaten, in deren Gebiet es diese Dienstleistungen erbringen will, sowie die Art der Verpflichtungen, die es eingehen will, anzugeben.

Artikel 12

1. Jeder Mitgliedstaat, in dessen Gebiet ein Unternehmen die in Artikel 10 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen im Rahmen des freien Dienstleistungsverkehrs eingehen will, kann den Zugang zu dieser Tätigkeit von einer behördlichen Zulassung abhängig machen, sofern die Verpflichtungen nicht unter Artikel 13 fallen; zu diesem Zweck kann es verlangen, daß das Unternehmen

   a) eine Bescheinigung der zuständigen Behörden des Mitgliedstaats des Sitzes vorlegt, wonach es für alle seine Tätigkeiten über die Mindestsolvabilitätsspanne nach Artikel 19 der Ersten Richtlinie verfügt und nach der Zulassung gemäß Artikel 6 Absatz 1 der genannten Richtlinie außerhalb des Mitgliedstaats der Niederlassung tätig sein darf;

   b) eine Bescheinigung der zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Niederlassung vorlegt, worin die Versicherungszweige angegeben sind, die das betreffende Unternehmen betreiben darf, und mit der zugleich bestätigt wird, daß diese Behörden keine Einwände dagegen erheben, daß das Unternehmen eine Dienstleistungstätigkeit ausübt;

   c) einen Tätigkeitsplan unterbreitet, der Angaben über folgendes enthalten muß:

      - die Art der Verpflichtungen, die das Unternehmen in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung eingehen will;

Historical Archives of the European Commission

- die allgemeinen und die besonderen Versicherungsbedingungen, die es zugrunde legen will;

- die Tarife, die es bei den einzelnen Gruppen von Versicherungsgeschäften anwenden will und die technischen Grundlagen, die es für die einzelnen Gruppen von Geschäften verwenden will;

- die Formblätter und sonstigen gedruckten Unterlagen, die es im Verkehr mit den Versicherungsnehmern verwenden will,

soweit diese Angaben auch von niedergelassenen Unternehmen verlangt werden.

2. Die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung können verlangen, daß ihnen die in Absatz 1 Buchstabe c) genannten Angaben in der Amtssprache dieses Staates übermittelt werden.

3. Die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung verfügen nach Erhalt der in Absatz 1 erwähnten Unterlagen über eine Frist von sechs Monaten, um die Zulassung ausgehend davon zu gewähren bzw. abzulehnen, ob die einzelnen Teile des von dem Unternehmen vorgelegten Tätigkeitsplans mit den in diesem Mitgliedstaat geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften übereinstimmen.

4. Haben die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung bei Ablauf der in Absatz 3 genannten Frist nicht Stellung genommen, so gilt die Zulassung als abgelehnt.

5. Jede auf Ablehnung der Zulassung oder der Bescheinigung nach Absatz 1 Buchstabe a) oder b) lautende Entscheidung ist eingehend zu begründen und dem betroffenen Unternehmen bekanntzugeben.

6. Jeder Mitgliedstaat sieht einen Rechtsbehelf gegen jedwede Ablehnung der Zulassung oder der Erteilung der Bescheinigung nach Absatz 1 Buchstabe a) oder b) vor.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 13

1. Die im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangenen Verpflichtungen unterliegen nicht Artikel 12, sondern Artikel 14 , wenn sich der Versicherungsnehmer auf eigene Initiative an das Unternehmen wendet, damit dieses die Verpflichtung eingeht.

   Der Versicherungsnehmer gilt als Initiator:

   - wenn der erste Kontakt zwischen dem Versicherungsnehmer und dem Unternehmen unabhängig von dem verwendeten Mittel vom Versicherungsnehmer aufgenommen wird,

     oder

   - wenn der Vertrag in dem Mitgliedstaat geschlossen wird, in dem das Unternehmen niedergelassen ist, ohne daß es einen vorherigen Kontakt zwischen dem Versicherungsnehmer und dem Unternehmen in dem Mitgliedstaat gegeben hat, in dem der Versicherungsnehmer seinen gewöhnlichen Aufenthaltsort hat.

2. Das Unternehmen, das Verpflichtungen in einem Mitgliedstaat im Rahmen dieses Artikels eingehen will, betreibt dort weder Kundenwerbung noch eine Werbung, die sich auf diese Tätigkeit bezieht, es sei denn, daß es in öffentlichen Anzeigen seine Anschrift und die Versicherungszweige bekanntgibt, für die es in dem Staat der Niederlassung zugelassen ist, von dem aus es Verpflichtungen eingehen will.

3. Falls sich der Versicherungsnehmer auf eigene Initiative über einen Versicherungsmakler an das Unternehmen wendet, damit dieses die Verpflichtung eingeht, unterzeichnet er vor der Kontaktaufnahme mit dem Unternehmen eine Erklärung, die bescheinigt, daß er den Makler beauftragt, Versicherungsmöglichkeiten in einem oder mehreren anderen Mitgliedstaaten als dem seines gewöhnlichen Aufenthaltsorts zu erkunden; dieser Makler ist die in Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe a) der Richtlinie 77/92/EWG genannte Person. Der Makler betreibt keine Werbung für die mögliche Inanspruchnahme der Verpflichtungen im Rahmen der in diesem Artikel vorgesehenen Regelung.

Historical Archives of the European Commission

4. Bevor eine Verpflichtung im Rahmen der in diesem Artikel vorgesehenen Regelung eingegangen wird, unterzeichnet der Versicherungsnehmer eine Erklärung, wonach er davon Kenntnis nimmt, daß diese Verpflichtung den Aufsichtsregeln des Staates des Unternehmens unterliegt, das die Verpflichtung eingeht.

Artikel 14

1. Jeder Mitgliedstaat, in dessen Gebiet ein Unternehmen die in Artikel 13 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen durch Dienstleistungen eingehen will, verlangt, daß das Unternehmen

   a) eine Bescheinigung der zuständigen Behörden des Mitgliedstaats des Sitzes vorlegt, wonach es für alle seine Tätigkeiten über die Mindestsolvabilitätsspanne nach Artikel 19 der Ersten Richtlinie verfügt und nach der Zulassung gemäß Artikel 6 Absatz 1 der genannten Richtlinie außerhalb des Mitgliedstaats der Niederlassung tätig sein darf;

   b) eine Bescheinigung der zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Niederlassung vorlegt, worin die Versicherungszweige angegeben sind, die das betreffende Unternehmen betreiben darf, und mit der zugleich bestätigt wird, daß diese Behörden keine Einwände dagegen erheben, daß das Unternehmen eine Dienstleistungstätigkeit ausübt;

   c) die Art der Verpflichtungen, die das Unternehmen in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung eingehen will, angibt.

2. Jeder Mitgliedstaat sieht einen Rechtsbehelf gegen jedwede Ablehnung der Gewährung der Bescheinigung nach Absatz 1 Buchstabe a) oder b) vor.

3. Das Unternehmen kann seine Tätigkeit ab dem Zeitpunkt aufnehmen, zu dem die Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung nachweislich im Besitz der in Absatz 1 erwähnten Unterlagen sind.

Historical Archives of the European Commission

4. Der vorliegende Artikel gilt auch, wenn der Mitgliedstaat, auf dessen Gebiet ein Unternehmen durch Dienstleistungen andere als die in Artikel 13 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen eingehen will, den Zugang zu dieser Tätigkeit nicht von einer behördlichen Zulassung abhängig macht.

Artikel 15

Der Versicherungsnehmer eines im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs im Sinne von Artikel 13 geschlossenen individuellen Lebensversicherungsvertrags verfügt von dem Zeitpunkt ab, zu dem sich die Parteien verpflichtet haben, über eine Frist von mindestens 30 Tagen, um auf die Wirkungen dieses Vertrags zu verzichten.

Die Mitteilung des Versicherungsnehmers, daß er auf den Vertrag verzichtet, befreit ihn von allen aus diesem Vertrag resultierenden Verpflichtungen.

Diese Bestimmungen gelten nicht für Verträge mit einer Laufzeit von zwei Monaten oder weniger.

Die rechtlichen Wirkungen des Verzichts werden gemäß dem auf den Versicherungsvertrag nach Artikel 4 anwendbaren Recht geregelt, insbesondere was die Bestimmung des Zeitpunkts anbelangt, zu dem die Parteien sich verpflichtet haben.

Artikel 16

In den Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten ist vorzusehen, daß ein in einem Mitgliedstaat niedergelassenes Unternehmen dort im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs von einer Niederlassung in einem anderen Mitgliedstaat aus mindestens folgende Verpflichtungen eingehen kann:

Historical Archives of the European Commission

- Verpflichtungen im Sinne von Artikel 13 dieser Richtlinie,

- Verpflichtungen im Sinne von Artikel 10, die nicht in Artikel 13 aufgeführt sind und unter Versicherungszweige fallen, für die das im ersten Mitgliedstaat niedergelassene Unternehmen nach Artikel 6 der Ersten Richtlinie dort nicht zugelassen ist.

Falls hingegen dieses Unternehmen im letztgenannten Fall diese Zulassung besitzt, kann der erste Mitgliedstaat diesen Dienstleistungsverkehr untersagen.

Artikel 17

1. Wenn ein Unternehmen im Sinne des Artikels 11die in Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c) oder in Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe c) genannten Angaben ändern will, so legt es die Änderungen den zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung vor. Diese Änderungen müssen je nach Fall Artikel 12 Absatz 3 oder Artikel 14 Absatz 1 entsprechen.

2. Wenn das Unternehmen seine Tätigkeit auf andere als in Artikel 10genannte und in Artikel 13 dieser Richtlinie nicht aufgeführte Verpflichtungen ausdehnen will, so hat es das in den Artikeln 11und 12 festgelegte Verfahren einzuhalten.

3. Wenn das Unternehmen seine Tätigkeit entweder auf die in Artikel 13 dieser Richtlinie oder die in Artikel 14 Absatz 4 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen ausdehnen will, so hat es das in den Artikeln 11und 14 vorgesehene Verfahren einzuhalten.

Artikel 18

Die Unternehmen, die gemäß Artikel 13 Absatz 3 der Ersten Richtlinie die im Anhang der Ersten Richtlinie zur Koordinierung der "Schadenversicherung" (73/239/EWG) genannten Tätigkeiten mit der Ausübung der in Artikel 1 der Ersten Richtlinie aufgeführten Tätigkeiten kumulieren, dürfen im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs keine Verpflichtungen für einen der in der Ersten Richtlinie genannten Versicherungszweige eingehen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 19

. Das Bestimmungsland kann Rechts- und Verwaltungsvorschriften zum Schutz des Versicherungsnehmers, insbesondere solche für die Genehmigung der allgemeinen und besonderen Versicherungsbedingungen, der im Verkehr mit den Versicherungsnehmern zu verwendenden Formblätter und sonstigen gedruckten Unterlagen, der Tarife sowie aller anderen für die normale Überwachung erforderlichen Dokumente beibehalten oder einführen; Voraussetzung dafür ist jedoch, daß die Vorschriften des Mitgliedstaats der Niederlassung keinen Schutz im erforderlichen Umfang gewährleisten und daß die Anforderungen des Mitgliedstaats der Dienstleistung nicht über das hinausgehen, was in dieser Hinsicht notwendig ist.

2. Im Falle der in Artikel 13 dieser Richtlinie genannten Verpflichtungen sieht das Bestimmungsland jedoch keine Bestimmungen vor, die die Genehmigung oder die systematische Mitteilung der allgemeinen und besonderen Versicherungsbedingungen, der Tarife sowie der Formblätter und sonstigen gedruckten Unterlagen, die das betreffende Unternehmen im Verkehr mit den Versicherungsnehmern verwenden will, vorschreiben.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 20

1. Ein Unternehmen, das Dienstleistungen erbringt, hat den zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung alle zur Anwendung dieses Artikels angeforderten Unterlagen vorzulegen, soweit auch ein dort niedergelassenes Unternehmen hierzu verpflichtet ist.

2. Wenn die zuständigen Behörden eines Mitgliedstaats feststellen, daß ein im Gebiet dieses Mitgliedstaats Dienstleistungen erbringendes Unternehmen die in demselben Mitgliedstaat für das Unternehmen geltenden Rechtsvorschriften nicht einhält, so fordern sie das betreffende Unternehmen auf, diese Unregelmäßigkeit abzustellen.

3. Wenn das betreffende Unternehmen der in Absatz 2 genannten Aufforderung nicht nachkommt, so teilen die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung dies den zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Niederlassung mit. Diese treffen die zweckdienlichen Maßnahmen, damit das betreffende Unternehmen diese Unregelmäßigkeit abstellt. Die Art dieser Maßnahmen wird den Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung mitgeteilt.

   Die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung können sich auch an die zuständigen Behörden des Sitzes des Versicherungsunternehmens wenden, wenn die Dienstleistungen von einer Zweigniederlassung oder Agentur aus erbracht werden.

4. Verletzt das Unternehmen trotz der Maßnahmen des Mitgliedstaats der Niederlassung - oder wenn sich die betreffenden Maßnahmen als unzureichend erweisen oder der betreffende Staat keine Maßnahmen getroffen hat - weiterhin die in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung geltenden Rechtsvorschiften, so kann dieser nach Unterrichtung der Aufsichtsbehörden des Niederlassungsstaats entsprechende Maßnahmen treffen, um weitere Unregelmäßigkeiten zu verhindern, und, soweit unbedingt erforderlich, das Unternehmen daran hindern, weitere Verpflichtungen im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs in seinem Gebiet einzugehen.

Historical Archives of the European Commission

Bei anderen Verpflic'tungen als den gemäß Artikel 13 dieser Richtlinie im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs eingegangenen Verpflichtungen umfassen diese Maßnahmen auch den Entzug der Zulassung nach Artikel 12. Die Mitgliedstaaten tragen dafür Sorge, daß die für diese Maßnahmen erforderlichen Zustellungen in ihrem Gebiet ermöglicht werden.

5. Die vorstehenden Bestimmungen berühren nicht die Befugnis der Mitgliedstaaten, begangene Unregelmäßigkeiten in ihrem Gebiet zu ahnden.

6. Wenn das Unternehmen, das gegen die Rechtsvorschriften verstoßen hat, in dem Mitgliedstaat der Dienstleistung über eine Niederlassung verfügt oder Vermögensgegenstände besitzt, können dessen Aufsichtsbehörden nach den innerstaatlichen Rechtsvorschriften die für diesen Verstoß vorgesehenen Sanktionen an dieser Niederlassung bzw. an diesen Vermögensgegenständen vollstrecken.

7. Nach den Absätzen 2 bis 6 ergriffene Maßnahmen, die Sanktioen oder Beschränkungen für die Erbringung von Dienstleistungen umfassen, sind hinreichend zu begründen und den betreffenden Unternehmen bekanntzugeben. Gegen sie kann in dem Mitgliedstaat, in dem sie getroffen wurden, ein gerichtlicher Rechtsbehelf eingelegt werden.

8. Sind Maßnahmen im Rahmen von Artikel 24 der ersten Richtlinie getroffen worden, so werden die zuständigen Behörden des Mitgliedstaats der Dienstleistung von den Behörden, die sie ergriffen haben, darüber unterrichtet; sie treffen, wenn es sich dabei um Maßnahmen nach den Absätzen 1 und 3 des genannten Artikels handelt, die nötigen Maßnahmen zur Wahrung der Interessen der Versicherten.

   Bei Widerr[illegible] der Zulassung nach Artikel 26 der Ersten Richtlinie werden die Behörden [illegible]es Mitgliedstaats der Dienstleistung davon unterrichtet; sie treffen [illegible]ntsprechende Maßnahmen, damit die betreffende Niederlassung nicht weite[illegible]n Versicherungsverträge im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs im Gebi[illegible] dieses Mitgliedstaats abschließt.

Historical Archives of the European Commission

9. Die Kommission unterbreitet dem Rat alle zwei Jahre einen Bericht, aus dem die Zahl und die Art der Fälle hervorgehen, in denen in den einzelnen Mitgliedstaaten die Ablehnung der Zulassung gemäß Artikel 12 bekanntgegeben oder Maßnahmen gemäß Absatz 4 getroffen wurden. Die Mitgliedstaaten arbeiten dabei mit der Kommission zusammen, indem sie ihr die zur Erstellung dieses Berichts erforderlichen Angaben übermitteln.

Artikel 21

Bei der Liquidation eines Versicherungsunternehmens sind die Verpflichtungen aus einem im Wege des Dienstleistungsverkehrs geschlossenen Versicherungsvertrag genauso zu erfüllen wie die aus anderen Versicherungsverträgen resultierenden Verpflichtungen dieses Unternehmens, ohne daß hinsichtlich der Staatsangehörigkeit der Versicherten und der Empfänger von Versicherungsleistungen ein Unterschied gemacht wird.

Artikel 22

1. Wird ein Geschäft im Dienstleistungsverkehr angeboten, so ist dem Versicherungsnehmer, bevor irgendeine Verpflichtung eingegangen wird, der Mitgliedstaat des Sitzes, der Agentur oder Zweigniederlassung, mit dem oder der der Vertrag geschlossen wird, zur Kenntnis zu bringen.

   Werden dem Versicherungsnehmer Dokumente zur Verfügung gestellt, so muß der in Unterabsatz 1 genannte Hinweis darin enthalten sein.

2. Aus dem Vertrag oder anderen Deckung gewährenden Dokumenten sowie aus dem Versicherungsangebot muß, wenn es den Versicherungsnehmer bindet, die Anschrift des Versicherungsunternehmens, das die Deckung gewährt, und des Sitzes ersichtlich sein.

Artikel 23

1. Ist für die Dienstleistung eine Zulassung durch den Mitgliedstaat der Dienstleistung erforderlich, so werden die Höhe der technischen Rückstellungen und die Regeln bezüglich der Beteiligung an den Gewinnen und an den Rückkauf- und Umwandlungswerten für die betreffenden Verträge unter der Kontrolle dieses Mitgliedstaats nach der dort bestehenden Regelung oder

Historical Archives of the European Commission

andernfalls nach der dort bestehenden Verwaltungspraxis festgelegt. Die Abdeckung dieser Rückstellungen durch gleichwertige und kongruente Vermögenswerte sowie deren Belegenheit und die Anwendung der Regeln für die Beteiligung an den Gewinnen und an den Rückkauf- und Umwandlungswerten unterliegen der Aufsicht dieses Mitgliedstaats nach seiner Regelung oder Verwaltungspraxis.

2. In allen anderen Fällen werden diese verschiedenen Geschäfte unter der Kontrolle des Mitgliedstaats der Niederlassung nach dessen Regelung oder Verwaltungspraxis durchgeführt.

3. Der Mitgliedstaat der Niederlassung trägt dafür Sorge, daß die Rückstellungen, die sich auf die Gesamtheit der Verträge beziehen, die das Unternehmen durch die betreffende Niederlassung abschließt, ausreichend hoch und durch gleichwertige und kongruente Vermögenswerte abgedeckt sind.

4. In dem in Absatz 1 vorgesehenen Fall tauschen der Mitgliedstaat der Niederlassung und der Mitgliedstaat der Dienstleistung alle für die Erfüllung ihrer Aufgaben nach den Absätzen 1 und 3 erforderlichen Informationen aus.

Artikel 24

Im Rahmen des Dienstleistungsverkehrs abgeschlossene Versicherungsverträge unterliegen ausschließlich den indirekten Steuern und steuerähnlichen Abgaben, die in dem Mitgliedstaat, in dem die Verpflichtung im Sinne von Artikel 2 Buchstabe e) eingegegangen worden ist, auf Versicherungsprämien erhoben werden.

Die geltende Steuerregelung wird durch das auf den Versicherungsvertrag nach Artikel 4 anwendbare Recht nicht berührt.

Jeder Mitgliedstaat wendet vorbehaltlich einer späteren Harmonisierung auf die Unternehmen, die Dienstleistungen in seinem Gebiet erbringen, die einzelstaatlichen Bestimmungen an, mit denen die Erhebung der indirekten Steuern und steuerähnlichen Abgaben, die nach Absatz 1 fällig sind, sichergestellt werden soll.

Historical Archives of the European Commission

TITEL IV - SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 25

Die Kommission und die zuständigen Behörden der Mitgliedstaaten arbeiten eng miteinander zusammen, um die Überwachung der in der Ersten Richtlinie genannten Versicherungen und Geschäfte in der Gemeinschaft zu erleichtern.

Die Mitgliestaaten unterrichten die Kommission über die Hauptschwierigkeiten, die sich bei der Anwendung dieser Richtlinie ergeben, unter anderem über diejenigen, die entstehen, wenn ein Mitgliedstaat feststellt, daß Versicherungstätigkeiten im Sinne der Ersten Richtlinie auf Kosten der in seinem Gebiet niedergelassenen Unternehmen in anomalem Umfang auf in angrenzenden Gebieten gelegene Agenturen und Zweigniederlassungen übertragen werden.

Die Kommission und die zuständigen Behörden der betreffenden Mitgliedstaaten prüfen diese Schwierigkeiten so schnell wie möglich, um eine angemessene Lösung zu finden.

Gegebenenfalls unterbreitet die Kommission dem Rat entsprechende Vorschläge.

Artikel 26

Die Kommission legt dem Rat und dem Europäischen Parlament regelmäßig, und zwar erstmals am 1. ... einen Bericht über die Entwicklung des Versicherungsmarktes und der im freien Dienstleistungsverkehr getätigten Geschäfte vor.

Artikel 27

Die Mitgliedstaaten ändern ihre einzelstaatlichen Vorschriften gemäß dieser Richtlinie binnen achtzehn Monaten nach deren Bekanntgabe und teilen dies unverzüglich der Kommission mit.

Historical Archives of the European Commission

Die gemäß Absatz 1 geänderten Vorschriften sind binnen vierundzwanzig Monaten nach Bekanntgabe dieser Richtlinie anzuwenden.

Artikel 28

Vom Zeitpunkt der Bekanntgabe dieser Richtlinie an übermitteln die Mitgliedstaaten der Kommission den Wortlaut der wesentlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften, die sie in dem unter diese Richtlinie fallenden Bereich erlassen.

Artikel 29

Diese Richtlinie ist an die Mitgliedstaaten gerichtet.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM (88) 729 def. SYN 177

Bruxelles, 16 gennaio 1989

PROPOSTA DI

SECONDA DIRETTIVA DEL CONSIGLIO

CHE COORDINA LE DISPOSIZIONI LEGISLATIVE, REGOLAMENTARI E AMMINISTRATIVE RIGUARDANTI L'ASSICURAZIONE DIRETTA SULLA VITA, FISSA LE DISPOSIZIONI DESTINATE AD AGEVOLARE L'ESERCIZIO EFFETTIVO DELLA LIBERA PRESTAZIONE DI SERVIZI E MODIFICA LA DIRETTIVA 79/267/CEE

(presentata dalla Commissione)

Historical Archives of the European Commission

PROPOSTA DI

SECONDA DIRETTIVA DEL CONSIGLIO

CHE COORDINA LE DISPOSIZIONI LEGISLATIVE, REGOLAMENTARI E AMMINISTRATIVE RIGUARDANTI L'ASSICURAZIONE DIRETTA SULLA VITA, FISSA LE DISPOSIZIONI DESTINATE AD AGEVOLARE L'ESERCIZIO EFFETTIVO DELLA LIBERA PRESTAZIONE DI SERVIZI E MODIFICA LA DIRETTIVA 79/267/CEE

RELAZIONE

I. Introduzione

La realizzazione effettiva di un mercato comune nel campo dell'assicurazione sulla vita costituisce un elemento importante dello spazio finanziario europeo che gli Stati membri si sono impegnati a creare entro la fine del 1992.

Se è vero che la direttiva 79/267/CEE del 5 marzo 1979 ha coordinato le condizioni alle quali un'impresa di assicurazione sulla vita di un paese della Comunità può costituire un'agenzia o una succursale in un altro paese comunitario, resta il fatto che il cittadino di un paese della Comunità che desideri concludere direttamente un contratto di assicurazione sulla vita in un altro paese incontra tuttora numerosi ostacoli di diritto o di fatto.

All'interno del mercato finanziario europeo qualsiasi cittadino deve avere la possibilità di rivolgersi a una qualsiasi impresa nella Comunità e disporre in questo modo della scelta più ampia possibile di forme di assicurazione e di assicuratori.

La seconda relazione della Commissione al Consiglio e al Parlamento europeo sull'attuazione del Libro bianco della Commissione relativo al completamento del mercato interno precisa che la Commissione presenterà al Consiglio prima del 31 dicembre 1988 una proposta di direttiva sulla libera prestazione dei servizi nel campo dell'assicurazione sulla vita (COM(87) 203 def. par. 67, pag. 20).

Historical Archives of the European Commission

La base giuridica di tale proposta è costituita dall'articolo 57, paragrafo 2, e dall'articolo 66 del Trattato CEE, ma due avvenimenti recenti hanno apportato importanti chiarimenti in merito alla libera prestazione dei servizi nel settore delle assicurazioni.

La Corte di giustizia delle Comunità europee ha pronunciato il 4 dicembre 1986 diverse sentenze a questo riguardo, in particolare la sentenza 205/84 nella causa promossa contro la Repubblica federale di Germania.

Tali sentenze da un lato hanno posto fine alle divergenze d'interpretazione della direttiva del Consiglio del 30 maggio 1978 recante coordinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative in materia di coassicurazione comunitaria, e dall'altro, hanno permesso di riprendere la discussione della proposta di seconda direttiva del Consiglio che coordina le disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative concernenti l'assicurazione diretta diversa dall'assicurazione sulla vita, fissa le disposizioni destinate ad agevolare l'esercizio della libera prestazione di servizi e modifica la direttiva 73/239/CEE, proposta che è stata adottata il 22 giugno 1988.

Nella sentenza 205/84 la Corte riconosce che allo stato attuale del diritto comunitario si giustifica che, per assicurare la tutela dei contraenti dell'assicurazione e degli assicurati, lo Stato membro destinatario di una prestazione di servizi assicurativi imponga l'applicazione della propria legislazione per quanto riguarda le riserve tecniche e le condizioni d'assicurazione (considerando n. 41).

Tuttavia nella stessa sentenza la Corte sottolinea che le esigenze di tutela del contraente dell'assicurazione e dell'assicurato "non hanno la stessa importanza per tutti i rami assicurativi e che possono esistere casi in cui, dato il carattere del rischio assicurato e del contraente dell'assicurazione, non vi è alcuna necessità di tutelare quest'ultimo mediante l'applicazione delle norme imperative del suo ordinamento nazionale" (considerando n. 49).

Historical Archives of the European Commission

Questi due considerando si applicano sia all'assicurazione non vita che all'assicurazione vita.

Il secondo avvenimento recente è la menzionata direttiva del 22 giugno 1988 che suddivide l'insieme dei rischi "danni" in due categorie definite in funzione del grado di protezione di cui hanno bisogno i contraenti dell'assicurazione.

Per la prima categoria, detta dei "grandi rischi", definita in funzione del carattere e dell'importanza del contraente e della natura del rischio, e per la quale non esiste l'esigenza di una tutela così elevata, si applicano le norme di controllo del paese dell'assicuratore (home country control). La situazione è inversa per la seconda categoria, detta dei "rischi di massa", ai quali si applicano le norme di controllo del paese del rischio (risk country control) almeno fino al coordinamento ulteriore, in particolare delle riserve tecniche. Tale coordinamento, oggetto di una seconda fase, faciliterà ulteriormente l'esercizio effettivo della prestazione di servizi ed estenderà il campo di applicazione delle norme di controllo del paese dell'assicuratore.

La Commissione propone di procedere allo stesso modo per gli impegni previsti dalla direttiva concernente l'assicurazione sulla vita. In una prima fase, si fa distinzione fra, da un lato, gli impegni per i quali i contraenti non hanno un grande bisogno di protezione e ai quali si applicano le norme di controllo del paese dello stabilimento, e dall'altro, gli altri impegni che sono soggetti alla legislazione del paese dell'impegno, ossia generalmente il paese di residenza del contraente dell'assicurazione. Tale disposizione viene adottata in attesa di un ulteriore coordinamento.

Historical Archive of the European Commission

La struttura della presente proposta ricalca quella della direttiva 88/357/CEE del 22 giugno 1988. Il titolo I "Disposizioni generali" e il titolo II "Disposizioni complementari alla prima direttiva" (79/267/CEE del 5.3.1979) si applicano indistintamente a tutti i rami previsti dalla direttiva stessa. Il titolo III, invece, enuncia disposizioni particolari in materia di libera prestazione di servizi.

Per quanto concerne le assicurazioni di gruppo e determinate assicurazioni individuali di vecchiaia, la molteplicità e complessità dei differenti sistemi e la loro stretta connessione con i regimi di previdenza sociale richiedono uno studio approfondito che è ancora in corso. Tale settore è pertanto escluso dal titolo III della presente proposta. Esso formerà oggetto di una proposta di direttiva distinta che sarà presentata entro i più brevi termini e costituirà pertanto la seconda parte della prima tappa.

Il titolo III della presente proposta riguarda soltanto contratti individuali non connessi con un'attività professionale. In questo campo, una persona che prende l'iniziativa di rivolgersi ad un assicuratore stabilito in un altro Stato membro e soggetto alle norme di controllo di tale Stato, si sottrae volontariamente e scientemente alle norme di controllo del proprio Stato di residenza e mostra con il suo comportamento di non avere bisogno della protezione di quest'ultimo. L'iniziativa del contraente, il quale dovrà prendere atto del fatto che si sottrae a tale protezione nazionale, costituisce pertanto il criterio che delimita la categoria d'impegni a cui si applica la regolamentazione del paese di stabilimento dell'assicuratore.

Attualmente la legislazione di vari Stati membri vieta ai residenti di prendere l'iniziativa di stipulare contratti all'estero o restringe considerevolmente tale possibilità.

Il controllo dell'osservanza di tale divieto e di tali restrizioni diventerà tuttavia difficile allorché entrerà in vigore la direttiva 88/361 del 24 giugno 1988 sulla libertà dei movimenti di capitali. E' quindi urgente definire nella regolamentazione comunitaria le condizioni in cui un contraente può agire di propria iniziativa.

Historical Archives of the European Commission

La presente proposta permetterà ai contraenti meglio informati di profittare pienamente del grande mercato interno, pur restando tutelati in forza della normativa nazionale nei casi in cui è l'impresa di assicurazione a promuovere attivamente la vendita dei suoi prodotti all'estero.

L'obiettivo della Commissione resta comunque l'applicazione delle norme di controllo dello Stato di stabilimento dell'assicuratore. Ciò richiederà come nell'assicurazione non vita un ulteriore coordinamento che formerà l'oggetto di una seconda fase dei lavori.

La presente proposta costituisce pertanto, insieme alla menzionata proposta complementare in materia di assicurazione di gruppo, un passo importante verso la realizzazione del mercato interno dell'assicurazione vita, ma non basta da sola per raggiungere questo obiettivo.

La direttiva 79/267/CEE del 5 marzo 1979 prevede disposizioni specifiche per l'autorizzazione di agenzie e succursali di imprese aventi la sede sociale all'esterno della Comunità, ma non contiene alcuna norma relativamente alle domande di autorizzazione di affiliate di tali imprese o quando tali imprese intendono acquisire una partecipazione di controllo in un'impresa di assicurazione della Comunità. Per colmare tale lacuna la presente proposta istituisce una procedura, che si ispira ampiamente a quella dell'articolo 7 della proposta di seconda direttiva di coordinamento bancario, e che dovrebbe assicurare alle imprese della Comunità condizioni di reciprocità nel paese della società madre dell'impresa.

Historical Archives of the European Commission

II. Commento degli articoli

Titolo I - Disposizioni generali

Articolo 1 - Oggetto della direttiva (art. 1)

L'articolo 1 precisa il duplice scopo della direttiva:

1. completare la direttiva 79/267 di coordinamento dell'assicurazione vita del 5 marzo 1979, oggetto dei titoli I e II della presente direttiva,

2. fissare le disposizioni particolari in materia di libera prestazione di servizi, oggetto del titolo III.

Poiché numerosi articoli della presente direttiva sono identici o quanto meno si ricollegano a quelli della seconda direttiva di coordinamento dell'assicurazione danni del 22 giugno 1988, i numeri degli articoli corrispondenti sono indicati fra parentesi.

Articolo 2 - Definizioni (art. 2)

In merito alla lettera b) »impresa

L'articolo 6 della prima direttiva riguarda le imprese la cui sede sociale è situata all'interno della Comunità e l'articolo 27 della stessa direttiva quelle la cui sede sociale è situata all'esterno della Comunità. Questa distinzione ripresa dalla 2a direttiva danni significa che gli assicuratori dei paesi terzi stabiliti nella Comunità soltanto mediante un'agenzia o succursale non beneficiano delle disposizioni sulla libera prestazione dei servizi della presente direttiva.

Historical Archives of the European Commission

In merito alla lettera e) Stato membro dell'impegno

Uno dei due obiettivi della presente direttiva è di modificare la prima direttiva sull'assicurazione vita. Essa deve pertanto applicarsi sia alle assicurazioni di cui all'articolo 1, paragrafo 1, della prima direttiva vita, sia alle operazioni di cui all'articolo 1, paragrafo 2, della stessa direttiva.

Per questo motivo è stata scelta l'espressione "Stato membro dell'impegno" che si ispira all'articolo 9, lettera a), della prima direttiva in cui sono menzionati gli impegni assunti da un'impresa.

Articolo 3 - Presenza permanente (art. 3)

Questa disposizione, che figura anche nella seconda direttiva danni, è ripresa dal considerando n. 21 della sentenza pronunciata dalla Corte di giustizia il 4 dicembre 1986 nella causa 205/84 Commissione/Repubblica federale di Germania.

Articolo 4 - Legge applicabile al contratto (art. 7)

In merito al paragrafo 1

Le parti del contratto devono sapere chiaramente quali sono le norme giuridiche che disciplinano il contratto.

La seconda direttiva danni ha risposto a questa esigenza legittima di certezza giuridica adottando regole uniformi di diritto internazionale privato e prevedendo in alcuni casi la libertà di scelta della legge applicabile.

Historical Archives of the European Commission

La presente direttiva adotta un approccio analogo: adozione di una regola uniforme di diritto internazionale privato e scelta, a questo titolo, della legge dello Stato membro dell'impegno, ossia dello Stato in cui risiede abitualmente il contraente, lasciando tuttavia alle parti la possibilità, se il diritto di tale Stato lo consente, di scegliere un'altra legge.

Se il contraente è una persona giuridica, la legge del paese di residenza è sostituita dalla legge dello Stato membro in cui è situato lo stabilimento di tale persona giuridica a cui il contratto si riferisce.

In effetti, poiché l'assicurazione sulla vita riguarda sempre direttamente o indirettamente una persona e data l'importanza che il diritto delle persone assume a questo riguardo, è necessario mantenere il contesto giuridico del contraente. Ciò riguarda ad esempio la designazione del beneficiario e l'accettazione da parte di questi del beneficio del contratto, la situazione della moglie divorziata, della moglie attuale e dei loro figli rispettivi, la situazione della compagna, ecc..

Occorre evitare di imporre relativamente a questi aspetti un regime giuridico al quale gli interessati siano estranei se non allergici.

In merito al paragrafo 2

Gli stessi motivi giustificano anche il paragrafo 2 in base al quale, se il contraente, da un canto, prende l'iniziativa di sottoscrivere all'estero un impegno sotto il regime di prestazione di servizi e, dall'altro, risiede abitualmente in uno Stato membro diverso da quello di cui ha la cittadinanza, le parti possono scegliere la legge dello Stato membro di cui il contraente ha la cittadinanza.

Historical Archives of the European Commission

In merito al paragrafo 3

Tale preoccupazione, espressa dai due primi paragrafi, di mantenere l'ambiente giuridico del contraente riguarda il diritto privato del contratto.

Ciò non impedisce tuttavia al contraente, che prende l'iniziativa di sottoscrivere in un altro Stato membro un impegno in regime di prestazione di servizi, di beneficiare di formule di assicurazioni autorizzate dal diritto pubblico del paese dell'assicurato al quale si rivolge e ciò anche se le formule di assicurazioni non sono autorizzate nel suo paese di residenza.

Tale libertà del contraente costituisce del resto uno degli obiettivi della presente direttiva.

Historical Archives of the European Commission

In merito ai paragrafi da 4 a 6

Questi paragrafi sono la riproduzione quasi letterale di una parte delle disposizioni dell'articolo 7 della seconda direttiva danni.

Il paragrafo 4 che tratta degli Stati comprendenti più unità territoriali di cui ciascuna ha le proprie norme di diritto in materia di obbligazioni contrattuali, riguarda in particolare il Regno Unito e la Spagna.

Il paragrafo 5 che ha il suo corrispondente nella seconda direttiva danni, riprende un'idea dell'articolo 7 "Disposizioni imperative" della "Convenzione sulla legge applicabile alle obbligazioni contrattuali" aperta alla firma a Roma il 19 giugno 1980 (GUCE L 266 del 9.10.1980) che ha formato oggetto di una relazione redatta dai sigg. GIULIANO e LAGARDE (GUCE C 282 del 31.10.1980).

In merito all'articolo 4 nel suo complesso

Si tratta di mettere a punto il regime giuridico più appropriato per tutte le attività coperte dalla prima direttiva, siano esse esercitate in regime di stabilimento o di prestazioni di servizio. Pertanto, come nella seconda direttiva danni, questo articolo sulla legge applicabile al contratto è inserito nel titolo III contenente "Disposizioni complementari alla prima direttiva".

Articolo 5 - Sorveglianza delle attività, ivi comprese quelle esercitate all'estero (art. 10)

Nella seconda direttiva danni si è ritenuto necessario precisare i poteri delle autorità di controllo e i mezzi di cui devono disporre per sorvegliare le attività degli assicuratori, ivi comprese quelle esercitate all'estero. E' questo lo scopo dell'articolo 10 della seconda direttiva danni. Per identità di motivi tale articolo è ripreso nella presente direttiva.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 6 - Trasferimento di portafoglio (art. 11)

Per identità di motivi è opportuno riprendere l'articolo 11 della seconda direttiva danni.

Articolo 7 - Soppressione delle cessioni legali a favore dell'"Istituto Nazionale delle Assicurazioni" (I.N.A.)

Le cessioni obbligatorie degli assicuratori ad un organismo nazionale unico sono state sempre considerate incompatibili con le disposizioni del trattato CEE. Quelle vigenti in Francia sono state soppresse prima dell'adozione della direttiva di coordinamento delle assicurazioni vita del 1979.

La proposta iniziale di tale direttiva presentata dalla Commissione e la proposta modificata da essa presentata in seguito al parere degli organi consultivi nonché al parere del Parlamento europeo, prevedevano la soppressione di tale eccezione, o alla fine di un periodo transitorio di cinque anni o al momento dell'entrata in vigore della presente direttiva.

Il Consiglio ha deciso diversamente; la prima direttiva vita, ossia quella del 1979, dispone infatti che l'INA può mantenere a titolo eccezionale tali cessioni, senza tuttavia aumentarle, e aggiunge che tale regime formerà oggetto di un nuovo esame nell'ambito della presente direttiva.

E' necessario ora sopprimere questa eccezione, altrimenti le imprese italiane e straniere, stabilite in Italia sarebbero svantaggiate rispetto alle imprese stabilite all'estero ed esercenti l'assicurazione sulla vita in Italia in regime di prestazioni di servizi, dato che queste ultime imprese non sarebbero soggette allo stesso obbligo.

Articolo 8 - Modifica del Titolo III della prima direttiva

Tale modifica è necessario per permettere di inserire un nuovo articolo 32bis nella prima direttiva. Vedere l'articolo 9 della presente proposta.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 9 - Reciprocità con i paesi terzi

Questo articolo costituisce un adattamento al settore dell'assicurazione vita dell'articolo 7 della proposta di seconda direttiva di coordinamento bancario presentata dalla Commissione al Consiglio il 23 febbraio 1988 il cui testo è stato modificato soltanto in funzione del differente contesto.

Historical Archives of the European Commission

Titolo III - Disposizioni particolari in materia di libera prestazione di servizi

Articolo 10 - Impegni in regime di libera prestazione di servizi, previsti dalla presente direttiva (art. 12)

Questo articolo, che costituisce il primo articolo del titolo III, definisce il relativo campo d'applicazione, ossia gli impegni assunti in regime di prestazione di servizi e previsti dalla presente direttiva.

Sono presi in considerazione soltanto gli impegni individuali. Sono pertanto escluse le assicurazioni previste dall'articolo 1, paragrafo 1, della prima direttiva quando assumono la forma di assicurazioni di gruppo nonché le operazioni di gestione di fondi collettivi di pensione previsti dall'articolo 1, paragrafo 2, lettera c). Tali assicurazioni ed operazioni formeranno oggetto della proposta di direttiva sull'assicurazione vita di gruppo che la Commissione presenterà prossimamente al Consiglio.

D'altra parte la presente direttiva si limita agli impegni individuali che non hanno alcun nesso con il rapporto di lavoro dipendente o l'attività professionale del contraente. Sono così esclusi in particolare i contratti individuali previsti dall'articolo 1, paragrafo 3, della prima direttiva.

La presente direttiva deve contribuire alla creazione di uno spazio finanziario europeo e permettere ai cittadini della Comunità di stipulare in altri paesi contratti equiparabili a quelli in uso nel proprio paese di residenza ma anche altri tipi di contratti non utilizzati nel proprio paese di residenza. Il paragrafo 4 indica semplicemente che l'impresa di assicurazione deve essere autorizzata nel proprio paese di stabilimento.

Tuttavia, quanto precede non si applica alle operazioni tontinarie previste dall'articolo 1, paragrafo 2, lettera a) della prima direttiva. Esse esistevano nel 1979 soltanto in due Stati membri e il loro mantenimento in vigore era stato deciso soltanto dopo lunghi dibattiti. E' opportuno escluderle dalla presente direttiva dato che negli altri Stati membri sono vietate per motivi di ordine pubblico.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 11 - Informazione delle autorità di controllo (art. 14)

Per identità di motivi è opportuno riprendere l'articolo 14 della seconda direttiva danni.

Articolo 12 - Autorizzazione in regime di prestazione di servizi (art. 15)

Questo articolo, ripreso dall'articolo 15 della seconda direttiva danni, riguarda gli impegni che possono essere assunti in regime di prestazione di servizi ma in cui i contraenti dell'assicurazione meritano una tutela particolare, come è stato indicato dalla Corte di giustizia.

Si tratta degli impegni previsti dall'articolo 10, ossia degli impegni riguardanti l'assicurazione vita individuale, i quali non possono beneficiare delle disposizioni più liberali previste dall'articolo 13 relativamente agli impegni assunti su iniziativa del contraente.

Ci si trova dunque nel campo di applicazione della legge di controllo del paese destinatario, il che significa che lo Stato della prestazione dei servizi può imporre il requisito dell'autorizzazione all'assicuratore straniero il quale dovrà produrre a tale scopo diversi documenti come certificato di solvibilità, certificato di autorizzazione e programma di attività. E, come indicato al paragrafo 3, tale Stato può esigere che il programma di attività sia conforme alle disposizioni legislative, amministrative o regolamentari applicabili nel proprio territorio, in particolare per quanto riguarda le riserve tecniche e quelle matematiche e gli attivi che ne rappresentano la contropartita.

L'armonizzazione di queste disposizioni costituirà appunto la seconda fase dei lavori che permetterà di estendere il sistema del "Home country control" a tutti gli impegni previsti dalla prima direttiva.

Historical Archive of the European Commission

Articolo 13 - Impegni assunti su iniziativa del contraente

Paragrafo 1 - Campo di applicazione

Questo paragrafo definisce gli impegni per i quali è sufficiente la tutela offerta dalla legislazione di controllo del paese dell'assicuratore (il cosiddetto "Home country control"), ossia gli impegni assunti su iniziativa del contraente.

Paragrafo 2 - Pubblicità

Si tratta di evitare che questa disposizione riguardante gli impegni assunti su iniziativa del contraente non venga elusa mediante la prospezione commerciale e la pubblicità fatta dall'assicuratore.
E' dunque prudente precisare che l'assicuratore può farsi conoscere soltanto attraverso annunci pubblici in cui segnala il suo indirizzo e i rami per i quali intende assumere impegni.
Va sottolineato che si tratta per l'assicuratore semplicemente di libera prestazione di servizi passiva.

Paragrafo 3 - Mediatori

L'obiettivo dell'articolo 13 è di permettere ai contraenti di esercitare interamente la propria iniziativa e di poter scegliere in tutta la gamma dei prodotti assicurativi disponibili nei vari Stati membri, e ciò con tutti i mezzi disponibili nel proprio paese e all'estero, in particolare per corrispondenza, per telefono o tramite un mediatore.

Tuttavia non essendo escluso del tutto il rischio che un mediatore possa indurre il contraente a ricercare un'assicurazione all'estero contraria al suo interesse, il contraente deve firmare una dichiarazione attestante che la ricerca di contratti di assicurazione all'estero avviene su suo espresso desiderio.

Historical Archives of the European Commission

E' coerente con la regola del paragrafo 2 sulla pubblicità che in un caso del genere il mediatore non faccia pubblicità sulla ricerca dei contratti all'estero.

Paragrafo 4 - Dichiarazione del contraente

Questa dichiarazione costituisce una precauzione particolare in tutti i casi in cui il contraente prende l'iniziativa di rivolgersi all'estero, qualunque sia il utilizzato.

Articolo 14 - Obbligo di presentazione di certificati (art. 16)

Questo articolo riprende l'articolo 16 della seconda direttiva danni. Quando un contraente prende l'iniziativa di stipulare un contratto di assicurazione sulla vita in un altro Stato membro, tale contratto rientra nel campo d'applicazione della legislazione di controllo di quest'altro Stato membro. Tuttavia, come indicato nel Libro bianco sul completamento del mercato interno (par. 103), le autorità dello Stato della prestazione dei servizi continuano ad esercitare il loro controllo, in maniera complementare. Questo controllo si concretizza in particolare attraverso le disposizioni dell'articolo 14.

Articolo 15 - Diritto di rinuncia

I contratti di assicurazione sulla vita sono stipulati generalmente per un lungo periodo e richiedono il pagamento di premi rilevanti. Occorre dunque prendere tutte le precauzioni per evitare qualsiasi malinteso.

In vari paesi della Comunità si è constatato, in un numero abbastanza elevato di contratti, che i contraenti cessano il pagamento dei premi nei primi due o tre anni.

Historical Archives of the European Commission

Per questo motivo vari paesi, in particolare la Francia e la Gran Bretagna, hanno introdotto l'obbligo di un termine di rinuncia.
Le legge francese del 7 gennaio 1981, modificata dalla legge dell'11 giugno 1985, introduce un termine di rinuncia di 30 giorni, applicabile anche quando il contratto comporta una garanzia immediata.

Il Regno Unito ha introdotto dal 1° gennaio 1980 una disposizione analoga che prevede un termine di 10 giorni lavorativi, applicabile anche quando il contratto comporta una garanzia immediata.

Una disposizione del genere sembra essere ancora più utile nella presente proposta di direttiva poiché il contraente che conclude un contratto di assicurazione sulla vita all'estero non si rende sempre esattamente conto, al momento della firma, delle differenze fra il contratto firmato e quelli in uso nel proprio paese.

Articolo 16 - Cumulo tra stabilimento e prestazione di servizi (art. 13)

Per identità di motivi questo articolo è la replica dell'articolo 13 della seconda direttiva danni. Esso prevede tre ipotesi.

1. Quando si tratta di un contratto stipulato su iniziativa del contraente, nel qual caso non è richiesto lo stesso livello di protezione e si applica quindi il "home country control", non c'è motivo di impedire ad un assicuratore straniero di accettare tale contratto solo perché l'assicuratore è stabilito nel paese del contraente. Il cumulo è pertanto autorizzato.

2. Un assicuratore di un paese A, stabilito in un paese B è autorizzato a concludere nel paese B, a partire dal paese A, contratti non assunti su iniziativa del contraente, purché tali contratti rientrino nei rami per i quali l'assicuratore stabilito nel paese B non è autorizzato. L'esercizio delle due attività è autorizzato, ma non esiste un vero e proprio cumulo poiché i rami in questione sono differenti.

Historical Archives of the European Commission

3. Per contro, se in quest'ultimo caso i rami sono gli stessi, ossia se l'assicuratore stabilito nel paese B è autorizzato per il ramo a cui si riferisce il contratto, le autorità del paese B potrebbero opporsi a questa prestazione di servizi.

Il cumulo potrebbe pertanto non essere autorizzato. Taluni Stati membri potrebbero infatti considerare che tale cumulo può creare confusione presso il contraente che non prende l'iniziativa di rivolgersi all'estero, il quale deve pertanto beneficiare di una protezione particolare e al quale lo stesso assicuratore potrebbe presentare due volte lo stesso prodotto, una volta in regime di stabilimento e una volta in regime di prestazione di servizi. Tale assicuratore potrebbe dunque essere tenuto a non esercitare questo ramo nel paese B, se non tramite il suo stabilimento nel paese B.

Articolo 17 - Modifica ed estensione delle attività (art. 17)

Per identità di motivi tale disposizione è ripresa dalla seconda direttiva danni.

Il paragrafo 1 riguarda le modifiche delle attività dell'assicuratore nei due regimi di libera prestazione di servizi, ossia per gli impegni assunti o no su iniziativa del contraente. Il paragrafo 2 riguarda l'estensione delle attività dell'assicuratore ai contratti non conclusi su iniziativa del contraente e il paragrafo 3 ai contratti stipulati su iniziativa del contraente.

Articolo 18 - Imprese multirami

Dopo lunghe discussioni la prima direttiva vita ha accolto il principio della specializzazione in base al quale un'impresa di assicurazione danni non può praticare nello stesso tempo le operazioni previste da tale direttiva e ciò allo scopo di proteggere il contraente. Tale principio costituisce l'oggetto dell'articolo 13, paragrafo 1, della prima direttiva vita.

Historical Archives of the European Commission

Nello stesso tempo è stato ammesso che le imprese multirami ossia, quelle che praticano allo stesso tempo l'assicurazione vita e l'assicurazione danni al momento della notifica della direttiva, possono continuare a praticare tale cumulo (art. 13, par. 3).

Tali imprese sono abilitate a costituire negli altri Stati membri agenzie o succursali nel ramo danni, ma non nel ramo vita (art. 13, par 4).

Per le operazioni svolte in regime di prestazione di servizi è opportuno applicare la soluzione adottata nel 1979 per le operazioni svolte in regime di stabilimento, il che significa che così come un'impresa multirami non può esercitare l'assicurazione vita all'estero attraverso lo stabilimento, non può farlo neanche in regime di prestazione di servizi.

Articolo 19 - Approvazione delle condizioni di polizza e delle tariffe (art. 18)

Il paragrafo 1 di questo articolo, che si ispira all'articolo 18 della seconda direttiva danni, dispone che gli Stati membri di prestazione dei servizi possono mantenere o introdurre un certo controllo delle condizioni di assicurazione e delle tariffe per gli impegni assunti in regime di prestazione di servizi, ma unicamente per asssicurare la protezione del contraente.

Tali disposizioni non si applicano tuttavia agli impegni assunti su iniziativa del contraente, per i quali gli Stati membri non possono esigere l'approvazione o la comunicazione delle condizioni di assicurazione e delle tariffe.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 20 - Sanzioni (art. 19)

Per identità di motivi, è opportuno riprendere l'articolo 19 della seconda direttiva danni che prevede diversi mezzi di intervento e sanzioni da parte delle autorità competenti degli Stati membri interessati in caso di violazione degli obblighi incombenti alle imprese operanti in regime di prestazione di servizi.

Articolo 21 - Liquidazione (art. 20)

Per identità di motivi, è opportuno riprendere l'articolo 20 della seconda direttiva danni.

Articolo 22 - Informazione del contraente in merito all'assicuratore (art. 21)

Per identità di motivi, è opportuno riprendere l'articolo 21 della seconda direttiva danni. Occorre che il contraente sappia che sta trattando con un assicuratore straniero e che conosca l'identità di tale assicuratore e il paese in cui è stabilito.

Mentre nell'assicurazione "danni" questo obbligo è attenuato per i grandi rischi, lo stesso non avviene per gli impegni assunti su iniziativa del contraente nell'ambito della presente direttiva poiché in questo caso è opportuno che il contraente sia informato nel miglior modo possibile.

Articolo 23 - Controllo delle riserve e di altri elementi tecnici (art. 23)

Per identità di motivi, è opportuno riprendere l'articolo 23 della seconda direttiva danni.

Historical Archives of the European Commission

Come già indicato nella presente relazione, il controllo delle riserve matematiche è effettuato dall'autorità di controllo del paese della prestazione quando questa richiede un'autorizzazione dell'assicuratore straniero. Si tratta del "controllo ... del paese destinatario" applicabile agli impegni che non sono presi su iniziativa del contraente. E' questo lo scopo del paragrafo 1 dell'articolo 23 .

Il paragrafo 2 prevede invece il "Home country control" negli altri casi.

I paragrafi 3 e 4 non richiedono commenti particolari.

Articolo 24 - Imposte (art. 25)

Per gli stessi motivi l'articolo 24 s'ispira ampiamente all'articolo 25 della seconda direttiva danni.

Il problema della tassazione dei premi e del suo impatto finanziario, ben noto nell'assicurazione danni, dove i tassi oscillano fra lo 0% e il 30%, si ritrova nel ramo vita con tassi compresi fra lo 0% e il 5,15%.

Lasciando da parte l'imposta di bollo minima, calcolata in percentuale della somma assicurata, si può dire schematicamente che in Germania, Gran Bretagna, Paesi Bassi e Spagna l'aliquota è pari a 0%, mentre altri paesi applicano aliquote del 2%, 2,4% e 4,4%, e la Francia applica aliquote diverse che vanno dallo 0% per l'assicurazione di gruppo al 5,15% per l'assicurazione individuale.

Come nel caso dell'assicurazione danni, la presente direttiva non realizza l'armonizzazione del regime fiscale, optando cioè per il sistema della territorialità, ossia per l'applicazione del regime fiscale del paese del contraente e a beneficio di tale paese.

Historical Archives of the European Commission

D'altra parte ciascuno Stato membro applicherà alle imprese che forniscono servizi nel suo territorio le proprie disposizioni nazionali concernenti le misure destinate a garantire la riscossione di tali tasse.

Articolo 25 - Collaborazione tra la Commissione e gli Stati membri (art. 28)

Per identità di motivi, occorre riprendere l'articolo 28 della seconda direttiva "danni".

Articolo 26 - Relazioni periodiche della Commissione al Consiglio e al Parlamento Europeo (art. 24)

Stessa osservazione.
Il termine di cinque anni tra la data di adozione della direttiva e la presentazione della prima relazione al Consiglio e al Parlamento Europeo, previsto nella seconda direttiva "danni", è proposto nella presente direttiva.

Articolo 27 - Termini di applicazione della direttiva (art. 32)

Per identità di motivi è opportuno riprendere l'articolo 32 della seconda direttiva "danni".

Articolo 28 - Comunicazione delle disposizoni di applicazione (art. 33)

Stessa osservazione.

Articolo 29 - Destinatari della direttiva (art. 35)

Stessa osservazione.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSTA DI

DIRETTIVA DEL CONSIGLIO

CHE COORDINA LE DISPOSIZIONI LEGISLATIVE, REGOLAMENTARI ED AMMINISTRATIVE RIGUARDANTI L'ASSICURAZIONE DIRETTA SULLA VITA, FISSA LE DISPOSIZIONI DESTINATE AD AGEVOLARE L'ESERCIZIO EFFETTIVO DELLA LIBERA PRESTAZIONE DI SERVIZI E MODIFICA LA DIRETTIVA 79/267/CEE

Historical Archives of the European Commission

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica europea, in particolare l'articolo 57 paragrafo 2 e l'articolo 66,

vista la proposta della Commissione,

in cooperazione con il Parlamento europeo,

visto il parere del Comitato economico e sociale,

considerando che è necessario sviluppare il mercato interno dell'assicurazione sulla vita e delle operazioni previste dalla direttiva (79/267/CEE) del Consiglio del 5 marzo 1979, recante coordinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative riguardanti l'accesso all'attività di assicurazione diretta sulla vita e al suo esercizio (1), qui di seguito denominata "prima direttiva"; che per raggiungere questo obiettivo è opportuno agevolare per le imprese di assicurazione con sede sociale nella Comunità la prestazione di servizi negli Stati membri in modo da consentire ai contraenti di rivolgersi non solo ad assicuratori stabiliti nel proprio paese ma anche ad assicuratori aventi la sede sociale nella Comunità e stabiliti in altri Stati membri;

considerando che in applicazione del trattato, sin dalla fine del periodo transitorio, è vietato qualsiasi trattamento discriminatorio in materia di prestazione di servizi basato sul fatto che un'impresa non è stabilita nello Stato membro in cui è fornita la prestazione; che tale divieto si applica alle prestazioni di servizi effettuate da qualsiasi stabilimento situato nella Comunità, sia che si tratti della sede sociale di un'impresa o di un'agenzia o succursale;

considerando che, per ragioni pratiche, è opportuno definire la prestazione di servizi tenendo conto, da una parte, dello stabilimento dell'impresa e dall'altra, del luogo dell'impegno; che occorre ugualmente adottare una definizione dell'impegno; che è opportuno inoltre delimitare l'attività esercitata in stabilimento rispetto a quella esercitata in libera prestazione di servizi;

Historical Archives of the European Commission

(1) GU L 63 del 13.3.1979, pag. 1.

considerando che occorre completare la prima direttiva del Consiglio del 5 marzo 1979, in particolare per precisare i poteri e i mezzi di controllo degli organi di sorveglianza; che occorre inoltre prevedere disposizioni specifiche riguardanti l'accesso, l'esercizio e il controllo dell'attività svolta in libera prestazione di servizi;

considerando che occorre accordare ai contraenti i quali, avendo preso l'iniziativa di contrarre un impegno in un altro paese mettendosi in tal modo sotto la protezione del sistema giuridico di tale altro paese, non hanno bisogno di una tutela particolare nello Stato dell'impegno, la piena libertà di fare ricorso al più ampio mercato possibile delle assicurazioni sulla vita e delle operazioni previste dalla prima direttiva; che occorre d'altra parte garantire un adeguato livello di protezione agli altri contraenti;

considerando che le assicurazioni di gruppo e alcune assicurazioni individuali di vecchiaia richiedono uno studio approfondito in ragione della molteplicità e complessità dei vari sistemi assicurativi e della loro stretta connessione con i regimi di previdenza sociale; che è opportuno pertanto escluderle dal campo di applicazione delle disposizioni particolari della presente direttiva in materia di libera prestazione dei servizi; che esse formeranno oggetto di un'altra proposta di direttiva;

considerando che le disposizioni vigenti negli Stati membri per quanto riguarda la legge applicabile al contratto relativo alle attività previste dalla prima direttiva restano divergenti; che la libertà di scegliere come legge applicabile al contratto una legge diversa da quella dello Stato dell'impegno può essere accordata in taluni casi secondo regole che tengano conto delle circostanze specifiche;

considerando che è opportuno rafforzare le disposizioni della prima direttiva relative al trasferimento di portafoglio, completandole con disposizioni che riguardino specificamente il caso in cui il portafoglio di contratti conclusi in regime di prestazione di servizi è trasferito ad un'altra impresa;

Historical Archives of the European Commission

considerando che allo stadio attuale del coordinamento, occorre accordare agli Stati membri, ai fini della tutela dei contraenti, la facoltà di limitare l'esercizio simultaneo dell'attività in libera prestazione di servizi e di quella svolta tramite uno stabilimento; che detta limitazione non può essere prevista per gli impegni i cui contraenti non hanno necessità di tale protezione;

considerando che occorre sottoporre l'accesso all'esercizio della libera prestazione di servizi a procedure che garantiscano il rispetto da parte dell'impresa assicuratrice delle disposizioni relative sia alle garanzie finanziarie che alle condizioni di assicurazione e alle tariffe; che tali procedure possono essere snellite se l'attività svolta in regime di prestazione di servizi riguarda contraenti che, date le caratteristiche dell'impegno che intendono contrarre, non necessitano di una particolare tutela nello Stato dell'impegno;

considerando tuttavia che per questa seconda categoria di contraenti e allorchè si tratta di un contratto di assicurazione sulla vita, è opportuno consentire ai contraenti di revocare il contratto entro il termine di trenta giorni;

considerando che la prima direttiva ha adottato il principio del divieto del cumulo delle attività previste dalla prima direttiva di coordinamento dell'assicurazione danni con quelle della prima direttiva; che pur autorizzando le imprese multirami esistenti a continuare l'esercizio delle loro attività, la prima direttiva ha fatto loro divieto di costituire agenzie o succursali esercenti l'assicurazione vita; che occorre ugualmente vietare che queste imprese contraggano, in regime di prestazione di servizi, gli impegni previsti dalla prima direttiva;

considerando che occorre prevedere nel campo della libera prestazione dei servizi una collaborazione particolare tra le competenti autorità di controllo degli Stati membri, nonchè tra queste e la Commissione; che occorre inoltre prevedere un regime di sanzioni applicabili qualora l'impresa prestatrice di servizi non si conformi alle disposizioni dello Stato membro della prestazione;

considerando che, in attesa di un ulteriore coordinamento, occorre sottoporre le riserve tecniche, comprese quelle matematiche, alle norme e al controllo dello Stato membro della prestazione se l'attività di prestazione dei servizi

Historical Archive of the European Commission

concerne rischi per i quali lo Stato destinatario della prestazione vuole offrire ai contraenti una tutela particolare; che, per contro, le riserve tecniche e quelle matematiche restano sottoposte alle norme e al controllo dello Stato membro in cui l'impresa assicuratrice è stabilita, qualora questa esigenza di tutela del contraente non si giustifichi;

considerando che diversi Stati membri non sottopongono i contratti di assicurazione vita e le altre operazioni previste dalla prima direttiva ad alcuna forma di imposizione indiretta, mentre altri Stati applicano nei loro riguardi tasse particolari; che in questi ultimi Stati membri le strutture e le aliquote di tali tasse divergono sensibilmente; che è opportuno evitare che queste differenze provochino per le imprese distorsioni di concorrenza fra gli Stati membri; che, fatta salva un'ulteriore armonizzazione, l'applicazione del regime fiscale vigente nello Stato membro in cui è assunto l'impegno permette di ovviare a tale inconveniente; che spetta agli Stati membri stabilire le modalità destinate ad assicurare la riscossione di tali tasse;

considerando che la prima direttiva del Consiglio 79/267/CEE del 5 marzo 1979 prevede espressamente norme specifiche per l'autorizzazione di agenzie e succursali dipendenti da imprese la cui sede sociale si trova fuori della Comunità;

considerando che occorre ugualmente prevedere una procedura specifica per qualsiasi domanda di autorizzazione di un'affiliata o di acquisizione di una partecipazione da parte di un'impresa soggetta alla legislazione da un paese terzo in modo da garantire alle imprese della Comunità un regime direciprocità nei paesi terzi in questione; que la presente direttiva ha lo scopo di fissare le modalità di tale procedura;

HA ADOTTATO LA PRESENTE DIRETTIVA:

Historical Archives of the European Commission

TITOLO I - DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

La presente direttiva ha lo scopo:

a) di completare la prima direttiva 79/267/CEE;

b) di stabilire le disposizioni particolari in materia di libera prestazione di servizi per le attività previste dalla prima direttiva e specificate al titolo III della presente direttiva.

Articolo 2

Ai fini della presente direttiva si intende per:

a) prima direttiva: la direttiva 79/267/CEE;

b) impresa:

- per l'applicazione dei titoli I e II, ogni impresa che abbia ottenuto l'autorizzazione amministrativa conformemente all'articolo 6 o all'articolo 27 della prima direttiva;

- per l'applicazione dei titolo III e IV, ogni impresa che abbia ottenuto l'autorizzazione amministrativa conformemente all'articolo 6 della prima direttiva;

c) stabilimento:

sede sociale, agenzia o succursale di un'impresa, tenuto conto dell'articolo 3;

d) impegno:

impegno che si concretizza in una delle forme di assicurazioni o di operazioni previste dall'articolo 1 della prima direttiva;

Historical Archives of the European Commission

e) Stato membro dell'impegno:

Stato membro in cui il contraente ha la residenza abituale, ovvero, se il contraente è una persona giuridica, lo Stato membro in cui è situato lo stabilimento di tale persona giuridica a cui si riferisce il contratto;

f) Stato membro dello stabilimento:

lo Stato membro in cui è situato lo stabilimento che assume l'impegno;

g) Stato membro della prestazione di servizi:

Stato membro dell'impegno quando l'impegno è assunto da uno stabilimento situato in un altro Stato membro.

h) impresa madre: un'impresa madre ai sensi dell'articolo 1 della settima direttiva del Consiglio 83/349/CEE del 13 giugno 1983 fondata sull'articolo 54, paragrafo 3, punto g) del trattato, riguardante i conti consolidati (1);

i) affiliata: un'impresa figlia ai sensi dell'articolo 1 della direttiva 83/349/CEE.

Articolo 3

Ai fini dell'applicazione della prima direttiva e della presente direttiva, è assimilata ad un'agenzia o succursale qualsiasi presenza permanente di un'impresa nel territorio di uno Stato membro, anche se questa presenza non ha assunto la forma di una succursale o agenzia ma si manifesta tramite un semplice ufficio, gestito da personale dipendente dall'impresa, o tramite una persona indipendente, ma incaricata di agire in permanenza per conto dell'impresa alla stessa stregua di un'agenzia.

(1) J.O. n. L 193 del 18.7.1983

Historical Archives of the European Commission

TITOLO II - DISPOSIZIONI COMPLEMENTARI ALLA PRIMA DIRETTIVA

Articolo 4

1. La legge applicabile ai contratti relativi alle attività previste dalla prima direttiva è quella dello Stato membro dell'impegno. Tuttavia se il diritto di tale Stato lo permette, le parti possono scegliere la legge di un altro paese.

2. Quando in uno dei casi previsti dall'articolo 13 il contraente ha la residenza abituale in uno Stato membro diverso da quello di cui ha la cittadinanza, le parti possono scegliere la legge dello Stato membro di cui il contraente ha la cittadinanza.

3. Lo Stato membro la cui legge regola il contratto, non può, nei casi previsti all'articolo 13 , impedire al contraente di sottoscrivere un impegno autorizzato dalla regolamentazione dello Stato membro dell'istituzione.

4. Se uno Stato membro si compone di più unità territoriali di cui ciascuna ha le proprie norme in materia di obbligazioni contrattuali, ogni unità è considerata come un paese ai fini della determinazione della legge applicabile ai sensi della presente direttiva.

   Uno Stato membro in cui differenti unità territoriali abbiano le proprie norme in materia di obbligazioni contrattuali non è tenuto ad applicare le disposizioni della presente direttiva ai conflitti che insorgono fra le diverse norme di diritto di tali unità territoriali.

5. Il presente articolo non può pregiudicare l'applicazione delle norme in vigore nel paese del giudice le quali disciplinano imperativamente la situazione, indipendentemente dalla legge applicabile al contratto. Qualora il diritto di uno Stato lo preveda, può essere data esecuzione alle norme imperative della legge dello Stato membro dell'impegno, se e nella misura in cui, secondo il diritto di questo Stato, tali norme siano applicabili indipendentemente dalla legge che disciplina il contratto.

Historical Archive of the European Commission

6. Fatti salvi i paragrafi precedenti, gli Stati membri applicano ai contratti di assicurazione previsti dalla presente direttiva le loro norme generali di diritto internazionale privato in materia di obbligazioni contrattuali.

Articolo 5

L'articolo 23 della prima direttiva è completata dal paragrafo seguente:

"3. Ogni Stato membro prende le disposizioni opportune affinché le autorità preposte al controllo delle imprese di assicurazione dispongano dei poteri e dei mezzi necessari per la sorveglianza delle attività delle imprese di assicurazione stabilite nel loro territorio, ivi comprese le attività esercitate fuori di tale territorio, conformemente alle direttive del Consiglio concernenti tali attività e ai fini della loro applicazione.

Tali poteri e mezzi devono in particolare consentire alle autorità di controllo:

- di informarsi in maniera dettagliata circa la situazione dell'impresa e l'insieme delle sue attività, in particolare:

  . raccogliendo informazioni o richiedendo documenti riguardanti l'attività assicurativa,

  . procedendo a controlli divertti nei locali dell'impresa,

- di prendere nei riguardi dell'impresa tutti i provvedimenti adeguati e necessari per garantire che le attività dell'impresa siano conformi alle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative che l'impresa è tenuta a rispettare nei vari Stati membri, ed in particolare al programma di attività, qualora sia obbligatorio, nonché per evitare o eliminare irregolarità che possano ledere gli interessi degli assicurati;

- di assicurare l'applicazione delle misure richieste dalle autorità di controllo, se necessario mediante esecuzione coattiva, facendo eventualmente ricorso agli organi giudiziari.

Historical Archives of the European Commission

Gli Stati membri possono anche prevedere la possibilità per le autorità di controllo di ottenere qualsiasi informazione riguardante i contratti detenuti dagli intermediari."

Articolo 6

1. L'articolo 25 della prima direttiva è soppresso.

2. Ogni Stato membro autorizza, alle condizioni previste dal diritto nazionale, le imprese stabilite nel suo territorio a trasferire totalmente o in parte il loro portafoglio di contratti per i quali tale Stato è lo Stato dell'impegno, ad un cessionario stabilito nello stesso Stato membro, purché le autorità di controllo dello Stato membro della sede sociale del cessionario attestino che questi dispone, tenuto conto del trasferimento, del margine di solvibilità necessario.

3. Ogni Stato membro autorizza, alle condizioni previste dal diritto nazionale, le imprese stabilite nel suo territorio a trasferire totalmente o in parte il loro portafoglio di contratti stipulati nelle circostanze di cui all'articolo10, paragrafo 1, ad un cessionario stabilito nello Stato membro della prestazione di servizi, purché le autorità di controllo dello Stato membro della sede sociale del cessionario attestino che questi dispone, tenuto contd del trasferimento, del margine di solvibilità necessario.

4. Ogni Stato membro autorizza, alle condizioni previste dal diritto nazionale, le imprese stabilite nel suo territorio a trasferire totalmente o in parte il loro portafoglio di contratti stipulati nelle circostanze di cui all'articolo10, paragrafo 1, ad un cessionario stabilito nello stesso Stato membro, purché le autorità di controllo dello Stato membro della sede sociale attestino che il cessionario dispone, tenuto conto del trasferimento, del margine di solvibilità necessario e purché il cessionario soddisfi, nello Stato membro della prestazione di servizi, alle condizioni previste dagli articoli11,12 ,14 e16.

Historical Archives of the European Commission

5. Nei casi previsti ai paragrafi 3 e 4, le autorità di controllo dello Stato membro in cui l'impresa cedente è stabilita autorizzano il trasferimento dopo aver ricevuto l'accordo delle autorità di controllo dello Stato membro della prestazione di servizi.

6. Se uno Stato membro autorizza, alle condizioni previste dal diritto nazionale, le imprese stabilite nel suo territorio a trasferire totalmente o in parte il loro portafoglio di contratti ad un cessionario stabilito in un altro Stato membro che non sia lo Stato membro della prestazione di servizi, esso si accerta che siano soddisfatte le seguenti condizioni:

   - le autorità di controllo dello Stato membro della sede sociale del cessionario attestano che questi dispone, tenuto conto del trasferimento, del margine di solvibilità necessario,

   - lo Stato membro in cui è stabilito il cessionario è d'accordo,

   - il cessonario soddisfa, nello Stato membro della prestazione di servizi, alle condizioni di cui agli articoli10, 12 , 14 e16 , la legislazione di tale Stato prevede la possibilità di un siffatto trasferimento e tale Stato è d'accordo sul trasferimento.

7. Il trasferimento autorizzato in conformità del presente articolo forma oggetto, nello Stato membro dell'impegno, di un provvedimento relativo alla pubblicità, alle condizioni stabilite dal diritto nazionale. Tale trasferimento è opponibile di diritto ai contraenti, agli assicurati nonché a qualsiasi altra persona avente diritti o obblighi derivanti dai contratti trasferiti.

   La presente disposizione lascia impregiudicato il diritto degli Stati membri di prevedere che i contraenti abbiano la facoltà di recedere dal contratto entro un termine prestabilito a decorrere dal trasferimento.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 7

L'articolo 22, paragrafo 2, della prima direttiva è sostituito dal testo seguente:

"La Repubblica italiana prende le misure opportune affinché l'obbligo imposto alle imprese stabilite nel proprio territorio di cedere una parte delle loro sottoscrizioni all'Istituto nazionale delle assicurazioni sia abolito al più tardi entro due anni dall'entrata in vigore della presente direttiva."

Articolo 8

1. Il testo del titolo III della prima direttiva danni e della prima direttiva vita è sostituito dal seguente testo:

TITOLO III A

Norme applicabili alle agenzie o succursali stabilite all'interno della Comunità e dipendenti da imprese la cui sede sociale si trova fuori della Comunità.

2. Il seguente titolo è inserito dopo l'articolo 29 della prima direttiva danni e dopo l'articolo 32 della prima direttiva vita.

TITOLO III B

Norme applicabili alle affiliate o acquisizioni di una partecipazione da parte di un'impresa madre soggetta alla legislazione di un paese terzo.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 9

Il titolo III B è completato da uno stesso articolo che reca il n. 29bis nella prima direttiva danni e 32bis nella prima direttiva vita. Il testo dell'articolo è il seguente:

1. Le domande di autorizzazione di una affiliata o di acquisizione di una partecipazione ai sensi del paragrafo 3 da parte di una impresa madre soggetta alla legislazione di un paese terzo, sono assoggettate alla procedura prevista dal presente articolo.

2. Le autorità competenti dello Stato membro interessato informano le autorità competenti degli altri Stati membri nonché la Commissione delle domande di autorizzazione di affiliate.

3. Gli Stati membri prevedono che quando un'impresa soggetta alla legislazione di un paese terzo intende acquisire direttamente o indirettamente una partecipazione in un'impresa di assicurazioni stabilita nella Comunità di modo che tale impresa diventi sua affiliata, essa ne informa le autorità di controllo dello Stato membro in questione. Questi ultimi informano a loro volta le autorità competenti degli altri Stati membri nonché la Commissione.

4. Le autorità competenti dello Stato membro in questione devono sospendere la loro decisione in merito alle domande di cui ai paragrafi 2 e 3 fino alla conclusione della procedura prevista ai paragrafi 5 e 6.

5. La Commissione verifica entro il termine di tre mesi dal ricevimento delle informazioni di cui ai paragrafi 2 e 3, se tutte le imprese della Comunità beneficiano di un trattamento di reciprocità, in particolare per quel che attiene alla creazione di affiliate o all'acquisizione di partecipazioni in imprese di assicurazione nel paese terzo in questione.

6. Se la Commissione constata che la reciprocità non è garantita, essa può ulteriormente sospendere la decisione di cui al paragrafo 4, dopo aver consultato le autorità competenti degli Stati membri nell'ambito della procedura di collaborazione prevista dall'articolo 33 della prima direttiva danni e dall'articolo 38 della prima direttiva vita.

7. La Commissione sottopone al Consiglio le proposte appropriate al fine di pervenire ad un trattamento di reciprocità con il paese terzo in questione.

Historical Archives of the European Commission

TITOLO III - DISPOSIZIONI PARTICOLARI IN MATERIA DI LIBERA PRESTAZIONE DI SERVIZI

Articolo10

1. Le disposizioni del presente titolo si applicano quando un'impresa assume, a partire da uno stabilimento situato in uno Stato membro, un impegno in un altro Stato membro.

2. Tali disposizioni non si applicano alle operazioni, alle imprese e agli organismi ai quali non si applica la prima direttiva.

3. Inoltre tali disposizioni non si applicano agli impegni

   - assunti con persone diverse da persone fisiche che agiscono per proprio conto;

   - assunti con persone aventi un legame commerciale, professionale o di lavoro con la o le persone sulla cui testa è basato il contratto, a prescindere dal carattere passato, presente o futuro di tale legame purché l'impegno sia assunto in virtù di tale legame;

   - assunti con una persona sulla cui testa è basato il contratto, qualora la stipulazione sia avvenuta in virtù del rapporto di lavoro o dell'attività professionale di tale persona;

   - relativi alle operazioni previste dall'articolo 1, paragrafo 2, lettere a), c), d) ed e), e paragrafo 3 della prima direttiva.

4. Una impresa può assumere impegni in un altro Stato membro purché nel proprio Stato membro di stabilimento sia autorizzata ad assumere lo stesso tipo di impegni, a norma dell'articolo 6 della prima direttiva.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 11

L'impresa che intende effettuare prestazioni di servizi è tenuta ad informarne preventivamente le autorità competenti dello Stato membro della sede sociale ed eventualmente dello Stato membro dello stabilimento di cui trattasi, indicando lo Stato membro o gli Stati membri nel cui territorio intende effettuare prestazioni di servizi nonché la natura degli impegni che intende assumere.

Articolo 12

1. Lo Stato membro nel cui territorio un'impresa intende assumere, in regime di prestazioni di servizi, gli impegni di cui all'articolo 10 della presente direttiva può subordinare l'accesso a tale attività ad un'autorizzazione amministrativa, purché tali impegni non siano previsti dall'articolo 13; a tale scopo, lo Stato membro può esigere che l'impresa:

   a) presenti un certificato, rilasciato dalle autorità competenti dello Stato membro della sede sociale, attestante che l'impresa dispone per l'insieme delle sue attività del margine di solvibilità minimo conformemente all'articolo 19 della prima direttiva e che, conformemente all'articolo 6, paragrafo 1, della prima direttiva, l'autorizzazione permette all'impresa di esercitare la propria attività al di fuori dello Stato membro dello stabilimento;

   b) presenti un certificato, rilasciato dalle autorità competenti dello Stato membro dello stabilimento, indicante i rami che l'impresa è abilitata ad esercitare e attestante che tali autorità non formulano obiezioni a che l'impresa eserciti una attività in regime di prestazione di servizi;

   c) presenti un programma di attività contenente le indicazioni concernenti:

      - la natura degli impegni che l'impresa intende assumere nello Stato membro della prestazione di servizi,
      - le condizioni generali e speciali delle polizze di assicurazione che l'impresa intende utilizzare in tale paese,

Historical Archives of the European Commission

- le tariffe che l'impresa intende applicare per ciascuna categoria di operazioni e le basi tecniche che l'impresa intende utilizzare per ciascuna categoria di operazioni,
- i moduli e gli altri stampati che l'impresa intende utilizzare nei rapporti con i contraenti,

qualora siano richiesti anche alle imprese stabilite.

2. Le autorità competenti dello Stato membro di prestazione dei servizi possono esigere che le indicazioni di cui al paragrafo 1, lettera c), vengano loro trasmesse nella lingua ufficiale di tale Stato.

3. Le autorità competenti dello Stato membro di prestazione dei servizi dispongono di un termine di sei mesi dalla ricezione dei documenti menzionati al paragrafo 1 per accordare o rifiutare l'autorizzazione in base alla conformità o non conformità degli elementi del programma di attività presentato dall'impresa alle disposizioni legislative, amministrative o regolamentari applicabili in tale Stato.

4. Se le autorità competenti dello Stato membro di prestazione dei servizi non si sono pronunciate entro il termine previsto dal paragrafo 3, l'autorizzazione si considera rifiutata.

5. La decisione di rifiuto dell'autorizzazione o di rifiuto del certificato di cui al paragrafo 1, lettera a) o b), deve essere motivata in maniera circostanziata e notificata all'impresa interessata.

6. Ciascuno Stato membro istituisce un ricorso giurisdizionale contro il rifiuto dell'autorizzazione o il rifiuto di rilascio del certificato di cui al paragrafo 1, lettera a) o b).

Articolo 13

1. Gli impegni assunti in regime di prestazione di servizi non sono soggetti all'articolo 12, bensì all'articolo 14, qualora il contraente abbia preso l'iniziativa di sollecitare l'impegno presso l'impresa.

Historical Archives of the European Commission

L'iniziativa si considera presa dal contraente:

- quando il primo contatto tra il contraente e l'impresa è effettuato dal contraente, qualunque sia il mezzo utilizzato,

oppure

- quando il contratto è concluso nello Stato membro in cui l'impresa è stabilita senza che abbia avuto luogo un contatto preliminare tra il contraente e l'impresa nello Stato membro in cui il contraente ha la residenza abituale.

2. L'impresa che intende assumere impegni in uno Stato membro nell'ambito del regime previsto dal presente articolo non svolge alcuna prospezione commerciale né pubblicità, relativamente a tale attività, salvo annunci pubblici in cui segnala il proprio indirizzo e i rami per i quali è autorizzata nello Stato membro dello stabilimento a partire dal quale intende assumere gli impegni.

3. Se il contraente prende l'iniziativa di sollecitare l'impegno presso l'impresa tramite un mediatore, il contraente firma, prima che abbia luogo il contatto con l'impresa, una dichiarazione attestante che egli auspica che il mediatore ricerchi formule di assicurazione in uno o più Stati membri diversi da quello in cui il contraente ha la residenza abituale; tale mediatore è la persona prevista dall'articolo 2, paragrafo 1, lettera a) della direttiva 77/92/CEE. Il mediatore non svolge pubblicità riguardante la possibilità di sollecitare impegni sotto il regime previsto dal presente articolo.

4. Prima di concludere un impegno sotto il regime previsto dal presente articolo, il contraente firma una dichiarazione in base alla quale prende atto che l'impegno è soggetto alle norme di controllo del paese dell'impresa che assume l'impegno.

Archive of the European Commission

Articolo 14

1. Lo Stato membro nel cui territorio un'impresa intende assumere, in regime di prestazione di servizi, gli impegni di cui all'articolo 13 della presente direttiva, esige che l'impresa:

   a) presenti un certificato, rilasciato dalle autorità competenti dello Stato membro della sede sociale, attestante che l'impresa dispone per l'insieme delle sue attività del margine di solvibilità minimo conformemente all'articolo 19 della prima direttiva e che, conformemente all'articolo 6, paragrafo 1, della prima direttiva, l'autorizzazione permette all'impresa di esercitare la propria attività fuori dello Stato membro dello stabilimento;

   b) presenti un certificato, rilasciato dalle autorità competenti dello Stato membro dello stabilimento, indicante i rami che l'impresa è abilitata ad esercitare ed attestante che tali autorità non formulano obiezioni a che l'impresa eserciti un'attività in regime di prestazione di servizi;

   c) indichi la natura degli impegni che intende assumere nello Stato membro di prestazione dei servizi.

2. Ciascuno Stato membro istituisce un ricorso giurisdizionale contro il rifiuto di rilascio del certificato previsto dal paragrafo 1, lettera a) o b).

3. L'impresa può iniziare la sua attività a partire dalla data certificata in cui le autorità dello Stato membro di prestazione dei servizi sono in possesso dei documenti previsti dal paragrafo 1.

4. Il presente articolo si applica anche nei casi in cui lo Stato membro, nel cui territorio un'impresa intende assumere, in regime di prestazione di servizi, impegni diversi da quelli previsti dall'articolo 13 della presente direttiva, non subordina l'accesso a tale attività ad una autorizzazione amministrativa.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 15

Il contraente di un contratto di assicurazione sulla vita individuale sottoscritto nell'ambito del regime di prestazione di servizi previsto dall'articlo 13 , dispone di un termine di almeno trenta giorni dalla data dell'impegno delle parti per rinunciare agli effetti del contratto.

La notifica della rinuncia al contratto da parte del contraente ha l'effetto di liberarlo da qualsiasi obbligazione derivante dal contratto.

Tali disposizioni non si applicano ai contratti di durata pari o inferiore a due mesi.

Gli effetti giuridici della rinuncia sono disciplinati dalla legge applicabile al contratto, definita all'articolo 4, in particolare per quanto riguarda la determinazione del momento a partire dal quale le parti si sono impegnate.

Articolo 16

La legislazione degli Stati membri prescrive che un'impresa stabilita in uno Stato membro può ivi assumere, in regime di prestazione di servizi, a partire da uno stabilimento di un altro Stato membro, almeno:

- gli impegni previsti dall'articolo 13 della presente direttiva,

- gli impegni previsti dall'articolo10 e non ricompresi nell'articolo13 , riguardanti rami assicurativi per i quali l'impresa stabilita nel primo Stato membro non è autorizzata in tale Stato membro conformemente all'articolo 6 della prima direttiva.

Per contro, se in quest'ultimo caso l'impresa ha tale autorizzazione, il primo Stato membro può opporsi a questa prestazione di servizi.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 17

1. Se l'impresa prevista dall'articolo 11 intende apportare modifiche alle indicazioni previste dall'articolo 12, paragrafo 1, lettera c), o dall'articolo 14 paragrafo 1, lettera c), essa comunica tali modifiche alle autorità competenti dello Stato membro di prestazione dei servizi. Tali modifiche sono soggette, secondo il caso, alle disposizioni dell'articolo 12, paragrafo 3, e dell'articolo 14, paragrafo 1.

2. Se l'impresa intende estendere la propria attività agli impegni previsti dall'articolo 10 e non ricompresi nell'articolo 13 della presente direttiva, essa è soggetta alla procedura prevista dagli articoli 11 e 12.

3. Se l'impresa intende estendere la propria attività agli impegni previsti dall'articolo 13 o dall'articolo 14, paragrafo 4, della presente direttiva, essa è soggetta alla procedura prevista dagli articoli 11 e 14.

Articolo 18

Le imprese che in base all'articolo 13, paragrafo 3, della prima direttiva praticano il cumulo delle attività previste dall'allegato della prima direttiva di coordinamento "danni" (73/239/CEE) con l'esercizio di quelle elencate all'articolo 1 della prima direttiva, non assumono, in regime di prestazioni di servizi, impegni in uno dei rami previsti dalla prima direttiva.

Articolo 19

1. Gli Stati membri delle prestazioni di servizi possono mantenere o introdurre delle disposizioni legislative, regolamentari od amministrative, giustificate dalla preoccupazione della protezione del contraente, in particolare per quanto riguarda l'approvazione delle condizioni generali e speciali delle polizze assicurative, dei moduli ed altri stampati destinati ad essere utilizzati nei rapporti con i contraenti, delle tariffe e di qualsiasi altro documento necessario all'esercizio normale del controllo, a condizione tuttavia che le norme dello Stato membro dello stabilimento siano insufficienti per assicurare il livello di protezione necessario e le condizioni imposte dallo Stato membro di prestazione dei servizi non vadano al di là di quanto necessario al riguardo.

Historical Archives of the European Commission

2. Tuttavia, per gli impegni di cui all'articolo 13 della presente direttiva, gli Stati membri delle prestazioni di servizi non prevedono disposizioni che esigano l'approvazione o la comunicazione delle condizioni generali e speciali delle polizze assicurative, delle tariffe e dei moduli ed altri stampati che l'impresa intende utilizzare nei suoi rapporti con i contraenti.

Articolo 20

1. L'impresa che fornisce prestazioni di servizi deve presentare alle autorità competenti dello Stato membro della prestazione di servizi tutti i documenti richiesti ai fini dell'applicazione del presente articolo qualora tale obbligo incomba anche alle imprese ivi stabilite.

2. Se le autorità competenti di uno Stato membro constatano che un'impresa operante in regime di prestazione di servizi nel territorio di tale Stato non rispetta le norme di legge di tale Stato membro applicabili nei suoi riguardi, esse invitano l'impresa interessata a porre fine a tale situazione irregolare.

3. Se l'impresa in questione non si conforma all'invito di cui al paragrafo 2, le autorità competenti dello Stato membro della prestazione di servizi ne informano le autorità competenti dello Stato membro dello stabilimento. Queste adottano tutte le misure opportune affinché l'impresa interessata ponga fine alla situazione irregolare. La natura di tali misure è comunicata alle autorità dello Stato membro della prestazione di servizi.

   Le autorità competenti dello Stato membro della prestazione di servizi possono anche rivolgersi alle autorità competenti della sede sociale dell'impresa di assicurazione qualora le prestazioni di servizi siano effettuate da una succursale o agenzia.

4. Se, nonostante le suddette misure adottate dallo Stato membro dello stabilimento o qualora tali misure risultino insufficienti o non siano state adottate affatto, l'impresa continua a violare le norme di legge vigenti nello Stato membro della prestazione di servizi, quest'ultimo, dopo averne informato le autorità di controllo dello Stato membro dello

Historical Archives of the European Commission

stabilimento, può adottare le misure appropriate per evitare che insorgano nuove irregolarità e, se strettamente necessario, impedire che l'impresa continui ad assumere impegni in regime di prestazione di servizi nel proprio territorio. Nel caso di impegni assunti in regime di prestazione di servizi, diversi da quelli di cui all'articolo 13 della presente direttiva, tali misure comprendono la revoca dell'autorizzazione prevista dall'articolo 12. Gli Stati membri si adoperano affinché nel loro territorio sia consentito procedere alle notifiche necessarie per tali misure.

5. Le disposizioni che precedono lasciano impregiudicata la facoltà degli Stati membri di sanzionare le irregolarità commesse nel loro territorio.

6. Se l'impresa che ha commesso l'infrazione ha uno stabilimento o possiede dei beni nello Stato membro di prestazione dei servizi, le autorità di controllo di quest'ultimo Stato possono, conformemente alla legislazione nazionale, applicare le sanzioni amministrative previste per tale infrazione nei riguardi dello stabilimento o dei beni in questione.

7. Qualsiasi misura adottata nell'ambito dei paragrafi da 2 a 6 che comporti sanzioni o restrizioni all'esercizio della prestazione di servizi deve essere debitamente motivata e notificata all'impresa interessata. Essa può essere impugnata mediante ricorso giurisdizionale nello Stato membro in cui è stata adottata.

8. Qualora siano state adottate misure nell'ambito dell'articolo 24 della prima direttiva, le autorità competenti dello Stato membro di prestazione dei servizi ne sono informate dalle autorità che hanno preso tali misure e adottano, quando si tratta di provvedimenti emanati a norma dei paragrafi 1 e 3 del citato articolo, le misure atte a salvaguardare gli interessi degli assicurati.

   In caso di revoca dell'autorizzazione a norma dell'articolo 26 della prima direttiva, le autorità dello Stato membro di prestazione dei servizi ne sono informate e adottano le misure appropriate per impedire nel proprio territorio l'ulteriore stipulazione di contratti di assicurazione da parte dello stabilimento in questione in regime di prestazione di servizi.

Historical Archives of the European Commission

9. Ogni due anni la Commissione sottopone al Consiglio una relazione da cui risulti in sintesi il numero e il tipo di casi in cui, in ciascuno Stato membro, sono state notificate, a norma dell'articolo 12, decisioni di rifiuto di autorizzazione o sono state adottate misure a norma del paragrafo 4. Gli Stati membri cooperano con la Commissione fornendole le informazioni necessarie per la stesura della relazione.

Articolo 21

In caso di liquidazione di una impresa di assicurazioni, gli impegni risultanti da un contratto concluso in regime di prestazione di servizi sono adempiuti alla stessa stregua degli impegni risultanti dagli altri contratti di assicurazione di tale impresa, a prescindere dalla nazionalità degli assicurati e dei beneficiari.

Articolo 22

1. Quando un'operazione è presentata in regime di prestazione di servizi, il contraente, prima della sottoscrizione di qualsiasi impegno, deve essere informato del nome dello Stato membro in cui è stabilita la sede sociale, l'agenzia o la succursale con cui sarà stipulato il contratto.

   Qualora vengano forniti dei documenti al contraente, essi devono contenere l'informazione prevista al comma precedente.

2. Il contratto o qualsiasi altro documento con cui viene accordata la copertura assicurativa nonché la proposta di assicurazione qualora essa sia vincolante per il contraente, devono indicare l'indirizzo dello stabilimento che concede la copertura nonché quello della sede sociale.

Articolo 23

1. Quando la prestazione di servizi è subordinata alla concessione di un'autorizzazione da parte dello Stato membro della prestazione di servizi, l'importo delle riserve tecniche e di quelle matematiche e le norme riguardanti la partecipazione agli utili e i valori di riscatto e di riduzione inerenti ai contratti in questione sono determinati, sotto il controllo di detto Stato membro secondo le norme da esso stabilite o, in

Historical Archives of the European Commission

mancanza di norme, secondo la prassi in uso in detto Stato. La costituzione di queste riserve mediante attivi equivalenti e congrui, la localizzazione di detti attivi e l'applicazione delle norme sulla partecipazione agli utili e sui valori di riscatto e di riduzione si effettuano sotto il controllo di detto Stato membro secondo le norme o la prassi in esso vigenti.

2. In ogni altro caso tali operazioni sono effettuate sotto il controllo dello Stato membro dello stabilimento secondo le norme o la prassi in esso vigenti.

3. Lo Stato membro dello stabilimento vigila affiché le riserve inerenti all'insieme dei contratti che l'impresa stipula attraverso lo stabilimento in questione siano sufficienti e siano costituite da attivi equivalenti e congrui.

4. Nel caso previsto dal paragrafo 1, lo Stato membro dello stabilimento e lo Stato membro della prestazione di servizi si scambiano tutte le informazioni necessarie allo svolgimento delle rispettive funzioni conformemente ai paragrafi 1 e 3.

Articolo 24

Ogni contratto di assicurazione concluso in regime di prestazione di servizi è soggetto esclusivamente alle imposte indirette e agli oneri parafiscali gravanti sui premi di assicurazione nello Stato membro in cui l'impegno è assunto ai sensi dell'articolo 2, lettera e).

La legge applicabile al contratto a norma dell'articolo 4 non incide sul regime fiscale applicabile.

Ciascuno Stato membro applica alle imprese che forniscono servizi nel suo territorio le disposizioni nazionali concernenti le misure destinate a garantire la riscossione delle imposte indirette e degli oneri parafiscali dovuti ai sensi del primo comma.

Historical Archives of the European Commission

TITOLO IV - DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 25

La Commissione e le autorità competenti degli Stati membri collaborano strettamente per agevolare all'interno della Comunità il controllo delle assicurazioni e delle operazioni previste dalla prima direttiva.

Gli Stati membri informano la Commissione delle principali difficoltà incontrate nell'applicazione della presente direttiva, in particolare delle difficoltà che si presentano quando uno Stato membro constati un trasferimento anormale delle attività previste dalla prima direttiva a scapito delle imprese stabilite nel suo territorio e a vantaggio di agenzie e succursali situate alla periferia di tale territorio.

La Commissione e le autorità competenti degli Stati membri interessati esaminano tali difficoltà il più rapidamente possibile per trovare una soluzione adeguata.

Se del caso, la Commissione sottopone al Consiglio proposte appropriate.

Articolo 26

La Commissione trasmette al Consiglio e al Parlamento Europeo periodicamente, e per la prima volta il 1° ....., una relazione sull'evoluzione del mercato delle assicurazioni e delle operazioni esercitate in regime di libera prestazione di servizi.

Articolo 27

Gli Stati membri modificano le disposizioni nazionali conformemente alla presente direttiva nel termine di diciotto mesi a decorrere dalla sua notifica e ne informano immediatamente la Commissione.

Historical Archives of the European Commission

Le disposizioni modificate in conformità del primo comma si applicano nel termine di ventiquattro mesi a decorrere dalla notifica della presente direttiva.

Articolo 28

Dopo la notifica della presente direttiva, gli Stati membri comunicano alla Commissione il testo delle disposizioni fondamentali di carattere legislativo, regolamentare ed amministrativo da essi adottate nel settore disciplinato dalla presente direttiva.

Articolo 29

Gli Stati membri sono destinatari della presente direttiva.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM (88) 729 def. SYN 177

Brussel, 16 januari 1989

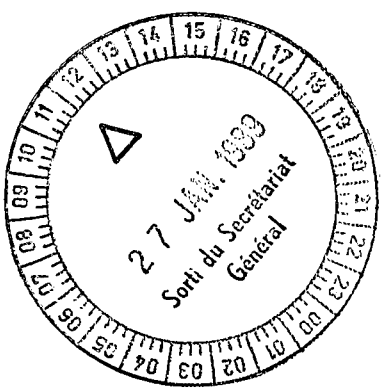
VOORSTEL VOOR

• EEN TWEEDE RICHTLIJN VAN DE RAAD

TOT COORDINATIE VAN DE WETTELIJKE EN BESTUURSRECHTELIJKE BEPALINGEN BETREFFENDE HET DIRECTE-LEVENSVERZEKERINGSBEDRIJF, TOT VASTSTELLING VAN BEPALINGEN TER BEVORDERING VAN DE DAADWERKELIJKE UITOEFENING VAN HET VRIJ VERRICHTEN VAN DIENSTEN EN HOUDENDE WIJZIGING VAN RICHTLIJN 79/267/EEG

(door de Commissie ingediend)

Historical Archives of the European Commission



VOORSTEL VOOR

EEN TWEEDE RICHTLIJN VAN DE RAAD

TOT COORDINATIE VAN DE WETTELIJKE EN BESTUURSRECHTELIJKE BEPALINGEN

BETREFFENDE HET DIRECTE LEVENSVERZEKERINGSBEDRIJF,

TOT VASTSTELLING VAN BEPALINGEN TER BEVORDERING VAN

DE DAADWERKELIJKE UITOEFENING VAN HET VRIJ VERRICHTEN VAN DIENSTEN

EN HOUDENDE WIJZIGING VAN RICHTLIJN 79/267/EEG

Historical Archives of the European Commission

TOELICHTING

I. INLEIDING

De daadwerkelijke totstandbrenging van een gemeenschappelijke levensverzekeringsmarkt vormt een belangrijk element van de Europese financiële ruimte, die de Lid-Staten per eind 1992 willen scheppen.

Hoewel bij Richtlijn 79/267 van 5 maart 1979 de voorwaarden zijn gecoördineerd, waaronder een levensverzekeringsonderneming uit een land van de Gemeenschap een agentschap of bijkantoor kan oprichten in een ander land van de Gemeenschap, ondervindt een burger van een Gemeenschapsland die rechtstreeks een levensverzekeringsovereenkomst wil aangaan in een ander land, rechtens of feitelijk talrijke hindernissen op zijn weg.

Binnen de Europese financiële markt is het van belang dat iedere burger zich tot welke onderneming van de Gemeenschap dan ook kan richten en aldus een zo ruim mogelijke keuze kan maken uit verzekeringsformules en verzekeraars.

Het tweede verslag van de Commissie aan de Raad en het Europese Parlement over de toepassing van het Witboek van de Commissie inzake de voltooiing van de interne markt bepaalt, dat de Commissie vòòr 31 december 1988 bij de Raad een voorstel voor een richtlijn inzake het vrij verrichten van diensten in het levensverzekeringsbedrijf (COM(87)203 def., punt 67, blz. 20) zal indienen.

Hoewel de rechtsgrondslag van dit voorstel gevormd wordt door de artikelen 57, lid 2 en 66 van het EEG-Verdrag, zijn door twee recente gebeurtenissen aanzienlijke verhelderingen aangebracht op het punt van het vrij verrichten van diensten in de verzekeringssector.

Het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen heeft op 4 december 1986 verschillende arresten gewezen inzake dit vraagstuk, en in het bijzonder arrest 205/84 met betrekking tot de Bondsrepubliek Duitsland.

Niet alleen is door deze arresten een einde gemaakt aan de interpretatieverschillen van de richtlijn van de Raad van 30 mei 1978 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen op het gebied van de communautaire co-assurantie, doch zij hebben ook de hervatting van de besprekingen over het voorstel voor een tweede richtlijn van de Raad tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende het rechtstreekse verzekeringsbedrijf met uitzondering van de levensverzekeringsbranche, tot vaststelling van bepalingen ter bevordering van de daadwerkelijke uitoefening van het vrij verrichten van diensten, en houdende wijziging van Richtlijn 73/239, die op 22 juni 1988 is vastgesteld, mogelijk gemaakt.

Het Hof erkent in arrest 205/84 dat het bij de huidige stand van het Gemeenschapsrecht gerechtvaardigd is dat, ter waarborging van de bescherming van de verzekeringnemers en de verzekerden, de Lid-Staat waarvoor een dienstverrichting in het verzekeringsbedrijf bestemd is de toepassing van de regels van zijn eigen recht verplicht stelt met betrekking tot de technische voorzieningen en de verzekeringscondities (rechtsoverweging 41).

In hetzelfde arrest wijst het Hof er echter op dat de redenen voor de bescherming van de verzekeringnemer en de verzekerde "niet in de gehele verzekeringssector hetzelfde gewicht hebben en dat er zelfs gevallen kunnen zijn waarin het, wegens de aard van het verzekerde risico en de persoon van de verzekeringnemer, niet nodig is deze te beschermen door toepassing van de dwingende bepalingen van zijn nationaal recht" (rechtsoverweging 49).

Historical Archives of the European Commission

Deze twee overwegingen zijn zowel van toepassing op het niet-levensverzekeringsbedrijf als op het levensverzekeringsbedrijf.

De tweede recente gebeurtenis is de richtlijn van 22 juni 1988, waarbij het geheel van de "schade"-risico's werd ingedeeld in twee categorieën, die zijn vastgesteld aan de hand van de mate van bescherming waaraan de verzekeringnemers behoefte hebben.

Voor de eerste categorie, de zogenaamde "grote risico's", die wordt vastgesteld aan de hand van de hoedanigheid en de betekenis van de verzekeringnemer en de aard van het risico, en waarvoor de behoefte aan een even grote bescherming niet bestaat, is de toezichtregeling van het land van de verzekeraar van toepassing (toezicht van het thuisland). Bij de tweede categorie, de zogenaamde "massarisico's" is de situatie omgekeerd; daarop is de toezichtregeling van het land van het risico van toepassing (toezicht van het land van het risico), althans in afwachting van een nadere coördinatie, met name van de technische voorzieningen. Deze coördinatie, die het onderwerp vormt van een tweede etappe, zal de daadwerkelijke uitoefening van het verrichten van diensten nog verder vergemakkelijken en het toepassingsgebied van de toezichtregeling van het land van de verzekeraar uitbreiden.

De Commissie stelt voor, op dezelfde wijze te werk te gaan ten aanzien van de in de richtlijn inzake het levensverzekeringsbedrijf bedoelde verbintenissen. In een eerste etappe wordt onderscheid gemaakt tussen enerzijds de verbintenissen ten aanzien waarvan de verzekeringnemers geen grotere behoefte hebben aan bescherming en waarop de toezichtregeling van het land van de vestiging van toepassing is en anderzijds die, welke onder het recht van het land van de verbintenis vallen, d.w.z. over het algemeen het land van de verblijfplaats van de verzekeringnemer, welke bepaling in afwachting van een latere coördinatie wordt getroffen.

Historical Archives of the European Commission

De structuur van deze richtlijn is overgenomen uit die van de richtlijn van 22 juni 1988. Titel I "Algemene bepalingen" en titel II "Bepalingen tot aanvulling van de Eerste Richtlijn" (79/267/EEG van 5 maart 1979) zijn zonder onderscheid van toepassing op alle daaronder vallende branches. Daarentegen bevat titel III specifieke voorschriften met betrekking tot het vrij verrichten van diensten.

Wat de groepsverzekering en bepaalde individuele pensioensverzekeringen betreft, vereisen het veelvoud en de ingewikkeldheid van de verschillende stelsels en hun nauwe banden met de sociale-zekerheidsregelingen een diepgaande studie, die nog niet is beëindigd. Derhalve is dit gebied uitgezonderd van titel III van dit voorstel. Het zal het onderwerp vormen van een afzonderlijk richtlijnvoorstel, dat zo spoedig mogelijk zal worden ingediend en dat derhalve het tweede deel van de eerste etappe zal vormen.

Titel III van dit voorstel heeft derhalve alleen betrekking op de individuele overeenkomsten, die geen verband houden met een beroepsactiviteit. Op dit gebied onttrekt een persoon die het initiatief neemt zich tot een in een andere Staat gevestigde verzekeraar te wenden, die onderworpen is aan het toezichtrecht van deze Staat, zich vrijwillig en bewust aan de toepassing van het recht van zijn land van verblijf en toont hij door zijn houding aan, dat hij geen behoefte heeft aan diens bescherming. Het initiatief van de verzekeringnemer, die nota zal moeten nemen van het feit dat hij zich aan zijn nationale bescherming onttrekt, is eveneens het criterium voor de afbakening van de categorie verbintenissen waarop de regeling van het land van vestiging van de verzekeraar van toepassing is.

Thans verbiedt de wetgeving van verschillende Lid-Staten hun onderdanen het initiatief te nemen overeenkomsten in het buitenland aan te gaan of beperkt zij deze mogelijkheid aanzienlijk.

De controle op de naleving van dit verbod en deze beperkingen zal echter moeilijk worden wanneer Richtlijn 88/361 van 24 juni 1988 inzake het vrije kapitaalverkeer in werking zal zijn getreden. Het is derhalve dringend noodzakelijk in de Gemeenschapswetgeving de voorwaarden vast te stellen waaronder een verzekeringnemer op eigen initiatief kan handelen.

Historical Archives of the European Commission

Dit voorstel zal het waakzame verzekeringnemers mogelijk maken ten volle te profiteren van de grote interne markt, met behoud van de bescherming van de nationale voorschriften in de gevallen waarin de verzekeringsonderneming actief poogt, haar produkten in het buitenland te verkopen.

De doelstelling van de Commissie blijft echter de toepassing van de toezichtregels van het land van vestiging van de verzekeraar. Dit zal, evenals bij het niet-levensverzekeringsbedrijf, een verder doorgevoerde coördinatie vereisen, die het onderwerp vormt van een tweede etappe van de werkzaamheden.

Met het onderhavige voorstel alsmede het hierboven genoemde aanvullende voorstel op het gebied van de groepsverzekering wordt derhalve een aanzienlijke stap vooruit gedaan naar de verwezenlijking van de interne markt van het levensverzekeringsbedrijf, hoewel het als zodanig niet volstaat om deze te bereiken.

Richtlijn 79/267/EEG van 5 maart 1979 behelst specifieke bepalingen voor de vergunningverlening aan agentschappen en bijkantoren van ondernemingen wier hoofdkantoor buiten de Gemeenschap is gevestigd, doch niet voor vergunning-aanvragen voor een dochteronderneming van een dergelijke onderneming of wanneer een dergelijke onderneming voornemens is een deelneming te verwerven waardoor zij een dominerende positie in een verzekeringsonderneming van de Gemeenschap verkrijgt. In dit voorstel wordt in deze leemte voorzien door een procedure, welke nauw aansluit op die van artikel 7 van het voorstel voor een tweede richtlijn tot coördinatie van het bankrecht, dat beoogt te waarborgen dat ondernemingen van de Gemeenschap gelijke behandeling genieten in het land van de moederonderneming.

Historical Archives of the European Commission

II. COMMENTAAR OP DE ARTIKELEN

Titel I - Algemene bepalingen

Artikel 1 - Doel van de richtlijn (artikel 1)

In dit artikel wordt de dubbele doelstelling van de richtlijn nader aangegeven, namelijk :

1. aanvulling van Richtlijn 79/267 tot coördinatie van het levensverzekeringsbedrijf van 5 maart 1979, doel van de titels I en II van deze richtlijn;

2. vaststelling van specifieke bepalingen voor het vrij verrichten van diensten, doelstelling van titel III.

Aangezien talrijke artikelen van deze richtlijn identiek zijn aan of althans nauw overeenstemmen met die van de Tweede Richtlijn tot coördinatie van het schadeverzekeringsbedrijf van 22 juni 1988, worden de nummers van de desbetreffende artikelen tussen haakjes aangegeven.

Artikel 2 - Definities (artikel 2)

Inzake b) onderneming

Artikel 6 van de Eerste Richtlijn betreft ondernemingen wier hoofdkantoor zich binnen de Gemeenschap bevindt en artikel 27 van deze Eerste Richtlijn die met hoofdkantoor buiten de Gemeenschap. Dit onderscheid, dat is overgenomen van de Tweede Richtlijn schadeverzekeringsbedrijf betekent dat de vezekeraars van derde landen die in de Gemeenschap alleen gevestigd zijn via een agentschap of een bijkantoor niet in aanmerking komen voor de toepassing van de bepalingen van deze richtlijn inzake het vrij verrichten van diensten.

Historical Archives of the European Commission

Inzake e) Lid-Staat van de verbintenis

Een der twee doelstellingen van deze richtlijn is de wijziging van de Eerste Richtlijn levensverzekeringsbedrijf; zij moet zowel van toepassing zijn op de in artikel 1, lid 1, van de Eerste Richtlijn bedoelde verzekeringen als op de in artikel 1, lid 2, van die richtlijn bedoelde verrichtingen.

Derhalve is de term "Lid-Staat van de verbintenis" gekozen, gebaseerd op artikel 9, sub a), van de Eerste Richtlijn dat door een onderneming aangegane verbintenissen behandelt.

Artikel 3 - Gewone verblijfplaats (artikel 3)

Deze bepaling, die eveneens in de Tweede Richtlijn schadeverzekering is opgenomen, is overgenomen van overweging nr. 21 van arrest 205/84, Commissie tegen Bondsrepubliek Duitsland, dat op 4 december 1986 door het Hof van Justitie is gewezen.

Artikel 4 - Op de overeenkomst toepasselijk recht (artikel 7)

Lid 1

Het moet de partijen bij de overeenkomst duidelijk bekend zijn welke rechtsregels deze overeenkomst beheersen.

Met de Tweede Richtlijn schadeverzekering is voldaan aan dit gerechtvaardigd rechtszekerheidsvereiste door vaststelling van uniforme regels van internationaal privaatrecht en door in bepaalde gevallen te voorzien in de vrije keuze van het toepasselijke recht.

Historical Archives of the European Commission

In deze richtlijn wordt een soortgelijke benadering gevolgd : vaststelling van een uniforme regel van internationaal privaatrecht en keuze, uit dien hoofde, van het recht van de Lid-Staat van de verbintenis, d.w.z. van de gewone verblijfplaats van de verzekeringnemer, met dien verstande dat indien het recht van dit land zulks toestaat, de partijen een ander recht kunnen kiezen.

Indien de verzekeringnemer een rechtspersoon is, wordt het recht van de verblijfplaats vervangen door het recht van de Lid-Staat waar de vestiging van deze rechtspersoon waarop de overeenkomst betrekking heeft zich bevindt.

Daar de levensverzekering altijd rechtstreeks of indirect een persoon betreft en dat het personenrecht daarbij een belangrijke rol speelt, is immers aanleiding om het rechtskader van de verzekeringnemer te handhaven. Dit betreft bij voorbeeld de vaststelling van de begunstigde en de aanvaarding door deze van de begunstiging door de overeenkomst, de situatie van de gescheiden echtgenote, de huidige echtgenote en hun respectieve kinderen, die van de partner, enz. ...

Er moet worden voorkomen dat op deze punten een rechtsregeling wordt ingesteld die voor de betrokkenen vreemd zou zijn, of die bij hun negatieve reacties zou oproepen.

Historical Archives of the European Commission

Lid 2

Dit is ook de rechtvaardiging voor lid 2, volgens hetwelk, wanneer een verzekeringnemer enerzijds het initiatief neemt in het buitenland een verbintenis aan te gaan onder het regime van de vrije dienstverlening, anderzijds zijn gewone verblijfplaats heeft in een andere Lid-Staat dan die waarvan hij onderdaan is, de partijen het recht van de Lid-Staat kunnen kiezen waarvan hij onderdaan is.

Lid 3

De in de eerste twee leden tot uitdrukking gebrachte zorg om handhaving van het juridische kader van de verzekeringsnemer, betreft het privaatrechterlijke overeenkomstenrecht.

De verzekeringsnemer die het initiatief neemt in een andere Lid-Staat een verbintenis aan te gaan binnen het regime van de dienstverlening, mag er in alle geval niet door worden belet voordeel te trekken uit de verzekeringsformules veroorloofd door het publiekrecht van het land van de verzekeraar tot wie hij zich wendt, zelfs indien deze verzekeringsformules niet zijn toegelaten in het land waar hij verblijf houdt.

Deze vrijheid voor de verzekeringsnemer is juist één van de doelstellingen van de onderhavige Richtlijn.

Leden 4 tot en met 6

In deze leden is een deel van de bepalingen van artikel 7 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering vrijwel letterlijk overgenomen.

Lid 4, dat betrekking heeft op Staten met meerdere territoriale eenheden in ieder waarvan eigen rechtsregels gelden op het gebied van verbintenissen uit overeenkomst, heeft met name betrekking op het Verenigd Koninkrijk en Spanje.

Lid 5, waarvan het pendant wordt gevonden in de Tweede Richtlijn schadeverzekering, herneemt een idee van artikel 7 "Bepalingen van bijzonder dwingend recht" van het Verdrag inzake het recht dat van toepassing is op verbintenissen uit overeenkomst" dat op 19 oktober 1980 te Rome ter ondertekening is opengesteld (PB L 266 van 9.10.1980), dat het onderwerp vormt van een rapport van de heren GIULIANO en LAGARDE (PB C 282 van 31.10.1980).

Met betrekking tot het gehele artikel

Het is dienstig een zo passend mogelijke rechtsregeling in te voeren voor alle onder de Eerste Richtlijn vallende werkzaamheden, ongeacht of zij in het kader van vestiging of van het verrichten van diensten worden uitgevoerd. Derhalve wordt, evenals in de Tweede Richtlijn schadeverzekering, dit artikel inzake het op de overeenkomst toepasselijke recht ingevoegd in titel II, die betrekking heeft op "Bepalingen ter aanvulling van de Eerste Richtlijn".

Artikel 5 - Toezicht op de werkzaamheden, inclusief de in het buitenland uitgeoefende (artikel 10)

In de Tweede Richtlijn schadeverzekering is het noodzakelijk geacht, de bevoegdheden van de toezichthoudende autoriteiten en de middelen waarover zij moeten beschikken om toezicht te kunnen houden op de werkzaamheden van de verzekeraars, met inbegrip van de in het buitenland uitgeoefende werkzaamheden, nader aan te geven. Dit is het doel van artikel 10 van deze richtlijn. Op dezelfde gronden is dit artikel overgenomen in de onderhavige richtlijn.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 6 - Portefeuilleoverdracht (artikel 11)

Op dezelfde gronden is artikel 11 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering overgenomen.

Artikel 7 - Afschaffing van de wettelijk verplichte overdrachten aan het "Istituto Nazionale di Assicurazioni" (INA)

De wettelijk verplichte overdrachten van verzekeraars aan een nationaal organisme zijn steeds onverenigbaar geacht met de bepalingen van het EEG-Verdrag. De in Frankrijk van kracht zijnde bepalingen zijn vòòr de vaststelling van de coördinatierichtlijn levensverzekering van 1979 opgeheven.

Ingevolge het oorspronkelijk door de Commissie ingediende voorstel voor deze richtlijn en haar gewijzigd voorstel, dat werd ingediend naar aanleiding van de adviezen van de raadgevende organismen alsmede het advies van het Europese Parlement zou deze uitzondering, hetzij aan het eind van een overgangsperiode van vijf jaar, hetzij bij de inwerkingtreding van deze richtlijn, moeten worden opgeheven.

De Raad heeft anders besloten; ingevolge de Eerste Richtlijn levensverzekering van 1979 kon het INA bij wijze van uitzondering deze overdrachten handhaven, echter zonder de omvang daarvan te vergroten, terwijl hieraan werd toegevoegd dat deze regeling in het kader van de onderhavige richtlijn opnieuw zou worden onderzocht.

Thans dient deze uitzondering te worden afgeschaft, aangezien anders de Italiaanse en buitenlandse ondernemingen die in Italië zijn gevestigd ongunstiger zouden worden behandeld dan de in het buitenland gevestigde ondernemingen die het levensverzekeringsbedrijf in Italië in het kader van dienstverrichting uitoefenen, aangezien de laatstgenoemde niet aan deze verplichtingen zouden zijn onderworpen.

Artikel 8 - Wijziging van titel III van de eerste richtlijn

Deze wijziging is noodzakelijk om de invoeging van een nieuw artikel 32 bis in de eerste richtlijn mogelijk te maken. Zie artikel 9 van deze richtlijn.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9 - Wederkerigheid met derde landen

Dit artikel vormt een aanpassing aan de sector levensverzekeringsbedrijf van artikel 7 van het voorstel voor een tweede richtlijn tot coördinatie van het bankrecht, dat op 23 februari 1988 door de Commissie bij de Raad is ingediend; de tekst is alleen gewijzigd voor zover zulks noodzakelijk was om rekening te houden met het verschil van contekst.

Historical Archives of the European Commission

Titel III - Bijzondere bepalingen ten aanzien van het vrij verrichten van diensten

Artikel 10 - Verbintenissen in het kader van dienstverrichting, als bedoeld in de onderhavige richtlijn (artikel 12)

Dit eerste artikel van titel III bakent het toepassingsgebied af, d.w.z. de in het kader van dienstverrichting aangegane verbintenissen die onder de onderhavige richtlijn vallen.

Alleen de individuele verbintenissen worden hier bedoeld. De in artikel 1, lid 1, van de Eerste Richtlijn bedoelde verzekeringen in de vorm van groepsverzekeringen, alsmede de in artikel 1, lid 2, sub c), bedoelde verrichtingen voor het beheer van collectieve pensioenfondsen zijn derhalve van de richtlijn uitgesloten. Deze verzekeringen en verrichtingen zullen behandeld worden in het voorstel voor een richtlijn inzake de collectieve levensverzekering, dat de Commissie binnenkort bij de Raad zal indienen.

Anderzijds worden in deze richtlijn alleen de individuele verbintenissen bedoeld, die geen verband houden met de dienstbetrekking of de beroepsactiviteit van de verzekeringnemer. Zo zijn dus met name de in artikel 1, lid 3, van de Eerste Richtlijn bedoelde individuele overeenkomsten uitgesloten.

De onderhavige richtlijn moet bijdragen tot de schepping van een Europese financiële ruimte en de burgers van de Gemeenschap in staat stellen in andere landen gelijksoortige overeenkomsten aan te gaan als die welke in hun land van verblijf gebruikelijk zijn, doch ook overeenkomsten van een niet in hun land van verblijf gebruikelijk type, waarbij in lid 4 alleen wordt bepaald dat de verzekeringsonderneming in haar land van vestiging vergunning moet hebben verkregen.

Het bovenstaande is echter niet van toepassing op de in artikel 1, lid 2, sub a), van de Eerste Richtlijn bedoelde tontineverrichtingen. Deze bestonden in 1979 slechts in twee Lid-Staten en de handhaving daarvan werd destijds eerst na uitvoerige besprekingen toegestaan. Zij dienen van de onderhavige richtlijn te worden uitgesloten, aangezien zij in andere Lid-Staten om redenen van openbare orde zijn verboden.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 11 - Kennisgeving aan de toezichthoudende autoriteiten (artikel 14)

Wegens gelijkheid van gronden dient artikel 14 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering te worden overgenomen.

Artikel 12 - Vergunningverlening in het kader van dienstverrichting (artikel 15)

Dit artikel, dat is overgenomen van artikel 15 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering, betreft de verbintenissen die in het kader van dienstverrichting kunnen worden aangegaan, doch ten aanzien waarvan de verzekeringnemers behoefte hebben aan bijzondere bescherming, zoals door het Hof van Justitie gesteld.

Dit zijn de in artikel 10 bedoelde verbintenissen, d.w.z. verbintenissen in verband met de individuele levensverzekering die niet in aanmerking kunnen komen voor de ruimere bepalingen van artikel 13, met betrekking tot de op initiatief van de verzekeringnemer aangegane verbintenissen.

Hier is dus het toezichtrecht van het land van bestemming van toepassing, d.w.z. dat het land van dienstverrichting van de buitenlandse verzekeraar een vergunning kan vereisen, en te dien einde de overlegging van verschillende documenten, zoals een solvabiliteitscertificaat, een vergunningscertificaat en een programma van werkzaamheden. Voorts kan deze Staat zoals sub 3 gezegd, verlangen dat dit programma in overeenstemming is met de op zijn grondgebied geldende wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen, met name met betrekking tot de technische reserves waaronder begrepen de rekenkundige reserves en de activa die deze reserves vertegenwoordigen.

Een harmonisatie van deze bepalingen zal immers de tweede etappe van de werkzaamheden vormen, die de uitbreiding van het stelsel van "toezicht van het thuisland" tot alle in de Eerste Richtlijn bedoelde verbintenissen mogelijk zal maken.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 13 - Op initiatief van de verzekeringnemer aangegane verbintenissen

Lid 1 - Toepassingsgebied

In dit lid worden de verbintenissen aangegeven, waarvoor de bescherming van het toezichtrecht van het land van de verzekeraar, het zogenaamde "toezicht van het thuisland" volstaat, namelijk de op initiatief van de verzekeringnemer aangegane verbintenissen.

Lid 2 - Reclame

Er moet echter op worden toegezien, dat deze bepaling inzake de op initiatief van de verzekeringnemer aangegane verbintenis niet wordt omzeild door middel van marktonderzoek en reclame door de verzekeraar.
Voorzichtigheidshalve moet derhalve worden gesteld, dat deze zich alleen bekend mag maken via openbare aankondigingen met vermelding van zijn adres en de branches waarin hij voornemens is verbintenissen aan te gaan.

Hierbij moet worden aangetekend dat het voor de verzekeraar alleen maar om een passieve dienstverrichting gaat.

Lid 3 - Makelaars

Dit artikel 13 heeft ten doel, de verzekeringnemer in staat te stellen op eigen initiatief een keuze te maken uit het gehele gamma van de in de verschillende Lid-Staten beschikbare verzekeringsprodukten, met gebruikmaking van alle in zijn land en in het buitenland ter beschikking staande middelen, met name via correspondentie, per telefoon of door tussenkomst van een makelaar.

Er kan echter een zeker gevaar voor bestaan, dat een makelaar de verzekeringnemer kan beïnvloeden tot het in het buitenland pogen te vinden van verzekeringsdekking hoewel zulks in strijd is met zijn eigen belang, weshalve de verzekeringnemer een verklaring moet ondertekenen dat hij zelf wenst dat naar verzekerings-overeenkomsten in het buitenland wordt gezocht.

Historical archives of the European Commission

Het is coherent met de regel van lid 2 inzake de reclame dat de makelaar in een dergelijk geval geen reclame maakt inzake het zoeken van verzekeringsmogelijkheden in het buitenland.

Lid 4 - Verklaring van de verzekeringnemer

Deze verklaring vormt een bijzondere voorzorg voor alle gevallen waarin de verzekeringnemer het initiatief neemt zich op welke wijze dan ook tot het buitenland te wenden.

Artikel 14 - Verplichting tot overlegging van certificaten (artikel 16)

Dit artikel is overgenomen van artikel 16 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering. Wanneer een verzekeringnemer het initiatief neemt een levensverzekeringsovereenkomst aan te gaan in een andere Lid-Staat, valt deze overeenkomst onder het toepassingsgebied van het toezichtrecht van deze andere Staat. Zoals echter in het Witboek inzake de voltooiing van de interne markt gesteld (punt 103), blijven de autoriteiten van het land van de dienstverrichting aanvullend toezicht uitoefenen. Dit toezicht is met name geconcretiseerd in de bepalingen van dit artikel 14.

Artikel 15 - Recht tot opzegging

Levensverzekeringsovereenkomsten worden over het algemeen aangegaan voor een lange periode en vergen de betaling van aanzienlijke premiebedragen. Derhalve moeten alle voorzorgen worden genomen om misverstanden te voorkomen.

In verschillende landen van de Gemeenschap is vastgesteld dat de verzekeringnemers in een vrij groot aantal overeenkomsten in het tweede of het derde jaar ophielden met premiebetaling.

Historical Archives of the European Commission

Deswege is in verschillende landen, met name in Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk, de verplichting van een opzeggingstermijn ingevoerd.
De Franse wet van 7 januari 1981, gewijzigd bij de wet van 11 juni 1985, kent een opzeggingstermijn van 30 dagen, die zelfs van toepassing is indien de overeenkomst een onmiddellijke waarborg inhoudt.

Het Verenigd Koninkrijk heeft een dergelijke bepaling ingevoerd sinds 1 januari 1980, met een termijn van tien werkdagen, die eveneens geldig is wanneer de overeenkomst een onmiddellijke garantie inhoudt.

Dit voorschrift lijkt in het onderhavige voorstel nog dienstiger, omdat een verzekeringnemer, wanneer hij een levensverzekeringsovereenkomst aangaat in het buitenland, zich niet altijd duidelijk bewust is van de verschillen tussen de ondertekende overeenkomst en die welke in zijn eigen land gebruikelijk is.

Artikel 16 - Cumulatie van vestiging en dienstverrichting (artikel 13)

Wegens gelijkheid van gronden vormt dit artikel de replica van artikel 13 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering. Het voorziet in drie mogelijkheden.

1. Wanneer het gaat om een overeenkomst die wordt aangegaan op initiatief van de verzekeringnemer, die derhalve een niet zo grote bescherming behoeft, en waarop het "toezicht van het thuisland" van toepassing is, is er geen reden om een buitenlandse verzekeraar te beletten deze overeenkomst te aanvaarden om de reden dat hij in het land van de verzekeringnemer gevestigd zou zijn. De cumulatie wordt derhalve toegestaan.

2. Een verzekeraar van een land A, gevestigd in een land B, is gemachtigd vanaf land A in land B niet op initiatief van de verzekeringnemer aangegane overeenkomsten te sluiten, voor zover deze overeenkomsten onder branches vallen, waarvoor de in het land B gevestigde verzekeraar geen vergunning heeft. De uitoefening van beide branches is toegestaan, doch er is in feite geen sprake van cumulatie, omdat het om verschillende branches gaat.

Historical Archives of the European Commission

3. Indien het in het laatstgenoemde geval daarentegen om dezelfde branches gaat, d.w.z. indien de in land B gevestigde onderneming vergunning heeft voor de branche waaronder de overeenkomst valt, zouden de autoriteiten van land B zich tegen deze dienstverrichting kunnen verzetten.
De cumulatie zou derhalve niet kunnen worden toegestaan, daar bepaalde Lid-Staten in feit van mening zouden kunnen zijn dat deze cumulatie verwarring schept met betrekking tot de verzekeringnemer die niet het initiatief neemt naar het buitenland te gaan, die uit dien hoofde een bijzondere bescherming moet genieten en aan wie dezelfde verzekeraar tweemaal hetzelfde produkt zou kunnen aanbieden, eenmaal onder de vestigingsregeling en eenmaal in het kader van dienstverrichting. Deze verzekeraar zou derhalve gehouden kunnen worden deze branche in land B alleen te beoefenen vanuit zijn vestiging in land B.

Artikel 17 - Wijziging en uitbreiding van de werkzaamheden (artikel 17)

Wegens gelijkheid van gronden is deze bepaling overgenomen uit de Tweede Richtlijn schadeverzekering.

Lid 1 betreft de wijzigingen van de werkzaamheden van de verzekeraar onder beide dienstverrichtingsregelingen, d.w.z. voor de al dan niet op initiatief van de verzekeringnemer aangegane verbintenissen. Lid 2 betreft de uitbreiding van de werkzaamheden van de verzekeraar tot de niet op initiatief van de verzekeringnemer aangegane overeenkomsten en lid 3 de op initiatief van de verzekeringnemer aangegane overeenkomsten.

Artikel 18 - Ondernemingen die gelijktijdig meerdere branches beoefenen

Na lange discussies is in de Eerste Richtlijn levensverzekering het beginsel van de specialisatie aangehouden, namelijk dat een schadeverzekeringsbedrijf niet gelijktijdig de door deze richtlijn bedoelde verrichtingen mag uitvoeren, zulks met het oog op de bescherming van de verzekeringnemer. Dit is het doel van artikel 13, lid 1, van deze richtlijn.

Historical Archives of the European Commission

Tegelijkertijd is toegestaan dat de gelijktijdig meerdere branches beoefenende ondernemingen, d.w.z. die welke ten tijde van de kennisgeving van de richtlijn, zowel het levensverzekeringsbedrijf als het schadeverzekeringsbedrijf beoefenen zulks kunnen blijven doen (artikel 13, lid 3).

Deze ondernemingen zijn wel gerechtigd om in de andere landen van de Gemeenschap agentschappen of bijkantoren voor het schadeverzekeringsbedrijf op te richten, doch niet voor het levensverzekeringsbedrijf (artikel 13, lid 4).

Het is dienstig om op de verrichtingen in het kader van dienstverrichting de in 1979 gekozen oplossing voor in het kader van vestiging uitgevoerde verrichtingen toe te passen, d.w.z. dat een gelijktijdig meerdere branches beoefenende onderneming geen levensverzekeringen in het buitenland kan afsluiten, noch door middel van vestiging, noch door middel van het verrichten van diensten.

Artikel 19 - Goedkeuring van polisvoorwaarden en tarieven (artikel 18)

In lid 1 van dit artikel, dat gebaseerd is op artikel 18 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering, wordt bepaald dat de Lid-Staten van een dienstverrichting een zekere controle op de polisvoorwaarden en tarieven kunnen behouden of invoeren voor in het kader van dienstverrichting aangegane verbintenissen, maar alleen met het oog op de bescherming van de verzekeringsnemer.

Deze bepalingen zijn echter niet van toepassing op de verbintenissen welke op initiatief van de verzekeringnemer worden aangegaan, ten aanzien waarvan de Lid-Staten geen goedkeuring of mededeling van de polisvoorwaarden kunnen vereisen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 20 - Sancties (artikel 19)

Wegens gelijkheid van gronden is er aanleiding tot overneming van artikel 19 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering, waarin verschillende middelen van optreden en sancties worden aangegeven, waarover de bevoegde autoriteiten van bij dienstverrichtingen betrokken Lid-Staten kunnen beschikken in de gevallen waarin de ondernemingen de op hun rustende verplichtingen niet zouden naleven.

Artikel 21 - Liquidatie (artikel 20)

Wegens gelijkheid van gronden dient artikel 20 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering te worden overgenomen.

Artikel 22 - Informatie van de verzekeringnemer over de verzekeraar (artikel 21)

Wegens gelijkheid van gronden moet artikel 21 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering worden overgenomen. Het is van belang dat de verzekeringnemer weet dat hij in onderhandeling is met een buitenlandse verzekeraar, wie deze verzekeraar is en waar hij is gevestigd.

Hoewel deze verplichting bij de schadeverzekering voor de grote risico's is verzacht, geldt dit niet voor op initiatief van de verzekeringnemer in het kader van deze richtlijn aangegane verbintenissen, aangezien het belangrijk is dat hij zo goed mogelijk wordt geïnformeerd.

Artikel 23 - Controle op de voorzieningen en andere technische elementen (artikel 23)

Wegens gelijkheid van gronden dient artikel 23 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering te worden overgenomen.

Historical Archives of the European Commission

Zoals eerder in deze toelichting gezegd, wordt de controle van de technische reserves verricht door de toezichthoudende autoriteit van het land van de dienstverrichting, wanneer deze een vergunning van de buitenlandse verzekeraar vereist. Het is de "controle door het land van bestemming" die van toepassing is op de verbintenissen die niet op initiatief van de verzekeringnemer worden aangegaan. Dit is het doel van lid 1 van dit artikel 23.

Ingevolge lid 2 geldt in de andere gevallen de "controle van het thuisland".

Leden 3 en 4 vragen geen bijzonder commentaar.

Artikel 24 - Belastingen (artikel 25)

Wegens gelijkheid van gronden is dit artikel grotendeels gebaseerd op artikel 25 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering.

Het probleem van de belastingheffing op de premies en het budgettair effect daarvan, dat bij de schadeverzekering welbekend is, waar de heffingspercentages tussen 0 en 30 % liggen, wordt ook hier aangetroffen met heffingspercentages van 0 % tot 5,15 %.

Met verwaarlozing van de zeer geringe zegelrechten, die worden berekend als een percentage van de verzekerde som, kan schematisch worden gezegd dat Duitsland, het Verenigd Koninkrijk, Nederland en Spanje een heffingspercentage van 0 % kennen, dat in andere landen percentages van 2 %, 2,4 % en 4,4 % worden toegepast, en in Frankrijk verschillende percentages, van 0 % voor de groepsverzekering tot 5,15 % voor de individuele verzekering.

Evenmin als bij de schadeverzekering, wordt met deze Richtlijn belasting harmonisatie teweeg gebracht, maar wordt gekozen voor het stelsel van de territorialiteit, namelijk de toepassing van het belastingstelsel van het land van de verzekeringnemer en ten gunste van dit land.

Historical archives of the European Commission

Artikel 20 - Sancties (artikel 19)

Wegens gelijkheid van gronden is er aanleiding tot overneming van artikel 19 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering, waarin verschillende middelen van optreden en sancties worden aangegeven, waarover de bevoegde autoriteiten van bij dienstverrichtingen betrokken Lid-Staten kunnen beschikken in de gevallen waarin de ondernemingen de op hun rustende verplichtingen niet zouden naleven.

Artikel 21 - Liquidatie (artikel 20)

Wegens gelijkheid van gronden dient artikel 20 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering te worden overgenomen.

Artikel 22 - Informatie van de verzekeringnemer over de verzekeraar (artikel 21)

Wegens gelijkheid van gronden moet artikel 21 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering worden overgenomen. Het is van belang dat de verzekeringnemer weet dat hij in onderhandeling is met een buitenlandse verzekeraar, wie deze verzekeraar is en waar hij is gevestigd.

Hoewel deze verplichting bij de schadeverzekering voor de grote risico's is verzacht, geldt dit niet voor op initiatief van de verzekeringnemer in het kader van deze richtlijn aangegane verbintenissen, aangezien het belangrijk is dat hij zo goed mogelijk wordt geïnformeerd.

Artikel 23 - Controle op de voorzieningen en andere technische elementen (artikel 23)

Wegens gelijkheid van gronden dient artikel 23 van de Tweede Richtlijn schadeverzekering te worden overgenomen.

Historical Archives of the European Commission

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, inzonderheid op artikel 57, lid 2, en artikel 66,

Gezien het voorstel van de Commissie,

In samenwerking met het Europese Parlement,

Gezien het advies van het Economisch en Sociaal Comité,

Overwegende dat de interne markt van het levensverzekeringsbedrijf en de in de Eerste Richtlijn (79/267/EEG) van de Raad van 5 maart 1979, tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot het directe levensverzekeringsbedrijf, en de uitoefening daarvan (1), hierna "Eerste Richtlijn" genoemd, bedoelde verrichtingen tot ontwikkeling moeten worden gebracht; dat, om dat doel te bereiken, voor de verzekeringsondernemingen die hun hoofdkantoor binnen de Gemeenschap hebben het verrichten van diensten in de Lid-Staten moet worden vergemakkelijkt, en zodoende aan de verzekeringnemers de mogelijkheid moet worden geboden om niet alleen op in hun land gevestigde verzekeraars een beroep te doen, maar ook op verzekeraars die hun hoofdkantoor in de Gemeenschap hebben en in andere Lid-Staten zijn gevestigd;

Overwegende dat overeenkomstig het Verdrag iedere discriminatoire behandeling inzake het verrichten van diensten, gebaseerd op de omstandigheid dat een onderneming niet is gevestigd in de Lid-Staat waar de dienst wordt verricht, sinds het einde van de overgangsperiode verboden is; dat dit verbod geldt voor het verrichten van diensten door iedere vestiging van een onderneming in de Gemeenschap : hoofdkantoor, agentschap of bijkantoor;

Historical Archives of the European Commission

(1) PB L 63 van 13.3.1979, blz. 1

Overwegende dat om praktische redenen het verrichten van diensten moet worden omschreven, rekening houdend met enerzijds de vestiging van de verzekeraar, en anderzijds de plaats van de verbintenis; dat derhalve eveneens een omschrijving moet worden gegeven van de verbintenis; dat bovendien de werkzaamheden door middel van vestiging moeten worden onderscheiden van de werkzaamheden in het kader van het vrij verrichten van diensten;

Overwegende dat de Eerste Richtlijn van de Raad van 5 maart 1979 moet worden aangevuld, inzonderheid om de controlebevoegdheden en -middelen van de toezichthoudende autoriteiten nader te omschrijven; dat bovendien specifieke bepalingen moeten worden vastgesteld betreffende de toegang tot, de uitoefening van en het toezicht op de werkzaamheden in het kader van het verrichten van diensten;

Overwegende dat aan de verzekeringnemers die, omdat zij het initiatief nemen een verbintenis aan te gaan in een ander land en zich derhalve onder de bescherming stellen van het rechtsstelsel van dit andere land, geen bijzondere bescherming nodig hebben in de Lid-Staat van de verbintenis, totale vrijheid moet worden verleend om een beroep te doen op een zo ruim mogelijke markt van het levensverzekeringsbedrijf en de in de Eerste Richtlijn bedoelde verrichtingen; dat voorts een adequate bescherming moet worden gegarandeerd voor de andere verzekeringnemers;

Overwegende dat wat de groepsverzekering en bepaalde individuele pensioensverzekeringen betreft ten gevolge van het veelvoud en de ingewikkeldheid van de verschillende stelsels en hun nauwe relaties met de stelsels van sociale zekerheid, een grondige studie vereist is; dat deze derhalve dienen te worden uitgesloten van het toepassingsgebied van de bijzondere bepalingen voor het vrij verrichten van diensten van deze richtlijn; dat zij het onderwerp zullen vormen van een ander richtlijnvoorstel;

Historical Archives of the European Commission

Overwegende dat de in de Lid-Staten vigerende bepalingen op het gebied van het op de overeenkomsten met betrekking tot de in de Eerste Richtlijn bedoelde werkzaamheden toepasselijke recht uiteenlopend blijven; dat de vrijheid om als op de overeenkomst toepasselijk recht een ander recht te kiezen dan dat van de Lid-Staat waar het risico is gelegen, in bepaalde gevallen kan worden verleend op grond van regels die rekening houden met de specifieke omstandigheden;

Overwegende dat de bepalingen van de Eerste Richtlijn betreffende portefeuilleoverdracht moeten worden versterkt en aangevuld met bepalingen die specifiek betrekking hebben op de overdracht van de portefeuille van in het kader van dienstverrichting gesloten overeenkomsten aan een andere onderneming;

Overwegende dat bij de huidige stand van de coördinatie aan de Lid-Staten de bevoegdheid moet worden verleend om ter bescherming van de verzekeringnemers de gelijktijdige uitoefening van werkzaamheden in het kader van het vrij verrichten van diensten en werkzaamheden in het kader van vestiging te beperken; dat in een dergelijke beperking niet kan worden voorzien in de gevallen waarin de verzekeringnemers die bescherming niet behoeven;

Overwegende dat de toegang tot het vrij verrichten van diensten moet worden onderworpen aan procedures die garanderen dat de verzekeringsonderneming de bepalingen in acht neemt betreffende zowel de financiële garanties als de verzekeringsvoorwaarden; dat deze procedures kunnen worden versoepeld voor zover de werkzaamheden in het kader van dienstverrichting betrekking hebben op verzekeringnemers die wegens de kenmerken van de verbintenis die zij voornemens zijn aan te gaan geen bijzondere bescherming behoeven in de Lid-Staat waar het risico is gelegen;

Overwegende echter dat het voor deze tweede categorie verzekeringnemers en wanneer het om een levensverzekeringsovereenkomst gaat, dienstig is de verzekeringnemer de mogelijkheid te geven de overeenkomst binnen een termijn van 30 dagen op te zeggen;

Historical Archives of the European Commission

Overwegende dat in de Eerste Richtlijn het beginsel is neergelegd, dat de in de Eerste Richtlijn tot coördinatie van het schadeverzekeringsbedrijf bedoelde werkzaamheden niet gelijktijdig mogen worden uitgeoefend met die welke in de Eerste Richtlijn worden bedoeld; dat zij weliswaar de voortzetting van de bestaande meerdere branches beoefenende ondernemingen heeft toegestaan, doch duidelijk heeft gesteld dat deze geen agentschappen of bijkantoren mogen oprichten voor het levensverzekeringsbedrijf; dat dienovereenkomstig ook dient te worden verboden dat deze ondernemingen, in het kader van dienstverrichting, door de Eerste Richtlijn bedoelde verbintenissen aangaan;

Overwegende dat een bijzondere samenwerking op het terrein van het vrij verrichten van diensten moet worden ingesteld tussen de bevoegde toezichthoudende autoriteiten van de Lid-Staten onderling en tussen deze autoriteiten en de Commissie; dat tevens een sanctieregeling moet worden ingesteld die van toepassing is wanneer de onderneming die diensten verricht, zich niet voegt naar de bepalingen van de Lid-Staat van dienstverrichting;

Overwegende dat het gepast is de technische reserves, met inbegrip van de rekenkundige reserves, te onderwerpen aan de regels en het toezicht van de Lid-Staat van dienstverrichting wanneer de werkzaamheden in het kader van dienstverrichting verbintenissen betreffen waarvoor de Lid-Staat waarvoor de dienstverrichting bestemd is, de verzekeringnemers een bijzondere bescherming wil bieden; dat de technische reserves, met inbegrip van de rekenkundige reserves, daarentegen onderworpen blijven aan de regels en het toezicht van de Lid-Staat waar de verzekeraar is gevestigd wanneer dit streven naar bescherming van de verzekeringnemer niet gegrond is;

Overwegende dat in een aantal Lid-Staten de verzekeringsovereenkomsten niet zijn onderworpen aan enige vorm van indirecte belasting, terwijl in andere Lid-Staten bijzondere heffingen worden toegepast; dat deze heffingen, in de Lid-Staten waar zij gelden, qua structuur en tarieven aanzienlijk verschillen; dat voorkomen moet worden dat deze verschillen ernstige concurrentiedistorsies

Historical Archives of the European Commission

voor de ondernemingen tussen de Lid-Staten met zich brengen; dat de toepassing van de belastingregelingvan de Lid-Staat waar de verbintenis wordt aangegaan een dergelijk bezwaar kan ondervangen en dat het de taak van de Lid-Staten is de nadere regels voor het innen van deze heffingen vast te stellen,

Overwegende dat de Eerste Richtlijn van de Raad 79/267/EEG van 5 maart 1979 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot het directe levensverzekeringsbedrijf, en de uitoefening daarvan uitdrukkelijke specifieke regels behelzen op het gebied van de vergunningverlening aan agentschappen en bijkantoren van ondernemingen wier hoofdkantoor zich buiten de Gemeenschap bevindt,

Overwegende dat eveneens moet worden voorzien in een specifieke procedure voor elk verzoek om vergunningverlening aan een dochteronderneming of een verzoek om verwerving van een deelneming, afkomstig van een onderneming waarop het recht van een derde land van toepassing is, welke beoogt te waarborgen dat de onderneming van de Gemeenschap een regeling op basis van wederkerigheid genieten in de betrokken derde landen; dat de Eerst Richtlijn beoogt de modaliteiten van een dergelijke procedure vast te stellen,

HEEFT DE VOLGENDE RICHTLIJN VASTGESTELD :

Historical Archives of the European Commission

TITEL I - ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1

Deze richtlijn heeft tot doel :

a) aanvulling van de Eerste Richtlijn (79/267/EEG);

b) vaststelling van de bijzondere bepalingen aangaande het vrij verrichten van diensten voor de in die richtlijn bedoelde en in titel III van de onderhavige richtlijn nader omschreven werkzaamheden.

Artikel 2

In de zin van deze richtlijn wordt verstaan onder :

a) Eerste Richtlijn : Richtlijn 79/267/EEG;

b) onderneming :

- voor de toepassing van de titels I en II, iedere onderneming waaraan overeenkomstig artikel 6 of artikel 27 van de Eerste Richtlijn vergunning is verleend,

- voor de toepassing van de titels III en IV, iedere onderneming waaraan overeenkomstig artikel 6 van de Eerste Richtlijn vergunning is verleend;

c) vestiging :

hoofdkantoor, agentschap of bijkantoor van een onderneming, met inachtneming van artikel 3;

d) verbintenis :

een verbintenis die geconcretiseerd wordt in de vorm van een verzekering of van verrichtingen als bedoeld in artikel 1 van de Eerste Richtlijn;

Historical Archives of the European Commission

e) Lid-Staat van de verbintenis :

de Lid-Staat waar de verzekeringnemer zijn gewone verblijfplaats heeft of, indien de verzekeringnemer een rechtspersoon is, de Lid-Staat waar zich de vestiging van deze rechtspersoon bevindt waarop de overeenkomst betrekking heeft;

f) Lid-Staat van de vestiging :

de Lid-Staat waar de vestiging die de verbintenis aangaat is gelegen;

g) Lid-Staat van dienstverrichting :

de Lid-Staat van de verbintenis, wanneer deze wordt aangegaan door een in een andere Lid-Staat gelegen vestiging.

h) een moederonderneming : een moederonderneming in de zin van artikel 1 van de Zevende Richtlijn van de Raad 73/349/EEG van 13 juni 1983 op grond van artikel 54, lid 3, sub g), van het Verdrag, betreffende de geconsolideerde jaarrekening(1).

i) dochteronderneming : een dochteronderneming in de zin van artikel 1 van Richtlijn 83/349/EEG.

Artikel 3

Voor de toepassing van de Eerste Richtlijn en van deze richtlijn wordt met een agentschap of bijkantoor gelijkgesteld, elke duurzame aanwezigheid van een onderneming op het grondgebied van een Lid-Staat, ook indien die aanwezigheid niet de vorm heeft van een bijkantoor of een agentschap, maar enkel bestaat uit een bureau, beheerd door eigen personeel van de onderneming of door een zelfstandig persoon die echter gemachtigd is duurzaam voor die onderneming op te treden zoals een agentschap zou doen.

---

(1) PB nr. L 193 van 18.07.1983

Historical Archives of the European Commission

TITEL II - BEPALINGEN TOT AANVULLLING VAN DE EERSTE RICHTLIJN

Artikel 4

1. Het recht dat van toepassing is op de in deze richtlijn bedoelde overeenkomsten met betrekking tot de in de Eerste Richtlijn bedoelde werkzaamheden is het recht van de Lid-Staat van de verbintenis. Wanneer het recht van deze Staat zulks toestaat, kunnen de partijen echter het recht van een ander land kiezen.

2. Wanneer de verzekeringnemer in één der in artikel 13 bedoelde gevallen zijn gewone verblijfplaats heeft in een andere Lid-Staat dan die waarvan hij onderdaan is, kunnen de partijen het recht van de Lid-Staat waarvan hij onderdaan is kiezen.

3. De Lid-Staat waarvan de Wet de overeenkomst beheert mag, in de in artikel 13 bedoelde gevallen, de verzekeringsnemer niet beletten een verbintenis aan te gaan die door de Wet van de Lid-Staat van vestiging is toegelaten.

4. Indien een Staat uit meer dan een territoriale eenheid bestaat en elke eenheid daarvan eigen rechtsregels voor verbintenissen uit overeenkomst bezit, wordt voor de vaststelling van het overeenkomstig deze richtlijn, toe te passen recht iedere eenheid als een land beschouwd.

   Een Lid-Staat waarbinnen verschillende territoriale eenheden eigen rechtsregels voor verbintenissen uit overeenkomst bezitten, is niet verplicht de bepalingen van deze richtlijn toe te passen op conflicten tussen het recht van deze eenheden.

5. Dit artikel laat de toepassing onverlet van de bepalingen van het land van de rechter die, ongeacht het op de overeenkomst toepasselijke recht, het geval dwingend beheersen.

   Indien het recht van een Lid-Staat daarin voorziet, kan gevolg worden toegekend aan de dwingende bepalingen van het recht van de Lid-Staat van de verbintenis, indien en voor zover die bepalingen volgens het recht van dit land toepasselijk zijn, ongeacht het recht dat de overeenkomst beheerst.

Historical Archives of the European Commission

6. Behoudens het in de voorgaande leden bepaalde, passen de Lid-Staten op de in deze richtlijn bedoelde verzekeringsovereenkomsten de algemene bepalingen van hun internationaal privaatrecht inzake verbintenissen uit overeenkomst toe.

Artikel 5

Artikel 23 van de Eerste Richtlijn wordt aangevuld met het volgende lid :

"3. Iedere Lid-Staat neemt de nodige maatregelen opdat de op de verzekeringsondernemingen toezichthoudende autoriteiten over de bevoegdheden en middelen beschikken die noodzakelijk zijn om toezicht uit te oefenen op de werkzaamheden van de op zijn grondgebied gevestigde verzekeringsondernemingen, met inbegrip van de werkzaamheden die buiten dit grondgebied worden verricht, overeenkomstig de richtlijnen van de Raad betreffende deze werkzaamheden en met het oog op de toepassing ervan.

Deze bevoegdheden en middelen moeten aan de toezichthoudende autoriteiten met name de mogelijkheid verschaffen om :

- grondige informatie te verkrijgen over de situatie en alle werkzaamheden van de onderneming, met name :

  - door het inwinnen van inlichtingen of het opvragen van documenten betreffende de verzekeringsactiviteiten,

  - door het verrichten van controles ter plaatse in de bedrijfsruimten van de onderneming;

- jegens de onderneming alle afdoende en noodzakelijke maatregelen te treffen om te bewerkstelligen dat de werkzaamheden van de onderneming blijven stroken met de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen welke de onderneming in de onderscheiden Lid-Staten in acht moet nemen, inzonderheid met het programma van werkzaamheden, voor zover dit laatste verplicht blijft, alsook om misstanden te vermijden of te beëindigen die de belangen der verzekerden zouden schaden;

Historical Archives of the European Commission

- te bewerkstelligen dat de door de toezichthoudende autoriteiten noodzakelijk geachte maatregelen worden toegepast, zo nodig door de tenuitvoerlegging ervan te gelasten, in voorkomend geval door een beroep te doen op de gerechtelijke instanties.

De Lid-Staten kunnen de toezichthoudende autoriteiten ook de mogelijkheid bieden alle inlichtingen te verkrijgen betreffende de overeenkomsten die in het bezit zijn van tussenpersonen.".

Artikel 6

1. Artikel 25 van de Eerste Richtlijn wordt geschrapt.

2. Elke Lid-Staat verleent, onder de in het nationale recht vastgestelde voorwaarden, de op zijn grondgebied gevestigde ondernemingen toestemming voor de gehele of gedeeltelijke overdracht van hun portefeuille met overeenkomsten waarvoor deze Lid-Staat de Lid-Staat van de verbintenis is, aan een in dezelfde Lid-Staat gevestigde ondernemende onderneming, indien de toezichthoudende autoriteiten van de Lid-Staat van het hoofdkantoor van de overnemende onderneming verklaren dat deze onderneming, mede gelet op de overdracht, de vereiste solvabiliteitsmarge bezit.

3. Elke Lid-Staat verleent, onder de in het nationale recht vastgestelde voorwaarden, de op zijn grondgebied gevestigde ondernemingen toestemming voor de gehele of gedeeltelijke overdracht van hun portefeuille met overeenkomsten die zijn gesloten in de in artikel 10, lid 1 bedoelde omstandigheden, aan een in de Lid-Staat van dienstverrichting gevestigde overnemende onderneming, indien de toezichthoudende autoriteiten van de Lid-Staat van het hoofdkantoor van de overnemende onderneming verklaren dat deze onderneming, mede gelet op de overdracht, de vereiste solvabiliteitsmarge bezit.

4. Elke Lid-Staat verleent, onder de in het nationale recht vastgestelde voorwaarden, de op zijn grondgebied gevestigde ondernemingen toestemming voor de gehele of gedeeltelijke ovedracht van hun portefeuille met overeenkomsten die zijn gesloten in de in artikel 10, lid 1 bedoelde omstandigheden, aan een in dezelfde Lid-Staat gevestigde overnemende

Historical Archives of the European Commission

onderneming, indien de toezichthoudende autoriteiten van de Lid-Staat van het hoofdkantoor van de overnemende onderneming verklaren dat deze onderneming, mede gelet op de overdracht, de vereiste solvabiliteitsmarge bezit en indien deze onderneming in de Lid-Staat van dienstverrichting aan de voorwaarden van de artikelen 11, 12, 14 en 16 voldoet.

5. In de gevallen bedoeld in de leden 3 en 4 geven de toezichthoudende autoriteiten van de lid-Staat van vestiging van de overdragende onderneming toestemming voor de overdracht nadat zij de instemming hebben verkregen van de toezichthoudende autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting.

6. Indien een Lid-Staat, onder de in het nationale recht vastgestelde voorwaarden, de op zijn grondgebied gevestigde ondernemingen toestemming verleent voor de gehele of gedeeltelijke overdracht van hun portefeuille met overeenkomsten aan een overnemende onderneming gevestigd in een andere Lid-Staat die niet de Lid-Staat van dienstverrichting is, vergewist hij zich ervan dat aan de volgende voorwaarden is voldaan :

   - de toezichthoudende autoriteiten van de Lid-Staat van het hoofdkantoor van de overnemende onderneming verklaren dat deze onderneming, mede gelet op de overdracht, de vereiste solvabiliteitsmarge bezit;

   - de Lid-Staat waar de overnemende onderneming is gevestigd, gaat akkoord;

   - de overnemende onderneming voldoet in de Lid-Staat van dienstverrichting aan de voorwaarden van de artikelen 11, 12, 14 en 16; het recht van deze Lid-Staat voorziet in de mogelijkheid van een dergelijke overdracht en deze Lid-Staat gaat akkoord met de overdracht.

7. De overeenkomstig dit artikel toegestane overdracht wordt in de Lid-Staat van de verbintenis bekendgemaakt onder de in het nationale recht vastgestelde voorwaarden. Deze overdracht kan van rechtswege worden tegengeworpen aan de verzekeringnemers, aan de verzekerden en aan iedereen die uit de overgedragen overeenkomsten voortvloeiende rechten of verplichtingen heeft.

   Deze bepaling doet geen afbreuk aan het recht van de Lid-Staten om de verzekeringnemers de mogelijkheid te bieden de overeenkomst binnen een bepaalde termijn na de overdracht op te zeggen.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 7

Artikel 22, lid 2, van de Eerste Richtlijn wordt vervangen door de volgende tekst :

De Italiaanse Republiek neemt alle nodige maatregelen om te waarborgen dat de aan de op haar grondgebied gevestigde ondernemingen opgelegde verplichting een gedeelte van de door hun afgesloten verzekeringen over te dragen aan het Istituto nazionale di assicurazioni uiterlijk binnen twee jaar na de inwerkingtreding van deze richtlijn komt te vervallen.

Artikel 8

1. Het opshrift van titel III van de Eerste Richtlijn Schadeverzekering en de Eerste Richtlijn Levensverzekering wordt vervangen voor de volgende tekst :

TITEL III A

Regels, toepasselijke op binnen de Gemeenschap gevestigde agentschappen of bijkantoren van ondernemingen waarvan het hoofdkantoor buiten de Gemeenschap is gevestigd.

2. Het volgende opschrift wordt ingevoegd na artikel 29 van de Eerste Richtlijn Schadeverzekering en na artikel 32 van de Eerste Richtlijn Levensverzekering.

TITEL III B

Regels, toepasselijk op dochterondernemingen van of verwervingen van een deelneming door een moederonderneming waarop het recht van een derde land van toepassing is.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9

Titel III B wordt aangevuld met een zelfde artikel onder het nummer 29 bis voor de Eerste Richtlijn Schadeverzekering en 32 bis voor de Eerste Richtlijn Levensverzekering. Dit artikel luidt :

1. Elk verzoek om vergunningverlening aan een dochteronderneming van of om verwerving van een deelneming als gedefinieerd in lid 3 door een moederonderneming waarop het richt van een derde land van toepassing is vormt het onderwerp van de in dit artikel omschreven procedure.

2. De bevoegde autoriteiten van de betrokken Lid-Staat stellen de bevoegde autoriteiten van de andere Lid-Staten alsmede de Commissie in kennis van een verzoek om vergunningverlening.

3. De Lid-Staten bepalen, dat indien een onderneming waarop het recht van een derde land van toepassing is, voornemens is rechtstreeks of middelijk een deelneming te verwerven in een in de Gemeenschap gevestigd verzekeringsbedrijf, op zodanige wijze dat deze haar dochteronderneming wordt, zij daarvan de toezichthoudende autoriteiten van de betrokken Lid-Staat in kennis stelt. Deze stellen op hun beurt de bevoegde autoriteiten van de andere Lid-Staten alsmede de Commissie daarvan in kennis.

4. De bevoegde autoriteiten van de betrokken Lid-Staat moeten hun besluit met betrekking tot de in de leden 2 en 3 bedoelde opschorten tot de beëindiging van een procedure als voorzien in de leden 5 en 6.

5. De Commissie gaat binnen drie maanden na ontvangst van de in de leden 2 en 3 bedoelde inlichtingen na of alle ondernemingen van de Gemeenschap een behandeling op basis van wederkeringheid genieten, met name met betrekking tot de oprichting van dochterondernemingen of de verwerving van deelnemingen in verzekeringsbedrijven in het betrokken derde land.

6. Indien de Commissie vaststelt dat de wederkerigheid niet wordt gewaarbordg, kan zij de in lid 4 bedoelde opschorting van het besluit verlengen, na raadpleging van de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staten in het kader van de in artikel 33 van de Eerste Richtlijn Schadeverzekering en in artikel 38 van de Eerste Richtlijn Levensverzekering bedoelde samenwerkingsprocedure.

7. De Commissie legt aan de Raad passende voorstellen voor ten einde wederkerigheid tot stand te brengen met het betrokken derde land.

Historical Archives of the European Commission

TITEL III - BIJZONDERE BEPALINGEN TEN AANZIEN VAN HET VRIJ VERRICHTEN VAN DIENSTEN

Artikel 10

1. De bepalingen van deze titel zijn van toepassing wanneer een onderneming vanuit een in een Lid-Staat gelegen vestiging in een andere Lid-Staat een verbintenis aangaat.

2. Deze bepalingen zijn niet van toepassing op de verrichtingen en ondernemingen en evenmin op de instellingen waarop de Eerste Richtlijn niet van toepassing is.

3. Deze bepalingen zijn evenmin van toepassing op de verbintenissen :

   - die worden aangegaan met andere personen dan natuurlijke personen welke voor eigen rekening handelen;

   - die worden aangegaan met personen die een commerciële, professionele of dienstbetrekking onderhouden met de perso(o)n(en) op wiens (wier) leven de overeenkomst wordt gesloten, ongeacht of deze betrekking in het verleden heeft bestaan, thans bestaat of in de toekomst zal bestaan, voor zover de verbintenis wordt aangegaan krachtens deze betrekking;

   - die wordt aangegaan met een persoon op wiens leven de overeenkomst wordt gesloten indien deze wordt aangegaan krachtens de dienstbetrekking of de beroepsactiviteit van deze persoon;

   - in verband met de in artikel 1, lid 2, sub a), c), d) en e) en lid 3, van de Eerste Richtlijn bedoelde verrichtingen.

4. Een onderneming kan alleen verbintenissen in een andere Lid-Staat aangaan indien zij in hun Lid-Staat van vestiging voor dergelijke verbintenissen vergunning heeft verkregen ingevolge artikel 6 van de Eerste Richtlijn.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 11

Elke onderneming die voornemens is diensten te verrichten, is gehouden de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat waar het hoofdkantoor is gevestigd en, in voorkomend geval, van de Lid-Staat van de betrokken vestiging hiervan vooraf in kennis te stellen, met opgave van de Lid-Staat of de Lid-Staten op het grondgebied waarvan zij voornemens is diensten te verrichten en van de aard van de verbintenissen die zij voornemens is aan te gaan.

Artikel 12

1. Elke Lid-Staat op het grondgebied waarvan een onderneming voornemens is in het kader van dienstverrichting de in artikel 10 van deze richtlijn bedoelde verbintenissen aan te gaan, kan de toegang tot deze werkzaamheid afhankelijk stellen van een vergunning, voor zover deze verbintenissen niet onder artikel 13 vallen; te dien einde kan hij de eis stellen dat de onderneming :

   a) een certificaat overlegt, afgegeven door de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat waar het hoofdkantoor is gevestigd, waarin wordt verklaard dat de onderneming voor al haar werkzaamheden over de in artikel 19 van de Eerste Richtlijn bedoelde minimum-solvabiliteitsmarge beschikt en dat de vergunning overeenkomstig artikel 6, lid 1, van die richtlijn de onderneming in staat stelt buiten de Lid-Staat van de vestiging werkzaam te zijn;

   b) een certificaat overlegt, afgegeven door de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van de vestiging, waarin wordt verklaard welke branches de onderneming mag uitoefenen alsmede dat deze autoriteiten er geen bezwaar tegen maken dat de onderneming werkzaamheden in het kader van dienstverrichting verricht;

   c) een programma van werkzaamheden overlegt dat gegevens moet bevatten betreffende :
      - de aard van de verbintenissen die de onderneming voornemens is aan te gaan in de Lid-Staat van dienstverrichting,
      - de algemene en bijzondere voorwaarden van de verzekeringspolissen die zij voornemens is daar te gebruiken;

Historical Archives of the European Commission

- de tarieven die de onderneming voornemens is toe te passen voor elke categorie van transacties en de technische grondslagen die zij voornemens is voor elke categorie verrichtingen te hanteren,

- de formulieren en andere gedrukte documenten die zij in de contacten met de verzekeringnemers wil gebruiken,

voor zover deze ook van de gevestigde ondernemingen worden geëst.

2. De bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting kunnen eisen dat de in lid 1, onder c), bedoelde gegevens hun in de officiële taal van deze Lid-Staat worden overlegd.

3. De bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting beschikken over een termijn van zes maanden, ingaande op de datum van ontvangst van de in lid 1 genoemde documenten, om de vergunning te verlenen of te weigeren, naargelang de elementen van het door de onderneming overgelegde programma van werkzaamheden al dan niet in overeenstemming zijn met de in deze Lid-Staat geldende wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen.

4. Indien de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting bij het verstrijken van de in lid 3 bedoelde termijn geen uitspraak hebben gedaan, wordt de vergunning geacht te zijn geweigerd.

5. Ieder besluit tot weigering van de vergunning of tot weigering van het onder a) of b) van lid 1 bedoelde certificaat moet nauwkeurig met redenen zijn omkleed en aan de betrokken onderneming ter kennis worden gebracht.

6. Elke Lid-Staat voorziet in de mogelijkheid van beroep bij een rechterlijke instantie tegen een weigering van de vergunning of weigering van afgifte van het in lid 1, onder a) of b), bedoelde certificaat.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 13

1. In de in het kader van dienstverrichting aangegane verbintenissen vallen niet onder het bepaalde in artikel 12, doch onder het bepaalde in artikel 14, wanneer de verzekeringnemer het initiatief neemt de onderneming te verzoeken om het aangaan van de verbintenis.

De verzekeringnemer wordt geacht het initiatief te hebben genomen :

- wanneer het eerste contact tussen de verzekeringnemer en de onderneming, ongeacht het gebruikte middel, wordt opgenomen door de verzekeringnemer,

of

- wanneer de overeenkomst wordt gesloten in de Lid-Staat waar de onderneming is gevestigd, zonder dat een voorafgaand contact heeft plaatsgevonden tussen de verzekeringnemer en de onderneming in de Lid-Staat waar de verzekeringnemer zijn gewone verblijfplaats heeft.

2. De onderneming die voornemens is verbintenissen aan te gaan in een Lid-Staat onder de regeling van dit artikel, voert geen marktonderzoek uit, en maakt evenmin reclame met betrekking tot deze werkzaamheid, afgezien van openbare aankondigingen met haar adres en de branches waarvoor haar in de Staat van vestiging van waaruit zij voornemens is verbintenissen aan te gaan, vergunning is verleend.

3. Indien de verzekeringnemer het initiatief neemt de onderneming om een verbintenis te verzoeken door middel van een makelaar, ondertekent hij, alvorens contact heeft plaatsgevonden met de onderneming, een verklaring waaruit het blijkt dat hij wenst dat de makelaar verzekeringsformules zoekt in een of meer andere Lid-Staten dan die waar hij zijn gewone verblijfplaats heeft; deze makelaar is de in artikel 2, lid 1, sub a), van Richtlijn 77/92/EEG bedoelde persoon. De makelaar maakt geen reclame betreffende de mogelijkheid om verbintenissen te verzoeken onder de in dit artikel bedoelde regeling.

4. Alvorens een verbintenis aan te gaan onder de in dit artikel bedoelde regeling ondertekent de verzekeringnemer een verklaring waarin hij er nota van neemt dat deze verbintenis onderworpen is aan de toezichtregels van het land van de onderneming die de verbintenis aangaat.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 14

1. Elke Lid-Staat op het grondgebied waarvan een onderneming voornemens is in het kader van dienstverrichting de in artikel 13 van deze richtlijn bedoelde verbintenissen aan te gaan stelt de eis dat de onderneming :

   a) een certificaat overlegt, afgegeven door de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat waar het hoofdkantoor is gevestigd, waarin wordt verklaard dat de onderneming voor al haar werkzaamheden over de in artikel 19 van de Eerste Richtlijn bedoelde minimum-solvabiliteitsmarge beschikt en dat de vergunning overeenkomstig artikel 6, lid 1, van die richtlijn de onderneming in staat stelt buiten de Lid-Staat van de vestiging werkzaam te zijn;

   b) een certificaat overlegt, afgegeven door de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van de vestiging, waarin wordt verklaard welke branches de onderneming mag uitoefenen alsmede dat deze autoriteiten er geen bezwaar tegen maken dat de onderneming werkzaamheden in het kader van dienstverrichting verricht;

   c) de aard van de verbintenissen aangeeft die zij voornemens is aan te gaan in de Lid-Staat van dienstverrichting.

2. Elke Lid-Staat voorziet in de mogelijkheid van beroep bij een rechterlijke instantie tegen een weigering van afgifte van het in lid 1, onder a) of b) bedoelde certificaat.

3. De onderneming kan haar werkzaamheden aanvangen vanaf de officieel bevestigde datum waarop de autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting in het bezit zijn van de in lid 1 bedoelde documenten.

4. Dit artikel is eveneens van toepassing indien de Lid-Staat op het grondgebied waarvan een onderneming voornemens is in het kader van dienstverrichting andere dan de in artikel 13 van deze richtlijn bedoelde verbintenissen aan te gaan, de toegang tot die werkzaamheden niet afhankelijk stelt van een vergunning.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 15

Degene, die een individuele verzekeringsovereenkomst aangaat in het kader van de in artikel 13 bedoelde dienstverrichting, beschikt over een termijn van ten minste 30 dagen vanaf het ogenblik waarop de partijen zich hebben verbonden, om deze overeenkomst op te zeggen.

De kennisgeving van de verzekeringnemer waarin hij de overeenkomst opzegt heeft ten gevolge dat hij wordt ontheven van alle uit deze overeenkomst voortvloeiende verbintenissen.

Deze bepalingen zijn niet van toepassing op overeenkomsten met een looptijd van ten hoogste twee maanden.

De rechtsgevolgen van de opzegging worden beheerst door het op de overeenkomst toepasselijke recht, als gedefinieerd in artikel 4, met name wat de vaststelling van het ogenblik betreft, waarop de partijen zich hebben verbonden.

Artikel 16

De wetgeving van de Lid-Staten bepaalt dat een in een Lid-Staat gevestigde onderneming aldaar in het kader van dienstverrichting vanuit een vestiging in een andere Lid-Staat althans de volgende verbintenissen kan aangaan :

- de in artikel 13 van deze richtlijn bedoelde verbintenissen;

- de in artikel 10 bedoelde, niet onder artikel 13 vallende verbintenissen waarvoor de in de eerste Lid-Staat gevestigde onderneming niet ingevolge artikel 6 van de Eerste Richtlijn vergunning heeft gekregen.

Indien deze onderneming, in het laatstgenoemde geval, daarentegen wel deze vergunning heeft, kan de eerste Lid-Staat zich verzetten tegen deze dienstverrichting.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 17

1. Wanneer de in artikel 11 bedoelde onderneming voornemens wijzigingen aan te brengen in de in artikel 12, lid 1, onder c) of artikel 14, lid 1, onder c), bedoelde gegevens, legt zij deze wijzigingen voor aan de bevoegde autoriteiten van de staat van dienstverrichting. Deze wijzigingen zijn al naar geval respectievelijk onderworpen aan artikel 12, lid 3 en aan artikel 14, lid 1.

2. Wanneer de onderneming voornemens is haar werkzaamheden uit te breiden tot de in artikel 10 bedoelde en niet in artikel 13 van deze richtlijn opgenomen verbintenissen, wordt zij de in de artikelen 11 en 12 omschreven procedure.

3. Wanneer de onderneming voornemens is haar werkzaamheden uit te breiden tot de in artikel 13 van deze richtlijn of de in artikel 14, lid 4 van deze richtlijn bedoelde verbintenissen, wordt zij de in artikelen 11 en 14 omschreven procedure.

Artikel 18

De ondernemingen die krachtens artikel 13, lid 3 van de eerste richtlijn gelijktijdig de in de bijlage van de eerste coördinatierichtlijn "schadeverzekering" (73/239/EEG) en de in artikel 1 van de eerste richtlijn opgesomde werkzaamheden beoefenen, gaan in het kader van dienstverrichting geen verbintenissen voor een der in de eerste richtlijn bedoelde branches aan.

Artikel 19

1. De Lid-Staten van de dienstverrichting wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen handhaven of invoeren die vanuit een oogpunt van de zorg om de bescherming van de verzekeringsnemer gerechtvaardigd zijn, met name betreffende de goedkeuring van de algemene en bijzondere voorwaarden van de verzekeringspolissen, van de formulieren en andere gedrukte documenten die bestemd zijn om in de betrekking met de verzekeringsnemers te worden gebruikt, van de tarieven en van elk ander document dat voor de normale uitoefening van het toezicht vereist is, op voorwaarde evenwel dat de regels van de Lid-Staat van de vestiging niet volstaan om het noodzakelijke beschermingsniveau te bereiken en de voorschriften van de Lid-Staat van dienstverrichting niet verder gaan dan daartoe noodzakelijk is.

Historical Archives of the European Commission

2. Voor de in artikel 13 van deze richtlijn bedoelde verbintenissen stellen de Lid-Staten van de dienstverrichting echter geen bepalingen vast waarin de goedkeuring of systematische mededeling wordt geëist van de algemene en bijzondere voorwaarden van de verzekeringspolisen, van de tarieven, van de formulieren en andere gedrukte documenten waarvan de onderneming gebruik wil maken in haar betrekkingen met de verzekeringsnemers. Voor het toezicht op de naleving van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende deze risico's kunnen zij alleen de niet-systematische mededeling van deze voorwaarden en andere documenten eisen, zonder dat tit vereiste voor de onderneming een voorwaarden voor de uitoefening van haar werkzaamheden mag vormen.

Artikel 20

1. Iedere onderneming die diensten verricht moet aan de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting alle ter toepassing van dit artikel gevraagde documenten overleggen, voor zover ook de in die Lid-Staat gevestigde ondernemingen daartoe gehouden zijn.

2. Indien de bevoegde autoriteiten van een Lid-Staat vaststellen dat een onderneming die in het kader van dienstverrichting op het grondgebied van die Lid-Staat werkzaam is, zich niet houdt aan de rechtsregels van die Lid-Staat die op haar van toepassing zijn, verzoeken zij de betrokken onderneming een einde te maken aan deze onregelmatigheid.

3. Indien de betrokken onderneming aan dit verzoek geen gevolg geeft, stellen de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van vestiging hiervan in kennis. Deze autoriteiten treffen alle passende maatregelen opdat de betrokken onderneming een eind maakt aan de onregelmatigheid. De aard van deze maatregelen wordt ter kennis van de autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting gebracht.

Historical Archives of the European Commission

De bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting kunnen zich ook wenden tot de bevoegde autoriteiten van het hoofdkantoor van de verzekeringsonderneming, wanneer de diensten door een bijkantoor of agentschap worden verricht.

4. Indien de onderneming, ondanks de door de Lid-Staat van de vestiging getroffen maatregelen, of omdat deze maatregelen ontoereikend zijn of die Lid-Staat geen maatregelen treft, inbreuk blijft maken op de in de Lid-Staat van dienstverrichting geldende rechtsregels, kan deze Lid-Staat, na de toezichthoudende autoriteiten van de Lid-Staat van de vestiging daarvan op de hoogte te hebben gebracht, passende maatregelen nemen om verdere onregelmatigheden te voorkomen en, voor zover zulks volstrekt noodzakelijk is, de onderneming beletten met het aangaan van verbintenissen in het kader van dienstverrichting op zijn grondgebied door te gaan. Voor andere dan de in artikel 13 van deze richtlijn bedoelde verbintenissen omvatten deze maatregelen het intrekken van de in artikel 12 bedoelde vergunning. De Lid-Staten zorgen ervoor dat de voor deze maatregelen noodzakelijke kennisgeving op hun grondgebied mogelijk worden gemaakt.

5. Bovenstaande bepalingen laten de boevoegdheid van de Lid-Staten om de op hun grondgebied begane onregelmatigheden te bestraffen, onverlet.

6. Indien de onderneming die de inbreuk heeft gepleegd, een vestiging heeft of goederen bezit in de Lid-Staat van dienstverrichting, kunnen de toezichthoudende autoriteiten van deze Lid-Staat, overeenkomstig de nationale wetgeving, de voor deze inbreuk vastgestelde administratieve sancties ten uitvoer leggen ten aanzien van deze vestiging of deze goederen.

Historical Archives of the European Commission

7. Elke in het kader van de leden 2 tot en met 6 van dit artikel genomen maatregel welke sancties of beperkingen met de uitoefening van het verrichten van diensten inhoudt, moet met redenen worden omkleed en ter kennis van de betrokken onderneming worden gebracht. Tegen een dergelijke maatregel kan bij een rechterlijke instantie beroep worden ingesteld in de Lid-Staat waar hij is genomen.

8. Wanneer in het kader van artikel 24 van de Eerste Richtlijn maatregelen zijn getroffen, worden de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting daarvan in kennis gesteld door de autoriteiten die de maatregelen hebben getroffen, en wanneer het maatregelen uit hoofde van de leden 1 en 3 van voornoemd artikel 24 betreft, nemen zij alle dienstige meetregelen om de belangen van de verzekerden te vrijwaren.

   Ingeval de vergunning op grond van artikel 26 van de Eerste Richtlijn wordt ingetrokken, worden de autoriteiten van de Lid-Staat van dienstverrichting daarvan in kennis gesteld en nemen zij passende maatregelen om te voorkomen dat de betrokken vestiging met het sluiten van verzekeringsovereenkomsten in het kader van dienstverrichting op het grondgebied van deze Lid-Staat doorgaat.

9. De Commissie legt om de twee jaar aan de Raad een verslag voor, met een overzicht van het aantal en de aard van de gevallen waarin elke Lid-Staat overeenkomstig artikel 12 kennis is gegeven van besluiten tot weigering van een vergunning, of maatregelen zijn genomen overeenkomstig het bepaalde in lid 4. De Lid-Staten verlenen aan de Commissie hun medewerking door de voor het opstellen van dat verslag nodige informatie te verstrekken.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 21

In geval van liquidatie van een verzekeringsonderneming worden de verbintenissen die voortvloeien uit overeenkomsten gesloten in het kader van dienstverrichting, op dezelfde wijze nagekomen als de verbintenissen die voortvloeien uit de andere verzekeringsovereenkomsten van deze onderneming, zonder onderscheid naar nationaliteit van verzekerden en begunstigden.

Artikel 22

1. Wanneer een verzekering wordt aangeboden in het kader van dienstverrichting, moet aan de verzekeringsnemer vóór het aangaan van enige verbintenis worden medegedeeld in welke Lid-Staat het offdkantoor, het agentschap of het bijkantoor waarmee de overeenkomst wordt gesloten, gevestigd is.

   Wanneer aan de verzekeringsnemer documenten worden verstrekt, moet daarin de in de vorige alinea bedoelde informatie worden vermeld.

2. In de overeenkomst of andere documenten waarbij de dekking wordt verleend, alsmede in het verzekeringsvoorstel wanneer de verzekeringsnemer daardoor wordt geboden, moet het adres worden vermeld van de vestiging die de dekking verleent, alsmede dat van het hoofdkantoor.

Artikel 23

1. Wanneer de herrichten van diensten onderworden is aan een vergunning van de Lid-Staat van dienstverrichting, wordt de omvang van de technische reserve met inbegrip van de rekenkundige reserves en de regels betreffende de aandelen in de winst en de afkoop- en premievrije waarden voor de betrokken overeenkomsten onder toezicht van deze Lid-Staat bepaald aan de han van de door deze Lid-Staat vastgestelde regels, of bij gebreke daarvan, volgens de in deze Lid-Staat geldende gebruiken. De dekking van deze voorzieningen door gelijkwaardige en concurrente activa en de lokalisatie van deze activa, alsmede de toepassing van de regels inzake de deelneming in de winst en de aankoop- en verminderingswaarden geschieden onder het toezicht van deze Lid-Staat, overeenkomstig zijn regels of gebruiken.

2. In alle andere gevallen vinden deze verschillende verrichtingen plaats onder het toezicht van de Lid-Staat van de vestiging, volgens diens regels en gebruiken.

Historical Archives of the European Commission

3. In alle andere gevallen vinden deze verschillende verrichtingen plaats onder het toezicht van de Lid-Staat van vestiging, volgens diens regels en gebruiken.

4. In het in lid 1 bedoelde geval wisselen de Lid-Staat van de vestiging en de Lid-Staat van dienstverrichting alle informatie uit die nodig is voor de vervulling van hun respectieve taken overeenkomstig de leden 1 en 3.

Artikel 24

Elke verzekeringsovereenkomst die is gesloten in het kader van dienstverrichting is uitsluitend onderworden aan de indirecte belastingen en parafiscale heffingen op verzekeringspremies die bestaan in de Lid-Staat waar de verbintenis wordt aangegaan in de zin van artikel 2, sub e).

Het recht dat krachtens artikel 4 op de overeenkomst van toepassing is, is niet van invloed op de belastingsregeling die van toepassing is.

Elke Lid-Staat past op de onderenmingen die op zijn grondgebied diensten verrichten, zijn nationale bepalingen toe betreffende de maatregelen met het oog op de inning van de verschuldigde indirecte belastingen en parafiscale heffingen in de zin van de eerste alinea.

Historical Archives of the European Commission

TITEL IV - SLOTBEPALINGEN

Artikel 25

De Commissie en de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staten werken nauw samen, ten einde het toezicht op de in de Eerste Richtlijn bedoelde verzekeringen en verrichtingen binnen de Gemeenschap te vergemakkelijken.

Iedere Lid-Staat brengt de Commissie op de hoogte van de belangrijkste moeilijkheden die de toepassing van deze richtlijn met zich brengt, onder meer van de moeilijkheden die zich voordoen indien een Lid-Staat een abnormale verplaatsing constateert van de verzekeringsactiviteit ten nadele van de op zijn grondgebied gevestigde ondernemingen naar agentschappen en bijkantoren die in de nabijheid van zijn grondgebied zijn gelegen.

De Commissie en de bevoegde autoriteiten van de betrokken Lid-Staten onderzoeken deze moeilijkheden zo snel mogelijk ten eine een afdoende oplossing te vinden.

In voorkomend geval dient de Commissie bij de Raad passende voorstellen in.

Artikel 26

De Commissie licht de Raad en het Europese Parlement op gezette tijden en voor de eerste maal op 1, een verslag voor over de ontwikkeling van de markt van de in het kader van het vrij verrichten van diensten gesloten verzekeringen en uitgevoerde verrichtingen.

Artikel 27

De Lid-Staten wijzigen hun nationale bepalingen overeenkomstig deze richtlijn binnen 18 maanden na kennisgeving daarvan en stellen de Commissie onmiddellijk van de wijzigingen in kennis.

De overeenkomstig de eerste alinea gewijzigde bepalingen worden binnen 24 maanden na de kennisgeving van de richtlijn toegepast.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 28

Na de kennisgeving van deze richtlijn stellen de Lid-Staten de Commissie in kennis van de teksten van alle belangrijke wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen die zij op het door de richtlijn bestreken gebied aannemen.

Artikel 29

Deze richtlijn is gericht tot de Lid-Staten.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(88) 729 final - SYN 177
Brussels, 23 December 1988

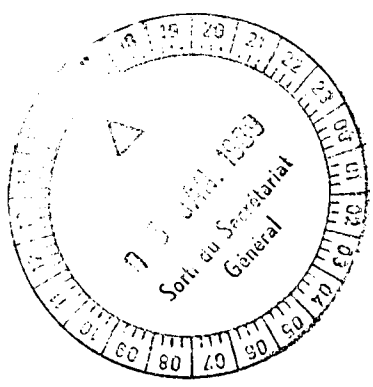
Historical Archives of the European Commission

Proposal for a

SECOND COUNCIL DIRECTIVE

on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to direct life assurance, laying down provisions to facilitate the effective exercise of freedom to provide services and amending Directive 79/267/EEC

(presented by the Commission)



EXPLANATORY MEMORANDUM

I. Introduction

The effective establishment of a common market in life assurance is one of the cornerstones of the European financial area which the Member States have undertaken to create by the end of 1992.

Although Directive 79/267/EEC of 5 March 1979 coordinated the conditions under which a life assurance undertaking from one Community country may set up an agency or branch in another Community country, a citizen of one Community country who wishes to enter directly into a life assurance contract in another country still encounters numerous obstacles, both legal and practical.

Within the European financial area, every citizen should be able to approach any assurance undertaking in the Community and thus have the widest possible choice of assurance arrangements and assurers.

The second report from the Commission to the Council and the European Parliament on the implementation of the Commission's White Paper on completing the internal market states that the Commission will present to the Council before 31 December 1988 a proposal for a Directive on freedom to provide life assurance services (COM(87) 203 final, para. 67, p. 20).

While Articles 57(2) and 66 of the EEC Treaty form the legal basis of that proposal, two recent events have shed much light on the subject of freedom to provide services in the insurance sector.

The Court of Justice of the European Communities delivered a number of judgments on this matter on 4 December 1986, notably in Case 205/84 Commission v Federal Republic of Germany.

Not only did those judgments put an end to differences in the interpretation of the Council Directive of 30 May 1978 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to Community co-insurance, they paved the way for a resumption of discussions on the proposal for a second Council Directive on the coordination of laws, regulations and

Historical Archives of the European Commission

administrative provisions relating to direct insurance other than life assurance and laying down provisions to facilitate the effective exercise of freedom to provide services and amending Directive 73/239/EEC. That Directive was adopted on 22 June 1988.

In its judgment in Case 205/84 the Court recognized that, in the present state of Community law, the Member State in which an insurance service is provided is justified, in order to ensure the protection of policy-holders and insured persons, in applying its own legislation concerning technical reserves and conditions of insurance (Ground 41).

In the same judgment, however, the Court observed that the grounds for protecting policy-holders and insured persons "are not equally important in every sector of insurance and that there may be cases where, because of the nature of the risk insured and of the party seeking insurance, there is no need to protect the latter by the application of the mandatory rules of his national law" (Ground 49).

Those two grounds of judgment apply equally to non-life insurance and to life assurance.

The second recent event is the abovementioned Directive of 22 June 1988, which divides all non-life risks into two categories defined according to the degree of protection required by policy-holders.

As regards the first category, known as "large risks", which is defined in terms of the status and size of the policy-holder and the nature of the risk and for which the need for as high a degree of protection does not exist, the supervisory rules of the country of the insurer apply (home country control). The reverse is true in the case of the second category, known as "mass risks", to which the supervisory rules of the country of the risk apply (risk country control) pending, that is, subsequent coordination, notably of technical reserves. Such coordination, which will constitute a second stage, will be directed towards further facilitating the effective exercise of freedom to provide services and will extend the scope of the supervisory legislation of the country of the insurer.

Historical Archives of the European Commission

The Commission proposes to proceed along the same lines with regard to commitments covered by the life assurance Directive. During a first stage, a distinction will be made between commitments in respect of which policy-holders are in no great need of protection - to which the supervisory law of the country of establishment will apply - and other commitments which will be subject to the law of the country of the commitment, i.e. as a rule the country in which the policy-holder is resident, this move being made pending subsequent coordination.

The structure of the present proposal is based on that of the Directive of 22 June 1988. Title I "General provisions" and Title II "Provisions supplementary to the first Directive" (79/267/EEC of 5 March 1979) both apply to all the classes covered by the first Directive. Title III, on the other hand, contains provisions relating specifically to freedom to provide services.

In the case of group pensions assurance schemes and certain individual pensions assurances, the multiplicity and complexity of the various schemes and their close relationship with social security schemes calls for careful study, which is not yet completed. Consequently, this field is excluded from Title III of the proposal. It will form the subject matter of a separate proposal for a Directive, to be presented as soon as possible, which will therefore constitute the second part of the first stage.

As a result, Title III of the proposal relates only to individual contracts unconnected with a business activity. In this context a person who takes the initiative in approaching an assurer established in another country and subject to the supervisory law of that country willingly and knowingly forsakes the supervisory law of the country in which he is resident and shows by his behaviour that he does not need to be protected by it. The taking of the initiative by the person seeking life assurance, who will have to take formal note of the fact that he is renouncing such national protection, is thus the criterion which delimits the category of commitments to which the rules of the country in which the assurer is established apply.

At present, the law of several Member States either prohibits their nationals from taking the initiative in entering into contracts abroad or considerably restricts this possibility.

Historical Archives of the European Commission

However, it will be difficult to monitor compliance with that prohibition and those restrictions once Directive 88/361/EEC of 24 June 1988 on the liberalization of capital movements is in force. There is an urgent need, therefore, to define in Community rules the conditions under which a person seeking life assurance may act on his own initiative.

The present proposal enables well-informed seekers of life assurance to profit fully from the large internal market, while keeping intact the protection afforded by national law in cases where assurance undertakings actively seek to sell their products abroad.

The Commission still has as its ultimate aim, however, application of the supervisory rules of the country in which the assurer is established. As in the case of non-life insurance, this will necessitate closer coordination, which will form the subject matter of a second stage in the work in hand.

This proposal, together with the abovementioned additional proposal concerning group assurance schemes, brings us a step closer to establishing an internal market in life assurance, but does not in itselfs suffice to achieve that end.

Directive 79/267/EEC of 5 March 1979 lays down specific rules for the authorization of agencies and branches of undertakings whose head office is located outside the Community, but contains none relating to requests for authorization of a subsidiary of such an undertaking or to the contemplated acquisition by such an undertaking of a controlling participation in a Community insurance undertaking. The opportunity is taken in this proposal to fill this gap by a procedure, closely modelled on that of Article 7 of the proposal for a second banking coordination directive, which seeks to ensure that Community undertakings enjoy reciprocal treatment in the parent undertaking's country.

Historical Archives of the European Commission

II. Comments on the Articles

Title I General provisions

Article 1 - Object of the Directive (Article 1)

This Article specifies the dual object of the Directive, namely:

1. to supplement the life assurance coordination Directive 79/267/EEC of 5 March 1979, which is the object of Titles I and II of the present Directive;

2. to lay down provisions relating specifically to freedom to provide services, which is the object of Title III.

In view of the fact that many Articles of this Directive are identical or at least broadly similar to those of the second non-life insurance coordination Directive of 22 June 1988, the numbers of the corresponding Articles are given in brackets.

Article 2 - Definitions (Article 2)

(b) undertaking

Article 6 of the first Directive concerns undertakings whose head office is within the Community and Article 27 those whose head office is outside the Community. The distinction in (b), which is borrowed from the second non-life Directive, means that third country assurers who are established in the Community only through an agency or a branch do not benefit from the provisions on freedom to provide services contained in this Directive.

(e) Member State of the commitment

Since one of the two objects of this Directive is to amend the first life assurance Directive, it must apply both to the insurances referred to in Article 1(1) of the first life Directive and to the operations referred to in Article 1(2) of that same Directive.

Historical Archives of the European Commission

Consequently, the expression "Member State of the commitment" has been chosen on the strength of Article 9(a) of the first life Directive, which refers to commitments covered by an undertaking.

Article 3 - Permanent presence (Article 3)

This provision, which also appears in the Second non-life Directive, is taken from Ground 21 of the judgment of the Court of Justice of 4 December 1986 in Case 205/84 Commission v Federal Republic of Germany.

Article 4 - Law applicable to the contract (Article 7)

Paragraph 1

The parties to the contract must be clear as to what legal provisions govern the contract.

The Second non-life Directive fulfilled this legitimate requirement of legal certainty by adopting uniform rules of choice of private international law and providing in certain cases for freedom of choice of the applicable law.

This Directive adopts a similar approach, namely the adoption of a uniform rule of private international law and the choice, on this score, of the law of the Member State of the commitment, that is to say the habitual residence of the policy-holder, it being understood that if the law of that country so permits, the parties may choose another law.

If the policy-holder is a legal person, the law of the country of residence is replaced by the law of the Member State in which the establishment of that legal person, being that to which the contract relates, is situated.

Because life assurance always concerns, either directly or indirectly, a person and because the law as it relates to individuals is important in this respect, the legal environment of the policy-holder should be maintained. This concerns, for example, the determination of the beneficiary and acceptance by that person of the benefits flowing from the contract, the position of the divorced spouse, the current spouse and their respective children, that of the concubine, etc.

Historical Archives of the European Commission

One must avoid imposing in this respect a legal order with which the parties concerned are unfamiliar, or to which they may even be averse.

Paragraph 2

The same reasoning underlies paragraph 2, according to which, where the policy-holder takes the initiative in entering into a contract under freedom of services and has his habitual residence in a Member State other than that of which he is a national, the parties may choose the law of the Member State of which he is a national.

Paragraph 3

The concern to preserve the policyholder's legal environment, expressed in the first two paragraphs, relates to private contract law. It must not be used to prevent the policyholder who takes the initiative in approaching an assurance undertaking in another Member State from benefiting from forms of insurance authorized under the public law in that State, even if such forms of insurance are not authorized in his country of residence. It is indeed one of the aims of this Directive to facilitate the exercise of this freedom.

Paragraphs 4 to 6

These paragraphs repeat almost word for word part of Article 7 of the Second non-life Directive.

Paragraph 4, which deals with countries comprising several territorial units each of which has its own rules of law concerning contractual obligations, is directed mainly at the United Kingdom and Spain.

Paragraph 5, like its counterpart in the Second non-life Directive, is based on Article 7 "Mandatory rules" of the Convention on the law applicable to contractual obligations, which was opened for signature in Rome on 19 October 1980 (OJEC No L 266, 9 October 1980) and which forms the subject matter of a report drawn up by Mr Mario Giuliano and Mr Paul Lagarde (OJEC No C 282, 31 October 1980).

Historical Archives of the European Commission

The Article as a whole

A legal framework that is best suited to all the activities covered by the first Directive, whether they be carried on under conditions of establishment or under conditions of freedom to provide services, should be provided. Thus, as in the second non-life Directive, this Article on the law applicable to the contract is inserted in Title II, "Provisions supplementary to the first Directive".

Article 5 - Supervision of activities including those carried on outside the country of establishment
(Article 10)

It was considered necessary in the case of the Second non-life Directive to define the powers of the supervisory authorities and the means they must have at their disposal when it comes to monitoring the activities of insurers, including activities engaged outside the country of establishment. Such is the object of Article 10 of that Directive. The same reasons applying here, the Article has been incorporated in the present Directive.

Article 6 - Transfer of portfolios (Article 11)

The same reasons applying here, Article 11 of the Second non-life Directive should be incorporated in the present Directive.

Article 7 - Abolition of statutory cessions to the "Istituto Nazionale di Assicurazioni" (INA)

Statutory cessions by insurers to a single national body have always been considered incompatible with the EEC Treaty. Those in force in France were abolished before the 1979 life assurance coordination Directive was adopted.

The original proposal for that Directive presented by the Commission and the amended proposal presented following delivery of the opinions of the advisory bodies and of the European Parliament provided that this exception should be abolished either at the end of a five-year transition period or at the time of entry into force of the present Directive.

Historical Archives of the European Commission

The Council decided otherwise: the first life Directive, that of 1979, provides that the INA may, as an exception, continue to receive these cessions, subject to their not being increased, and adds that these arrangements will be reviewed in connection with the present Directive.

The exception should now be abolished, otherwise undertakings establishedd in Italy, whether they be Italian or not, will be placed at a disadvantage compared with undertakings established abroad and transacting life assurance in Italy under conditions of freedom to provide services, as the latter will not be subject to the obligation in question.

Article 8 - Amendment to Title III of first Directive

This amendment is necessary to prepare the way for the insertion into the first Directive of the new Article 32 A - see Article 9 of this proposal.

Article 9 - Reciprocity with third countries

This Article consists of an adaptation, for the life insurance sector, of Article 7 of the proposal presented by the Commission on 23 February 1988 for a second Council banking coordination directive, the wording of which is followed as closely as the different context permits.

Historical Archives of the European Commission

Title III - Provisions relating specifically to freedom to provide services

Article 10 - Commitments by way of freedom to provide services covered by this Directive (Article 12)

This first Article of Title III determines the Title's scope, that is to say commitments entered into under conditions of freedom to provide services and covered by this Directive.

Only individual commitments are covered. The types of insurance referred to in Article 1(1) of the first Directive are thus excluded where they take the form of group assurance schemes, as are operations connected with the management of group pension funds within the meaning of Article 1(2)(c). Those insurances and operations are covered by the proposal for a Directive on group life assurance which the Commission will shortly be presenting to the Council.

Moreover, this Directive is concerned only with individual commitments unrelated to the employment or business activity of the policyholder. Individual contracts covered by Article 1(3) of the first Directive are thus excluded.

This Directive will help create a European financial area and enable Community citizens to conclude in other countries not only contracts similar to those used in their country of residence, but also contracts of a type not used in their country of residence, paragraph 4 stating only that the insurance undertaking must be authorized in its country of establishment.

However, the foregoing does not apply to tontines operations as referred to in Article 1(2)(a) of the first Directive. In 1979 these existed in only two Member States and they were allowed to remain in being only after a certain amount of discussion. They should be excluded from this Directive as it is on grounds of public policy that they are prohibited in other Member States.

Article 11 - Informing the supervisory authorities (Article 14)

The same reasons applying here, Article 14 of the second non-life Directive should be incorporated in this Directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 12 - Authorization to transact business under conditions of freedom to provide services (Article 15)

This Article, which is based on Article 15 of the second non-life Directive, concerns commitments which may be covered by way of freedom to provide services but in respect of which, in the opinion of the Court of Justice, policyholders require special protection.

The commitments in question are those referred to in Article 10, that is to say those which, while relating to individual life assurance, cannot benefit from the more liberal provisions of Article 13 concerning commitments entered into on the policyholder's initiative.

Such commitments come within the scope of the supervisory law of the country in which the service is provived. In other words, that country may make the foreign assurer's activity conditional on the granting of authorization and, to that end, require the production of various documents such as a certificate of solvency, a certificate of authorization and a scheme of operations. As stated in paragraph 3, the country in which the service is provided may also insist on the scheme of operations being in conformity with the laws, regulations and administrative provisions applicable in its territory, notably as regards the technical reserves, including mathematical reserves, and the assets representing those reserves.

Harmonization of those provisions will form the second stage of the work in hand, which will enable "home country control" to be extended to all commitments covered by the first Directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 13 - Commitments entered into on the initiative of the policy-holder

Paragraph 1 - Scope

This paragraph defines those commitments in respect of which the protection afforded by the supervisory law of the country of the assurer, "home country control", suffices, namely commitments entered into on the initiative of the policy-holder.

Paragraph 2 - Advertising

Care must be taken to ensure that the intentions of this Article are not circumvented by the assurer soliciting business or engaging in advertising.

It is therefore reasonable to state that the assurer may make himself known only through public notices indicating his address and the classes in respect of which he proposes to cover commitments.

It must be stressed that, from the assurer's point of view, the case here dealt with covers only passive freedom to provide services.

Paragraph 3 - Brokers

The object of Article 13 is to enable a person seeking life assurance to exercise his initiative to the full and choose from among the whole range of assurance products on offer in the various Member States, using all the means available both at home and abroad including the postal service, the telephone and the services of a broker.

However, as there a risk that a broker might influence a client to seek life assurance abroad contrary to his best interests, the prospective assured must sign a statement to the effect that it is he himself who wishes enquiries to be made about assurance available in other Member States.

It is consistent with the provisions of paragraph 2 on advertising that in such a case the broker should not advertise this service.

Paragraph 4 - Statement by the person seeking life assurance

This statement is a special precautionary measure in the event of the person seeking life assurance taking the initiative in approaching companies abroad. It applies to all such cases irrespective of the means used.

Historical Archives of the European Commission

Article 14 - Obligation to produce certificates (Article 16)

This Article is based on Article 16 of the second non-life Directive. Where a policyholder takes the initiative in entering into a life assurance contract in another Member State, the contract falls within the scope of the supervisory law of that other Member State. However, as indicated in the White Paper on completing the internal market (paragraph 103), the authorities of the country in which the service is provided will continue to exercise their control in a complementary manner. Article 14 provides a framework for this.

Article 15 - Right of cancellation

Life assurance contracts are generally entered into for lengthy periods and involve the payment of substantial premiums. Every precaution should therefore be taken to avoid misunderstandings.

In a number of Community countries, experience has shown that fairly frequently policyholders stop paying their premiums in the first two or three years.

As a result, some countries, notably France and the United Kingdom, have introduced a mandatory cancellation period.

The French Law of 7 January 1981, as amended by the Law of 11 June 1985, introduced a cancellation period of 30 days and provided that the right of cancellation may be exercised even where the contract provides immediate cover.

The United Kingdom adopted a similar measure on 1 January 1980. This provides for the right to cancel the contract within ten working days, likewise exercisable even where the contract provides immediate cover.

It is felt that such a measure is even more appropriate in the present context. When a person enters into a life assurance contract abroad he does not always have a clear idea, at the time of signature, of the differences between the contract he is signing and contracts used in his own country.

Historical Archives of the European Commission

Article 16 - Simultaneous transaction of business by way of establishment and freedom to provide services (Article 13)

The same reasons applying here, this Article reproduces the terms of Article 13 of the second non-life Directive. It covers three eventualities:

1. Where a contract is concluded on the initiative of the policy-holder, (a lesser degree of protection thus being called for and home country control being applicable),there is no reason to prevent an assurer from another Member State from accepting the contract on the ground that that assurer has an establishment in the country of the policyholder. Simultaneous transaction of business by way of establishment and freedom to provide services is therefore authorized.

2. An assurer based in State A, but established also in State B, may cover, from State A, a policyholder in State B, even in cases where the policyholder has not exercised his own initiative in seeking the assurance, provided that the cover in question falls within a class of assurance which the assurer is not authorized by State B to pursue from its establishment in that State. The pursuit of both activities is authorized, but there is no real overlap as the classes are different.

3. On the other hand, if the circumstances set out in 2. above are maintained except that the classes are the same, that is to say if the assurer is authorized to transact the class into which the contract falls from his establishmnt in State B, the authorities of country B may oppose such provision of services. In these circumstances, therefore, the simultaneous transaction of business by way of establishment and freedom to provide services might not be permitted. Some Member States might consider that such overlapping transactions would be a source of confusion for a prospective assured who does not take the initiative in going abroad and who, consequently, must be given special protection, as the same assurer might offer the same product twice, first under conditions of establishment and secondly under conditions of freedom to provide services. Such an assurer might therefore be required to transact that class in State B only from his establishment in that State.

Historical Archives of the European Commission

Article 17 - Changes to and extension of activities (Article 17)

This provision is based on Article 17 of the second non-life Directive, the reasons underlying both provisions being the same.

Paragraph 1 concerns changes to the activities of the assurer in the two sets of circumstances covered by freedom to provide services, that is to say where the commitment is entered into on the initiative of the policyholder and where it is entered into otherwise than on the policyholder's initiative. Paragraph 2 concerns the extension of the assurer's activities to contracts not entered into on the initiative of the policyholder, and paragraph 3 contracts entered into on the latter's initiative.

Article 18 - Composite undertakings

After lengthy discussions, it was decided that the first life Directive should embody the principle of specialization whereby, in order to protect policyholders, a non-life insurance undertaking may not transact at the same time the operations covered by that Directive. Such is the object of Article 13(1) of that Directive.

At the same time, it was decided that composite undertakings, that is to say those which at the time of notification of the Directive transacted both life assurance and non-life insurance, should be allowed to continue to carry on such activities simultaneously (Article 13(3)).

Such undertakings are authorized to set up agencies or branches in other Community countries to transact non-life insurance, but they are not authorized to do so in respect of life assurance (Article 13(4)).

The approach adopted in 1979 for establishment should also be followed for operations coming under freedom to provide services. In other words, just as a composite undertaking may not transact life assurance in another Member State by way of establishment, it may not do so either by way of freedom to provide services.

Historical Archives of the European Commission

Article 19 - Approval of policy conditions and premium rates (Article 18)

Paragraph 1 of this article, which is based on Article 18 of the second non-life Directive, provides that the Member State in which the service is provided may maintain in force or introduce a degree of supervision of policy conditions and premium rates in respect of commitments covered by way of freedom to provide services, but only with a view to protecting the policyholder.

These provisions are not, however, applicable to commitments entered into on the initiative of the policyholder, for which Member States of residence may not require the approval or communication of policy conditions or premium rates.

Article 20 - Penalties (Article 19)

Since the same reasons apply, Article 18 is appropriately based on Article 19 of the second non-life Directive, which places various measures and penalties at the disposal of the competent authorities of Member States in which services are provided should undertakings not fulfil their obligations.

Article 21 - Winding-up (Article 20)

The same reasons applying here, Article 20 of the second non-life Directive is taken as a basis.

Article 22 - Provision of information to the policy-holder about the assurer (Article 21)

Since the same reasons apply, Article 21 of the second non-life Directive is taken as a basis. The policyholder should know that he is dealing with an assurer in another Member State and he should be aware of that assurer's identity and country of establishment.

Although in non-life insurance this requirement is less strict in the case of large risks, the same is not true of commitments entered into on the initiative of the policyholder within the framework of this Directive, as the policyholder should be as well-informed as possible.

Historical Archives of the European Commission

Article 23 - Supervision of reserves and other technical matters (Article 23)

The same reasons applying here, Article 23 of the second non-life Directive is taken as a basis.

As already indicated in this explanatory memorandum, technical reserves, including mathematical reserves, are supervised by the supervisory authority of the Member State in which the service is provided in those cases where that State requires the assurer to be authorized. This is "destination State control", applicable to commitments which are not entered into on the initiative of the policyholder. Such is the purpose of paragraph 1 of Article 23.

Paragraph 2, on the other hand, provides for home country control in all other cases.

Paragraphs 3 and 4 do not give rise to any particular comments.

Article 24 - Taxation (Article 25)

The reasons underlying them being identical, Article 24 is based largely on Article 25 of the second non-life Directive.

The question of the taxation of premiums and its budgetary impact, a well-known problem in non-life insurance where rates rang from 0% to 30%, arises again in this context with rates of between 0% and 5.15%.

Leaving aside stamp duties, which are minimal and are based on the sum assured, it can be said essentially that Germany, the United Kingdom, the Netherlands and Spain appy zero rating, other countries apply rates of 2%, 2.4% and 4.4% and France applies various rates ranging from 0% in the case of group assurance schemes to 5.15% in the case of individual assurances.

This Directive, like the second non-life Directive, does not bring about taxation harmonization but opts for the territoriality principle whereby the tax arrangements of the country of the policyholder are applied for the benefit of that country.

Historical Archives of the European Commission

Moreover, each Member State will apply to undertakings providing services in its territory its national provisions concerning measures to ensure that taxes are collected.

Article 25 - Collaboration between the Commission and Member States (Article 28)

The same reasons applying here, Article 28 of the second non-life Directive is taken as a basis.

Article 26 - Regular reports from the Commission to the Council and European Parliament (Article 29)

The same comment applies.
The five-year period between the date of adoption of the Directive and the submission of the first report to the Council and european Parliament, provided for in the second non-life Directive, is proposed in the present Directive.

Article 27 - Period prescribed for the implementation of the Directive (Article 32)

The same reasons applying here, Article 32 of the second non-life Directive is taken as a basis.

Article 28 - Communication of implementing provisions (Article 33)

The same comment applies.

Article 29 - Addressees of the Directive (Article 35)

The same comment applies.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSAL FOR A
SECOND COUNCIL DIRECTIVE
ON THE COORDINATION OF LAWS,
REGULATIONS AND ADMINISTRATIVE PROVISIONS RELATING TO
DIRECT LIFE ASSURANCE, LAYING DOWN PROVISIONS TO FACILITATE
THE EFFECTIVE EXERCISE OF FREEDOM TO PROVIDE SERVICES
AND AMENDING DIRECTIVE 79/267/EEC

Historical Archives of the European Commission

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community, and in particular Articles 57(2) and 66 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

In cooperation with the European Parliament,

Having regard to the opinion of the Economic and Social Committee,

Whereas it is necessary to develop the internal market in life assurance and in the operations referred to in the first Council Directive 79/267/EEC of 5 March 1979 on the coordination of laws, regulations and administrative provisions relating to the taking-up and pursuit of the business of direct life assurance,[1] hereinafter called the "first Directive"; whereas, in order to achieve that objective, it is desirable to make it easier for assurance undertakings having their head office in the Community to provide services in the Member States, thus making it possible for policy-holders to have recourse not only to assurers established in their own country, but also to assurers which have their head office in the Community and are established in other Member States;

Whereas, under the Treaty, any discrimination with regard to freedom to provide services based on the fact that an undertaking is not established in the Member State in which the services are provided has been prohibited since the end of the transitional period; whereas that prohibition applies to services provided from any establishment in the Community, whether it be the head office of an undertaking or an agency or branch;

Whereas, for practical reasons, it is desirable to define provision of services taking into account both the assurer's establishment and the place where the commitment is to be covered; whereas, therefore, commitment should also be defined; whereas, moreover, it is desirable to distinguish between activities pursued by way of establishment and activities pursued by way of freedom to provide services;

---

[1] OJ No L 63, 13.3.1979, p. 1.

Historical Archives of the European Commission

Whereas it is desirable to supplement the first Council Directive of 5 March 1979 in order in particular to clarify the powers and means of supervision vested in the supervisory authorities; whereas it is also desirable to lay down specific provisions regarding the taking-up, pursuit and supervision of activity by way of freedom to provide services;

Whereas policy-holders who, by virtue of the fact that they take the initiative in entering into a commitment in another State and thus place themselves under the protection of the legal system of that other State, do not require special protection in the State of the commitment should be granted complete freedom to avail themselves of the widest possible market in life assurance and in the operations referred to in the first Directive; whereas, other policy-holders should also be afforded adequate protection;

Whereas in the case of group assurances and certain individual pensions assurances the multiplicity and complexity of the various schemes and their close connection with social security schemes call for careful study; whereas they should therefore be excluded from the scope of the provisions specific to freedom to provide services contained in this Directive; whereas they will form the subject matter of another proposal for a Directive;

Whereas the provisions in force in the Member States regarding contract law applicable to the activities referred to in the first Directive continue to differ; whereas the freedom to choose, as the law applicable to the contract, a law other than that of the State of the commitment may be granted in certain cases, in accordance with rules which take into account specific circumstances;

Whereas the first Directive's provisions on transfer of portfolio should be reinforced and supplemented by provisions specifically concerning the transfer to another undertaking of the portfolio of contracts concluded by way of freedom to provide services;

Historical Archives of the European Commission

Whereas, in the interests of protecting policy-holders, Member States should, at the present stage of the coordination process, be given the option of limiting the simultaneous pursuit of activity by way of freedom to provide services and activity by way of establishment; whereas no such limitation can be provided for where policy-holders do not require such protection;

Whereas the taking-up and pursuit of activity by way of freedom to provide services should be subject to procedures guaranteeing the assurance undertaking's compliance with provisions regarding financial guarantees, conditions of assurance and premium rates; whereas those procedures may be relaxed where the activity pursued by way of freedom to provide services covers policy-holders who, by virtue of the characteristics of the commitment they propose to enter into, do not require special protection in the State of the commitment;

Whereas, however, in the case of this second category of policy-holder and where the contract is one of life assurance, , the policy-holder should be given the opportunity of cancelling the contract within a period of 30 days;

Whereas the first Directive adopted the principle of prohibiting the simultaneous pursuit of the activities covered by the first Directive on the coordination of non-life insurance and those covered by the first Directive; whereas, while it authorized the continued existence of existing composite undertakings, it stated that they may not set up agencies or branches for life assurance; whereas, such undertakings should likewise be prohibited from covering by way of freedom to provide services commitments referred to in the first Directive;

Whereas it is necessary to make provision for special cooperation in the sphere of freedom to provide services between the competent supervisory authorities of the Member States and between those authorities and the Commission; whereas provision should also be made for a system of penalties to apply where the undertaking providing the service fails to comply with the provisions of the Member State in which the service is provided;

Whereas the technical reserves, including mathematical reserves, should be subject to the rules of and supervision by the Member State in which the service is provided where the provision of services involves commitments in

Historical Archives of the European Commission

respect of which the State in which the service is received wishes to provide special protection for policy-holders; whereas, however, if such concern to protect policy-holders is unjustified, the technical reserves, including mathematical reserves, should remain subject to the rules of and supervision by the Member State in which the undertaking is established;

Whereas some Member States do not subject life assurance contracts and the other operations covered by the first Directive to any form of indirect taxation, while others apply special taxes; whereas the structure and rate of those taxes vary considerably between the Member States in which they are applied; whereas it is desirable to avoid a situation where those differences lead to distortions of competition between undertakings in the various Member States; whereas the application of the tax arrangements provided for by the Member State in which the commitment is entered into is a means of remedying such mischief; whereas it is for the Member States to establish a method of ensuring that such taxes are collected;

Whereas the first Council Directive of 5 March 1979 makes express provision for specific rules concerning the authorization of agencies and branches belonging to undertakings whose head offices are outside the Community; whereas it is also desirable to provide for a specific procedure for all requests for the authorization of a subsidiary of an undertaking governed by the laws of a third country or the acquisition of a participation by such an undertaking with a view to ensuring that Community undertakings benefit from reciprocity in the third countries in question; whereas this Directive lays down such a procedure;

HAS ADOPTED THIS DIRECTIVE :

Historical Archives of the European Commission

TITLE I - GENERAL PROVISIONS

Article 1

The object of this Directive is:

(a) to supplement the first Directive 79/267/EEC;

(b) to lay down specific provisions relating to freedom to provide services in respect of the activities referred to in the first Directive, such provisions being set forth in Title III of this Directive.

Article 2

For the purposes of this Directive:

(a) "first Directive":
means Directive 79/267/EEC;

(b) "undertaking":
- for the purposes of Titles I and II, means:

any undertaking which has received official authorization under Article 6 or Article 27 of the first Directive,

- for the purposes of Titles III and IV, means:

any undertaking which has received official authorization under Article 6 of the first Directive;

(c) "establishment":
means the head office, an agency or a branch of an undertaking, having regard to Article 3;

(d) "commitment":
means a commitment represented by one of the kinds of insurance or operation referred to in Article 1 of the first Directive;

Historical Archives of the European Commission

(e) "Member State of the commitment":
means the Member State where the policy-holder has his habitual residence or, if the policy-holder is a legal person, the Member State where the latter's establishment, to which the contract relates, is situated;

(f) "Member State of establishment":
means the Member State in which the establishment covering the commitment is situated;

(g) "Member State of provision of services":
means the Member State of the commitment where the commitment is covered by an establishment situated in another Member State.

(h) "parent undertaking":
means a parent undertaking within the meaning of Article 1 of the Seventh Council Directive 83/349/EEC of 13 June 1983, based on Article 54 (3) (g) of the Treaty, on consolidated accounts; (1)

(i) "subsidiary":
means a subsidiary undertaking in accordance with Article 1 of Directive 83/349/EEC.

Historical Archives of the European Commission

Article 3

For the purposes of the first Directive and of this Directive, any permanent presence of an undertaking in the territory of a Member State shall be treated in the same way as an agency or branch, even if that presence does not take the form of a branch or agency, but consists merely of an office managed by the undertaking's own staff or by a person who is independent but has permanent authority to act for the undertaking as an agency would.

TITLE II - PROVISIONS SUPPLEMENTARY TO THE FIRST DIRECTIVE

Article 4

1. The law applicable to contracts relating to the activities referred to in the first Directive shall be the law of the Member State of the commitment. However, where the law of that State so allows, the parties may choose the law of another country.

2. Where, in one of the cases referred to in Article 13, the policy-holder has his habitual residence in a Member State other than that of which he is a national, the parties may choose the law of the Member State of which he is a national.

3. The Member State whose law governs the contract may not, in a case falling within Article 13, seek to prevent the policyholder from entering into any contract relating to a commitment which may be lawfully undertaken in the Member State of establishment.

4. Where a State includes several territorial units, each of which has its own rules of law concerning contractual obligations, each unit shall be considered a country for the purposes of identifying the law applicable under this Directive.

   A Member State in which various territorial units have their own rules of law concerning contractual obligations shall not be bound to apply the provisions of this Directive to conflicts which arise between the laws of those units.

5. Nothing in this Article shall restrict the application of the rules of the law of the forum in a situation where they are mandatory, irrespective of the law otherwise applicable to the contract.

   If the law of a Member State so stipulates the mandatory rules of the law of the Member State of the commitment may be applied if and in so far as, under the law of that Member State, those rules must be applied whatever the law applicable to the contract.

Historical Archives of the European Commission

6. Subject to the preceding paragraphs, the Member States shall apply to the assurance contracts referred to in this Directive their general rules of private international law concerning contractual obligations.

Article 5

The following paragraph shall be added to Article 23 of the first Directive:

'3. Each Member State shall take all steps necessary to ensure that the authorities responsible for supervising assurance undertakings have the powers and means necessary for supervision of the activities of assurance undertakings established within their territory, including activities engaged in outside that territory, in accordance with the the Council Directives governing those activities and for the purpose of ensuring that they are implemented.

Those powers and means must, in particular, enable the supervisory authorities to:

- make detailed inquiries about the undertaking's situation and the whole of its business, inter alia by:

  - gathering information or requiring the submission of documents concerning assurance business,

  - carrying out on-the-spot investigations at the undertaking's premises,

- take any measures with regard to the undertaking which are appropriate and necessary to ensure that the activities of the undertaking remain in conformity with the laws, regulations and administrative provisions with which the undertaking has to comply in each Member State and in particular with the scheme of operations in so far as it remains mandatory, and to prevent or remove any irregularities prejudicial to the interests of policy-holders;

- ensure that measures required by the supervisory authorities are carried out, if need be by enforcement, where appropriate through judicial channels.

Historical Archives of the European Commission

Member States may also make provision for the supervisory authorities to obtain any information regarding contracts which are held by intermediaries.'

Article 6

1. Article 25 of the first Directive is hereby deleted.

2. Each Member State shall, under the conditions laid down by national law, authorize undertakings which are established within its territory to transfer all or part of their portfolios of contracts for which that State is the State of the commitment to an accepting office established in that same Member State if the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the latter possesses the necessary margin of solvency after taking the transfer into account.

3. Each Member State shall, under the conditions laid down by national law, authorize undertakings established within its territory to transfer all or part of their portofolios of contracts concluded in the circumstances referred to in Article 10(1) to an accepting office established in the Member State of provision of services if the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the latter possesses the necessary margin of solvency after taking the transfer into account.

4. Each Member State shall, under the conditions laid down by national law, authorize undertakings established within its territory to transfer all or part of their portfolios of contracts concluded in the circumstances referred to in Article 10(1) to an accepting office established in the same Member State if the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the accepting office possesses
the necessary margin of solvency after taking the transfer into account and if it fulfils the conditions set out in Articles 11, 12, 14 and 16 in the Member State of provision of services.

Historical Archives of the European Commission

5. In the cases referred to in paragraphs 3 and 4, the supervisory authorities of the Member State in which the transferring undertaking is established shall authorize the transfer after obtaining the agreement of the supervisory authorities of the Member State of provision of services.

6. If a Member State, under the conditions laid down by national law, authorizes undertakings established within its territory to transfer all or part of their portfolios of contracts to an accepting office established in another Member State which is not the Member State of provision of services, it shall ensure that the following conditions are fulfilled:

   - the supervisory authorities of the Member State in which the head office of the accepting office is situated certify that the latter possesses the necessary margin of solvency after taking the transfer into account;

   - the Member State in which the accepting office is established agrees,

   - the accepting office fulfils the conditions set out in Articles 11, 12, 14 and 16 in the Member State of provision of services, the law of that Member State provides for the possibility of such a transfer and that Member State agrees to the transfer.

7. A transfer authorized in accordance with this Article shall be published, under the conditions laid down by national law, in the Member State of the commitment. Such transfer shall be automatically valid against policy-holders, assured persons and any other person having rights or obligations arising out of the contracts transferred.

   This provision shall not affect the right of Member States to provide that policy-holders may cancel the contract within a given period after the transfer.

Historical Archives of the European Commission

Article 7

Article 22(2) of the first Directive shall be replaced by the following:

The Italian Republic shall take all steps to ensure that the requirement that undertakings established within its territory cede part of their underwriting to the Istituto Nazionale di Assicurazioni is abolished within two years of the date of implementation of this Directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 8

1. The heading of Title III of the first Directive shall be replaced by the following:

TITLE III A

Rules applicable to agencies or branches established within the Community and belonging to undertakings whose head offices are outside the Community.

2. The following heading shall be placed after Article 32 of the first Directive:

TITLE III B

Rules applicable to subsidiaries of parent undertakings governed by the laws of a third country and to acquisitions of participations by such parent undertakings.

Article 9

Title III B shall comprise an Article 32 A, the text of which shall be as follows:

1. Requests for authorization of a subsidiary whose parent undertaking is governed by the laws of a third country or the acquisition of a participation therein as provided for in paragraph 3 shall be subject to the procedure laid down in this Article.

2. The competent authorities of the relevant Member State shall inform the competent authorities of the other Member States and the Commission of the request for authorization.

3. Member States shall provide that where an undertaking governed by the laws of a third country is considering the acquisition of a participation in an insurance undertaking established in the Community such that the latter undertaking will become its subsidiary, it shall inform the competent authorities of the Member State concerned. These authorities shall inform the competent authorities of the other Member States and the Commission.

4. The competent authorities of the Member State concerned must suspend their decision regarding requests as referred to in paragraphs 2 and 3 until the procedure provided for in paragraphs 5 and 6 is completed.

5. The Commission shall, within three months of receiving the information provided for in paragraphs 2 and 3, examine whether all undertakings of the Community enjoy reciprocal treatment, in particular regarding the establishment of subsidiaries or the acquisition of participations in insurance undertakings in the third country in question.

6. If the Commission finds that reciprocity is not ensured, it may extend suspension of the decision referred to in paragraph 4, after having consulted the competent authorities of the Member States under the collaboration procedure provided for in Article 38.

7. The Commission shall present suitable proposals to the Council with a view to achieving reciprocity with the third country in question.

Historical Archives of the European Commission

TITLE III - PROVISIONS RELATING SPECIFICALLY TO FREEDOM TO PROVIDE SERVICES

Article 10

1. This Title shall apply where an undertaking, through an establishment situated in a Member State, covers a commitment in another Member State.

2. This Title shall not apply to operations, undertakings and institutions to which the first Directive does not apply.

3. This Title shall likewise not apply to commitments;

   - entered into with persons other than natural persons acting on their own account;

   - entered into with persons having a commercial, business or employment-based relationship with the person or persons in respect of whose life or lives the assurance is taken out, whether such relationship be past, present or future, where the commitment is entered into by virtue of such relationship;

   - entered into with a person in respect of whose life the assurance is taken out, if it is taken out by virtue of the employment or business activities of that person;

   - relating to the operations referred to in Article 1(2)(a), (c), (d), and (e) and Article 1(3) of the first Directive.

4. An undertaking shall not cover a commitment in another Member State unless it is authorized under Article 6 of the first Directive to cover such a commitment in its Member State of establishment.

Historical Archives of the European Commission

Article 11

Any undertaking which intends to provide services shall first inform the competent authorities of the head office Member State, and, where appropriate, of the Member State of the establishment concerned, indicating the Member State or Member States within whose territory it intends to provide services and the nature of the commitments it proposes to cover.

Article 12

1. Each Member State within whose territory an undertaking intends, under conditions of freedom to provide services, to cover commitments within the meaning of Article 10 of this Directive may make the taking-up of such activity conditional on official authorization in so far as the commitments are not commitments within the meaning of Article 13; to that end, it may require that the undertaking:

   (a) produce a certificate issued by the competent authorities of the head office Member State certifying that it possesses for its activities as a whole the minimum solvency margin calculated in accordance with Article 19 of the first Directive and that, in accordance with Article 6(1) of the said Directive, the authorization enables the undertaking to operate outside the Member State of establishment;

   (b) produce a certificate issued by the competent authorities of the Member State of establishment indicating the classes in respect of which the undertaking is authorized to transact business and certifying that those authorities do not object to the undertaking's transacting business by way of freedom to provide services;

   (c) submit a scheme of operations containing the following particulars:

      - the nature of the commitments which the undertaking proposes to cover in the Member State of provision of services;

      - the general and special conditions of the assurance policies which it proposes to use there,

Historical Archives of the European Commission

- the premium rates which the undertaking envisages applying and the technical bases which it proposes to use for each class of business,

- the forms and other printed documents which it intends to use in its dealings with policy-holders,

in so far as these are also required of established undertakings.

2. The competent authorities of the Member State of provision of services may require that the particulars referred to in paragraph 1(c) be supplied to them in the official language of that State.

3. The competent authorities of the Member State of provision of services shall have a period of six months from receipt of the documents referred to in paragraph 1 in which to grant or refuse authorization on the basis of the compliance or non-compliance of the particulars in the scheme of operations submitted by the undertaking with the laws, regulations and administrative provisions applicable in that State.

4. If the competent authorities of the Member State of provision of services have not taken a decision by the end of the period referred to in paragraph 3, authorization shall be deemed to be refused.

5. Any decision to refuse authorization or to refuse a certificate as referred to in paragraph 1(a) or (b) shall be accompanied by the precise grounds therefore and communicated to the undertaking in question.

6. Each Member State shall make provision for a the right to apply to the courts in respect of a refusal of authorization or refusal to issue the certificate referred to in paragraph 1(a) or (b).

Article 13

1. Commitments covered by way of freedom to provide services shall be subject, not to Article 12, but to Article 14 where the policy-holder takes the initiative in seeking a commitment from the undertaking.

Historical Archives of the European Commission

The policy-holder shall be deemed to have taken the initiative:

- where the initial contact between the policy-holder and the undertaking, regardless of the means used, is made by the policyholder,

  or

- where the contract is concluded in the Member State in which the undertaking is established without there having been any prior contact between the policy-holder and the undertaking in the Member State in which the policy-holder has his habitual residence.

2. An undertaking which proposes to cover commitments in a Member State under the arrangements provided for in this Article shall not solicit business or engage in any advertising there relating to such activity apart from publishing notices indicating its address and the classes in respect of which it is authorized to transact business in the Member State of establishment from which it proposes to cover commitments.

3. Where the policy-holder takes the initiative in seeking the commitment from the undertaking through a broker, he shall sign, before the contact with the undertaking takes place, a statement to the effect that he wishes the broker to make enquiries as to the assurance arrangements available in one or more Member States other than that in which he has his habitual residence; such broker shall be the person referred to in Article 2(1)(a) of Directive 77/92/EEC. The broker shall not engage in any advertising concerning the possibility of seeking commitments under the arrangements provided for in this Article.

4. Before entering into a commitment under the arrangements provided for in this Article, the policy-holder shall sign a statement to the effect that he takes note of the fact that the commitment is subject to the rules of supervision of the country of the undertaking which is to cover the commitment.

Historical Archives of the European Commission

Article 14

1. Each Member State within whose territory an undertaking intends, under conditions of freedom to provide services, to cover commitments within the meaning of Article 13 of this Directive shall require that the undertaking:

   (a) produce a certificate issued by the competent authorities of the head office Member State certifying that it possesses for its activities as a whole the minimum solvency margin calculated in accordance with Article 19 of the first Directive and that, in accordance with Article 6(1) of the said Directive, the authorization enables the undertaking to operate outside the Member State of establishment;

   (b) produce a certificate issued by the competent authorities of the Member State of establishment indicating the classes in respect of which the undertaking is authorized to transact business and certifying that those authorities do not object to the undertaking's transacting business by way of freedom to provide services;

   (c) state the nature of the commitments which it proposes to cover in the Member State of provision of services.

2. Each Member State shall make provision of a right to apply to the courts in respect of a refusal to issue the certificate referred to in paragraph 1(a) or (b).

3. The undertaking may commence activities as from the certified date on which the authorities of the Member State of provision of services are in possession of the documents referred to in paragraph 1.

4. This Article shall also apply where the Member State in whose territory an undertaking intends,by way of freedom to provide services, to cover commitments other than those referred to in Article 13 of this Directive does not make the taking-up of such activity conditional on official authorization.

Historical Archives of the European Commission

Article 15

A policy-holder who concludes an individual life assurance contract under conditions of freedom to provide services as set out in Article 13 shall have a period of at least 30 days from the time when the parties entered into the contract within which to cancel the contract.

The giving of notice of cancellation by the policy-holder shall have the effect of releasing him from any obligation arising from the contract.

These provisions shall not apply to contracts of two months' duration or less.

The legal effects of cancellation shall be determined by the law applicable to the contract as defined in Article 4, notably as regards establishing the time when the parties entered into the contract.

Article 16

Member States' legislation shall provide that an undertaking established in a Member State may cover within that State by way of freedom to provide services from an establishment in another Member State at least:

- commitments within the meaning of Article 13 of this Directive,

- commitments within the meaning of Article 10 but not of Article 13 coming within classes in respect of which the undertaking established in the first Member State lacks authorization there in accordance with Article 6 of the first Directive.

If, however, in the latter case that undertaking has such authorization, the first Member State may prevent such provision of services.

Historical Archives of the European Commission

Article 17

1. Where an undertaking referred to in Article 11 intends to amend the information referred to in Article 12(1)(c) or Article 14(1)(c), it shall submit the amendments to the competent authorities of the Member State of provision of services. Those amendments shall be subject to the provisions of Article 12(3) and 14(1), as the case may be.

2. Where the undertaking intends to extend its activities to commitments within the meaning of Article 10 but not of Article 13 of this Directive, it shall follow the procedure laid down in Articles 11 and 12.

3. Where the undertaking intends to extend its activities to commitments within the meaning of Article 13 or Article 14(4) of this Directive, it shall follow the procedure laid down in Articles 11 and 15.

Article 18

Undertakings which, by virtue of Article 13(3) of the first Directive, carry on simultaneously the activities referred to in the Annex to the first coordination Directive (non-life insurance) and those listed in Article 1 of the first Directive shall not, by way of freedom to provide services, cover any commitments in any of the classes referred to in the first Directive.

Article 19

1. Member States of provision of services may maintain or introduce laws, regulations or administrative provisions justified on policyholder protection grounds, concerning, in particular, approval of general and special policy conditions, of forms and other printed documents for use in dealings with policy-holders, of sccales of premiums and of any other document necessary for the normal exercise of supervision on condition that the rules of the Member State of establishment are insufficient to achieve the necessary level of protection and the requirements of the Member State of provision of services do not go beyond what is necessary in that respect.

Historical Archives of the European Commission

2. However, with regard to commitments within the meaning of Article 11 of this Directive, Member States of provision of services shall not lay down provisions requiring approval or notification of general and special policy conditions, scales of premiums, forms and other printed documents which the undertaking intends to use in its dealings with policy-holders.

Article 20

1. Any undertaking providing services shall submit to the competent authorities of the Member State of provision of services all documents requested of it for the purposes of implementing this Article, in so far as undertakings established there are also obliged to do so.

2. If the competent authorities of a Member State establish that an undertaking providing services within its territory does not comply with the legal provisions applicable to it in that State, such authorities shall request the undertaking concerned to put an end to the irregular situation.

3. If the undertaking in question fails to comply with the request referred to in paragraph 2, the competent authorities of the Member State of provision of services shall inform the competent authorities of the Member State of establishment accordingly. The latter authorities shall take all appropriate steps to ensure that the undertaking concerned puts an end to the irregular situation. The nature of those measures shall be communicated to the authorities of the Member State of provision of services.

The competent authorities of the Member State of provision of services may also apply to the competent authorities responsible for the head office of the assurance undertaking if the services are being provided by agencies or branches.

4. If, despite the steps thus taken by the Member State of establishment, or because such steps prove inadequate or are lacking in the Member State in question, the undertaking persists in violating the legal provisions in force in the Member State of provision of services, the latter Member State may, after informing the supervisory authorities of the Member State

Historical Archives of the European Commission

of establishment, take appropriate steps to prevent further irregularities, including, in so far as it is strictly necessary, the prevention of the further covering of commitments by the undertaking by way of freedom to provide of services within its territory. In the case of commitments covered by way of freedom to provide services other thanthose within the meaning of Article 13 of this Directive, such steps shall include withdrawal of the authorization referred to in Article 12. Member States shall ensure that within their territory it is possible to effect the notifications necessary for such steps.

5. The foregoing provisions shall not affect the right of Member States to punish irregularities committed within their territory.

6. If the undertaking which has committed the irregularity has an establishment or owns property in the Member State of provision of services, the supervisory authorities of the latter may, in accordance with national law, apply the administrative penalties prescribed for such irregularity by way of enforcement against such establishment or property.

7. Any step taken under paragraphs 2 to 6 involving penalties or restrictions on the provision of services must be properly justified and communicated to the undertaking concerned. Even such measure shall be subject to the right to apply to the courts in the Member State in which the authorities adopted it.

8. Where steps are taken under Article 24 of the first Directive, the competent authorities of the Member State of provision of services shall be informed accordingly by the authority which takes them and, where the steps are taken under paragraphs 1 and 3 of the said Article, take whatever action is necessary to safeguard the interests of assured persons.

In the event of withdrawal of authorization under Article 26 of the first Directive, the competent authorities of the Member State of provision of services shall be informed accordingly and shall take appropriate steps to prevent the establishment concerned from continuing to conclude assurance contracts by way of freedom to provide services within the territory of that Member State.

Historical Archives of the European Commission

9. Every two years the Commission shall submit to the Council a report summarizing the number and type of cases in which, in each Member State, decisions refusing authorization have been communicated under Article 12 or measures have been taken under paragraph 4. Member States shall cooperate with the Commission by providing it with the information required for the report.

Article 21

In the event of an assurance undertaking being wound up, commitments arising from contracts underwritten by way of freedom to provide services shall be met in the same way as those arising from that undertaking's other assurance contracts, no distinction being made on grounds of the nationality of assured persons or beneficiaries.

Article 22

1. Where an operation is offered by way of freedom to provide of services, the policy-holder shall, before any commitment is entered into, be informed of the Member State in which the head office, agency or branch with which the contract is to be concluded is established.

   Any document issued to the policy-holder shall contain the information referred to in the preceding subparagraph.

2. The contract or other document granting cover, together with the assurance proposal where it is binding upon the proposer, shall specify the address of the establishment which grants the cover and that of the head office.

Article 23

1. Where the provision of services is conditional upon authorization by the Member State of provision of services, the amount of the technical reserves, including mathematical reserves, and the rules on profit sharing and on the surrender and paid-up values of the contracts concerned shall be determined under the supervision of that Member State in accordance with the rules it has laid down or, failing such rules, in accordance with

Historical Archives of the European Commission

established practice in that Member State. The covering of those reserves by equivalent and matching assets, the location of those assets and the application of the rules on profit sharing and on surrender and paid-up values shall be under the supervision of that Member State in accordance with its rules or practice.

2. In all other cases, those various operations shall be under the supervision of the Member State of establishment, in accordance with its rules or practice.

3. The Member State of establishment shall ensure that the reserves relating to all the contracts which the undertaking concludes through the establishment concerned are sufficient and covered by equivalent and matching assets.

4. In the circumstances referred to in paragraph 1, the Member State of establishment and the Member State of provision of services shall exchange any information necessary for carrying out their respective duties under paragraphs 1 and 3.

Article 24

Every assurance contract concluded by way of freedom to provide services shall be subject only to the indirect taxes and parafiscal charges on assurance premiums of the Member State of commitment within the meaning of Article 2(e).

The law applicable to the contract pursuant to Article 4 shall not affect the tax arrangements applicable.

Each Member State shall, subject to subsequent harmonization, apply to undertakings which provide services in its territory its own national provisions concerning measures to ensure the collection of indirect taxes and parafiscal charges due under the first subparagraph.

Historical Archives of the European Commission

TITLE IV

FINAL PROVISIONS

Article 25

The Commission and the competent authorities of the Member States shall collaborate closely with a view to facilitating the supervision of the kinds of insurance and the operations referred to in the first Directive within the Community.

Each Member State shall inform the Commission of any major difficulties to which application of this Directive gives rise, inter alia any arising if a Member State becomes aware of an abnormal transfer of business referred to in the first Directive to the detriment of undertakings established in its territory and to the advantage of agencies and branches located just beyond its borders.

The Commission and the competent authorities of the Member States concerned shall examine such difficulties as quickly as possible in order to find an appropriate solution.

Where necessary, the Commission shall submit appropriate proposals to the Council.

Article 26

The Commission shall forward to the Council and the European Parliament regular reports, the first on....., on the development of the market in assurance and operations transacted under conditions of freedom to provide services.

Article 27

Member States shall amend their national provisions to comply with this Directive within 18 months of the date of its notification and shall forthwith inform the Commission thereof.

Historical Archives of the European Commission

The provisions amended in accordance with this Article shall be applied within 24 months of the date of notification of this Directive.

Article 28

Upon notification of this Directive, Member States shall ensure that the texts of the main laws, regulations or administrative provisions which they adopt in the field covered by this Directive are communicated to the Commission.

Article 29

This Directive is addressed to the Member States.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

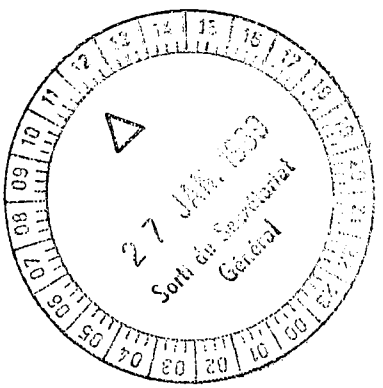
KOM (88) 729 endelig udg. SYN 177

Bruxelles, den 16 . januar 1989

FORSLAG TIL
RÅDETS ANDET DIREKTIV
OM SAMORDNING AF LOVE OG ADMINISTRATIVE
BESTEMMELSER VEDRØRENDE DIREKTE LIVSFORSIKRINGSVIRKSOMHED,
OM FASTSÆTTELSE AF BESTEMMELSER, DER KAN LETTE DEN FAKTISKE
GENNEMFØRELSE AF DEN FRI UDVEKSLING AF TJENESTEYDELSER, OG
OM ÆNDRING AF DIREKTIV 79/267/EØF

(forelagt af Kommissionen)

Historical Archives of the European Commission



FORSLAG TIL
RÅDETS ANDET DIREKTIV
OM SAMORDNING AF LOVE OG ADMINISTRATIVE
BESTEMMELSER VEDRØRENDE DIREKTE LIVSFORSIKRINGSVIRKSOMHED,
OM FASTSÆTTELSE AF BESTEMMELSER, DER KAN LETTE DEN FAKTISKE
GENNEMFØRELSE AF DEN FRI UDVEKSLING AF TJENESTEYDELSER, OG
OM ÆNDRING AF DIREKTIV 79/267/EØF

BEGRUNDELSE

Historical Archives of the European Commission

I. Indledning

Den effektive gennemførelse af et fælles marked for livsforsikringsvirksomhed er et vigtigt element i et finansielt integreret Europa, som medlemsstaterne har forpligtet sig til at etablere inden udgangen af 1992.

Selv om man ved direktiv 79/267 af 5. marts 1979 har fået samordnet de betingelser, hvorunder et livsforsikringsselskab fra et EF-land kan oprette et agentur eller en filial i et andet EF-land, er situationen dog stadig den, at en borger fra et EF-land, der ønsker at tegne en forsikring direkte i et andet EF-land, støder på en lang række problemer af enten retlig eller praktisk art.

I et finansielt integreret Europa er det vigtigt, at enhver borger kan henvende sig til et hvilket som helst forsikringsselskab inden for Fællesskabet, således at han har det størst mulige valg mellem forskellige forsikringsformler og forsikringsselskaber.

I Kommissionens anden rapport til Rådet og Europa-Parlamentet om anvendelsen af Kommissionens Hvidbog om gennemførelse af det indre marked præciseres det, at Kommissionen inden 31. december 1988 vil forelægge Rådet et direktivforslag om fri udveksling af tjenesteydelser på livsforsikringsområdet (KOM(87) 203 endelig udg., punkt 67, s. 20).

Retsgrundlaget for dette forslag er ganske vist EØF-Traktatens artikel 57, stk. 2, og artikel 66, men to forhold af nyere dato har resulteret i en række vigtige præciseringer med hensyn til spørgsmålet om fri udveksling af tjenesteydelser inden for forsikringssektoren.

EF-Domstolen afsagde den 4. december 1986 en række domme om dette spørgsmål, bl.a. dom i sag 205/84 mod Forbundsrepublikken Tyskland.

Ved disse domme har man fået afklaret en række fortolkningsspørgsmål vedrørende Rådets direktiv af 30. maj 1978 om samordning af administrativt eller ved lov fastsatte bestemmelser vedrørende coassurancevirksomhed inden for Fællesskabet. De nævnte domme har samtidig åbnet mulighed for en genoptagelse af drøftelserne vedrørende det den 22. juni 1988 vedtagne forslag til Rådets andet direktiv om samordning af love og administrative bestemmelser vedrørende direkte forsikringsvirksomhed bortset fra livsforsikring, om fastsættelse af bestemmelser, der kan lette den faktiske gennemførelse af den frie udveksling af tjenesteydelser, og om ændring af direktiv 73/239/EØF.

I den i sag 205/84 afsagte dom udtalte Domstolen, at hensynet til beskyttelsen af forsikringstagerne og de forsikrede - på fællesskabsrettens nuværende stade - gør det berettiget, at den medlemsstat, hvori tjenesteydelsen præsteres, stiller krav om anvendelse af sin egen lovgivning vedrørende tekniske reserver og forsikringsbetingelser (præmis nr. 41).

Men i samme dom understregede EF-Domstolen dog også, at hensynet til en beskyttelse af forsikringstagerne og de forsikrede ikke har lige stor betydning inden for hele forsikringssektoren, og at der kan forekomme tilfælde, hvor der på grund af karakteren af den forsikrede risiko og forsikringstageren ikke er noget behov for beskyttelse af denne via anvendelsen af de i hans hjemlands lovgivning fastsatte præceptive bestemmelser (præmis nr. 49).

Historical Archives of the European Commission

Disse to betragtninger gælder både for skades- og livsforsikringsvirksomhed.

Den anden begivenhed af nyere dato er netop direktivet af 22. juni 1988, hvori skadesrisici er opdelt i to kategorier alt efter graden af den beskyttelse, som forsikringstageren har behov for.

Den første kategori, der benævnes "store risici" omfatter forsikringstagere og risici af en vis størrelse, hvor behovet for en lige så stor beskyttelse ikke forekommer, og hvor tilsynsreglerne i forsikringsselskabets hjemland finder anvendelse (princippet om hjemlandskontrol). Situationen er omvendt for så vidt angår den anden kategori, der benævnes "masserisici", hvor de i risikolandet gældende tilsynsregler finder anvendelse - i hvert fald indtil en senere samordning har fundet sted, navnlig med hensyn til de tekniske reserver. Denne samordning, der udgør den anden etape, vil i stadig højere grad lette den faktiske udveksling af tjenesteydelser, ligesom den også vil udvide anvendelsesområdet for tilsynslovgivningen i det land, hvor forsikringsselskabet er etableret.

Kommissionen agter at lægge samme principper til grund for så vidt angår forpligtelser, der falder ind under direktivet om livsforsikringsvirksomhed. I første omgang sondres der mellem på den ene side forpligtelser, hvor forsikringstagerne ikke har det samme store behov for beskyttelse, og hvor tilsynslovgivningen i det land, hvor selskabet er etableret, finder anvendelse, og på den anden side de andre forpligtelser, der underkastes lovgivningen i det land, hvor forpligtelsen består, dvs. generelt det land, hvor forsikringstageren er bosiddende, idet en sådan bestemmelse skal gælde indtil en senere samordning har fundet sted.

Historical Archives of the European Commission

I det foreliggende direktivforslag om livsforsikringsvirksomhed har man valgt den samme opbygning som i direktivet af 22. juni 1988. Afsnit I "Generelle bestemmelser" og afsnit II "Supplerende bestemmelser til første samordningsdirektiv" (79/267/EØF af 5. marts 1979) finder uden forskel anvendelse på alle de forsikringsklasser, der er omfattet af det første samrodningsdirektiv. Afsnit III indeholder derimod særlige bestemmelser vedrørende fri udveksling af tjenesteydelser.

Gruppeforsikringer og visse former for individuelle pensionsforsikringer må på grund af de forskellige systemers mangeartede og komplicerede karakter og på grund af deres snævre forbindelse med sociale sikringsordninger underkastes en tilbundsgående undersøgelse, som endnu ikke er afsluttet. Derfor er dette område undtaget fra bestemmelserne i dette forslags afsnit III. Disse to forsikringsformer vil blive omhandlet i et særskilt direktivforslag, som hurtigst muligt vil blive fremlagt, og som således udgør anden del af den første etape.

Bestemmelserne i afsnit III i det foreliggende forslag omfatter således kun individuelle forsikringsaftaler, der ikke har nogen relation til erhvervsmæssig virksomhed. På dette område er forholdet det, at en person, der på eget initiativ henvender sig til et i en anden medlemsstat etableret forsikringsselskab, der er undergivet denne anden medlemsstats tilsynslovgivning, frivilligt og bevidst unddrager sig den i hans bopælsstats gældende tilsynslovgivning, hvorved han tilkendegiver, at han ikke har noget behov for den beskyttelse, som bopælsstaten kan tilbyde ham. Det selvstændige initiativ fra forsikringstageren, der bør være opmærksom på, at han herved ikke kommer til at drage fordel af denne nationale beskyttelse, er således det kriterium, der er bestemmende for hvilken kategori af forpligtelser, hvorpå lovgivningen i forsikringsselskabets etableringsland finder anvendelse.

En lang række medlemsstaters nuværende lovgivning forbyder indenlandske statsborgere selv at tage initiativet til tegning af forsikringer i udlandet eller begrænser i betydeligt omfang muligheden for noget sådant.

Men kontrollen med overholdelsen af dette forbud og disse restriktioner bliver vanskelig, når direktiv 88/361 af 24. juni 1988 om frie kapitalbevægelser træder i kraft. Det er derfor nødvendigt på fællesskabsplan hurtigt at fastlægge de betingelser, hvorunder en forsikringstager kan handle på eget initiativ.

Historical Archives of the European Commission

Det foreliggende forslag giver den velinformerede forsikringstager muligheder for fuldt ud at profitere af det store indre marked, samtidig med at han stadig nyder godt af den beskyttelse, som de nationale regler giver i de tilfælde, hvor det er forsikringsselskabet, der aktivt søger at sælge sine tjenesteydelser i udlandet.

Det er dog stadig Kommissionens mål, at det er tilsynsreglerne i den medlemsstat, hvor forsikringsselskabet er etableret, der skal finde anvendelse. Dette nødvendiggør - ligesom det er tilfældet for så vidt angår skadesforsikringsvirksomhed - en mere vidtgående samordning, der er målet for anden etape af arbejdet.

Det foreliggende forslag samt det supplerende forslag vedrørende gruppeforsikring, jf. ovenfor, betyder således et vigtigt skridt henimod virkeliggørelsen af et indre marked på livsforsikringsområdet, om end forslaget ikke i sig selv er nok til at nå dette mål.

Direktiv 79/267/EØF af 5. marts 1979 fastsætter specifikke bestemmelser for tilladelse til agenturer og filialer af virksomheder, hvis hjemsted er beliggende uden for Fællesskabet, men indeholder ingen bestemmelser om ansøgning om tilladelse til en dattervirksomhed af en virksomhed fra tredjeland, eller dersom en sådan virksomhed fra tredjeland påtænker at erhverve kapitalinteresser, hvorved den får en bestemmende indflydelse i en i Fællesskabet etableret forsikringsvirksomhed. Nærværende forslag har til formål at udfylde denne lakune ved en procedure, der i høj grad er baseret på den, der er forudset i artikel 7 i forslaget til det andet direktiv om samordning af banlovgivningen, og hvis formål er at sikre, at virksomheder fra Fællesskabet nyder gensidig behandling i det land, hvor modervirksomheden er beliggende.

Historical Archives of the European Commission

II. Bemærkninger til de enkelte artikler

Afsnit I Generelle bestemmelser

Artikel 1 - Direktivets formål (artikel 1)

I denne artikel præciseres direktivets dobbelte formål, der er:

1. at supplere direktiv 79/267 af 5. marts 1979 om samordning af livsforsikringsvirksomhed, som bestemmelserne i dette direktivs afsnit I og II vedrører, og

2. at fastsætte særlige bestemmelser vedrørende fri udveksling af tjenesteydelser. Disse bestemmelser er fastsat i afsnit III.

Da en lang række artikler i det her forelagte direktiv er identiske med eller i hvert fald ligger meget tæt op af artiklerne i det andet direktiv af 22. juni 1988 om samordning af skadesforsikringsvirksomhed, er numrene på de heri indeholdte tilsvarende artikler angivet i parentes.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 2 - Definitioner (Artikel 2)

vedrørende litra b): virksomhed

Artikel 6 i det første samordningsdirektiv vedrører de forsikringsvirksomheder, hvis hjemsted er beliggende inden for Fællesskabet, mens artikel 27 vedrører de forsikringsvirksomheder, hvis hjemsted er beliggende uden for Fællesskabet. Denne sondring, der også er foretaget i det andet samordningsdirektiv vedrørende skadesforsikringsvirksomhed betyder, at forsikringsselskaber fra tredjelande, der kun er etableret i Fællesskabet i form af et agentur eller en filial, ikke er omfattet af dette direktivs bestemmelser af tjenesteudveksling.

vedrørende litra e): den medlemsstat, hvor forpligtelsen består

Da et af dette direktivs formål er at ændre det første samordningsdirektiv vedrørende livsforsikringsvirksomhed, finder det både anvendelse på de former for forsikring, der er nævnt i artikel 1, stk. 1, i det første samordningsdirektiv om livsforsikringsvirksomhed, og på de former for forsikring, der er nævnt i dette direktivs artikel 1, stk. 2.

Man har derfor valgt udtrykket "den medlemsstat, hvor forpligtelsen består", idet man har baseret på den bestemmelse i artikel 9, litra a) i det første livsforsikringsdirektiv, som vedrører de af en virksomhed påtagne forpligtelser.

Artikel 3 - Permanent tilstedeværelse (Artikel 3)

Denne bestemmelse, der også figurerer i andet skadesforsikringsdirektiv er taget fra præmis nr. 21 i den dom, som EF-Domstolen afsagde den 4. december 1986 i sag 205/84, som Kommissionen havde anlagt mod Forbundsrepublikken Tyskland.

Artikel 4 - Den lovgivning, som forsikringsaftalen er underkastet (Artikel 7)

Vedrørende stk. 1

Forsikringsaftalens parter bør vide helt klart, hvilke retsbestemmelser aftalen er underkastet.

I det andet skadesforsikringsdirektiv har man imødekommet dette legitime krav om retssikkerhed ved at vedtage ensartede internationale privatretlige regler og ved i visse tilfælde at indrømme valgfrihed med hensyn til hvilken lovgivning, der skal finde anvendelse.

Historical Archives of the European Commission

I det foreliggende direktiv har man valgt et lignende princip: der er fastsat en ensartet international privatretlig regel, hvorefter man anvender lovgivningen i den medlemsstat, hvor forpligtelsen består, dvs. det land, hvor forsikringstageren har sin sædvanlige bopæl, dog således, at parterne, dersom dette lands lovgivning tillader noget sådant, kan vælge en anden lovgivning.

Hvis forsikringstageren er en juridisk person erstattes lovgivningen i bopælslandet med lovgivningen i den medlemsstat, hvor den pågældende juridiske person, der dækkes ved forsikringsaftalen, er etableret.

Da livsforsikringer altid direkte eller indirekte vedrører en person, og eftersom personers rettigheder her er et vigtigt element, må man således også varetage hensynet til den kreds, som forsikringstageren juridisk set er tilknyttet. Dette vedrører f.eks. spørgsmålet om, hvem der er begunstiget og dennes accept af at være begunstiget ved forsikringsaftalen, ligesom det også vedrører spørgsmålet om den fraskilte ægtefælles, den nuværende ægtefælles og deres respektive børns retsstilling ligesom også en eventuel samlevers retsstilling m.v.

Med hensyn til disse forhold bør man undgå en retlig ordning, der måtte forekomme de pågældende fremmed eller som de nærer uvilje imod.

Vedrørende stk. 2

Dette er også baggrunden for den i stk. 2 fastsatte bestemmelse, hvorefter parterne, dersom forsikringstageren tager initiativet til at tegne en kontrakt under den fri udveksling af tjenesteydelser har sin sædvanlige bopæl i en anden medlemsstat end den, hvori han er statsborger - kan vælge lovgivningen i denne sidstnævnte.

Historical Archives of the European Commission

Vedrørende stk. 3

Det hensyn at forsikringstageren bevarer sit juridiske miljø for så vidt angår kontraktsret.

Det må ikke bruges til at afskære forsikringstagere, der selv tager initiativet til at kontakte et forsikringsselskab i en anden medlemsstat, fra at typen af forsikringer som er lovlige i den stat, også selv om en sådan type af forsikring ikke er godkendt i stat, hvor den pågældende har sit ophold. Et af formålene med dette direktiv er at sikre forsikringstagerne denne frihed.

Historical Archives of the European Commission

Vedrørende stk. 4-6

Bestemmelserne i disse stykker er taget næsten ordret efter nogle af bestemmelserne i artikel 7 i andet skadesforsikringsdirektiv.

Stk. 4, som vedrører de stater, der omfatter flere territoriale enheder, der hver især har sin egen aftaleretlige lovgivning, tager navnlig sigte på Det Forenede Kongerige og Spanien.

Stk. 5, hvortil der således findes en tilsvarende bestemmelse i det andet skadesforsikringsdirektiv, bygger på artikel 7 om ufravigelige regler i "Konventionen om, hvilken lov der skal anvendes på kontraktlige forpligtelser", som blev åbnet for undertegnelse i Rom den 19. oktober 1980 (EFT nr. L 266 af 9. oktober 1980). Der er udarbejdet en betænkning om denne kontrakts konvention af Mario GUILANO og Paul LAGARDE (EFT nr. C 282 af 31. oktober 1980).

Vedrørende artiklen som helhed

Der bør etableret den mest hensigtsmæssige retlige ordning for alle de af det første samordningsdirektiv omfattede aktiviteter, hvadenten de udøves i henhold til reglerne om fri etableringsret eller i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser. Denne artikel om, hvilken lovgivning der finder anvendelse, er således - ligesom det også er tilfældet i det andet skadesforsikringsdirektiv - indføjet i afsnit II, der vedrører "Supplerende bestemmelser til første samordningsdirektiv."

Historical Archives of the European Commission

Artikel 5 - Tilsyn med forsikringsvirksomheders aktiviteter, herunder aktiviteter udøvet i udlandet (Artikel 10)

I det andet skadesforsikringsdirektiv fandt man det nødvendigt at præcisere, hvilke beføjelser tilsynsmyndighederne har, og hvilke midler de bør råde over med henblik på at føre tilsyn med forsikringsselskabers aktiviteter, herunder aktiviteter udøvet i udlandet. Dette er formålet med skadesforsikringsdirektivets artikel 10. Da samme hensyn spiller ind her er artiklen gentaget i nærværende direktiv.

Artikel 6 - Overførsel af forsikringsbestand (Artikel 11)

Da der foreligger samme hensyn gentages den hertil svarende bestemmelse i artikel 11 i det andet skadesforsikringsdirektiv.

Artikel 7 - Afskaffelse af kravet om, at en del af tegnede forsikringer skal afgives til "Istituto Nazionale de Assicurazioni" (I.N.A.)

Forsikringsselskabernes pligt til at afgive en del af deres tegnede forsikringer til et bestemt nationalt organ har altid været betragtet som værende uforenelig med EØF-Traktatens bestemmelser. Et tilsvarende krav i Frankrig blev afskaffet før vedtagelsen af direktiv af 1979 om samordning af livsforsikringsvirsomhed.

Det oprindelige forslag til skadesforsikringsdirektivet, der blev forelagt af Kommissionen, samt Kommissionens ændringsforslag hertil, der blev fremlagt på foranledning af udtalelser fra konsultative organer samt på foranledning af Europa-Parlamentets udtalelse indeholdt bestemmelser om, at denne undtagelse skulle ophøre enten ved udgangen af en overgangsperiode på 5 år eller på tidspunktet for nærværende direktivs ikrafttræden.

Rådet traf dog en anden beslutning, idet det første livsforsikringsdirektiv fra 1979 indeholdt bestemmelser om, at I.N.A. rent undtagelsesvis kunne opretholde kravet om overdragelse af tegnede forsikringer uden dog at måtte forhøje den del, der skulle overdrages, og tilføjede, at denne ordning skulle gøres til genstand for en ny undersøgelse i forbindelse med nærværende direktiv.

Tiden er nu inde til at bringe denne undtagelse til ophør, eftersom forsikringsvirksomheder - det være sig både italienske og udenlandske - der er etableret i Italien ellers ville blive stillet ringere end de i udlandet etablerede forsikringsvirksomheder, der tegner livsforsikringer i Italien i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, eftersom disse sidstnævnte virsomheder ikke ville være underkastet kravet om afgivelse af en del af deres tegnede forsikringer.

Artikel 8 - ændring til afsnit III i det første direktiv

Denne ændring er nødvendig for at åbne mulighed for at indføje en ny artikel 32a i det første direktiv. Se artikel 9 i nærværende forslag.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9 - Gensidighed i forholdet til tredjelande

Ved denne artikel er der sket en tilpasning til livsforsikringssektoren af artikel 7 i forslaget til det andet direktiv om samordning af banklovgivningen, der blev forelagt Rådet af Kommissionen den 23. februar 1988. Teksten er kun blevet ændret for at tage hensyn til de særlige forhold, der gælder for livsforsikring.

Historical Archives of the European Commission

Afsnit III - Særlige bestemmelser vedrørende fri udveksling af tjenesteydelser

Artikel 10 - Forpligtelser, der påtages i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, og som er omfattet af dette direktiv (artikel 12)

Denne første artikel i Afsnit III fastlægger anvendelsesområdet, dvs. de forpligtelser, der er påtaget i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, og som er omfattet af nærværende direktiv.

Kun individuelle forpligtelser er medtaget. Man har således undtaget de forsikringsformer, der er nævnt i artikel 1, stk. 1, i det første livsforsikringsdirektiv, når de har karakter af gruppeforsikring, ligesom man også har undtaget forsikring i form af forvaltning af kollektive pensionsmidler, der er nævnt i artikel 1, stk. 2, litra c). Disse former for forsikring vil blive omfattet af et direktivforslag om gruppelivsforsikring, som Kommissionen i nær fremtid vil forelægge Rådet.

For det andet har man i nærværende direktiv kun medtaget de individuelle forpligtelser, der ikke har nogen relation til forsikringstagerens arbejde eller erhvervsvirksomhed. Man har således bl.a. undtaget de individuelle forsikringsaftaler, der er nævnt i artikel 1, stk. 3, i det første samordningsdirektiv.

Nærværende direktiv skal bidrage til skabelsen af et finansielt integreret Europa og give Fællesskabets borgere mulighed for - i andre lande -, at tegne forsikringer svarende til dem, der er i brug i deres bopælsland, men også forsikringer af en type, der ikke benyttes i deres bopælsland. I stk. 4 fastsættes det blot, at forsikringsvirksomheden skal have fået meddelt tilladelse i det land, hvori det er etableret.

Med det foranstående finder ikke anvendelse på tontine-virksomhed, jf. artikel 1, stk. 2, litra a), i det første livsforsikringsdirektiv. Tontine-virksomhed udøvedes i 1979 kun i to medlemsstater og bibeholdelsen af tontine-virksomhed blev kun accepteret efter debat. En sådan form for virksomhed bør undtages fra nærværende direktiv, da tontine-virksomhed er forbudt i andre medlemsstater af såkaldte ordre public-hensyn.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 11 - Meddelelse til tilsynsmyndighederne (artikel 14)

Da der foreligger samme hensyn har man overtaget bestemmelsen i artikel 14 i det andet skadesforsikringsdirektiv.

Artikel 12 - Tilladelse til udøvelse af forsikringsvirksomhed i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser (artikel 15)

Denne artikel, der er hentet fra artikel 15 i det andet skadesforsikringsdirektiv, vedrører de forpligtelser, der kan påtages i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, men hvor forsikringstagerne har behov for en særlig beskyttelse, således som fastslået af EF-Domstolen.

Kravet om tilladelse gælder for de i artikel 10 nævnte forpligtelser, dvs. individuelle livsforsikringer, der ikke kan komme ind under de mere liberale bestemmelser i artikel 13, der vedrører forpligtelser, der påtages på forsikringstagerens eget initiativ.

Tilsynslovgivningen i forsikringstagerens land finder således anvendelse; dvs. den stat, hvori tjenesteydelsen præsteres, kan kræve, at det udenlandske forsikringsselskab skal have en tilladelse og med henblik herpå skal forelægge forskellige dokumenter, som f.eks. et certifikat om fornøden solvens, et certifikat, hvori det dokumenteres, at virksomheden har tilladelse, samt en driftplan. Denne stat kan som angivet i stk. 3 kræve, at driftsplanen er i overensstemmelse med vedkommende stats love og administrative bestemmelser navnlig i henseende til tekniske reserver, herunder præmiereserver og i henseende til de aktiver, der skal være afsat til dækning af disse reserver.

En harmonisering af disse bestemmelser udgør netop den anden etape af arbejdet, der vil åbne mulighed for en udvidelse af ordningen med "hjemlandskontrol" til at omfatte alle de af det første livsforsikringsdirektiv omfattede forpligtelser.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 13 - Forpligtelser påtaget på forsikringstagerens eget initiativ

Stk. 1 - Anvendelsesområde

Bestemmelserne i dette stk. angiver de forpligtelser, hvor en beskyttelse i henhold til tilsynslovgivningen i det land, hvor forsikringsselskabet er etableret, såkaldt "hjemlandskontrol", er tilstrækkelig, nemlig hvor der er tale om forpligtelser påtaget på forsikringstagerens eget initiativ.

Stk. 2 - Reklamering

Det skal dog sikres, at denne bestemmelse vedrørende forpligtelser, der er påtaget på forsikringstagerens eget initiativ, ikke omgås, ved at forsikringsvirksomheden udsender kommercielle prospekter og foretager reklame. Det præciseres således af forsigtighedshensyn, at forsikringsvirksomheden kun må gøre offentligheden bekendt med sin eksistens ved offentlig annoncering af, hvor virksomheden har sin adresse, og inden for hvilke forsikringsklasser virksomheden påtænker at påtage sig forpligtelser.
Det skal understreges, at det for forsikringsvirksomheden her kun vedrører såkaldt passiv udveksling af tjenesteydelser.

Stk. 3 - Mæglere

Formålet med artikel 13 er at give forsikringstageren mulighed for fuldt ud at handle på eget initiativ og vælge blandt alle de forsikringsprodukter, der er disponible i de forskellige medlemsstater, og dette ved et hvilken som helst middel, der står til rådighed i forsikringstagerens hjemland og i udlandet, herunder navnlig ved korrespondance, pr. telefon eller via en mægler.

Men da der kan være en vis risiko for, at en mægler kan påvirke forsikringstageren til at lade sig forsikre i udlandet, uagtet dette er i strid med forsikringstagerens interesser, skal forsikringstageren underskrive en erklæring, hvori det attesteres, at det er ham selv, der ønsker at forsikringen tegnes i udlandet.

Historical Archives of the European Commission

En logisk konsekvens af stk. 2 om reklame, er at mægleren i et sådant tilfælde ikke må reklamere med muligheden for at tegne forsikring i udlandet.

Stk. 4 - Erklæring fra forsikringstageren

Denne erklæring er en særlig forsigtighedsforanstaltning for det tilfælde, at forsikringstageren på eget initiativ - uanset på hvilken måde dette sker - henvender sig til et forsikringsselskab i udlandet.

Artikel 14 - Forpligtelsen til at fremlægge certifikater (artikel 16)

Bestemmelsen i denne artikel er taget fra artikel 16 i det andet skadesforsikringsdirektiv. Når en forsikringstager selv tager initiativet til at tegne en livsforsikring i en anden medlemsstat, er denne forsikring underkastet denne anden medlemsstats tilsynslovgivning. Men som angivet i Hvidbogen om gennemførelsen af det indre marked (punkt 103) skal myndighederne i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser fortsat - som et supplement - udøve deres tilsyn. Artikel 12 indeholder bl.a. bestemmelser om et sådant supplerende tilsyn.

Artikel 15 - Ret til opsigelse

Livsforsikringsaftaler indgås normalt for en lang periode, og der betales betydelige præmier herfor. Der må derfor træffes forholdsregler for at undgå enhver misforståelse.

I flere EF-lande har man konstateret, at forsikringstagerne ret ofte ophører med at betale deres præmier to til tre år efter forsikringens tegning.

Historical Archives of the European Commission

I flere lande, herunder bl.a. i Frankrig og Det Forenede Kongerige, har man således indført en obligatorisk opsigelsesfrist.
Den franske lov af 7. januar 1981, som ændret ved lov af 11. juni 1985, har indført en opsigelsesfrist på 30. dage, der endog gælder i det tilfælde, hvor forsikringen dækker med øjeblikkelig virkning.

I Det Forenede Kongerige indførte man den 1. januar 1980 en lignende bestemmelse med en opsigelsesfrist på 10 dage, der ligeledes gælder for det tilfælde, at forsikringen dækker med øjeblikkelig virkning.

En sådan opsigelsesfrist synes af endnu større betydning i dette forslag, eftersom forsikringstageren, der tegner en forsikring i udlandet, ikke altid ved underskrivelsen gør sig helt klart, hvilke forskelle, der er mellem den af ham i udlandet tegnede forsikring og dem, der er i brug i hans hjemland.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 16 - Kumulation af et etableret forretningssted og udveksling af tjenesteydelser (artikel 13)

Da samme hensyn spiller ind er denne artikel kopieret efter artikel 13 i det andet skadesforsikringsdirektiv. Der forudses 3 muligheder.

1. Når der er tale om en forsikringsaftale indgået på forsikringstagerens eget initiativ, således at beskyttelseshensynet ikke vejer helt så tungt, og hvor man anvender princippet om hjemlandskontrol, er der ikke nogen grund til at forhindre et udenlandsk forsikringsselskab i at acceptere en sådan forsikringsaftale under henvisning til, at det pågældende forsikringsselskaber er etableret i forsikringstagerens land. Kumulation er således tilladt.

2. Et forsikringsselskab fra medlemsstat A, der er etableret i medlemsstat B, kan fra medlemsstat A tegne forsikringer i medlemsstat B, når forsikringsaftalen ikke er indgået på forsikringstagerens initiativ, forudsat at de pågældende forsikringer falder inden for forsikringsklasser, som det i medlemsstat B etablerede forsikringsselskab ikke har fået meddelt tilladelse til at udøve. Udøvelse af de to aktiviteter er tilladt, men der er ikke reelt tale om kumulation, da det vedrører forskellige forsikringsklasser.

3. Hvis derimod forsikringsklasserne i det sidstnævnte tilfælde er de samme, dvs. at det i medlemsstat B etablerede forsikringsselskab har tilladelse til at udøve virksomhed inden for den forsikringsklasse forsikringsaftalen vedrører, kan myndighederne i medlemsstat B modsætte sig en sådan form for udveksling af tjenesteydelser.

   Kumulation kan således nægtes, idet visse medlemsstater kan være af den opfattelse, at en sådan kumulation skaber forvirring hos forsikringstageren, der ikke selv tager initiativet til at henvende sig til et forsikringsselskab i udlandet, og som derfor bør sikres en særlig beskyttelse, når et og samme forsikringsselskab to gange kan tilbyde et og samme produkt - det ene i henhold til reglerne om fri etableringsret og det andet i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser. Forsikringsselskabet kan således være nødsaget til - når det vil udøve virksomhed inden for denne forsikringsklasse i medlemsstat B - at gøre det fra et i medlemsstat B etableret forretningssted.

Artikel 17 - Ændring og udvidelse af aktiviteter (artikel 17)

Denne bestemmelse er, da der foreligger samme hensyn, taget fra det andet skadesforsikringsdirektiv.

Bestemmelsen i stk. 1 vedrører ændringer i forsikringsselskabets aktiviteter, når der er tale om de to ordninger om fri udveksling af tjenesteydelser, nemlig henholdsvis de forpligtelser, der påtages på forsikringstagerens eget initiativ, og de forpligtelser, der påtages uden at forsikringstageren selv har taget initiativet hertil. Stk. 2 vedrører det tilfælde, at forsikringsselskabet udvider sine aktiviteter til også at omfatte forsikringsaftaler, der ikke indgås på forsikringstagerens initiativ, medens stk. 3 vedrører udvidelse af forsikringsselskabets aktiviteter til også at omfatte forsikringsaftaler, der indgås på forsikringstagerens initiativ.

Artikel 18 - Forsikringsselskaber, der både driver livsforsikrings- og skadesforsikringsvirksomhed

Efter lange diskussioner lagde man i det første direktiv om livsforsikringsvirksomhed det såkaldte specialiseringsprincip til grund, hvorefter et skadesforsikringsselskab ikke samtidig kan udøve de former for forsikring, der er omfattet af dette direktiv. Begrundelsen for dette forbud er ønsket om at beskytte forsikringstageren. Artikel 13, stk. 1, i det første livsforsikringsdirektiv vedrører spørgsmålet om kumulation.

Historical Archives of the European Commission

Samtidig tillades det, at såkaldte multibrancheselskaber, dvs. dem, der på tidspunktet for direktivets meddelelse samtidig driver livs- og skadesforsikringsvirksomhed, kan fortsætte med at udøve sådan kumulativ virksomhed. (artikel 13, stk. 3).

Disse multibrancheselskaber har ret til i andre EF-lande at etablere agenturer eller filialer med henblik på at udøve skadesforsikringsvirksomhed, men ikke med henblik på at udøve livsforsikringsvirksomhed (artikel 13, stk. 4).

Er der tale om forsikringsvirksomhed, der udøves i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, bør man anvende den løsning, der i 1979 blev valgt for forsikringsvirksomhed, der udøves i henhold til reglerne om fri etableringsret, hvilket med andre ord vil sige, at da et multibrancheselskab deeikke kan udøve livsforsikringsvirksomhed i udlandet i henhold til reglerne om fri etableringsret, så kan et sådant selskab heller ikke udøve livsforsikringsvirksomhed i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 19 - Godkendelse af forsikringsvilkår og -tariffer (artikel 18)

Bestemmelsen i denne artikels første stk., der er hentet fra artikel 18 i det andet skadesforsikringsdirektiv, fastsætter, at de medlemsstater, hvori der præsteres tjenesteydelser, kan opretholde eller indføre et vist tilsyn med forsikringsvilkårerne og forsikringstarifferne for så vidt angår forpligtelser, der påtages i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, men kun i den sensigt at beskytte forsikringstageren.

Disse bestemmelser gælder imidlertid ikke forpligtigelser som forsikringstager på eget initiativ har indgået og hvor opholdsmedlemsstaten ikke kan forlange at skulle godkende eller at blive orienteret om forsikringsvilkårerne eller i tarifferne.

Artikel 20 - Sanktioner (artikel 19)

Da samme hensyn spiller ind, har man gentaget artikel 19 i det andet skadesforsikringsdirektiv, hvorefter de kompetente myndigheder i de medlemsstater, der berøres af udveksling af tjenesteydelser, har mulighed for at intervenere på forskellig måde eller pålægge sanktioner, dersom forsikringsvirksomhederne ikke overholder de forpligtelser, der påhviler dem.

Artikel 21 - Likvidation (artikel 20)

Da der foreligger samme hensyn har man gentaget artikel 20 i det andet skadesforsikringsdirektiv.

Artikel 22 - Forsikringstagerens informering om forsikringsselskabet (artikel 21)

Da der også her foreligger samme hensyn har man overtaget bestemmelsen i artikel 21 i det andet skadesforsikringsdirektiv. Det er vigtigt, at forsikringstageren er bekendt med, at der er tale om et udenlandsk forsikringsselskab, og at han kender dettes identitet og etableringsland.

Selv om denne forpligtelse - når der er tale om skadesforsikring - er lempet for store risicis vedkommende, er dette ikke tilfældet for de forpligtelser, der pålagdes på forsikringstagerens eget initiativ i henhold til dette direktiv, da det er vigtigt, at denne informeres bedst muligt.

Artikel 23 - Tilsyn med reserverne og andre tekniske elementer (artikel 23)

Da samme hensyn spiller ind har man overtaget artikel 23 i det andet skadesforsikringsdirektiv.

Historical Archives of the European Commission

Som tidligere angivet i denne begrundelse foretages tilsynet med præmiereserverne af tilsynsmyndigheden i det land, hvor tjenesteydelsen præsteres, dersom man i dette land kræver, at det udenlandske forsikringsselskab skal have tilladelse. Destinatarlandet fører tilsyn med forpligtelser, der ikke påtages på forsikringerens eget initiativ. Stk. 1 i artikel 23 indeholder en bestemmelse herom.

I stk. 2 fastsættes det derimod, at myndighederne forsikringsselskabets hjemland fører tilsyn i alle andre tilfælde.

Stk. 3 og 4 giver ikke anledning til særlige bemærkninger.

Artikel 24 - Skattespørgsmål (artikel 25)

Da samme hensyn spiller ind er denne artikel i vidt omfang taget fra artikel 25 i det andet skadesforsikringsdirektiv.

Problemet med præmiebeskatning og dennes budgetmæssige konsekvenser, der er velkendt inden for skadesforsikring, hvor afgiftssatsene svinger mellem 0 og 30%, mens de inden for livsforsikring svinger mellem 0 og 5,15%.

Idet der ses bort fra de meget beskedne stempelafgifter, der beregnes som en procentdel af den forsikrede sum, kan man skematisk sige, at der i Tyskland, Det Forenede Kongerige, Nederlandene og Spanien gælder en præmieafgiftssats på 0%, mens andre lande anvender en sats på 2%, 2,4% og 4,4%. Frankrig anvender forskellige satser, nemlig lige fra 0% for gruppeforsikring til 5,15% for individuelle forsikringer.

Dette direktiv, ligesom det andet skadesdirektiv, vedrører ikke skatte-harmonisering men henholder sig til territorial princippet hvorefter beskatningsvilkårene i forsikringstagerens land anvendes til fordel for det pågældende land.

Historical Archives of the European Commission

Endvidere er ordningen den, at hver medlemsstat over for de virksomheder, der præsterer tjenesteydelser på statens område, anvender sine egne nationale bestemmelser vedrørende de foranstaltninger, der skal sikre opkrævning af præmieafgifterne.

Artikel 25 - Samarbejde mellem Kommissionen og medlemsstaterne (artikel 28)

Da samme hensyn spiller ind har man overtaget artikel 28 i det andet skadesforsikringsdirektiv.

Artikel 26 - Kommissionens periodiske rapporter til Rådet og Europa-Parlamentet (artikel 24)

Samme bemærkning.
Den i andet skadesforsikringsdirektiv fastsatte frist på 5 år fra tidspunktet for direktivets vedtagelse til fremlæggelsen af den første rapport for Rådet og Europa-Parlamentet, er også blevet foreslået i dette direktiv.

Artikel 27 - Frister for direktivets anvendelse (artikel 32)

Da samme hensyn spiller ind har man overtaget artikel 32 i det andet skadesforsikringsdirektiv.

Artikel 28 - Meddelelse af gennemførelsesbestemmelser (artikel 33)

Samme bemærkning.

Artikel 29 - Direktivets destinatarer (artikel 35)

Samme bemærkning.

Historical Archives of the European Commission

FORSLAG TIL
RÅDETS ANDET DIREKTIV
OM SAMORDNING AF LOVE OG ADMINISTRATIVE BESTEMMELSER VEDRØRENDE DIREKTE LIVSFORSIKRINGSVIRKSOMHED, OM FASTSÆTTELSE AF BESTEMMELSER, DER KAN LETTE DEN FAKTISKE GENNEMFØRELSE AF DEN FRIE UDVEKSLING AF TJENESTEYDELSER, OG OM ÆNDRING AF DIREKTIV 79/267/EØF

Historical Archives of the European Commission

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab, særlig artikel 57, stk. 2, og artikel 66,

under henvisning til forslag fra Kommissionen,

i samarbejde med Europa-Parlamentet,

under henvisning til udtalelse fra Det Økonomiske og Sociale Udvalg,

og ud fra følgende betragtninger:

Det er nødvendigt at udvikle det indre marked for livsforsikring og af de andre former for forsikring, der er omfattet af Rådets første direktiv (79/769/EØF) af 5. marts 1979 om samordning af de administrativt og ved lov fastsatte bestemmelser om adgang til og udøvelse af direkte livsforsikringsvirksomhed (1), idet følgende benævnt "første samordningsdirektiv"; for at nå dette mål bør det gøres lettere for forsikringsvirksomheder, der har deres vedtægtsmæssige hjemsted i Fællesskabet, at præstere tjenesteydelser i medlemsstaterne og hermed gøre det muligt for forsikringstagerne at rette henvendelse, ikke blot til forsikringsselskaber, der er etableret i deres eget hjemland, men også til forsikringsselskaber, der har deres vedtægtsmæssige hjemsted i Fællesskabet, og som er etableret i andre medlemsstater;

i henhold til Traktaten er enhver forskelsbehandling i forbindelse med udveksling af tjenesteydelser, som skyldes, at en virksomhed ikke er etableret i den medlemsstat, hvor ydelsen præsteres, forbudt efter overgangsperiodens udløb; dette forbud finder anvendelse på de tjenesteydelser, der præsteres fra en hvilken som helst virksomhed inden for Fællesskabet, hvad enten der er tale om en virksomheds vedtægtsmæssige hjemsted, et agentur eller en filial;

(1) EFT L 63 af 13.3.1979, s. 1.

Historical Archives of the European Commission

af praktiske grunde bør den frie udveksling af tjenesteydelser fastlægges under hensyn dels til forsikringsselskabets etablerede forretningssted, dels til stedet, hvor forpligtelsen består; der bør derfor ligeledes fastsættes en definition af forpligtelsens lokalisering; endvidere må der skelnes mellem virksomhed udøvet gennem et etableret forretningssted og virksomhed udøvet som led i fri udveksling af tjenesteydelser;

bestemmelserne i Rådets første samordningsdirektiv af 5. marts 1979 bør suppleres, særlig for at præcisere tilsynsmyndighedernes beføjelser og tilsynsmidler; endvidere bør der fastsættes særlige bestemmelser for adgang til, udøvelse af og kontrol med virksomhed, der udøves i henhold til reglerne for fri udveksling af tjenesteydelser;

der bør gives de forsikringstagere, der - fordi de tager initiativet til at tegne en forsikring i et andet land, hvorved de således opnår beskyttelse i henhold til dette andet lands retlige system - ikke har behov for særlig beskyttelse i den medlemsstat, hvor forpligtelsen består, fuld frihed til at udnytte det videst mulige marked for livsforsikring og andre former for forsikring, der er omfattet af det første samordningsdirektiv; på den anden side bør der sikres en tilstrækkelig beskyttelse af andre forsikringstagere;

gruppeforsikringer og visse former for individuelle pensionsforsikringer må på grund af de forskellige systemers forskelligartetede og komplicerede karakter og på grund af deres snævre forbindelse med sociale sikringsordninger underkastes en nærmere undersøgelse; disse særlige forsikringer bør derfor udelukkes fra anvendelsesområdet for dette direktivs særlige bestemmelser vedrørende fri udveksling af tjenesteydelser; der vil for så vidt angår forsikringer af denne art blive udarbejdet et særskilt direktivforslag;

Historical Archives of the European Commission

medlemsstaternes bestemmelser vedrørende tegningen af de i første samordningsdirektiv omhandlede former for forsikring er fortsat forskellige; friheden til som lovgivning, der skal anvendes på forsikringsaftalen, at vælge en anden lovgivning end lovgivningen i den medlemsstat, hvor forpligtelsen består, kan indrømmes i visse tilfælde efter regler, som tager hensyn til de særlige omstændigheder;

bestemmelserne i første samordningsdirektiv om overførsel af forsikringsbestand bør uddybes og suppleres med bestemmelser, der specielt vedrører det tilfælde, hvor bestanden af forsikringsaftaler, indgået i henhold til reglerne om udveksling af tjenesteydelser, overføres til en anden virksomhed;

med henblik på at beskytte forsikringstagerne bør medlemsstaterne på det nuværende samordningsstadium indrømmes mulighed for at begrænse samtidig udøvelse af forsikringsvirksomhed i form af fri udveksling af tjenesteydelser og gennem etablering; en sådan begrænsning kan ikke fastsættes for forpligtelser, hvor forsikringstageren ikke har behov for en sådan beskyttelse;

adgangen til fri udveksling af tjenesteydelser bør underkastes procedurer, som sikrer, at forsikringsvirksomheden overholder såvel bestemmelserne vedrørende finansielle garantier som bestemmelserne vedrørende forsikringsbetingelser og tariffer; disse procedurer kan forenkles, i det omfang aktiviteten, der udøves som led i den fri udveksling af tjenesteydelser, vedrører forsikringstagere, som på grund af karakteren af den forpligtelse de agter at indgå, ikke har behov for en særlig beskyttelse i den stat, hvor forpligtelsen består;

men for denne anden kategori af forsikringstagere bør der - dersom der er tale om en livsforsikringsaftale - gives forsikringstageren mulighed for at opsige aftalen inden for en frist på 30 dage;

Historical Archives of the European Commission

i henhold til det første samordningsdirektiv må de aktiviteter, der er omfattet af det første direktiv om samordning af skadesforsikringsvirksomhed, principielt ikke udøves samtidig med de aktiviteter, der er omfattet af det første direktiv om samordning af livsforsikringsvirksomhed; hvis det første direktiv om samordning af livsforsikringsvirksomhed har tilladt at selskaber, der både driver livsforsikringsvirksomhed og skadesforsikringsvirksomhed fortsat kan bestå, må sådanne selskaber dog ikke i henhold til direktivet oprette agenturer eller filialer med henblik på livsforsikringstegning; på tilsvarende måde bør det forbydes sådanne selskaber - som led i ordningen med fri udveksling af tjenesteydelser - at påtage sig forpligtelser af den i første samordningsdirektiv omhandlede art;

på området for fri udveksling af tjenesteydelser er det vigtigt at etablere et særligt samarbejde mellem de kompetente tilsynsmyndigheder i medlemsstaterne og mellem Kommissionen og disse myndigheder; der bør endvidere indføres en sanktionsordning, der kan anvendes, når en virksomhed, der præsterer tjenesteydelserne, ikke overholder bestemmelserne i den medlemsstat, hvor tjenesteydelserne præsteres;

indtil der sker yderligere samordning, bør de tekniske reserver inklusiv de matematiske reserver af regler og tilsyn i den medlemsstat, hvor tjenesteydelserne præsteres, når disse tjenesteydelser vedrører forpligtelser, for hvilke den pågældende stat vil yde forsikringstageren særlig beskyttelse; derimod er de tekniske reserver inklusiv de matematiske reserver fortsat omfattet af regler og kontrol i den medlemsstat, hvor forsikringsselskabet er etableret, når der ikke er reelt behov for en sådan beskyttelse af forsikringstageren;

en række medlemsstater pålægger ikke livsforsikringer eller andre former for forsikringer, der er omfattet af det første samordningsdirektiv, nogen form for indirekte skat, medens andre medlemsstater pålægger sådanne forsikringer særlige skatter; i de medlemsstater, hvor sådanne skatter opkræves, varierer deres struktur og procentsats meget; det bør undgås, at de bestående forskelle giver sig udslag i konkurrencefordrejninger mellem medlemsstaterne til skade for bestemte forsikringsselskaber; med forbehold af en senere samordning kan

Historical Archives of the European Commission

anvendelsen af de fiskale bestemmelser i den medlemsstat, hvori forpligtelsen er påtaget, afhjælpe en sådan ulempe; det tilkommer medlemsstaterne at fastsætte de bestemmelser, der skal sikre opkrævningen af disse skatter -

Rådets første direktiv 79/267/EØF af 5. marts 1979 fastsætter udtrykkeligt en række specifikke regler vedrørende tilladelse til agenturer og filialer af virksomheder, hvis hjemsted er beliggende uden for Fællesskabet;

der bør ligeledes fastsættes en særlig procedure for ansøgning om tilladelse til en dattervirksomhed af en virksomhed, der henhører under et tredjelands lovgivning eller for en sådan virksomheds ansøgning om tilladelse til erhvervelse af kapitalinteresser for herved at sikre, at virksomheder fra Fællesskabet indrømmes gensidighed i vedkommende tredjeland; formålet med dette direktiv er at fastsætte de nærmere regler, der skal gælde for en sådan procedure;

UDSTEDT FØLGENDE DIREKTIV:

Historical Archives of the European Commission

AFSNIT I - GENERELLE BESTEMMELSER

Artikel 1

Dette direktiv har til formål:

a) at supplere første samordningsdirektiv (79/267/EØF) og

b) at fastsætte særlige bestemmelser for fri udveksling af tjenesteydelser af den art, der er omfattet af ovennævnte direktiv, og som er nærmere angivet under afsnit III i nærværende direktiv.

Artikel 2

I dette direktiv forstås ved

a) første samordningsdirektiv: direktiv 79/267/EØF

b) virksomhed:

- i afsnit I og II: enhver virksomhed, som har opnået administrativ tilladelse i overensstemmelse med artikel 6 eller artikel 27 i første samordningsdirektiv;

- i afsnit III og IV: enhver virksomhed, som har opnået administrativ tilladelse i overensstemmelse med artikel 6 i første samordningsdirektiv;

c) etableret forretningssted:

en virksomheds vedtægtsmæssige hjemsted, agenturer eller filialer, jf. artikel 3;

Historical Archives of the European Commission

d) forpligtelse:

en forpligtelse i form af en forsikring af den art, der er nævnt i første samordningsdirektivs artikel 1

e) den medlemsstat, hvor forpligtelsen består:

den medlemsstat, hvor forsikringstageren har sin sædvanlige bopæl, eller hvis forsikringstageren er en juridisk person, den medlemsstat, hvor den ved forsikringsaftalen dækkede virksomhed er beliggende

f) etableringsmedlemsstaten:

den medlemsstat, i hvilken det etablerede forsikringssted, der påtager sig forpligtelsen, er beliggende

g) den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser:

den medlemsstat, hvor forpligtelsen består, når et i en anden medlemsstat etableret forretningssted har påtaget sig forpligtelsen.

h) en modervirksomhed: en modervirksomhed således som defineret i artikel 1 i Rådets syvende direktiv 83/349/EØF af 13. juni 1983 på grundlag af Traktatens artikel 54, stk. 3, litra g), om konsoliderede regnskaber (1)

i) dattervirksomhed: en dattervirksomhed således som defineret i artikel 1 i direktiv 83/349/EØF.

Artikel 3

I første samordningsdirektiv såvel som i dette direktiv sidestilles en virksomheds permanente tilstedeværelse på en medlemsstats område med et agentur eller en filial, også selv om denne tilstedeværelse ikke har form af en filial eller et agentur, men blot af et kontor, der ledes af virksomhedens eget personale, eller af en uafhængig person, som har en fast bemyndigelse til at handle på virksomhedens vegne i lighed med et agentur.

---

(1) EFT nr. L 193 af 18.7.1983

Historical Archives of the European Commission

AFSNIT II - SUPPLERENDE BESTEMMELSER TIL FØRSTE SAMORDNINGSDIREKTIV

Artikel 4

1. Aftaler om tegning af forsikringer af den i første samordningsdirektiv omhandlede art underkastes lovgivningen i den medlemsstat, hvor forpligtelsen består. Hvis denne medlemsstats lovgivning tillader det, kan forsikringspartnerne dog vælge et andet lands lovgivning.

2. I de i artikel 13 nævnte tilfælde kan forsikringspartnerne - dersom forsikringstageren har sin sædvanlige bopæl i en anden medlemsstat end den, hvori han er statsborger - vælge denne sidstnævnte medlemsstats lovgivning.

3. Den medlemsstat hvis lovgivning gælder for forsikringskontrakter kan ikke i tilfælde omfattet af artikel 13, forhindre en forsikringstager i at tegne en forsikring som lovligt kan indgås i etableringsmedlemsstaten.

4. Når en medlemsstat omfatter flere territoriale enheder, der hver især har sin egen aftaleretlige lovgivning, anses hver enhed som et land med henblik på at identificere den lovgivning, der finder anvendelse i henhold til nærværende direktiv.

   En medlemsstat, hvori forskellige territoriale enheder har deres egen aftaleretlige lovgivning, er ikke forpligtede til at anvende de i dette direktiv indeholdte bestemmelser på konflikter, der måtte opstå mellem disse territoriale enheders lovgivninger.

5. Denne artikel berører ikke anvendelsen af de regler i domstolslandets lovgivning, der ex officio finder anvendelse på et forhold, uanset hvilken lovgivning forsikringsaftalen er underkastet.

   Hvis lovgivningen i en medlemsstat hjemler noget sådant, kan præceptive bestemmelser i lovgivningen i den medlemsstat, hvor forpligtelsen består, tillægges virkning såfremt og i det omfang sådanne bestemmelser i henhold til sidstnævnte stats lovgivning finder anvendelse, uanset hvilken lovgivning forsikringsaftalen er underkastet.

Historical Archives of the European Commission

6. Med forbehold af foranstående bestemmelser finder medlemsstaternes almindelige internationale privatretlige regler med hensyn til aftalemæssige forpligtelser anvendelse på de af dette direktiv omfattede forsikringsaftaler.

Artikel 5

Følgende indsættes som stk. 3 i artikel 23 i første samordningsdirektiv:

"3. Hver medlemsstat træffer alle passende foranstaltninger med henblik på, at de myndigheder, som skal føre tilsyn med forsikringsvirksomhederne, råder over de nødvendige beføjelser og midler til at føre tilsyn med de på deres område etablerede forsikringsvirksomheders aktiviteter, herunder aktiviteter, der udføres uden for dette område i overensstemmelse med bestemmelserne i Rådets direktiver vedrørende disse aktiviteter, samt med henblik på disse bestemmelsers gennemførelse.

Disse beføjelser og midler skal bl.a. give de kompetente tilsynsmyndigheder mulighed for:

- at skaffe sig indgående viden om virksomhedens situation og samlede aktiviteter, navnlig

  - ved indhentning af oplysninger eller rekvirering af dokumentation vedrørende forsikringsaktiviteten

  - eller ved kontrol på stedet i den pågældende virksomheds forretningslokaler

- at træffe tilstrækkelige og nødvendige foranstaltninger over for virksomheden for at sikre, at virksomhedens aktiviteter er i overensstemmelse med de love og administrative bestemmelser, som virksomheden skal overholde i de forskellige medlemsstater, og især i overensstemmelse med driftsplanen for så vidt denne er forpligtende, såvel som for at undgå eller fjerne uregelmæssigheder, der vil kunne bringe forsikringstagernes interesser i fare

Historical Archives of the European Commission

- at sikre gennemførelsen af de af tilsynsmyndighederne krævede foranstaltninger, om nødvendigt gennem tvangsforanstaltninger og i givet fald ved rettens hjælp.

Medlemsstaterne kan ligeledes fastsætte, at tilsynsmyndighederne skal have mulighed for at indhente alle oplysninger vedrørende forsikringsaftaler, som mæglerne er i besiddelse af."

Artikel 6

1. Artikel 25 i det første samordningsdirektiv udgår.

2. Hver medlemsstat tillader på de i den nationale lovgivning fastsatte betingelser, at forsikringsvirksomheder, der er etableret på dens område, overfører hele eller en del af deres forsikringsbestand bestående af aftaler, for hvilke forpligtelsen består i denne stat, til en overtagende virksomhed, der er etableret i samme medlemsstat, hvis tilsynsmyndighederne i den medlemsstat, hvor den overtagende virksomhed har sit vedtægtsmæssige hjemsted, bekræfter, at virksomheden under hensyn til overførslen har den fornødne solvensmargen.

3. Hver medlemsstat tillader på de i den nationale lovgivning fastsatte betingelser, at forsikringsvirksomheder, der er etableret på dens område, overfører hele eller en del af deres forsikringsbestand bestående af aftaler, der er indgået under de i artikel 10,stk.,1 beskrevne forhold, til en overtagende virksomhed, der er etableret i den stat, hvor der præsteres tjenesteydelser, hvis myndighederne i den medlemsstat, hvor den overtagende virksomhed har sit vedtægtsmæssige hjemsted, bekræfter, at virksomheden under hensyn til overførslen har den fornødne solvensmargen.

4. Hver medlemsstat tillader på de i den nationale lovgivning fastsatte betingelser, at forsikringsvirksomheder, der er etableret på dens område, overfører hele eller en del af deres forsikringsbestand bestående af aftaler, der er indgået under de i artikel 10,stk.,1 beskrevne forhold, til en overtagende virksomhed, der er etableret i samme medlemsstat, hvis tilsynsmyndighederne i den medlemsstat,hvor den overtagende virksomhed har sit vedtægtsmæssige hjemsted, bekræfter, at virksomheden under hensyn til overførslen har den

Historical Archives of the European Commission

fornødne solvensmargen og i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, opfylder betingelserne i artikel 11, 12, 14 og 16.

5. I de i stk. 3 og 4 omhandlede tilfælde meddeler tilsynsmyndighederne i den medlemsstat, hvor den overdragende virksomhed er etableret, tilladelse til overførslen efter at have indhentet samtykke fra tilsynsmyndighederne i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser.

6. Hvis en medlemsstat på de i den nationale lovgivning fastsatte betingelser giver forsikringsvirksomheder, der er etableret på dens område, tilladelse til at overføre hele eller en del af deres forsikringsbestand til en overtagende virksomhed, der er etableret i en anden medlemsstat, der ikke er den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, skal den sikre sig, at følgende betingelser er opfyldt:

   - tilsynsmyndighederne i den medlemsstat, hvor den overtagende virksomhed har sit vedtægtsmæssige hjemsted, bekræfter, at virksomheden under hensyn til overførslen har den fornødne solvensmargen

   - den medlemsstat, hvor den overtagende virksomhed er etableret, skal give sit samtykke hertil

   - den overtagende virksomhed skal i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, opfylde betingelserne i artikel 11, 12, 14 og 16; lovgivningen i denne medlemsstat skal give mulighed for en sådan overførsel, og den pågældende stat skal give sit samtykke til overførslen.

7. Overførslen, der tillades i overensstemmelse med denne artikel, skal i den medlemsstat, hvor forpligtelsen består, offentliggøres som fastlagt nærmere i den nationale lovgivning. Overførslen kan uden videre gøres gældende over for de berørte forsikringstagere, forsikrede og enhver anden person, for hvem de overførte kontrakter hjemler rettigheder eller forpligtelser.

   Denne bestemmelse berører ikke medlemsstaternes ret til at fastsætte, at forsikringstagerne skal have mulighed for at opsige aftalen inden for en bestemt frist fra overførselstidspunktet.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 7

Artikel 22, stk. 2, i det første samordningsdirektiv affattes således:

Den Italienske Republik træffer enhver foranstaltning for at sikre, at kravet om, at virksomheder, der er etableret i landet, skal afgive en del af deres tegnede forsikringer til "Istituto nazionale di assicurazioni" bortfalder senest to år efter dette direktivs ikrafttræden.

Artikel 8

1. Overskriften til afsnit III i det første skadesforsikringsdirektiv og det første livsforsikringsdirektiv erstattes med følgende tekst:

   AFSNIT III A

   Regler for agenturer eller filialer, der er etableret inden for Fællesskabet, og som henhører under virksomheder, hvis vedtægtsmæssige hjemsted er beliggende uden for Fællesskabet.

2. Følgende overskrift anføres efter artikel 29 i det første skadesforsikringsdirektiv og efter artikel 32 i det første livsforsikringsdirektiv.

   AFSNIT III B

   Regler for dattervirksomheder af en modervirksomhed, der henhører under et tredjelands lovgivning og for en sådan modervirksomheds erhvervelse af kapitalinteresser.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 9

Afsnit III B suppleres med en og samme artikel, der benævnes artikel 29a i det første skadesforsikringsdirektiv og artikel 32a i det første livsforsikringsdirektiv. Denne artikel affattes således:

1. En ansøgning om tilladelse til en dattervirksomhed af en modervirksomhed, der henhører under tredjelands lovgivning, eller en sådan modervirksomheds ansøgning om tilladelse til erhvervelse af kapitalinteresser, jf. stk. 3, underkastes den i denne artikel fastsatte procedure.

2. De kompetente myndigheder i den pågældende medlemsstat skal give de øvrige medlemsstaters kompetente myndigheder samt Kommissionens meddelelse om en ansøgning om tilladelse til en dattervirksomhed.

3. De enkelte medlemsstater skal, når en virksomhed, der henhører under et tredjelands lovgivning, påtænker at erhverve - det være sig direkte eller indirekte - kapitalinteresser i en i Fællesskabet etableret forsikringsvirksomhed, således at denne bliver førstnævnte virksomheds dattervirksomhed, give meddelelse herom til de kompetente myndigheder i vedkommende medlemsstat. Disse myndigheder skal for deres vedkommende give meddelelse til de øvrige medlemsstaters kompetente myndigheder samt til Kommissionen.

4. De kompetente myndigheder i den pågældende medlemsstat skal suspendere deres afgørelse vedrørende ansøgninger af den i stk. 2 og 3 nævnte art, indtil den i stk. 5 og 6 foreskrevne procedure er afsluttet.

5. Kommissionen skal inden for en frist på 3 måneder fra modtagelsen af de i stk. 2 og 3 omhandlede oplysninger undersøge om alle virksomheder inden for Fællesskabet nyder gensidig behandling navnlig med hensyn til etablering af dattervirksomheder eller med hensyn til erhvervelse af kapitalinteresser i forsikringsvirksomheder, der er etableret i det pågældende tredjeland.

6. Hvis Kommissionen konstaterer, at der ikke er sikkerhed for gensidig behandling, kan den forlænge suspensionen af den i stk. 4 omhandlede afgørelse efter forinden at have konsulteret medlemsstaternes kompetente myndigheder inden for rammerne af den samarbejdsprocedure, der er fastsat i artikel 33 i det første skadesforsikringsdirektiv og artikel 38 i det første livsforsikringsdirektiv.

7. Kommissionen forelægger Rådet hensigtsmæssige forslag med henblik på at sikre gensidighed i forhold til det pågældende tredjeland.

Historical Archives of the European Commission

AFSNIT III - SÆRLIGE BESTEMMELSER VEDRØRENDE FRI UDVEKSLING AF TJENESTEYDELSER -

Artikel 10

1. Bestemmelserne i dette afsnit finder anvendelse, når en virksomhed fra et i en medlemsstat etableret forretningssted påtager sig en forpligtelse i en anden medlemsstat.

2. Bestemmelserne i dette direktiv finder hverken anvendelse på de former for forsikringer, virksomheder og organer, for hvilket det første samordningsdirektiv ikke gælder.

3. Bestemmelserne i dette afsnit finder heller ikke anvendelse på forpligtelser:

   - der indgås med juridiske personer, som handler for egen regning

   - der indgås med personer, der har en erhvervsmæssig eller arbejdsrelateret tilknytning til den eller de personer, hvis liv forsikringen dækker, hvad enten denne tilknytning er ophørt, stadig består eller vil komme til at bestå, forudsat at forpligtelsen indgås i kraft af denne tilknytning

   - der indgås med en person, hvis liv forsikringen dækker, forudsat at forsikringen er tegnet som led i denne persons arbejdsforhold eller erhvervsmæssige virksomhed

   - med hensyn til de forsikringsarter, der er nævnt i artikel 1, stk. 2, litra a), c), d) og e) og stk. 3, i det første samordningsdirektiv.

4. En virksomhed kan kun påtage sig en forpligtelse i en anden medlemsstat, hvis virksomheden i den medlemsstat, hvori den er etableret, har fået meddelt tilladelse til at påtage sig en sådan forpligtelse, jf. første samordningsdirektivs artikel 6.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 11

Enhver virksomhed, der agter at præstere tjenesteydelser, skal forinden give meddelelse herom til de kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor det vedtægtsmæssige hjemsted er beliggende, og eventuelt myndighederne i den medlemsstat, hvor det berørte etablerede forretningssted er beliggende, samt angive den eller de medlemsstater, på hvis område den agter at præstere disse tjenesteydelser, og arten af de forpligtelser, den har til hensigt at påtage sig.

Artikel 12

1. Enhver medlemsstat, på hvis område en virksomhed - i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser - agter at påtage sig de i dette direktivs artikel 10 nævnte forpligtelser, kan lade adgangen til udøvelsen af denne aktivitet være betinget af en administrativ tilladelse, for så vidt der ikke er tale om forpligtelser, der falder ind under artikel 13 ; med henblik herpå kan medlemsstaten kræve, at virksomheden:

   a) fremlægger et certifikat, der er udstedt af de kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor det vedtægtsmæssige hjemsted er beliggende, og hvori godtgøres, at den for sin samlede virksomhed råder over en minimumssolvensmargen i overensstemmelse med artikel 19 i første samordningsdirektiv, og at tilladelsen i overensstemmelse med artikel 6, stk. 1, i nævnte direktiv giver virksomheden mulighed for at virke uden for den medlemsstat, hvor det etablerede forretningssted er beliggende

   b) fremlægger et certifikat, der er udstedt af de kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor det etablerede forretningssted er beliggende, og hvori anføres de klasser, inden for hvilke den pågældende virksomhed har ret til at virke, og hvori det bekræftes, at disse myndigheder ikke gør indsigelse mod, at virksomheden præsterer tjenesteydelser

   c) fremlægger en driftsplan, der indeholder angivelser vedrørende

      - arten af de forpligtelser, som virksomheden har til hensigt at påtage sig i den medlemsstat, hvor der skal præsteres tjenesteydelser

Historical Archives of the European Commission

- de almindelige og specielle forsikringsbetingelser i de policer, den har til hensigt at benytte

- de tariffer, som virksomheden har til hensigt at anvende for de enkelte kategorier af forsikringer, og det tekniske grundlag som virksomheden har til hensigt at benytte for hver af disse forsikringskategorier

- de formularer og øvrige trykte dokumenter, den agter at anvende over for forsikringstageren,

i det omfang hvor de også kræves af de etablerede virksomheder.

2. De kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor der skal præsteres tjenesteydelser, kan kræve, at de i stk. 1, litra c), nævnte angivelser meddeles dem på denne stats officielle sprog.

3. De kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor der skal præsteres tjenesteydelser, har en frist på seks måneder fra modtagelsen af de i stk. 1 nævnte dokumenter til at indrømme eller nægte tilladelse, alt efter om den af virksomheden forelagte driftsplan er i overensstemmelse med denne stats love og administrative bestemmelser eller ej.

4. Har de kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor der skal præsteres tjenesteydelser, ikke taget stilling inden udløbet af den i stk. 3 nævnte frist, anses tilladelsen for nægtet.

5. Enhver beslutning om at nægte meddelelse af tilladelse eller udstedelse af det i stk. 1, litra a) eller b), omhandlede certifikat skal være klart begrundet og meddeles den pågældende virksomhed.

6. Hver medlemsstat giver adgang til domstolsprøvelse af enhver nægtelse af meddelelse af tilladelse eller af udstedelse af det i stk. 1, litra a) eller b), omhandlede certifikat.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 13

1. Forpligtelser, der påtages i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, er ikke underkastet bestemmelserne i artikel 12, men derimod bestemmelserne i artikel 14 dersom forsikringstageren uopfordret henvender sig til virksomheden, med henblik på at denne skal påtage sig en forpligtelse over for ham.

   Forsikringstageren anses at have handlet uopfordret:

   - når den første kontakt mellem forsikringstageren og virksomheden er foretaget af forsikringstageren, uanset på hvilken måde det er sket

   eller

   - når forsikringsaftalen er indgået i den medlemsstat, hvor virksomheden er etableret, uden at der har været nogen forudgående kontakt mellem forsikringstageren og virksomheden i den medlemsstat, hvor forsikringstageren har sin sædvanlige bopæl.

2. En virksomhed, der som led i den ved nærværende artikel etablerede ordning agter at påtage sig forpligtelser i en medlemsstat, må ikke dér udsende prospekter eller reklamere for den pågældende aktivitet, medmindre der kun er tale om offentlig annoncering af, hvor virksomheden har sin adresse, og hvilke forsikringsklasser virksomheden har tilladelse til at udøve i den stat, hvor forretningsstedet er etableret, og hvorfra virksomheden agter at påtage sig forpligtelser;

3. Dersom forsikringstageren uopfordret - gennem en mægler - henvender sig til en virksomhed med henblik på at denne påtager sig en forpligtelse over for ham, skal han, før der finder kontakt sted med virksomheden, underskrive en erklæring, hvori det attesteres, at han ønsker at mægleren tilvejebringer forsikringsformularer fra en eller flere andre medlemsstater end den, hvori han har sin sædvanlige bopæl; ved mægler forstås den person, der udøver den i artikel 2, stk. 1, litra a), i direktiv 77/92/EØF nævnte virksomhed. Mægleren må ikke inden for rammerne af den ved nærværende artikel etablerede ordning reklamere med muligheden for henvendelse med henblik på tegning af forsikring af den i dette direktiv omhandlede art.

Historical Archives of the European Commission

4. Forsikringstageren skal før der tegnes en forsikring af den i dette direktiv omhandlede art underskrive en erklæring, hvori han bekræfter at være bekendt med, at den pågældende forsikring er underkastet de tilsynsregler, der gælder i det land, hvori virksomheden, der påtager sig forpligtelsen, er etableret.

Artikel 14

1. Hver medlemsstat, på hvis område en virksomhed som led i fri udveksling af tjenesteydelser agter at påtage sig forpligtelser af den i dette direktivs artikel 13 nævnte art, kræver, at virksomheden:

   a) fremlægger et certifikat, der er udstedt af de kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor det vedtægtsmæssige hjemsted er beliggende, og hvori godtgøres, at den for sin samlede virksomhed råder over en minimumssolvensmargen i overensstemmelse med artikel 19 i første samordningsdirektiv, og at tilladelsen i overensstemmelse med artikel 6, stk. 1, i nævnte direktiv giver virksomheden mulighed for at arbejde uden for etableringsmedlemsstaten;

   b) fremlægger et certifikat, der er udstedt af de kompetente myndigheder i etableringsmedlemsstater, og hvori anføres de klasser, inden for hvilke den pågældende virksomhed har ret til at virke, samt hvori det bekræftes, at disse myndigheder ikke gør indsigelse mod, at virksomheden præsterer tjenesteydelser;

   c) angiver arten af de forpligtelser, som virksomheden har til hensigt at påtage sig i den medlemsstat, hvor der skal præsteres tjenesteydelser.

2. Hver medlemsstat giver adgang til domstolsprøvelse af enhver nægtelse af udstedelse af det i stk. 1, litra a) eller b), omhandlede certifikat.

3. Virksomheden kan begynde sin aktivitet fra den attesterede dato, hvor myndighederne i den medlemsstat, hvor der skal præsteres tjenesteydelser, er i besiddelse af de i stk. 1 nævnte dokumenter.

Historical Archives of the European Commission

4. Denne artikel finder ligeledes anvendelse, såfremt den medlemsstat, på hvis område en virksomhed - som led i fri udveksling af tjenesteydelser - agter at påtage sig andre forpligtelser end dem, der er omhandlet i dette direktivs artikel 13, ikke gør adgangen til denne aktivitet betinget af en administrativ tilladelse.

Artikel 15

En forsikringstager, der som led i den ved artikel 13 etablerede ordning med fri udveksling af tjenesteydelser tegner en individuel livsforsikring har en frist på mindst 30 dage fra det tidspunkt, hvor parterne blev forpligtede over for hinanden, til at opsige forsikringen.

Forsikringstagerens meddelelse om, at forsikringen opsiges, medfører, at han frigøres for alle forpligtelser i henhold til den pågældende forsikring.

Disse bestemmelser finder ikke anvendelse på forsikringer, der kun tegnes for to måneder eller derunder.

De af opsigelsen affødte retsvirkninger bestemmes efter den lovgivning, der finder anvendelse på forsikringsaftalen, jf. artikel 4, navnlig med henblik på fastlæggelsen af det tidspunkt, fra hvilket parterne forpligtes over for hinanden.

Artikel 16

Medlemsstaternes lovgivning skal hjemle mulighed for, at en virksomhed i den medlemsstat, hvor den er etableret, som et minimum og som led i ordningen med fri udveksling af tjenesteydelser kan påtage sig gennem et i en anden medlemsstat etableret forretningssted:

Historical Archives of the European Commission

- forpligtelser af den i dette direktivs artikel 13 nævnte art

- forpligtelser af den art, der er nævnt i artikel 10 men ikke i artikel 13, og som falder ind under forsikringsklasser, som virksomheden, der er etableret i den første medlemsstat, ikke har fået meddelt tilladelse til dér at udøve, jf. artikel 6 i det første samordningsdirektiv.

Har virksomheden derimod i det sidstnævnte tilfælde en sådan tilladelse kan den første medlemsstat modsætte sig en sådan form for udveksling af tjenesteydelser.

Artikel 17

1. Når en virksomhed som omhandlet i artikel 11 agter at foretage ændringer i de angivelser, der er omtalt i artikel 12, stk. 1, litra c), eller artikel 14 stk. 1, litra c), forelægger den disse ændringer for de kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser. Disse ændringer underkastes i givet fald bestemmelserne i artikel 12, stk. 3, og artikel 14, stk. 1.

2. Hvis virksomheden agter at udvide sine aktiviteter til også at omfatte forpligtelser af den art, der er nævnt i artikel 10, men som ikke er omfattet af artikel 13 i dette direktiv, finder den i artikel 11 og 12 angivne procedure anvendelse.

3. Hvis virksomheden agter at udvide sine aktiviteter til også at omfatte forpligtelser af den art, der er nævnt i enten artikel 13 eller i artikel 14 stk. 4, i dette direktiv, finder den i artikel 11 og 14 angivne procedure anvendelse.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 18

Virksomheder, som i medfør af artikel 13, stk. 3, i det første samordningsdirektiv samtidig udøver de aktiviteter, der er angivet i bilaget til det første direktiv om samordning af skadesforsikringsvirksomhed (73/239/EØF), og de aktiviteter, der er angivet i artikel 1 i det første samordningsdirektiv, må ikke som led i ordningen med fri udveksling af tjenesteydelser påtage sig forpligtelser inden for de forsikringsklasser, der er angivet i det første samordningsdirektiv.

ARTIKEL 19

1. De medlemsstater hvor tjenesteydelserne præsteres kan opretholde eller indføre love eller administrative bestemmelser der er begrundet i hensynet til forsikringstagerens beskyttelse, navnlig for så vidt angår godkendelse af de almindelige og særlige betingelser i forsikringspolicer, af formularer og øvrige trykte dokumenter, der er bestemt til at skulle anvendes over for forsikringstagerne, af tariffer og alt andet materiale, der er nødvendigt for den normale gennemførelse af tilsynet, dog forudsat at reglerne i den medlemsstat, hvor virksomheden er etableret, ikke er tilstrækkelige til at nå op på det nødvendige beskyttelsesniveau, og at kravene i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, ikke ligger over, hvad der er nøvendigt i denne sammenhæng.

2. For så vidt angår de i artikel 13, i dette direktiv omhandlede forpligtelser må de medlemsstater hvor tjenesteydelserne præsteres dog ikke fastsætte bestemmelser om, at der kræves godkendelse eller løbende anmeldelse af de almindelige og specielle betingelser i forsikringspolicer, af tariffer og af formularer og andre trykte dokumenter, som en virksomhed agter at anvende over for forsikringstagerne.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 20

1. En virksomhed, der præsterer tjenesteydelser, skal forelægge de kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor tjenesteydelserne præsteres, alle dokumenter, der er nødvendige for gennemførelsen af denne artikel, såfremt de i denne stat etablerede virksomheder også er forpligtet hertil.

2. Såfremt de kompetente myndigheder i en medlemsstat fastslår, at en virksomhed, der præsterer tjenesteydelser i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser på denne medlemsstats område, overtræder de retsregler, der gælder for sådanne virksomheder i nævnte medlemsstat, henstiller disse myndigheder til den pågældende virksomhed at bringe disse ulovlige forhold til ophør.

3. Såfremt den pågældende virksomhed ikke retter sig efter den i stk. 2 nævnte henstilling, giver de kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, de kompetente myndigheder i etableringsmedlemsstaten meddelelse herom. Sidstnævnte myndigheder træffer alle nødvendige foranstaltninger med henblik på, at den pågældende virksomhed bringer disse ulovlige forhold til ophør. Der gives myndighederne i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, meddelelse om arten af disse foranstaltninger.

   De kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, kan desuden henvende sig til de kompetente myndigheder for forsikringsvirksomhedens vedtægtsmæssige hjemsted, når tjenesteydelserne præsteres af en filial eller et agentur.

4. Såfremt virksomheden til trods for de foranstaltninger, der er truffet af etableringsmedlemsstaten - eller hvis disse foranstaltninger viser sig at være utilstrækkelige, eller den pågældende medlemsstat ikke har truffet nogen foranstaltninger - fortsat overtræder de retsregler, der gælder i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, kan denne medlemsstat, efter at have givet meddelelse herom til tilsynsmyndighederne i etableringsmedlemsstaten, træffe egnede foranstaltninger for at forhindre yderligere overtrædelser og, såfremt det er strengt nødvendigt, forbyde virksomheden fortsat på dens område at påtage sig forpligtelser i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser.

Historical Archives of the European Commission

For så vidt angår andre forpligtelser end de i dette direktivs artikel 13 omhandlede, der påtages i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, omfatter disse foranstaltninger tilbagekaldelse af den i artikel 12 omhandlede tilladelse. Medlemsstaterne drager omsorg for, at det på deres område bliver muligt at foretage de nødvendige meddelelser i forbindelse med foranstaltningerne.

5. Ovenstående bestemmelser berører ikke medlemsstaternes beføjelser til at skride ind over for lovovertrædelser, der er begået på deres område.

6. Såfremt den virksomhed, der har gjort sig skyldig i overtrædelsen, har et etableret forretningssted eller besidder ejendom i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, kan tilsynsmyndighederne i denne stat i overensstemmelse med den nationale lovgivning iværksætte de administrative sanktioner, der er fastsat for sådanne overtrædelser over for dette etablerede forretningssted eller denne ejendom.

7. Enhver foranstaltning, der træffes i henhold til stk. 2 til 6, og som omfatter sanktioner eller begrænsninger i præstationen af tjenesteydelser, skal behørigt begrundes og meddeles den pågældende virksomhed. Hver af disse foranstaltninger kan prøves ved domstole i den medlemsstat, hvor de er truffet.

8. Når der er truffet foranstaltninger i medfør af artikel 24 i første samordningsdirektiv, underrettes de kompetente myndigheder i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, herom af de myndigheder, der har truffet disse foranstaltninger, og de træffer, dersom der er tale om foranstaltninger i henhold til stk. 1 og 3 i samme artikel, alle egnede foranstaltninger for at beskytte de forsikredes interesser.

Såfremt tilladelsen tilbagekaldes på grundlag af artikel 26 i første samordningsdirektiv, gives der underretning til myndighederne i den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, og disse myndigheder træffer egnede foranstaltninger for at undgå, at det pågældende etablerede forretningssted fortsat indgår forsikringsaftaler i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser på denne medlemsstats område.

Historical Archives of the European Commission

9. Kommissionen forelægger hvert andet år Rådet en rapport, der viser antallet og arten af tilfælde, hvor der i den enkelte medlemsstat er blevet givet meddelelse om afslag på en ansøgning om tilladelse i henhold til artikel eller truffet foranstaltninger i henhold til stk. 4. Medlemsstaterne samarbejder i den forbindelse med Kommissionen og meddeler denne de oplysninger, der er nødvendige for udarbejdelsen af rapporten.

Artikel 21

Såfremt en forsikringsvirksomhed træder i likvidation, opfyldes forpligtelserne i forbindelse med en forsikringsaftale, der er indgået i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, på samme måde som forpligtelserne i forbindelse med denne virksomheds andre forsikringsaftaler, uanset de forsikredes eller de begunstigedes nationalitet.

Artikel 22

1. Når en forsikring tilbydes i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, skal forsikringstageren, inden forpligtelsen indgås, gøres bekendt med, i hvilken medlemsstat det vedtægtsmæssige hjemsted, agenturet eller filialen, hvormed aftalen indgås, er beliggende.

   Hvis der udleveres dokumenter til forsikringstageren, skal de i foregående afsnit nævnte oplysninger anføres deri.

2. Aftalen eller andre dokumenter, hvorved der ydes dækning, samt forsikringsbegæringen, dersom den er bindende for forsikringstageren, skal angive adressen på det etablerede forretningssted, der yder dækningen, og på det vedtægtsmæssige hjemsted.

Artikel 23

1. Så længe der ikke har fundet en harmonisering sted, og når tjenesteydelserne er betinget af en tilladelse fra den medlemsstat, hvori de præst res, skal størrelsen af de tekniske reserver, inklusiv de matematiske reserver, samt de regler om overskudsdeling, tilbagekøbsværdi og ristorno, der knytter sig til vedkommende forsikringer,

Historical Archives of the European Commission

fastsættes under tilsyn af denne stat og efter de regler, den selv har fastsat, eller i mangel heraf efter den i denne medlemsstat gældende praksis.

Denne medlemsstat fører efter gældende regler og praksis tilsyn med, at disse reserver er dækket af ækvivalente og kongruente aktiver, og med disse aktivers lokalisering samt med anvendelsen af reglerne for overskudsdeling, tilbagekøbsværdi og ristorno.

2. I alle andre tilfælde udøves disse forskellige forsikringsaktiviteter under tilsyn af etableresmedlemsstaten, efter denne stats regler eller praksis.

3. Etableringsmedlemsstaten påser, at de reserver, som knytter sig til alle de aftaler, som virksomheden indgår gennem det pågældende etablerede forretningssted, er tilstrækkelige, og at de er dækket af ækvivalente og kongruente aktiver.

4. I det i stk. 1 omhandlede tilfælde skal etableringsmedlemsstaten og den medlemsstat, hvor der præsteres tjenesteydelser, foranstalte udveksling af alle de oplysninger, der måtte være nødvendige for udførelsen af deres respektive opgaver ifølge stk. 1 og 3.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 24

Alle forsikringsaftaler, som er indgået i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser, er udelukkende pålagt de indirekte skatter og parafiskale afgifter, hvormed forsikringspræmierne er belastet i den medlemsstat, hvor forpligtelsen er påtaget i henhold til artikel 2, litra e).

Den lovgivning, der finder anvendelse på forsikringsaftalen efter artikel 4, har ingen indflydelse på den gældende skattemæssige ordning.

Hver medlemsstat anvender på de virksomheder, som præsterer tjenesteydelser på dens område, de nationale bestemmelser vedrørende de foranstaltninger, der skal sikre opkrævning af de indirekte skatter og parafiskale afgifter, som skal erlægges i henhold til stk. 1.

AFSNIT IV - AFSLUTTENDE BESTEMMELSER

Artikel 25

Kommissionen og medlemsstaternes kompetente myndigheder arbejder snævert sammen for at lette kontrollen med de af første samordningsdirektiv omfattede former for forsikring.

Medlemsstaterne giver Kommissionen meddelelse om væsentlige problemer i forbindelse med anvendelsen af dette direktiv, især de problemer, der opstår, dersom en medlemsstat konstaterer en usædvanlig overførsel af de af første samordningsdirektiv omfattede forsikringsaktiviteter fra virksomheder, der er etableret på dens område, til filialer og agenturer, der er beliggende i periferien af dette.

Kommissionen og de kompetente myndigheder i de pågældende medlemsstater gennemgår disse problemer så hurtigt som muligt for at finde en hensigtsmæssig løsning.

I givet fald forelægger Kommissionen Rådet passende forslag.

Artikel 26

Kommissionen forelægger med regelmæssige mellemrum og første gang den 1..., Rådet og Europa-Parlamentet en rapport om udviklingen på markedet for forsikringsvirksomhed, der udøves i henhold til reglerne om fri udveksling af tjenesteydelser.

Artikel 27

Medlemsstaterne ændrer deres nationale bestemmelser i overensstemmelse med dette direktiv inden 18 måneder fra dets meddelelse og underretter straks Kommissionen herom.

Historical Archives of the European Commission

De i henhold til stk. 1 ændrede bestemmelser skal finde anvendelse inden fireogtyve måneder fra meddelelsen af dette direktiv.

Artikel 28

Efter meddelelsen af dette direktiv drager medlemsstaterne omsorg for, at Kommissionen får tilsendt teksten til de vigtigste love eller administrative bestemmelser, som de vedtager på det af dette direktiv omfattede område.

Artikel 29

Dette direktiv er rettet til medlemsstaterne.

Historical Archives of the European Commission

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

ΚΟΜ (88) 729 τελικό SYN 177

Βρυξέλλες, 20 Ιανουαρίου 1989

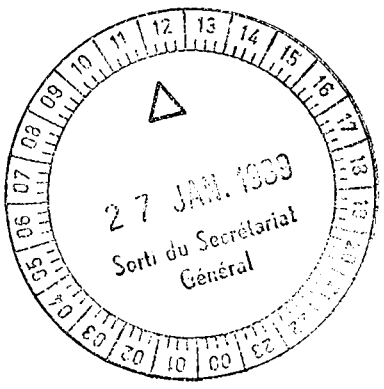
ΠΡΟΤΑΣΗ

ΔΕΥΤΕΡΗΣ ΟΔΗΓΙΑΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

ΓΙΑ ΤΟ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟ ΤΩΝ ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΩΝ, ΚΑΝΟΝΙΣΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ ΠΡΩΤΑΣΦΑΛΙΣΗ ΖΩΗΣ, ΚΑΙ ΓΙΑ ΤΗ ΘΕΣΠΙΣΗ ΤΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ ΠΟΥ ΣΚΟΠΟ ΕΧΟΥΝ ΝΑ ΔΙΕΥΚΟΛΥΝΟΥΝ ΤΗΝ ΑΠΟΤΕΛΕΣΜΑΤΙΚΗ ΑΣΚΗΣΗ ΤΗΣ ΕΛΕΥΘΕΡΗΣ ΠΑΡΟΧΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΚΑΘΩΣ ΚΑΙ ΓΙΑ ΤΗΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ ΤΗΣ ΟΔΗΓΙΑΣ 79/267/ΕΟΚ

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)

Historical Archives of the European Commission



ΠΡΟΤΑΣΗ
ΔΕΥΤΕΡΗΣ ΟΔΗΓΙΑΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ
ΓΙΑ ΤΟ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟ ΤΩΝ ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΩΝ, ΚΑΝΟΝΙΣΤΙΚΩΝ ΚΑΙ
ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ ΠΡΩΤΑΣΦΑΛΙΣΗ ΖΩΗΣ, ΚΑΙ ΓΙΑ
ΤΗ ΘΕΣΠΙΣΗ ΤΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ ΠΟΥ ΣΚΟΠΟ ΕΧΟΥΝ ΝΑ ΔΙΕΥΚΟΛΥΝΟΥΝ ΤΗΝ
ΑΠΟΤΕΛΕΣΜΑΤΙΚΗ ΑΣΚΗΣΗ ΤΗΣ ΕΛΕΥΘΕΡΗΣ ΠΑΡΟΧΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΚΑΘΩΣ ΚΑΙ ΓΙΑ
ΤΗΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ ΤΗΣ ΟΔΗΓΙΑΣ 79/267/ΕΟΚ

Historical Archives of the European Commission

ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

I. Εισαγωγή

Η αποτελεσματική πραγμάτωση μιας κοινής αγοράς ασφαλίσεων ζωής αποτελεί σημαντικό στοιχείο του ευρωπαϊκού οικονομικού χώρου που ανέλαβαν να δημιουργήσουν μέχρι το τέλος του 1992 τα κράτη μέλη.

Ενώ η οδηγία 79/267 της 5ης Μαρτίου 1979 συντόνισε τους όρους υπό τους οποίους μια επιχείρηση ασφαλίσεων ζωής μιας χώρας της Κοινότητας μπορεί να δημιουργήσει ένα πρακτορείο ή ένα υποκατάστημα σε μια άλλη χώρα της Κοινότητας, αντίθετα ένας πολίτης μιας χώρας της Κοινότητας που επιθυμεί να υπογράψει άμεσα μία σύμβαση ασφάλισης ζωής σε άλλη χώρα θα συναντήσει πολλά εμπόδια, νομικά και πραγματικά.

Στα πλαίσια της ευρωπαϊκής χρηματιστικής αγοράς, έχει μεγάλη σημασία να μπορεί κάθε πολίτης να απευθύνεται σε οποιαδήποτε επιχείρηση της Κοινότητας και να διαθέτει έτσι την ευρύτερη δυνατή επιλογή μορφών ασφάλισης και ασφαλιστών.

Η δεύτερη έκθεση της Επιτροπής προς το Συμβούλιο και το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο για την εφαρμογή του Λευκού Βιβλίου της Επιτροπής σχετικά με την ολοκλήρωση της εσωτερικής αγοράς αναφέρει ότι η Επιτροπή θα υποβάλει στο Συμβούλιο πριν από τις 31 Δεκεμβρίου 1988 πρόταση οδηγίας για την ελεύθερη παροχή υπηρεσιών ασφάλισης ζωής (COM (87) 203 τελικό, παράγραφος 67, σ. 20).

Νομική βάση της πρότασης αυτής αποτέλεσαν τα άρθρα 57 παράγραφος 2 και 66 της συνθήκης ΕΟΚ, ενώ δύο πρόσφατα γεγονότα επέφεραν σημαντικές διευκρινίσεις στο ζήτημα της ελεύθερης παροχής υπηρεσιών στον τομέα των ασφαλίσεων.

Το Δικαστήριο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων εξέδωσε πολλές αποφάσεις για το ζήτημα αυτό στις 4 Δεκεμβρίου 1986, κυρίως την απόφαση 205/84 που αφορούσε την Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γερμανίας.

Οι αποφάσεις αυτές έθεσαν, βέβαια, τέλος σε διαφορές ερμηνείας της οδηγίας του Συμβουλίου της 30ής Μαΐου 1978 για το συντονισμό των νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων σχετικά με την κοινοτική συνασφάλιση, αλλά επέτρεψαν επίσης την επανάληψη των συζητήσεων για την πρόταση δεύτερης οδηγίας του Συμβουλίου για το συντονισμό των νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων σχετικά με την πρωτασφάλιση, εκτός της ασφάλισης ζωής, και για τη θέσπιση των διατάξεων που σκοπό έχουν να διευκολύνουν την πραγματική άσκηση της ελεύθερης παροχής υπηρεσιών καθώς και για την τροποποίηση της οδηγίας 73/239, η οποία εκδόθηκε στις 22 Ιουνίου 1988.

Στην απόφαση 205/84, το Δικαστήριο αναγνωρίζει ότι στο παρόν στάδιο του κοινοτικού δικαίου, για την εξασφάλιση της προστασίας των αντισυμβαλλομένων του ασφαλιστή και των ασφαλιζομένων, δικαιολογείται το κράτος μέλος αποδέκτης μιας παροχής υπηρεσιών ασφάλισης να επιβάλλει την εφαρμογή των κανόνων της δικής του νομοθεσίας σ'ότι αφορά τα τεχνικά αποθεματικά και τις προϋποθέσεις της ασφάλισης (σκεπτικό αριθ. 41).

Αλλά στην ίδια απόφαση, το Δικαστήριο υπογραμμίζει ότι οι λόγοι προστασίας του αντισυμβαλλομένου και του ασφαλιζομένου "δεν έχουν την ίδια σημασία για όλο τον τομέα των ασφαλίσεων και μπορεί ακόμη να υπάρχουν περιπτώσεις κατά τις οποίες, λόγω του χαρακτήρα του ασφαλιζομένου κινδύνου και του προσώπου του αντισυμβαλλομένου δεν υφίσταται ανάγκη προστασίας αυτού με την εφαρμογή των αναγκαστικού δικαίου κανόνων του εθνικού δικαίου" (σκεπτικό αριθ. 49).

Historical Archives of the European Commission

Τα δύο αυτά σημεία του σκεπτικού ισχύουν τόσο στις ασφαλίσεις "ζημιών" όσο και στις ασφαλίσεις ζωής.

Το δεύτερο πρόσφατο γεγονός είναι ακριβώς η οδηγία της 22ας Ιουνίου 1988 η οποία διακρίνει το σύνολο των κινδύνων "ζημιών" σε δύο κατηγορίες που καθορίζονται ανάλογα με το βαθμό προστασίας που έχουν ανάγκη οι αντισυμβαλλόμενοι (τα ενεργούντα την ασφάλιση πρόσωπα).

Για την πρώτη κατηγορία, την καλούμενη κατηγορία "μεγάλων κινδύνων", που χαρακτηρίζεται ως τέτοια από την ιδιότητα και τη σημασία του αντισυμβαλλομένου και τη φύση του κινδύνου, και για την οποία δεν υπάρχει ανάγκη τόσο μεγάλης προστασίας, εφαρμόζεται η νομοθεσία ελέγχου της χώρας του ασφαλιστή (HOME COUNTRY CONTROL). Η κατάσταση αντιστρέφεται για τη δεύτερη κατηγορία, καλούμενη κατηγορία των "συνήθων κινδύνων", επί των οποίων εφαρμόζονται οι ρυθμίσεις ελέγχου της χώρας του κινδύνου (RISK COUNTRY CONTROL), τουλάχιστον μέχρι την επίτευξη συντονισμού, κυρίως των τεχνικών αποθεματικών. Ο συντονισμός αυτός, αντικείμενο ενός δεύτερου σταδίου, θα διευκολύνει ακόμα περισσότερο την αποτελεσματική άσκηση της παροχής υπηρεσιών και θα επεκτείνει το πεδίο εφαρμογής της νομοθεσίας ελέγχου της χώρας του ασφαλιστή.

Η Επιτροπή προτείνει να ακολουθηθεί η ίδια μέθοδος για τις ασφαλιστικές υποχρεώσεις που αναφέρονται στην οδηγία για τις ασφαλίσεις ζωής. Σ'ένα πρώτο στάδιο, προβαίνει σε διάκριση μεταξύ, αφενός, των συμβάσεων για τις οποίες οι αντισυμβαλλόμενοι δεν έχουν μεγάλη ανάγκη προστασίας και στις οποίες εφαρμόζεται το δίκαιο ελέγχου της χώρας της ασφαλιστικής εγκατάστασης και, αφετέρου, των υπολοίπων οι οποίες υπόκεινται στο δίκαιο της χώρας συνομολόγησης των υποχρεώσεων, δηλαδή γενικά της χώρας διαμονής του αντισυμβαλλόμενου, διάταξη η οποία ισχύει εν αναμονή μελλοντικού συντονισμού.

Historical Archives of the European Commission

Η δομή της παρούσας πρότασης ακολουθεί αυτήν της οδηγίας της 22ας Ιουνίου 1988. Ο τίτλος Ι "Γενικές διατάξεις" και ο τίτλος ΙΙ "Συμπληρωματικές διατάξεις της πρώτης οδηγίας" (79/267/ΕΟΚ της 5ης Μαρτίου 1979) εφαρμόζονται αδιακρίτως σε όλους τους κλάδους που αφορά η πρόταση αυτή. Ο τίτλος ΙΙΙ αντίθετα αφορά ειδικές διατάξεις περί ελεύθερης παροχής υπηρεσιών.

Ως προς τις ομαδικές ασφαλίσεις και ορισμένες ατομικές ασφαλίσεις συνταξιοδότησης, η πολλαπλότητα και πολυπλοκότητα των διαφόρων συστημάτων και οι στενές σχέσεις με τα συστήματα κοινωνικής ασφάλισης επιβάλλουν εμπεριστατωμένη μελέτη η οποία δεν έχει ακόμη ολοκληρωθεί. Έτσι, ο τομέας αυτός εξαιρείται του τίτλου 3 της παρούσας πρότασης. Θα αποτελέσει αντικείμενο μιας χωριστής πρότασης οδηγίας, η οποία θα υποβληθεί το συντομότερο δυνατό και θα αποτελέσει έτσι το δεύτερο μέρος του πρώτου σταδίου.

Ο τίτλος ΙΙΙ της παρούσας πρότασης αφορά συνεπώς, μόνο τις ατομικές συμβάσεις που δεν έχουν σχέση με επαγγελματική δραστηριότητα. Στον τομέα αυτό ένα άτομο που λαμβάνει την πρωτοβουλία και απευθύνεται σ'έναν ασφαλιστή ο οποίος είναι εγκατεστημένος σε ένα άλλο κράτος και υπόκειται στο δίκαιο ελέγχου του κράτους αυτού, εξαιρείται εκούσια και συνειδητά του δικαίου ελέγχου του κράτους διαμονής του και με τη στάση του αυτή δείχνει ότι δεν έχει ανάγκη της προστασίας. Η πρωτοβουλία του αντισυμβαλλόμενου, ο οποίος θα πρέπει να λάβει υπόψη του ότι εκφεύγει αυτής της εθνικής προστασίας, αποτελεί έτσι το κριτήριο που καθορίζει την κατηγορία ασφαλιστικών υποχρεώσεων στην οποία εφαρμόζεται το δίκαιο της χώρας εγκατάστασης του ασφαλιστή.

Σήμερα, η νομοθεσία πολλών κρατών μελών απαγορεύει στους υπηκόους τους να λαμβάνουν την πρωτοβουλία συνάψεως συμβάσεων στο εξωτερικό ή περιορίζει σημαντικά τη δυνατότητα αυτή.

Αλλά ο έλεγχος της τήρησης της απαγόρευσης αυτής και των περιορισμών αυτών θα καταστεί δυσχερής όταν τεθεί σε ισχύ η οδηγία 88/361 της 24ης Ιουνίου 1988 για την ελεύθερη κίνηση των κεφαλαίων. Κατά συνέπεια, επείγει να καθοριστούν στην κοινοτική νομοθεσία οι όροι υπό τους οποίους μπορεί ένας αντισυμβαλλόμενος ασφαλιστού να ενεργήσει ιδία πρωτοβουλία.

Historical Archives of the European Commission

Η παρούσα πρόταση θα επιτρέψει στους ενημερωμένους αντισυμβαλλόμενους να εκμεταλλευτούν πλήρως τη μεγάλη εσωτερική αγορά, διατηρώντας ταυτόχρονα την προστασία των εθνικών κανόνων στις περιπτώσεις κατά τις οποίες η ασφαλιστική επιχείρηση αναζητεί η ίδια να πωλήσει τα προϊόντα της στην αλλοδαπή.

Σκοπός της Επιτροπής παραμένει πάντως η εφαρμογή των κανόνων ελέγχου του κράτους εγκατάστασης του ασφαλιστή. Αυτό θα απαιτήσει, όπως στις ασφαλίσεις του κλάδου "ζημιών", μεγαλύτερο συντονισμό, που θα αποτελέσει αντικείμενο ενός δεύτερου σταδίου εργασιών.

Η παρούσα πρόταση καθώς και η προαναφερθείσα συμπληρωματική πρόταση σχετικά με τις ομαδικές ασφαλίσεις, αποτελεί, συνεπώς, ένα σημαντικό βήμα για την πραγματοποίηση της εσωτερικής αγοράς των ασφαλίσεων ζωής, αλλά δεν επαρκεί αφεαυτής για την επίτευξή της.

Η οδηγία 79/267/ΕΟΚ της 5 Μαρτίου 1979 προβλέπει ειδικές διατάξεις για την χορήγηση αδείας σε πρακτορεία ή υποκαταστήματα επιχειρήσεων των οποίων η έδρα βρίσκεται εκτός της Κοινότητας, αλλά δεν περιλαμβάνει καμμία διάταξη για τις αιτήσεις αδείας μιας θυγατρικής μιας τέτοιας επιχείρησης ή σε περίπτωση που μία τέτοια επιχείρηση επιδιώκει να αποκτήσει συμμετοχή και κατ' αυτόν τον τρόπο τον έλεγχο μιας ασφαλιστικής επιχείρησης της Κοινότητας. Η παρούσα πρόταση παρέχει την ευκαιρία κάλυψης του κενού αυτού με μία διαδικασία η οποία αντιστοιχεί εν πολλοίς προς την διαδικασία του άρθρου 7 της πρότασης δεύτερης οδηγίας τραπεζικού συντονισμού που αποσκοπεί να εξασφαλίσει στις κοινοτικές επιχειρήσεις μεταχείριση βασισμένη στην αρχή της αμοιβαιότητας στη χώρα της μητρικής επιχείρησης.

Historical Archives of the European Commission

II. Σχόλια επί των άρθρων

Τίτλος I Γενικές Διατάξεις

Άρθρο 1 - Αντικείμενο της οδηγίας (Άρθρο 1)

Το άρθρο αυτό προσδιορίζει το διπλό σκοπό της οδηγίας :

1. να συμπληρώσει την οδηγία 79/267 για το συντονισμό της ασφάλισης ζωής, της 5ης Μαρτίου 1979, που αποτελεί αντικείμενο των τίτλων I και II της παρούσας οδηγίας

2. να θεσπίσει τις ειδικές διατάξεις σχετικά με την ελεύθερη παροχή υπηρεσιών, αντικείμενο του τίτλου III.

Δεδομένου ότι πολλά άρθρα της παρούσας οδηγίας είναι όμοια ή τουλάχιστον προσεγγίζουν αυτά της δεύτερης οδηγίας συντονισμού των ασφαλίσεων ζημιών της 22ας Ιουνίου 1988, ο αριθμός των αντίστοιχων άρθρων αναφέρεται εντός παρενθέσεων.

Άρθρο 2 - Ορισμοί (Άρθρο 2)

σχετικά με το σημείο β) επιχείρηση

Το άρθρο 6 της πρώτης οδηγίας αφορά τις επιχειρήσεις των οποίων η εταιρική έδρα βρίσκεται στο εσωτερικό της Κοινότητας και το άρθρο 27 αυτής της πρώτης οδηγίας τις επιχειρήσεις των οποίων η εταιρική έδρα βρίσκεται εκτός αυτής. Η διάκριση αυτή που έχει ληφθεί απ'τη δεύτερη οδηγία "ζημιών" σημαίνει ότι οι ασφαλιστές τρίτων χωρών που είναι εγκατεστημένοι στην Κοινότητα μόνο μέσω πρακτορείου ή υποκαταστήματος, δεν επωφελούνται των διατάξεων για την ελεύθερη παροχή υπηρεσιών της παρούσας οδηγίας.

Historical Archives of the European Commission

σχετικά με το στοιχείο ε) κράτος μέλος της ασφαλιστικής υποχρέωσης

Δεδομένου ότι ένας από τους σκοπούς της παρούσας οδηγίας είναι να τροποποιήσει την πρώτη οδηγία για την ασφάλιση ζωής, πρέπει να ισχύει τόσο έναντι των ασφαλίσεων που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 1 της πρώτης οδηγίας "ζωής" όσο και έναντι των εργασιών που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 2 της ίδιας αυτής οδηγίας.

Επίσης, επελέγη η έκφραση "κράτος μέλος της ασφαλιστικής υποχρέωσης", από το άρθρο 9 στοιχείο α) της πρώτης οδηγίας "ζωής" το οποίο αναφέρεται στις υποχρεώσεις που αναλαμβάνει μία επιχείρηση.

Άρθρο 3 - Μόνιμη παρουσία (Άρθρο 3)

Η διάταξη αυτή η οποία ανευρίσκεται επίσης στη δεύτερη οδηγία "ζημιών", λαμβάνεται από το σημείο 21 του σκεπτικού της απόφασης 205/84, Επιτροπή κατά Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γερμανίας, που εκδόθηκε από το Δικαστήριο στις 4 Δεκεμβρίου 1986.

Άρθρο 4 - Δίκαιο που διέπει τις ασφαλιστικές συμβάσεις (Άρθρο 7)

Σχετικά με την παράγραφο 1

Τα συμβαλλόμενα στη σύμβαση μέρη πρέπει να γνωρίζουν σαφώς ποιές είναι οι νομικές διατάξεις που διέπουν τη σύμβαση αυτή.

Η δεύτερη οδηγία "ζημίες" ανταποκρίθηκε στο νόμιμο αυτό αίτημα της ασφάλειας δικαίου θεσπίζοντας ομοιόμορφους κανόνες ιδιωτικού διεθνούς δικαίου και προβλέποντας σε ορισμένες περιπτώσεις την ελευθερία επιλογής του εφαρμοστέου δικαίου.

Historical Archives of the European Commission

Η παρούσα οδηγία υιοθετεί μία παρόμοια προσέγγιση: θέσπιση ενός ενιαίου κανόνα ιδιωτικού διεθνούς δικαίου και επιλογή, δυνάμει αυτού, του δικαίου του κράτους μέλους της ασφαλιστικής υποχρέωσης, δηλαδή της συνήθους διαμονής του αντισυμβαλλομένου, εξυπακουομένου ότι αν το δίκαιο της χώρας αυτής το επιτρέπει, τα συμβαλλόμενα μέρη μπορούν να επιλέξουν ένα άλλο δίκαιο.

Αν ο αντισυμβαλλόμενος είναι νομικό πρόσωπο, το δίκαιο της διαμονής αντικαθίσταται από το δίκαιο του κράτους μέλους όπου βρίσκεται η εγκατάσταση του νομικού αυτού προσώπου στο οποίο αφορά η ασφαλιστική σύμβαση.

Από το γεγονός ότι η ασφάλιση της ζωής αφορά πάντοτε άμεσα ή έμμεσα ένα πρόσωπο και ότι το δίκαιο των προσώπων είναι σημαντικό γι'αυτήν, συνάγεται ότι είναι πράγματι σκόπιμο να διατηρηθεί το νομικό περιβάλλον του αντισυμβαλλομένου. Αυτό αφορά παραδείγματος χάρη τον καθορισμό του δικαιούχου και την αποδοχή από αυτόν της ωφέλειας που προκύπτει από την ασφαλιστική σύμβαση, της θέσης της διαζευγμένης συζύγου, της νόμιμης συζύγου και των αντίστοιχων τέκνων τους, της θέσης της εκτός γάμου συντρόφου, κλπ...

Θα πρέπει να αποφευχθεί η επιβολή, για τα ζητήματα αυτά, ενός νομικού καθεστώτος προς το οποίο οι ενδιαφερόμενοι θα ήσαν ξένοι, αν όχι αλλεργικοί.

Σχετικά με την παράγραφο 2

Αυτό επίσης δικαιολογεί την παράγραφο 2, κατά την οποία, όταν ένας αντισυμβαλλόμενος, αφενός, λαμβάνει την πρωτοβουλία συνομολόγησης στην αλλοδαπή μιας υποχρέωσης υπό καθεστώς παροχής υπηρεσιών και, αφετέρου, έχει τη συνήθη διαμονή του σε ένα κράτος μέλος διαφορετικό αυτού του οποίου είναι υπήκοος, τα συμβαλλόμενα μέρη μπορούν να επιλέξουν το δίκαιο του κράτους μέλους του οποίου είναι υπήκοος.

Historical Archives of the European Commission

Σχετικά με την παράγραφο 3

Η εκφραζόμενη στις δύο πρώτες παραγράφους επιδίωξη διατήρησης του νομικού περιβάλλοντος του αντισυμβαλλόμενου αφορά το ιδιωτικό δίκαιο της σύμβασης.

Ο αντισυμβαλλόμενος πάντως, ο οποίος λαμβάνει την πρωτοβουλία συνομολόγησης υποχρέωσης σε άλλο κράτος μέλος υπό καθεστώς παροχής υπηρεσιών, μπορεί να χρησιμοποιήσει και τύπους ασφάλισης που αναγνωρίζονται από το δημόσιο δίκαιο της χώρας του ασφαλιστή στον οποίο απευθύνεται και μάλιστα ακόμη και αν αυτοί οι τύποι ασφάλισης δεν επιτρέπονται στη χώρα διαμονής του.

Η ευχέρεια αυτή του αντισυμβαλλόμενου αποτελεί μάλιστα έναν από τους στόχους της παρούσας οδηγίας.

Historical Archives of the European Commission

Σχετικά με τις παραγράφους 4 έως 6

Οι παράγραφοι αυτοί αποτελούν σχεδόν κατά γράμμα επανάληψη ενός μέρους των διατάξεων του άρθρου 7 της 2ης οδηγίας "ζημίες".

Η παράγραφος 4 η οποία αναφέρεται στα κράτη που περιλαμβάνουν πολλές εδαφικές ενότητες, κάθε μία από τις οποίες έχει ιδιαίτερους κανόνες δικαίου που διέπουν τις ενοχές εκ συμβάσεως, αφορά κυρίως το Ηνωμένο Βασίλειο και την Ισπανία.

Η παράγραφος 5 η οποία βρίσκει το αντίστοιχό της στη δεύτερη οδηγία "ζημίες", επαναλαμβάνει μία ιδέα του άρθρου 7 "κανόνες περί ασφαλιστηρίων", της "Σύμβασης για το εφαρμοστέο δίκαιο στις συμβατικές ενοχές", που ανοίχτηκε προς υπογραφή στη Ρώμη στις 19 Οκτωβρίου 1980 (ΕΕ αριθ. 266 της 9ης Οκτωβρίου 1980), η οποία αποτελεί αντικείμενο μιας έκθεσης, που συνέταξαν οι κ. GIULIANO και LAGARDE (ΕΕ αριθ. C 282 της 31 Οκτωβρίου 1980).

Σχετικά με το σύνολο του άρθρου

Θα πρέπει να θεσπιστεί το καταλληλότερο δυνατό νομικό καθεστώς για όλες τις δραστηριότητες που καλύπτονται από την πρώτη οδηγία, είτε ασκούνται υπό καθεστώς εγκατάστασης είτε υπό καθεστώς παροχής υπηρεσιών. Έτσι, όπως στη δεύτερη οδηγία "ζημίες", το άρθρο αυτό για τον εφαρμοστέο στη σύμβαση δίκαιο περιελήφθη στον τίτλο ΙΙ που αφορά στις "συμπληρωματικές διατάξεις της πρώτης οδηγίας".

Άρθρο 5 - Εποπτεία των δραστηριοτήτων συμπεριλαμβανομένων και των δραστηριοτήτων που ασκούνται στην αλλοδαπή (άρθρο 10)

Στη δεύτερη οδηγία "ζημίες" θεωρήθηκε αναγκαίο να καθοριστούν οι εξουσίες των ελεγκτικών αρχών και τα μέσα που πρέπει να διαθέτουν για την εποπτεία των δραστηριοτήτων των ασφαλιστών, συμπεριλαμβανομένων των δραστηριοτήτων που ασκούνται στην αλλοδαπή. Αυτό αποτελεί αντικείμενο του άρθρου 10 εκείνης της οδηγίας. Για την ταυτότητα του λόγου, το άρθρο αυτό επαναλαμβάνεται στην παρούσα οδηγία.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 6 - Μεταβίβαση χαρτοφυλακίου (άρθρο 11)

Για την ταυτότητα των λόγων, θα πρέπει να επαναληφθεί το άρθρο 11 της 2ης οδηγίας "ζημίες".

Άρθρο 7 - Κατάργηση των εκ του νόμου εκχωρήσεων υπέρ του "INSTITUTO NAZIONALE DI ASSICURATIONI" (I.N.A.)

Οι υποχρεωτικές εκχωρήσεις των ασφαλιστών σ'ένα μοναδικό εθνικό οργανισμό θεωρήθηκαν πάντοτε ως ασυμβίβαστες με τις διατάξεις της συνθήκης ΕΟΚ. Οι υφιστάμενες εκχωρήσεις στη Γαλλία καταργήθηκαν πριν από την έκδοση της οδηγίας συντονισμού των ασφαλίσεων ζωής του 1979.

Η αρχική πρόταση της οδηγίας αυτής, που υποβλήθηκε από την Επιτροπή και η τροποποιημένη πρότασή της που υποβλήθηκε μετά τη γνωμοδότηση των συμβουλευτικών οργάνων καθώς και τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου προέβλεπαν την κατάργηση της εξαίρεσης αυτής, είτε στο τέλος μιας μεταβατικής περιόδου 5 ετών, είτε κατά την έναρξη ισχύος της παρούσας οδηγίας.

Το Συμβούλιο αποφάσισε διαφορετικά, και σύμφωνα με την πρώτη οδηγία ασφαλίσεων ζωής, αυτήν του 1979, το I.N.A. μπορούσε να διατηρήσει κατ'εξαίρεση τις εκχωρήσεις αυτές, χωρίς πάντως να τις αυξήσει και προσθέτει ότι το καθεστώς αυτό θα αποτελέσει αντικείμενο νέας εξέτασης στα πλαίσια της παρούσας οδηγίας.

Η εξαίρεση αυτή θα πρέπει τώρα να καταργηθεί διότι άλλως θα προκύψουν δυσμενείς επιπτώσεις για τις επιχειρήσεις, ιταλικές και αλλοδαπές, που είναι εγκατεστημένες στην Ιταλία σε σχέση με τις επιχειρήσεις που είναι εγκατεστημένες στην αλλοδαπή και προβαίνουν σε ασφαλίσεις ζωής στην Ιταλία υπό το καθεστώς της παροχής υπηρεσιών, διότι οι τελευταίες αυτές δεν θα υπέκειντο στην υποχρέωση αυτή.

Άρθρο 8 - Τροποποίηση του τίτλου III της 1ης οδηγίας

Η τροποποίηση αυτή είναι απαραίτητη ώστε να περιληφθεί στην πρώτη οδηγία ένα νέο άρθρο 32α. Βλ. άρθρο 9 της παρούσας πρότασης.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 9 - Αμοιβαιότητα με τρίτες χώρες

Το άρθρο αυτό αποτελεί προσαρμογή στον τομέα των ασφαλίσεων ζωής του άρθρου 7 της πρότασης 2ης οδηγίας τραπεζικού συντονισμού που υπέβαλε η Επιτροπή στο Συμβούλιο στις 23 Φεβρουαρίου 1988, το κείμενο του οποίου τροποποιήθηκε μόνο για να ληφθεί υπόψη η διαφορά του αντικειμένου.

Historical Archives of the European Commission

ΤΙΤΛΟΣ III - Ειδικές διατάξεις για την ελεύθερη παροχή υπηρεσιών

'Αρθρο 10 - Υποχρεώσεις υπό καθεστώς παροχής υπηρεσιών, τις οποίες αφορά η παρούσα οδηγία (άρθρο 12)

Το πρώτο αυτό άρθρο του τίτλου III προσδιορίζει το πεδίο εφαρμογής, δηλαδή τις υποχρεώσεις που αναλαμβάνονται υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών και στις οποίες αφορά η παρούσα οδηγία.

Περιλαμβάνονται μόνο οι ατομικές ασφαλιστικές καλύψεις. 'Ετσι αποκλείονται οι ασφαλίσεις που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 1 της πρώτης οδηγίας όταν παρουσιάζονται με τη μορφή ομαδικής ασφάλισης, καθώς και οι εργασίες διαχείρισης συλλογικών κεφαλαίων συνταξιοδοτήσεως, που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 2 στοιχείο γ). Οι ασφαλίσεις και οι εργασίες αυτές θα αποτελέσουν το αντικείμενο πρότασης οδηγίας για την ομαδική ασφάλιση ζωής την οποία η Επιτροπή θα υποβάλει προσεχώς στο Συμβούλιο.

Εξάλλου, η παρούσα οδηγία περιλαμβάνει μόνο τις ατομικές ασφαλίσεις που δεν έχουν σχέση με την εργασία ή την επαγγελματική δραστηριότητα του αντισυμβαλλόμενου (του ενεργούντος την ασφάλιση προσώπου). 'Ετσι αποκλείονται κυρίως οι ατομικές συμβάσεις που αναφέρονται στο άρθρο 1 παράγραφος 3 της πρώτης οδηγίας.

Η παρούσα οδηγία πρέπει να συμβάλει στη δημιουργία ενός ευρωπαϊκού χρηματιστικού χώρου και να επιτρέψει στους πολίτες της Κοινότητας να συνάπτουν σε άλλες χώρες συμβάσεις όμοιες με αυτές που συνηθίζονται στη χώρα της διαμονής τους, όπως επίσης και συμβάσεις τύπου μη χρησιμοποιούμενου στις χώρες διαμονής τους, με τη μόνη αναφερόμενη στην παράγραφο 4 προϋπόθεση έγκρισης της ασφαλιστικής επιχείρησης στη χώρα εγκατάστασής της.

Πάντως, τα ανωτέρω δεν ισχύουν επί των εργασιών τοντινών, που αναφέρονται στο άρθρο 1, παράγραφος 2 στοιχείο α) της πρώτης οδηγίας. Αυτές το 1979 υπήρχαν μόνο σε δύο κράτη μέλη και η διατήρησή τους έγινε δεκτή μόνο μετά από συζητήσεις. θα πρέπει να αποκλειστούν από την παρούσα οδηγία, διότι για λόγους δημόσιας τάξης έχουν απαγορευθεί σε άλλα κράτη μέλη.

Historical Archives of the European Commission

'Αρθρο 11 - Ενημέρωση των αρχών ελέγχου ('Αρθρο 14)

Για την ταυτότητα του λόγου, είναι σκόπιμο να επαναληφθεί το άρθρο 14 της δεύτερης οδηγίας "ζημίες".

'Αρθρο 12 - 'Αδεια για την παροχή υπηρεσιών ('Αρθρο 15)

Το άρθρο αυτό, που επαναλαμβάνει το άρθρο 15 της δεύτερης οδηγίας "ζημίες", αφορά τις υποχρεώσεις που μπορούν να αναλαμβάνονται υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών και μάλιστα όταν οι αντισυμβαλλόμενοι χρειάζονται ειδική προστασία, όπως ανέφερε και το Δικαστήριο των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Πρόκειται για τις ασφαλιστικές υποχρεώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 10, δηλαδή τις υποχρεώσεις που αφορούν την ατομική ασφάλιση ζωής και δεν μπορούν να υπαχθούν στις ευνοϊκότερες διατάξεις του άρθρου 13 οι οποίες αφορούν τις υποχρεώσεις που αναλαμβάνονται με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλόμενου.

Βρισκόμαστε εδώ λοιπόν στο πεδίο εφαρμογής της νομοθεσίας ελέγχου της χώρας αποδέκτη, δηλαδή το κράτος παροχής των υπηρεσιών μπορεί να εξαρτήσει την πρόσβαση στην παροχή υπηρεσιών του αλλοδαπού ασφαλιστή από την παροχή αδείας, και για το σκοπό αυτό, να ζητήσει διάφορα έγγραφα, όπως πιστοποιητικό φερεγγυότητας, πιστοποιητικό άδειας και πρόγραμμα δραστηριοτήτων. Και, όπως αναφέρεται στην παράγραφο 3, το κράτος αυτό μπορεί να απαιτήσει το πρόγραμμα αυτό να είναι σύμφωνο με τις νομοθετικές, διοικητικές ή κανονιστικές διατάξεις που ισχύουν στην επικράτειά του, κυρίως περιλαμβανομένων και των μαθηματικών αποθεματικών και σ'ό,τι αφορά τα τεχνικά αποθεματικά, και των στοιχείων ενεργητικού στα οποία αντικατοπτρίζονται τα αποθεματικά αυτά.

Μία εναρμόνιση των διατάξεων αυτών θα αποτελέσει ακριβώς το δεύτερο στάδιο εργασιών και θα επιτρέψει την επέκταση του συστήματος "HOME COUNTRY CONTROL" σε όλες τις υποχρεώσεις στις οποίες αναφέρεται η πρώτη οδηγία.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 13 - Υποχρεώσεις αναληφθείσες με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλομένου

Παράγραφος 1 - Πεδίο εφαρμογής

Η παράγραφος αυτή καθορίζει τις υποχρεώσεις για τις οποίες επαρκεί η προστασία του δικαίου ελέγχου της χώρας του ασφαλιστή, "HOME COUNTRY CONTROL", δηλαδή τις υποχρεώσεις που αναλαμβάνονται με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλόμενου.

Παράγραφος 2 - Διαφήμιση

Θα πρέπει πάντως να υπάρξει μέριμνα ώστε η διάταξη αυτή για τη σύμβαση που συνάπτεται με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλομένου να μην περιγράφεται με τις ενέργειες έρευνας της αγοράς και τις διαφημίσεις του ασφαλιστή.
Θεωρείται λοιπόν σκόπιμο να διευκρινιστεί ότι ο ασφαλιστής δεν μπορεί να διαφημίζεται παρά μόνο με δημόσιες ανακοινώσεις που αναφέρουν τη διεύθυνσή του και τους κλάδους για τους οποίους αναλαμβάνει ασφαλιστικές υποχρεώσεις.
Θα πρέπει να υπογραμμιστεί ότι πρόκειται μόνο για παθητική ελεύθερη παροχή υπηρεσιών εκ μέρους του ασφαλιστή.

Παράγραφος 3 - Ασφαλειοπράκτορες

Σκοπός αυτού του άρθρου 13 είναι να επιτρέψει στον αντισυμβαλλόμενο (το ενεργούν την ασφάλιση πρόσωπο) να ασκήσει πλήρως την πρωτοβουλία του και να μπορέσει να επιλέξει μεταξύ περισσοτέρων ασφαλίσεων διαθέσιμων στα διάφορα κράτη μέλη, και αυτό με όλα τα διαθέσιμα μέσα στη χώρα του και στην αλλοδαπή, ιδίως μέσω αλληλογραφίας, τηλεφώνου ή μέσω ενός πράκτορα.

Εντούτοις, καθώς υπάρχει ο κίνδυνος επιρροής ενός πράκτορα επί του αντισυμβαλλομένου και αναζήτησης από αυτόν ασφάλισης στην αλλοδαπή αντίθετη προς το ίδιο συμφέρον του, ο αντισυμβαλλόμενος πρέπει να υπογράφει μία δήλωση στην οποία να βεβαιώνεται ότι αυτός ο ίδιος επιθυμεί να αναζητηθούν ασφαλιστικές συμβάσεις στην αλλοδαπή.

Historical Archives of the European Commission

Από τον κανόνα της παραγράφου 2 για τη διαφήμιση συνέπεται και ότι, στην περίπτωση αυτή, ο ασφαλιστικός πράκτορας δεν πραγματοποιεί διαφημίσεις για την αναζήτηση της δυνατότητας συνάψεως ασφαλιστικών συμβάσεων στην αλλοδαπή.

Παράγραφος 4 - Δήλωση του αντισυμβαλλομένου

Η δήλωση αυτή αποτελεί μία ειδική προφύλαξη για όλες εκείνες τις περιπτώσεις στις οποίες ο αντισυμβαλλόμενος λαμβάνει την πρωτοβουλία να απευθυνθεί στην αλλοδαπή και με οποιοδήποτε μέσο.

Άρθρο 14 - Υποχρέωση υποβολής πιστοποιητικών (Άρθρο 16)

Το άρθρο αυτό αποτελεί επανάληψη του άρθρου 16 της δεύτερης οδηγίας "Ζημίες". Όταν ένας αντισυμβαλλόμενος (το ενεργούν την ασφάλιση πρόσωπο) λαμβάνει την πρωτοβουλία σύναψης συμβάσεως ασφαλίσεως ζωής σε ένα άλλο κράτος μέλος, η σύμβαση αυτή εμπίπτει στο πεδίο εφαρμογής του δικαίου ελέγχου του άλλου αυτού κράτους. Πάντως, όπως αναφέρεται στο Λευκό Βιβλίο για την ολοκλήρωση της εσωτερικής αγοράς (παράγραφος 103), οι αρχές του κράτους παροχής των υπηρεσιών συνεχίζουν να ασκούν συμπληρωματικό έργο. Ο έλεγχος αυτός συγκεκριμενοποιείται ιδίως με τις διατάξεις του άρθρου αυτού 12.

Άρθρο 15 - Δικαίωμα παραίτησης

Οι συμβάσεις ασφαλίσεως ζωής συνάπτονται γενικά και για μακρά περίοδο και συνεπάγονται την πληρωμή σημαντικών ασφαλίστρων. Θα πρέπει λοιπόν να ληφθούν όλες οι προφυλάξεις για την αποφυγή κάθε παρανοήσεως.

Σε πολλές χώρες της Κοινότητας, διαπιστώθηκε σε αρκετά μεγάλο αριθμό συμβάσεων ότι οι αντισυμβαλλόμενοι έπαυαν να πληρώνουν τα ασφάλιστρα κατά τα δύο ή τρία πρώτα χρόνια.

Historical Archives of the European Commission

Έτσι πολλές χώρες, ιδίως η Γαλλία και το Ηνωμένο Βασίλειο, εισήγαγαν την υποχρέωση προθεσμίας παραιτήσεως.
Ο γαλλικός νόμος της 7ης Ιανουαρίου 1981, όπως τροποποιήθηκε από τον νόμο της 11ης Ιουνίου 1985 προβλέπει προθεσμία παραίτησης 30 ημερών, η οποία ισχύει ακόμη και όταν η σύμβαση περιλαμβάνει άμεση εγγύηση.

Το Ηνωμένο Βασίλειο θέσπισε μια παρόμοια διάταξη από 1ης Ιανουαρίου 1980, για διάρκεια 10 ημερών, η οποία επίσης ισχύει όταν η σύμβαση περιλαμβάνει άμεση εγγύηση.

Η διάταξη αυτή φαίνεται να είναι ακόμη πιο χρήσιμη στην παρούσα πρόταση οδηγίας, διότι όταν ένας αντισυμβαλλόμενος συνάπτει μία σύμβαση ασφάλισης ζωής στην αλλοδαπή, κατά τη στιγμή της υπογραφής, δεν αντιλαμβάνεται πάντοτε σαφώς τις διαφορές μεταξύ της υπογραφείσας σύμβασης και των συμβάσεων που χρησιμοποιούνται στη χώρα του.

Άρθρο 16 - Σώρευση εγκατάστασης και παροχής υπηρεσιών (άρθρο 13)

Για την ταυτότητα του λόγου, το άρθρο αυτό αποτελεί επανάληψη του άρθρου 13 της δεύτερης οδηγίας "ζημίες". Προβλέπει τρεις περιπτώσεις.

1. Όταν πρόκειται για σύμβαση που συνάπτεται με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλομένου και έτσι δεν απαιτείται τόσο μεγάλη προστασία, στη σύμβαση δε αυτή εφαρμόζεται ο "HOME COUNTRY CONTROL", δεν υφίσταται λόγος να περιοριστεί η δυνατότητα ενός αλλοδαπού ασφαλιστή να αποδεχθεί τη σύμβαση αυτή για το λόγο ότι ο ασφαλιστής αυτός είναι εγκατεστημένος στη χώρα του αντισυμβαλλόμενου. Συνεπώς, η σώρευση επιτρέπεται.

2. Ένας ασφαλιστής μιας χώρας Α, ο οποίος είναι εγκατεστημένος σε μια χώρα Β λαμβάνει την άδεια να συνάπτει από τη χώρα Α και στη χώρα Β ασφαλιστικές συμβάσεις, χωρίς η σύναψη των συμβάσεων αυτών να έχει γίνει με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλομένου, εφόσον πρόκειται για συμβάσεις που εμπίπτουν σε κλάδους για τους οποίους ο ασφαλιστής που είναι εγκατεστημένος στη χώρα Β δεν έχει λάβει άδεια. Η άσκηση των δύο αυτών δραστηριοτήτων επιτρέπεται, αλλά δεν υπάρχει πραγματική σώρευση, καθόσον οι συγκεκριμένοι κλάδοι είναι διαφορετικοί.

Historical Archives of the European Commission

3. Αντίθετα, αν σ'αυτή την τελευταία περίπτωση, οι κλάδοι είναι οι ίδιοι, δηλαδή αν ο εγκατεστημένος στη χώρα Β ασφαλιστής έχει λάβει άδεια για τον κλάδο στον οποίο εμπίπτει η σύμβαση, οι αρχές της χώρας Β έχουν τη δυνατότητα να αντιταχθούν στην παροχή αυτή υπηρεσιών.
Η σώρευση είναι δυνατόν, συνεπώς, να απαγορευθεί, καθώς ορισμένα κράτη μέλη μπορούν όντως να θεωρήσουν ότι η σώρευση αυτή προκαλεί σύγχυση στον αντισυμβαλλόμενο (το ενεργούν την ασφάλιση πρόσωπο) ο οποίος, αφενός δεν λαμβάνει την πρωτοβουλία να απευθυνθεί στην αλλοδαπή για τη σύναψη σύμβασης, και, ένεκα τούτου, πρέπει να τύχει ειδικής προστασίας και, αφετέρου, μπορεί να του παρουσιάσει ο ίδιος ασφαλιστής το ίδιο προϊόν δυο φορές, μία φορά υπό το καθεστώς εγκατάστασης και μία φορά υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών. Ο ασφαλιστής αυτός μπορεί συνεπώς να υποχρεωθεί να ενεργεί ασφαλίσεις αυτού του κλάδου στη χώρα Β μόνο μέσω της εγκατάστασής του στη χώρα Β.

Άρθρο 17 - Τροποποίηση και επέκταση των δραστηριοτήτων (άρθρο 17)

Για την ταυτότητα του λόγου, η διάταξη αυτή επαναλαμβάνει την αντίστοιχη διάταξη της δεύτερης οδηγίας "ζημίες".

Η παράγραφος 1 αφορά τις τροποποιήσεις των δραστηριοτήτων του ασφαλιστή υπό τα δύο καθεστώτα ελεύθερης παροχής υπηρεσιών, δηλαδή για τις υποχρεώσεις που αναλαμβάνονται με ή χωρίς την πρωτοβουλία του αντισυμβαλλομένου. Η παράγραφος 2 αφορά την επέκταση των δραστηριοτήτων του ασφαλιστή στις συμβάσεις που δεν συνάπτονται με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλομένου και η παράγραφος 3 τις συμβάσεις που συνάπτονται με πρωτοβουλία αυτού.

Άρθρο 18 - Πολυκλαδικές επιχειρήσεις

Μετά από μακρές συζητήσεις, η πρώτη οδηγία για τις ασφαλίσεις ζωής ακολούθησαν την αρχή της εξειδίκευσης κατά την οποία μία επιχείρηση ασφάλισης ζημιών δεν μπορεί να πραγματοποιεί ταυτόχρονα τις εργασίες που αναφέρονται στην οδηγία αυτή, και αυτό προς το σκοπό προστασίας του αντισυμβαλλομένου. Αυτό αποτελεί αντικείμενο του άρθρου 13 παράγραφος 1 της οδηγίας αυτής.

Historical Archives of the European Commission

Ταυτόχρονα, έγινε δεκτό ότι οι πολυκλαδικές επιχειρήσεις, δηλαδή αυτές που πραγματοποιούν ταυτόχρονα ασφαλίσεις ζωής και ασφαλίσεις ζημιών και αυτό, κατά τη στιγμή της κοινοποίησης της οδηγίας, μπορούν να συνεχίσουν να πραγματοποιούν σωρευτικά τις εργασίες αυτές (άρθρο 13, παράγραφος 3).

Οι επιχειρήσεις αυτές εξουσιοδοτούνται να ιδρύουν στις άλλες χώρες της Κοινότητας πρακτορεία ή υποκαταστήματα για τις ασφαλίσεις ζημιών, αλλά όχι και για τις ασφαλίσεις ζωής (άρθρο 14 παράγραφος 4).

Επιβάλλεται να εφαρμοστεί και στις εργασίες που πραγματοποιούνται υπό καθεστώς παροχής υπηρεσιών η λύση που επιλέχτηκε το 1979 για τις εργασίες που πραγματοποιούνται υπό καθεστώς εγκατάστασης, με άλλα λόγια, όπως μία πολυκλαδική επιχείρηση δεν μπορεί να πραγματοποιεί ασφαλίσεις ζωής στην αλλοδαπή μέσω εγκατάστασης, δεν μπορεί επίσης να πραγματοποιεί αυτές και μέσω παροχής υπηρεσιών.

Άρθρο 19 - Έγκριση των όρων των ασφαλιστηρίων συμβολαίων και των τιμολογίων (άρθρο 18)

Η παράγραφος 1 του άρθρου αυτού, βασιζόμενη στο άρθρο 18 της 2ης οδηγίας "ζημίες", ορίζει ότι τα κράτη μέλη παροχής των υπηρεσιών μπορούν να διατηρήσουν ή να εισαγάγουν έλεγχο των όρων ασφάλισης και των τιμολογίων για τις υποχρεώσεις που ανελήφθησαν υπό καθεστώς παροχής υπηρεσιών, αλλά μόνο για να εξασφαλισθεί η προστασία του αντισυμβαλλόμενου.

Οι διατάξεις αυτές δεν εφαρμόζονται πάντως στις υποχρεώσεις που ανελήφθησαν με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλομένου, για τις οποίες τα κράτη μέλη, δεν μπορούν να απαιτήσουν την έγκριση ή την ανακοίνωση των όρων ασφάλισης και των τιμών.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 20 - Κυρώσεις (άρθρο 19)

Για την ταυτότητα των λόγων θα πρέπει να επαναληφθεί το άρθρο 19 της 2ης οδηγίας "ζημίες" που προβλέπει διάφορα μέσα παρεμβάσεων και κυρώσεων των αρμοδίων αρχών των ενδιαφερομένων από τις παροχές υπηρεσιών κρατών μελών για τις περιπτώσεις στις οποίες οι επιχειρήσεις δεν τηρούν τις υποχρεώσεις που υπέχουν.

Άρθρο 21 - Εκκαθάριση (Άρθρο 20)

Για την ταυτότητα των λόγων, θα πρέπει να επαναληφθεί το άρθρο 20 της δεύτερης οδηγίας "ζημίες".

Άρθρο 22-Ενημέρωση του αντισυμβαλλομένου σχετικά με τον ασφαλιστή (άρθρο 21)

Για την ταυτότητα των λόγων, θα πρέπει να επαναληφθεί το άρθρο 21 της δεύτερης οδηγίας "ζημίες". Κρίνεται σκόπιμο να γνωρίζει ο αντισυμβαλλόμενος ότι συναλλάσσεται με έναν αλλοδαπό ασφαλιστή, να γνωρίζει την ταυτότητα του ασφαλιστή αυτού και τη χώρα εγκατάστασής του.

Ενώ στις ασφαλίσεις ζημιών η υποχρέωση αυτή υποχωρεί όταν πρόκειται για μεγάλους κινδύνους, δεν συμβαίνει το ίδιο με τις υποχρεώσεις που αναλαμβάνονται με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλομένου στα πλαίσια της παρούσας οδηγίας, γιατί είναι ανάγκη να λαμβάνει αυτός όσο δυνατόν περισσότερες πληροφορίες.

Άρθρο 23 - Έλεγχος των αποθεμάτων και άλλων τεχνικών στοιχείων (άρθρο 23)

Για την ταυτότητα των λόγων, θα πρέπει να επαναληφθεί το άρθρο 23 της 2ης οδηγίας "ζημίες".

Historical Archives of the European Commission

Όπως προαναφέρεται στην παρούσα αιτιολογική έκθεση, ο έλεγχος των μαθηματικών αποθεματικών πραγματοποιείται από την αρχή ελέγχου της χώρας της παροχής, όταν αυτή απαιτεί έγκριση του αλλοδαπού ασφαλιστή. Πρόκειται για τον "έλεγχο από τη χώρα αποδέκτη", που ισχύει για τις υποχρεώσεις που δεν αναλαμβάνονται με πρωτοβουλία του αντισυμβαλλομένου. Αυτό αποτελεί το αντικείμενο της παραγράφου 1 αυτού του άρθρου 23.

Η παράγραφος 2 αντίθετα προβλέπει τον "HOME COUNTRY CONTROL" στις υπόλοιπες περιπτώσεις.

Οι παράγραφοι 3 και 4 δεν χρήζουν ιδιαιτέρων σχολίων.

Άρθρο 24 - Φορολογία (άρθρο 25)

Για την ταυτότητα των λόγων, το άρθρο αυτό βασίζεται σε μεγάλο μέρος στο άρθρο 25 της δεύτερης οδηγίας "Ζημίες".

Το πρόβλημα της φορολογίας των ασφαλίστρων και των δημοσιονομικών επιπτώσεων αυτής, ήδη γνωστό από τις ασφαλίσεις ζημιών, όπου οι συντελεστές κυμαίνονται μεταξύ 0% και 30%, επαναφύεται εδώ με συντελεστές από 0% έως 5,15%.

Παραβλέποντας τα ελάχιστα δικαιώματα χαρτοσήμου, που υπολογίζονται ως ποσοστό του ασφαλιζόμενου ποσού, μπορεί να λεχθεί σχηματικά ότι η Γερμανία, το Ηνωμένο Βασίλειο, οι Κάτω Χώρες και η Ισπανία έχουν συντελεστεί 0%, ότι άλλες χώρες εφαρμόζουν συντελεστές 2%, 2,4% και 4,4%, και ότι η Γαλλία εφαρμόζει διάφορους συντελεστές που εξικνούνται από 0% για την ομαδική ασφάλιση σε 5,15% για την ατομική ασφάλιση.

Όπως στην ασφάλιση ζημιών, η παρούσα οδηγία δεν προβαίνει σε εναρμόνιση της φορολογίας αλλά επιλέγει το σύστημα της εδαφικότητας, και ακριβέστερα την εφαρμογή του συστήματος φορολογίας της χώρας του αντισυμβαλλομένου και προς όφελος της χώρας αυτής.

Historical Archives of the European Commission

Εξάλλου, κάθε κράτος θα εφαρμόσει επί των επιχειρήσεών του που παρέχουν υπηρεσίες στο έδαφός του τις εθνικές του διατάξεις σχετικά με τα μέτρα για τη διασφάλιση της είσπραξης των φόρων αυτών.

Άρθρο 25 - Συνεργασία μεταξύ Επιτροπής και κρατών μελών (άρθρο 28)

Για την ταυτότητα των λόγων, θα πρέπει να επαναληφθεί το άρθρο 28 της δεύτερης οδηγίας "ζημίες".

Άρθρο 26 - Περιοδικές εκθέσεις της Επιτροπής προς το Συμβούλιο και το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο (άρθρο 24)

Ίδια παρατήρηση.
Η προθεσμία των 5 ετών μεταξύ της ημερομηνίας εκδόσεως της οδηγίας και της υποβολής της πρώτης έκθεσης στο Συμβούλιο και στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, που ορίστηκε στη δεύτερη οδηγία "ζημίες", προτείνεται και στην παρούσα οδηγία.

Άρθρο 27 - Προθεσμίες εφαρμογής της οδηγίας (άρθρο 32)

Για την ταυτότητα των λόγων, θα πρέπει να επαναληφθεί το άρθρο 32 της 2ης οδηγίας "ζημίες".

Άρθρο 28 - Κοινοποίηση των διατάξεων εφαρμογής (άρθρο 33)

Ίδια παρατήρηση.

Άρθρο 29 - Αποδέκτες της οδηγίας (άρθρο 35)

Ίδια παρατήρηση.

Historical Archives of the European Commission

ΠΡΟΤΑΣΗ

ΔΕΥΤΕΡΗ ΟΔΗΓΙΑ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

ΓΙΑ ΤΟ ΣΥΝΤΟΝΙΣΜΟ ΤΩΝ ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΩΝ, ΚΑΝΟΝΙΣΤΙΚΩΝ ΚΑΙ ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ ΣΧΕΤΙΚΑ ΜΕ ΤΗΝ ΠΡΩΤΑΣΦΑΛΙΣΗ ΖΩΗΣ, ΤΟΝ ΚΑΘΟΡΙΣΜΟ ΤΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ ΠΟΥ ΕΧΟΥΝ ΣΚΟΠΟ ΝΑ ΔΙΕΥΚΟΛΥΝΟΥΝ ΤΗΝ ΑΠΟΤΕΛΕΣΜΑΤΙΚΗ ΑΣΚΗΣΗ ΤΗΣ ΕΛΕΥΘΕΡΗΣ ΠΑΡΟΧΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΚΑΙ ΤΗΝ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΗ ΤΗΣ ΟΔΗΓΙΑΣ 79/267/ΕΟΚ

Historical Archives of the European Commission

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας, και ιδίως το άρθρο 57 παράγραφος 2 και το άρθρο 66,

την πρόταση της Επιτροπής,

σε συνεργασία με το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο,

τη γνώμη της Οικονομικής και Κοινωνικής Επιτροπής,

Εκτιμώντας:

ότι είναι αναγκαίο να αναπτυχθεί η εσωτερική αγορά ασφαλίσεων ζωής και των εργασιών που αναφέρονται στην πρώτη οδηγία (79/267/ΕΟΚ) του Συμβουλίου, της 5ης Μαρτίου 1979, περί συντονισμού των νομοθετικών, κανονιστικών και διοικητικών διατάξεων που αφορούν την ανάληψη της δραστηριότητας πρωτασφαλίσεως ζωής και την άσκηση αυτής (1), στο εξής ονομαζόμενη "πρώτη οδηγία"· ότι, για την επίτευξη του στόχου αυτού, είναι σκόπιμο να διευκολυνθούν οι ασφαλιστικές επιχειρήσεις που έχουν την έδρα τους στην Κοινότητα να παρέχουν υπηρεσίες στα κράτη μέλη και να δοθεί έτσι η δυνατότητα στους αντισυμβαλλόμενους του ασφαλιστή (πρόσωπα ενεργούντα τις ασφαλίσεις) να αποτείνονται όχι μόνον σε επιχειρήσεις εγκατεστημένες στη χώρα τους, αλλά εξίσου σε επιχειρήσεις που έχουν την εταιρική έδρα τους εντός της Κοινότητας και είναι εγκατεστημένες σε άλλα κράτη μέλη·

ότι, κατ'εφαρμογή της συνθήκης, απαγορεύεται μετά τη λήξη της μεταβατικής περιόδου και για θέματα παροχής υπηρεσιών, κάθε διακριτική μεταχείριση βασιζόμενη στο γεγονός ότι μία επιχείρηση δεν είναι εγκατεστημένη στο κράτος μέλος στο οποίο πραγματοποιείται η παροχή· ότι η απαγόρευση αυτή εφαρμόζεται στις παροχές υπηρεσιών που πραγματοποιούνται από οποιαδήποτε εγκατάσταση εντός της Κοινότητας, είτε πρόκειται για την έδρα μιας επιχείρησης, είτε για πρακτορείο ή υποκατάστημα·

---

(1) ΕΕ αριθ. L 63 της 13.3.1979, σ. 1.

Historical Archives of the European Commission

ότι, για πρακτικούς λόγους, η παροχή υπηρεσιών πρέπει να προσδιοριστεί λαμβανομένων υπόψη, αφενός, της εγκατάστασης της ασφαλιστικής επιχείρησης και, αφετέρου, του τόπου αναλήψεως της ασφαλιστικής υποχρεώσεως· ότι πρέπει, ως εκ τούτου, να τεθεί επίσης ο ορισμός της ασφαλιστικής υποχρεώσεως· ότι, επιπλέον, πρέπει να οριοθετηθεί η δραστηριότητα που ασκείται μέσω εγκαταστάσεως σε σχέση με εκείνη που ασκείται ως ελεύθερη παροχή υπηρεσιών·

ότι πρέπει να συμπληρωθεί η πρώτη οδηγία του Συμβουλίου, της 5ης Μαρτίου 1979, ιδιαίτερα προκειμένου να διευκρινιστούν οι εξουσίες και τα μέσα ελέγχου των αρχών εποπτείας· ότι πρέπει επίσης να προβλεφθούν ειδικές διατάξεις σχετικά με την πρόσβαση, την άσκηση και τον έλεγχο της δραστηριότητας που αναπτύσσεται υπό το καθεστώς ελεύθερης παροχής υπηρεσιών·

ότι πρέπει να παρέχεται στους ασφαλιζόμενους εκείνους που, λόγω του γεγονότος ότι λαμβάνουν την πρωτοβουλία να συνομολογήσουν ασφαλιστική υποχρέωση σε άλλη χώρα και τίθενται έτσι υπό την προστασία του νομικού συστήματος αυτής της άλλης χώρας, δεν έχουν ανάγκη ιδιαίτερης προστασίας στο κράτος ανάληψης της ασφαλιστικής υποχρέωσης, η πλήρης ελευθερία να προσφεύγουν στην όσο το δυνατόν ευρύτερη αγορά ασφαλίσεων ζωής και των εργασιών που αναφέρονται στην πρώτη οδηγία· ότι, αφετέρου, πρέπει να εξασφαλίζεται στους άλλους ασφαλιζόμενους ένας επαρκής βαθμός προστασίας·

ότι στις ομαδικές ασφαλίσεις και σε ορισμένες ατομικές ασφαλίσεις συνταξιοδοτήσεως, η πολλαπλότητα και η πολυπλοκότητα των διαφόρων συστημάτων και οι άμεσες σχέσεις τους με τα καθεστώτα κοινωνικής ασφάλισης επιβάλλουν τη διενέργεια προσεκτικής μελέτης· ότι πρέπει ως εκ τούτου να εξαιρεθούν του πεδίου εφαρμογής των ιδιαιτέρων διατάξεων της παρούσας οδηγίας που αφορούν την ελεύθερη παροχή υπηρεσιών· ότι θα αποτελέσουν το αντικείμενο άλλης προτάσεως οδηγίας·

ότι εξακολουθούν να διαφέρουν οι ισχύουσες στα κράτη μέλη διατάξεις, όσον αφορά το δίκαιο των συμβάσεων που έχουν σχέση με τις δραστηριότητες οι οποίες αναφέρονται στην πρώτη οδηγία· ότι δυνατόν να παραχωρηθεί, σε ορισμένες

Historical Archives of the European Commission

περιπτώσεις και σύμφωνα με κανόνες που λαμβάνουν υπόψη τους τις ειδικές περιστάσεις, η ελευθερία επιλογής ως εφαρμοστέου επί της συμβάσεως δικαίου, ενός δικαίου άλλου, πέραν αυτού του κράτους συνομολόγησης της ασφαλιστικής υποχρεώσεως·

ότι πρέπει να ενισχυθούν οι διατάξεις της πρώτης οδηγίας οι σχετικές με τη μεταβίβαση του χαρτοφυλακίου, και να συμπληρωθούν με διατάξεις που θα αφορούν ειδικά την περίπτωση κατά την οποία το χαρτοφυλάκιο ασφαλιων που συνήφθησαν υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών μεταβιβάζεται σε άλλη επιχείρηση·

ότι, στο παρόν στάδιο συντονισμού, πρέπει να παρασχεθεί στα κράτη μέλη η ευχέρεια να περιορίσουν, ενόψει της προστασίας των ασφαλιζομένων, την ταυτόχρονη άσκηση της δραστηριότητας υπό μορφή ελεύθερης παροχής υπηρεσιών και της δραστηριότητας μέσω εγκατάστασης· ότι ο περιορισμός αυτός δεν δύναται να προβλεφθεί όσον αφορά τις περιπτώσεις ασφαλίσεως στις οποίες οι αντισυμβαλλόμενοι δεν έχουν ανάγκη μιας τέτοιας ίας·

ότι η πρόσβαση στην άσκηση της ελεύθερης παροχής υπηρεσιών πρέπει να υποβληθεί σε διαδικασίες που να διασφαλίζουν την τήρηση εκ μέρους της ασφαλιστικής επιχείρησης των διατάξεων που αφορούν τόσο τις οικονομικές εγγυήσεις όσο και τους όρους ασφάλισης και τους πίνακες ασφαλίστρων· ότι οι διαδικασίες αυτές μπορούν να απλουστευθούν στο μέτρο που η δραστηριότητα που ασκείται ως παροχή υπηρεσιών αφορά αντισυμβαλλόμενους οι οποίοι, λόγω των χαρακτηριστικών της ασφαλιστικής υποχρεώσεως που προτν, δεν έχουν ανάγκη ιδιαίτερης προστασίας στο κράτος της ασφαλιστικής υποχρεώσεως·

ότι πάντως ενδείκνυται, στη δεύτερη αυτή κατηγορία αντισυμβαλλομένων, και εφόσον πρόκειται για σύμβαση ασφαλίσεως ζωής, να δοθεί στον αντισυμβαλλόμενο η δυνατότητα μονομερούς λύσεως της συμβάσεως εντός προθεσμίας 30 ημερών·

ότι με την πρώτη οδηγία υιοθετήθηκε η αρχή σύμφωνα με την οποία απαγορεύεται η σώρευση των δραστηριοτήτων στις οποίες αναφέρεται η πρώτη οδηγία συντονισμού των ασφαλίσεων ζημιών με αυτές στις οποίες αναφέρεται η πρώτη οδηγία·

Historical Archives of the European Commission

ότι αν επέτρεψε τη διατήρηση των υφιστάμενων πολυκλαδικών επιχειρήσεων, η πρώτη οδηγία διευκρίνισε πάντως ότι οι επιχειρήσεις αυτές δεν δύνανται να ιδρύουν πρακτορεία ή υποκαταστήματα για την ασφάλιση ζωής· ότι ομοίως, πρέπει να απαγορευθεί η εκ μέρους των επιχειρήσεων αυτών και υπό καθεστώς παροχής υπηρεσιών ανάληψη των ασφαλιστικών υποχρεώσεων που αναφέρονται στην πρώτη οδηγία·

ότι επιβάλλεται να προβλεφθεί ιδιαίτερη συνεργασία, στον τομέα της ελεύθερης παροχής υπηρεσιών, μεταξύ των αρμοδίων αρχών ελέγχου των κρατών μελών, καθώς και μεταξύ των αρχών αυτών και της Επιτροπής· ότι πρέπει επίσης να προβλεφθεί ένα καθεστώς κυρώσεων, που θα επιβάλλονται όταν η επιχείρηση που παρέχει τις υπηρεσίες δεν συμμορφώνεται με τις διατάξεις του κράτους μέλους της παροχής·

ότι, εν αναμονή μεταγενέστερου συντονισμού, τα τεχνικά αποθεματικά περιλαμβανομένων και των μαθηματικών αποθεματικών θα πρέπει να υπόκεινται στους κανόνες και τον έλεγχο του κράτους μέλους της παροχής, εφόσον η δραστηριότητα παροχής υπηρεσιών αφορά υποχρεώσεις ως προς τις οποίες το κράτος αποδέκτης της παροχής επιθυμεί να παράσχει ιδιαίτερη προστασία στους αντισυμβαλλόμενους· ότι, αντίθετα, τα τεχνικά αποθεματικά περιλαμβανομένων και των μαθηματικών αποθεματικών εξακολουθούν να υπόκεινται στους κανόνες και τον έλεγχο του κράτους μέλους όπου είναι εγκατεστημένη η επιχείρηση, όταν δεν είναι βάσιμη η εν λόγω μέριμνα για την προστασία του ασφαλιζόμενου·

ότι ορισμένα κράτη μέλη δεν υποβάλλουν τις συμβάσεις ασφαλίσεως ζωής και τις λοιπές εργασίες στις οποίες αναφέρεται η πρώτη οδηγία, σε καμιάς μορφής έμμεση φορολογία, ενώ άλλα επιβάλλουν ειδικές φορολογικές επιβαρύνσεις· ότι, στα κράτη μέλη στα οποία εισπράττονται οι επιβαρύνσεις αυτές, διαφέρουν αισθητά ως προς τη διάρθρωση και το συντελεστή τους· ότι θα πρέπει να αποφευχθεί ώστε, οι διαφορές αυτές να οδηγήσουν σε στρεβλώσεις του ανταγωνισμού για τις επιχειρήσεις των διαφόρων κρατών μελών· ότι, η εφαρμογή του φορολογικού καθεστώτος που προβλέπεται από το κράτος μέλος στο οποίο συνομολογείται η ασφαλιστική υποχρέωση είναι σε θέση να άρει μία τέτοια δυσχέρεια και ότι απόκειται στα κράτη μέλη να ορίσουν τις λεπτομέρειες με τις οποίες θα εξασφαλιστεί η είσπραξη αυτών των φορολογικών επιβαρύνσεων,

Historical Archives of the European Commission

η πρώτη οδηγία του Συμβουλίου, της 5ης Μαρτίου 1979, προβλέπει ρητά ειδικούς κανόνες για το θέμα της παροχής αδείας σε πρακτορεία ή υποκαταστήματα εταιριών, των οποίων η έδρα βρίσκεται εκτός της Κοινότητας,

ότι, είναι σκόπιμο να προβλεφθεί, επίσης, ειδική διαδικασία για κάθε αίτηση αδείας μιας θυγατρικής ή λήψης συμμετοχής μιας επιχείρησης που διέπεται από το δίκαιο τρίτης χώρας, με σκοπό την εξασφάλιση στις κοινοτικές επιχειρήσεις καθεστώτος αμοιβαιότητας στις εν λόγω τρίτες χώρες· ότι η παρούσα οδηγία σκοπεί στον καθορισμό των λεπτομερειών αυτής της διαδικασίας,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΟΔΗΓΙΑ :

Historical Archives of the European Commission

ΤΙΤΛΟΣ Ι - ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 1

Αντικείμενο της παρούσας οδηγίας είναι :

α) να συμπληρωθεί η πρώτη οδηγία (79/267/ΕΟΚ)·

β) να καθοριστούν οι ιδιαίτερες διατάξεις σχετικά με την ελεύθερη παροχή υπηρεσιών για τις δραστηριότητες που αναφέρονται στην εν λόγω οδηγία και εξειδικεύονται στον τίτλο ΙΙΙ της παρούσας οδηγίας.

Άρθρο 2

Για τους σκοπούς της παρούσας οδηγίας, νοείται ως:

α) πρώτη οδηγία: η οδηγία 79/267/ΕΟΚ·

β) επιχείρηση:

- για την εφαρμογή των τίτλων Ι και ΙΙ, κάθε επιχείρηση που έχει λάβέι τη διοικητική άδεια, σύμφωνα με το άρθρο 6 ή το άρθρο 27 της πρώτης οδηγίας·

- για την εφαρμογή των τίτλων ΙΙΙ και ΙV, κάθε επιχείρηση που έχει λάβει τη διοικητική άδεια, σύμφωνα με το άρθρο 6 της εν λόγω οδηγίας·

γ) εγκατάσταση:

η εταιρική έδρα, ένα πρακτορείο ή υποκατάστημα επιχείρησης, λαμβανομένου υπόψη του άρθρου 3·

δ) ασφαλιστική υποχρέωση:

υποχρέωση η οποία συγκεκριμενοποιείται σε μία από τις μορφές ασφαλίσεων ή ένα από τα είδη εργασιών που αναφέρονται στο άρθρο 1 της πρώτης οδηγίας·

Historical Archives of the European Commission

ε) κράτος μέλος της ασφαλιστικής υποχρέωσης:

το κράτος μέλος στο οποίο ο ασφαλιζόμενος έχει τη συνήθη κατοικία του, ή, εάν πρόκειται για νομικό πρόσωπο, το κράτος μέλος στο οποίο ευρίσκεται η εγκατάσταση αυτού του νομικού προσώπου στο οποίο αναφέρεται η σύμβαση·

στ) κράτος μέλος της εγκατάστασης :

κράτος μέλος στο οποίο ευρίσκεται η εγκατάσταση που αναλαμβάνει την ασφαλιστική υποχρέωση·

ζ) κράτος μέλος της παροχής υπηρεσιών:

το κράτος μέλος της ασφαλιστικής υποχρέωσης, εφόσον αυτή αναλαμβάνεται από εγκατάσταση ευρισκόμενη σε άλλο κράτος μέλος·

η) μητρική επιχείρηση : μητρική επιχείρηση κατά την έννοια του πρώτου άρθρου της έβδομης οδηγίας του Συμβουλίου 83/349/ΕΟΚ της 13ης Ιουνίου 1983 με βάση το άρθρο 54 παράγραφος 3 σημείο ζ) της Συνθήκης, για τους ενοποιημένους λογαριασμούς (1)

ι) θυγατρική : μία θυγατρική επιχείρηση κατά την έννοια του πρώτου άρθρου της οδηγίας 83/349/ΕΟΚ.

Άρθρο 3

Για την εφαρμογή της πρώτης οδηγίας καθώς και της παρούσας οδηγίας, εξομοιώνεται με πρακτορείο ή υποκατάστημα κάθε μόνιμη παρουσία μίας επιχείρησης στο έδαφος κράτους μέλους, έστω και αν η παρουσία αυτή δεν έχει λάβει τη μορφή υποκαταστήματος ή πρακτορείου, αλλά ασκείται μέσω απλού γραφείου διευθυνόμενου από το ίδιο το προσωπικό της επιχείρησης, ή από πρόσωπο ανεξάρτητο, εντεταλμένο όμως να ενεργεί επί μονίμου βάσεως αντί της επιχείρησης, όπως θα έπραττε ένα πρακτορείο.

---

1) ΕΕ αριθ. L 193 της 18.7.1983.

Historical Archives of the European Commission

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙ - ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΕΣ ΤΗΣ ΠΡΩΤΗΣ ΟΔΗΓΙΑΣ

Άρθρο 4

1. Το εφαρμοστέο δίκαιο στις ασφαλιστικές συμβάσεις τις σχετικές με τις δραστηριότητες που αναφέρονται στην πρώτη οδηγία, είναι το δίκαιο του κράτους μέλους της ασφαλιστικής υποχρέωσης. Πάντως, εφόσον το δίκαιο αυτού του κράτους το επιτρέπει, τα συμβαλλόμενα μέρη δύνανται να επιλέξουν το δίκαιο άλλης χώρας.

2. Όταν, σε μία από τις περιπτώσεις του άρθρου 13, ο αντισυμβαλλόμενος έχει τη συνήθη κατοικία του σε κράτος μέλος άλλο από αυτό του οποίου είναι υπήκοος, τα συμβαλλόμενα μέρη δύνανται να επιλέξουν το δίκαιο του κράτους μέλους εκείνου, του οποίου είναι υπήκοος.

3. Το κράτος μέλος του οποίου το δίκαιο διέπει την σύμβαση δεν μπορεί, στις περιπτώσεις του άρθρου 13, να παρακωλύσει τη συνομολόγηση από τον αντισυμβαλλόμενο υποχρέωσης που επιτρέπεται από τη νομοθεσία του κράτους μέλους εγκατάστασης.

4. Όταν ένα κράτος περιλαμβάνει διάφορες εδαφικές ενότητες, σε καθεμία από τις οποίες ισχύουν ιδιαίτεροι κανόνες που διέπουν τις ενοχές εκ συμβάσεων, κάθε εδαφική ενότητα λογίζεται, για τον προσδιορισμό του εφαρμοστέου δυνάμει της παρούσας οδηγίας δικαίου, ως χώρα.

   Κράτος μέλος, στο οποίο διάφορες εδαφικές ενότητες έχουν δικούς τους κανόνες που διέπουν τις ενοχές εκ συμβάσεων, δεν υποχρεούται να εφαρμόζει τις διατάξεις της παρούσας οδηγίας στις ανακύπτουσες συγκρούσεις μεταξύ των δικαίων των ενοτήτων αυτών.

5. Με το παρόν άρθρο δεν δύναται να θιγεί η εφαρμογή των κανόνων αναγκαστικού δικαίου της χώρας του δικάζοντος δικαστού, που διέπουν την κατάσταση, ανεξάρτητα από το εφαρμοστέο στη σύμβαση δίκαιο.

   Εφόσον προβλέπεται από το δίκαιο κράτους μέλους, δυνατόν να ισχύουν οι δημοσίας τάξεως διατάξεις του δικαίου του κράτους μέλους της ασφαλιστικής

Historical Archives of the European Commission

υποχρέωσης εάν και στο βαθμό που σύμφωνα με το δίκαιο αυτής της χώρας, οι διατάξεις αυτές είναι εφαρμοστέες, ανεξάρτητα από το δίκαιο που διέπει τη σύμβαση.

6. Με την επιφύλαξη των προηγουμένων παραγράφων, τα κράτη μέλη εφαρμόζουν στις ασφαλιστικές συμβάσεις στις οποίες αναφέρεται η παρούσα οδηγία, τους δικούς τους γενικούς κανόνες ιδιωτικού διεθνούς δικαίου για τις ενοχές εκ συμβάσεων.

Άρθρο 5

Το άρθρο 23 της πρώτης οδηγίας συμπληρώνεται με την ακόλουθη παράγραφο:

"3. Κάθε κράτος μέλος λαμβάνει όλα τα πρόσφορα μέτρα ώστε οι αρχές που ελέγχουν τις ασφαλιστικές επιχειρήσεις να διαθέτουν τα αναγκαία μέσα και εξουσίες για την εποπτεία των δραστηριοτήτων των ασφαλιστικών επιχειρήσεων που είναι εγκατεστημένες στην επικράτειά του, περιλαμβανομένων των δραστηριοτήτων εκείνων που ασκούνται εκτός των ορίων αυτής, σύμφωνα με τις οδηγίες του Συμβουλίου που αφορούν τις δραστηριότητες αυτές και ενόψει της εφαρμογής τους.

Οι εξουσίες αυτές και τα μέσα πρέπει ιδίως να παρέχουν στις αρχές ελέγχου τη δυνατότητα:

- να ενημερώνονται λεπτομερώς για την κατάσταση της επιχείρησης και επί του συνόλου των δραστηριοτήτων της, και ιδίως :

  - συλλέγοντας πληροφορίες ή απαιτώντας την υποβολή εγγράφων σχετικών με την ασφαλιστική δραστηριότητα,

  - προβαίνοντας σε επιτόπιους ελέγχους στα γραφεία της επιχείρησης,

- να λαμβάνουν, ως προς την επιχείρηση, όλα τα κατάλληλα και αναγκαία μέτρα ώστε, αφενός μεν, οι δραστηριότητές της να είναι σύμφωνες με τις νομοθετικές, κανονιστικές και διοικητικές διατάξεις που υποχρεούται να τηρεί στα διάφορα κράτη μέλη, και κυρίως με το πρόγραμμα δραστηριοτήτων, εφόσον τούτο παραμένει υποχρεωτικό, αφετέρου δε, να αποφευχθεί ή να εξαλειφθεί κάθε ανωμαλία που θα έθιγε τα συμφέροντα των ασφαλισμένων,

Historical Archives of the European Commission

- να φροντίζουν ώστε να εφαρμόζονται τα μέτρα που απαιτούνται από τις αρχές ελέγχου, εν ανάγκη με αναγκαστική εκτέλεση, και, κατά περίπτωση, προσφεύγοντας στις δικαστικές αρχές.

Τα κράτη μέλη μπορούν επίσης να ορίσουν ότι οι αρχές ελέγχου θα έχουν τη δυνατότητα να λαμβάνουν κάθε πληροφορία σχετική με τις ασφαλιστικές συμβάσεις που κατέχουν οι μεσολαβητές."

Άρθρο 6

1. Το άρθρο 25 της πρώτης οδηγίας καταργείται.

2. Υπό τους όρους που προβλέπονται από το εθνικό του δίκαιο, κάθε κράτος μέλος επιτρέπει στις εγκατεστημένες στο έδαφός του επιχειρήσεις να μεταβιβάζουν το σύνολο ή μέρος του χαρτοφυλακίου τους ασφαλιστικών συμβάσεων, για τις οποίες το κράτος αυτό είναι και το κράτος της ασφαλιστικής υποχρέωσης, σε εκδοχέα εγκατεστημένο στο ίδιο κράτος μέλος, εφόσον οι ελεγκτικές αρχές του κράτους μέλος της εταιρικής έδρας του εκδοχέα πιστοποιούν ότι ο τελευταίος αυτός διαθέτει, λαμβανομένης υπόψη της μεταβίβασης, το αναγκαίο περιθώριο φερεγγυότητας.

3. Υπό τους προβλεπόμενους από το εθνικό του δίκαιο όρους, κάθε κράτος μέλος επιτρέπει στις εγκατεστημένες στο έδαφός του επιχειρήσεις να μεταβιβάζουν το σύνολο ή μέρος του χαρτοφυλακίου συμβάσεων που έχουν συναφθεί υπό τις περιστάσεις του άρθρου 10 παράγραφος 1 σε εκδοχέα εγκατεστημένο στο κράτος μέλος παροχής των υπηρεσιών, εφόσον οι ελεγκτικές αρχές του κράτους μέλους της εταιρικής έδρας του εκδοχέα πιστοποιούν ότι ο τελευταίος αυτός διαθέτει, λαμβανομένης υπόψη της μεταβίβασης, το αναγκαίο περιθώριο φερεγγυότητας.

4. Υπό τους προβλεπόμενους από το εθνικό του δίκαιο όρους, κάθε κράτος μέλος επιτρέπει τις εγκατεστημένες στο έδαφός του επιχειρήσεις να μεταβιβάζουν το σύνολο ή μέρος του χαρτοφυλακίου τους συμβάσεων που έχουν συναφθεί υπό τις περιστάσεις του άρθρου 10 παράγραφος 1 σε εκδοχέα εγκατεστημένο στο ίδιο αυτό κράτος μέλος, εφόσον οι ελεγκτικές αρχές του κράτους μέλους της εταιρικής έδρας πιστοποιούν ότι ο εκδοχέας διαθέτει, λαμβανομένης υπόψη της μεταβίβασης, το αναγκαίο περιθώριο φερεγγυότητας και εφόσον πληροί, στο

Historical Archives of the European Commission

κράτος μέλος της παροχής υπηρεσιών, τους αναφερόμενους στα άρθρα 11, 12, 14 και 16 όρους.

5. Στις περιπτώσεις των παραγράφων 3 και 4, οι ελεγκτικές αρχές του κράτους μέλους στο οποίο είναι εγκατεστημένη η εκχωρούσα επιχείρηση επιτρέπουν τη μεταβίβαση αφού λάβουν τη συγκατάθεση των αρχών ελέγχου του κράτους μέλους της παροχής υπηρεσιών.

6. Εάν ένα κράτος μέλος επιτρέπει, υπό τους προβλεπόμενους από το εθνικό του δίκαιο όρους, στις εγκατεστημένες στο έδαφός του επιχειρήσεις να μεταβιβάσουν το σύνολο ή μέρος του χαρτοφυλακίου τους ασφαλιστικών συμβάσεων, σε εκδοχέα εγκατεστημένο σε άλλο κράτος μέλος, εκτός του κράτους μέλους της παροχής υπηρεσιών, βεβαιώνεται προηγουμένως ότι πληρούνται οι ακόλουθες προϋποθέσεις:

   - Οι ελεγκτικές αρχές του κράτους μέλους της εταιρικής έδρας του εκδοχέα πιστοποιούν ότι ο τελευταίος διαθέτει, λαμβανομένης υπόψη της μεταβίβασης, το αναγκαίο περιθώριο φερεγγυότητας.

   - Το κράτος μέλος όπου είναι εγκατεστημένος ο εκδοχέας παρέχει τη συγκατάθεσή του.

   - Ο εκδοχέας πληροί, στο κράτος μέλος της παροχής υπηρεσιών, τους όρους που αναφέρονται στα άρθρα 11, 12, 14 και 16, το δίκαιο αυτού του κράτους μέλους προβλέπει τη δυνατότητα μιας τέτοιας μεταβίβασης, το δε κράτος αυτό συμφωνεί για τη μεταβίβαση.

7. Η μεταβίβαση για την οποία δόθηκε άδεια σύμφωνα με το παρόν άρθρο δημοσιεύεται, στο κράτος μέλος της ασφαλιστικής υποχρέωσης, υπό τους όρους που προβλέπονται από το εθνικό δίκαιο. Η μεταβίβαση αυτή είναι αυτοδικαίως αντιτάξιμη έναντι των ενεργούντων την ασφάλιση, των ασφαλιζομένων, καθώς και κάθε τρίτου που έλκει δικαιώματα ή υπέχει υποχρεώσεις που απορρέουν από τα εκχωρούμενα ασφαλιστήρια.

   Με τη διάταξη αυτή δεν θίγεται το δικαίωμα των κρατών μελών να ορίσουν ότι οι ενεργούντες τις ασφαλίσεις έχουν τη δυνατότητα να καταγγείλουν τη σύμβαση μέσα σε ορισμένη προθεσμία από τη μεταβίβαση.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 7

Το άρθρο 22 παράγραφος 2 της πρώτης οδηγίας αντικαθίσταται από το ακόλουθο κείμενο :

Η Ιταλική Δημοκρατία λαμβάνει όλα τα μέτρα ώστε η υποχρέωση των επιχειρήσεων που είναι εγκατεστημένες στο έδαφός της, να εκχωρήσουν μέρος των ασφαλίσεών τους στο "INSTITUTO NAZIONALE DI ASSICURAZIONI" (Εθνικό ίδρυμα ασφαλίσεων), να εξαλειφθεί το αργότερο εντός δύο ετών από την έναρξη ισχύος της παρούσας οδηγίας.

Άρθρο 8

1. Η επιγραφή του τίτλου III της πρώτης οδηγίας αντικαθίσταται από τα ακόλουθα:

ΤΙΤΛΟΣ III Α.

Κανόνες που ισχύουν επί των πρακτορείων ή υποκαταστημάτων που είναι εγκατεστημένα στο εσωτερικό της Κοινότητας και ανήκουν σε επιχειρήσεις των οποίων η έδρα βρίσκεται εκτός Κοινότητας.

2. Η ακόλουθη επιγραφή τοποθετείται μετά το άρθρο 32 της πρώτης οδηγίας.

ΤΙΤΛΟΣ III Β.

Κανόνες που ισχύουν επί των θυγατρικών ή των αποκτήσεων συμμετοχών μιας μητρικής επιχείρησης που διέπεται από το δίκαιο τρίτης χώρας.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 9

Ο τίτλος III Β της πρώτης οδηγίας συμπληρώνεται από ένα άρθρο 32α που έχει ως εξής:

1. Όλες οι αιτήσεις χορήγησης άδειας σε μία θυγατρική ή απόκτησης συμμετοχής, που αναφέρονται στην παράγραφο 3, μιας μητρικής επιχείρησης που διέπεται από το δίκαιο τρίτης χώρας, αποτελεί αντικείμενο της διαδικασίας του παρόντος άρθρου.

2. Οι αρμόδιες αρχές του ενδιαφερόμενου κράτους μέλους ενημερώνουν τις αρμόδιες αρχές των άλλων κρατών μελών καθώς και την Επιτροπή για τις αιτήσεις χορήγησης άδειας σε θυγατρική εταιρία.

3. Τα κράτη μέλη προβλέπουν ότι όταν μία επιχείρηση που διέπεται από το δίκαιο τρίτης χώρας επιδιώκει να αποκτήσει άμεσα ή έμμεσα συμμετοχή σε μία ασφαλιστική επιχείρηση που είναι εγκατεστημένη στην Κοινότητα κατά τρόπο, ώστε αυτή να καταστεί θυγατρική της, ενημερώνει τις εποπτικές αρχές του ενδιαφερόμενου κράτους μέλους. Αυτές ενημερώνουν με τη σειρά τους τις αρμόδιες αρχές των άλλων κρατών μελών καθώς και την Επιτροπή.

4. Οι αρμόδιες αρχές του ενδιαφερόμενου κράτους μέλους αναστέλλουν τη λήψη απόφασης όσον αφορά τις αιτήσεις των παραγράφων 2 και 3, μέχρις ολοκληρώσεως της διαδικασίας των παραγράφων 5 και 6.

5. Η Επιτροπή εξετάζει, εντός τριών μηνών από της λήψεως των πληροφοριών που προβλέπονται στις παραγράφους 2 και 3, αν όλες οι επιχειρήσεις της Κοινότητας απολαμβάνουν αμοιβαιότητας, ιδίως όσον αφορά τη σύσταση θυγατρικών ή την απόκτηση συμμετοχών στις ασφαλιστικές επιχειρήσεις στην ενδιαφερόμενη τρίτη χώρα.

6. Αν η Επιτροπή διαπιστώσει ότι δεν κατοχυρώνεται η αμοιβαιότητα, μπορεί να παρατείνει την αναστολή λήψεως της αποφάσεως της παραγράφου 4, μετά από διαβουλεύσεις με τις αρμόδιες αρχές των κρατών μελών στα πλαίσια της διαδικασίας συνεργασίας του άρθρου 38.

7. Η Επιτροπή υποβάλλει στο Συμβούλιο τις κατάλληλες προτάσεις για την επίτευξη αμοιβαιότητας με τη συγκεκριμένη τρίτη χώρα.

Historical Archives of the European Commission

ΤΙΤΛΟΣ ΙΙΙ - ΙΔΙΑΙΤΕΡΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΠΕΡΙ ΕΛΕΥΘΕΡΗΣ ΠΑΡΟΧΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ -

Άρθρο 10

1. Οι διατάξεις του τίτλου αυτού εφαρμόζονται στις περιπτώσεις που μία επιχείρηση αναλαμβάνει, μέσω εγκατάστασης ευρισκόμενης σε ένα κράτος μέλος, ασφαλιστική υποχρέωση σε άλλο κράτος μέλος.

2. Οι διατάξεις του παρόντος τίτλου δεν εφαρμόζονται στις εργασίες και επιχειρήσεις καθώς και τους οργανισμούς τους οποίους δεν αφορά η πρώτη οδηγία.

3. Οι διατάξεις αυτές δεν εφαρμόζονται επίσης ως προς τις υποχρεώσεις:

   - που συνομολογήθηκαν με πρόσωπα άλλα πέραν των φυσικών προσώπων που ενεργούν για δικό τους λογαριασμό·

   - που συνομολογήθηκαν με πρόσωπα τα οποία διαθέτουν εμπορικό, επαγγελματικό ή εργασιακό δεσμό με το ή τα εκ της συμβάσεως ασφαλισμένα πρόσωπα ανεξάρτητα αν ο δεσμός αυτός αναφέρεται στο παρελθόν, το παρόν ή το μέλλον, και στο μέτρο που η ασφαλιστική υποχρέωση ανελήφθη με βάση το δεσμό αυτό·

   - που συνομολογήθηκαν με αντισυμβαλλόμενο τον ασφαλισμένο, εάν η ασφαλιστική σύμβαση συνάπτεται ενόψει της απασχόλησης ή της επαγγελματικής δραστηριότητας του προσώπου αυτού·

   - τις σχετικές με τις εργασίες που αναφέρονται στο άρθρο 1, παράγραφος 2 υπό α), γ), δ) και ε) και παράγραφος 3, της πρώτης οδηγίας.

4. Μία επιχείρηση δύναται να αναλάβει ασφαλιστική υποχρέωση σε άλλο κράτος μέλος μόνον εφόσον, στο κράτος μέλος εγκατάστασής της, της έχει χορηγηθεί άδεια ανάληψης της ίδιας υποχρέωσης, σύμφωνα με το άρθρο 6 της πρώτης οδηγίας.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 11

Κάθε επιχείρηση που προτίθεται να παρέχει υπηρεσίες υποχρεούται να ενημερώσει προηγουμένως τις αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της εταιρικής έδρας της και, κατά περίπτωση, του κράτους μέλους της σχετικής εγκατάστασής της, υποδεικνύοντας το κράτος ή τα κράτη μέλη εκείνα, στο έδαφος των οποίων σκοπεύει να παρέχει υπηρεσίες, καθώς και τη φύση των ασφαλιστικών καλύψεων που προτίθεται να παρέχει.

Άρθρο 12

1. Κάθε κράτος μέλος, στην επικράτεια του οποίου μία επιχείρηση προτίθεται να αναλαμβάνει, υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών, τις υποχρεώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 10 της παρούσας οδηγίας, δύναται να εξαρτά την πρόσβαση στη δραστηριότητα αυτή από τη χορήγηση διοικητικής άδειας, στο μέτρο που οι υποχρεώσεις αυτές δεν αναφέρονται στο άρθρο 13· για το σκοπό αυτό, δύναται να απαιτήσει από την επιχείρηση:

α) να προσκομίσει πιστοποιητικό, εκδιδόμενο από τις αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της εταιρικής έδρας, που να δηλώνει ότι διαθέτει για το σύνολο των δραστηριοτήτων της το ελάχιστο περιθώριο φερεγγυότητας, σύμφωνα με το άρθρο 19 της πρώτης οδηγίας και ότι, σύμφωνα με το άρθρο 6 παράγραφος 1 της εν λόγω οδηγίας, η άδεια επιτρέπει στην επιχείρηση να πραγματοποιεί εργασίες στο εξωτερικό του κράτους μέλους της εγκατάστασης·

β) να προσκομίσει πιστοποιητικό, εκδιδόμενο από τις αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της εγκατάστασης, που να αναφέρει τους κλάδους στους οποίους η ενδιαφερόμενη επιχείρηση εξουσιοδοτείται να ασκεί δραστηριότητες και να πιστοποιεί ότι οι αρχές αυτές δεν διατυπώνουν αντιρρήσεις ως προς την εκ μέρους της επιχείρησης άσκηση δραστηριότητος με παροχή υπηρεσιών·

γ) να υποβάλει πρόγραμμα δραστηριοτήτων, το οποίο να περιέχει στοιχεία ως προς:

- τη φύση των ασφαλιστικών υποχρεώσεων που η επιχείρηση προτίθεται να αναλαμβάνει στο κράτος μέλος της παροχής υπηρεσιών,

Historical Archives of the European Commission

- τους γενικούς και ειδικούς όρους των ασφαλιστηρίων, τα οποία προτίθεται να χρησιμοποιήσει στο κράτος αυτό,

- τα τιμολόγια που η επιχείρηση σκοπεύει να εφαρμόζει για κάθε κατηγορία εργασιών και τις τεχνικές βάσεις που η επιχείρηση προτίθεται να χρησιμοποιεί για κάθε κατηγορία εργασιών,

- τα κάθε είδους έντυπα που προτίθεται να χρησιμοποιεί στις σχέσεις της με τα πρόσωπα που ενεργούν τις ασφαλίσεις (αντισυμβαλλόμενους),

εφόσον αυτά απαιτούνται και από τις εγκατεστημένες επιχειρήσεις.

2. Οι αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της παροχής υπηρεσιών δύνανται να απαιτούν να τους υποβάλλονται τα στοιχεία που αναφέρονται στην παράγραφο 1 στοιχείο γ), στην επίσημα γλώσσα του κράτους αυτού.

3. Οι αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της παροχής υπηρεσιών διαθέτουν προθεσμία έξη μηνών από της παραλαβής των προαναφερόμενων στην παράγραφο 1 εγγράφων, για να χορηγήσουν ή να αρνηθούν την άδεια, με κριτήριο το αν τα στοιχεία του προγράμματος δραστηριοτήτων που υπέβαλε η επιχείρηση συμβιβάζονται ή όχι με τις ισχύουσες στο εν λόγω κράτος νομοθετικές, διοικητικές ή κανονιστικές διατάξεις.

4. Αν οι αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της παροχής υπηρεσιών δεν έχουν αποφασίσει κατά τη λήξη της προθεσμίας που αναφέρεται στην παράγραφο 3, η αίτηση αδείας λογίζεται απορριφθείσα.

5. Κάθε απόφαση που απορρίπτει αίτηση για τη χορήγηση άδειας ή πιστοποιητικού, που αναφέρεται στην παράγραφο 1 στοιχεία α) και β), πρέπει να αναφέρει τον ακριβή λόγο της απορρίψεως και να κοινοποιείται στην ενδιαφερόμενη επιχείρηση.

6. Κάθε κράτος μέλος θεσπίζει ένδικο μέσο κατά της απόρριψης των αιτήσεων αδείας ή απόρριψης της χορήγησης του πιστοποιητικού που αναφέρεται στην παράγραφο 1 υπό α) και β).

Άρθρο 13

1. Οι ασφαλιστικές υποχρεώσεις που αναλαμβάνονται υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών δεν υπόκεινται στο άρθρο 12, αλλά στο άρθρο 14, όταν ο

Historical Archives of the European Commission

αντισυμβαλλόμενος λαμβάνει την πρωτοβουλία να ζητήσει την ασφαλιστική κάλυψη από την επιχείρηση.

Ο αντισυμβαλλόμενος λογίζεται ότι έχει αναλάβει την πρωτοβουλία:

- όταν η πρώτη επαφή μεταξύ του αντισυμβαλλόμενου και της επιχείρησης, ανεξάρτητα από το μέσο που χρησιμοποιήθηκε, έγινε από τον αντισυμβαλλόμενο

ή

- όταν η σύμβαση συνάπτεται στο κράτος μέλος στο οποίο είναι εγκατεστημένη η επιχείρηση χωρίς να έχει υπάρξει προηγουμένως επαφή μεταξύ του αντισυμβαλλόμενου και της επιχείρησης στο κράτος μέλος, στο οποίο ο αντισυμβαλλόμενος έχει τη συνήθη κατοικία του.

2. Η επιχείρηση που προτίθεται να αναλάβει ασφαλιστικές υποχρεώσεις σε ένα κράτος μέλος υπό το καθεστώς του παρόντος άρθρου, δεν προβαίνει εκεί σε εμπορικές διερευνητικές ενέργειες, ούτε πραγματοποιεί διαφημίσεις σχετικές με τη δραστηριότητα αυτή, αλλά απλώς σε δημόσιες ανακοινώσεις που να αναφέρουν τη διεύθυνσή της και τους κλάδους για τους οποίους της έχει χορηγηθεί άδεια στο κράτος της εγκατάστασης, μέσω της οποίας προτίθεται να αναλαμβάνει τις ασφαλιστικές υποχρεώσεις.

3. Στην περίπτωση που ο αντισυμβαλλόμενος λαμβάνει την πρωτοβουλία να ζητήσει την ανάληψη ασφαλιστικής υποχρέωσης από την επιχείρηση μέσω ασφαλιστικού πράκτορα, υπογράφει, πριν γίνει η επαφή με την επιχείρηση, δήλωση με την οποία πιστοποιεί ότι επιθυμεί να αναζητήσει ο ασφαλιστικός πράκτορας δυνατότητες ασφαλίσεως σε ένα ή περισσότερα κράτη μέλη, πέραν αυτού της συνήθους διαμονής του· ο εν λόγω ασφαλιστικός πράκτορας είναι το πρόσωπο που αναφέρεται στο άρθρο 2 παράγραφος 1 υπό α) της οδηγίας 77/92/ΕΟΚ. Ο πράκτορας δεν πραγματοποιεί διαφημίσεις αναφορικά με τη δυνατότητα να ζητούνται αναλήψεις ασφαλιστικών υποχρεώσεων υπό το προβλεπόμενο στο παρόν άρθρο καθεστώς.

4. Πριν τη συνομολόγηση ασφαλιστικής υποχρεώσεως υπό το προβλεπόμενο στο παρόν άρθρο καθεστώς, ο αντισυμβαλλόμενος υπογράφει δήλωση σύμφωνα με την οποία σημειώνει ότι η υποχρέωση αυτή υπόκειται στους κανόνες ελέγχου της χώρας της επιχείρησης που αναλαμβάνει την ασφαλιστική υποχρέωση.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 14

1. Κάθε κράτος μέλος στο έδαφος του οποίου μια επιχείρηση προτίθεται να αναλαμβάνει, με την παροχή υπηρεσιών, ασφαλιστικές υποχρεώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 11 της παρούσας οδηγίας απαιτεί από την επιχείρηση:

   α) να προσκομίσει πιστοποιητικό, εκδιδόμενο από τις αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της εταιρικής έδρας, στο οποίο να εμφαίνεται ότι διαθέτει για το σύνολο των δραστηριοτήτων της το ελάχιστο περιθώριο φερεγγυότητας, σύμφωνα με το άρθρο 19 της πρώτης οδηγίας, και ότι, σύμφωνα με το άρθρο 6 παράγραφος 1 της εν λόγω οδηγίας, η άδεια επιτρέπει στην επιχείρηση να πραγματοποιεί εργασίες έξω από το κράτος μέλος της εγκατάστασης·

   β) να προσκομίσει πιστοποιητικό, εκδιδόμενο από τις αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους τσης, που να αναφέρει τους κλάδους στους οποίους η ενδιαφερόμενη επιχείρηση εξουσιοδοτείται να ασκεί δραστηριότητες, και να βεβαιώνει ότι οι αρχές αυτές δεν διατυπώνουν αντιρρήσεις ως προς την εκ μέρους της επιχείρησης άσκηση δραστηριότητας με παροχή υπηρεσιών·

   γ) να δηλώσει τη φύση των ασφαλιστικών υποχρεώσεων που προτίθεται να αναλάβει στο κράτος μέλος της παροχής υπηρεσιών.

2. Κάθε κράτος μέλος θεσπίζει ένδικο μέσο κατά της οποιασδήποτε απόρριψης αιτήσεως για τη χορήγηση πιστοποιητικού που αναφέρεται στην παράγραφο 1 στοιχεία α) ή β).

3. Η επιχείρηση δύναται να αρχίσει τις δραστηριότητές της από την ημερομηνία κατά την οποία βεβαιώνεται ότι οι αρχές του κράτους της παροχής υπηρεσιών έχουν λάβει τα έγγραφα που αναφέρονται στην παράγραφο 1.

4. Το παρόν άρθρο εφαρμόζεται επίσης όταν το κράτος μέλος, στο οποίο η επιχείρηση προτίθεται να αναλαμβάνει, με την παροχή υπηρεσιών, ασφαλιστικές υποχρεώσεις πέραν αυτών που αναφέρονται στο άρθρο 13 της παρούσας οδηγίας, δεν εξαρτά την πρόσβαση στη δραστηριότητα αυτή από τη χορήγηση διοικητικής άδειας.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 15

Ο αντισυμβαλλόμενος συμβάσεως ασφαλίσεως ιδίας ζωής που συνήφθη υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών, που αναφέρεται στο άρθρο 13, διαθέτει προθεσμία 30 τουλάχιστον ημερών από την εκατέρωθεν ανάληψη των υποχρεώσεων των μερών, για να παραιτηθεί των αποτελεσμάτων της συμβάσεως αυτής.

Η κοινοποίηση του αντισυμβαλλόμενου ότι παραιτείται της συμβάσεως, έχει ως αποτέλεσμα την ελευθέρωσή του από κάθε υποχρέωση που απορρέει από τη σύμβαση αυτή.

Οι διατάξεις αυτές δεν εφαρμόζονται στις συμβάσεις διάρκειας ίσης ή κατώτερης των δύο μηνών.

Οι έννομες συνέπειες της παραιτήσεως ρυθμίζονται σύμφωνα με το εφαρμοστέο στη σύμβαση δίκαιο, όπως αυτό ορίζεται στο άρθρο 4, ιδίως όσον αφορά τον προσδιορισμό του χρονικού σημείου από το οποίο τα συμβαλλόμενα μέρη έχουν αναλάβει τις υποχρεώσεις τους.

Άρθρο 16

Η νομοθεσία των κρατών μελών επιτάσσει ότι μία επιχείρηση εγκατεστημένη σε ένα κράτος μέλος δύναται να αναλαμβάνει, υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών, από εγκατάσταση κείμενη σε ένα τουλάχιστον άλλο κράτος μέλος:

- ασφαλιστικές υποχρεώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 13 της παρούσας οδηγίας,

- ασφαλιστικές υποχρεώσεις του άρθρου 10, μη επαναλαμβανόμενες στο άρθρο 13, οι οποίες υπάγονται στους κλάδους για τους οποίους η εγκατεστημένη στο πρώτο κράτος μέλος επιχείρηση δεν έχει τύχει εκεί διοικητικής αδείας, σύμφωνα με το άρθρο 6 της πρώτης οδηγίας.

Αντίθετα, εφόσον στην τελευταία αυτή περίπτωση, η επιχείρηση αυτή διαθέτει την εν λόγω άδεια, το πρώτο κράτος μέλος δύναται να αντιταχθεί σ'αυτήν την παροχή υπηρεσιών.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 17

1. Όταν η επιχείρηση που αναφέρεται στο άρθρο 11 προτίθεται να επιφέρει τροποποιήσεις στα στοιχεία που αναφέρονται στο άρθρο 12 παράγραφος 1 στοιχείο γ) ή στο άρθρο 14 παράγραφος 1 στοιχείο γ), υποβάλλει τις τροποποιήσεις αυτές στις αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της παροχής υπηρεσιών. Οι τροποποιήσεις αυτές υπόκεινται στην εφαρμογή, κατά περίπτωση, του άρθρου 12 παράγραφος 3 και του άρθρου 14 παράγραφος 1.

2. Όταν η επιχείρηση προτίθεται να επεκτείνει τη δραστηριότητά της στην ανάληψη υποχρεώσεων που αναφέρονται στο άρθρο 10 και δεν αναφέρονται στο άρθρο 13 της παρούσας οδηγίας, υπόκειται στη διαδικασία που προβλέπεται από τα άρθρα 11 και 12.

3. Όταν η επιχείρηση προτίθεται να επεκτείνει τη δραστηριότητά της στην ανάληψη υποχρεώσεων που αναφέρονται είτε στο άρθρο 13 της παρούσας οδηγίας, είτε στο άρθρο 14 παράγραφος 4 της παρούσας οδηγίας, υπόκειται στην εφαρμογή της διαδικασίας των άρθρων 11 και 14.

Άρθρο 18

Οι επιχειρήσεις οι οποίες, δυνάμει του άρθρου 13 παράγραφος 3 της πρώτης οδηγίας, ασκούν σωρευτικά τις δραστηριότητες που αναφέρονται στο παράρτημα της πρώτης οδηγίας συντονισμού "ζημιών" (73/239/ΕΟΚ) και τις δραστηριότητες που απαριθμούνται στο άρθρο 1 της πρώτης οδηγίας, δεν αναλαμβάνουν, υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών, υποχρεώσεις για έναν από τους κλάδους που αφορά η πρώτη οδηγία.

Άρθρο 19

1. Τα κράτη μέλη παροχής των υπηρεσιών μπορούν να διατηρήσουν ή να εισαγάγουν νομοθετικές, κανονιστικές ή διοικητικές διατάξεις, προς τον σκοπό προστασίας του αντισυμβαλλομένου, ιδίως όσον αφορά την έγκριση των γενικών και ειδικών όρων των ασφαλιστηρίων συμβολαίων, των εντύπων κάθε είδους που χρησιμοποιούνται στις σχέσεις με τους αντισυμβαλλομένους, των τιμολογίων και κάθε είδους εγγράφων που είναι απαραίτητα για την κανονική άσκηση του ελέγχου, υπό τον όρον πάντως ότι οι κανόνες του κράτους μέλους της εγκατάστασης δεν επαρκούν για την εξασφάλιση του απαραίτητου επιπέδου προστασίας και ότι οι απαιτήσεις του κράτους μέλους παροχής των υπηρεσιών δεν υπερβαίνουν τα όρια που είναι αναγκαία για το σκοπό αυτό.

Historical Archives of the European Commission

2. Πάντως, όσον αφορά τις ασφαλιστικές υποχρεώσεις που αναφέρονται στο άρθρο 13 της παρούσας οδηγίας, τα κράτη μέλη δεν θεσπίζουν διατάξεις που απαιτούν την έγκριση ή τη συστηματική κοινοποίηση των γενικών και ειδικών όρων των ασφαλιστηρίων συμβολαίων, των τιμολογίων και κάθε είδους εντύπων που προτίθεται να χρησιμοποιήσει η επιχείρηση στις σχέσεις της με τους αντισυμβαλλόμενους.

Άρθρο 20

1. Κάθε επιχείρηση που λειτουργεί παρέχοντας υπηρεσίες οφείλει να υποβάλλει στις αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους παροχής των υπηρεσιών κάθε έγγραφο που θα της ζητηθεί ενόψει της εφαρμογής του παρόντος άρθρου, στο μέτρο που μία τέτοια υποχρέωση ισχύει εξίσου έναντι των επιχειρήσεων που είναι εγκατεστημένες στο εν λόγω κράτος μέλος.

2. Αν οι αρμόδιες αρχές ενός κράτους μέλους διαπιστώσουν ότι μία επιχείρηση, η οποία λειτουργεί με την παροχή υπηρεσιών στο έδαφός του, δεν τηρεί τους κανόνες δικαίου αυτού του κράτους μέλους που εφαρμόζονται στην περίπτωσή της, οι εν λόγω αρχές καλούν την επιχείρηση αυτή να θέσει τέρμα στην αντικανονική αυτή κατάσταση.

3. Αν η εν λόγω επιχείρηση δεν ανταποκριθεί στην πρόσκληση της παραγράφου 2, οι αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους παροχής των υπηρεσιών ενημερώνουν σχετικά τις αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της εγκατάστασης. Οι τελευταίες αυτές λαμβάνουν όλα τα κατάλληλα μέτρα ώστε η εν λόγω επιχείρηση να θέσει τέρμα στην αντικανονική αυτή κατάσταση. Η φύση των μέτρων αυτών ανακοινώνεται στις αρχές του κράτους μέλους παροχής των υπηρεσιών.

Historical Archives of the European Commission

Οι αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους παροχής των υπηρεσιών μπορούν επίσης να απευθυνθούν στις αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους της έδρας της ασφαλιστικής επιχείρησης, όταν οι παροχές υπηρεσιών διενεργούνται από υποκατάστημα ή πρακτορείο.

4. Αν, παρά τα ληφθέντα από το κράτος μέλος της εγκατάστασης μέτρα ή λόγω έλλειψης ή ανεπάρκειας των μέτρων αυτών στο ενδιαφερόμενο κράτος η επιχείρηση εξακολουθεί να παραβιάζει τους ισχύοντες κανόνες στο κράτος μέλος παροχής των υπηρεσιών, το τελευταίο αυτό, αφού ενημερώσει σχετικά τις ελεγκτικές αρχές του κράτους μέλους της εγκατάστασης, δύναται να λάβει τα κατάλληλα μέτρα για την πρόληψη νέων ανωμαλιών και, εφόσον είναι απόλυτα αναγκαίο, να απαγορεύσει στην επιχείρηση να εξακολουθήσει να αναλαμβάνει ασφαλιστικές υποχρεώσεις, υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών, στο έδαφός του. Στην περίπτωση των υποχρεώσεων που αναλαμβάνονται υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών, πέραν αυτών που αναφέρονται στο άρθρο 13 της παρούσας οδηγίας, τα μέτρα αυτά περιλαμβάνουν την ανάκληση της άδειας που αναφέρεται στο άρθρο 12. Τα κράτη μέλη φροντίζουν ώστε να παρέχεται η δυνατότητα διενέργειας στο έδαφός τους των αναγκαίων για τα μέτρα αυτά κοινοποιήσεων.

5. Οι προηγούμενες διατάξεις δεν θίγουν το δικαίωμα των κρατών μελών να καταστέλλουν τις παρατυπίες που διενεργούνται στο έδαφός τους.

6. Αν η επιχείρηση που διέπραξε την παράβαση διαθέτει εγκατάσταση ή περιουσιακά στοιχεία στο κράτος μέλος παροχής των υπηρεσιών, οι ελεγκτικές αρχές του κράτους αυτού δύνανται, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία, να προβούν στην εκτέλεση των διοικητικών κυρώσεων που προβλέπονται για την παράβαση αυτή, έναντι της εν λόγω εγκατάστασης ή των εν λόγω περιουσιακών στοιχείων.

Historical Archives of the European Commission

7. Κάθε μέτρο, που λαμβάνεται βάσει των παραγράφων 2 έως 6 και που συνεπάγεται κυρώσεις ή περιορισμούς στην άσκηση της παροχής υπηρεσιών, οφείλει να είναι δεόντως αιτιολογημένο και να κοινοποιείται στην ενδιαφερόμενη επιχείρηση. Τα μέτρα αυτά πρέπει να υπόκεινται σε ένδικο μέσο στο κράτος μέλος στο οποίο ελήφθησαν.

8. Όταν έχουν ληφθεί μέτρα βάσει του άρθρου 24 της παρούσας οδηγίας, οι αρμόδιες αρχές του κράτους μέλους παροχής των υπηρεσιών ενημερώνονται σχετικά από τις αρχές που έλαβαν τα μέτρα αυτά και, εάν πρόκειται για μέτρα λαμβανόμενα δυνάμει των παραγράφων 1 έως 3 του εν λόγω άρθρου, λαμβάνουν κάθε κατάλληλο μέτρο προστασίας των συμφερόντων των ασφαλισμένων.

   Σε περίπτωση ανάκλησης της άδειας βάσει του άρθρου 26 της πρώτης οδηγίας, οι αρχές του κράτους μέλους παροχής των υπηρεσιών ενημερώνονται σχετικά και λαμβάνουν τα κατάλληλα μέτρα ώστε η εγκατάσταση την οποία αφορά η ανάκληση να πάψει να συνάπτει ασφαλιστικές συμβάσεις, υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών, στο έδαφος αυτού του κράτους μέλους.

9. Η Επιτροπή υποβάλλει στο Συμβούλιο ανά διετία έκθεση, η οποία περιλαμβάνει συνοπτικά τον αριθμό και το είδος των περιπτώσεων στις οποίες, σε κάθε κράτος μέλος, κοινοποιήθηκαν σύμφωνα με το άρθρο 12 αποφάσεις απορρίψεως αιτήσεων για τη χορήγηση άδειας ή στις οποίες ελήφθησαν μέτρα σύμφωνα με την παράγραφο 4. Τα κράτη μέλη συνεργάζονται με την Επιτροπή παρέχοντάς της τις αναγκαίες για τη σύνταξη της έκθεσης αυτής πληροφορίες.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 21

Σε περίπτωση εκκαθάρισης μιας ασφαλιστικής επιχείρησης, οι υποχρεώσεις οι οποίες απορρέουν από σύμβαση που έχει συναφθεί υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών, εκτελούνται κατά τον ίδιο τρόπο όπως και οι υποχρεώσεις που απορρέουν από τις άλλες ασφαλιστικές συμβάσεις της επιχείρησης αυτής, χωρίς διακρίσεις με βάση την υπηκοότητα των ασφαλισμένων και των δικαιούχων.

Άρθρο 22

1. Όταν μία εργασία πραγματοποιείται υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών, ο αντισυμβαλλόμενος πρέπει, πριν τη συνομολόγηση οποιασδήποτε υποχρέωσης, να τηρείται ενήμερος σχετικά με το όνομα του κράτους μέλους στο οποίο ευρίσκεται η εταιρική έδρα, το πρακτορείο ή το υποκατάστημα με το οποίο πρόκειται να συναφθεί η σύμβαση.

   Αν στο πρόσωπο που ενεργεί η ασφάλιση δοθούν έγγραφα, σ'αυτά πρέπει να περιλαμβάνεται η πληροφορία που αναφέρεται στο προηγούμενο εδάφιο.

2. Τόσο η σύμβαση και κάθε άλλο έγγραφο με το οποίο παρέχεται η κάλυψη όσο και η πρόταση ασφάλισης, εφόσον είναι δεσμευτική για τον αντισυμβαλλόμενο, πρέπει να αναφέρουν τη διεύθυνση της εγκατάστασης που παρέχει την κάλυψη και τη διεύθυνση της εταιρικής έδρας.

Άρθρο 23

1. Όταν η παροχή υπηρεσιών εξαρτάται από τη χορήγηση άδειας εκ μέρους του κράτους μέλους της παροχής υπηρεσιών, το ύψος των τεχνικών αποθεματικών περιλαμβανομένων και των μαθηματικών αποθεματικών, και οι κανόνες οι σχετικοί με τη συμμετοχή στα κέρδη και τις αξίες εξαγοράς και εκπτώσεως που αντιστοιχούν στις σχετικές συμβάσεις καθορίζονται, υπό τον έλεγχο αυτού του κράτους μέλους, σύμφωνα με τους κανόνες που αυτό έχει θεσπίσει ή, ελλείψει κανόνων, σύμφωνα με την αποκατεστημένη στο εν λόγω κράτος πρακτική. Ο τρόπος με τον οποίο αντικρύζονται τα αποθεματικά αυτά από ισοδύναμα στοιχεία ενεργητικού, διεπόμενα από τους κανόνες νομισματικής αντιστοιχίας, καθώς και ο εντοπισμός αυτών των ίων ενεργητικού και η εφαρμογή των κανόνων για τη συμμετοχή στα κέρδη και για τις αξίες εξαγοράς και εκπτώσεως, πραγματοποιούνται υπό τον έλεγχο αυτού του κράτους μέλους, σύμφωνα με τους κανόνες του ή την πρακτική του.

2. Σε κάθε άλλη περίπτωση, οι διάφορες αυτές πράξεις πραγματοποιούνται υπό τον έλεγχο του κράτους μέλους της εγκατάστασης, σύμφωνα με τους κανόνες του ή την πρακτική του.

Reproduced from the archives of the European Commission

3. Το κράτος μέλος της εγκατάστασης μεριμνά ώστε τα αποθεματικά που αφορούν το σύνολο των συμβάσεων που έχουν συναφθεί από την επιχείρηση μέσω της σχετικής εγκατάστασης, να είναι επαρκή και να αντικρύζονται από ισοδύναμα και διεπόμενα από τους κανόνες νομισματικής αντιστοιχίας στοιχεία ενεργητικού.

4. Στην περίπτωση της παραγράφου 1 ανωτέρω, το κράτος μέλος της εγκατάστασης και το κράτος μέλος της παροχής υπηρεσιών προβαίνουν στην ανταλλαγή όλων των πληροφοριών που είναι αναγκαίες για την άσκηση των αντιστοίχων καθηκόντων τους, σύμφωνα με τις παραγράφους 1 και 3.

Άρθρο 24

Τα ασφαλιστήρια συμβόλαια που συνάπτονται υπό το καθεστώς παροχής υπηρεσιών υπόκεινται αποκλειστικά στους έμμεσους φόρους και τις οιονεί φορολογικές εισφορές που βαρύνουν τα ασφάλιστα στο κράτος μέλος αναλήψεως της ασφαλιστικής υποχρεώσεως, κατά την έννοια του άρθρου 2 στοιχείο ε).

Το δίκαιο που εφαρμόζεται στη σύμβαση, δυνάμει του άρθρου 4, δεν επηρεάζει το εφαρμοστέο φορολογικό καθεστώς.

Κάθε κράτος μέλος εφαρμόζει στις επιχειρήσεις που παρέχουν υπηρεσίες στην επικράτειά του, τις εθνικές διατάξεις που αφορούν τα μέτρα τα οποία σκοπό έχουν να εξασφαλίζεται η είσπραξη των έμμεσων φόρων και των οιονεί φορολογικών εισφορών, που οφείλονται δυνάμει του πρώτου εδαφίου.

Historical Archives of the European Commission

ΤΙΤΛΟΣ IV - ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 25

Η Επιτροπή και οι αρμόδιες αρχές των κρατών μελών συνεργάζονται στενά για να διευκολύνουν τον έλεγχο, στο εσωτερικό της Κοινότητας, των ασφαλίσεων και των εργασιών που αναφέρονται στην πρώτη οδηγία.

Κάθε κράτος μέλος ενημερώνει την Επιτροπή σχετικά με τις μείζονες δυσχέρειες οι οποίες προκύπτουν κατά την εφαρμογή της παρούσας οδηγίας, και μεταξύ άλλων για εκείνες που παρουσιάζονται όταν ένα κράτος μέλος διαπιστώσει αφύσικη μετατόπιση των δραστηριοτήτων που αναφέρονται στην πρώτη οδηγία εις βάρος των επιχειρήσεων που είναι εγκατεστημένες στην επικράτειά του και προς όφελος πρακτορείων ή υποκαταστημάτων ευρισκόμενων σε γειτονικές προς αυτήν περιοχές.

Η Επιτροπή και οι αρμόδιες αρχές των ενδιαφερομένων κρατών μελών εξετάζουν τις δυσχέρειες αυτές το ταχύτερο δυνατό με σκοπό να ευρεθεί πρόσφορη λύση.

Η Επιτροπή υποβάλλει στο Συμβούλιο τις κατά περίπτωση ενδεδειγμένες προτάσεις.

Άρθρο 26

Η Επιτροπή διαβιβάζει στο Συμβούλιο και στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο σε τακτά διαστήματα, και πρώτη φορά την 1η ....., έκθεση σχετικά με την πορεία της αγοράς των ασφαλίσεων και εργασιών που πραγματοποιούνται υπό το καθεστώς ελεύθερης παροχής υπηρεσιών.

Άρθρο 27

Τα κράτη μέλη τροποποιούν τις εθνικές διατάξεις τους σύμφωνα με την παρούσα οδηγία εντός προθεσμίας δέκα οκτώ μηνών από της κοινοποιήσεώς τους, ενημερώνουν δε αμέσως σχετικά την Επιτροπή.

Οι διατάξεις που τροποποιούνται σύμφωνα με το πρώτο εδάφιο πρέπει να εφαρμόζονται εντός προθεσμίας είκοσι τεσσάρων μηνών από της κοινοποιήσεως της παρούσας οδηγίας.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 28

Από της κοινοποιήσεως της παρούσας οδηγίας, τα κράτη μέλη φροντίζουν να κοινοποιούν στην Επιτροπή το κείμενο των ουσιωδών διατάξεων νομοθετικής, κανονιστικής ή διοικητικής φύσεως, τις οποίες θεσπίζουν στον καλυπτόμενο από την παρούσα οδηγία τομέα.

Άρθρο 29

Η παρούσα οδηγία απευθύνεται στα κράτη μέλη.

Historical Archives of the European Commission

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

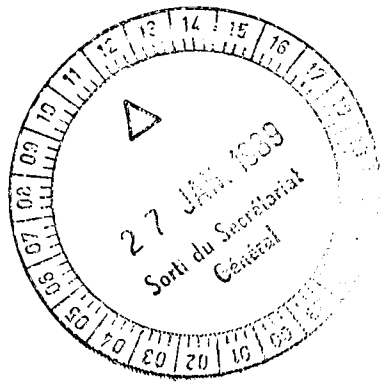
COM (88) 729 final SYN 177

Bruselas, 16 de enero de 1989

PROPUESTA DE
SEGUNDA DIRECTIVA DEL CONSEJO
SOBRE LA COORDINACIÓN DE LAS DISPOSICIONES LEGALES,
REGLAMENTARIAS Y ADMINISTRATIVAS RELATIVAS AL
SEGURO DIRECTO DE VIDA, POR LA QUE SE ESTABLECEN
LAS DISPOSICIONES DESTINADAS A FACILITAR EL
EJERCICIO EFECTIVO DE LA LIBRE PRESTACIÓN
DE SERVICIOS Y POR LA QUE SE MODIFICA LA
DIRECTIVA 79/267/CEE

(presentada por la Comisión)

Historical Archives of the European Commission



PROPOSITION DE

DEUXIEME DIRECTIVE DU CONSEIL

PORTANT COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE, FIXANT LES DISPOSITIONS DESTINEES A FACILITER L'EXERCICE EFFECTIF DE LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES ET MODIFIANT LA DIRECTIVE 79/267/CEE

EXPOSE DES MOTIFS

I. Introduction

La réalisation effective d'un marché commun de l'assurance vie constitue un élément important de l'espace financier européen que les Etats membres se sont engagés à créer pour la fin de 1992.

Si la directive 79/267 du 5 mars 1979 a coordonné les conditions auxquelles une entreprise d'assurance vie d'un pays de la Communauté peut créer une agence ou une succursale dans un autre pays de celle-ci, par contre un citoyen d'un pays de la Communauté qui désire souscrire directement un contrat d'assurance-vie dans un autre pays rencontrera de nombreux obstacles, de droit ou de fait.

A l'intérieur du marché financier européen, il importe que tout citoyen puisse s'adresser à n'importe quelle entreprise de la Communauté et disposer ainsi du choix le plus large possible de formules d'assurances et d'assureurs.

Le second rapport de la Commission au Conseil et au Parlement Européen sur l'application du Livre Blanc de la Commission au sujet de l'achèvement du marché intérieur précise que la Commission présentera au Conseil avant le 31 décembre 1988 une proposition de directive sur la liberté de prestation de services en assurance vie (COM (87) 203 final, para 67, p. 20).

Historical Archives of the European Commission

Si la base juridique de cette proposition est constituée par les articles 57 paragraphe 2 et 66 du Traité CEE, deux évènements récents ont apporté des précisions importantes au sujet de la liberté de prestation de services dans le secteur des assurances.

La Cour de Justice des Communautés européennes a rendu plusieurs arrêts sur cette question le 4 décembre 1986, notamment l'arrêt 205/84 en cause la République Fédérale d'Allemagne.

Si ces arrêts ont mis fin à des divergences d'interprétation de la directive du Conseil du 30 mai 1978 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière de coassurance communautaire, ils ont également permis la reprise des discussions de la proposition de deuxième directive du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe autre que l'assurance vie, fixant les dispositions destinées à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services et modifiant la directive 73/239, laquelle a été adoptée le 22 juin 1988.

Dans l'arrêt 205/84, la Cour reconnait que dans l'état actuel du droit communautaire, il se justifie que, pour assurer la protection des preneurs d'assurance et des assurés, l'Etat membre destinataire d'une prestation de services en assurance impose l'application des règles de sa propre législation en ce qui concerne les provisions techniques et les conditions d'assurance (considérant n° 41).

Mais dans le même arrêt, la Cour souligne que les raisons de protection du preneur d'assurance et de l'assuré "n'ont pas la même importance pour tout le secteur de l'assurance et qu'il peut même exister des cas où, en raison du caractère du risque assuré et du preneur d'assurance, il n'y a aucun besoin de protéger celui-ci par l'application des règles impératives de son droit national" (considérant n° 49).

Historical Archives of the European Commission

Ces deux considérants s'appliquent tant à l'assurance non vie qu'à l'assurance vie.

Le deuxième évènement récent est précisément la directive du 22 juin 1988 qui répartit l'ensemble des risques "dommages" en deux catégories définies en fonction du degré de protection dont les preneurs ont besoin.

Pour la première catégorie, dite des " grands risques", définie par la qualité et l'importance du preneur et la nature du risque, et pour lesquels le besoin d'une aussi grande protection n'existe pas, la réglementation de contrôle du pays de l'assureur s'applique (home country control). La situation est inverse pour la deuxième catégorie, dite des " risques de masse", auxquels s'applique la réglementation de contrôle du pays du risque (risk country control), du moins en attendant une coordination ultérieure, notamment des provisions techniques. Cette coordination, objet d'une seconde étape, facilitera davantage l'exercice effectif de la prestation de services et étendra le champ d'application de la législation de contrôle du pays de l'assureur.

La Commission propose de procéder de la même manière pour les engagements visés dans la directive sur l'assurance vie. Dans une première étape, il est fait une distinction entre, d'une part, les engagements pour lesquels les preneurs n'ont pas un grand besoin de protection et auxquels s'applique la loi de contrôle du pays de l'établissement et, d'autre part, les autres qui sont soumis à la loi du pays de l'engagement, c'est-à-dire généralement le pays de résidence du preneur, cette disposition étant prise, en attendant coordination ultérieure.

Historical Archives of the European Commission

La structure de la présente proposition est reprise de celle de la directive du 22 Juin 1988. Le titre I "Dispositions générale" et le titre II "Dispositions complémentaires à la première directive" (79/267/CEE du 5 mars 1979) s'appliquent indifféremment à toutes les branches visées par celle-ci. Le titre III par contre traite des dispositions particulières à la libre prestation de services.

En assurance de groupe et dans certaines assurances individuelles de retraite, la multiplicité et la complexité des différents systèmes et leurs rapports étroits avec les régimes de sécurité sociale nécessitent une étude approfondie qui n'est pas encore terminée. Aussi, ce domaine est-il exclu du titre III de la présente proposition. Il fera l'objet d'une proposition de directive distincte, qui sera présentée dans le meilleurs délais et qui constituera donc la seconde partie de la première étape.

Le titre III de la présente proposition ne vise dès lors que des contrats individuels et sans rapport avec une activité professionnelle. Dans ce domaine une personne qui prend l'initiative de s'adresser à un assureur établi dans un autre Etat et assujetti au droit de contrôle de cet Etat, se soustrait volontairement et sciemment au droit de contrôle de son Etat de résidence et montre par son attitude qu'il n'a pas besoin de la protection de celui-ci. L'initiative du preneur, qui devra prendre acte du fait qu'il se soustrait à cette protection nationale, est ainsi le critère qui délimite la catégorie d'engagements à laquelle s'applique la règlementation du pays d'établissement de l'assureur.

Actuellement, la législation de plusieurs Etats membres interdit à leurs ressortissants de prendre l'initiative de souscrire des contrats à l'étranger ou restreint considérablement cette possibilité.

Mais le contrôle du respect de cette interdiction et de ces restrictions deviendra difficile lorsque la directive 88/361 du 24 Juin 1988 sur la liberté des mouvements de capitaux sera en vigueur. Il est dès lors urgent de définir dans la réglementation communautaire les conditions auxquelles un preneur d'assurance peut agir de sa propre initiative.

Historical Archives of the European Commission

La présente proposition permettra aux preneurs avertis de profiter pleinement du grand marché intérieur, tout en conservant la protection des règles nationales dans les cas où c'est l'entreprise d'assurance qui cherche activement à vendre ses produits à l'étranger.

L'objectif de la Commission reste toutefois l'application des règles de contrôle de l'Etat d'établissement de l'assureur. Cela nécessitera, comme en assurance non vie, une coordination plus poussée, objet d'une deuxième étape des travaux.

La présente proposition ainsi que la proposition complémentaire en matière d'assurance de groupe mentionnée ci-dessus, constitue dès lors un pas important vers la réalisation du marché intérieur de l'assurance vie, mais ne suffit pas à elle seule pour y parvenir.

La directive 79/267/CEE du 5 mars 1979 prévoit des dispositions spécifiques pour l'agrément d'agences et de succursales d'entreprises dont le siège social est établi à l'extérieur de la Communauté, mais n'en contient aucune pour des demandes d'agrément d'une filiale d'une telle entreprise ou lorsqu'une telle entreprise envisage d'acquérir une participation lui donnant une position de contrôle dans une entreprise d'assurance de la Communauté. La présente proposition est mise à profit pour combler cette lacune par une procédure, qui s'inspire étroitement de celle de l'article 7 de la proposition de deuxième directive de coordination bancaire, qui cherche à s'assurer que les entreprises de la Communauté jouissent d'un traitement de réciprocité dans le pays de la maison mère de l'entreprise.

Historical Archives of the European Commission

II. Commentaire des articles

Titre I Dispositions Générales

Article 1 - Objet de la directive (Article 1)

Cet article précise le double objet de la directive:

1. compléter la directive 79/267 de coordination de l'assurance vie du 5 mars 1979, objet des Titres I et II de la présente directive

2. fixer les dispositions particulières à la libre prestation de services, objet du Titre III.

Etant donné que de nombreux articles de la présente directive sont identiques ou du moins proches de ceux de la deuxième directive de coordination des assurances dommage du 22 Juin 1988, les numéros des articles correspondants sont indiqués entre parenthèses.

Article 2 - Définitions (Article 2)

au sujet du b) entreprise

L'article 6 de la première directive concerne les entreprises dont le siège social est à l'intérieur de la Communauté et l'article 27 de cette première directive celles dont le siège social est à l'extérieur de celle-ci. Cette distinction reprise de la 2ème directive dommage signifie que les assureurs des pays tiers établis dans la Communauté seulement par une agence ou une succursale, ne bénéficient pas des dispositions sur la liberté de prestation de services de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

au sujet du e) Etat membre de l'engagement

Un des deux objets de la présente directive étant de modifier la première directive sur l'assurance vie, elle doit s'appliquer tant aux assurances visées à l'article 1 paragraphe 1 de la première directive vie qu'aux opérations visées à l'article 1 paragraphe 2 de cette même directive.

Aussi, a-t-on choix l'expression "Etat membre de l'engagement", inspiré de l'article 9 littéra a) de la première directive vie qui traite des engagements pris par une entreprise.

Article 3 - Présence permanente (Article 3)

Cette disposition qui figure également dans la 2ème directive dommage, est reprise du considérant n. 21 de l'arrêt 205/84, en cause Commission contre République fédérale d'Allemagne, rendu par la Cour de Justice le 4 décembre 1986.

Article 4 - Loi applicable au contrat (Article 7)

Au sujet du paragraphe 1

Les parties au contrat doivent savoir de manière claire quelles sont les dispositions juridiques qui gouvernent ce contrat.

La 2ème directive dommage a répondu à cette exigence, légitime, de sécurité juridique en adoptant des règles uniformes de droit international privé et en prévoyant dans certains cas la liberté du choix de la loi applicable.

Historical Archives of the European Commission

La présente directive adopte une approche semblable: adoption d'une règle uniforme de droit international privé et choix, à ce titre, de la loi de l'Etat membre de l'engagement, c'est-à-dire de la résidence habituelle du preneur, étant entendu que si le droit de ce pays le permet, les parties peuvent choisir une autre loi.

Si le preneur est une personne morale, la loi de résidence est remplacée par la loi de l'Etat membre où est situé l'établissement de cette personne morale auquel le contrat se rapporte.

Le fait que l'assurance vie concerne toujours directement ou indirectement une personne et que le droit des personnes y est important, il y a en effet lieu de maintenir l'environnement juridique du preneur. Ceci concerne par exemple la détermination du bénéficiaire et l'acceptation par celui-ci du bénéfice du contrat, la situation de l'épouse divorcée, de l'épouse actuelle et de leurs enfants respectifs, celle de la compagne, etc...

Il faut éviter d'imposer, pour ces questions, un régime juridique auquel les intéressés seraient étrangers, voire allergiques.

Au sujet du paragraphe 2

C'est aussi ce qui justifie le paragraphe 2, selon lequel, lorsqu'un preneur, d'une part, prend l'initiative de souscrire à l'étranger un engagement en régime de prestation de services et, d'autre part, a sa résidence habituelle dans un Etat membre autre que celui dont il est ressortissant, les parties peuvent choisir la loi de l'Etat membre dont il est ressortissant.

Historical Archives of the European Commission

Au sujet du paragraphe 3

Ce souci, exprimé par les deux premiers paragraphes, de maintenir l'environnement juridique du preneur concerne le droit privé du contrat.

Il n'empêche toutefois pas le preneur, qui prend l'initiative de souscrire dans un autre Etat membre un engagement en régime de prestation de services, de bénéficier de formules d'assurances autorisées par le droit public du pays de l'assureur auquel il s'adresse et cela même si ces formules d'assurances ne sont pas autorisées dans son pays de résidence.

Cette liberté du preneur constitue d'ailleurs un des objectifs de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

Au sujet des paragraphes 4 à 6

Ces paragraphes sont la reproduction presque littérale d'une partie des dispositions de l'article 7 de la 2ème directive dommages.

Le paragraphe 4 qui traite des Etats comprenant plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles, vise notamment le Royaume-Uni et l'Espagne.

Le paragraphe 5 qui a donc son correspondant dans la 2ème directive dommages reprend une idée de l'article 7 "Lois de police", de la "Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles", ouverte à la signature à Rome le 19 Octobre 1980 (J.O.C.E. n.L 266 du 9 octobre 1980), laquelle fait l'objet d'un Rapport, établi par MM. GIULIANO et LAGARDE (JOCE n. C 282 du 31 Octobre 1980).

Au sujet de l'ensemble de l'article

Il y a lieu de mettre au point le régime juridique le plus approprié possible pour toutes les activités couvertes par la première directive, qu'elles soient exercées en régime d'établissement ou de prestation de services. Ainsi, comme dans la deuxièmme directive dommage, cet article sur la loi applicable au contrat est inséré dans le Titre II qui traite de "Dispositions complémentaires à la première directive."

Article 5 - Surveillance des activités y compris celles exercées à l'étranger (article 10)

Il a été estimé nécessaire dans la 2ème directive dommage de préciser les pouvoirs des autorités de contrôle et les moyens dont ils doivent disposer pour surveiller les activités des assureurs, en ce compris les activités exercées à l'étranger. C'est l'objet de l'article 10 de cette directive. Par identité de motifs, cet article est repris dans la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 6 - Transfert de portefeuille (article 11)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 11 de la 2ème directive dommage.

Article 7 - Suppression des cessions légales en faveur de l'"Istituto Nazionale di Assicurazioni" (I.N.A.)

Les cessions obligatoires des assureurs à un organisme national unique ont toujours été considérées comme incompatibles avec les dispositions du Traité CEE. Celles en vigueur en France ont été supprimées avant l'adoption de la directive de coordination des assurances vie de 1979.

La proposition initiale de cette directive, présentée par la Commission et sa proposition modifiée présentée à la suite de l'avis des organes consultatiffs ainsi que l'avis du Parlement Européen prévoyaient la suppression de cette exception, soit à la fin d'une période transitoire de 5 ans, soit au moment de la mise en vigueur de la présente directive.

Le Conseil en a décidé autrement, la première directive-vie, celle de 1979, disposant que l'I.N.A. peut maintenir à titre exceptionnel ces cessions, sans toutefois les augmenter et ajoute que ce régime fera l'objet d'un nouvel examen dans le cadre de la présente directive.

Il y a lieu à présent de supprimer cette exception, sinon les entreprises, italiennes et étrangères, établies en Italie seraient défavorisées par rapport aux entreprises établies à l'étranger et faisant de l'assurance vie en Italie sous le régime de la prestation de services, puisque ces dernières ne seraient pas soumises à cette obligation.

Article 8 - Modification du Titre III de la 1ère directive

Cette modification est nécessaire pour permettre d'insérer un nouvel article 32 bis dans la première directive. Voir l'article 9 de la présente proposition.

Historical Archives of the European Commission

Article 9 - Réciprocité avec des pays tiers

Cet article est une adaptation au secteur de l'assurance vie de l'article 7 de la proposition de 2ème directive de coordination bancaire présentée par la Commission au Conseil le 23 février 1988, le texte n'en ayant été modifié que pour tenir compte de la différence de contexte.

Historical Archives of the European Commission

Titre III - Dispositions particulières à la libre prestation de services

Article 10 - Engagements en régime de prestation de services, visés par la présente directive (article 12)

Ce premier article du Titre III en détermine le champ d'application, c'est-à-dire les engagements pris en prestation de services et visés par la présente directive.

Ne sont retenus que les engagements individuels. C'est ainsi qu'on exclut les assurances visées à l'article 1, paragraphe 1 de la première directive lorsqu'elles se présentent sous forme d'assurance groupe, ainsi que les opérations de gestion de fonds collectifs de retraite visées à l'article 1, paragraphe 2, littéra c).Ces assurances et opérations seront visées par la proposition de directive sur l'assurance-vie groupe que la Commission présentera prochainement au Conseil.

D'autre part, la présente directive ne retient que les engagements individuels sans rapport avec l'emploi ou l'activité professionnelle du preneur. C'est ainsi notamment qu'on exclut les contrats individuels visés à l'article 1, paragraphe 3 de la première directive.

La présente directive doit contribuer à la création d'un espace financier européen et permettre aux citoyens de la Communauté de souscrire dans d'autres pays des contrats semblables à ceux en usage dans leur pays de résidence, mais aussi des contrats d'un type non utilisé dans leur pays de résidence, le paragraphe 4 indiquant seulement que l'entreprise d'assurance doit être agréée dans son pays d'établissement.

Toutefois, ce qui précède ne s'applique pas aux opérations tontinières, visées à l'article 1, paragraphe 2 littéra a) de la première directive. Elles n'existaient en 1979 que dans deux Etats membres et le maintien n'en a été admis qu'après discussions. Il y a lieu de les exclure de la présente directive, car c'est pour des raisons d'ordre public qu'elles sont interdites dans d'autres Etats membres.

Historical Archives of the European Commission

Article 11 - Information des autorités de contrôle (Article 14)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 14 de la 2ème directive dommage.

Article 12 - Agrément en régime de prestation de services (Article 15)

Cet article, repris de l'article 15 de la 2ème directive dommage, concerne les engagements pouvant être pris en prestation de services, mais dont les preneurs méritent une protection particulière, ainsi que l'a indiqué la Cour de Justice.

Ce sont les engagements visés à l'article 10, c'est-à-dire relatifs à l'assurance vie individuelle et qui ne peuvent pas bénéficier des dispositions plus libérales de l'article 13, relatives aux engagements pris à l'initiative du preneur.

On se trouve donc dans le champ d'application de la loi de contrôle du pays destinataire, c'est-à-dire que l'Etat de la prestation de services peut exiger un agrément de l'assureur étranger, et à cette fin, divers documents, tels que certificat de solvabilité, certificat d'agrément et programme d'activités. Et, comme indiqué au paragraphe 3, cet Etat peut exiger que ce programme soit conforme aux dispositions législatives, administratives ou réglementaires applicables sur son territoire, notamment en ce qui concerne les provisions techniques, y compris les provisions mathématiques et les actifs représentatifs de ces provisions.

Une harmonisation de ces dispositions constituera précisément la 2ème étape des travaux qui permettra l'extension du système du "Home country control" à tous les engagements visés dans la première directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 13 - Engagements pris à l'initiative du preneur

Paragraphe 1 - Champ d'application

Ce paragraphe détermine les engagements pour lesquels la protection de la législation de contrôle du pays de l'assureur, le "Home country control" suffit, à savoir les engagements pris à l'initiative du preneur.

Paragraphe 2 - Publicité

Il faut toutefois veiller à ce que cette disposition sur l'engagement pris à l'initiative du preneur ne soit pas détournée par la prospection commerciale et la publicité de l'assureur.
Il est donc prudent de préciser que celui-ci ne peut se faire connaître que par des annonces publiques signalant son adresse et les branches pour lesquelles il envisage de prendre des engagements.
Il y a lieu de souligner qu'il ne s'agit pour l'assureur que de libre prestation de services passive.

Paragraphe 3 - Courtiers

L'objectif de cet article 13 est de permettre au preneur d'assurance d'exercer entièrement son initiative et de pouvoir choisir dans toute la gamme des produits d'assurances disponibles dans les différents Etats membres, et cela par tous les moyens disponibles dans son pays et à l'étranger, notamment par correspondance, par téléphone ou par l'intermédiaire d'un courtier.

Toutefois, comme il peut y avoir un certain risque qu'un courtier puisse influencer le preneur à rechercher une assurance à l'étranger contraire à son propre intérêt, le preneur doit signer une déclaration attestant que c'est lui-même qui souhaite cette recherche de contrats d'assurance à l'étranger.

Historical Archives of the European Commission

Il est cohérent avec la règle du paragraphe 2 sur la publicité que dans un tel cas, le courtier ne fasse pas de publicité sur la recherche de contrats à l'étranger.

Paragraphe 4 - Déclaration du preneur

Cette déclaration constitue une précaution particulière pour tous les cas où le preneur prend l'initiative de s'adresser à l'étranger et par n'importe quel moyen.

Article 14 - Obligation de présentation de certificats (Article 16)

Cet article est une reprise de l'article 16 de la 2ème directive dommage. Lorsqu'un preneur d'assurance prend l'initiative de souscrire un contrat d'assurance vie dans un autre Etat membre, ce contrat tombe dans le champ d'application de la loi de contrôle de cet autre Etat. Toutefois, comme il est indiqué dans le Livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur (paragraphe 103), les autorités de l'Etat de la prestation de services continuent à exercer leur contrôle, de manière complémentaire. Ce contrôle se concrétise notamment par les dispositions de cet article 14.

Article 15 - Droit de renonciation

Les contrats d'assurance vie sont généralement pris pour une longue période et requièrent le paiement de primes importantes. Il importe donc de prendre toute précaution pour éviter tout malentendu.

Dans plusieurs pays de la Communauté, on a constaté dans un assez grand nombre de contrats que les preneurs cessaient le paiement de leurs primes les 2 ou 3 premières années.

Historical Archives of the European Commission

C'est ainsi que plusieurs pays, notamment la France et le Royaume-Uni ont introduit l'obligation d'un délai de renonciation.
La loi française du 7 janvier 1981, modifiée par la loi du 11 juin 1985 introduit [illegible] délai de réflexion de 30 jours, applicable même lorsque le contrat comporte une garantie immédiate.

Le Royaume-Uni a introduit une disposition semblable depuis le 1er janvier 1980, pour une durée de 10 jours ouvrables, et valable également lorsque le contrat comporte une garantie immédiate.

Cette disposition paraît être plus utile encore dans la présente proposition, car lorsqu'un preneur souscrit un contrat d'assurance vie à l'étranger, au moment de la signature, il n'aperçoit pas toujours nettement les différences entre le contrat signé et ceux en usage dans son propre pays.

Article 16 - Cumul entre établissement et prestation de services (article 13)

Par identité de motifs, cet article est la réplique de l'article 13 de la 2ème directive dommage. Il prévoit 3 hypothèses.

1. Lorsqu'il s'agit d'un contrat pris à l'initiative du preneur qui ne requiert donc pas une aussi grande protection et auquel s'applique le "Home country control", il n'y a pas de raison d'empêcher un assureur étranger d'accepter ce contrat pour la raison que cet assureur serait établi dans le pays du preneur. Le cumul est donc autorisé.

2. Un assureur d'un pays A, établi dans un pays B est autorisé à souscrire à partir du pays A et dans le pays B des contrats non pris à l'initiative du preneur pour autant que ces contrats relèvent de branches pour lesquelles l'assureur établi dans le pays B n'est pas agréé. L'exercice des deux activités est autorisé, mais il n'y a pas vraiment cumul, puisque les branches concernées sont différentes.

Historical Archives of the European Commission

3. Par contre, si dans ce dernier cas, les branches sont les mêmes, c'est-à-dire si l'assureur établi dans le pays B est agréé pour la branche dont relève le contrat, les autorités du pays B pourraient s'opposer à cette prestation de services.
   Le cumul pourrait donc ne pas être autorisé, certains Etats membres pourraient en effet estimer que ce cumul crée de la confusion dans le chef du preneur d'assurance qui ne prend pas l'initiative d'aller à l'étranger, qui, de ce fait, doit bénéficier d'une protection particulière et auquel le même assureur pourrait présenter deux fois le même produit, une fois sous le régime de l'établissement et une fois sous le régime de la prestation de services. Cet assureur pourrait donc être tenu de ne pratiquer cette branche dans le pays B qu'à partir de son établissement dans le pays B.

Article 17 - Modification et extension des activités (article 17)

Par identité de motifs, cette disposition est une reprise de la 2ème directive dommage.

Le paragraphe 1 concerne les modifications des activités de l'assureur dans les deux régimes de libre prestation de services, c'est-à-dire pour les engagements pris ou non à l'initiative du preneur. Le paragraphe 2 concerne l'extension des activités de l'assureur aux contrats non pris à l'initiative du preneur et le paragraphe 3 aux contrats pris à l'initiative du preneur.

Article 18 - Entreprises multibranches

Après de longues discussions, la première directive vie a retenu le principe de la spécialisation selon lequel une entreprise d'assurance dommage ne peut pas pratiquer en même temps les opérations visées par cette directive, et cela dans un but de protection du preneur. C'est l'objet de l'article 13 paragraphe 1 de cette directive.

Historical Archives of the European Commission

En même temps, il a été admis que les entreprises multibranches, c'est-à-dire celles qui pratiquent à la fois l'assurance vie et l'assurance dommage et cela, au moment de la notification de la directive, peuvent continuer à pratiquer ce cumul. (article 13, paragraphe 3).

Ces entreprises sont habilitées à créer dans les autres pays de la Communauté des agences ou succursales pour l'assurance dommage, mais ne le sont pas pour l'assurance vie (article 13, paragraphe 4).

Il y a lieu d'appliquer aux opérations faites en régime de prestation de services la solution retenue en 1979 pour les opérations faites en régime d'établissement, autrement dit, de même qu'une entreprise multibranches ne peut faire de l'assurance vie à l'étranger par la voie de l'établissement, de même elle ne peut le faire par la voie de la prestation de services.

Article 19 - Approbation des conditions de police et des tarifs (article 18)

Le paragraphe 1 de cet article, inspiré de l'article 18 de la 2ème directive dommage, dispose que les Etats membres de prestation de services peuvent maintenir ou introduire un certain contrôle des conditions d'assurance et des tarifs pour les engagements pris en prestation de services, mais uniquement pour assurer la protection du preneur.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables aux engagements pris à l'initiative du preneur, pour lesquels les Etats membres, ne peuvent pas exiger l'approbation ou la communication des conditions d'assurance et des tarifs.

Historical Archives of the European Commission

Article 20 - Sanctions (article 19)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 19 de la 2ème directive dommage qui prévoit différents moyens d'interventions et des sanctions dont disposent les autorités compétentes des Etats membres concernés par des prestations de services pour les cas où les entreprises ne respecteraient pas les obligations qui leur incombent.

Article 21 - Liquidation (Article 20)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 20 de la 2ème directive "dommage".

Article 22 - Information du preneur au sujet de l'assureur (article 21)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 21 de la 2ème directive "dommage". Il importe que le preneur sache qu'il traite avec un assureur étranger, qu'il connaisse l'identité de cet assureur et son pays d'établissement.

Si en assurance "dommage", cette obligation est atténuée pour les grands risques, il n'en est pas de même pour les engagements pris à l'initiative du preneur dans le cadre de la présente directive, car il importe que celui-ci soit informé le mieux possible.

Article 23 - Contrôle des provisions et d'autres éléments techniques (article 23)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 23 de la 2ème directive "dommage".

Historical Archives of the European Commission

Comme indiqué précédemment dans cet exposé des motifs, le contrôle des provisions mathématiques est effectué par l'autorité de contrôle du pays de la prestation, lorsque celle-ci requiert un agrément de l'assureur étranger. C'est le "contrôle par le pays destinataire" applicable pour les engagements qui ne sont pas pris à l'initiative du preneur. Ceci est l'objet du paragraphe 1 de cet article 23.

Le paragraphe 2 par contre prévoit le "Home country control" dans les autres cas.

Les paragraphes 3 et 4 n'appellent pas de commentaire particulier.

Article 24 - Fiscalité (article 25)

Par identité de motifs, cet article s'inspire largement de l'article 25 de la 2ème directive "dommages".

Le problème de la taxation des primes et de son impact budgétaire, bien connu en assurance dommage, où les taux oscillent entre 0% et 30%, se retrouve ici avec des taux de 0% à 5,15%.

En négligeant les droits de timbre minimes, calculés en pourcentage de la somme assurée, on peut dire schématiquement que l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Espagne ont un taux de 0%, que d'autres pays appliquent des taux de 2%, 2,4% et 4,4%, et que la France applique divers taux allant de 0% pour l'assurance groupe à 5,15% pour l'assurance individuelle.

Comme en assurance dommage, la présente directive ne réalise pas d'harmonisation de la taxation mais opte pour le système de la territorialité, à savoir l'application du système de taxation du pays du preneur et au profit de ce pays.

Historical Archives of the European Commission

D'autre part, chaque Etat appliquera aux entreprises qui fournissent des services sur son territoire ses dispositions nationales concernant les mesures destinées à assurer la perception de ces taxes.

Article 25 - Collaboration entre la Commission et les Etats membres (article 28)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 28 de la 2ème directive "dommage".

Article 26 - Rapports périodiques de la Commission au Conseil et au Parlement Européen (article 24)

Même remarque.
Le délai de 5 ans entre la date de l'adoption de la directive et la présentation du premier rapport au Conseil et au Parlement Européen, retenu dans la 2ème directive "dommage", est proposé dans la présente directive.

Article 27 - Délais d'application de la directive (article 32)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 32 de la 2ème directive "dommage".

Article 28 - Communication des dispositions d'application (article 33)

Même remarque.

Article 29 - Destinataires de la directive (article 35)

Même remarque.

Historical Archives of the European Commission

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, el apartado 2 del artículo 57 y el artículo 66,

Vista la propuesta de la Comisión,

En cooperación con el Parlamento Europeo,

Visto el dictamen del Comité Económico y Social,

Considerando que es necesario desarrollar el mercado interior del seguro de vida y de las operaciones contempladas en la Primera Directiva (79/267/CEE) del Consejo, de 5 de marzo de 1979, sobre coordinación de las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas, referentes al acceso a la actividad del seguro directo sobre la vida, y a su ejercicio [1] en lo sucesivo denominada "Primera Directiva"; que, para alcanzar dicho objetivo, conviene facilitar a las empresas con sede social en la Comunidad, la prestación de sus servicios en los Estados miembros, facilitando con ello a los tomadores de seguros la posibilidad de recurrir no sólo a empresas establecidas en su país, sino también a empresas con sede social en la Comunidad y establecidas en otros Estados miembros;

Considerando que, en aplicación del Tratado, está prohibido, a partir del final del período transitorio, cualquier trato discriminatorio en materia de prestación de servicios que se fundamente en el hecho de que una empresa no esté establecida en el Estado miembro en el que se realiza la prestación; que tal prohibición se aplica a las prestaciones de servicios efectuadas a partir de cualquier establecimiento dentro de la Comunidad, independientemente de si se trata del domicilio social de una empresa o de una agencia o sucursal;

Historical Archives of the European Commission

---

[1] DO nº L 63 de 13.3.1979, pág. 1.

Considerando que por motivos prácticos conviene definir la prestación de servicios teniendo presente, por un lado, el establecimiento de la empresa y, por otro, la localización del compromiso; que, por lo tanto, conviene asimismo fijar una definición del compromiso; que conviene, además, delimitar la actividad ejercida por medio del establecimiento, distinguiéndola de la ejercida en régimen de libre prestación de servicios;

Considerando que conviene completar las disposiciones de la Primera Directiva del Consejo, de 5 de marzo de 1979, concretamente para precisar las facultades y los medios de control de las autoridades de supervisión; que conviene, además dictar disposiciones específicas relativas al acceso, al ejercicio y al control de las actividades desarrollada en régimen de libre prestación de servicios;

Considerando que conviene conceder a los tomadores de seguro que, al tomar la iniciativa de contraer un compromiso en otro país y acogerse así a la protección del sistema jurídico de dicho país, no necesitan una protección específica en el Estado del compromiso, plena libertad de acceso al mercado más amplio posible de los seguros de vida y las operaciones contempladas en la Primera Directiva; que, por otra parte, conviene garantizar un adecuado nivel de protección a los demás tomadores de seguro;

Considerando que, en lo que respecta a los seguros colectivos y a ciertos seguros individuales de jubilación, la diversidad y complejidad de los distintos sistemas existentes y su estrecha relación con los régimenes de seguridad social hacen necesario un estudio detallado; que conviene, por tanto, excluirlos del ámbito de aplicación de las disposiciones específicas relativas a la libre prestación de servicios de la presente Directiva; que serán objeto, por consiguiente, de otra propuesta de Directiva;

Historical Archives of the European Commission

Considerando que las disposiciones vigentes en los Estados miembros en materia de derecho del contrato relativo a las actividades contempladas en el Primera Directiva siguen siendo divergentes; que, en determinados casos, con arreglo a normas que tengan en cuenta circunstancias específicas, puede concederse la libertad de elegir, como ley aplicable al contrato, una ley distinta de la del Estado del compromiso;

Considerando que conviene reforzar las disposiciones de la Primera Directiva relativas a la cesión de cartera, completándola con disposiciones que contemplen específicamente el caso en que la cartera de contratos celebrados en régimen de prestación de servicios sea cedida a otra empresa;

Considerando que, en la fase actual de coordinación, conviene conceder a los Estados miembros la facultad de limitar, en aras de la protección de los tomadores de seguro, el ejercicio simultáneo de la actividad en régimen de libre prstación de servicios y la actividad por medio de establecimiento; que no puede establecerse tal limitación para aquellos compromisos en que los tomadores de seguro no necesiten dicha protección;

Considerando que conviene supeditar el acceso al ejercicio de la libre prestación de servicios a procedimientos que garanticen que las empresas aseguradoras respeten las disposiciones relativas tanto a las garantías financieras como a las condiciones del seguro y a las tarifas; que tales procedimientos pueden aligerarse en la medida en que la actividad en régimen de prestación de servicios se dirija hacia tomadores de seguro que, por las características del compromiso que se propongan contraer, no necesiten una protección particular en el Estado del compromiso;

Considerando, no obstante, que, en lo que se refiere a esta segunda categoría de tomadores de seguro y cuando se trate de un seguro de vida, conviene conceder al tomador la posibilidad de renunciar al contrato en un plazo de 30 días;

Historical Archives of the European Commission

Considerando que en la Primera Directiva se adoptó el principio de prohibir el cúmulo de las actividades contempladas en la Primera Directiva de coordinación de los seguros contra daños con las de la Primera Directiva; que si bien se autorizó que se mantuvieran las empresas de varios ramos existentes, se precisó que éstas no pueden crear agencias o sucursales en el ramo del seguro de vida; que cabe prohibir también que estas empresas contraigan, en régimen de prestación de servicios, compromisos contemplados en la Primera Directiva;

Considerando que interesa crear las condiciones para una colaboración especial en el ámbito de la libre prestación de servicios entre las autoridades de supervisión competentes de los Estados miembros, así como entre éstas y la Comisión; que conviene, asimismo, establecer un régimen de sanciones que sea aplicable cuando la empresa prestataria de servicios no se ajuste a las disposiciones del Estado miembro en que preste sus servicios;

Considerando que, conviene supeditar las provisiones técnicas incluidas las provisiones matemáticas a las normas y a la supervisión del Estado miembro en que se presten los servicios cuando la actividad de prestación de servicios se refiera a compromisos para los cuales el Estado destinatario de las prestaciones quiera ofrecer a los tomadores una protección particular; que, en cambio, las provisiones técnicas incluidas las provisiones matemáticas han de seguir sometidas a las normas y a la supervisión del Estado miembro en la empresa que esté establecida, cuando la finalidad de protección del tomador carezca de fundamento;

Considerando que varios Estados miembros no someten los contratos de seguro de vida ni las demás operaciones contempladas en la Primera Directiva a ninguna forma de impuesto indirecto, en tanto que otros los gravan con impuestos especiales que, en los Estados miembros en que se recaudan tales impuestos, difieren apreciablemente la estructura y los tipos impositivos; que conviene evitar que las diferencias existentes se traduzcan en distorsiones de la competencia para las empresas entre los Estados miembros; que la aplicación del régimen fiscal

Historical Archives of the European Commission

previsto por el Estado miembro en que se contrae el compromiso tiene la virtud de poder remediar ese inconveniente y que corresponde a los Estados miembros establecer las modalidades destinadas a garantizar la recaudación de esos impuestos;

Considerando que la primera Directiva del Consejo prevé expresamente normas especificas en materia de autorizaciòn de agencias y sucursales de empresas cuya sede social esté situada fuera de la Comunidad;

Considerando que, asimismo, es conveniente establecer un procedimiento especifico para toda solicitud de autorizaciòn de una filial o de participaciones por parte de una empresa a la que se aplique le ley de un pais tercero con objeto de garantizar que las empresas de la Comunidad reciban unn régimen de reciprocidad en el pais tercero de que se trate; que la presente Directiva tiende a fijar las modalidades de un procedimiento de esta tipo,

HA ADOPTADO LA PRESENTE DIRECTIVA:

Historical Archives of the European Commission

T Í T U L O I

Disposiciones generales

Artículo 1

La presente Directiva tiene por objeto:

a) completar la Primera Directiva (79/267/CEE);

b) fijar las disposiciones particulares relativas a la libre prestación de servicios para las actividades contempladas en dicha Directiva y precisadas en el Título III de la presente Directiva.

Artículo 2

A efectos de la presente Directiva se entenderá por

a) Primera Directiva:

la Directiva 79/267/CEE;

b) empresa:

- a efectos de los Títulos I y II,

cualquier empresa que haya sido autorizada administrativamente con arreglo a lo dispuesto en el artículo 6 o en el artículo 27 de la Primera Directiva;

- a efectos de los Títulos III y IV,

cualquier empresa que haya sido autorizada administrativamente con arreglo a lo dispuesto en el artículo 6 de dicha Directiva;

c) establecimiento:

la sede social, agencia o sucursal de una empresa, teniendo en cuenta lo dispuesto en el artículo 3;

Historical Archives of the European Commission

d) compromiso:

todo compromiso materializado por una de las formas de seguros u operaciones contemplados en el artículo 1 de la Primera Directiva;

e) Estado miembro del compromiso:

el Estado miembro en que el tomador tenga su domicilio habitual o, si el tomador es una persona jurídica, el Estado miembro en que esté situado el establecimiento de dicha persona jurídica al que se refiera el contrato;

f) Estado miembro del establecimiento:

el Estado miembro en el cual esté situado el establecimiento que contrae el compromiso;

g) Estado miembro de prestación de servicios:

el Estado miembro del compromiso cuando éste sea contraido por un establecimiento situado en otro Estado miembro.

h) sociedad principal: una sociedad principal tal como se define en el artículo 1 de la Séptima Directiva del Consejo 83/349/CEE, de 13 de junio de 1983, fundada en la letra g) del apartado 3 del artículo 54 del Tratado, sobre cuentas consolidadas (1)

i) filial: una empresa filial tal como se define en el artículo 1 de la Directiva 83/349/CEE.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 3

A efectos de la Primera Directiva así como de la presente Directiva, se asimilará a una agencia o sucursal toda presencia permanente de una empresa en el territorio de un Estado miembro, aunque esta presencia no haya tomado la forma de una sucursal o agencia y se ejerza por medio de una simple oficina administrada por el propio personal de la empresa, o de una persona independiente pero con poderes para actuar permanentemente para la empresa como lo haría una agencia.

(1) D.O. L 193 de 18.7.1983

T Í T U L O II

Disposiciones complementarias a la Primera Directiva

Artículo 4

1. La legislación aplicable a los contratos relativos a las actividades contempladas en la Primera Directiva será la legislación del Estado miembro del compromiso. No obstante, cuando el derecho de dicho Estado miembro lo permita, las partes podrán elegir la legislación de otro país.

2. Cuando, en uno de los supuestos contemplados en el artículo 13, el tomador tenga su domicilio habitual en un Estado miembro distinto del Estado miembro del que sea nacional, las partes podrán elegir la legislación del Estado miembro del que sea nacional.

3. El Estado miembro cuya ley rige el contrato no puede, en lo supuestos contemplados en el articulo 13, impedir al tomador de seguro que suscriba un compromiso autorizado por la reglamentación del Estado miembro del establecimiento.

4. Cuando en un Estado miembro existan varias unidades territoriales con normas legales propias en materia de obligaciones contractuales, cada unidad será considerada como un país a efectos de determinación de la legislación aplicable en virtud de la presente Directiva.

   Los Estados miembros donde existan diferentes unidades territoriales con normas legales propias en materia de obligaciones contractuales no estarán obligados a aplicar las disposiciones de la presente Directiva a los conflictos que surjan entre los derechos de dichas unidades.

5. Lo dispuesto en el presente artículo no podrá contravenir las normas legales del país del juez que regulen imperativamente la situación, sea cual fuera la ley aplicable al contrato.

   Si el derecho de un Estado miembro así lo establece, se podrá dar efecto a las disposiciones imperativas de la legislación del Estado miembro del compromiso, siempre y cuando, según el derecho de ese país, dichas disposiciones sean aplicables sea cual fuera la legislación que regule el contrato.

Historical Archives of the European Commission

6. Salvo lo dispuesto en los apartados anteriores, los Estados miembros aplicarán a los contratos de seguros contemplados por la presente Directiva sus normas generales de derecho internacional privado en materia de obligaciones contractuales.

Artículo 5

El artículo 23 de la Primera Directiva se completará con el apartado siguiente:

"3. Los Estados miembros tomarán todas las disposiciones oportunas a fin de que las autoridades de supervisión de las empresas de seguros dispongan de los poderes y medios necesarios para la supervisión de las actividades de las empresas de seguros establecidas en su territorio, incluidas las actividades ejercidas fuera de dicho territorio, con arreglo a las Directivas del Consejo relativas a estas actividades y con vistas a su aplicación.

Los mencionados poderes y medios permitirán, concretamente, a las autoridades de supervisión:

- informarse detenidamente de la situación de la empresa y del conjunto de sus actividades, para lo cual podrán en particular:

  - recoger datos o exigir la presentación de documentos relativos a la actividad de seguro,

  - efectuar comprobaciones in situ en los locales de la empresa;

- tomar, con respecto a la empresa, todas las medidas pertinentes y necesarias para garantizar que las actividades de la empresa se ajusten a las disposiciones legales, reglamentarias y administrativas que la empresa deba observar en los distintos Estados miembros, y, en particular, con el programa de actividad en la medida en que siga siendo obligatorio, así como para evitar o suprimir toda irregularidad que pudiera perjudicar los intereses de los asegurados;

Historical Archives of the European Commission

- garantizar la aplicación de las medidas exigidas por las autoridades de supervisión, si fuere necesario mediante ejecución forzosa, recurriendo en su caso, a la vía judicial.

Los Estados miembros también podrán prever la posibilidad de que las autoridades de supervisión obtengan toda información relativa a los contratos en poder de los intermediarios."

Artículo 6

1. Se suprime el artículo 25 de la Primera Directiva.

2. Los Estados miembros autorizarán, en las condiciones previstas por el derecho nacional, a las empresas establecidas en su territorio a transferir, en su totalidad o en parte, la cartera de contratos con respecto a los cuales se considere como el Estado del compromiso a un cesionario establecido en el mismo Estado miembro, si las autoridades de supervisión del Estado miembro del domicilio social del cesionario certifican que, una vez efectuada la transferencia, éste posee el margen de solvencia necesario.

3. Los Estados miembros autorizarán, en las condiciones previstas por el derecho nacional, a las empresas establecidas en su teritorio a transferir, en su totalidad o en parte, su cartera de contratos celebrados en las condiciones contempladas en el apartado 1 del artículo 10 a un cesionario establecido en el Estado miembro de prestación de servicios, si las autoridades de supervisión del Estado miembro del domicilio social del cesionario certifican que, una vez efectuada la tranferencia, éste posee el margen de solvencia necesario.

4. Los Estados miembros autorizarán, en las condiciones previstas por el derecho nacional, a las empresas establecidas en su territorio a transferir, en su totalidad o en parte, su cartera de contratos celebrados en las condiciones contempladas en el apartado 1 del artículo 10 a un cesionario establecido en el mismo Estado miembro, si las autoridades de supervisión del Estado miembro del domicilio social certifican que, una vez efectuada la

Historical Archives of the European Commission

transferencia, el cesionario posee el margen de solvencia necesario y que cumple, en el Estado miembro de prestación de servicios, las condiciones mencionadas en los artículos 11, 12, 14 y 16.

5. En los casos contemplados en los apartados 3 y 4, las autoridades de supervisión del Estado miembro en que esté establecida la empresa cedente autorizarán la transferencia tras haber recibido el acuerdo de las autoridades de supervisión del Estado miembro de prestación de servicios.

6. Si un Estado miembro autorizare, en las condiciones previstas en el derecho nacional, a las empresas establecidas en su territorio a transferir, en su totalidad o en parte, su cartera de contratos a un cesionario establecido en otro Estado miembro que no sea el de prestación de servicios, se cerciorará de que se cumplen las siguientes condiciones:

   - que las autoridades de supervisión del Estado miembro donde se encuentre la sede social del cesionario certifiquen que, una vez efectuada la transferencia, éste posee el margen de solvencia necesario;

   - que esté de acuerdo el Estado miembro en el que esté establecido el cesionario;

   - que el cesionario cumpla, en el Estado miembro de prestación de servicios, las condiciones mencionadas en los artículos 11, 12, 14 y 16 que la legislación de este Estado miembro contemple la posibilidad de tal transferencia y que dicho Estado apruebe la transferencia.

7. La transferencia autorizada con arreglo al presente artículo se publicará en el Estado miembro del compromiso en las condiciones previstas en el derecho nacional. Dicha transferencia podrá oponerse de pleno derecho a los tomadores de seguros, a los asegurados y a toda persona que posea derechos u obligaciones derivados de los contratos transferidos.

   La presente disposición no afectará el derecho de los Estados miembros a establecer la facultad de los tomadores de seguros para cancelar el contrato de un plazo determinado a partir de la transferencia.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 7

El apartado 2 del artículo 22 de la Primera Directiva se sustituirá por lo siguiente:

La República Italiana tomará todas las disposiciones necesarias para que la obligación impuesta a las empresas establecidas en su territorio de ceder una parte de sus suscripciones al "Istituto nazionale di assicurazioni" quede suprimida a más tardar en un plazo de dos años desde la entrada en vigor de la presente Directiva.

Artículo 8

1. La rúbrica del Título III de la Primera Directiva daños y de la Primera Directiva vida se sustituye por el siguiente texto:

   TÍTULO III A.

   Normas aplicables a las agencias o sucursales establecidas en la Comunidad y dependientes de empresas cuya sede social esté situada fuera de la Comunidad.

2. La rúbrica siguiente se introduce después del artículo 29 de la Primera Directiva daños y después del artículo 32 de la Primera Directiva vida.

   TÍTULO III B.

   Normas aplicables a las filiales o adquisiciones de participación de una sociedad principal sometida al derecho de un país tercero.

Artículo 9

El título III B. se completa con un artículo idéntico que en el caso de la Primera Directiva daños lleva el número 29 bis y en el de la Primera Directiva vida el 32 bis. El texto de este artículo es el siguiente:

1. Toda solicitud de autorización de una filial o de adquisición de una participación definida en el apartado 3 de una sociedad principal sometida al derecho de un país tercero, constituye el objeto del procedimiento previsto en el presente artículo.

Historical Archives of the European Commission

2. Las autoridades competentes del Estado miembro de que se trate informarán de las solicitudes de autorización de una filial a las autoridades competentes de los restantes Estados miembros, así como a la Comisión.

3. Los Estados miembros disponen que cuando una empresa sometida al derecho de un país tercero pretende adquirir directamente o indirectamente una participación en una empresa de seguros establecida en la Comunidad de tal manera que esta última se convierta en su filial, informará de ello a las autoridades de control del Estado miembro de que se trate. A su vez, éstas informarán de ello a las autoridades competentes de los restantes Estados miembros así como a la Comisión.

4. Las autoridades competentes del Estado miembro de que se trate deberán suspender su decisión en lo que se refiere a las solicitudes contempladas en los apartados 2 y 3 hasta la finalización del procedimiento previsto en los apartados 5 y 6.

5. La Comisión examinará, dentro de los tres meses siguientes a la recepción de las informaciones previstas en los apartados 2 y 3, si todas las empresas de la Comunidad reciben un trato de reciprocidad, en particular en lo que se refiere a la creación de filiales o a la adquisición de participaciones en las empresas de seguros en el citado país tercero.

6. Si la Comisión comprueba que la reciprocidad no está garantizada, podrá prolongar la suspensión de decisión prevista en el apartado 4, previa consulta a las autoridades competentes de los Estados miembros dentro del procedimiento de colaboración previsto en el artículo 33 de la Primera Directiva daños y en el artículo 38 de la Primera Directiva vida.

7. La Comisión presentará al Consejo las propuestas adecuadas con objeto de alcanzar la reciprocidad con el país tercero de que se trate.

Historical Archives of the European Commission

T Í T U L O III

Disposiciones particulares relativas a la libre prestación de servicios

Artículo 10

1. Lo dispuesto en el presente título será aplicable cuando una empresa contraiga, desde un establecimiento situado en un Estado miembro, un compromiso en otro Estado miembro.

2. Dichas disposiciones no serán aplicables a las operaciones, empresas y organismos a los que no se aplique la Primera Directiva.

3. Dichas disposiciones no serán tampoco aplicables a los compromisos:

   - contraídos con personas que no sean personas físicas que actúen por cuenta propia;

   - contraídos con personas que tengan un vínculo comercial, profesional o de trabajo con la o las personas sobre las que recaiga el contrato, independientemente de que dicho vínculo sea pasado, presente o futuro, siempre que el compromiso se contraiga en virtud de tal vínculo;

   - contraídos con personas sobre las que recaiga el contrato si éste se celebra en virtud del trabajo o la actividad profesional de dichas personas;

   - relativos a las operaciones contempladas en las letras a), c), d) y e) del apartado 2 y el apartado 3 del artículo 1 de la Primera Directiva.

4. Una empresa sólo podrá contraer un compromiso en otro Estado miembro si, en el Estado miembro del establecimiento, está autorizada para contraer tal compromiso, con arreglo al artículo 6 de la Primera Directiva.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 11

Toda empresa que se proponga efectuar prestaciones de servicios deberá informar de ello previamente a las autoridades competentes del Estado miembro donde tenga su sede social y, si fuere preciso, del Estado miembro del establecimiento en cuestión, indicando el o los Estados miembros en cuyo territorio se proponga efectuar tales prestaciones de servicios y la naturaleza de compromisos que se proponga contraer.

Artículo 12

1. Todo Estado miembro en cuyo territorio una empresa se proponga contraer, en régimen de prestación de servicios, alguno de los compromisos contemplados en el artículo 10 de la presente Directiva, podrá supeditar a autorización administrativa el acceso a tal actividad, siempre que dichos compromisos no estén contemplados en el artículo 13 ; a tal fin, podrá exigir que la empresa:

   a) presente un certificado, expedido por las autoridades competentes del Estado miembro de la sede social, que acredite que dispone del margen mínimo de solvencia para el conjunto de sus actividades, de conformidad con el artículo 19 de la Primera Directiva y que la autorización, con arreglo al apartado 1 del artículo 6 de dicha Directiva, permita a la empresa ejercer fuera del Estado miembro del establecimiento;

   b) presente un certificado, expedido por las autoridades competentes del Estado miembro del establecimiento, que indique los ramos en que la empresa está autorizada a operar y que acredite que dichas autoridades no formulan objeciones para que la empresa efectúe una actividad de prestación de servicios;

   c) presente un programa de actividades que deberá contener indicaciones relativas a:

      - la naturaleza de los compromisos que la empresa se proponga contraer en el Estado miembro de prestación de servicios;

Historical Archives of the European Commission

- las condiciones generales y particulares de las polizas de seguros que se proponga utilizar;

- las tarifas que la empresa piense aplicar para cada categoría de operaciones y las bases técnicas que la empresa se proponga utilizar para cada categoría de operaciones;
- los formularios y otros impresos que se proponga utilizar en sus relaciones con los tomadores,

en la medida en que las empresas establecidas también sujetas a tal obligación.

2. Las autoridades competentes del Estado miembro de prestación de servicios podrán exigir que las indicaciones contempladas en la letra c) del apartado 1 le sean facilitadas en la lengua oficial de dicho Estado.

3. Las autoridades competentes del Estado miembro de prestación de servicios dispondrán de un plazo de seis meses a partir de la recepción de los documentos mencionados en el apartado 1 para conceder o denegar la autorización, basándose en la conformidad de los elementos del programa de actividades presentado por la empresa con las disposiciones legales, administrativas y relgamentarias aplicables en dicho Estado.

4. Si las autoridades competentes del Estado miembro de prestación de servicios no se hubieren pronunciado una vez expirado el plazo mencionado en el apartado 3, la autorización se considerará denegada.

5. Toda decisión que deniegue una autorización o que deniegue el certificado contemplado en las letras a) o b) del apartado 1 deberá ser motivada de manera precisa y notificada a la empresa interesada.

6. Cada Estado miembro establecerá un recurso jurisdiccional contra la denegación de autorización o denegación de concesión del certificado contemplado en las letras a) o b) del apartado 1.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 13

1. Los compromisos contraidos en régimen de prestación de servicios no estarán sujetos al artículo 12, sino al artículo 14, cuando el tomador de seguro tome la iniciativa de solicitar el compromiso a la empresa.

   Se considerará que el tomador de seguro ha tomado la iniciativa:

   - cuando el primer contacto entre el tomador y la empresa, independientemente del medio utilizado, la efectúe el tomador

   o

   - cuando el contrato se celebre en el Estado miembro en que esté establecida la empresa sin que haya habido un contacto previo entre el tomador y la empresa en el Estado miembro en que el tomador tenga su domicilio habitual.

2. Las empresas que tengan previsto contraer compromisos en un Estado miembro acogiéndose al presente artículo no harán en dicho Estado ninguna prospección comercial ni publicidad relativas a esta actividad a excepción de anuncios públicos que indiquen su dirección y los ramos en los cuales está autorizada a ejercer en el Estado de establecimiento a partir del cual se proponga contraer compromisos;

3. Cuando el tomador de seguro tome la iniciativa de solicitar el compromiso a la empresa por mediación de un agente y antes de entrar en contacto con la empresa, firmará una declaración en la que certifique que desea que el agente busque fórmulas de seguros en uno o varios Estados miembros distintos de aquel en que tenga su domicilio habitual; dicho agente será la persona contemplada en la letra a) del apartado 1 del artículo 2 de la Directiva 77/92/CEE. El agente no dará ninguna publicidad a la posibilidad de solicitar compromisos acogiéndose al presente artículo.

Historical Archive of the European Commission

4. Antes de suscribir un compromiso acogiéndose a lo dispuesto en el presente artículo, el tomador firmará una declaración certificando que ha tomado nota de que dicho compromiso estará sujeto a las normas de supervisión del país de la empresa que contraiga el compromiso.

Artículo 14

1. Todo Estado miembro en cuyo territorio una empresa se proponga contraer, en régimen de prestación de servicios, alguno de los compromisos contemplados en el artículo 13 de la presente Directiva, exigirá que la empresa:

   a) presente un certificado, expedido por las autoridades competentes del Estado miembro de la sede social, que acredite que dispone del margen mínimo de solvencia para el conjunto de sus actividades, de conformidad con el artículo 19 de la Primera Directiva y que la autorización, con arreglo al apartado 1 del artículo 6 de dicha Directiva, permite a la empresa operar fuera del Estado miembro del establecimiento;

   b) presente un certificado, expedido por las autoridades competentes del Estado miembro del establecimiento, que indique los ramos en que se autoriza a operar a la empresa interesada y que acredite que dichas autoridades no ponen objeciones a que la empresa efectúe una actividad de prestación de servicios;

   c) indique la naturaleza de los compromisos que se propone en el Estado miembro de prestación de servicios.

2. Cada Estado miembro establecerá un recurso jurisdiccional contra cualquier denegación de concesión del certificado contemplado en las letras a) o b) del apartado 1.

3. La empresa podrá iniciar su actividad a partir de la fecha certificada en que las autoridades del Estado miembro de prestación de servicios estén en posesión de los documentos contemplados en el apartado 1.

Historical Archive of the European Commission

4. Lo dispuesto en el presente artículo se aplicará asimismo cuando el Estado miembro en cuyo territorio una empresa se proponga contraer en régimen de prestación de servicios compromisos distintos de los contemplados en el artículo 13 de la Primera Directiva, no supedite el acceso a dicha actividad a la obtención de una autorización administrativa.

Artículo 15

El tomador de un seguro de vida individual sujeto al régimen de prestación de servicios contemplado en el artículo 13 dispondrá de un plazo mínimo de 30 días a partir de la fecha en que las partes se comprometan para renunciar a los efectos de dicho contrato.

La notificación del tomador de que renuncia al contrato liberará a éste de toda obligación derivada de dicho contrato.

Estas disposiciones no se aplicarán a los contratos de una duración igual o inferior a 2 meses.

Los efectos jurídicos de la renuncia se regularán con arreglo a la legislación aplicable al contrato, tal como queda definida en el artículo 4, en particular, en lo que se refiere a la determinación de la fecha a partir de la cual las partes se comprometen.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 16

La legislación de los Estados miembros prescribirá que las empresas establecidas en un Estado miembro pueden contraer en él, en régimen de prestación de servicios y a partir de un establecimiento de otro Estado miembro, al menos:

- compromisos contemplados en el artículo 13 de la presente Directiva,

- compromisos contemplados en el artículo 10 que no se recogen en el artículo 13 y que dependen de los ramos en los cuales la empresa establecida en el primer Estado miembro no está autorizada en él a ejercer con arreglo al artículo 6 de la Primera Directiva.

Por el contrario, si en este último caso, dicha empresa posee la autorización, el primer Estado miembro podrá oponerse a dicha prestación de servicios.

Artículo 17

1. Cuando la empresa contemplada en el artículo 11 pretenda aportar modificaciones a las indicaciones contempladas en la letra c) del apartado 1 del artículo 12 o en la letra c) del apartado 1 del artículo 14, presentará esas modificaciones a las autoridades competentes del Estado miembro donde preste los servicios. Dichas modificaciones estarán sujetas a lo dispuesto en el apartado 3 del artículo 12 y en el apartado 1 del artículo 14, respectivamente.

2. Cuando la empresa pretenda ampliar sus actividades a compromisos contemplados en el artículo 10 y a los que no se refiere el artículo 13 de la presente Directiva, se acogerá al procedimiento previsto en los artículos 11 y 12.

3. Cuando la empresa pretenda ampliar su actividad a compromisos contemplados bien en el artículo 13 de la presente Directiva, bien en el apartado 4 del artículo 14 de la presente Directiva, se acogerá al procedimiento previsto en los artículos 11 y 14.

Artículo 18

Las empresas que, en virtud de lo dispuesto en el apartado 3 del artículo 13 de la Primera Directiva, practiquen el cúmulo de las actividades contempladas en el Anexo de la Primera Directiva de la coordinación "daños" (73/239/CEE) con el ejercicio de las enumeradas en el artículo 1 de la Primera Directiva no contraerán compromisos, en régimen de prestación de servicios, en uno de los ramos contemplados en la Primera Directiva.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 19

1. Los Estados miembros de prestación de servicios pueden mantener o introducir disposiciones legales, reglamentarias o administrativas, justificadas por el deseo de protección del tomador, en particular, en lo referente a la aprobación de las condiciones generales y particulares de las pólizas de seguro, de los formularios y otros impresos destinados a ser utilizados en las relaciones con los tomadores, de las tarifas y de cualquier otro documento necesario para el ejercicio normal de la supervisión, a condición no obstante, de que las normas del Estado miembro de establecimiento no basten para alcanzar el nivel de protección necesario y de que las exigencias del Estado miembro de prestación de servicios no vayan más allá de lo estrictamente necesario en este sentido.

2. Sin embargo, para los compromisos contemplados en el artículo 13 de la presente Directiva, los Estados miembros de prestación de servicios no establecerán disposiciones que exijan la aprobación o la comunicación de las condiciones generales y particulares de las pólizas de seguro, de las tarifas y de los formularios y demás impresos que la empresa tenga intención de utilizar en sus relaciones con los tomadore3.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 20

1. Toda empresa que preste servicios deberá presentar a la autoridad competente del Estado miembro en que preste dichos servicios todos los documentos que le sean requeridos para la aplicación del presente artículo, siempre que dicha obligación se aplique, asimismo, a las empresas establecidas en dicho Estado.

2. Si las autoridades competentes de un Estado miembro comprobasen que una empresa que opera en régimen de prestación de servicios en su territorio no respeta la normativa aplicable en el referido Estado miembro, dichas autoridades instarán a la empresa considerada a que ponga fin a esa situación irregular.

3. Si la empresa en cuestión no pone fin a la situación irregular contemplada en el apartado 2, las autoridades competentes del Estado miembro en que preste los servicios informarán a las autoridades competentes del Estado miembro en que esté establecida. Éstas tomarán todas las medidas apropiadas para que la empresa considerada ponga fin a dicha situación irregular. Las autoridades del Estado miembro de prestación de servicios serán informadas de la naturaleza de las mismas.

   Las autoridades competentes del Estado miembro de prestación de servicios podrán, asimismo, dirigirse a las autoridades competentes del domicilio social de la empresa de seguros cuando las prestaciones de servicios se efectúen a través de sucursal o agencia.

4. Si, a pesar de las medidas así tomadas por el Estado miembro del establecimiento, bien porque dichas medidas resulten insuficientes o bien porque no existan en el Estado afectado, la empresa continuase violando la normativa vigente en el Estado miembro del establecimiento, podrá tomar las medidas adecuadas para prevenir nuevas irregularidades e impedir, en el caso de que resultase absolutamente necesario, que la empresa siga contrayendo compromisos en régimen de prestación de servicios en su territorio.

Historical Archives of the European Commission

En el caso de compromisos contraidos en régimen de prestación de servicios distintos de los contemplados en el artículo 13 de la presente Directiva, dichas medidas comprenderán la retirada de la autorización contemplada en el artículo 12. Los Estados miembros velarán por que sea posible efectuar en sus territorios las notificaciones necesarias para dichas medidas.

5. Las disposiciones precedentes no menoscabarán la facultad de los Estados miembros de reprimir las irregularidades cometidas en sus territorios.

6. Si la empresa que ha cometido la infracción poseyere un establecimiento o bienes en el Estado miembro de prestación de servicios, las autoridades de supervisión de este último podrán proceder a la ejecución de las sanciones administrativas previstas para tal infracción con respecto a dicho establecimiento o dichos bienes con arreglo a la legislación nacional.

7. Toda medida adoptada en el marco de las disposiciones de los apartados 2 a 6 que suponga sanciones o restricciones al ejercicio de la prestación de servicios deberá estar debidamente motivada y se notificará a la compañía afectada. Dicha medida podrá recurrirse por vía judicial en el Estado miembro donde se haya adoptado.

8. Cuando se hayan adoptado medidas en el marco del artículo 24 de la Primera Directiva, la autoridad que las haya adoptado las comunicará a las autoridades competentes del Estado miembro de prestación de servicios, quienes, cuando se trate de medidas tomadas en virtud de los apartados 1 y 3 de dicho artículo, tomarán las medidas adecuadas para salvaguardar los intereses de los asegurados.

En caso de retirada de la autorización, en virtud del artículo 26 de la Primera Directiva, se informará a las autoridades del Estado miembro en que se presten los servicios, quienes tomarán las medidas adecuadas para evitar que el establecimiento afectado continúe celebrando contratos de seguros en régimen de prestación de servicios en el territorio de dicho Estado miembro.

Historical Archives of the European Commission

9. La Comisión presentará al Consejo cada dos años un informe donde se resuman, para cada Estado miembro, el número y el tipo de casos en que se hayan notificado decisiones de denegación de autorización, con arreglo a las disposiciones del artículo 12, o en que se hayan tomado medidas en virtud de lo dispuesto en el apartado 4. Los Estados miembros cooperarán con la Comisión facilitándole los datos necesarios para la elaboración de dicho informe.

Artículo 21

En caso de liquidación de una empresa de seguros, los compromisos derivados de los contratos suscritos en régimen de prestación de servicios se ejecutarán de la misma forma que los compromisos que resulten de los demás contratos de seguros de dicha empresa, sin distinción de nacionalidad de los asegurados y de los beneficiarios.

Artículo 22

1. Cuando una operación se presente en régimen de prestación de servicios, antes de que se celebre ningún compromiso, se informará al tomador de dicho seguro del Estado miembro en el que esté establecido el domicilio social, la agencia o la sucursal con la que vaya a celebrar el contrato.

   Si se facilitaren documentos al tomador del seguro, la información a que se hace referencia en el párrafo precedente deberá figurar en los mismos.

2. El contrato o cualquier otro documento por el que se acuerde la cobertura, así como la propuesta de seguro en el caso de que suponga un compromiso para el tomador, deberán indicar la dirección del establecimiento que dé la cobertura, así como la de la sede social.

Artículo 23

1. Cuando la prestación de servicios esté sujeta a la autorización del Estado miembro de prestación de servicios, el importe de las provisiones tecnicas, incluidas las provisiones matemáticas, y las normas relativas a la participación

Historical Archives of the European Commission

en los beneficios y a los valores de rescate y reducción correspondientes a los contratos considerados, se determinarán, bajo el control de dicho Estado miembro, según las normas que éste hubiere fijado o en su defecto, según las prácticas habituales de dicho Estado miembro. La representación de dichas provisiones por activos equivalentes y congruentes, la localización de dichos activos y la aplicación de las normas sobre la participación en los beneficios y los valores de rescate y reducción se efectuarán bajo el control de dicho Estado miembro, con arreglo a sus normas o sus prácticas.

2. En todos los demás casos, estas operaciones se efectuarán bajo el control del Estado miembro del establecimiento, de acuerdo con sus normas o sus prácticas.

3. El Estado miembro del establecimiento procurará que las provisiones correspondientes al conjunto de los contratos que la empresa celebrare por medio del establecimiento en cuestión sean suficientes y estén representadas por medio de activos equivalentes y congruentes.

4. En el caso contemplado en el apartado 1, el Estado miembro de establecimiento y el Estado miembro de prestación de servicios procederán al intercambio de todas las informaciones necesarias para el ejercicio de sus funciones respectivas de acuerdo con los apartados 1 y 3.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 24

Todo contrato de seguro celebrado en régimen de prestación de servicios estará sujeto exclusivamente a los impuestos indirectos y a los gravámenes parafiscales aplicables a las primas de seguros en el Estado miembro en que se contraiga el compromiso, en el sentido de la letra e) del artículo 2.

La legislacion aplicable al contrato en virtud del artículo 4 no afectará al régimen fiscal aplicable.

Cada uno de los Estados miembros aplicará a las empresas que presten servicios en su territorio sus disposiciones nacionales referentes a las medidas destinadas a garantizar la recaudación de los impuestos indirectos y de los gravámenes parafiscales devengados en virtud de lo dispuesto en el párrafo primero.

Historical Archives of the European Commission

TÍTULO IV

Disposiciones finales

Artículo 25

La Comisión y las autoridades competentes de los Estados miembros colaborarán estrechamente para facilitar la supervisión de los seguros y las operaciones contemplados en la Primera Directiva dentro de la Comunidad.

Los Estados miembros informarán a la Comisión de las dificultades mayores causadas por la aplicación de la presente Directiva, entre otras, aquellas que se planteen cuando un Estado miembro compruebe una transferencia anormal de las actividades contempladas en la Primera Directiva en perjuicio de las empresas establecidas en su territorio y en beneficio de las agencias y sucursales situadas en la periferia del mismo.

La Comisión y las autoridades competentes de los Estados miembros afectados examinarán dichas dificultades lo más rápidamente posible para encontrar una solución adecuada.

En caso necesario, la Comisión presentará al Consejo propuestas adecuadas.

Artículo 26

La Comisión presentará al Consejo y al Parlamento Europeo, periódicamente y por primera vez el 1 de ....., un informe relativo a la evolución del mercado de los seguros y las operaciones ejercidas en régimen de libre prestación de servicios.

Artículo 27

Los Estados miembros modificarán sus disposiciones nacionales con arreglo a la presente Directiva en un plazo de dieciocho meses a partir de su notificación e informarán de ello inmediatamente a la Comisión.

Historical Archives of the European Commission

Las disposiciones modificadas con arreglo al párrafo primero serán aplicables en un plazo de veinticuatro meses a partir de la notificación de la presente Directiva.

Artículo 28

A partir de la notificación de la presente Directiva, los Estados miembros comunicarán a la Comisión el texto de las disposiciones básicas de orden legal, reglamentario o administrativo que adopten en el ámbito regulado por la misma.

Artículo 29

Los Estados miembros son destinatarios de la presente Directiva.

Historical Archives of the European Commission

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM (88)729 final SYN 177

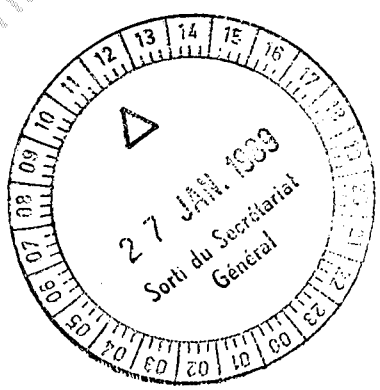
Bruxelas, 16 de Janeiro de 1989

PROPOSTA DE

SEGUNDA DIRECTIVA DO CONSELHO

RELATIVA A COORDENAÇÃO DAS DISPOSIÇÕES LEGISLATIVAS, REGULAMENTARES E ADMINISTRATIVAS RESPEITANTES AO SEGURO DIRECTO DE VIDA, QUE FIXA AS DISPOSIÇÕES DESTINADAS A FACILITAR O EXERCÍCIO EFECTIVO DA LIVRE PRESTAÇÃO DE SERVIÇOS E ALTERA A DIRECTIVA 79/267/CEE

(apresentada pela Comissão)



Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION DE

DEUXIEME DIRECTIVE DU CONSEIL

PORTANT COORDINATION DES DISPOSITIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET ADMINISTRATIVES CONCERNANT L'ASSURANCE DIRECTE SUR LA VIE, FIXANT LES DISPOSITIONS DESTINEES A FACILITER L'EXERCICE EFFECTIF DE LA LIBRE PRESTATION DE SERVICES ET MODIFIANT LA DIRECTIVE 79/267/CEE

EXPOSE DES MOTIFS

I. Introduction

La réalisation effective d'un marché commun de l'assurance vie constitue un élément important de l'espace financier européen que les Etats membres se sont engagés à créer pour la fin de 1992.

Si la directive 79/267 du 5 mars 1979 a coordonné les conditions auxquelles une entreprise d'assurance vie d'un pays de la Communauté peut créer une agence ou une succursale dans un autre pays de celle-ci, par contre un citoyen d'un pays de la Communauté qui désire souscrire directement un contrat d'assurance-vie dans un autre pays rencontrera de nombreux obstacles, de droit ou de fait.

A l'intérieur du marché financier européen, il importe que tout citoyen puisse s'adresser à n'importe quelle entreprise de la Communauté et disposer ainsi du choix le plus large possible de formules d'assurances et d'assureurs.

Le second rapport de la Commission au Conseil et au Parlement Européen sur l'application du Livre Blanc de la Commission au sujet de l'achèvement du marché intérieur précise que la Commission présentera au Conseil avant le 31 décembre 1988 une proposition de directive sur la liberté de prestation de services en assurance vie (COM (87) 203 final, para 67, p. 20).

Historical Archives of the European Commission

Si la base juridique de cette proposition est constituée par les articles 57 paragraphe 2 et 66 du Traité CEE, deux évènements récents ont apporté des précisions importantes au sujet de la liberté de prestation de services dans le secteur des assurances.

La Cour de Justice des Communautés européennes a rendu plusieurs arrêts sur cette question le 4 décembre 1986, notamment l'arrêt 205/84 en cause la République Fédérale d'Allemagne.

Si ces arrêts ont mis fin à des divergences d'interprétation de la directive du Conseil du 30 mai 1978 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière de coassurance communautaire, ils ont également permis la reprise des discussions de la proposition de deuxième directive du Conseil portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance directe autre que l'assurance vie, fixant les dispositions destinées à faciliter l'exercice effectif de la libre prestation de services et modifiant la directive 73/239, laquelle a été adoptée le 22 juin 1988.

Dans l'arrêt 205/84, la Cour reconnait que dans l'état actuel du droit communautaire, il se justifie que, pour assurer la protection des preneurs d'assurance et des assurés, l'Etat membre destinataire d'une prestation de services en assurance impose l'application des règles de sa propre législation en ce qui concerne les provisions techniques et les conditions d'assurance (considérant n° 41).

Mais dans le même arrêt, la Cour souligne que les raisons de protection du preneur d'assurance et de l'assuré "n'ont pas la même importance pour tout le secteur de l'assurance et qu'il peut même exister des cas où, en raison du caractère du risque assuré et du preneur d'assurance, il n'y a aucun besoin de protéger celui-ci par l'application des règles impératives de son droit national" (considérant n° 49).

Historical Archives of the European Commission

Ces deux considérants s'appliquent tant à l'assurance non vie qu'à l'assurance vie.

Le deuxième évènement récent est précisément la directive du 22 juin 1988 qui répartit l'ensemble des risques "dommages" en deux catégories définies en fonction du degré de protection dont les preneurs ont besoin.

Pour la première catégorie, dite des " grands risques", définie par la qualité et l'importance du preneur et la nature du risque, et pour lesquels le besoin d'une aussi grande protection n'existe pas, la réglementation de contrôle du pays de l'assureur s'applique (home country control). La situation est inverse pour la deuxième catégorie, dite des " risques de masse", auxquels s'applique la réglementation de contrôle du pays du risque (risk country control), du moins en attendant une coordination ultérieure, notamment des provisions techniques. Cette coordination, objet d'une seconde étape, facilitera davantage l'exercice effectif de la prestation de services et étendra le champ d'application de la législation de contrôle du pays de l'assureur.

La Commission propose de procéder de la même manière pour les engagements visés dans la directive sur l'assurance vie. Dans une première étape, il est fait une distinction entre, d'une part, les engagements pour lesquels les preneurs n'ont pas un grand besoin de protection et auxquels s'applique la loi de contrôle du pays de l'établissement et, d'autre part, les autres qui sont soumis à la loi du pays de l'engagement, c'est-à-dire généralement le pays de résidence du preneur, cette disposition étant prise, en attendant coordination ultérieure.

Historical Archives of the European Commission

La structure de la présente proposition est reprise de celle de la directive du 22 Juin 1988. Le titre I "Dispositions générale" et le titre II "Dispositions complémentaires à la première directive" (79/267/CEE du 5 mars 1979) s'appliquent indifféremment à toutes les branches visées par celle-ci. Le titre III par contre traite des dispositions particulières à la libre prestation de services.

En assurance de groupe et dans certaines assurances individuelles de retraite, la multiplicité et la complexité des différents systèmes et leurs rapports étroits avec les régimes de sécurité sociale nécessitent une étude approfondie qui n'est pas encore terminée. Aussi, ce domaine est-il exclu du titre III de la présente proposition. Il fera l'objet d'une proposition de directive distincte, qui sera présentée dans le meilleurs délais et qui constituera donc la seconde partie de la première étape.

Le titre III de la présente proposition ne vise dès lors que des contrats individuels et sans rapport avec une activité professionnelle. Dans ce domaine une personne qui prend l'initiative de s'adresser à un assureur établi dans un autre Etat et assujetti au droit de contrôle de cet Etat, se soustrait volontairement et sciemment au droit de contrôle de son Etat de résidence et montre par son attitude qu'il n'a pas besoin de la protection de celui-ci. L'initiative du preneur, qui devra prendre acte du fait qu'il se soustrait à cette protection nationale, est ainsi le critère qui délimite la catégorie d'engagements à laquelle s'applique la règlementation du pays d'établissement de l'assureur.

Actuellement, la législation de plusieurs Etats membres interdit à leurs ressortissants de prendre l'initiative de souscrire des contrats à l'étranger ou restreint considérablement cette possibilité.

Mais le contrôle du respect de cette interdiction et de ces restrictions deviendra difficile lorsque la directive 88/361 du 24 Juin 1988 sur la liberté des mouvements de capitaux sera en vigueur. Il est dès lors urgent de définir dans la réglementation communautaire les conditions auxquelles un preneur d'assurance peut agir de sa propre initiative.

Historical Archives of the European Commission

La présente proposition permettra aux preneurs avertis de profiter pleinement du grand marché intérieur, tout en conservant la protection des règles nationales dans les cas où c'est l'entreprise d'assurance qui cherche activement à vendre ses produits à l'étranger.

L'objectif de la Commission reste toutefois l'application des règles de contrôle de l'Etat d'établissement de l'assureur. Cela nécessitera, comme en assurance non vie, une coordination plus poussée, objet d'une deuxième étape des travaux.

La présente proposition ainsi que la proposition complémentaire en matière d'assurance de groupe mentionnée ci-dessus, constitue dès lors un pas important vers la réalisation du marché intérieur de l'assurance vie, mais ne suffit pas à elle seule pour y parvenir.

La directive 79/267/CEE du 5 mars 1979 prévoit des dispositions spécifiques pour l'agrément d'agences et de succursales d'entreprises dont le siège social est établi à l'extérieur de la Communauté, mais n'en contient aucune pour des demandes d'agrément d'une filiale d'une telle entreprise ou lorsqu'une telle entreprise envisage d'acquérir une participation lui donnant une position de contrôle dans une entreprise d'assurance de la Communauté. La présente proposition est mise à profit pour combler cette lacune par une procédure, qui s'inspire étroitement de celle de l'article 7 de la proposition de deuxième directive de coordination bancaire, qui cherche à s'assurer que les entreprises de la Communauté jouissent d'un traitement de réciprocité dans le pays de la maison mère de l'entreprise.

Historical Archives of the European Commission

II. Commentaire des articles

Titre I Dispositions Générales

Article 1 - Objet de la directive (Article 1)

Cet article précise le double objet de la directive:

1. compléter la directive 79/267 de coordination de l'assurance vie du 5 mars 1979, objet des Titres I et II de la présente directive

2. fixer les dispositions particulières à la libre prestation de services, objet du Titre III.

Etant donné que de nombreux articles de la présente directive sont identiques ou du moins proches de ceux de la deuxième directive de coordination des assurances dommage du 22 Juin 1988, les numéros des articles correspondants sont indiqués entre parenthèses.

Article 2 - Définitions (Article 2)

au sujet du b) entreprise

L'article 6 de la première directive concerne les entreprises dont le siège social est à l'intérieur de la Communauté et l'article 27 de cette première directive celles dont le siège social est à l'extérieur de celle-ci. Cette distinction reprise de la 2ème directive dommage signifie que les assureurs des pays tiers établis dans la Communauté seulement par une agence ou une succursale, ne bénéficient pas des dispositions sur la liberté de prestation de services de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

au sujet du e) Etat membre de l'engagement

Un des deux objets de la présente directive étant de modifier la première directive sur l'assurance vie, elle doit s'appliquer tant aux assurances visées à l'article 1 paragraphe 1 de la première directive vie qu'aux opérations visées à l'article 1 paragraphe 2 de cette même directive.

Aussi, a-t-on choix l'expression "Etat membre de l'engagement", inspiré de l'article 9 littéra a) de la première directive vie qui traite des engagements pris par une entreprise.

Article 3 - Présence permanente (Article 3)

Cette disposition qui figure également dans la 2ème directive dommage, est reprise du considérant n. 21 de l'arrêt 205/84, en cause Commission contre République fédérale d'Allemagne, rendu par la Cour de Justice le 4 décembre 1986.

Article 4 - Loi applicable au contrat (Article 7)

Au sujet du paragraphe 1

Les parties au contrat doivent savoir de manière claire quelles sont les dispositions juridiques qui gouvernent ce contrat.

La 2ème directive dommage a répondu à cette exigence, légitime, de sécurité juridique en adoptant des règles uniformes de droit international privé et en prévoyant dans certains cas la liberté du choix de la loi applicable.

Historical Archives of the European Commission

La présente directive adopte une approche semblable: adoption d'une règle uniforme de droit international privé et choix, à ce titre, de la loi de l'Etat membre de l'engagement, c'est-à-dire de la résidence habituelle du preneur, étant entendu que si le droit de ce pays le permet, les parties peuvent choisir une autre loi.

Si le preneur est une personne morale, la loi de résidence est remplacée par la loi de l'Etat membre où est situé l'établissement de cette personne morale auquel le contrat se rapporte.

Le fait que l'assurance vie concerne toujours directement ou indirectement une personne et que le droit des personnes y est important, il y a en effet lieu de maintenir l'environnement juridique du preneur. Ceci concerne par exemple la détermination du bénéficiaire et l'acceptation par celui-ci du bénéfice du contrat, la situation de l'épouse divorcée, de l'épouse actuelle et de leurs enfants respectifs, celle de la compagne, etc...

Il faut éviter d'imposer, pour ces questions, un régime juridique auquel les intéressés seraient étrangers, voire allergiques.

Au sujet du paragraphe 2

C'est aussi ce qui justifie le paragraphe 2, selon lequel, lorsqu'un preneur, d'une part, prend l'initiative de souscrire à l'étranger un engagement en régime de prestation de services et, d'autre part, a sa résidence habituelle dans un Etat membre autre que celui dont il est ressortissant, les parties peuvent choisir la loi de l'Etat membre dont il est ressortissant.

Historical Archives of the European Commission

Au sujet du paragraphe 3

Ce souci, exprimé par les deux premiers paragraphes, de maintenir l'environnement juridique du preneur concerne le droit privé du contrat.

Il n'empêche toutefois pas le preneur, qui prend l'initiative de souscrire dans un autre Etat membre un engagement en régime de prestation de services, de bénéficier de formules d'assurances autorisées par le droit public du pays de l'assureur auquel il s'adresse et cela même si ces formules d'assurances ne sont pas autorisées dans son pays de résidence.

Cette liberté du preneur constitue d'ailleurs un des objectifs de la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

Au sujet des paragraphes 4 à 6

Ces paragraphes sont la reproduction presque littérale d'une partie des dispositions de l'article 7 de la 2ème directive dommages.

Le paragraphe 4 qui traite des Etats comprenant plusieurs unités territoriales dont chacune a ses propres règles de droit en matière d'obligations contractuelles, vise notamment le Royaume-Uni et l'Espagne.

Le paragraphe 5 qui a donc son correspondant dans la 2ème directive dommages reprend une idée de l'article 7 "Lois de police", de la "Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles", ouverte à la signature à Rome le 19 Octobre 1980 (J.O.C.E. n.L 266 du 9 octobre 1980), laquelle fait l'objet d'un Rapport, établi par MM. GIULIANO et LAGARDE (JOCE n. C 282 du 31 Octobre 1980).

Au sujet de l'ensemble de l'article

Il y a lieu de mettre au point le régime juridique le plus approprié possible pour toutes les activités couvertes par la première directive, qu'elles soient exercées en régime d'établissement ou de prestation de services. Ainsi, comme dans la deuxièmme directive dommage, cet article sur la loi applicable au contrat est inséré dans le Titre II qui traite de "Dispositions complémentaires à la première directive."

Article 5 - Surveillance des activités y compris celles exercées à l'étranger (article 10)

Il a été estimé nécessaire dans la 2ème directive dommage de préciser les pouvoirs des autorités de contrôle et les moyens dont ils doivent disposer pour surveiller les activités des assureurs, en ce compris les activités exercées à l'étranger. C'est l'objet de l'article 10 de cette directive. Par identité de motifs, cet article est repris dans la présente directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 6 - Transfert de portefeuille (article 11)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 11 de la 2ème directive dommage.

Article 7 - Suppression des cessions légales en faveur de l'"Istituto Nazionale di Assicurazioni" (I.N.A.)

Les cessions obligatoires des assureurs à un organisme national unique ont toujours été considérées comme incompatibles avec les dispositions du Traité CEE. Celles en vigueur en France ont été supprimées avant l'adoption de la directive de coordination des assurances vie de 1979.

La proposition initiale de cette directive, présentée par la Commission et sa proposition modifiée présentée à la suite de l'avis des organes consultatiffs ainsi que l'avis du Parlement Européen prévoyaient la suppression de cette exception, soit à la fin d'une période transitoire de 5 ans, soit au moment de la mise en vigueur de la présente directive.

Le Conseil en a décidé autrement, la première directive-vie, celle de 1979, disposant que l'I.N.A. peut maintenir à titre exceptionnel ces cessions, sans toutefois les augmenter et ajoute que ce régime fera l'objet d'un nouvel examen dans le cadre de la présente directive.

Il y a lieu à présent de supprimer cette exception, sinon les entreprises, italiennes et étrangères, établies en Italie seraient défavorisées par rapport aux entreprises établies à l'étranger et faisant de l'assurance vie en Italie sous le régime de la prestation de services, puisque ces dernières ne seraient pas soumises à cette obligation.

Article 8 - Modification du Titre III de la 1ère directive

Cette modification est nécessaire pour permettre d'insérer un nouvel article 32 bis dans la première directive. Voir l'article 9 de la présente proposition.

Historical Archives of the European Commission

Article 9 - Réciprocité avec des pays tiers

Cet article est une adaptation au secteur de l'assurance vie de l'article 7 de la proposition de 2ème directive de coordination bancaire présentée par la Commission au Conseil le 23 février 1988, le texte n'en ayant été modifié que pour tenir compte de la différence de contexte.

Historical Archives of the European Commission

Titre III - Dispositions particulières à la libre prestation de services

Article 10 - Engagements en régime de prestation de services, visés par la présente directive (article 12)

Ce premier article du Titre III en détermine le champ d'application, c'est-à-dire les engagements pris en prestation de services et visés par la présente directive.

Ne sont retenus que les engagements individuels. C'est ainsi qu'on exclut les assurances visées à l'article 1, paragraphe 1 de la première directive lorsqu'elles se présentent sous forme d'assurance groupe, ainsi que les opérations de gestion de fonds collectifs de retraite visées à l'article 1, paragraphe 2, littéra c).Ces assurances et opérations seront visées par la proposition de directive sur l'assurance-vie groupe que la Commission présentera prochainement au Conseil.

D'autre part, la présente directive ne retient que les engagements individuels sans rapport avec l'emploi ou l'activité professionnelle du preneur. C'est ainsi notamment qu'on exclut les contrats individuels visés à l'article 1, paragraphe 3 de la première directive.

La présente directive doit contribuer à la création d'un espace financier européen et permettre aux citoyens de la Communauté de souscrire dans d'autres pays des contrats semblables à ceux en usage dans leur pays de résidence, mais aussi des contrats d'un type non utilisé dans leur pays de résidence, le paragraphe 4 indiquant seulement que l'entreprise d'assurance doit être agréée dans son pays d'établissement.

Toutefois, ce qui précède ne s'applique pas aux opérations tontinières, visées à l'article 1, paragraphe 2 littéra a) de la première directive. Elles n'existaient en 1979 que dans deux Etats membres et le maintien n'en a été admis qu'après discussions. Il y a lieu de les exclure de la présente directive, car c'est pour des raisons d'ordre public qu'elles sont interdites dans d'autres Etats membres.

Historical Archives of the European Commission

Article 11 - Information des autorités de contrôle (Article 14)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 14 de la 2ème directive dommage.

Article 12 - Agrément en régime de prestation de services (Article 15)

Cet article, repris de l'article 15 de la 2ème directive dommage, concerne les engagements pouvant être pris en prestation de services, mais dont les preneurs méritent une protection particulière, ainsi que l'a indiqué la Cour de Justice.

Ce sont les engagements visés à l'article 10, c'est-à-dire relatifs à l'assurance vie individuelle et qui ne peuvent pas bénéficier des dispositions plus libérales de l'article 13, relatives aux engagements pris à l'initiative du preneur.

On se trouve donc dans le champ d'application de la loi de contrôle du pays destinataire, c'est-à-dire que l'Etat de la prestation de services peut exiger un agrément de l'assureur étranger, et à cette fin, divers documents, tels que certificat de solvabilité, certificat d'agrément et programme d'activités. Et, comme indiqué au paragraphe 3, cet Etat peut exiger que ce programme soit conforme aux dispositions législatives, administratives ou réglementaires applicables sur son territoire, notamment en ce qui concerne les provisions techniques, y compris les provisions mathématiques et les actifs représentatifs de ces provisions.

Une harmonisation de ces dispositions constituera précisément la 2ème étape des travaux qui permettra l'extension du système du "Home country control" à tous les engagements visés dans la première directive.

Historical Archives of the European Commission

Article 13 - Engagements pris à l'initiative du preneur

Paragraphe 1 - Champ d'application

Ce paragraphe détermine les engagements pour lesquels la protection de la législation de contrôle du pays de l'assureur, le "Home country control" suffit, à savoir les engagements pris à l'initiative du preneur.

Paragraphe 2 - Publicité

Il faut toutefois veiller à ce que cette disposition sur l'engagement pris à l'initiative du preneur ne soit pas détournée par la prospection commerciale et la publicité de l'assureur.
Il est donc prudent de préciser que celui-ci ne peut se faire connaître que par des annonces publiques signalant son adresse et les branches pour lesquelles il envisage de prendre des engagements.
Il y a lieu de souligner qu'il ne s'agit pour l'assureur que de libre prestation de services passive.

Paragraphe 3 - Courtiers

L'objectif de cet article 13 est de permettre au preneur d'assurance d'exercer entièrement son initiative et de pouvoir choisir dans toute la gamme des produits d'assurances disponibles dans les différents Etats membres, et cela par tous les moyens disponibles dans son pays et à l'étranger, notamment par correspondance, par téléphone ou par l'intermédiaire d'un courtier.

Toutefois, comme il peut y avoir un certain risque qu'un courtier puisse influencer le preneur à rechercher une assurance à l'étranger contraire à son propre intérêt, le preneur doit signer une déclaration attestant que c'est lui-même qui souhaite cette recherche de contrats d'assurance à l'étranger.

Historical Archives of the European Commission

Il est cohérent avec la règle du paragraphe 2 sur la publicité que dans un tel cas, le courtier ne fasse pas de publicité sur la recherche de contrats à l'étranger.

Paragraphe 4 - Déclaration du preneur

Cette déclaration constitue une précaution particulière pour tous les cas où le preneur prend l'initiative de s'adresser à l'étranger et par n'importe quel moyen.

Article 14 - Obligation de présentation de certificats (Article 16)

Cet article est une reprise de l'article 16 de la 2ème directive dommage. Lorsqu'un preneur d'assurance prend l'initiative de souscrire un contrat d'assurance vie dans un autre Etat membre, ce contrat tombe dans le champ d'application de la loi de contrôle de cet autre Etat. Toutefois, comme il est indiqué dans le Livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur (paragraphe 103), les autorités de l'Etat de la prestation de services continuent à exercer leur contrôle, de manière complémentaire. Ce contrôle se concrétise notamment par les dispositions de cet article 14.

Article 15 - Droit de renonciation

Les contrats d'assurance vie sont généralement pris pour une longue période et requièrent le paiement de primes importantes. Il importe donc de prendre toute précaution pour éviter tout malentendu.

Dans plusieurs pays de la Communauté, on a constaté dans un assez grand nombre de contrats que les preneurs cessaient le paiement de leurs primes les 2 ou 3 premières années.

Historical Archives of the European Commission

C'est ainsi que plusieurs pays, notamment la France et le Royaume-Uni ont introduit l'obligation d'un délai de renonciation.
La loi française du 7 janvier 1981, modifiée par la loi du 11 juin 1985 introduit un délai de renonciation de 30 jours, applicable même lorsque le contrat comporte une garantie immédiate.

Le Royaume-Uni a introduit une disposition semblable depuis le 1er janvier 1980, pour une durée de 10 jours ouvrables, et valable également lorsque le contrat comporte une garantie immédiate.

Cette disposition paraît être plus utile encore dans la présente proposition, car lorsqu'un preneur souscrit un contrat d'assurance vie à l'étranger, au moment de la signature, il n'aperçoit pas toujours nettement les différences entre le contrat signé et ceux en usage dans son propre pays.

Article 16 - Cumul entre établissement et prestation de services (article 13)

Par identité de motifs, cet article est la réplique de l'article 13 de la 2ème directive dommage. Il prévoit 3 hypothèses.

1. Lorsqu'il s'agit d'un contrat pris à l'initiative du preneur qui ne requiert donc pas une aussi grande protection et auquel s'applique le "Home country control", il n'y a pas de raison d'empêcher un assureur étranger d'accepter ce contrat pour la raison que cet assureur serait établi dans le pays du preneur. Le cumul est donc autorisé.

2. Un assureur d'un pays A, établi dans un pays B est autorisé à souscrire à partir du pays A et dans le pays B des contrats non pris à l'initiative du preneur pour autant que ces contrats relèvent de branches pour lesquelles l'assureur établi dans le pays B n'est pas agréé. L'exercice des deux activités [illegible] pris [illegible] n'entraînent pas un cumul, puisque les branches concernées sont différentes.

Historical Archives of the European Commission

(1)

3. Par contre, si dans ce dernier cas, les branches sont les mêmes, c'est-à-dire si l'assureur établi dans le pays B est agréé pour la branche dont relève le contrat, les autorités du pays B pourraient s'opposer à cette prestation de services.

   Le cumul pourrait donc ne pas être autorisé, certains Etats membres pourraient en effet estimer que ce cumul crée de la confusion dans le chef du preneur d'assurance qui ne prend pas l'initiative d'aller à l'étranger, qui, de ce fait, doit bénéficier d'une protection particulière et auquel le même assureur pourrait présenter deux fois le même produit, une fois sous le régime de l'établissement et une fois sous le régime de la prestation de services. Cet assureur pourrait donc être tenu de ne pratiquer cette branche dans le pays B qu'à partir de son établissement dans le pays B.

Article 17 - Modification et extension des activités (article 17)

Par identité de motifs, cette disposition est une reprise de la 2ème directive dommage.

Le paragraphe 1 concerne les modifications des activités de l'assureur dans les deux régimes de libre prestation de services, c'est-à-dire pour les engagements pris ou non à l'initiative du preneur. Le paragraphe 2 concerne l'extension des activités de l'assureur aux contrats non pris à l'initiative du preneur et le paragraphe 3 aux contrats pris à l'initiative du preneur.

Article 18 - Entreprises multibranches

Après de longues discussions, la première directive vie a retenu le principe de la spécialisation selon lequel une entreprise d'assurance dommage ne peut pas pratiquer en même temps les opérations visées par cette directive, et cela dans un but de protection du preneur. C'est l'objet de l'article 13 paragraphe 1 de cette directive.

Historical Archives of the European Commission

En même temps, il a été admis que les entreprises multibranches, c'est-à-dire celles qui pratiquent à la fois l'assurance vie et l'assurance dommage et cela, au moment de la notification de la directive, peuvent continuer à pratiquer ce cumul. (article 13, paragraphe 3).

Ces entreprises sont habilitées à créer dans les autres pays de la Communauté des agences ou succursales pour l'assurance dommage, mais ne le sont pas pour l'assurance vie (article 13, paragraphe 4).

Il y a lieu d'appliquer aux opérations faites en régime de prestation de services la solution retenue en 1979 pour les opérations faites en régime d'établissement, autrement dit, de même qu'une entreprise multibranches ne peut faire de l'assurance vie à l'étranger par la voie de l'établissement, de même elle ne peut le faire par la voie de la prestation de services.

Article 19 - Approbation des conditions de police et des tarifs (article 18)

Le paragraphe 1 de cet article, inspiré de l'article 18 de la 2ème directive dommage, dispose que les Etats membres de prestation de services peuvent maintenir ou introduire un certain contrôle des conditions d'assurance et des tarifs pour les engagements pris en prestation de services, mais uniquement pour assurer la protection du preneur.

Ces dispositions ne sont toutefois pas applicables aux engagements pris à l'initiative du preneur, pour lesquels les Etats membres, ne peuvent pas exiger l'approbation ou la communication des conditions d'assurance et des tarifs.

Historical Archives of the European Commission

Article 20 - Sanctions (article 19)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 19 de la 2ème directive dommage qui prévoit différents moyens d'interventions et des sanctions dont disposent les autorités compétentes des Etats membres concernés par des prestations de services pour les cas où les entreprises ne respecteraient pas les obligations qui leur incombent.

Article 21 - Liquidation (Article 20)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 20 de la 2ème directive "dommage".

Article 22 - Information du preneur au sujet de l'assureur (article 21)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 21 de la 2ème directive "dommage". Il importe que le preneur sache qu'il traite avec un assureur étranger, qu'il connaisse l'identité de cet assureur et son pays d'établissement.

Si en assurance "dommage", cette obligation est atténuée pour les grands risques, il n'en est pas de même pour les engagements pris à l'initiative du preneur dans le cadre de la présente directive, car il importe que celui-ci soit informé le mieux possible.

Article 23 - Contrôle des provisions et d'autres éléments techniques (article 23)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 23 de la 2ème directive "dommage".

Historical Archives of the European Commission

Comme indiqué précédemment dans cet exposé des motifs, le contrôle des provisions mathématiques est effectué par l'autorité de contrôle du pays de la prestation, lorsque celle-ci requiert un agrément de l'assureur étranger. C'est le "contrôle par le pays destinataire" applicable pour les engagements qui ne sont pas pris à l'initiative du preneur. Ceci est l'objet du paragraphe 1 de cet article 23.

Le paragraphe 2 par contre prévoit le "Home country control" dans les autres cas.

Les paragraphes 3 et 4 n'appellent pas de commentaire particulier.

Article 24 - Fiscalité (article 25)

Par identité de motifs, cet article s'inspire largement de l'article 25 de la 2ème directive "dommages".

Le problème de la taxation des primes et de son impact budgétaire, bien connu en assurance dommage, où les taux oscillent entre 0% et 30%, se retrouve ici avec des taux de 0% à 5,15%.

En négligeant les droits de timbre minimes, calculés en pourcentage de la somme assurée, on peut dire schématiquement que l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Espagne ont un taux de 0%, que d'autres pays appliquent des taux de 2%, 2,4% et 4,4%, et que la France applique divers taux allant de 0% pour l'assurance groupe à 5,15% pour l'assurance individuelle.

Comme en assurance dommage, la présente directive ne réalise pas d'harmonisation de la taxation mais opte pour le système de la territorialité, à savoir l'application du système de taxation du pays du preneur et au profit de ce pays.

Historical Archives of the European Commission

D'autre part, chaque Etat appliquera aux entreprises qui fournissent des services sur son territoire ses dispositions nationales concernant les mesures destinées à assurer la perception de ces taxes.

Article 25 - Collaboration entre la Commission et les Etats membres (article 28)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 28 de la 2ème directive "dommage".

Article 26 - Rapports périodiques de la Commission au Conseil et au Parlement Européen (article 24)

Même remarque.
Le délai de 5 ans entre la date de l'adoption de la directive et la présentation du premier rapport au Conseil et au Parlement Européen, retenu dans la 2ème directive "dommage", est proposé dans la présente directive.

Article 27 - Délais d'application de la directive (article 32)

Par identité de motifs, il y a lieu de reprendre l'article 32 de la 2ème directive "dommage".

Article 28 - Communication des dispositions d'application (article 33)

Même remarque.

Article 29 - Destinataires de la directive (article 35)

Même remarque.

Historical Archives of the European Commission

PROPOSTA DE

SEGUNDA DIRECTIVA DO CONSELHO

RELATIVA A COORDENAÇÃO DAS DISPOSIÇÕES LEGISLATIVAS, REGULAMENTARES E ADMINISTRATIVAS RESPEITANTES AO SEGURO DIRECTO DE VIDA, QUE FIXA AS DISPOSIÇÕES DESTINADAS A FACILITAR O EXERCÍCIO EFECTIVO DA LIVRE PRESTAÇÃO DE SERVIÇOS E ALTERA A DIRECTIVA 79/267/CEE

Historical Archives of the European Commission

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e, nomeadamente, o nº 2 do seu artigo 57º e o seu artigo 66º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Em cooperação com o Parlamento Europeu,

Tendo em conta o parecer do Comité Económico e Social,

Considerando que é necessário desenvolver o mercado interno do seguro de vida e das operações abrangidas pela Primeira Directiva (79/267/CEE) do Conselho, de 5 de Março de 1979, relativa à coordenação das disposições legislativas, regulamentares e administrativas, respeitantes ao acesso à actividade de seguro directo de vida e ao seu exercício[1], a seguir denominada "Primeira Directiva"; que, para atingir esse objectivo, convém facilitar às empresas de seguros que tenham a sua sede social na Comunidade a prestação de serviços nos Estados-membros e, por essa forma, permitir aos tomadores de seguros o recurso, não apenas a seguradores estabelecidos no seu país, mas também a seguradores que tenham a sua sede social na Comunidade e estejam estabelecidos noutros Estados-membros;

Considerando que, nos termos do Tratado, é proíbida, a partir do fim do período transitório, qualquer discriminação em matéria de prestação de serviços baseada no facto de uma empresa não estar estabelecida no Estado-membro onde a prestação é executada; que tal proibição se aplica às prestações de serviços efectuadas a partir de qualquer estabelecimento na Comunidade, quer se trate da sede social de uma empresa, quer de uma agência ou sucursal;

Historical Archives of the European Commission

---

(1) JO nº L 63 de 13.3.1979, p. 1.

Considerando que, por razões práticas, convém definir a prestação de serviços tendo em conta, por um lado, a localização do estabelecimento do segurador e, por outro, o local do compromisso; que convém portanto adoptar também uma definição de compromisso; que convém além disso demarcar a actividade exercida por meio de um estabelecimento da actividade exercida em regime de livre prestação de serviços;

Considerando que convém completar as disposições da Primeira Directiva do Conselho, de 5 de Março de 1979, em particular a fim de especificar com clareza os poderes e meios de fiscalização das autoridades de controlo; que convém, além disso, prever disposições específicas relativas ao acesso exercício e controlo da actividade desenvolvida em regime de livre prestação de serviços;

Considerando que aos tomadores de seguros que, por sua iniciativa subscrevem um compromisso num outro país ficando assim sob a protecção do sistema jurídico desse país e não necessitando de qualquer protecção especial no Estado do compromisso, convém conceder total liberdade para recorrer a um mercado de seguros de vida e das operações abrangidas pela Primeira Directiva o mais amplo possível; que convém, por outro lado, garantir um nível adequado de protecção aos outros tomadores de seguros;

Considerando que, no respeitante a seguros de grupo e a determinados seguros individuais de reforma, a muultiplicidade e a complexidade dos diferentes sistemas e as estreitas relações com os regimes de segurança social necessitam de um estudo cuidado; que convém, portanto, excluí-los do âmbito de aplicação das disposições da presente directiva respeitantes à livre prestação de serviços; que esses seguros serão objecto de outra proposta de directiva;

Historical Archives of the European Commission

Considerando que persistem divergências entre as disposições em vigor nos Estados-membros no que respeita ao direito do contrato relativo às actividades referidas na Primeira Directiva; que pode ser concedida, em certos casos, segundo regras que tomem em consideração circunstâncias específicas, a liberdade de se escolher como lei aplicável ao contrato uma lei diferente da do Estado do compromisso;

Considerando que convém reforçar as disposições da Primeira Directiva relativas à transferência de carteiras e completá-las por meio de disposições que visem especificamente o caso em que a carteira de contratos celebrados em regime de prestação de serviços seja transferida para outra empresa;

Considerando que, no estado actual da coordenação, a fim de proteger os tomadores de seguros, convém conceder aos Estados-membros a possibilidade de limitar o exercício simultâneo da actividade em regime de livre prestação de serviços e da actividade através de um estabelecimento; que semelhante limitação não pode ser prevista para os compromissos em quue os tomadores de seguros não necessitem de uma tal protecção;

Considerando que convém submeter o acesso ao exercício da livre prestação de serviços a procedimentos que garantam o respeito, por parte da empresa seguradora, das disposições relativas tanto às garantias financeiras como às condições de seguro e às tarifas; que tais procedimentos podem ser simplificados desde que a actividade em regime de prestação de serviços se destine a tomadores de seguros que, dadas as características do compromisso que se propõem assumir não necessitem de protecção especial no Estado do compromisso;

Considerando todavia que, em relação a esta categoria de tomadores de seguros e quando se trate de um contrato de seguro de vida, é conveniente conceder ao tomador a possibilidade de renunciar ao contrato no prazo de 30 dias;

Historical Archive of the European Commission

Considerando que a Primeira Directiva adoptou o princípio da proibição da acumulação das actividades abrangidas pela Primeira Directiva de Coordenação dos seguros "danos" com as da Primeira Directiva; que, embora tenha autorizado a manutenção das empresas multi-ramos já existentes, precisou que estas não podem criar agências ou sucursais para o seguro de vida; que se deve de igual modo proibir que essas empresas assumam, em regime de prestação de serviços, compromissos abrangidos pela Primeira Directiva;

Considerando que importa prever uma colaboração particular no domínio da livre prestação de serviços entre as autoridades de controlo competentes dos Estados-membros e entre estas autoridades e a Comissão; que convém igualmente prever um regime de sanções aplicáveis sempre que a empresa prestadora de serviços não respeite as disposições do Estado-membro da prestação;

Considerando que convém submeter as provisões técnicas; incluíndo as provisões matemáticas, às regras e ao controlo do Estado-membro da prestação sempre que a actividade de prestação de serviços diga respeito a compromissos para os quais o Estado destinatário da prestação queira oferecer uma protecção especial aos tomadores; que, em contrapartida, as provisões técnicas; incluíndo as provisões matemáticas, ficam submetidas às regras e ao controlo do Estado-membro onde o segurador está estabelecido sempre que esta preocupação de protecção do tomador não tenha fundamento;

Considerando que vários Estados-membros não sujeitam os contratos de seguro de vida e as outras operações abrangidas pela Primeira Directiva a qualquer tipo de imposto indirecto, enquanto outros aplicam imposições específicas; que, nos Estados-membros em que essas imposições existem, a sua estrutura e taxa divergem sensivelmente; que é conveniente evitar que as diferenças existentes se traduzam em distorções de concorrência para as empresas entre os Estados-membros; que a aplicação do regime fiscal previsto pelo Estado-membro

Historical Archives of the European Commission

em que o compromisso é asssumido pode obstar a tal inconveniente e que compete aos Estados-membros estabelecer as modalidades destinadas a garantir a cobrança dessas imposições,

Considerando que a Primeira Directiva 79/267/CEE do Conselho de 5 de Março de 1979 prevêem expressamente regras especificas em matéria de autorização de agência e sucursais de empresas cuja sede social está situada fora da Comunidade;

Considerando que se deverá igualmente prever um processo específico para qualquer pedido de autorização de uma filial ou de tomada de participação da parte de uma empresa regulada pela lei de um país terceiro, com o objectivo de garantir que as empresas da Comunidade beneficiem de um regime de reciprocidade nos países terceiros em questão; que a presente directiva tem em vista fixar as modalidades de um tal processo;

ADOPTOU A PRESENTE DIRECTIVA :

Historical Archives of the European Commission

TÍTULO I - DISPOSIÇÕES GERAIS

Artigo 1º

A presente directiva tem por objecto :

a) Completar a Primeira Directiva (79/267/CEE);

b) Fixar as disposições especiais relativas à livre prestação de serviços para as actividades abrangidas pela referida directiva e especificadas no Título III da presente directiva.

Artigo 2º

Para efeitos da presente directiva, entende-se por :

a) Primeira Directiva :

a Directiva 79/267/CEE;

b) Empresa:

- para efeitos da aplicação dos Títulos I e II, qualquer empresa que tenha recebido uma autorização administrativa nos termos do artigo 6º ou do artigo 27º da Primeira Directiva,

- para efeitos da aplicação dos Títulos III e IV, qualquer empresa que tenha recebido uma autorização administrativa nos termos do artigo 6º da mesma directiva;

c) Estabelecimento :

a sede social, uma agência ou uma sucursal de uma empresa, tendo em conta o disposto no artigo 3º;

Historical Archives of the European Commission

d) Compromisso :

um compromisso que se concretize numa das formas de seguros ou de operações referidas no artigo 1º da Primeira Directiva;

e) Estado-membro do compromisso :

o Estado-membro onde o tomador do seguro reside habitualmente ou, caso se trate de pessoa colectiva, o Estado-membro onde está situado o estabelecimento da pessoa colectiva a que se refere o contrato;

f) Estado-membro do estabelecimento :

o Estado-membro em que se situa o estabelecimento que assume o compromisso;

g) Estado-membro da prestação de serviços :

o Estado-membro do compromisso sempre que este for assumido por um estabelecimento situado num outro Estado-membro.

h) Empresa-mãe : uma empresa-mãe na acepção do artigo 1º da Sétima Directiva 83/349/CEE do Conselho, de 13 de Junho de 1983, baseada no nº 3, alínea g), do artigo 54º do Tratado, relativa às contas consolidadas (1).

i) Filial : uma empresa filial na acepção do artigo 1º da Directiva 83/349/CEE.

Artigo 3º

Para efeitos da aplicação da Primeira Directiva e da presente directiva, é equiparada a agência ou sucursal qualquer presença permanente de uma empresa no território de um Estado-membro, mesmo que essa presença não tenha assumido a forma de uma sucursal ou agência e se exerça através de um simples escritório gerido por pessoal da própria empresa, ou de uma pessoa independente mas mandatada para agir permanentemente em nome da empresa como o faria uma agência.

(1) JO no L 193 de 18.7.1983

Historical Archives of the European Commission

TÍTULO II - DISPOSIÇÕES COMPLEMENTARES A PRIMEIRA DIRECTIVA

Artigo 4º

1. Aplica-se aos contratos relativos às actividades referidas na Primeira Directiva a legislação do Estado-membro do compromisso. Todavia, sempre que a legislação desse Estado o permita, as partes podem optar pela legislação de outro país.

2. Sempre que, num dos casos referidos no artigo 13º, o tomador de seguros residir habitualmente num Estado-membro diferente do Estado de que é nacional, as partes podem optar pela legislação do Estado-membro de que o tomador é nacional.

3. O Estado-membro cujo lei rege o contrato não pode, nos casos referidos no artico 13º, impedir o tomador de subscrever um acordo autorizado pela regulamentação do Estado-membro do estabelecimento.

4. Quando um Estado compreender várias unidades territoriais com regras próprias de direito em matéria de obrigações contratuais, cada unidade é considerada como um país para efeitos de identificação da legislação aplicável por força da presente directiva.

   Um Estado-membro em que diferentes unidades territoriais possuem as suas próprias regras de direito em matéria de obrigações contratuais não está obrigado a aplicar as disposições da presente directiva aos conflitos que surjam entre as legislações dessas unidades.

5. O presente artigo não pode prejudicar a aplicação da legislação do país do juiz que rege imperativamente a situação, qualquer que seja a lei aplicável ao contrato.

   Se a legislação de um Estado-membro o previr, pode ser dada execução às disposições imperativas da lei do Estado-membro do compromisso se, e na proporção em que, essas disposições, de acordo com a legislação desse país, forem aplicáveis independentemente da legislação que regula o contrato.

Historical Archives of the European Commission

6. Sob reserva do disposto nos números anteriores, os Estados-membros aplicarão aos contratos de seguro abrangidos pela presente directiva as correspondentes regras gerais de direito internacional privado em matéria de obrigações contratuais.

Artigo 5º

O artigo 23º da Primeira Directiva é completado pelo seguinte número :

"3. Cada Estado-membro tomará todas as disposições úteis para que as autoridades de controlo das empresas de seguros disponham dos poderes e meios necessários ao controlo das actividades das empresas de seguros estabelecidas no seu território, incluindo as actividades exercidas fora desse território, nos termos das directivas relativas a essas actividades e com vista à sua aplicação.

Tais poderes e meios devem, nomeadamente, dar às autoridades de controlo a possibilidade de :

- se informarem de modo pormenorizado da situação da empresa e do conjunto das suas actividades, nomeadamente :

  - recolhendo informações ou exigindo a apresentação de documentos relativos à actividade seguradora,

  - procedendo à verificações no local, nas instalações da empresa,

- tomar contra a empresa todas as medidas adequadas e necessárias para assegurar que as suas actividades permaneçam conformes às disposições legislativas, regulamentares e administrativas que a empresa deve observar nos diversos Estados-membros e, nomeadamente, ao programa de actividade, desde que este permaneça obrigatório, bem como para evitar qualquer irregularidade lesiva dos interesses dos segurados,

Historical Archives of the European Commission

- assegurar a aplicação das medidas impostas pelas autoridades de controlo, através de uma execução forçada, se necessário, recorrendo eventualmente às instâncias judiciais.

Os Estados-membros podem igualmente prever a possibilidade de as autoridades de controlo obterem quaisquer informações relativas aos contratos na posse de intermediários".

Artigo 6º

1. É suprimido o artigo 25º da Primeira Directiva.

2. Nas condições previstas pela sua legislação nacional, os Estados-membros permitirão que as empresas estabelecidas no seu território transfiram a totalidade ou parte dos contratos da respectiva carteira, para os quais esse Estado seja o Estado do compromisso, para uma cessionária estabelecida nesse mesmo Estado-membro, desde que as autoridades de controlo do Estado-membro da sede social da cessionária atestem que esta possui a margem de solvabilidade necessária, atendendo a essa mesma transferência.

3. Nas condições previstas pela sua legislação nacional, os Estados-membros permitirão que as empresas estabelecidas no seu território transfiram a totalidade ou parte dos contratos da respectiva carteira celebrados nas circunstâncias referidas no artigo 10º, nº 1, para uma cessionária estabelecida no Estado-membro da prestação de serviços, desde que as autoridades de controlo do Estado-membro da sede social da cessionária atestem que esta possui a margem de solvabilidade necessária, atendendo a essa mesma transferência.

4. Nas condições previstas pela sua legislação nacional, os Estados-membros permitirão que as empresas estabecidas no seu território transfiram a totalidade ou parte dos contratos da respectiva carteira celebrados nas circunstâncias referidas no artigo 10º, nº 1 para uma cessionária estabelecida nesse mesmo Estado-membro, desde que as autoridades de controlo do Estado-membro da sede social atestem que a cessionária possui,

Historical Archives of the European Commission

atendendo a essa mesma transferência, a margem de solvabilidade necessária e desde que ela satisfaça, no Estado-membro da prestação de serviços, as condições referidas nos artigos 11º, 12º, 14º e 16º.

5. Nos casos referidos nos nºs 3 e 4, as autoridades de controlo do Estado-membro onde a empresa cedente se encontra estabelecida autorizam a transferência depois de terem recebido o acordo das autoridades de controlo do Estado-membro da prestação de serviços.

6. Se um Estado-membro permitir, nas condições previstas pela sua legislação nacional, que as empresas estabelecidas no seu território transfiram a totalidade ou parte da respectiva carteira de contratos para uma cessionária estabelecida noutro Estado-membro que não seja o Estado-membro de prestação de serviços, o referido Estado-membro certificar-se-á de que estão preenchidas as seguintes condições :

   - as autoridades de fiscalização do Estado-membro da sede social da cessionária atestam que esta possui, atendendo a essa transferência, a margem de solvabilidade necessária,

   - o Estado-membro onde a cessionária se encontra estabelecida está de acordo,

   - a cessionária preenche, no Estado-membro da prestação de serviços, as condições referidas nos artigos 11º, 12º, 14º e 16º, a lei desse Estado-membro prevê a possibilidade de uma tal transferência e esse Estado está de acordo com a transferência.

7. A transferência autorizada nos termos do presente artigo será objecto, no Estado-membro do compromisso, de publicidade nas condições previstas pela respectiva legislação nacional. Esta transferência é oponível por direito próprio aos tomadores de seguros, aos segurados e a qualquer outra pessoa que tenha direitos e obrigações decorrentes dos contratos transferidos.

   Esta disposição não afecta o direito de os Estados-membros preverem a possibilidade de os tomadores de seguros rescindirem o contrato num prazo determinado a partir da transferência.

Historical Archives of the European Commission

Artigo 7º

O nº 2 do artigo 22º da Primeira Directiva passa a ter a seguinte redacção :

A República Italiana adoptará as disposições necessárias a fim de que a obrigatoriedade de as empresas estabelecidas no seu território cederem uma parte das suas subscrições ao "Instituto nazionale di assicurazioni" cesse o mais tardar dois anos após a entrada em vigor da presente directiva.

Artigo 8º

1. O Título III da Primeira Directiva não vida e da Primeira Directiva vida passa a ter a seguinte redacção:

TÍTULO III A.

Regras aplicáveis às agências ou sucursais, estabelecidas no interior da Comunidade, de empresas cuja sede social está situada fora da Comunidade.

2. É inserido um Título III B, após o artigo 29º da Primeira Directiva não vida e após o artigo 32º da Primeira Directiva vida, com a seguinte redacção:

TÍTULO III B.

Regras aplicáveis às filiais ou à aquisição de uma participação numa empresa-mãe regulada pela lei de um país terceiro.

Historical Archives of the European Commission

Artigo 9º

O Titulo III B é completado por um mesmo artigo, com o número 29ºA na Primeira Directiva não vida e 32º na Primeira Directiva vida, com a seguinte redacção:

1. Qualquer pedido de autorização de uma filial ou de aquisição de uma participação, com a definição que lhe é dada no nº 3, numa empresa-mãe regulada pelo direito de um país terceiro, é objecto de processo previsto no presente artigo.

2. As autoridades competentes do Estado-membro em questão informam as autoridades competentes dos outros Estados-membros, bem como a Comissão, dos pedidos de autorização de uma filial.

3. Os Estados-membros prevêem que quando uma empresa regulada pelo direito de um país terceiro pretende adquirir directa ou indirectamente uma participação numa companhia de seguros estabelecida na Comunidade, de modo a que esta se torne uma sua filial, informa desse facto as autoridades de controlo do Estado-membro em questão. Essas autoridades, pelo seu lado, informam desse facto as autoridades competentes dos outros Estados-membros, bem como a Comissão.

4. As autoridades competentes do Estado-membro em questão devem suspender a sua decisão, relativamente aos pedidos referidos nos nºs 2 e 3, até ultimação do processo previsto nos nºs 5 e 6.

5. A Comissão examina, no prazo dos três meses seguintes à recepção das informações previstas nos nºs 2 e 3, se todas as empresas da Comunidade beneficiam de um tratamento de reciprocidade, nomeadamente, relativamente à criação de filiais ou à aquisição de participações nas companhias de seguros no país em questão.

6. Se a Comissão verificar que a reciprocidade não está assegurada, pode prolongar a suspensão da decisão prevista no nº 4, após ter consultado as autoridades comptetentes dos Estados-membros, no quadro do processo de colaboração prevista no artigo 33º da Primeira Directiva não vida e no artigo 38º da Primeira Directiva vida.

7. A Comissão apresenta ao Conselho as propostas adequadas com vista a obter a reciprocidade com o país terceiro em questão.

Historical Archives of the European Commission

TÍTULO III - DISPOSIÇÕES ESPECIAIS PARA A LIVRE PRESTAÇÃO DE SERVIÇOS

Artigo 10º

1. O disposto no presente título aplica-se quando uma empresa assume, a partir de um estabelecimento situado num Estado-membro, um compromisso num outro Estado-membro.

2. O disposto no presente título não se aplica às operações, às empresas e aos organismos aos quais não se aplica a Primeira Directiva.

3. O disposto no presente título também não se aplica aos compromissos :

   - assumidos com pessoas que não sejam pessoas singulares agindo por conta própria;

   - assumidos com pessoas que possuam um vínculo comercial, profissional ou de emprego com a ou as pessoas que respondem pelo contrato, quer esse vínculo seja passado, presente ou futuro, desde que o contrato seja celebrado por força desse vínculo;

   - assumidos com uma pessoa que responde pelo contrato se este for celebrado por força do emprego ou da actividade profissional dessa pessoa;

   - relativos às operações referidas no nº 2, alíneas a), c), d) e e), e nº 3 do artigo 1º da Primeira Directiva.

4. Uma empresa só pode assumir um compromisso noutro Estado-membro se, no seu Estado-membro de estabelecimento, tiver autorização para esse compromisso, de acordo com o artigo 6º da Primeira Directiva.

Historical Archives of the European Commission

Artigo 11º

Qualquer empresa que pretenda efectuar prestações de serviços deverá informar previamente as autoridades competentes do Estado-membro da sede social e, se necessário, do Estado-membro do estabelecimento em causa, indicando o Estado-membro em cujo território pretende efectuar prestações de serviços e a natureza dos compromissos que pretende assumir.

Artigo 12º

1. Qualquer Estado-membro em cujo território uma empresa pretenda, em regime de prestação de serviços, assumir compromissos abrangidos pelo artigo 10º da presente directiva pode fazer depender o acesso a essa actividade, de uma autorização administrativa desde que esses compromissos não sejam abrangidos pelo disposto no artigo 13º; para o efeito, pode exigir que a empresa :

   a) Apresente um certificado emitido pelas autoridades competentes do Estado-membro da sede social comprovando que, para o conjunto das suas actividades, dispõe do mínimo de margem de solvabilidade de acordo com o artigo 19º da Primeira Directiva, e que, nos termos do nº 1 do artigo 6º da referida directiva, a autorização permite que a empresa opere fora do Estado-membro do estabelecimento;

   b) Apresente um certificado emitido pelas autoridades competentes do Estado-membro do estabelecimento indicando os ramos em que a empresa está habilitada a operar e atestando que essas autoridades não formulam objecções a que a empresa realize uma actividade em regime de prestação de serviços;

   c) Apresente um programa de actividades quue contenha informações respeitantes :

      - à natureza dos compromissos que a empresa se propõe assumir no Estado-membro da prestação de serviços,

Historical Archives of the European Commission

- às condições gerais e especiais das apólices de seguro que a empresa se propõe utilizar nesse Estado-membro,

- às tarifas que a empresa tenciona aplicar a cada tipo de operações, e às bases técnicas que a empresa tenciona utilizar para cada categoria de operações,

- aos formulários e outros impressos quue a empresa tenha a intenção de utilizar nas suas relações com os tomadores,

desde que tais documentos sejam igualmente exigidos às empresas estabelecidas.

2. As autoridades competentes do Estado-membro da prestação de serviços podem exigir que as informações referidas na alínea c) do nº 1 lhes sejam prestadas na língua oficial desse Estado.

3. As autoridades competentes do Estado-membro da prestação de serviços dispõem de um prazo de seis meses a contar da recepção dos documentos mencionados no nº 1 para conceder ou recusar a autorização com base na conformidade ou não-conformidade dos elementos do programa de actividades apresentado pela empresa com as disposições legislativas, administrativas ou regulamentares aplicáveis nesse Estado.

4. Se as autoridades competentes do Estado-membro da prestação de serviços não se pronunciarem até ao termo do prazo referido no nº 3, considera-se recusada a autorização.

5. Qualquer decisão de recusa de autorização ou de recusa de emissão do certificado referido nas alíneas a) e b) do nº 1 deve ser fundamentada de maneira precisa e notificada à empresa interessada.

6. Os Estados-membros devem prever o direito de recurso jurisdicional de qualquer decisão de recusa de autorização ou de recusa de emissão do certificado referido nas alíneas a) e b) do nº 1.

Historical Archives of the European Commission

Artigo 13º

1. Os compromissos assumidos em regime de prestação de serviços não são abrangidos pelo artigo 12º, mas sim pelo artigo 14º, quando o tomador tomar a iniciativa de solicitar o compromisso junto da empresa.

   Considera-se que o tomador tomou a iniciativa :

   - quando o primeiro contacto entre o tomador e a empresa, independentemente do meio utilizado, for efectuado pelo tomador

     ou

   - quando o contrato for celebrado no Estado-membro em que a empresa está estabelecida, sem que tenha havido contactos prévios entre o tomador e a empresa no Estado-membro em que o tomador reside habitualmente.

2. A empresa que pretenda assumir compromissos num Estado-membro ao abrigo do presente artigo não deve fazer nesse Estado-membro qualquer prospecção comercial ou publicidade relativas a essa actividade, excepto anúncios públicos que indiquem o seu endereço e os ramos em que está autorizada no Estado do estabelecimento a partir do qual pretende assumir compromissos;

3. Caso o tomador tome a iniciativa de solicitar o compromisso junto da empresa por intermédio de um corretor, deverá assinar, antes de celebrar o contrato com a empresa, uma declaração em como deseja que o corretor procure tipos de seguros num ou vários Estados-membros diferentes daquele em que reside habitualmente; o corretor é a pessoa referida no nº 1, alínea a), do artigo 2º da Directiva 77/92/CEE. O corretor não faz publicidade relativa à possibilidade de solicitar compromissos ao abrigo do regime previsto no presente artigo.

Historical Archives of the European Commission

4. Antes de subscrever um compromisso ao abrigo do regime previsto no presente artigo, o tomador assina uma declaração segundo a qual toma conhecimento que esse compromisso está sujeito às regras de controlo do país da empresa que assume o compromisso.

Artigo 14º

1. Os Estados-membros em cujo território uma empresa pretenda assumir em regime de prestação de serviços os compromissos referidos no artigo 13º da presente Directiva exigirão que a empresa em causa:

   a) Apresente um certificado, emitido pelas autoridades competentes do Estado-membro da sede social, comprovando que, para o conjunto das suas actividades, a empresa dispõe do mínimo da margem de solvabilidade, de acordo com o artigo 18º da Primeira Directiva e que, nos termos do nº 1 do artigo 6º da mesma directiva, a autorização permite que a empresa opere fora do Estado-membro do estabelecimento;

   b) Apresente um certificado, emitido pelas autoridades competentes do Estado-membro do estabelecimento, indicando os ramos que a empresa interessada está autorizada a praticar e atestando que essas autoridades não levantam objecções a que a empresa efectue uma actividade em regime de prestação de serviços;

   c) Indique a natureza dos compromissos que se propõe assumir no Estado-membro da prestação de serviços.

2. Os Estados-membros devem prever o direito de recurso jurisdicional de qualquer decisão de recusa de emissão do certificado referido nas alíneas a) ou b) do nº 1.

3. A empresa poderá iniciar a sua actividade a partir da data comprovada em que as autoridades do Estado-membro da prestação de serviços estejam na posse dos documentos referidos no nº 1.

Historical Archives of the European Commission

4. O presente artigo é igualmente aplicável no caso de o Estado-membro, em cujo território uma empresa pretende assumir, em regime de prestação de serviços, compromissos que não sejam os abrangidos pelo no artigo 13º da presente Directiva, não subordinar o acesso a essa actividade a uma autorização administrativa.

Artigo 15º

O tomador de um contrato individual de seguro de vida subscrito ao abrigo do regime de prestação de serviços referido no artigo 13º dispõe de um prazo de pelo menos 30 dias, a contar da data em que as partes assumiram o compromisso, para renunciar aos efeitos desse contrato.

A notificação de renúncia ao contrato por parte do tomador tem por efeito libertá-lo de qualquer obrigação decorrente desse contrato.

As presentes disposições não se aplicam aos contratos de duração igual ou inferior a 2 meses.

Os efeitos jurídicos da renúncia são regulados pela legislação aplicável ao contrato, tal como estabelece o artigo 4º, nomeadamente no que diz respeito à determinação da data a partir da qual as partes assumiram o compromisso.

Artigo 16º

A legislação dos Estados-membros estipulará que qualquer empresa estabelecida num Estado-membro possa assumir, nesse Estado-membro, em regime de prestação de serviços, pelo menos :

Historical Archives of the European Commission

- compromissos abrangidos pelo artigo 13º da presente directiva,

- compromissos abrangidos pelo artigo 10º não retomados no artigo 13º e relativos a ramos para os quais a empresa estabelecida no primeiro Estado-membro não se encontra autorizada, de acordo com o artigo 6º da Primeira Directiva.

Em contrapartida se, neste último caso, a empresa possuir a referida autorização, o primeiro Estado-membro pode opor-se a essa prestação de serviços.

Artigo 17º

1. No caso de a empresa prevista no artigo 11º pretende fazer alterações às informações previstas no nº 1, alínea c), do artigo 12º ou no nº 1, alínea c), do artigo 14º, comunicará essas alterações às autoridades competentes do Estado-membro da prestação de serviços. Estas alterações são sujeitas, consoante o caso, ao disposto no nº 3 do artigo 12º ou no nº 1 do artigo 14º.

2. No caso de pretender alargar a sua actividade a compromissos abrangidos pelo artigo 10º e não constantes do artigo 13º da presente directiva, a empresa será sujeita ao procedimento previsto pelos artigos 11º e 12º.

3. Caso pretenda alargar a sua actividade a compromissos previstos pelo artigo 13º ou pelo nº 4 do artigo 14º da presente directiva, a empresa será sujeita ao procedimento previsto pelos artigos 11º e 14º.

Artigo 18º

As empresas que, por força do nº 3 do artigo 13º da Primeira Directiva, pratiquem a acumulação das actividades referidas no Anexo da Primeira Directiva de Coordenação "danos" (73/239/CEE) com o exercício das actividades enumeradas no artigo 1º da Primeira Directiva não assumirão, em regime de prestação de serviços, compromissos em relação a um dos ramos abrangidos pela Primeira Directiva.

Historical Archives of the European Commission

Artigo 19º

1. Os Estados-membros em que tem lugar a prestação de serviços poderão manter ou introduzir disposições legislativas, regulamentares ou administrativas, justificadas pela preocupação de proteger o tomador, nomeadamente no que respeita à aprovação das condições gerais e especiais das apólices de seguros, dos formulários e outros impressos destinados a ser utilizados nas relações com os tomadores, das tarifas e de quaisquer outros documentos necessários ao exercício normal da fiscalização, na condição, porém, de as normas do Estado-membro do estabelecimento não serem suficientes para alcançar o nível de protecção necessário e de as exigências do Estado-membro da prestação de serviços não ultrapassarem o nível necessário para esse efeito.

2. Todavia, relativamente aos compromissos referidos no artigo 13º da presente directiva, os Estados-membros em que tem lugar a prestação de serviços não poderão prever disposições que exijam a aprovação ou a comunicação das condições gerais e especiais das apólices de seguros, das tarifas e dos formulários e outros impressos que a empresa tenha intenção de utilizar nas suas relações com os tomadores de seguros.

Artigo 20º

1. Qualquer empresa que efectue prestações de serviços deve apresentar às autoridades competentes do Estado-membro da prestação de serviços todos os documentos que lhe forem solicitados em aplicação do presente artigo, desde que tal obrigação se aplique igualmente às empresas estabelecidas nesse Estado.

2. Se as autoridades competentes de um Estado-membro verificarem que uma empresa que actua em regime de prestação de serviços no território desse Estado-membro não respeita as normas legais em vigor nesse Estado-membro que lhe sejam aplicáveis, essas autoridades convidarão a empresa em causa a pôr fim a essa situação irregular.

Historical Archives of the European Commission

3. Se a empresa em questão não tomar disposições no sentido de regularizar a situação referida no nº 2, as autoridades competentes do Estado-membro da prestação de serviços comunicarão esse facto às autoridades competentes do Estado-membro do estabelecimento. Estas últimas autoridades tomarão todas as medidas adequadas para que a empresa em causa ponha fim a essa situação irregular. A natureza de tais medidas será comunnicada às autoridades do Estado-membro da prestação de serviços.

   As autoridades competentes do Estado-membro da prestação de serviços poderão também dirigir-se às autoridades competentes da sede social da empresa seguradora sempre que as prestações de serviços forem efectuadas por uma sucursal ou agência.

4. Se, apesar das medidas tomadas para o efeito pelo Estado-membro do estabelecimento, ou porque tais medidas se revelem insuficientes ou não existam ainda no Estado em causa, a empresa persistir em violar as normas legais em vigor no Estado-membro da prestação de serviços, este último pode, após ter informado as autoridades de controlo do Estado-membro do estabelecimento, tomar as medidas adequadas a fim de evitar novas irregularidades e, se for absolutamente necessário, impedir a empresa de continuar a assumir compromissos em regime de prestação de serviços no seu território. No caso de compromissosassumidos em regime de prestação de serviços diferentes dos abrangidos pelo artigo 13º da Primeira Directiva, tais medidas incluem a revogação da autorização referida no artigo 12º. Os Estados-membros assegurar-se-ão do que é possível efectuar no seu território as notificações necessárias para tais medidas.

5. As disposições anteriores não afectam o poder de um Estado-membro punir as irregularidades cometidas no seu território.

6. Se a empresa que cometeu a infracção possuir um estabelecimento ou possuir bens no Estado-membro da prestação de serviços, as autoridades de controlo desse Estado podem, ao abrigo da legislação nacional, executar contra esse estabelecimento ou esses bens as sanções administrativas previstas para essa infracção.

Historical Archives of the European Commission

7. Qualquer medida tomada ao abrigo dos nºs 2 a 6 que inclua sanções ou restrições ao exercício da prestação de serviços deve ser devidamente fundamentada e notificada à empresa interessada. Tais medidas podem ser objecto de recurso jurisdicional no Estado-membro em que foram tomadas.

8. Quando tais medidas tiverem sido adoptadas ao abrigo do artigo 24º da Primeira Directiva, as autoridades competentes do Estado-membro da prestação de serviços serão informadas do facto pelas autoridades que as adoptarem e tomarão, no caso de medidas adoptadas ao abrigo dos nºs 1 e 3 do referido artigo, as medidas necessárias para proteger os interesses dos segurados.

   No caso de uma autorização ser revogada com base no artigo 26º da Primeira Directiva, as autoridades do Estado-membro da prestação de serviços serão informadas do facto e tomarão as medidas adequadas a fim de evitar que o estabelecimento em causa continue a celebrar contratos de seguro em regime de prestação de serviços no território desse Estado-membro.

9. A Comissão apresentará ao Conselho, de dois em dois anos, um relatório indicando resumidamente o número e o tipo de casos em relação aos quais foram notificadas, em cada Estado-membro, decisões de recusa de autorização de acordo com o artigo 12º ou foram tomadas medidas por força do disposto no nº 4. Os Estados-membros cooperam com a Comissão, fornecendo-lhe todas as informações necessárias para a elaboração de um tal relatório.

Historical Archives of the European Commission

Artigo 21º

Em caso de liquidação de uma empresa de seguros, os compromissos resultantes de um contrato celebrado em regime de prestação de serviços são executados do mesmo modo que os compromissos resultantes de outros contratos de seguro da mesma empresa, sem distinção de nacionalidade dos segurados e dos beneficiários.

Artigo 22º

1. Quando for apresentada uma operação em regime de prestação de serviços, o tomador do seguro deve, antes de assumir qualquer compromisso, ser informado do nome do Estado-membro onde se encontra a sede social, a agência ou a sucursal com a qual o contrato será celebrado.

   Se forem fornecidos documentos ao tomador do seguro, a informação referida no parágrafo anterior deve constar desses documentos.

2. O contrato ou qualquer outro documento que assegure a cobertura, bem como a proposta de seguro, caso esta vincule o tomador, deve indicar o endereço do estabelecimento que assegura a cobertura e, eventualmente, o endereço da sede social.

Artigo 23º

1. Sempre que a prestação de serviços estiver sujeita à concessão de uma autorização pelo Estado-membro da prestação de serviços, o montante das provisões matemáticas e as regras relativas à participação nos lucros e nos valores de resgate e de redução relativos aos contratos em causa será determinado sob o controlo desse Estado-membro e segundo as regras por ele fixadas ou, na falta destas, segundo as práticas estabelecidas nesse Estado-membro. A representação dessas provisões por activos equivalentes e congruentes, a localização desses activos e a aplicação das regras relativas à participação nos lucros de resgate e de redução efectuar-se-ão sob o controlo desse Estado-membro segundo as suas regras ou práticas.

2. Em todos os outros casos, estas diversas operações serão efectuadas sob o controlo do Estado-membro de estabelecimento de acordo com as suas regras e práticas.

Historical Archives of the European Commission

3. O Estado-membro do estabelecimento assegurar-se-á de quue as provisões relativas à totalidade dos contratos que a empresa celebrar através do estabelecimento em questão são suficientes e de que as mesmas estão representadas por activos equivalentes e congruentes.

4. No caso referido no nº 1, o Estado-membro do estabelecimento e o Estado-membro da prestação de serviços trocarão entre si todas as informações necessárias ao exercício das suas funções nos termos dos nºs 1 e 3.

Artigo 24º

Qualquer contrato de seguro celebrado em regime de prestação de serviços ficará exclusivamente sujeito aos impostos indirectos e às imposições parafiscais que oneram os prémios de seguro no Estado-membro em que o compromisso é assumido, na acepção da alínea e) do artigo 2º.

A lei aplicável ao contrato por força do artigo 4º não tem incidência no regime fiscal aplicável.
Cada Estado-membro aplicará às empresas que prestem serviços no seu território as disposições nacionais relativas às medidas destinadas a garantir a cobrança dos impostos indirectos e das imposições parafiscais devidos por força do primeiro parágrafo.

Historical Archives of the European Commission

TÍTULO IV - DISPOSIÇÕES FINAIS

Artigo 25º

A Comissão e as autoridades competentes dos Estados-membros colaborarão estreitamente com vista a facilitar a fiscalização dos seguros e das operações abrangidas pela Primeira Directiva.

Os Estados-membros informarão a Comissão das principais dificuldades resultantes da aplicação da presente directiva, nomeadamente as dificuldades que se coloquem quando um Estado-membro verificar uma transferência anormal das actividades abrangidas pela Primeira Directiva, em prejuízo das empresas estabelecidas no seu território e em benefício de agências e sucursais situadas na periferia deste.

A Comissão e as autoridades competentes dos Estados-membros analisarão tais dificuldades o mais rapidamente possível a fim de encontrar uma solução adequada.

Se necessário, a Comissão apresentará ao Conselho propostas adequadas.

Artigo 26º

A Comissão enviará ao Conselho e ao Parlamento Europeu, periodicamente e pela primeira vez em 1 de ....., um relatório sobre a evolução do mercado dos seguros e das operações efectuadas em regime de livre prestação de serviços.

Artigo 27º

Os Estados-membros alterarão as respectivas disposições nacionais em conformidade com o disposto na presente directiva no prazo de dezoito meses a contar da sua notificação e desse facto informarão imediatamente a Comissão.
As disposições alteradas em conformidade com o primeiro parágrafo serão aplicadas no prazo de vinte e quatro meses a contar da notificação da presente directiva.

Historical Archives of the European Commission

Artigo 28º

A partir da notificação da presente directiva, os Estados-membros comunicarão à Comissão o texto das principais disposições legislativas, regulamentares ou administrativas que adoptarem no domínio regulado pela presente directiva.

Artigo 29º

Os Estados-membros são destinatários da presente directiva.

Historical Archives of the European Commission